XX^e siècle

Pierre Birnbaum

"La France aux Français"

Histoire des haines nationalistes



Seuil

PIERRE BIRNBAUM

« LA FRANCE AUX FRANÇAIS »

HISTOIRE DES HAINES NATIONALISTES

2006
[1993]

ÉDITIONS DU SEUIL
*25, bd Romain-Rolland, Paris XIV^e^*

Sommaire

Du même auteur

Copyright

Dédicace

Table des matières

Introduction

1 - Territoires : l'identité

1 - Des préjugés à la haine

D'une droite à l'autre

L'État dans l'État

Valeurs cosmopolites et identité catholique

2 - Identité catholique et suffrage universel

3 - De la France juive aux protocoles

2 - Variations : la race

4 - Ernest Renan, un charmant rabbi dans la guerre des deux France

5 - André Siegfried : la géographie des races

6 - George Montandon : l'anthropologie vichyste au service du nazisme

7 - Céline, un autre Drumont

3 - Cris et slogans : « La France aux français ! »

8 - Paris leur appartient : la mobilisation électorale nationaliste en 1902

9 - « Les juifs en Palestine ! » la solution sioniste ou comment s'en débarrasser

10 - Le noble catholique le fier Arabe et le juif pervers

4 - Théories : l'exceptionnalisme

11 - Nationalisme à la française

12 - Nationalismes : la comparaison France-Allemagne

Conclusion - La banalité du mal

Postface - 1993-2005. Vers la « lepénisation des esprits » ?

Notes

Index

Introduction

Longtemps la République a paru fragile, incertaine, presque étrangère à l'identité nationale, sa légitimité n'étant en rien acquise : contre elle se lèvent alors inlassablement les forces hostiles les plus disparates. Liant les citoyens les uns aux autres en une nouvelle communauté imaginaire fondée sur la seule Raison, attentive surtout à renforcer leur solidarité, dédaigneuse ou presque des multiples formes privées de bonheur individuel ou particulier, dressée contre toute autre communauté interne rivale productrice d'éventuelles allégeances particularistes, la République rencontre alors l'hostilité non déguisée de tous ceux qui entendent demeurer fidèles à une autre histoire façonnée par d'autres valeurs. En s'appuyant, de plus, sur une machine étatique léguée par la monarchie absolue dont la logique interne prétend tout autant ignorer les affinités de territoires ou encore de statut, elle semble comme flotter, en dépit des efforts surhumains de tous ceux qui militent en sa faveur, à l'écart de la terre et des morts, loin du pays réel et de ses traditions. Depuis un peu plus d'un siècle, la République est reine : elle ne gouverne pourtant réellement dans une sérénité définitivement conquise que depuis moins d'un demi-siècle. C'est que, avant de rencontrer l'adhésion de presque tous, elle a suscité chez beaucoup, au plus profond des âmes, une hostilité farouche dont la véhémence était à la mesure des convictions et des attachements issus d'un autre univers.

La guerre des deux France a perdu aujourd'hui, sauf exception, sa dimension passionnelle et ses lointains échos paraissent peu à peu s'assourdir même si, sous l'aiguillon d'une mobilisation lepéniste ambitieuse et décidée à asseoir durablement son succès au cœur de la société, les bruits d'autrefois retentissent à nouveau aux quatre coins de l'Hexagone et, davantage encore peut-être, dans les rues de Paris. Cette longue guerre ancrée dans un XIX^{e} siècle bruissant de violences a été menée, de part et d'autre, durement et, souvent, sans concession. L'enjeu est en effet crucial : il s'agit, très largement, de savoir si la France fonde toujours son identité propre sur le catholicisme ou si elle s'engage dans la construction d'un ordre politique tourné vers un autre universalisme, celui de la Raison, au regard duquel tous les citoyens abandonnent dorénavant leurs valeurs du moment qu'ils entrent dans l'espace public ; pour le formuler autrement, il s'agit du heurt entre deux communautés imaginaires,

celle d'une communauté de citoyens rêvée par la Révolution française ou encore celle des fondateurs de la Troisième République et celle, au contraire, d'une communauté structurée par la foi et irrévocablement organisée par l'Église. Certes, durant le XIX^e^ siècle tout particulièrement, une autre tradition source de haines tout aussi irréductibles se forme, celle d'un racisme au fondement biologique, produit, par exemple, de l'imagination fertile d'un Arthur de Gobineau dont certains héritiers ne se réclament pas toujours d'un catholicisme qu'ils rejettent même parfois explicitement. Catholicisme et racisme n'ont en effet rien en commun. Il n'empêche que même un Jules Soury, qui contribue tant à convertir le nationalisme du tournant du siècle au racisme le plus radical, se propose avant tout de prendre la défense de la France catholique. Ainsi, dans ce livre fondamental pour qui veut analyser la formation des haines contemporaines qu'est *Campagne nationaliste*, Jules Soury souligne à quel point l'affaire Dreyfus constitue « le réactif par la vertu duquel deux France se sont séparées, éloignées pour toujours, comme d'irréconciliables ennemies […] les Francs-Maçons, les Protestants et les Juifs représentent donc, en face des catholiques, la pensée libre, sans tradition, sans servitude volontaire. Entre les uns et les autres, l'état de guerre est fatal […] L'âme française a besoin d'être retrempée dans le feu et de subir un nouveau baptême de sang ». Entre les « Juifs » et les « Aryens », ajoute-t-il, retentissent des « cliquetis d'épée ». Ne cherchant en rien à cacher sa haine, sa volonté d'en venir tant à une guerre des races qu'à une guerre des religions, il ajoute encore : « Je suis du parti de la guerre : de la guerre contre tout ce que nous haïssons, le reniement des traditions nationales, l'abaissement et la trahison de la patrie par les Huguenots et les Francs-Maçons, plus encore que par les Juifs qui du moins ne sont pas des Français ; de la guerre pour la défense de tout ce que nous aimons, la Terre de nos Morts, l'Église catholique, l'Armée de la France[1]. » Pour ce respectable directeur à l'École des hautes études, « nous autres gens de race aryenne, catholiques romains et Français de France, nous avons le devoir d'incliner à la pitié envers les races inférieures, envers les juifs surtout[2] ». Entre la défense de la race aryenne et celle de la France catholique, on voit qu'ici il n'y a finalement pas grande différence. On retrouve pareille ambiguïté dans l'œuvre d'un Maurice Barrès, largement influencé par les écrits de Jules Soury et qui devient à la fin du XIX^e^ siècle le prince du nationalisme : Barrès fluctue à son tour souvent entre un nationalisme de race et un nationalisme exprimant surtout une identité catholique, le populisme barrésien se mariant aisément avec l'une et l'autre de ces deux dimensions du nationalisme de ces années agitées. Répétons-le : le catholicisme structure souvent

les valeurs nationalistes, il ne les produit pourtant pas. Si, longtemps à travers l'histoire de la France, une « corrélation évidente » se fait jour entre catholicisme et valeurs conservatrices, si, dans la première moitié du XX^e siècle, on peut encore noter « l'attachement d'une bonne partie des catholiques à des valeurs réactionnaires[3] », en lui-même l'univers catholique demeure multiple, s'ouvrant aussi tout naturellement vers le libéralisme et la tolérance. Ce sont les nationalistes qui s'en font une arme privilégiée contre les « États confédérés » et les ennemis de l'intérieur, ralliant ainsi souvent vers eux un monde catholique heurté de plein fouet par le projet républicain de laïcisation de la société.

Dans ce sens, la guerre entre les deux France est davantage le produit d'un choc culturel que d'une simple opposition de classes ou encore le résultat d'un conflit entre le centre et les périphéries territoriales. Ces autres clivages produisent évidemment d'autres conflits et d'autres incompréhensions menant à des jacqueries, à des mobilisations paysannes, à des grèves violemment réprimées par les groupes dominants ou, le plus souvent, par l'État lui-même. La haine des gros trouve ainsi son contraire dans la haine du peuple, des foules, des pauvres et, de la Commune au Front populaire, les terribles conflits de classes traversent également l'histoire de la France contemporaine. D'autres formes de pensée mythique porteuses elles aussi de haine pourraient donc être aisément repérées dans la France moderne, depuis la haine du bourgeois jusqu'à celle des classes dangereuses ou, à l'époque contemporaine, celle qui s'exprime à travers un anticommunisme extrême. Elles se trouvent pourtant délaissées ici délibérément dans la mesure où elles n'interfèrent pas nécessairement avec la guerre des deux France dont la structuration est peut-être avant tout culturelle, opposant, par-delà les appartenances sociales, des fidélités irréductibles façonnées tantôt pat le catholicisme, tantôt par le vieux rationalisme issu du siècle des Lumières, triomphant enfin avec l'instauration d'une Troisième République positiviste, soucieuse d'imposer une laïcité qu'elle prétend marier avec l'esprit de progrès et la foi en la science. Au bout du compte, il s'agit tout simplement de construire les fondements de la citoyenneté et, donc, les limites de l'espace public : dans ce sens, on comprend à quel point sont décisifs les conflits et les dissensions nés de la séparation de l'Église et de l'État, l'une des questions sans aucun doute les plus symboliques de ce long affrontement dont on peut suivre, de la Révolution française aux années 1980 à travers surtout le tournant du siècle, les péripéties successives, provoquant à chaque fois d'intenses mobilisations rivales. Quelle sera donc, en définitive, la source d'inspiration principale de la morale et des

valeurs des citoyens en fonction desquelles pourra se construire une communauté politique propice à la solidarité ?

On comprend que cet enjeu soit à ce point vital : dans une société modelée par un État puissant et interventionniste mais aussi par une Église forte et soucieuse d'étendre son influence, le heurt entre ces deux acteurs collectifs qui se disputent l'un et l'autre le contrôle des citoyens ne peut qu'être rémanent, d'autant qu'il se renforce d'antagonismes connexes dressant, par exemple, l'un contre l'autre l'Instituteur et l'Officier : attirés par un tel différend historique, peu résistent à s'engager dans un camp ou dans un autre. Certes, dans son ouvrage *La Foi laïque*, un Ferdinand Buisson rejette l'idée du caractère inéluctable de la guerre des deux France et refuse de croire que « la patrie, notre mère, avait enfanté deux races inconciliables[4] ». Dans le même sens, un Ernest Lavisse s'efforce lui aussi, du moins un temps, désireux qu'il est de faire reculer les haines, de rétablir une certaine harmonie entre les frères ennemis : « L'Armée et la Justice, écrit-il, étant opposées l'une à l'autre par un effroyable malentendu, commencez, frères ennemis, par rendre à votre pays cette justice qu'il est le seul au monde, peut-être, où tant d'hommes soient capables de se torturer pour des sentiments nobles. Offrez à la Patrie le sacrifice de vos haines. Et puis apaisez-vous en cette idée que, tous ensemble, vous êtes la France. » Ce choc frontal mettant face à face, et on l'oublie trop souvent, des acteurs viscéralement attachés au catholicisme à d'autres qui, de multiples manières, s'en sont éloignés, l'apaisement tant souhaité se fera longtemps attendre, entraînant, bon gré mal gré, un Lavisse lui-même du côté de la République et du parti « intellectuel »[5]. Pris à son tour dans cet embrasement général, un Célestin Bouglé s'écrie : « Et ce seraient, Messieurs, ces ligueurs panachés, unis par la seule haine de l'esprit de la Révolution, qui représenteraient la patrie française ! […] C'est à l'abattoir que ce cortège d'assommeurs voudrait nous amener […] Reprenons alors à notre compte une de leurs formules, et unissons-nous pour crier : "Français, nous ne le permettrons pas !"[6] » Le camp républicain entend ainsi retourner les slogans nationalistes en identifiant la France à un patriotisme dont l'exceptionnalité reposerait sur les seuls principes de 89. Dans le même sens, las d'entendre sans cesse clamer le cri de guerre favori des droites nationalistes, « La France aux Français », accablés par la haine insatiable de *La Libre Parole* dont la *une* s'orne chaque jour victorieusement de ce slogan, certains juifs souhaitent à leur tour retourner ce cri de guerre pour le transformer en un slogan patriotique. Les *Archives israélites* s'exclame ainsi : « Oui, la France aux Français ! Ce truisme, ce cri qu'il est presque banal de proférer

tellement il est dans la nature des choses que chaque pays appartienne aux nationaux ; la France aux Français ! qui donc a plus le droit de le dire que cette infime minorité de Français — ils ne sont même pas cent mille — professant le culte israélite qu'une horde de malandrins couvre tous les jours d'invectives, d'ignominie[7]. » Ces tentatives destinées à faire triompher le patriotisme sur un nationalisme vengeur uniquement soucieux d'exclusion, capables du même coup de réintégrer tous les républicains, y compris les protestants ou encore les juifs, au sein d'une France appartenant véritablement à tous les Français, tournent court. De la fin du XIX^e^ siècle à nos jours, ceux qui crient, avec tant de violence, « La France aux Français ! » entendent bien rejeter de l'identité française tous ceux qu'ils considèrent, et en dépit de leur citoyenneté, comme d'irrécupérables allogènes. Lancé toujours avec autant de vigueur, « La France aux Français ! » fait figure de cri de ralliement que répètent, à toutes époques et sans se lasser, à Paris comme dans de nombreuses villes de province et jusque dans les petites bourgades somnolentes, des manifestants nationalistes en colère. Hier comme aujourd'hui, lancé de manière nette et crue ou avancé implicitement sous couvert de démonstration à prétention académique, ce slogan témoigne d'une crispation identitaire, du refus d'une citoyenneté universaliste, du rejet d'un État considéré comme étranger au pays réel. On l'entend même, à l'époque de l'affaire Dreyfus comme dans l'entre-deux-guerres, dans l'enceinte solennelle de la Chambre des députés. Et adapté à tous les contextes locaux, il se transforme en autant de « La Picardie aux Picards », de « Le Médoc aux Médocains », etc., comme pour mieux souligner la légitimité de l'enracinement identitaire au détriment d'un État républicain supposé artificiel et soumis aux seules forces obscures et allogènes du mal.

Cette guerre des deux France qui triomphe ainsi traverse largement les diverses forces sociales : comme on vient de l'apercevoir, elle ne se déroule pas en vase clos, dans un espace à ce point simplifié. Depuis la Révolution française qui leur a permis d'accéder à la citoyenneté, d'autres acteurs, peu nombreux il est vrai, sont également partie prenante, peu à peu, de cette vaste querelle. Rejetés depuis la nuit des temps, bien qu'à des degrés divers, d'une cité fondée sur les valeurs de l'Église, les protestants puis les juifs et bientôt les Noirs et, bien plus tard, au terme presque de ce processus d'ouverture aux autres, les musulmans eux-mêmes accèdent, à des périodes certes fort éloignées les unes des autres mais selon une logique toujours identique, à une citoyenneté pleine et entière que leur confère, dans son universalisme rationaliste, la République. C'est dire qu'au moment même où le statut

de *Marianne* est encore incertain, tout au long du XIX^e^ siècle, les protestants et les juifs essentiellement sont projetés au cœur des guerres franco-françaises d'abord par la Révolution qui les émancipe puis, surtout, par la Troisième République qui cherche en ces minorités d'éventuels alliés dans son combat contre les anciennes élites qui lui restent résolument hostiles. Le jeu se complexifie encore du fait du ralliement de la plupart des francs-maçons à l'idéal républicain dans lequel ils trouvent une formule politique capable de mettre en œuvre la « morale indépendante » et l'éthique rationaliste justifiant leur action au sein de la cité : à leurs yeux, le catholicisme institutionnalisé prévient l'autonomie morale de l'homme et empêche son engagement dans une activité scientifique de type rationaliste que favorise au contraire le positivisme républicain : bien que de culture catholique, ils n'en deviennent pas moins fréquemment anticléricaux par hostilité envers l'Église[8]. Dès lors, tout se précipite : partisans résolus, pour la plupart, des valeurs républicaines d'autant plus qu'ils se sont sans cesse heurtés, les uns et les autres, à l'hostilité déclarée et sans faille de l'Église, ces groupes ultra-minoritaires, bien représentés dans la nouvelle élite politico-administrative, rejoignent presque toujours le combat rationaliste des républicains, ces anciens catholiques pour l'immense majorité devenus athées ou déistes au contact des Lumières ; ils forment un apport certes marginal, sauf dans certaines régions particulières, à l'armée de militants qui se constitue alors, mais dont l'engagement ouvert en faveur de l'instauration d'un espace public laïque va accélérer involontairement la constitution d'une tradition contre-révolutionnaire et, bientôt, nationaliste et radicale, de type mythique, capable d'enflammer l'imaginaire de tous ceux qui ne peuvent penser une France sans Dieu. Un tel affrontement interne ne peut que nous inciter à renverser la célèbre proposition de Carl Schmitt selon lequel « l'ennemi au sens politique du terme n'implique pas une haine personnelle et c'est dans la sphère privée seulement que cela a un sens d'aimer son ennemi, c'est-à-dire son adversaire[9] ». Rejetant la notion d'ennemi à l'extérieur de l'État unifié ou encore d'une société forcément homogène, dans la seule sphère des relations internationales où se déclenchent des guerres, cette formulation s'applique malaisément à une société française déchirée de l'intérieur par des haines que se vouent des ennemis irréductibles dans la sphère privée tout comme dans l'espace public.

Cette pensée mythique qui se donne dorénavant libre cours s'appuie sur une tradition presque immuable de haine issue du refus catholique d'admettre d'abord la persistance du judaïsme[10], devenu à ses yeux obsolète, puis la naissance de

l'individualisme protestant critique à l'égard des dogmes et refusant la prééminence papale ainsi que la structure hiérarchique interne de l'Église. Ce refus est absolu, fondé qu'il est sur une vérité qui ne saurait admettre un autre questionnement ; certes, dans sa dimension théologique, il n'implique pas en lui-même la haine et les fantasmes par lesquels elle s'accompagne fréquemment. Cette haine, en France, s'est librement déversée et sans grande retenue, siècle après siècle, excluant, enfermant, brûlant, au nom de la vérité, ceux qui persistaient à ne pas vouloir la partager. L'histoire la plus éloignée témoigne, au plus profond de diverses provinces, d'un rejet de la présence des juifs, associés à ces autres êtres considérés comme également maléfiques et dangereux que sont les lépreux ou les sorcières : à certaines époques, leur persécution y a été fréquente, menant tantôt à l'expulsion pure et simple, tantôt à l'enfermement, tantôt encore aux pogromes. Surtout, indépendamment de la violence mise en œuvre, elle révèle l'explosion d'une pensée mythique justifiant une haine sans limites déployée contre tous ceux qui incarnent le complot maléfique, source de domination et de perversions[11]. Cette haine énoncée ouvertement au nom de l'identité catholique de la société française trouve également d'autres cibles, tout autant inacceptables, les protestants ; et, jusque tard dans l'époque contemporaine, on entendra sans cesse défendre une Saint-Barthélemy que protestants comme juifs ou, bientôt, musulmans, les faits confirmant amplement les craintes, ne peuvent que redouter. Comme le note Jean Delumeau, dès le début des temps modernes, au sein du « seul espace catholique », on s'en prend déjà aux « ennemis de l'intérieur » que sont « les Juifs, Musulmans et idolâtres […] graduellement assimilés à des hérétiques et punissables comme tels »[12] ; contre ces ennemis de même qu'à l'encontre des protestants assimilés les uns et les autres à des sorciers ou à des diables, le pouvoir, à la fois civil et religieux, n'hésite pas à recourir aux mesures les plus extrêmes. L'« ennemi » intérieur suscite donc bien la haine au-delà du seul domaine privé.

A l'époque où l'on souhaite faire débuter ce récit de quelques-unes des explosions de haine qui ont ponctué l'histoire de la France contemporaine, cette même pensée mythique associant cette fois la République aux multiples alliés de Satan paraît toujours aussi vivace. Elle s'est néanmoins modifiée sur un point essentiel : dorénavant, comme l'État s'éloigne progressivement du religieux, l'Église se retourne au contraire contre lui en poursuivant encore longtemps, souvent en étroite union avec les mouvements nationalistes, les « ennemis de l'intérieur » désormais protégés par cet État républicain. Carlo Ginzburg rapproche ainsi la

période de l'affaire Dreyfus de celle du XIV^e^ siècle où les accusations de complot portées à l'encontre des juifs furent si fréquentes, justifiant en dernier ressort leur mise à mort[13]. Certes, le domaine de l'irrationnel étant l'un des mieux partagés, à cette même époque, au nom cette fois du positivisme, les tenants des idéaux républicains se sont parfois eux aussi appuyés sur une interprétation plus que schématique de l'hystérie, formulée alors par Jean Martin Charcot, pour justifier leur anticléricalisme militant et leur opposition à l'Église ; proche de Gambetta, Charcot tout comme son élève Bourneville, qui fut conseiller municipal et même député, incarnant le type même du psychiatre-militant en faveur de la République et d'une libre-pensée hostile à l'Église catholique, s'attaquent dès lors aux dogmes au nom d'une critique de l'irrationnel formulée en termes de maladie mentale, c'est-à-dire d'hystérie mystique : la psychiatrie ainsi conçue se trouve mise au service de la République afin de mieux discréditer les catholiques français considérés purement et simplement comme des hystériques : même si, les choses n'étant jamais simples en ce domaine, Charcot, ne cachant pas, par ailleurs, son antisémitisme véhément, se trouve sans cesse loué par Édouard Drumont, dans *La France juive* comme dans *La Libre Parole*, pour avoir soigneusement constaté et décrit les ravages qu'exerce la nervosité, pathologie à ses yeux propre aux juifs[14] !

L'anticléricalisme d'une partie importante du personnel politique de la Troisième République verse donc également dans une pensée mythique où fleurissent à nouveau les stéréotypes, les accusations de complot, de perversion, de manipulation au service là encore d'une puissance internationale qui avance cachée pour mieux s'emparer de l'âme des futurs citoyens. Gambetta, la bête noire d'Édouard Drumont et de tous ceux qui sont hostiles à cette Troisième République naissante, donne un souffle irrésistible à cet anticléricalisme agressif en utilisant parfois un vocabulaire et des images dignes en tout point du camp adverse : à ses yeux, « il reste un parti que vous connaissez bien, un parti qui est l'ennemi de toute indépendance, de toute lumière et de toute stabilité car ce parti est l'ennemi déclaré de tout ce qui est sain […] cet ennemi, vous l'avez nommé, c'est le cléricalisme […] nous n'avons en face de nous qu'un ennemi, mais c'est un ennemi bien organisé, bien discipliné, ayant l'obéissance passive pour premier instrument, ayant l'argent qu'il retire de toutes les sottises et de toutes les superstitions pour levier, avec une manière de procéder qui renverse tous les obstacles parce qu'il n'a aucun scrupule et enfin la haine de la société moderne […] Voilà l'ennemi ». Gambetta reprend inlassablement cette idée en lançant enfin, en mai 1877, son célèbre « le

cléricalisme, voilà l'ennemi », ennemi qu'il accuse de pénétrer l'État, de se comporter comme un étranger de l'intérieur, etc. « Partout où peut se glisser l'esprit jésuitique, souligne-t-il enfin, les cléricaux s'infiltrent et visent bientôt à la domination […] l'État se trouve sous le joug des cléricaux alors que ce sont eux qui devraient porter le joug de l'État. » Face à cet ennemi présenté comme irréductible, une seule solution avancée sans grande précaution de style par Paul Bert lui-même, en août 1879, à Auxerre : « Je bois, s'écrie-t-il, à la destruction du phylloxéra. Le département de l'Yonne a eu le bonheur jusqu'ici d'échapper à ces deux fléaux : le phylloxéra qui se cache sous la vigne et l'autre… le phylloxéra que l'on cache avec des feuilles de vigne. Pour le premier, nous avons le sulfure de carbone ; pour le second, l'article 7 de la loi Ferry […] Quand nous aurons l'article 7, nous l'essaierons, et, s'il nous donne les résultats attendus, nous nous en tiendrons là. Mais s'il ne répond pas à notre attente, nous n'hésiterons pas à chercher un autre insecticide plus énergique pour sauver la France. » Un peu plus tard, Paul Ber ajoute : « Restez Français, c'est-à-dire francs […] ne laissez pas obscurcir votre esprit qui se baigne joyeux de lumière par les brouillards, les mysticités fuligineuses, d'où qu'ils viennent, que ce soit de l'autre côté des Alpes ou de l'autre côté du Rhin. Puis restez Français par le sentiment national : ne vous laissez pas envahir par je ne sais quel esprit de cosmopolitisme, qu'il soit rouge ou qu'il soit noir. » Contre la domination absolue qu'exerçait auparavant sur la société le catholicisme, se dresse ainsi, en France comme dans d'autres pays latins, un anticléricalisme qui ne fait guère dans la dentelle, usant des clichés les plus éculés, n'hésitant pas à brandir, de manière certes métaphorique, les menaces les plus extrêmes, faisant appel au patriotisme contre tous les « cosmopolitismes », mû naturellement par la « haine » de l'esprit « franc » propre aux Français. Et *La Marseillaise anticléricale* de lancer sur le même ton :

Allons ! fils de la République,
Le jour du vote est arrivé !
Contre nous de la noire clique
L'oriflamme ignoble est levé.
Entendez-vous tous ces infâmes
Croasser leurs stupides chants ?
Ils voudraient encore, les brigands,
Salir nos enfants et nos femmes !…

Citoyens, punissons les crimes
De ces immondes calotins…
Que la haine de l'imposture
Inspire nos votes vengeurs !
Expulsons l'horrible tonsure ;
Hors de France, les malfaiteurs[15] !…

On le voit, c'est bien la haine qui inspire parfois ouvertement les tenants de l'anticléricalisme dans leur affrontement avec « l'ennemi » catholique. Pourtant, en dehors de quelques moments exceptionnels se produisant, par exemple, lors de la fermeture des écoles privées non autorisées, ou encore lors des inventaires des églises prévus à la suite de la loi de la séparation de l'Église et de l'État, et durant lesquels la violence anticléricale se déchaîne, entraînant même quelques morts d'hommes dans le camp catholique[16], on ne peut soutenir que la haine anticléricale, en dépit de ses débordements verbaux incontestables, soit comparable à la haine déployée avec tant de force et de conviction par l'autre ennemi, le mouvement nationaliste se réclamant d'un catholicisme intransigeant. Dans ce sens, l'ouvrage célèbre et courageux du catholique libéral qu'est Anatole Leroy-Beaulieu, *Les Doctrines de haine. L'antisémitisme. L'antiprotestantisme. L'anticléricalisme*, publié en 1902[17], en pleine guerre franco-française, au moment même où les ligues radicales, solidement organisées à travers tout le territoire et intimement liées aux organisations catholiques et à leurs réseaux serrés de militants locaux, espèrent enfin s'emparer du pouvoir et abattre la République parlementaire[18], repose sur un principe d'équivalence inacceptable. Pour lui, « l'antisémitisme, l'antiprotestantisme, l'anticléricalisme sont trois phénomènes connexes qui, par leurs violences et par leurs appels à l'intolérance, méritent, tous les trois, presque également, le nom de doctrine de haine ». Certes, Anatole Leroy-Beaulieu prend soin, au début de son argumentation, de remarquer, en passant, que ces trois refus peuvent « presque également » être interprétés comme des doctrines de haine ; dans le reste de son ouvrage, même s'il souligne l'antériorité de l'antisémitisme et de l'antiprotestantisme par rapport à l'anticléricalisme surgissant presque, il le note lui-même, comme une réponse à une haine jamais assouvie, il semble vouloir gommer cette différence, observant même, en renversant l'ordre d'apparition de ces haines, que « l'antisémitisme a une grande part dans la recrudescence de l'anticléricalisme » car « sans l'anticléricalisme, nous n'aurions peut-être pas eu d'antisémitisme et,

encore moins, d'antiprotestantisme ». A ses yeux, « entre l'antisémitisme et l'antiprotestantisme, d'un côté, et l'anticléricalisme, de l'autre, les ressemblances restent frappantes, à travers tous les contrastes. Ils se ressemblent comme des frères, nés et nourris de haines et de passions analogues ; ce sont des frères ennemis qui, dans leur inimitié même, gardent un air de famille. Ils ont, tous les trois, le même tempérament, les mêmes colères et les mêmes violences ». Et, un peu plus loin, l'auteur de répéter que leurs haines « les entraînent à d'égales violences » d'autant qu'ils partagent tous « le même fiel, le même venin », qu'ils s'accordent tous trois « pour pervertir l'esprit public » et « se répondent comme un écho »[19]. Même s'il apostrophe durement la droite nationaliste en s'exclamant : « Une nation n'est pas une Église ; elle n'a pas le droit d'excommunier ses membres ou de chasser de son sein les hérétiques, au nom de je ne sais quel dogme ou quelle orthodoxie. C'est pourtant là qu'en arrivent nombre de nationalistes », même s'il condamne encore le fait que ces nationalistes sont disposés à « faire appel à la force, à un coup d'État, à l'insurrection de la rue ou à la rebellion militaire »[20], il persiste tout au long de son étude à maintenir une homologie entre ces trois haines.

Or, si des haines presque identiques se font jour dans les écrits de certains anticléricaux comme dans ceux qui versent systématiquement dans l'antisémitisme et l'antiprotestantisme, le recours à la violence dans un cas et dans l'autre, en tant cette fois qu'action concrète, n'est en rien historiquement comparable : ce sont les ligues nationalistes qui s'organisent militairement, mobilisent, comme à la guerre, leurs militants parfois solidement armés, préparent à plusieurs reprises des coups d'État, se lancent dans des mobilisations antisémites d'une extrême violence à travers toute la France : « le temps de la haine » est arrivé, celui des « catholiques contre Alfred Dreyfus »[21] ; on ne sache pas que la Ligue des Droits de l'Homme ou encore les fidèles de la libre-pensée ou les militants républicains de base se soient jamais engagés dans de telles stratégies systématiques et généralisées. De plus, aucun signe de violence spécifiquement protestante ou juive menée à l'encontre de citoyens de religion catholique n'a jamais vu le jour en cette période de la France moderne : si, joignant alors souvent le geste à la parole, de multiples organisations et ligues catholiques, aux côtés de mouvements qui, formellement du moins, se déclarent athées, menacent physiquement la population juive tout comme, à un degré moindre, les protestants, nul rapport de police connu des historiens n'indique, probablement depuis des siècles, l'existence de voies de fait exercées à l'encontre des catholiques par des protestants ou des juifs. Seules, dans certaines circonstances, les forces de

l'ordre, au nom de l'État, se heurtent aux militants catholiques pour faire respecter des lois votées à la Chambre des députés par les représentants de la volonté nationale, non les juifs ou les protestants. De plus, dans de telles circonstances, elles s'appliquent à défendre un ordre légal approuvé librement par la majorité des citoyens dont l'immense majorité a été élevée dans le catholicisme, non à prendre d'assaut, afin de la détruire, l'institution ecclésiastique elle-même. Remarquons encore que les multiples ligues tout comme les théoriciens de l'antisémitisme, de l'antiprotestantisme ou encore de l'antimaçonnisme s'en prennent ouvertement, et presque toujours au nom de la défense de l'identité catholique de la société française, à la population juive ou protestante qu'ils souhaitent combattre, expulser ou même annihiler et non aux seules institutions qui les représentent[22].

Dans la France contemporaine, les haines et les violences éclatant de part et d'autre ne sont donc en rien équivalentes. Pour s'en persuader, il suffit de songer au destin des instituteurs de la République : « Sur le terrain, ils rencontrent non un christianisme évangélique, mais un christianisme d'autorité, d'anathème et d'excommunication. » Eux qui n'agissent pas, comme le donneraient à croire certains discours par trop incendiaires de Paul Bert, au nom d'un athéisme militant ni même en fonction d'un antichristianisme délibéré, eux qui récusent le plus souvent toute « dérive laïciste » tant ils sont encore proches, par certaines de leurs pratiques passées, de l'univers catholique, n'en rencontrent pas moins, sur le terrain, dans ces « terroirs hargneux et hostiles », « l'agressivité des curés », les membres de leur propre famille allant jusqu'à subir « les représailles de l'Église »[23]. Tout l'atteste, les haines déployées en cette période ne sont en rien comparables. Il n'en est pas moins vrai que la France catholique affronte alors subitement une violence légale ainsi qu'une violence symbolique indiscutables l'une et l'autre ; ses valeurs essentielles se trouvent inévitablement menacées par le succès d'un État républicain à l'autorité légale et qui entend prolonger la tradition hostile à l'Église issue du siècle des Lumières et mise en œuvre par la Révolution française. Un monde bascule, un univers mental chavire que l'on pensait stable et légitime à jamais laissant désormais le champ ouvert aux pensées mythiques les plus absurdes, productrices de mobilisations collectives réactives. Au cœur du répertoire d'action des organisations laïques ou religieuses se réclamant du catholicisme, l'imaginaire s'efforce de trouver un sens à ce bouleversement incompréhensible d'un statut assuré et de certitudes autrefois si profondément ancrées.

Que cet État il y a peu de temps encore officiellement catholique puisse agir

avec autant de détermination à leur encontre ne peut résulter que d'un complot masqué, d'une manipulation des structures administratives officielles ou encore de l'élite politique qui, inconsciemment, mettent en œuvre des politiques aux conséquences dramatiques : en d'autres termes, si la France républicaine affronte avec autant de force la France catholique largement hostile à cette époque à *Marianne*, la raison ne peut s'en trouver indubitablement que dans une stratégie poursuivie, derrière les coulisses de la scène publique, par les forces étrangères estimées hostiles à la France catholique que sont essentiellement les juifs, les protestants et les francs-maçons. Au lieu de prendre la mesure de la constitution progressive d'un espace public républicain pourvu d'une symbolique en laquelle se reconnaissent désormais nombre de citoyens, au lieu d'interpréter comme un acte intentionnel leur souci d'afficher localement, par divers symboles ou allégories pourvus de moins en moins d'une signification révolutionnaire et quasi religieuse, leur propre adhésion à un ordre estimé légitime[24], une France va verser dans la pensée magique, pointer un doigt vengeur contre les forces du mal cachées derrière cette République si hostile. L'ouverture de cette même République, de la Révolution française aux années 1880, aux protestants et aux juifs, le fait que nombre de francs-maçons se soient ralliés à cette formule politique n'implique certes en rien qu'elle soit devenue une République juive, protestante ou franc-maçonne. Et même si quelques protestants et certains juifs, plus rares encore, participent, en tant qu'élus ou serviteurs de l'État républicain, à l'application des lois destinées à étendre la laïcité, menaçant du même coup la puissance de l'Église, il n'en résulte nullement, comme on l'implique ici ou là, que ceux-ci portent du même coup, du tournant du siècle aux années 30, une large responsabilité dans la haine qu'ils affrontent dorénavant[25].

Cette concomitance réelle n'en facilite pas moins le recours à une pensée magique puisant par ailleurs sa force dans le vieux fonds antijuif du christianisme le plus reculé : ce dernier s'adapte au triomphe de l'État républicain, ajoutant désormais aux mythes anciens de l'errance, de la diffusion de la peste, du meurtre rituel ou encore de la domination économique des forces occultes avides d'acculer à la misère le bon peuple de France, un antisémitisme ou un antiprotestantisme proprement politique consistant à dénoncer sans relâche la présence des « États confédérés » au sein d'un État républicain manipulé et ayant donc perdu sa légitimité. Désormais, contre cet État républicain devenu, on en est persuadé, la proie des forces occultes étrangères et cosmopolites, l'autre France, la « vraie France[26] »,

s'engage, au nom d'une vision ethnique de l'identité nationale, dans une mobilisation qui a aussi bien peu à voir avec, par exemple, la tradition socialiste antisémite à laquelle ont contribué aussi bien Pierre Joseph Proudhon que Charles Fourier ou Alphonse Toussenel et qui s'exprime encore, au moment de l'affaire Dreyfus, par la curieuse et temporairement identique stratégie mise en œuvre, d'un côté, par Édouard Drumont et, de l'autre, par Jules Guesde ou même, encore plus brièvement, par Jean Jaurès. Ce qui se joue désormais à travers les « guerres franco-françaises » relègue dans une large mesure à l'arrière-plan les conflits proprement socio-économiques et les fantasmes qui les accompagnent. Même si, en cette période, les motivations de certains acteurs de tout premier plan se réclamant de la Commune et de la tradition révolutionnaire paraissent obéir temporairement à des logiques tout ensemble différentes et contradictoires, un Henri Rochefort se montrant à la fois antimilitariste, anticlérical, antisémite et violemment antidreyfusard, un Urbain Gohier, tout aussi viscéralement antimilitariste, anticlérical et antisémite étant quant à lui, au contraire, dreyfusard, tous deux finiront néanmoins par rejoindre, probablement à cause de leur antisémitisme commun, le camp de la droite nationaliste[27]. Désormais, c'est davantage le choc d'un État attaché depuis si longtemps à assurer sa force et d'une culture catholique soucieuse depuis le Moyen Age d'en limiter la souveraineté qui domine à nouveau, plus clairement que jamais, la scène politique, repoussant peut-être à l'arrière-plan d'autres conflits et donnant naissance à des haines nationalistes apparaissant aussi comme autant de réponses mythiques à l'institutionnalisation progressive de cet État simplement républicain. C'est pourquoi ces haines politiques sur lesquelles on souhaite se pencher viennent renforcer des mythes d'autrefois demeurés plus traditionnels : en elles-mêmes, elles marquent néanmoins, en ce tournant essentiel de la France contemporaine, l'avènement d'un refus spécifiquement politique[28]. A plusieurs reprises, lors de « moments de folie[29] » aux causes multiples, elles radicalisent les attitudes et se traduisent soit par de dures mobilisations, soit encore par la publication d'ouvrages ou de pamphlets d'auteurs célèbres ou inconnus qui révèlent la profondeur du fossé séparant, à des degrés divers et jusqu'à l'époque la plus récente, ces deux France à la recherche d'identités culturelles rivales. En détournant l'image qu'un Alexis de Tocqueville appliquait aux nobles français, peut-on, comme lui, avancer que les serviteurs ou les alliés cette fois de l'État républicain « faisaient naître la haine et n'excitaient point la crainte » ? Détenteurs, en ce qui les concerne, d'une parcelle de pouvoir d'État, assimilés à lui de toute façon par tous ceux qui espèrent l'abattre, ceux-ci sont-ils « assez grands

pour être haïs et […] plus assez forts pour se défendre des atteintes de la haine »[30] ? Cette « passion » qu'évoque si souvent l'auteur de *L'Ancien Régime et la Révolution*, produite par un si lointain passé historique, conserve-t-elle à l'époque contemporaine, pour d'autres acteurs, toute sa virulence[31] ?

1

TERRITOIRES : L’IDENTITÉ

1

Des préjugés à la haine

L'histoire de la société française contemporaine est tout entière traversée par de violents conflits, des luttes souvent impitoyables opposant des groupes, des partis, des factions, ou encore des classes sociales aux intérêts et aux visions du monde radicalement antagonistes. Pays de dissensus marqué par des « guerres franco-françaises » incessantes, la France, à la différence, par exemple, de la Grande-Bretagne, a tardé à construire un ordre social légitime aux yeux de tous les citoyens : ceux-ci ont longtemps refusé une centralisation du jeu politique en préférant demeurer fidèles à des clivages multiples qui façonnent dès lors entièrement leur personnalité et leur valeurs. L'héritage d'un féodalisme extrême s'est durablement fait sentir au cours des siècles en accroissant les particularismes territoriaux face auxquels le pouvoir central a dû sans cesse affirmer par la force son autorité ; dans le même sens, les guerres de religion ont elles aussi été farouches. Ainsi les durs affrontements internes ont produit, tout au long des siècles, une quasi-guerre civile aux facettes multiples se traduisant sans cesse par l'élaboration de systèmes de valeurs ou d'idéologies antagonistes propices à toutes les rationalisations fantasmatiques. La formation même de la nation française a donc pris place à travers des violences internes constantes, alimentées de plus par des interventions de puissances externes auxquelles les groupes et les partis en présence n'hésitent pas à s'allier. Dans cette atmosphère de complots et d'intrigues, la main de l'étranger se trouve en permanence d'autant plus facilement dénoncée de toutes parts, de la Révolution française à Vichy ou encore à l'époque de la décolonisation, que les puissances ennemies n'hésitent pas à attiser, hier comme aujourd'hui, ces luttes intestines. Les passions politiques redoublent et, avec elles, les accusations de trahison que se jettent les adversaires successifs qui croient sans cesse découvrir des complots et des machinations venant renforcer encore leur radicalisme idéologique de même que leur vision fantasmatique du camp opposé, c'est-à-dire autant d'éléments irrationnels producteurs de dissensus.

Ces guerres franco-françaises[1], de la Saint-Barthélemy à la guerre d'Algérie er passant par la Commune ou Vichy, se déroulent à partir de nombreux clivages

religieux, nationalitaires, sociaux, etc., qui ne se superposent pas toujours et se distribuent de plus, de manière fluctuante, sur un axe droite-gauche dont les valeurs se modifient elles-mêmes avec le temps. Il est dès lors parfois malaisé de distinguer les valeurs et les comportements qui appartiennent en propre à la droite ou à la gauche, tant les modes de pensée et les stratégies empruntent parfois tour à tour des cheminements identiques. On sait ainsi qu'un nationalisme cocardier parfois producteur de haines démesurées de l'étranger passe insensiblement, au cours du XIX^e^ siècle, de la gauche à la droite tandis que l'antisémitisme auquel les deux camps rivaux adhèrent à des degrés divers, d'une part, de Pierre Joseph Proudhon, Charles Fourier à Alphonse Toussenel, et d'Édouard Drumont, Charles Maurras, Maurice Barrès ou Jean-Marie Le Pen, de l'autre, est néanmoins surtout professé par la droite extrême sans que pour autant certains courants de la gauche républicaine, encore au XX^e^ siècle, en soient totalement immunisés. Dans le même sens, si l'antiprotestantisme se révèle particulièrement vigoureux du côté des droites extrêmes, il se fait aussi jour, quoique de manière plus sporadique, à gauche, par exemple chez Alphonse Toussenel ou encore Auguste Chirac.

En se diversifiant ainsi dans des directions de recherche tellement multiples, l'étude exhaustive des haines et des préjugés des droites françaises qui tiendrait compte également des valeurs des membres des partis ou organisations diverses mais aussi de celles des électeurs[2], ou encore de tous ceux qui se mobilisent en faveur d'un projet foncièrement intolérant quel qu'il soit, ne peut être envisagée ici. De manière délibérée, on choisira donc souvent de limiter cette analyse aux comportements de haine et aux préjugés les plus apparents, ceux qui se trouvent exprimés de manière explicite davantage du côté des droites extrêmes que des droites modérées dont l'examen demeure infiniment plus difficile tant le matériel devrait être construit à partir d'une longue recherche dont on a simplement voulu donner ici quelques pistes.

De plus, un populisme hostile aux gros, à l'étranger, à tous ceux suspects de velléités cosmopolites se développe en réalité aux deux extrêmes de l'échiquier politique, suscitant un identique mouvement de rejet exprimé sous une forme plus ou moins fantasmatique et irrationnelle : le mythe des gros exploiteurs, du gros capital international juif, cosmopolite et parfois protestant dominant sans pitié un peuple sain composé de petits Français innocents et vertueusement attachés à leur foi catholique les prémunissant définitivement à l'égard de l'usure et de la corruption, court à travers toute l'histoire idéologique française et renforce encore la

diabolisation de l'adversaire[3]. Dans ce sens, se pencher sur les haines et les préjugés de la droite aurait pu impliquer d'examiner en permanence, en parallèle, la présence ou l'absence de telles attitudes dans les divers courants de gauche, du radicalisme au socialisme en passant même par le communisme. Ce travail plus satisfaisant ne peut être envisagé ici de manière systématique ; il serait pourtant indispensable si l'on souhaite prendre la mesure de l'originalité des diverses formes d'ostracisme qui se font jour du côté de la droite. On s'efforcera tout du moins à chaque fois de signaler rapidement l'existence de points de convergence sans pour autant s'engager dans une véritable recherche comparative pourtant indispensable même si ici, de manière certes partiale et incomplète, on s'est efforcé surtout de diriger le pinceau de lumière vers le catholicisme comme source qui irrigue, du côté tout particulièrement des droites, bien des exclusions et des refus.

D’une droite à l’autre

Vouloir étudier les haines et les préjugés de la droite contemporaine pose pourtant d’emblée une autre difficulté qui, elle, ne peut être éludée. Dans quelle mesure en effet la droite modérée, celle qui exprime simplement un certain conservatisme et un attachement aux diverses traditions propres à la société française, adhère-t-elle, en ce qui la concerne, à des visions du monde fondées sur la haine, la violence et l’exclusion radicale de toutes formes de différences ressenties comme inacceptables ? Dans le même sens, la droite orléaniste ou encore, plus tard, celle qui se réclame d’un catholicisme militant se livrent-elles elles aussi à des stratégies marquées par une entière intolérance ? Ces droites adhèrent certes à des préjugés de toutes sortes, elles ne font pas nécessairement profession de haine. Celle-ci, en définitive, se trouve-t-elle réservée à la droite extrême qui se lance, depuis l’époque de la contre-révolution jusqu’au mouvement lepéniste, dans des mobilisations populistes chargées de haine ? Une telle distinction n’est guère convaincante, tant les passions et les ressentiments se diffusent insensiblement, par exemple durant les périodes de crise, d’une droite à l’autre : de l’affaire Dreyfus à Vichy ou encore à la guerre d’Algérie, les guerres franco-françaises radicalisent les oppositions, unifient les camps ennemis, renforcent, l’espace d’un temps, les solidarités et font taire les divergences : dans ces temps de quasi-guerre civile, la haine déborde de toute part, s’étend et amplifie souvent le simple conservatisme. On voit alors, par exemple, des intellectuels modérés, des professeurs traditionalistes, ou encore des dirigeants de formations politiques attachés simplement à la stabilité sociale, se conduire en véritables accusateurs animés d’une haine farouche, d’une passion sans limites qui les transforme soudain en de véritables alliés de la droite extrême.

Prenons un cas de figure particulièrement révélateur des affinités qui peuvent se nouer entre des secteurs pourtant fort distincts des droites françaises : lorsque à la fin 1898 un appel est lancé à la création d’une Ligue de la patrie française qui va entreprendre une campagne antidreyfusarde et nationaliste très violente, les signataires de cette pétition représentent des sensibilités de droite et même du centre fort différentes. En prétendant se donner une image modérée et républicaine, cette ligue parvient à attirer vers elle tant les milieux de la droite institutionnelle et modérée que certains républicains bon teint en leur associant les tenants des droites radicales ; elle va réussir du coup à intensifier encore l’affrontement entre les camps

ennemis en apportant une sorte de légitimité aux mobilisations antisémites qui éclatent, à des degrés divers, sur l'ensemble du territoire[4]. Cette pétition est signée aussi bien par Maurice Barrès, Charles Maurras et Léon Daudet, les maîtres à pense de la droite extrême qui vont sans relâche attiser la haine, et par ceux qui les suivent aveuglément dans cette stratégie destructrice délibérée, comme Gabriel Syveton, Henri Vaugeois ou Gyp, lesquels sont également proches d'un Édouard Drumont, incarnant à lui seul la haine à l'état pur, que par de plus respectables et modérés académiciens comme Albert Sorel, Jules Lemaître ou encore Ferdinand Brunetière[5]. Dans le même sens, à la Ligue de la patrie française fondée un peu plus tard, en 1899, aux côtés de Maurice Barrès, Gabriel Syveton, Forain, ou Henri Vaugeois figurent à nouveau vingt-trois membres de l'Académie française, des professeurs du Collège de France, des centaines de professeurs d'Université qui rejoignent ainsi, de manière plus ou moins brève, les partisans déclarés des droites extrêmes[6]. De tels rapprochements soulignent la diffusion de la haine, l'exacerbation des sentiments qui, dans ce contexte de profonde crise, radicalisent les valeurs.

Une semblable osmose mérite explication : on voudrait tout de suite avancer que, au fondement même de cette union des droites se réalisant en conformité avec les valeurs des droites extrêmes, on trouve tant le refus de la Révolution française que, et davantage encore, la référence au catholicisme comme élément consubstantiel à l'identité nationale. Comme l'exprimera plus tard Ferdinand Brunetière, « de même que le protestantisme, c'est l'Angleterre, et l'"orthodoxie", c'est la Russie, pareillement la France, c'est le catholicisme […] tout ce que nous laisserons faire contre le catholicisme, nous le ferons au détriment de notre influence dans le monde, au rebours de notre histoire et aux dépens enfin des qualités qui sont celles de l'âme française[7] ». Dans ce sens, chaque nation s'identifie à une seule religion que les plus farouches partisans des droites radicales, tel Georges Thiebaud, l'ami de Drumont et le grand pourfendeur du protestantisme, considèrent même parfois comme une race afin de la séparer définitivement de toutes les autres, d'empêcher tout mélange et, du même coup, d'entraver le processus de naturalisation d'éléments étrangers adeptes d'une autre religion. Dès lors tout devient simple : comme le souligne Thiebaud, « derrière chaque parti politique, il y a une religion qui se dissimule ; derrière cette religion, un atavisme persistant, une influence congénitale de race dont les effets se perpétuent malgré la naturalisation, l'assimilation et […] le patriotisme[8] ». La conclusion s'impose d'elle-même : les Français ne peuvent être que de race catholique et les protestants comme les juifs doivent à jamais être rejetés. Ce

raisonnement issu des divagations de Drumont et de ses acolytes sous-tend maintenant celui d'un penseur plus modéré comme Ferdinand Brunetière.

Tournons-nous maintenant vers les droites libérales. De manière presque blasphématoire tant il fait figure de parfait libéral attaché à la liberté et au pluralisme, même un auteur comme Alexis de Tocqueville ne se trouve pourtant pas totalement immunisé contre de telles attitudes : admirateur déterminé de la démocratie américaine reposant explicitement sur la tolérance, la vie associative et le respect du droit, Tocqueville combat aussi le « despotisme démocratique » issu de la Révolution française et s'oppose, par des déclarations sans nuances, aux manifestations de révolte populaire de 1848 ; catholique convaincu rejetant la pensée contre-révolutionnaire d'un Joseph de Maistre ou d'un Louis de Bonald, il n'en souligne pas moins, par exemple, le rôle à ses yeux décisif des francs-maçons, des illuminés et autres juifs dans le déclenchement du processus révolutionnaire. Même si les sociétés secrètes ne peuvent selon lui être considérées comme la « cause de la Révolution », elles jouent néanmoins à ses yeux un rôle indéniable. C'est donc bizarrement à tort que *La Croix*, journal qui diffuse au tournant du siècle un antisémitisme forcené et quotidien, reproche à Tocqueville d'avoir « oublié » de souligner le rôle des juifs dans sa description d'une démocratie où l'argent règne[9]. Pour Tocqueville, « la croyance à toutes sortes de folies se développait dans la décadence des croyances religieuses[10] ». Le père de la démocratie libérale moderne partage ainsi certains préjugés et, en catholique déclaré, heurté par de tels « cabalistes qui remontent jusqu'aux Juifs », il adopte un vocabulaire et fait sienne une symbolique propice aux dérapages qui demeurent évidemment tout à fait exceptionnels dans son œuvre. Notons, de plus, que, lorsqu'il raconte les événements révolutionnaires qui bouleversèrent la France de 1848, il en vient inévitablement à évoquer le personnage de Michel Goudchaux qui y joue un rôle considérable ; comme, au nom de l'Assemblée, Goudchaux part en délégation avec lui dans les rues de Paris, il remarque qu'« il ne sentait point du tout son juif par la figure quoiqu'il le fût de père et de mère[11] ».

Dans ce même courant libéral, un Anatole Leroy-Beaulieu, qui, de 1906 à 1912, est directeur de l'École libre des sciences politiques d'où sortent la plupart des élites politico-administratives, s'engage fermement dans la défense des juifs en combattant l'antisémitisme dont ils sont l'objet sans pourtant échapper entièrement à son tour à un certain nombre d'idées reçues de son époque : ainsi, après avoir souligné à quel point les juifs parviennent rapidement à occuper un certain nombre

d'emplois politiques sous la Troisième République, il concède qu'« il serait bon que la préférence demeurât aux gens du pays, aux Français de France […] Sous ce rapport, les doléances de *La France juive* et des antisémites n'ont pas toujours été sans fondement, et cela alimente l'antisémitisme[12] ». A peine quelques années après la publication de *La France juive* de Drumont et la poussée d'antisémitisme qu'il a déclenchée, Leroy-Beaulieu en accepte une des thèses essentielles et, comme Drumont, considère même que les juifs sont tout particulièrement affectés par la névrose, ou encore qu'ils sont dépourvus de tout sens de l'honneur ; mais surtout, de manière tout aussi erronée que Drumont qui en bâtit le premier la légende, il estime que Gambetta est un juif qui a favorisé ses coreligionnaires : « Prenez, observe-t-il, le profil de Gambetta à la courbe judaïque si marquée : la maigre face du juif s'y élargit en masque léonin[13]. » Leroy-Beaulieu, catholique libéral, sombre ainsi à son tour dans une vision hallucinatoire des juifs qu'il défend pourtant avec un immense courage dans cette période où se répandent avec force les idéologies d'exclusion.

Un tel entremêlement se fait aussi jour, du côté des droites plus conservatrices, dans les écrits d'un Albert de Mun, lui aussi signataire de la pétition en faveur de la Ligue de la patrie française. Ce dirigeant du parti légitimiste qui accepte ensuite la politique du Ralliement, ce député de la Bretagne catholique qui entend s'en faire le porte-parole, partage avec bien d'autres ce mythe des Bretons qui symbolisent, pour beaucoup, à eux seuls, on le verra plus loin, l'identité nationale menacée par les « forces occultes[14] ». Adepte des complots contre la République, de Mun va finir par s'accommoder, comme le souhaite le pape lui-même, de ce régime en s'éloignant dès lors des droites extrêmes. Il n'en reste pas moins le défenseur du « ciment chrétien qui unit notre vieille société[15] » et mène une guerre déterminée contre la franc-maçonnerie dont le rationalisme militant et le caractère international désagrègent, selon lui, le corps social[16]. Célébrant, en 1896 encore, le 14^{e} centenaire du baptême de Clovis, il retrouve dans cet événement l'origine de notre « race, la filiation catholique sortie du baptistère de Reims » et « rompue » par la Révolution française en application de la « conspiration cachée des loges maçonniques »[17]. Dans un même mouvement, il s'en prend à l'individualisme, à la haute banque juive et à la Réforme, responsables, en définitive, de « l'omnipotence de l'État sécularisé ». Prolongeant l'inspiration de Joseph de Maistre, il s'emporte contre la « corruption » à laquelle succède, selon « les desseins de Dieu, l'expiation nécessaire » qui survient, en 1789[18]. Contre « la conjuration laïque » guidée par une franc-maçonnerie aux ordres de Satan[19], l'Œuvre des cercles qu'il tente de créer lui apparaît comme une véritable

« contre-maçonnerie »[20]. Personnage crucial de la Troisième République dont les stratégies et les valeurs n'ont rien de comparables avec celles des droites extrêmes populistes et radicales, homme politique rallié à la République qu'il a longtemps combattue, sa vision du monde et les mythes auxquels il donne force sont aussi néanmoins ceux des droites nationalistes, futur réceptacle presque naturel des doctrines fascistes chargées d'une haine absolue.

L'élément unificateur, soulignons-le, à chaque fois, c'est bien un catholicisme intransigeant qui, à la suite de Bonald ou de Maistre, d'un Veuillot ou encore d'un Bailly, le père fondateur de *La Croix*, rejette définitivement la Réforme comme la Révolution et met au cœur de ses fantasmes, hier comme aujourd'hui, les protestants, les juifs et les francs-maçons[21]. L'intégrisme catholique hostile tant à la démocratie qu'aux juifs et souvent aux protestants est une constante de l'histoire française moderne : on peut simplement indiquer ici l'exemple du groupe Sodalitium Pianum, appelé ainsi en l'honneur du souverain pontife Pie V, qui déclare dans ses statuts déposés en 1912 :

> Le catholique-romain est « papalin », « clérical », antimoderniste, antilibéral, antisectaire. Donc il est intégralement contre-révolutionnaire parce qu'il est non seulement l'adversaire de la Révolution jacobine et du radicalisme sectaire mais également du libéralisme religieux et social […] nous nous plaçons au point de vue catholique, c'est-à-dire universel […] il y a toujours la lutte séculaire et cosmopolite entre les deux forces organiques : d'un côté, l'unique Église de Dieu, Catholique Romaine, de l'autre côté, les adversaires du dehors et du dedans. Ceux du dehors (les sectes judéo-maçonniques et leurs alliés directs sont dans les mains du Pouvoir central de la Secte) ; ceux du dedans, modernistes, démo-libéraux catholiques, etc., lui servent d'instrument conscient ou inconscient d'infiltration et de décomposition parmi les catholiques[22].

C'est bien cette volonté de fonder l'identité de la société française sur le catholicisme qui se fait jour aussi bien chez les catholiques intransigeants ou encore sociaux, ceux-ci étant pourtant eux aussi ralliés à la République[23] ; dans ce sens, haines et préjugés se manifestent chez les uns et les autres avec une intensité variable d'autant plus qu'un dirigeant politique, avec le temps, change souvent de courant à l'intérieur de ce vaste rassemblement que constitue la droite, modifications qui

atténuent ou, au contraire, renforcent le radicalisme et le refus haineux de toutes différences cultuelles.

Chez Albert de Mun, le passage d'une contestation de droite extrême à un simple conservatisme n'atténue en rien le poids des mythologies traditionnelles tournées vers la haine ; par-delà l'évolution politique, les ressentiments persistent. Sa volonté d'étendre son influence sur la classe ouvrière le conduit, à l'instar de Jules Guesde ou encore de Benoît Malon, à « flirter » avec l'anticapitalisme et l'antisémitisme[24] que le courant légitimiste auquel il appartient et, en tout premier lieu, le comte de Paris, ont le plus souvent rejetés. Longtemps, le camp royaliste s'est gardé d'un antisémitisme déclaré aux connotations trop antireligieuses ; ce n'est que lorsqu'il se transforme en une lutte contre une race à dimension biologique que certains courants royalistes, à la tête desquels se situe le duc d'Orléans, y adhèrent à leur tour, ce dernier déclarant, en effet, en 1898, qu'« il y a une question juive », la monarchie devant quant à elle protéger les vrais Français attachés au sol national.

Prenons à présent l'exemple d'un homme politique catholique comme Charles Benoist qui, un peu à l'inverse de De Mun, passe plutôt du conservatisme républicain au radicalisme monarchiste. Longtemps député de la Seine, il en vient à adhérer en 1924 à l'Action française dont il sera dès lors l'un des partisans résolus. Ce digne membre de l'Institut rejoint le mouvement monarchiste et s'éloigne de la République en se rapprochant de son « ami de toujours, Charles Maurras ». Il se lance dorénavant dans une sévère critique du « suffrage universel inorganique qui ne peut être que le suffrage universel anarchique » en critiquant, comme le ferait un Thibaudet, le rôle des comités mais aussi l'individualisme et le pouvoir « corrupteur de l'argent » de même que celui des francs-maçons, véritables « inquisiteurs du cru » diffusant la libre pensée et l'athéisme[25]. En devenant le compagnon de combat des monarchistes, Charles Benoist conserve simplement des idées antérieures exprimées alors en tant que conservateur républicain et, si l'on examine ses *Souvenirs* datant de cette dernière époque[26], on n'y trouve pas, par-delà les préjugés, la véhémence haineuse propre aux droites extrêmes.

Des dérapages se produisent aussi régulièrement chez des personnalités de la droite modérée appartenant au personnel politique et qui sont *a priori* insoupçonnables de telles passions. Il nous faudra y revenir plus loin mais essayons pourtant d'en donner dès à présent quelques illustrations, dans la mesure où ces acteurs ne seront pas toujours ensuite au cœur de notre analyse. Remarquons tout d'abord que la plupart d'entre eux se gardent, en dépit de leurs préjugés, d'abonder

dans ce sens. Si l'on examine par exemple les œuvres de Raymond Poincaré[27] ou encore les idées et les valeurs d'Antoine Pinay[28], on constate que leur commun attachement à l'ordre ne les incite pourtant pas, dans les moments où l'histoire bascule dans la violence, à partager les fantasmagories chargées de mythes qui se trouvent largement répandues par certains courants de la droite ; même si Poincaré considère qu'Édouard Drumont et Henri Rochefort, dont on connaît le commun antisémitisme radical, font néanmoins partie intégrante de « l'âme française » au même titre qu'Anatole France[29], ses discours restent presque toujours dépourvus de toute dimension violente ; dans le même sens, le dirigeant pondéré qu'est Antoine Pinay n'est, par exemple, que chichement vichyste, se gardant, en cette époque où la haine se donne libre cours, de toute attitude tranchée : il demeure, tout au long de sa carrière politique, un leader modéré et réservé. De même, un Jules Méline ne cache pas ses solides préjugés sans pour autant tomber dans l'expression de sentiments haineux ; ainsi, dans son ouvrage *Le Retour à la terre*, il s'en prend à la ville qui « pervertit » les hommes, à la littérature « décadente » et « pornographique » qui lui apparaît comme la source d'une « infection morale », il dénonce « la maladie grandissante du fonctionnarisme » et défend l'esprit colonial qui sert « d'exutoire » en souhaitant enfin une « régénération de la race rurale » par « le retour à la terre »[30] : une morale conservatrice s'exprime avec ses préjugés sans que la haine se fasse jour même si pourtant le vocabulaire utilisé pouvait insensiblement y conduire. De même encore Paul Reynaud, attaqué violemment par Charles Maurras, se penche pourtant avec sollicitude sur l'œuvre des chrétiens blancs en Asie, sur le sort de ceux qui sont captifs de l'Islam et défendent « le patriotisme français », mais ce vocabulaire, que l'on retrouve presque identique chez les dirigeants de la gauche opportuniste ou radicale du tournant du siècle, se trouve utilisé par un homme qui proclame aussi son attachement à la République, son rejet définitif du fascisme et son admiration à l'égard de Léon Blum ou de Pierre MendèsFrance, condamnant aussi durement l'assassinat de Georges Mandel[31].

Pour ces raisons, Paul Reynaud est logiquement entraîné à rompre avec André Tardieu, le leader de la droite conservatrice et républicaine qui se reconnaît en Georges Clemenceau, se situe aux antipodes de l'engagement fasciste et se voit combattu par Maurras, mais qui bascule pourtant soudainement dans une phraséologie populiste et ne récuse plus un vocabulaire et une imagerie empruntés aux droites extrêmes. Pour lui, comme il le répète à de nombreuses reprises, « les tireurs de ficelles, les loges maçonniques » mènent le pays à la catastrophe tandis

que Léon Blum, « penseur messianique » identique au « juif errant », influencé par Marx, « ce grand bourgeois juif et allemand », n'hésite pas à « prodiguer des trésors de fourberie » en intervenant auprès d'Alfred Oustric en faveur de son propre fils, Salomon Grumbach se trouvant lui aussi mêlé à de semblables tractations sordides et Jean Zay fixant pour sa part « le drapeau où vous savez »[32]. Utilisant sans détour le vocabulaire de la droite extrême, André Tardieu semble partager aussi ses mythologies les plus chères en sombrant dans un délire antimaçonnique et antisémite qui le conduit tout droit à l'opposition imaginée par Maurras entre « pays réel » et « pays légal », c'est-à-dire à une contestation des Chambres supposées contrôlées par les comités et les loges maçonniques. A ses yeux, la franc-maçonnerie est partout, « fabriquant les élus », accentuant la corruption et la décadence ; du coup, « la France vit dans le mensonge » et « à la France réelle se superpose une France artificielle ». La conclusion s'impose, lourde d'ambiguïtés en cette époque de rejet du Front populaire : « la Révolution est à refaire ». C'est ce que répètent à satiété les dirigeants de la droite extrême, appelant de leurs vœux les plus chers une Révolution nationale qui se trouvera mise en œuvre par Vichy avant d'être passionnément attendue, à nouveau, par le mouvement lepéniste qui revendique à son tour une véritable Révolution française. Tournant ses yeux vers l'action fondatrice de Clovis, célébrant en permanence l'œuvre de Fustel de Coulanges si respectée également par Maurras, André Tardieu estime sa propre identité entièrement façonnée par le catholicisme : enfant, il est « l'honneur du catéchisme » ; adulte, il n'a de cesse d'opposer l'homme « artificiel » à celui qui trouve ses racines dans la religion catholique, de combattre l'anticléricalisme et la séparation de l'Église et de l'État en accusant sans cesse aussi bien Émile Durkheim que Gabriel Monod ou encore Ferdinand Buisson qui ont incité la Troisième République « à s'attaquer à la religion de la majorité du pays », un juif et deux protestants qui sont aussi sans cesse dénoncés par les tenants de la droite extrême, Émile Combes étant quant à lui entièrement supposé être au service de la franc-maçonnerie qui contrôle la Ligue de l'enseignement, la Ligue des Droits de l'Homme ou encore les Partis radical-socialiste et socialiste[33]. André Tardieu verse alors dans le pur délire de la droite extrême et en vient à partager ses haines principales, à savoir l'antisémitisme, l'antiprotestantisme et la peur viscérale d'une franc-maçonnerie conçue comme toute-puissante, les uns et les autres étant de plus supposés œuvrer en faveur d'un communisme internationaliste et subversif[34] En soulignant de manière si constante le caractère décisif de son identité catholique, en plaçant délibérément sa réflexion

dans le droit-fil de la pensée de Joseph de Maistre et de Louis de Bonald, André Tardieu nous livre involontairement un fil conducteur de cette étude plus générale des haines de la droite. Une adhésion entière à un catholicisme traditionaliste provoque parfois des dérapages de dirigeants politiques de la droite modérée et c'est bien en son nom que, presque toujours, la droite extrême part en guerre contre les ennemis supposés de la France de toujours.

En témoigne encore un autre cas particulièrement révélateur de cet effet d'imprégnation resurgissant de manière soudaine chez des dirigeants de la droite fidèles à la République et qui l'ont amplement montré par leurs comportements courageux en des temps particulièrement tragiques. L'exemple du général de Gaulle ne peut qu'être évoqué avec beaucoup de précautions tant son nom s'identifie au refus définitif de toute tolérance à l'égard des idéologies d'extrême droite. Pourtant, selon le père du chef de la *France libre*, « comme la Réforme, la Révolution a été, selon le mot de Joseph de Maistre, satanique dans son essence. L'aimer, c'est s'éloigner de Dieu[35] ». Dans quelle mesure cette éducation d'un catholicisme intransigeant éclaire-t-elle les dérapages futurs du fondateur de la Cinquième République ? On sait déjà qu'à Londres, contre toute attente, comme l'observent tant Pierre Mendès France que Georges Boris, l'antisémitisme, de manière surprenante dans un tel contexte de lutte contre le nazisme, est loin d'être absent[36]. Et, plus tard, lors de la guerre israélo-arabe de 1967, éclate la fameuse apostrophe qui provoque tant de troubles : selon le chef de l'État, l'attaque éclair d'Israël qu'il condamne prouve que le peuple juif est un « peuple d'élite, sûr de lui-même et dominateur ». Tandis que des dirigeants de la droite catholique modérée comme Jean Lecanuet condamnent cette assertion qu'ils considèrent comme antisémite, Xavier Vallat, l'ex-dirigeant du Commissariat aux affaires juives du régime de Vichy dont on connaît l'antisémitisme virulent, s'en félicite au contraire, trouvant dans cette condamnation aux origines maurassiennes incontestables une sorte de légitimation tardive à son propre combat acharné contre les juifs[37]. Un Raymond Aron qui avait rejoint le général de Gaulle à Londres reconnaît lui aussi douloureusement que celui-ci a ainsi « ouvert une nouvelle époque de l'histoire juive et peut-être de l'histoire de l'antisémitisme[38] », tandis que René Cassin, le vieux compagnon de toujours, proteste contre des déclarations et des actes, comme l'embargo sur les ventes d'armes déjà payées par Israël, qu'il considère comme une « injustice[39] ».

La formule lapidaire du général de Gaulle provoque un trouble immense chez les juifs français qui voient resurgir, dans la bouche même du libérateur de la France, le

spectre de l'antisémitisme. D'autant plus qu'elle relance le vieux débat sur la double allégeance qui va prendre une tournure très grave avec la défaite du chef d'État au référendum d'avril 1969, des dirigeants gaullistes accusant ouvertement « l'or juif » et les « cercles pro-israéliens » d'en être responsables[40], cette prise de position se doublant d'une accusation, qui va devenir plus tard lancinante dans le mouvement lepéniste, contre la domination qu'exerceraient, selon Joël Le Theule, porte-parole du Premier ministre, les juifs dans les médias grâce auxquels ils tenteraient d'imposer une politique contraire aux intérêts de la France en influençant un vote hostile au chef de l'État[41]. De manière brutale, la tension va croître encore entre l'héritier du général de Gaulle, Georges Pompidou, et les juifs de France, lorsque le nouveau chef d'État, plus compréhensif à l'égard du régime de Vichy et qui signe la grâce du milicien Paul Touvier en critiquant aussi les mythes de la Résistance, se lance à son tour dans une violente politique anti-israélienne aux accents équivoques, provoquant une dure réaction des juifs américains contre sa personne lors d'un voyage à New York qui le marquera et le renforcera encore dans ses convictions, le conduisant au bord de l'accusation de double allégeance[42]. A nouveau, « l'ombre de l'affaire Dreyfus » se profile dans la France contemporaine[43]. Ces ambiguïtés vont aller en s'accentuant jusqu'à l'étonnante déclaration de Raymond Barre, alors Premier ministre qui, au lendemain de l'attentat de la rue Copernic, distingue tout bonnement les juifs touchés par cette action meurtrière des « Français innocents ». Lapsus, dérapages incontrôlés ou encore utilisation imprudente d'une imagerie et d'un vocabulaire particulièrement dangereux, les dirigeants politiques de la droite gaulliste ou modérée, on le constate, se laissent parfois eux aussi gagner par le mode de pensée des droites extrêmes. Les déclarations hostiles aux immigrés d'origine maghrébine, dans la France des années 80, formulées à travers une mythologie chargée tout à la fois d'inquiétude et de mépris par des leaders des droites gaulliste ou modérée qui, de Charles Pasqua à Jacques Médecin, croient parfois devoir adopter le vocabulaire du Front national pour parvenir à préserver leur potentiel électoral, renforcent encore de semblables ambiguïtés qui prennent une force d'autant plus redoutable qu'elles se font aussi jour, quoique plus rarement, chez des dirigeants de gauche, produisant sur ce point, dès lors, dans les années 30 à l'encontre des juifs comme, de nos jours, au dépens surtout des immigrés musulmans, un quasi-consensus de haines et de préjugés.

Notons d'ailleurs que les dirigeants politiques ne sont pas seuls à se laisser aller parfois à de tels dérapages. Ainsi les écrivains et les artistes de droite, presque

toujours proches d'un catholicisme traditionaliste, adhèrent à leur tour à des degrés divers aux mythologies extrémistes. Entre d'une part Maurice Barrès, Léon Daudet Charles Maurras, Lucien Rebatet, Louis-FerdinandCéline, Pierre Gaxotte, Henri Massis ou encore Alfred Fabre-Luce et Henry Bordeaux, Henry de Montherlant Marcel Jouhandeau, Paul Claudel, Paul Morand ou encore Jean Giraudoux de l'autre on trouve toute une palette d'opinions politiques ou encore de valeurs chargées de mythologies fort différentes. Chez ces derniers, un Georges Bernanos pourfendeur du franquisme ne s'en découvre pas moins un vibrant partisan de l'antisémitisme de Drumont dont il souligne souvent le grand talent, les préjugés ne se transforment qu'exceptionnellement ici en haines ravageuses. Donnons-en un exemple : en 1939, Jean Giraudoux dénonce sans aucune précaution l'immigration et l'envahissement de la société française par les juifs : pour lui, « sont entrés chez nous, par une infiltration dont j'ai essayé en vain de trouver le secret, des centaines de mille Askenasis, échappés des ghettos polonais […] ils apportent là où ils passent l'à-peu-près, l'action clandestine, la concussion, la corruption » ; Giraudoux se prononce alors pour la constitution d'un ministère de la Race et conclut : « Nous sommes pleinement d'accord avec Hitler pour proclamer qu'une politique n'atteint sa forme supérieure que si elle est raciale »[44]. Paul Claudel ou Henry de Montherlant font quant à eux, figurer dans leur théâtre des personnages juifs aux traits suspects et professent, le temps d'un instant, ouvertement, les clichés les plus éculés de la droite extrême[45]. Droite conservatrice et droite extrême se rencontrent et se mêlent en une quasi-osmose en ce lieu privilégié de synthèse entre haines et préjugés qu'est l'Académie française où nombre de leurs représentants siègent victorieusement, et dont il serait souhaitable d'entreprendre une analyse sociologique précise tant ce lieu chargé de symboles officiels se montre réceptif aux tenants des diverses droites.

C'est dire que tous les cas de figure sont envisageables : les tenants de la droite modérée comme ceux des droites extrêmes peuvent faire montre de haines violentes ou, au contraire, revenir à des sentiments plus modérés, l'adhésion à un catholicisme intransigeant sous ses diverses formes servant presque toujours à légitimer de tels excès. Soulignons encore ceci : de même que Colette Beaune a montré, après d'autres historiens, à quel point longtemps la France était « un royaume très chrétien […] où n'habitent ni juif ni païen […] une communauté raciale[46] », de même on peut avancer qu'à l'époque moderne le catholicisme soude encore des camps par ailleurs rivaux en un même refus du capitalisme et, souvent, de ceux qui sont supposés le propager tout en demeurant cachés. C'est pourquoi, à des degrés divers, du côté des

diverses droites mais aussi parfois du côté de la gauche, l'identité catholique détermine une semblable méfiance à l'égard de l'argent : dans ce sens, même si, par exemple, un mouvement catholique de gauche comme *Le Sillon* refuse toute attitude antisémite[47], son hostilité au capitalisme et au libéralisme économique corrupteur le rapproche, dans une certaine mesure, du catholicisme intégriste, son fondateur Marc Sangnier, qui a été influencé par Albert de Mun, pouvant écrire que « la démocratie dont *Le Sillon* poursuit la réalisation » se présente comme « une des formes particulières que peut revêtir la Démocratie chrétienne », « un rêve chrétien postulant, pour se réaliser, le Christ »[48]. Notons aussi qu'un Jacques Maritain, fidèle ami des juifs et combattant résolu de toutes formes d'antisémitisme, n'en déclare pas moins qu'« une conception réaliste de l'égalité de nature, si elle doit s'établir parmi les hommes d'une façon générale et avec assez de fermeté pour agir efficacement sur la civilisation, ne saurait être qu'une conception chrétienne de cette égalité » ; et en énonçant cette « visée d'intégralisme chrétien », Maritain s'appuie sur l'autorité… du contre-révolutionnaire Joseph de Maistre[49]. Dans ce sens, on peut avancer avec prudence que c'est encore ce socle commun qui produit plus tard les attitudes ambiguës d'un Emmanuel Mounier, en dépit de l'orientation à gauche du personnalisme[50]. Avec son caractère abrupt, le texte de Ferdinand Brunetière cité plus haut est comme emblématique : la France s'incarne pour lui dans un catholicisme éternel, et ce constat favorable à une forme de nationalisme exacerbé rend aussi compréhensible l'influence très large qu'exerce longtemps Maurras tant sur l'épiscopat que sur toute une élite intellectuelle catholique[51]. Ce paradigme incontournable, qui mène souvent au refus de la République et de la laïcité, découle de positions tantôt extrêmes, de Drumont à Le Pen, tantôt modérées, tantôt encore humanistes et progressistes.

Si le catholicisme se présente souvent comme un dénominateur commun produisant parfois des préjugés, parfois des exclusions et des haines farouches, bien évidemment toutes les droites catholiques ne sombrent pas dans de telles attitudes de rejet. Ainsi, dans les années 20, l'importante Fédération nationale catholique dirigée par le général de Castelneau maintient de bonnes relations tant avec les juifs qu'avec les protestants et cherche même leur alliance contre l'anticléricalisme : de manière significative, elle publie en 1924 un livre intitulé *La Dictature de la franc-maçonnerie sur la France* dans lequel on cherche en vain une attaque antisémite[52] ; dans le même sens, plus tard, sous la Quatrième République, lors du gouvernement Pierre Mendès France, en dehors de certains incidents à connotation quasi

antisémite, la démocratie chrétienne se démarque elle aussi des attitudes haineuses des droites extrémistes qui se reconstituent dès les années 50, certains courants de la pensée catholique en venant même peu à peu, de l'entre-deux-guerres à nos jours, à légitimer la spécificité juive dans la France contemporaine[53].

Il est néanmoins vrai qu'au niveau des élites comme à celui des notables locaux, simplement conservateurs, nombreux sont ceux qui clament sans cesse un point de vue intentionnellement catholique mais aussi chargé d'ostracisme : ainsi, pour un membre du conseil général de la Manche, « qu'on le veuille ou non, l'Église catholique à Reims a baptisé les Francs et la nationalité française est née dans les champs de Tolbiac. Les évêques en ont été ses initiateurs. Les moines et le clergé ses instituteurs[54] ». Citoyenneté et nationalité viennent ainsi se confondre en un ensemble catholique cohérent uni par la religion qui incite, par exemple, au refus absolu d'une citoyenneté publique reposant sur une laïcité de type rationaliste que les juifs ou les protestants sont supposés vouloir mettre en œuvre pour porter un coup définitif à l'identité nationale. En 1901 encore, ce modeste conseiller général ne fait que traduire en ses propres termes la diatribe extrémiste de Louis Veuillot qui s'exclamait peu auparavant : « Moi, chrétien, catholique de France, vieux en France comme les chênes et enraciné comme eux, je suis constitué, déconstitué, reconstitué, gouverné, régi, taillé, par des vagabonds d'esprit et de mœurs. Renégats ou étrangers, ils n'ont ni ma foi ni ma prière ni mes souvenirs, ni mes attentes. Je suis sujet de l'hérétique, du juif, de l'athée et d'un composé de toutes ces espèces qui n'est pas loin de ressembler à la brute[55]. »

Acclamant Drumont à la fin du siècle dernier, nombreux seront les abbés à se lancer avec enthousiasme dans un antisémitisme radical, et les professeurs de la faculté catholique seront loin d'être les derniers à apporter leurs deniers à la construction du célèbre Monument Henry honorant la mémoire de celui qui fabriqua le faux accusant le capitaine Dreyfus[56]. Plus tard, alors que des catholiques rejoignent la Résistance et que certains évêques, comme M^gr^ Saliège ou M^gr^ Théa, protestent contre les arrestations des juifs, d'autres ecclésiastiques se rallient avec enthousiasme au maréchal Pétain et certains, dont M^gr^ Mayol de Lupé, accompagnent même la division Charlemagne pour lutter, aux côtés des Allemands, contre le communisme russe appréhendé comme juif et cosmopolite[57] ; durant la guerre d'Algérie, alors que des membres éminents de l'Église se tiennent aux côtés des militants nationalistes algériens, on trouve néanmoins de nombreux militants catholiques engagés dans le noyautement de l'armée en faveur de l'instauration d'une

société chrétienne autoritaire. Avec violence, ces prises de position lourdes de conséquences envers toutes les minorités porteuses d'autres cultures se font encore jour actuellement du côté de Saint-Nicolas-du-Chardonnet et dans bien d'autres lieux plus officiels où les clameurs et les injures se font entendre, Romain Marie se proposant, par exemple, de lutter « contre l'immigration parce que chrétien[58] ». Sans qu'ils en tirent en rien des conclusions identiques, ne peut-on estimer que certains mouvements catholiques qui se réclament de la gauche et qui récusent de plus en plus ouvertement la laïcité n'en continuent pas moins encore de nos jours, involontairement peut-être, à établir cette relation de type identitaire ?

Concluons sur ce point crucial. Un quasi-paradigme s'affirme : aux yeux des nationalistes la France est essentiellement catholique. Néanmoins ajoutons ce fait capital : certains mouvements propagateurs de haine n'ont pourtant aucun lien avec le catholicisme, pis encore, ils le rejettent ; c'est le cas de quelques groupes de tendance fasciste de l'entre-deux-guerres mais c'est surtout celui, de nos jours, du GRECE dont le paganisme extrémiste repose explicitement sur une condamnation du christianisme « né en dehors de l'Europe » et qualifié d'« erreur pernicieuse », ses militants tournant plutôt leurs regards vers les mythes indo-européens[59].

Notons enfin qu'à l'inverse, de manière certes très minoritaire, certains protestants comme ceux qui appartiennent à l'Association Sully ou encore au Cercle Fustel de Coulanges se rapprochent de Charles Maurras[60] tandis que quelques juifs membres de l'Action française, de la Ligue des patriotes, des Croix-de-Feu, des Faisceaux, ou même du mouvement lepéniste, s'engagent de manière paradoxale dans de telles entreprises extrémistes et se font à leur tour, de manière assez exceptionnelle il est vrai, les porte-parole de ces idéologies d'exclusion[61]. Soucieux avant toute chose d'apparaître comme de purs Français patriotes, récusant toute identité particulariste, ils en viennent le plus souvent, au bout de ce chemin tout entier fondé aussi sur la haine de soi, à se convertir au catholicisme ou à prendre encore la défense de cette religion menacée par la politique laïque des républicains et mise en œuvre parfois par d'autres juifs : ainsi Arthur Meyer, l'éditeur du journal *Le Gaulois*, défend l'Église et des positions extrémistes tandis que Sarah Bernhardt signe une pétition soutenue par « le parti catholique ». A l'instar de leurs coreligionnaires d'Allemagne, ou encore d'Autriche, chez qui la haine de soi ne connaît pas de limites et conduit inévitablement à des comportements antisémites virulents[62], ces juifs, tel encore l'abbé Lemann, fournissent de nouvelles armes aux mouvements extrémistes[63].

Ce paradoxe se répète même chez les tenants d'un simple conservatisme libéral. Ainsi, Daniel Halévy, le célèbre auteur très modéré de *La Fin des notables*, n'en estime pas moins que, « derrière Gambetta et ses amis, la franc-maçonnerie est présente et puisqu'il faut enfin à tous les régimes une classe dirigeante, c'est elle qui se prépare à en fournir tous les membres[64] ». Dans un autre livre tout aussi classique, et qui paraît toujours en cette période si violente de l'entre-deux-guerres, Daniel Halévy attaque à nouveau les francs-maçons et en vient de manière plus générale presque à adhérer aux thèses de Maurras puisqu'il critique *La République des comités* présentée comme « un fruit non mûr mais pourri », en ajoutant que, pour éviter cette dénaturation du « pays réel », « il faudra y mettre le fer », autant d'expressions relevant davantage du vocabulaire des droites haineuses et qui ne manquent de surprendre sous la plume de la droite libérale[65]. Quand, de plus, il se penche sur l'histoire de la Troisième République, c'est à nouveau pour dénoncer le rôle crucial des « forces occultes » : « Où, s'interroge-t-il, est la main de la Police ? des Francs-Maçons ? des Juifs ? des Comités d'affaires ? Les forces occultes refusent les documents. Les voilà sauves[66]. » Sans la moindre critique, il cite les analyses de Drumont sur le rôle des juifs dans les scandales que connaît la Troisième République et considère enfin, en reprenant les thèses de Maurras sur les « états confédérés », que « le groupe maçon, le groupe juif, le groupe protestant » se trouvent à l'origine des lois anticléricales qu'il condamne[67]. Cet auteur libéral dont on médite encore aujourd'hui les leçons n'en est pas moins, en 1940, un admirateur sans réserve du maréchal Pétain. Contre le Grand Orient qui « dirige la manœuvre » contre un régime républicain responsable du déclin, il écoute parler le Maréchal : « Ce n'était pas la voix habile, avantageuse, du politique professionnel, la trop connue, les trop connues. C'était la voix d'un père en même tant que d'un chef. » En 1941, il regrette encore que le Maréchal ne soit pas assez « soutenu et servi » et, dans le tourment, invoque l'âme de Jeanne d'Arc[68]. De Daniel Halévy et jusqu'à André Siegfried qui, bien que protestant, n'en estime pas moins plus tard que, dans l'entourage de Pierre Mendès France, on discerne « trop aisément des influences juives internationales ou communisantes[69] », le courant des droites libérales dont s'inspirent ici de rares protestants ou juifs parfois convertis cède ainsi parfois à des sentiments qui le rapprochent bizarrement des droites extrêmes.

La matrice commune aux attitudes haineuses des droites extrémistes devient dorénavant plus claire : on trouve à chaque fois le rejet de la Révolution française qui annonce celui de la révolution bolchevique, le refus de l'individualisme qui est

censé en découler, la volonté de maintenir au contraire une nation communautaire au fondement organiciste dont le catholicisme apparaît comme le seul ciment intemporel, un dédain constant envers les étrangers de toutes sortes incapables de se fondre dans une identité nationale catholique, un rapport plus qu'ambigu à l'égard de l'argent et du capitalisme identifiés à l'usure illégitime pour les catholiques et supposée pratiquée au contraire par tous ceux qui rejettent l'enseignement de l'Église, que ce soient les capitalistes anglo-américains ou les communistes bolcheviques avides d'industrialisation forcée. Du XIX^{e} siècle à l'époque contemporaine, ceux qui symbolisent le mieux, de manière constante, ces valeurs et ces pratiques considérées comme étrangères à une francité se perpétuant à travers les âges sont les juifs, les protestants et les francs-maçons, catégories qui, aux yeux des droites extrêmes, s'unifient d'elles-mêmes au point de former une sorte de nébuleuse plus ou moins homogène extérieure à la France catholique et qui menace, avec l'aide de certaines puissances étrangères, son intégrité et son identité même.

L'État dans l'État

Anatole Leroy-Beaulieu, dont on a relevé certaines analyses ambiguës, n'en est pas moins le premier à s'élever contre « les doctrines de haine : antisémitisme, antiprotestantisme, anticléricalisme […] ce sont des mixtures composées d'ingrédients similaires, faites pareillement d'un bizarre mélange de vérités et d'erreurs, de sentiments vils et de générosités dévoyées, le tout ranci par des haines sectaires et des préjugés surannés […] Chacun des trois "anti" cherche à soulever, contre ses adversaires, les défiances patriotiques et les préjugés nationaux au nom de l'unité nationale. Chacun des trois "anti" conteste, à ses adversaires, le titre ou les droits de Français[70] ». Leroy-Beaulieu est l'un des tout premiers commentateurs à rapprocher ces multiples haines qui, en dehors de l'anticléricalisme issu plutôt de la gauche et qui n'a jamais mené à de réels déchaînements, en dehors de l'affaire des fiches et des violences combistes, sont au cœur même de cette recherche. Il ajoute de plus que « s'il faut en croire l'antisémite, l'antiprotestant, l'anticlérical, les juifs, les protestants, les catholiques constituent un péril pour l'État, aussi bien que pour l'esprit français ; car les uns et les autres forment "un corps", et qui pis est, un corps ennemi, un "État dans l'État", qui obéit à un mot d'ordre étranger[71] ». Leroy-Beaulieu consacre entièrement son ouvrage à dénoncer cette thèse haineuse car il lui semble urgent de « repousser ces cris de guerre civile[72] », et, de manière tout à fait claire, il souligne qu'« une religion, une Église peut prétendre à l'unité de doctrine, certaines Églises, comme l'Église catholique, ne peuvent s'en passer. Mais en est-il de même d'un État, d'une nation ? Un État n'est pas une Église, un État moderne surtout. Au rebours d'une Église, il doit faire place dans son sein aux doctrines les plus diverses. L'unité de l'État ne peut plus consister dans l'uniformité des croyances. L'anticlérical en doit prendre son parti, tout comme le clérical, l'antisémite et l'antiprotestant[73] ». Cette observation oriente notre propre perspective en mettant délibérément l'accent sur le violent refus catholique de toute présence considérée comme trop particulariste dans un État devenu républicain et universaliste.

Ancrée dans un solide courant contre-révolutionnaire dont l'abbé Barruel mais aussi Maistre et Bonald sont les théoriciens lointains, cette matrice se trouve plus tard définitivement reformulée de manière définitive, dès 1912, par Charles Maurras dans sa célèbre dénonciation des quatre « états confédérés » : pour lui, « ce pays-ci n'est pas un terrain vague. Nous ne sommes pas des bohémiens nés par hasard au

bord d'un chemin. Notre sol est approprié depuis vingt ans par les races dont le sang coule dans nos veines » et c'est pourquoi il n'est pas question d'accepter passivement le règne absolu « des quatre états confédérés, — juif, protestant, maçon, métèque — avec qui s'identifie nécessairement le pouvoir réel »[74]. Maurras poursuit inlassablement cette idée fixe qu'il n'est pas près d'abandonner puisqu'on la retrouve encore, sous une forme légèrement atténuée, en 1941, lorsqu'il dénonce « l'existence d'un État dans l'État, l'État juif dans l'État français[75] ». Notons pourtant que cette accusation se faisait déjà jour dans le livre de Jacques Aper, *Le Trio juif, franc-maçon, protestant* (1898), et qu'elle se trouve souvent formulée à l'époque, par exemple, par Ernest Renauld qui appelle les catholiques « à s'unir contre le danger de la triplice judéo-maçonnique-protestante[76] » ; elle sera reprise sans cesse au XX^e^ siècle, s'adaptant même au cours du temps dans l'idéologie lepéniste, les quatre états devenant, dans un contexte nouveau, dorénavant cinq. Dans sa brochure intitulée *Les Quatre ou Cinq États confédérés*, Jean Madiran dénonce « la fortune anonyme et vagabonde », la caste des technocrates libéraux-socialistes, « le foisonnement du pluralisme maçonnique », « le chobiz des intellectuels cosmopolites », au premier rang desquels se trouvent selon le Front national presque uniquement des juifs, et enfin l'appareil communiste ; à longueur de pages, Jean Madiran stigmatise sans cesse la maçonnerie, le marxisme et le judaïsme et *Chrétien-Solidarité*, journal proche du Front national, presse le peuple français de s'engager dans une nouvelle « croisade », comme Jean-Marie Le Pen lui-même qui en 1987, déclare : « J'ai confiance dans l'instinct de notre peuple pour, à l'instar de saint Michel, combattre les démons du renoncement, de la décadence, de la servitude[77]. » Se réclamant de Louis de Bonald, l'intégrisme chrétien contemporain entend défendre l'identité chrétienne de la France contre ces nouveaux états confédérés porteurs de décadence. En lointain écho de Maurras et de Vichy, Arnaud de Lassus soutient, en octobre 1983, que « nous avons à faire à quatre groupes de pression : le juif, le protestant libéral, le franc-maçon, le communiste qui exercent sur l'État français une influence décisive. Or, l'âme profonde de ces groupes n'est ni catholique ni française. Notre État est colonisé par des forces hostiles à ce qui constitue notre identité religieuse et nationale. C'est là que se situe l'un des principaux malheurs de la patrie. Et c'est par là que s'explique, en bonne partie, le génocide français contre lequel nous luttons[78] ». Au nom de Drumont et de Maurras, le Front national poursuit son combat contre le racisme antifrançais, c'est-à-dire antichrétien, des fameux états confédérés qui se sont quelque peu modifiés pour

laisser toute sa place à celui qui contrôle les médias, véhicule moderne du vrai pouvoir.

Proclamée sans cesse pourtant de manière de plus en plus exacerbée, cette idéologie du refus s'applique presque indistinctement à tous les protagonistes eux-mêmes, au gré des luttes politiques intestines : ainsi Ernest Renauld, auteur du *Péril protestant*, en vient à considérer Charles Maurras comme un « métèque » et Léon Daudet comme un juif. De même, Édouard Drumont sera profondément affecté par une campagne systématique le faisant passer pour un juif caché. Tous les coups sont également permis pour anéantir les partisans de la République et de la Révolution française : on peut, par exemple, les qualifier, en travestissant leur identité réelle, de l'opprobre suprême, c'est-à-dire de juif (exemple de Gambetta sans cesse présenté, de la fin du XIX^e^ siècle à nos jours, dans les pamphlets comme souvent dans des travaux universitaires sérieux tant la rumeur se révèle être forte, de juif italien), de protestant (c'est aussi le cas de Jules Ferry et de bien d'autres acteurs favorables à la laïcité) ou encore de franc-maçon, qualificatif appliqué à tort à de très nombreux défenseurs de la République.

Si d'Alphonse Toussenel à Jules Michelet, de Joseph Proudhon à Benoit Malon, Paul Faure et Maurice Thorez, la gauche a également pratiqué un antisémitisme plus ou loin régulier, si, encore en 1990, un personnage important du Parti socialiste peut s'en prendre à Lionel Jospin en le traitant de « trotskiste d'origine protestante » au « menton à la Mussolini »[79], reproduisant un antiprotestantisme assez rare dans ses rangs, si encore certains de ses membres n'ont pas hésité à se tourner vers l'extrême droite et Vichy, révisant ainsi le marxisme et les théories socialistes jusqu'à rejoindre le camp ennemi, c'est néanmoins surtout du côté des droites extrêmes que ne cessent d'éclore, du XIX^e^ siècle à nos jours, ces idéologies de haine qui défigurent encore davantage de simples préjugés. Une vision tellement délirante en émane que nombreux sont ceux qui se livrent désormais à une véritable recherche maniaque et illuminée des juifs ou des protestants cachés derrière leurs nouveaux habits d'émancipés et d'assimilés, dont le nombre est supposé d'autant plus important que leur visibilité publique devient comme évanescente dans le cadre du régime républicain où règne l'égalité des citoyens ; ainsi Drumont affirme parfois, sans sourciller, que les juifs dépassent de très loin le million dans la France de la fin du XIX^e^ siècle alors qu'ils sont en réalité bien moins de 100 000 tandis que, presque à la même époque, l'abbé Lemire soutient de son côté que l'on trouve 2 millions de protestants en France alors que, dans les années 1880, leur nombre est d'environ

630 000. Grossissant démesurément l'adversaire afin d'en démontrer par avance l'infinie puissance, les discours de haine, par beaucoup d'aspects, n'ont guère changé d'une époque à l'autre.

De la contre-révolution qui suit les événements de 1789 jusqu'au mouvement lepéniste contemporain, le thème de l'occupation du pouvoir et de sa dénaturation par les francs-maçons, les protestants, les juifs et maintenant les immigrés d'origine maghrébine ne cesse de se faire jour de manière lancinante. Considérés comme allogènes, ces divers groupes sont assimilés les uns aux autres et diabolisés en un contre-État venant, par des stratégies révolutionnaires ou, de manière plus insidieuse, par une pénétration presque masquée au sein de l'élite dirigeante désormais corrompue, occuper la place des aristocraties traditionnelles issues du plus profond de l'histoire de France. De 1789 jusqu'à la Troisième République laïque et positiviste ou encore au mitterrandisme contemporain, une grille d'analyse systématique se construit de manière cohérente, dont on peut retracer les figures essentielles, en termes d'occupation illégitime du pouvoir propre au peuple français.

Si *La France juive* d'Édouard Drumont symbolise, en 1886, le refus d'une Troisième République appréhendée comme juive, protestante, franc-maçonne et donc étrangère à la France, le pamphlet de l'abbé Barruel, *Mémoire pour servir l'histoire du jacobinisme*, autre best-seller publié en 1797, joue le même rôle par rapport à l'événement fondateur que constitue la Révolution française dans la mise en place définitive du récit du complot par lequel les groupes étrangers se sont emparés de la France chrétienne. Pour Barruel, la Révolution est délibérément préparée par une conspiration qui réunit les philosophes souvent protestants voulant détruire tous les autels de Jésus-Christ, les francs-maçons liés aux sectes d'illuminés et utilisant, pour réaliser ses sombres desseins, jusqu'aux juifs eux-mêmes. Cette « conspiration antichrétienne », cette « gangrène » est en grande partie issue de Genève, la protestante, en bénéficiant de plus de l'appui décisif des francs-maçons protestants anglais pour imposer au pouvoir « la secte des jacobins » et « déchristianiser » la France. Barruel accepte même, par jeu, de se laisser initier afin de mieux connaître de l'intérieur la stratégie des conspirateurs : il décrit alors avec force détails le caractère minutieux de ce complot au langage secret qui va réussir à porter au pouvoir une nouvelle élite hostile au christianisme[80].

Cette interprétation diabolisant la Révolution va marquer définitivement l'ensemble de la pensée contre-révolutionnaire et, à quelques nuances près, on la retrouve chez la plupart de ses porte-parole. Ainsi Joseph de Maistre, qui refuse de

condamner l'ensemble des francs-maçons dans la mesure où il a lui-même adhéré à un de ses courants, reconnaît le rôle crucial de ce groupe secret dans la conspiration révolutionnaire et, à son tour, étend sa condamnation aux protestants ainsi que, dans une moindre mesure, aux juifs. Adepte lui aussi d'un catholicisme intransigeant, J. de Maistre prolonge l'analyse de Barruel et influence la pensée contre-révolutionnaire, de Maurras à Ernest Psichari, dans son refus du protestantisme et de la Réforme en général, coupables de porter atteinte au pouvoir du Roi très chrétien au profit des multiples intérêts cosmopolites. Il décrit la folie sanguinaire de la populace révolutionnaire, le thème du sang répandu revenant sans cesse et justifiant une expiation menant enfin à une possible rédemption : contre la révolution-maladie, le mysticisme maistrien entrevoit une régénération par le fer et le sang. Pour lui, « la Révolution française est satanique ; si la contre-révolution n'est pas divine, elle est nulle » ; d'où l'indispensable « effusion du sang » qui « pénètre les entrailles coupables pour en dévorer les souillures »[81], et, dans ce sens, le salut par le sang annonce les discours de Léon Bloy comme ceux de Georges Bernanos qui se réclame pour sa part aussi de Drumont. Pour Joseph de Maistre comme pour Barruel « l'illuminisme s'est allié à toutes les sectes parce qu'elles ont toutes quelque chose qui lui convient : ainsi, il s'aide des jansénistes de France contre le Pape, des Jacobins contre les rois, et des juifs contre le christianisme en général[82] ». Dans les *Considérations sur la France* comme dans *Les Soirées de Saint-Pétersbourg*, Joseph de Maistre construit ainsi une apologie du mal qui inspire plus tard Félicité de Lamennais comme Pierre-Simon Ballanche en posant les fondements d'une théorie antidémocratique. Derrière le jacobin et, bientôt, le républicain tout court, se cachent Satan lui-même et ses divers acolytes contre lesquels doit se soulever, en retour, une véritable force révolutionnaire, celle précisément dont le Front national souhaite, dans les années 1980, la venue ; ainsi, en 1985, Jean-Marie Le Pen déclare : « Condamner les privilèges d'il y a deux siècles, pourquoi pas ? Mais combattons aussi les féodalités bureaucratiques et syndicales du XX^e^ siècle […] Le FN appelle de ses vœux une vraie révolution française qui rende la parole au peuple » dont l'identité chrétienne a été bafouée. Comme le soutient le Front national, « chacun, dans la classe politique, s'apprête à fêter le bicentenaire de la Révolution de 1789. Pourquoi pas ? La France, c'est 4 000 ans de culture européenne, vingt siècles de christianisme, quarante rois et deux siècles de République. Le FN assume tout le passé de la France[83] » sans pour autant vraiment se reconnaître dans cette République qu'il juge toujours cosmopolite, juive, protestante et franc-maçonne.

Pour Bonald aussi, « si les Rois s'en vont, c'est que Dieu se retire de la société ». Selon l'auteur de la *Théorie du pouvoir politique et religieux*, qui se trouve également à l'origine du courant contre-révolutionnaire, « la France républicaine serait la fin de l'Europe monarchique et l'Europe républicaine serait la fin de la civilisation, de la religion, de la politique, la fin de la société, la fin de tout » ; lui aussi rend responsables de cette décadence la philosophie de la Réforme et le protestantisme en considérant que la « terrible expérience » de la Révolution française était indispensable pour assurer en définitive le retour à la France chrétienne. Dans ce sens, selon Bonald, le peuple juif qui a « fait mourir son libérateur » incarne la punition de Dieu et s'ils propagent les idées « révolutionnaires », les juifs annoncent en définitive, par leur nécessaire punition, le retour rédempteur à la France catholique. Pour J. de Maistre comme pour Bonald, la France connaît ainsi une nouvelle Passion dont le christianisme sortira cette fois définitivement vainqueur[84]. Le courant contre-révolutionnaire trouve sans cesse au XIX^e^ siècle de nouveaux hérauts, tel Barbey d'Aurevilly qui déteste lui aussi le protestantisme, facteur de désordre politique et de révolution, et vante sans compter les mérites de la race normande catholique à laquelle il appartient[85], tel encore Villiers de l'Isle-Adam qui, également royaliste, se glorifie, de même que plus tard Jean-Marie Le Pen, d'être issu « d'une famille de Celtes dure comme les rochers » et, par exemple, dans *Axel* ou encore dans *La Révolte*, fait preuve d'un antisémitisme injurieux ; pour ce dernier, « les décapités de Dieu » sont responsables de la décadence et, à l'image de la bourgeoisie dans son ensemble, leur culte de l'argent accroît la nécessité d'une rédemption par le Sang[86]. Solidement enracinée en Vendée et dans l'ouest de la France, la contre-révolution se construit une opposition mythique entre les Celtes et les divers types, pour parler comme Maurras, de métèques, au premier rang desquels on trouve toujours les juifs, accusés d'être responsables tant de la Révolution que de la consolidation des diverses Républiques.

Dans ce sens, on devrait entreprendre une étude systématique du mythe breton dans l'imaginaire politique français tant les héros comme Du Guesclin, Duguay-Trouin ou encore Surcouf sont, quelle que soit l'époque, régulièrement évoqués par la presse des multiples droites extrêmes afin de démontrer la pureté de l'âme française catholique à l'encontre des vilenies et des tares indélébiles que sont supposés porter pour toujours les juifs. Ce mythe emblématique est accepté par les contre-révolutionnaires du début du XIX^e^ siècle comme plus tard par Drumont ; il provoque même un violent incident, en 1938, à l'Assemblée nationale lorsque, face

aux cris antisémites, Max Dormoy s'exclame : « Un Juif vaut bien un Breton ! » provoquant tant la colère que l'hilarité générale. Pour l'Action française, « il y a au moins cette différence qu'en France un Breton est chez lui. Le Juif n'est qu'une sangsue de la mer Morte » et, dans le même sens, Jean-Charles Legrand qui sévit encore sous Vichy déclare : « La Bretagne, terre des Druides, tu l'ignores, tu es, toi, pour la terre de Judas. Le pays des Celtes, nos ancêtres, tu lui préfères l'Internationale. La pègre des Juifs campés sur des sols usurpés, c'est ta famille, tu les comprends mais tu ne connais pas le parler breton[87]. » Ce mythe resurgit, en janvier 1956, lorsque l'élection de Le Pen est commentée favorablement dans les *Nouveaux Jours* par un « enfin un Breton ! » pour s'enraciner dans le paysage politique français contemporain, Simone Veil étant supposée ressentir à l'égard de notre marin breton un trouble profond lié au charme de « l'homme du large » ; plus récemment, en décembre 1989, il se fait à nouveau jour à la télévision lorsque le chef du Front national brandit sa qualité de Breton solidement enraciné dans l'identité nationale pour mettre en doute la qualité de citoyen français du ministre et Juif d'État Lionel Stoleru supposé être aussi « israélien ».

Ainsi, de 1789 aux gouvernements socialistes des années 80, se met en place une implacable logique qui cherche dans l'affermissement de la République la preuve du pouvoir sans cesse plus étendu de l'État juif, protestant et franç-maçon, dont la nature artificielle démontre la trahison de la communauté organique française brisée dans son histoire et ses traditions culturelles propres. A l'instar des « Bretons », ce sont en vérité tous les vrais Français qui subissent, dans cette perspective, le diktat d'un État trouvant ses véritables appuis dans des internationales étrangères et cosmopolites. Dans la perspective des brûlots de l'abbé Lefranc, *Les Secrets de la Révolution révélés à l'aide de la franc-maçonnerie* (1791), de l'abbé Barruel, *Mémoires pour servir à l'histoire du jacobinisme* (1797), ou encore du livre de Charles Louis de Cadet-Gassicour, *Les Francs-Maçons ou les Jacobins démasqués* (1800), la Révolution française fait figure de complot juif et franc-maçon dirigé de manière clandestine par les protestants désireux de prendre leur revanche sur la Saint-Barthélemy afin de s'emparer d'un État à essence catholique. Seul Napoléon trouve grâce à leurs yeux puisque, pour eux, « il avait fait bifurquer la Révolution. D'anglaise et protestante parlementaire qu'elle était au début, elle était redevenue latine, catholique et dictatoriale[88] ». Pour ces théoriciens de la contre-révolution comme pour bien d'autres, Mirabeau et Robespierre seraient en réalité francs-maçons[89], de même que Marat qui masquerait de plus en vain son identité juive

mâtinée d'un protestantisme plus ou moins marrane ; ce dernier se voit sans relâche dénoncé comme juif aussi bien par Hippolyte Taine que par Édouard Drumont pour qui « la folie de Marat […] c'est la névrose juive » ou, plus tard, par Léon Daudet comme par Louis-Ferdinand Céline, avant d'être cloué au pilori, sous Vichy, en 1944 ; dans un texte incendiaire, *Le Juif Marat*, Armand Bernardini le présente comme « un juif fornicateur […] dermato-logiquement malsain » : pour lui, « traînant la savate, enfoui dans une lévite luisante de crasse et d'usure, coiffé d'un foulard quand ce n'est pas d'un bonnet rouge, ainsi surgit, aux années historiques de sa vie, le grand inquisiteur de la Terreur, ce Juif-Errant[90] ».

Émancipés en effet par la Révolution française et devenant enfin des citoyens français identiques à tous les autres, les protestants comme les juifs forment donc toujours, dans cette vision hallucinée, contrairement aux espoirs du comte de Clermont-Tonnerre, un État dans l'État ; soucieux de préserver leur cohérence ethnique et culturelle au moment même où la Révolution détruit les états de même que les groupes intermédiaires, ils utilisent, dans cette perspective démonologique, leur solidarité interne et externe pour constituer ensemble, de manière cumulative et à travers des réseaux de sociabilité franc-maçonne, des ressources socio-économiques de pouvoir propres à leur assurer un contrôle total de l'État. Ce mythe s'enracine d'autant plus rapidement qu'il apparaît comme une présentation déformée et haineuse d'une réalité incontestable, à savoir le lien indissoluble qui s'est noué entre les francs-maçons, les juifs, les protestants et une République sans cesse combattue par tous ceux qui en récusent la légitimité. Rappelons ici simplement que l'État fort doté d'un régime républicain s'est ouvert, à partir surtout de la Troisième République, à de nouvelles élites qui, recrutées sur des critères méritocratiques, ou encore à partir d'affinités idéologiques, remplacent peu ou prou les anciennes élites traditionalistes souvent catholiques qui refusent de servir cette République laïque et positiviste. Autour de Léon Gambetta et de Jules Ferry, on voit en effet un certain nombre de protestants, de juifs et de francs-maçons nommés à des postes importants de la fonction publique : certains deviennent préfets, juges, généraux ou accèdent encore à des postes élevés de l'administration centrale. Cette même logique entraîne également l'entrée au Parlement de même qu'au gouvernement de membres de ces catégories que la droite extrême persiste à considérer comme étrangères à la France catholique.

Du ministère Waddington composé pour beaucoup de protestants aux gouvernements Paul Doumergue, Léon Blum, Pierre Mendès France ou Miche

Rocard en passant par tout un ensemble de personnalités, de Joseph Reinach à Davic Raynal, Georges Mandel, Robert Badinter ou encore Lionel Jospin, la présence d juifs et de protestants de même que celle d'un certain nombre de francs-maçons, tels Léon Gambetta, Jules Simon et bien d'autres jusqu'à l'époque contemporaine, va acquérir une dimension de grande visibilité. Elle provoque parfois en retour dans l'histoire française récente une mobilisation extrémiste attisée par une myriade de pamphlets propageant avec véhémence un antisémitisme et un antiprotestantisme que l'on peut qualifier de proprement politiques dans la mesure où ils remettent en question la présence, presque toujours simplement fonctionnelle et méritocratique, des juifs d'État de même que celle des protestants d'État se vouant passionnément au service public et professant le culte de l'intérêt général au nom d'une Raison universaliste. Juifs, protestants et francs-maçons sont ainsi parfois affectés au corps personnel préfectoral, agissant uniquement au nom de l'État et servant la République sans tenir compte, dans l'accomplissement de leurs fonctions, de leurs valeurs propres[91] : l'« effet pervers » et imprévisible de cet accès à l'État n'en est pas moins le déclenchement de ces mouvements de haine qui, sans relâche, préparent, à partir de comptabilités extravagantes mais soigneusement tenues des listes toujours plus précises élaborées à partir de leurs visions irrationnelles et démonologiques, leur expulsion. Dans ce sens, la contre-révolution peut, en 1940, clamer sa joie devant cette « divine surprise » qui permet enfin de venir à bout de l'État révolutionnaire et républicain coupable à ses yeux d'avoir entrepris la dénaturation de la société française catholique.

Même s'il insiste trop sur la détention de l'argent comme source de pouvoir et qu'il fait silence sur l'institutionnalisation de l'État républicain, Drumont fixe à jamais le nouveau paradigme de haine : pour lui, « les Juifs sont arrivés à disposer de tous les ressorts de l'État » et « la France, grâce aux principes de 89 habilement exploités par les Juifs, tombait en dissolution […] Les Juifs avaient monopolisé toute la fortune publique, tout envahi, à part l'armée ». A ses yeux, « le Juif fonctionnaire a tout envahi » et il importe donc de manière urgente de décrire soigneusement « le fonctionnement de cet État dans l'État qu'est la Juiverie »[92]. Proche de Drumont, Maurice Barrès dénonce à son tour les hauts fonctionnaires qui « sortent de la synagogue » et entend combattre « l'État juif dans l'État français »[93]. Dans le même sens, Louis Vial trace le programme systématique de l'antisémitisme politique : « Plus de Juifs dans l'administration ! s'écria-t-il. Plus de Juifs dans les Ministères plus de Juifs dans la magistrature, plus de Juifs dans l'Instruction publique, à la

Guerre, aux Beaux-Arts, aux Ponts-et-Chaussées ! Plus de Juifs à Polytechnique o Saint-Cyr ! Plus de Juifs au Conseil d'État ! Plus de Juifs dans les Conseils de l Nation ! du dernier conseil de la dernière commune jusqu'au Palais-Bourbon et au palais du Luxembourg[94]. » Du temps de l'affaire Dreyfus à l'époque contemporaine, ce mythe de la « République juive » va devenir presque une constante de larges secteurs de la pensée politique française. D'une certaine manière, il constitue une curieuse application de la distinction proposée par Maurice Barrès entre les héritiers et les boursiers : simplement, au lieu de voir dans le boursier un enseignant issu des classes populaires ou moyennes et désireux avant toute chose d'asseoir définitivement le pouvoir de la République en répandant ses lumières, le boursier idéal-typique devient le juif qui satisfait aux impératifs de la méritocratie afin de se hisser dans l'appareil politico-administratif : pour Charles Maurras, il convient dès lors que l'État « recrute ses agents non parmi les bêtes à concours mais parmi les hommes de caractère dont les aptitudes particulières à une tâche déterminée auront été vérifiées[95] ».

Contre les juifs « bêtes à concours » dont les frères Joseph, Théodore et Salomon Reinach symbolisent longtemps à eux seuls l'étonnante réussite, il convient donc d'en revenir aux qualités propres à assurer la permanence de la francité dans l'État : le pur rationalisme détourne de la patrie charnelle qui est avant tout « un sol[96] ». Cet *a priori* est identique à celui qu'énonce gravement Barrès lorsqu'il soutient qu'un juif, être nécessairement nomade, ne peut rien comprendre à *Bérénice* et à la culture française, quels que soient ses diplômes et sa culture universitaire. Pour *L'Action française*, « Blum tient l'État[97] » sans qu'il soit lui-même ancré dans le terroir ; et Maurice Bedel de se moquer : « c'est un trait curieux de ce chef de l'Internationale ouvrière qu'il semble craindre les contacts de la terre : il n'a jamais frémi en sentant monter à ses narines l'odeur du sillon ouvert par le fer de la charrue ; il est étranger à tout ce qui est sève, humus, sources entre les mousses, sentiers entre les haies […] glèbe, argile, terre grasse, terre de bonne amitié. Ah ! ce n'est pas un homme de chez nous[98] ». Dans le même sens, Laurent Viguier publie un livre à succès intitulé *Les Juifs à travers Léon Blum. Leur incapacité historique à diriger un État*[99], tandis que *Pas Difficile*[100] estime que « le juif Mandel place ceux de sa race avant les Français. Il suit l'exemple de son chef de file, Léon Blum, qui a infesté de youpins tous les ministères, toutes les administrations » ; plus tard, Pierre Poujade réactualise le populisme hostile à un État dont la nature est étrangère au sol de France : « Par qui sommes-nous gouvernés ? », s'interroge *Fraternité française ;*

la réponse est dépourvue de toute ambiguïté : « par des gens qui n'osent même pas dire leur nom : Mendès-Portugal, d'une famille de Juifs portugais et marié à une Juive égyptienne »[101]. Dans le même sens, de nos jours, selon *Rivarol*, « la Tribu Fabius » se trouve « propulsée au faîte de l'État socialiste »[102].

Mais, pour Drumont, « dès le commencement de la République, le Protestantisme français fit alliance avec la Juiverie » ; plus précis encore, il soutient que « les protestants se sont cantonnés dans certains départements ministériels. Les Affaires étrangères, la Marine, les Colonies, sont devenus de véritables fiefs calvinistes »[103]. Dans le même sens, selon *La Croix*, « l'administration publique est devenue plus protestante encore que juive, le catholicisme en est presque exclu […] L'ultramontanisme, c'est l'Église délivrée de l'État protestant, juif, gallican[104] ». Dans la perspective contre-révolutionnaire de Bonald ou de Barruel, *La Croix* milite en faveur d'une France catholique hostile au triomphe d'un État qui lui est étranger : pour ce quotidien favorable à Drumont, « grâce au protestantisme dont ils furent les inspirateurs, du moins les excitateurs secrets, les juifs purent organiser vite et solidement les sociétés franc-maçonnes […] La société actuelle est un immense pantin dont les sociétés secrètes sont la ficelle et le suprême Conseil des Juifs, le machiniste. Ils règnent à cette heure, les juifs, ils nous gouvernent. Grâce à la franc-maçonnerie et à l'or dont ils disposent, ils sont les maîtres du Sénat, de la Chambre, des Tribunaux et du gouvernement[105] ». Drumont de même que Barrès conservent le culte de la Saint-Barthélemy qui a su éliminer l'État protestant dans la France catholique. Comme le souligne à son tour Georges Thiebaud, « la nuée de protestants » s'est abattue sur « le gouvernement, les Ministères, dans les cours et tribunaux des diverses juridictions, dans les préfectures […] le régime protestant s'est substitué au régime catholique »[106]. Dans le même sens, Ernest Renauld décrit « l'emprise protestante » sur l'administration publique en comptabilisant les préfets ou les parlementaires protestants[107]. Relevons encore que, selon Ernest Froment, les protestants « se répandent à travers le parti républicain, du centre à l'extrême gauche, on les rencontre influents, austères,… ministres d'hier, ministrables de demain[108] ». Et, de manière claire, pour Maurice Barrès, « l'antiprotestantisme, l'antisémitisme, c'est une protestation contre l'accession des étrangers aux charges de l'État[109] ». Un nouveau Richelieu doit par conséquent se lever pour « faire rentrer dans le rang l'oligarchie huguenote » qui constitue depuis […] « l'Édit de Nantes un État dans l'État »[110]. Avec Jean-Marie Le Pen, certains peuvent croire qu'un nouveau Richelieu vengeur est enfin réapparu pour défaire un Michel Rocard guidé par un

violent « fanatisme anticatholique » et agissant dans l'unique but de réaliser « le dessein du mondialisme et de l'extrémisme juif »[111].

De la Révolution française à l'époque contemporaine, les francs-maçons eux-mêmes ou ceux qui se cachent derrière leur identité juive sont donc accusés de former eux aussi un État dans l'État chrétien, ou encore de contrôler entièrement l'État en faveur de leurs propres intérêts : pour *La Croix*, la franc-maçonnerie « constitue un État dans l'État, elle absorbe en elle les organismes de la puissance publique ou s'y substitue, poursuivant la réalisation d'un mot fameux d'un de ses fils : l'État, c'est nous ». Pour ce journal catholique, « la juiverie et la franc-maçonnerie ont même programme : Un État dans l'État. Un État au-dessus de l'État Un État contre l'État »[112]. Et, en une affiche vengeresse, de proclamer enfin de manière définitive : « Des francs-maçons, il n'en faut plus parce qu'ils veulent accaparer la République. Au gouvernement constitutionnel, ils veulent substituer le gouvernement occulte des Loges. Ils font un État dans l'État. Pleins de tendresse pour les juifs, pleins d'égards pour les protestants, ils sont toujours remplis d'une haine sectaire contre la religion de la majorité des Français[113]. » Au même moment, E. d'Avesnes dénonce, en 1881, *La Franc-Maçonnerie au pouvoir 1789-1880* tandis que Léo Taxil dresse, en 1887, l'une des très nombreuses *Liste des francs-maçons, sénateurs, députés, hommes politiques, fonctionnaires* qui annoncent les appels répétitifs futurs à la délation et à l'expulsion des francs-maçons de l'espace public, tels ceux publiés par *Les Cahiers de l'Ordre* qui détaille avec force précisions les méfaits de *La Franc-Maçonnerie au Parlement* (1928) ou encore le célèbre *Péril judéo-maçonnique* de M^gr^ Ernest Jouin (1929) qui donne le coup d'envoi à la sortie sur un rythme effréné de publications hostiles à la franc-maçonnerie d'État. Une partie des catholiques conservateurs se mobilisent encore dans les années 30, par exemple, à Rouen, dans de vastes meetings contre la franc-maçonnerie, *L'Écho de Normandie* appelant les catholiques à ne pas voter pour les candidats qu'ils soupçonnent d'être membres des sociétés secrètes[114]. Dans un contexte plus dramatique, en 1941 cette fois, on peut relever l'échantillon suivant dans un journal vichyssois : « C'est à l'influence de la Franc-Maçonnerie qu'il faut attribuer pour une large part les convulsions internes, les aventures externes dont notre pays fait les frais depuis 1789 et, en dernier lieu, la guerre que nous subissons encore […] il faut reconnaître la vérité sur une association qui constituait un véritable État dans l'État, sur une puissance occulte capable, par sa puissance propre et par sa liaison avec les Juifs, de s'opposer à tout élément sain et de progrès[115]. »

Dans la même perspective, Henry Coston participe depuis près d'un demi-siècle avec passion à ce procès perpétuel fait tant aux juifs qu'aux francs-maçons, attaquant sans relâche le pouvoir politique qu'ils exerceraient sans partage, de l'entre-deux-guerres jusqu'à nos jours, et faisant, encore en 1970, la présentation à ses yeux exhaustive des francs-maçons au Parlement[116]. Pour *L'Action anti-maçonnique*, « la ∴ a livré la France aux juifs et le F ∴ L. Blum est président du Conseil[117] ». De nos jours, les choses n'ont guère changé sinon formellement puisque le Front national s'en prend de plus en plus au B'nai B'rith, loge juive internationale qu'il accuse de dominer le système politique français : grâce à une terrifiante conjuration, cette loge imposerait sa loi aussi bien aux partis de gauche qu'à ceux de l'opposition gaulliste et modérée. Par un serment secret tenu dans le cadre d'une véritable conspiration, « cette puissance colossale et redoutable, irascible et carnassière » exerce sa « dictature » sur le personnel politique, toutes tendances confondues, et, par suite, sur la France catholique elle-même qui ne peut donc trouver son salut qu'à travers le sursaut du Front national et de ses alliés intégristes qui luttent seuls contre l'emprise judéo-maçonnique internationale[118]. Dans une présentation actualisée des *Protocoles des Sages de Sion* qui prend d'autant plus de poids qu'elle peut s'appuyer sur une vision conspirationniste propagée parfois par une extrême gauche en mal d'explications diabolisantes, Jean-Marie Le Pen dénonce avec vigueur le « lobby mondialiste » : « Je pense, affirme-t-il, à l'utilisation qui est faite des droits de l'homme de façon tout à fait erronée et mensongère ; il y a la Maçonnerie. Je crois que la Trilatérale joue un rôle. Les grandes internationales, comme l'internationale juive, jouent un rôle non négligeable dans la création de cet esprit antinational[119]. »

On ne compte plus, du début du XIX^e^ siècle à nos jours, les dénonciations haineuses des juifs, des protestants et des francs-maçons qui les désignent comme les détenteurs d'un pouvoir caché leur assurant, grâce à un complot aux ramifications internationales, la maîtrise d'un État au sein de l'État et, en vérité, de l'État lui-même. Cette accusation rémanente inhérente au mythe des « gros » est quelque peu étrangère en tant que telle aux guerres franco-françaises elles-mêmes dans la mesure où c'est bien le peuple français tout entier qui, dans cette interprétation fantasmatique des droites extrêmes partagée parfois aussi par certains secteurs de la gauche, est appelé à récuser un État qui lui est devenu étranger. Les quatre « états confédérés » sont bel et bien partie intégrante du groupe des gros qui, de l'extérieur, domine et exploite à son profit le peuple de Français petits et innocents : simplement, le mythe ici se précise car il suppose cette fois que l'État soit lui-même propriété de ces gros-

là et non, par exemple, des capitalistes. A la lutte des classes se substitue ainsi la haine, qui peut être commune à toutes les classes, des francs-maçons, des juifs, des protestants et, bientôt, des immigrés d'origine musulmane qui, eux aussi, sont maintenant perçus comme voulant s'approprier l'État.

Il n'en reste pas moins que, de manière schématique, les temps forts durant lesquels s'exprime tout particulièrement cette forme essentielle de haine de l'étranger correspondent en général aux guerres franco-françaises. Elle éclate pendant l'affaire Dreyfus, se poursuit lors de la séparation de l'Église et de l'État pour reprendre de plus belle, au lendemain de la guerre de 1914-1918, s'accroître démesurément pendant le Front populaire et son contraire, Vichy, réémerger, après un temps de rémanence, avec le poujadisme, l'expérience Mendès France et enfin le lepénisme. Avec le temps, les choses se modifient puisque les protestants, membres à part entière des « quatre états », de 1789 au début du XIX^e^ siècle, ne sont presque plus objet de haine et de rejet : on ne les accuse plus de vouloir dominer et de constituer un État dans l'État. Déjà Drumont ou Maurras, en dépit des attaques de ce dernier contre « l'État Monod[120] », se montrent plus prudents à leur égard, les considérant, en dépit de leurs valeurs propres, comme des Français à part entière, et, sous Vichy, l'antiprotestantisme politique disparaît même si certains signes d'antiprotestantisme demeurent[121].

Pour Charles Maurras, « depuis que l'Étranger de l'intérieur s'est emparé de l'État, Juifs, protestants, maçons, métèques, n'opèrent plus avec les seules ressources de leur budget : ils disposent du budget de la France[122] » afin d'imposer leur propre pouvoir : comme les quatre « états confédérés » dénaturent l'État lui-même issu directement, dans cet esprit, d'une société demeurée catholique, une seule solution s'impose rapidement, « le nettoyage national[123] ». Cependant, rejetant la théorie raciale du protestantisme, et tenant compte du fait que les protestants ne sont, en définitive, selon le mot de Drumont, que « de mauvais frères, des frères hargneux et désagréables, des frères qui tirent toute la couverture à eux mais enfin, ce sont des frères », considérant du même coup que si « la question juive est une question de race, la question protestante est une question de famille de mauvais frères[124] », les protestants seront donc traités avec plus de retenue d'autant qu'ils sont quand même, selon l'expression de Maurras, « d'un sang français irréprochable à l'origine[125] ». Ce « nettoyage » souhaité aussi dans les mêmes termes, plus tard, par Pierre Poujade et tant attendu par les divers tenants des droites extrêmes comme par tous ceux qui, venant même parfois de l'extrême gauche, se sont ralliés à eux, n'aura donc pas pour

tous les mêmes conséquences.

En ce qui concerne les protestants, selon le mot même de Georges Thiebaud formulé déjà en 1895, il ne s'agit pas de les « exclure » de l'État mais simplement tout au plus d'y « mesurer » leur présence[126]. Au contraire, dès 1940, les francs-maçons et davantage encore les juifs vont, quant à eux, se trouver immédiatement exclus de l'État et parfois même perdre la nationalité française ; un certain nombre de textes législatifs organisent systématiquement leur éviction des différentes organisations de l'État qui se veut ainsi, de lui-même, entièrement *Judenrein* et propre également de toute présence franc-maçonne. Les uns et les autres sont impitoyablement poursuivis par la propagande officielle, des expositions au Petit Palais ou au Palais Berlitz sont immédiatement montées pour faire connaître leur supposée prédominance dans l'État républicain, des instituts de recherche sont créés pour mieux dénoncer leur prétendue domination politique et sociale, des revues largement diffusées traquent littéralement toute manifestation juive ou franc-maçonne au sein du personnel politico-administratif et présentent sans cesse, minutieusement, des listes de noms accompagnées parfois d'adresses précises : ces « deux états » sont donc chassés hors d'un État appelé à redevenir conforme à la nature chrétienne de la société française[127].

Selon le mot de Maurras, « c'est au tour de la Société de ronger l'État » en rétablissant si possible « l'hymen d'une race et d'un peuple, l'identification politique d'un État et d'une Maison[128] ». Et toujours fidèle à son vieux maître Drumont, Jean Drault voit enfin le moment arrivé d'en finir avec la « France juive » :

> Les Français, estime-t-il, ne sont plus qualifiés pour réaliser le projet formé par leurs rois que trois républiques juives, dites françaises, surtout la troisième, ont calomniés, couverts de boue et de crachats, accablés d'insultes empruntées au répertoire du Talmud et des manuels scolaires maçonniques. La France officielle a trop longtemps renié le glorieux passé français. Quelqu'un renoue les traditions de l'Europe chrétienne. C'est un Allemand. Collaborer avec lui, c'est pour commencer, abjurer l'erreur criminelle de 1789. Hitler n'est pas le vengeur appelé par Drumont, mais le constructeur d'un monde nouveau[129].

Ce texte marque l'ultime aboutissement du courant contre-révolutionnaire se prévalant d'une identité chrétienne pour renier la Révolution française et venir enfin

à bout des usurpateurs que constituent à ses yeux tant les juifs que les francs-maçons ; contre les « Républiques juives » dénaturant l'État d'une société chrétienne, il faut revenir en deçà de 1789 et expulser, comme au temps de la monarchie, tous ceux, en dehors des protestants chrétiens, qui lui restent racialement étrangers. Certes les droites extrêmes ne sont pas toutes hostiles à 1789 et, de Maurice Barrès à Marcel Déat, on prétend parfois en conserver le culte ; ce dernier soutient ainsi tranquillement que « Robespierre a incontestablement dessiné un "national-démocratisme" », il existe donc à ses yeux « un parallèle entre Hitler et Robespierre, un rapprochement inattendu entre la phase jacobine de la Révolution française et le national-socialisme[130] ». Dans ce sens, certains propagateurs du national-socialisme de même que Hitler lui-même qui, dans *Mein Kampf*, considère Robespierre, Danton et Marat comme des hommes exceptionnels, admirent le caractère radical de la Révolution française et prétendent s'en inspirer dans la mise en œuvre d'une nouvelle Révolution nationale mettant définitivement un terme au règne de la bourgeoisie en détruisant ceux qui sont censés gouverner en son nom[131]. Et, de nos jours, les appels de plus en plus fréquents du Front national à une véritable Révolution française démontrent amplement que la leçon de 1789 et, surtout, de 1793 n'a pas été oubliée : elle se trouve pourtant reformulée de fond en comble dans le cadre du paradigme contre-révolutionnaire afin de servir dorénavant, non plus une ambition universaliste, mais bien une finalité d'exclusion.

Et, s'adaptant au contexte actuel de la société française où vivent dorénavant près de 3 millions de personnes de confession musulmane dont une forte proportion sont de nationalité française et entendent assumer l'ensemble de leurs droits politiques en se présentant, par exemple, aux diverses élections politiques locales et nationales, cette Révolution que les droites extrémistes appellent de leurs vœux conduit inéluctablement à l'exclusion de ces nouveaux « métèques » formant, pour conserver le vocabulaire maurrassien, l'un des « états » qu'une France chrétienne doit nécessairement réduire pour retrouver son identité propre. Face à l'entrée de citoyens français de confession musulmane dans le personnel politique[132], le Club de l'Horloge, proche du Front national, revendique explicitement « le droit d'exclure[133] », théorisant dès lors un sentiment largement répandu puisque 76 % des Français paraissent estimer qu'il y a « trop d'Arabes[134] » dans la France contemporaine. Et, prolongeant la logique traditionnelle identifiant les quatre « états confédérés » à la République elle-même, le Front national part dorénavant en guerre contre ce pouvoir tout aussi étranger et cosmopolite que constitue aujourd'hui à ses

yeux « la République musulmane » dans une France qui serait demeurée foncièrement chrétienne.

Valeurs cosmopolites et identité catholique

Si les « états confédérés » oppriment avec tant d'avidité la société française, c'est pour lui imposer impitoyablement une culture qui lui est étrangère. L'occupation de l'État apparaît alors comme le moyen crucial de la conquête des cœurs et des esprits afin d'en remodeler la socialisation politique dans un sens favorable aux valeurs cosmopolites productrices de déchéance. Dans ce sens, le judaïsme comme la Réforme ou encore, de nos jours, les règles du Coran sont l'objet tant de préjugés que de haines d'autant plus radicales qu'ils mettent en danger les valeurs de chevalerie et de virilité de l'homme catholique, anéantissent son sens naturel de la communauté organique aussi bien au niveau de la nation qu'à celui du groupe familial en favorisant sans cesse un individualisme corrupteur, et pervertissent enfin les mœurs en portant un coup fatal aux valeurs de l'Église. On le voit, le paradigme catholique se trouve à nouveau invoqué par les droites extrêmes pour justifier leur combat contre l'immoralisme véhiculé par les « états confédérés » successifs.

Dans cet imaginaire, les juifs, appréhendés comme errant d'un pays à l'autre, des nomades par excellence, tournés vers une modernité pervertissante, séduisant les femmes catholiques par leur mystère oriental et grâce aux richesses dont ils disposent, des êtres maléfiques coupables du meurtre du Christ, occupent une place privilégiée d'autant que l'« enseignement du mépris » longtemps diffusé par l'Église catholique a légitimé cette vision totalement négative du peuple déicide condamné à la déchéance ; du coup, leur rejet plus ou moins violent hors de la communauté nationale s'étend bien au-delà des limites des droites extrêmes. On ne peut ici prétendre donner une présentation systématique de ce type d'ostracisme dans l'histoire française contemporaine tant il est répandu et constant. De Drumont qui soutient, en visant tout particulièrement les intellectuels juifs issus, par exemple, de l'École normale supérieure et nommés à la Sorbonne ou au Collège de France, que « pour parler notre langue, il faut d'abord penser dans cette langue […] il faut avoir sucé en naissant le vin de la patrie, être vraiment sorti du sol[135] », au mensuel *L'Anti-89* qui se moque du ministre de la Culture, « M. Lang qui est Jack et non Fritz hélas », responsable de la célébration du bicentenaire de 1789 et organisateur, à ce titre, de « la parade cosmopolite et burlesque de M. Goude », en passant par les listes incalculables de dénonciations nominales des metteurs en scène, des écrivains et des artistes juifs durant l'entre-deux-guerres ou sous Vichy, les intellectuels juifs

sont sans cesse présentés comme responsables, au premier chef, de la décadence de la France catholique. Loin encore des considérations désobligeantes à caractère raciste qu'un Jacques Offenbach, un Marcel Proust ou encore un Marc Chagall ont pu sans cesse provoquer, on voudrait s'attarder plutôt ici, de manière presque idéale-typique, aux exemples du sociologue juif Émile Durkheim et de l'historien protestant Gabriel Monod et aux réactions de rejet que leurs personnes et leurs œuvres ont suscitées.

Nulle étude systématique n'existe de la perception d'Émile Durkheim dans la société française ou, tout du moins, dans les milieux intellectuels les plus divers. Fondateur de la sociologie française moderne, adepte d'une démarche positiviste et scientifique et responsable en grande partie de la mise en place d'une théorie de la citoyenneté tout orientée vers le civique et l'universalisme qui sera diffusée dans les campagnes par les instituteurs issus des écoles normales, Durkheim représente le type même de l'intellectuel républicain hostile aux déterminismes de race et de terroir qui se tourne vers la Raison pour trouver en elle un nouveau fondement à l'ordre social. De même que, plus tard, nombreux seront ceux qui, à l'instar de Maurras et de Daudet, combattront la conception trop normative de la patrie élaborée par Léon Blum en termes de droits de l'homme, lui reprochant d'ignorer les vertus du terroir et des provinces, de même, à la fin du XIX^{e} siècle et plus tard encore, ceux qui sont hostiles à l'idéologie rationaliste de la Troisième République vont choisir Durkheim comme cible favorite de leurs attaques. Tous ceux qui s'engagent dans une lutte très dure contre la Nouvelle Sorbonne, d'Henri Massis et Alfred de Tarde, qui s'expriment sous le nom devenu célèbre d'Agathon, à Charles Péguy lui-même, voient en lui et, par exemple, en Charles Seignobos, historien protestant, l'antithèse exacte de Fustel de Coulanges dont ils veulent parfois s'inspirer encore, à l'instar de Maurras lui-même. La Sorbonne des « métèques », celle des protestants Charles Andler, Charles Seignobos ou Gabriel Monod mais aussi des juifs Émile Durkheim, Léon Brunschvicg, Lucien Lévy-Bruhl ou encore Victor Basch, provoque, dans le cadre de l'affaire Dreyfus, la vive hostilité de l'Action française qui préfère célébrer, en 1889, le 75^{e} anniversaire de Fustel de Coulanges. Pour Agathon, la Nouvelle Sorbonne est responsable de la « crise du français », car elle propage, sur le territoire national, l'esprit allemand et s'engage dans des méthodes scientifiques qui s'éloignent du génie national.

L'Action française estime que Durkheim et Lévy-Bruhl détruisent l'héritage catholique au profit, selon l'expression de Léon Daudet, de « la haute Guldure ». Une

étude plus théorique et remarquablement bien informée publiée par Simon Deploige, à la Nouvelle Librairie nationale, avec, étrangement, une « Préface » élogieuse de Jacques Maritain, dénonce sans relâche la dimension « amorale » de la sociologie de Durkheim et conclut : « Au terme de cet examen que reste-t-il de français dans la sociologie de M. Durkheim ? Ce n'est assurément pas lourd. L'apport allemand y est d'une prépondérance écrasante[136]. » Dans de nombreux articles de la presse d'extrême droite comme dans le livre d'Agathon, Durkheim se trouve tout particulièrement dénoncé comme le responsable du déclin du sentiment de l'identité nationale dont l'essence est le catholicisme. A Bordeaux, une violente campagne antisémite de la presse locale pousse aux défilés et aux violentes manifestations de rues : Durkheim, favorable à Dreyfus, est pris à partie comme d'autres professeurs dreyfusards[137]. Dans son livre dénonçant *Les Religions laïques*, Dom Besse, qui appartient à l'Action française, écrit : « M. Durkheim, dans cette invasion et cette conquête de l'enseignement officiel, a déployé la souplesse inusable et la ténacité âpre du Juif qui veut occuper un monopole. Il est l'homme de sa race. Ceux de sa race l'ont aidé et ils le soutiennent. Il travaille pour elle en cherchant à lui assimiler la France […] Il s'est approprié une sociologie pour en faire, en la déformant, une sociologie juive[138]. » Les violentes attaques contre les professeurs juifs et protestants de la Sorbonne nouvelle se livrent donc dans le cadre plus général du combat contre les « états confédérés » ; une Ligue pour la culture française se constitue pour livrer cette bataille, qui se trouve secondée par l'association des Amis du français et de la culture moderne, auxquelles adhèrent un très grand nombre de professeurs des universités[139]. Les intellectuels catholiques parfois tournés vers le mysticisme clament leur hostilité au positivisme et prétendent vouloir endiguer l'invasion de l'esprit allemand, comme Péguy lui-même qui dénonce désormais, après 1901, l'« impérialisme dreyfusard » et le « parti intellectuel », et s'attaque lui aussi, dans le Cahier *Notre Patrie*, tout spécialement à Émile Durkheim[140].

Pour tous ceux qui assument le cri du cœur de Maurice Barrès : le catholicisme, c'est « l'expression de notre sang[141] », l'accès des juifs et, à un moindre degré, celui des protestants aux emplois les plus prestigieux de l'enseignement supérieur apparaît comme une menace insupportable ; Maurras s'emporte aussi bien contre le juif Émile Durkheim, « puissant dans l'État comme dans la société », que contre Gabriel Monod, « la sentinelle allemande dans l'Université […] détachée des vieilles racines françaises qui fait marcher pour lui les maîtres de l'État, c'est-à-dire des représentants infidèles et des magistrats déloyaux, l'administration et son million de

fonctionnaires, la librairie subventionnée ou achetée, une presse asservie »[142]. Pour Maurras, Durkheim comme l'« État Monod », « tribu » liée à l'étranger et qui peuple la France « de singes et de lunatiques »[143], favorisent l'individualisme et, à travers leur action, « d'une haute civilisation, nous plongeons, enfants de la louve, à l'impure sauvagerie »[144]. Les protestants, aux tout premiers rangs desquels figurent toujours Gabriel Monod, le célèbre directeur de la *Revue historique*, ainsi que sa famille, de même que les juifs sont accusés, depuis le temps de l'affaire Dreyfus, d'« introduire le virus germanique dans nos institutions catholiques[145] ». Déjà soumis aux dures critiques de Drumont, dans *La France juive*, en 1886, les Monod demeurent longtemps la cible favorite des multiples droites. Dans ce sens, on constate là encore un dérapage de la droite conservatrice vers la droite extrême : en 1936 encore, André Tardieu, par exemple, s'en prend à son tour à plusieurs reprises à Monod et à Durkheim, responsables de mener un combat au nom de la science contre l'homme catholique et la religion professée par « la majorité du pays » avec pour résultat la naissance d'« une France artificielle »[146]. Et, plus tard encore, un Marcel Déat qui se dit lui-même « nourri dans la pensée philosophique de maîtres comme Durkheim, Lévy-Bruhl, Brunschvicg », n'en retrouve pas moins « dans le récit biblique des errances hébraïques au désert la source authentique de la doctrine de Durkheim qui a simplement identifié Iaveh avec la conscience collective effervescente de ce peuple sans sol qui ne tenait debout que par sa foi »[147].

Le succès des « infiltrations » protestantes et juives éclaire aussi la signification de la mise en œuvre, au tournant du siècle, de la séparation de l'Église et de l'État, l'instauration d'une laïcité qui détruit mieux que toute autre l'âme catholique. Pour Albert de Mun, « la désorganisation scolaire se poursuit et achève la déchristianisation du pays […] c'est bien l'influence de ce protestantisme anarchique et devenu presque absolument anti-chrétien qui domine au ministère de l'Instruction publique […] quant aux juifs, on retrouve leur main toujours forte[148] ». Le juif Durkheim de même que le protestant Monod sont parmi les tout premiers à se voir accusés de jouer un rôle crucial dans ce complot contre les valeurs de la société française[149] ; Gabriel Syveton dénonce lui aussi Monod qui « viole les traditions de notre race[150] » et Ferdinand Brunetière s'en prend explicitement à Durkheim[151], de même que *La Vieille France*, journal selon lequel « Lévy-Bruhl, Durkheim, Sée Basch et Blum règnent sur l'Instruction publique en France[152] », le sociologue du *Suicide* étant toujours accusé, en 1934, d'être un « empoisonneur public et un propagateur de la pourriture[153] ». L'hostilité à l'égard de Durkheim est à la mesure

de son influence sur les « hussards noirs » de la République que sont les instituteurs laïques et rationalistes qui propagent dans les campagnes une idée de la citoyenneté détachée de tout catholicisme[154].

A peu près à la même époque, autour de Jules Ferry, des protestants comme Ferdinand Buisson, Jules Steeg ou Félix Pécaut sont eux aussi considérés comme coupables de comploter contre l'âme catholique en voulant, de concert avec les juifs et les francs-maçons, imposer aux Français une école positiviste hostile à la religion. Selon Fénélon Gibon, « francs-maçons, politiciens, législateurs, protestants et juifs, tout ce monde rivalise en formules habiles à masquer l'odieuse entreprise de déchristianisation » que constitue l'école laïque[155]. Dans le même sens, pour Georges Thiebaud, « école laïque veut dire école protestante » ; pour lui, « la laïcité est le masque du calvinisme »[156] qui pervertit les Français catholiques et les soumet à l'étranger. Selon Jean Fourcade, « tandis que les Juifs, si prophétiquement démasqués par Drumont, n'en veulent qu'à notre argent, pour obtenir par l'influence et la domination politique, les protestants guettent notre conscience […] Ils liquident le catholicisme[157] ». Pour Léon Daudet, « le crucifix est remplacé par le portrait de Dreyfus » et les inspecteurs de l'enseignement primaire parlent « un patois hébraïque »[158]. En un mot, la laïcité, c'est la soumission aux protestants anglo-saxons, aux juifs cosmopolites et aux francs-maçons qui déracinent les Français.

Évoquons rapidement un incident peu connu qui éclate à la Chambre le 29 octobre 1891. Camille Dreyfus, député de la Seine, vient de déposer un projet de loi visant à instaurer une séparation entre l'Église et l'État quand Paul Déroulède monte à la tribune, suscitant un violent affrontement dont témoigne le dialogue suivant :

> PAUL DÉROULÈDE : Je suis surpris qu'un débat semblable soit précisément ouvert devant vous non par un des 36 millions de catholiques mis en cause mais bien par un des 300 000 ou 600 000 israélites.
> CAMILLE DREYFUS : Je ne suis ni israélite, ni catholique. Je suis libre-penseur.
> M. LE PRÉSIDENT : Ici, nous ne connaissons aucune distinction résultant de religion.
> PAUL DÉROULÈDE : Eh ! bien, moi, je fais hautement connaître ma religion : je suis républicain chrétien et je proteste quand je vois que l'on veut déchristianiser la France pour la judaïser peut-être.

> CAMILLE DREYFUS : Je suis un libre-penseur de l'École anglaise, de l'École française du XVIII[e] siècle […] comme homme politique ayant à me préoccuper des liens qui existent entre l'État et un certain nombre d'organismes spéciaux qui tiennent à une conception spéciale du monde, j'ai le droit de m'en occuper, quelle que soit mon origine et quelle que soit la vôtre.

Un Paul Déroulède qui ne figure pas habituellement parmi les antisémites acharnés et constants ne s'en révèle pas moins à son tour un catholique convaincu qui dénie à un député qu'il considère comme israélite le droit d'intervenir dans le débat de la séparation de l'Église et de l'État au nom d'un « républicanisme catholique ». Loin du monarchisme ou encore des droites extrêmes à la Drumont, Déroulède n'en adhère pas moins à un même refus jusqu'à adopter les statistiques purement fantaisistes de l'auteur de *La France juive* en estimant, à la Chambre, que la France compterait 300 000 ou 600 000 juifs alors qu'ils sont tout au plus 80 000[159].

Pour Maurras aussi, la laïcité, c'est le règne de l'anarchie que propage avec délectation la Ligue de l'enseignement, détruisant l'identité catholique et ouvrant délibérément la voie aux internationales cosmopolites ; dans une étonnante figure allégorique de l'époque, *La Croix* appelle à la mobilisation contre « la séparation maçonnique » de tous les catholiques, les sociologues, de même que les protestants et les francs-maçons, étant, selon elle, parmi « les principaux admirateurs de cette "belle fleur" au sommet de laquelle trônent l'anarchie, Dreyfus et les Juifs »[160]. Quand Paul Grunebaum-Ballin, membre du Conseil d'État, est nommé rapporteur de la loi sur la séparation de l'Église et de l'État, les droites extrêmes se déchaînent littéralement contre ce juif d'État qui personnifie à lui seul la domination de l'étranger. *La Libre Parole* dénonce « Grunebaum, le Juif qui a rédigé cette loi de la Séparation où s'étale son ignorance de notre histoire[161] ». Pour *L'Action française*, « le Juif du Conseil d'État, le Grunebaum n'a plus qu'une idée, mettre debout une loi talmudique appelée loi de séparation, qui dépossédera les catholiques, qui fera d'eux des parias dans leur propre pays[162] » ; « la férule du boche Grunebaum-Ballin », selon l'expression de Léon Daudet[163], parvient ainsi à ses fins puisque avant lui, dans les années 1880, un autre député juif, Camille Dreyfus, avait déjà proposé une loi dans ce sens, *La Gazette du Midi* s'élevant déjà contre ce projet d'un « juif franc-maçon » et s'exclamant : « Moutons catholiques, devenez enragés[164] ! » Dans la *Revue internationale des sociétés secrètes* dont le directeur, M[gr] Jouin, pourfend

inlassablement jusqu'à Vichy les juifs et les francs-maçons, on dénonce « l'anticléricalisme qui est le nœud central de l'action judéo-maçonnique » en s'élevant contre « la loi de la séparation avec Grunebaum-Ballin, la politique laïque avec les Blum, Levy-Ulman, etc. »[165]. Rappelons d'ailleurs qu'en 1880 Camille Sée, autre juif qui siège au Conseil d'État, prend l'initiative de créer un enseignement secondaire public et laïque pour les jeunes filles, provoquant une flambée d'antisémitisme contre une mesure dont certains craignent qu'elle ne mène inévitablement au déclin de la famille française et à la perversion des jeunes filles favorisée à nouveau sciemment par les juifs. A la Chambre des députés, on s'émeut de cette proposition qui n'est que « la suite des entreprises faites contre Dieu et la famille » tandis que, à l'extérieur, les polémistes catholiques dénoncent un nouveau complot judéo-maçonnique[166].

Cette séparation de l'Église et de l'État, mise en œuvre par les républicains soucieux d'asseoir définitivement le pouvoir de l'État contre celui de l'Église, est ainsi présentée comme la manifestation la plus redoutable du pouvoir des quatre états confédérés qui porte un coup fatal à l'identité catholique de la société française : la « guerre des deux France » trouve ici son terrain privilégié[167]. Un peu plus tard, lorsque le gouvernement du Front populaire paraît vouloir modifier les lois scolaires qui régissent encore l'Alsace et la Lorraine, une nouvelle vague d'antisémitisme déferle sur la France contre Léon Blum, cet autre juif d'État ;*La Nouvelle Voix d'Alsace et de Lorraine*, l'« organe des chrétiens militants », s'exclame : « France, voici ton maître ! » et ajoute : « C'est le talmud dans ses pires applications[168] », tandis que *Les Jeunes d'Alsace* estiment qu'il « était réservé au premier Président du Conseil juif et athée de la République française de proposer à l'Alsace un malodorant marchandage de juif. Le peuple croyant s'opposera avec la plus farouche énergie à ce que les mains d'un Juif athée enlèvent les crucifix de nos écoles[169] ». Sous Vichy, c'est chose faite : les évêques eux-mêmes s'en prennent à la laïcité responsable de la décadence morale et, sous l'impulsion de M^gr^ Gerlier qui en discute avec Pétain, on souhaite remettre l'école libre à la disposition des familles chrétiennes, obtenir pour les prêtres le droit de visiter les écoles publiques dans lesquelles réapparaissent de plus en plus fréquemment les crucifix[170]. Hier comme aujourd'hui, la laïcisation de la société française, qui est l'une des plus poussées du monde occidental, symbolise à elle seule la destruction des lointaines racines chrétiennes et suscite par contrecoup les fantasmes les plus irrationnels réactivant la peur de l'étranger venant imposer ses propres croyances. Dans les années 1980, à

nouveau, les lois socialistes sur l'enseignement privé provoquent une flambée d'intolérance et l'Église qui s'est, tout particulièrement entre les deux guerres, ralliée à la République en acceptant aussi, bon gré mal gré, la laïcité, semble de nouveau, sans toutefois retourner à la tradition contre-révolutionnaire qui a longtemps influencé son mode de penser[171], en refuser, toutes tendances confondues, le principe, en souhaitant la venue d'une « nouvelle laïcité » plus respectueuse, jusqu'au sein de l'école, de l'identité catholique brisée par « une approche jacobine »[172].

Cette haine produite, depuis la fin du XIX^e^ siècle, par des lois d'étatisation du système scolaire trouve également d'autres motifs pour s'exprimer sans relâche. Les lois sur le divorce proposées en 1884 par Alfred Naquet sont perçues comme destinées à mieux détruire la famille française catholique. Alfred Naquet devient l'objet d'une campagne antisémite intense : Drumont remarque que le divorce est « une idée absolument juive[173] », des journaux comme *Le Carillon, Don Quichotte, Le Grelot* ou encore *La Jeune Garde* le caricaturent armé d'un couteau en train de trancher l'hymen ou de manipuler un fœtus[174], *La Libre Parole* ne s'étonne pas de ce projet venant de quelqu'un qui a « bavé sur Jeanne d'Arc » en se demandant « que peut bien faire à cet Hébreu que la France vive ou meure »[175], tandis que Charles Benoist estime que « la cervelle de M. Naquet est une officine d'empoisonneur public » explicable par « l'élément ethnique et atavique »[176]. De son côté, Jules Barbey d'Aurevilly s'emporte contre Naquet : « La question du divorce, remarque-t-il, c'est le Basbleuisme de la famille […] M. Naquet s'en est fait un plumet […] il est vrai qu'il y a Jeanne d'Arc mais Jeanne d'Arc, ce n'est pas une femme, c'est un archange qui tient l'épée de Dieu pour le compte de la France[177] » ; bien plus tard, Léon Daudet décrit encore Naquet tel « un araméen bossu comme dans les contes orientaux, un type d'hébreu non assimilé sorti du ghetto du Marais. Sa hideur confinait au maléfice ; il avait un œil sadique, un rire comme vomi par l'enfer, un goût pour le néant[178] ». Dans le même sens, Léon Blum provoque un peu plus tard lui aussi une incroyable haine antisémite pour avoir proposé dans un livre que les jeunes filles puissent avoir des relations sexuelles avant le mariage. Pour Henri Faugeras, « tout le processus de démolition de la famille, depuis Naquet jusqu'à Blum et Zay, du divorce à l'éducation sexuelle, est juif[179] ». Et *La Croix des Alpes-Maritimes* demande à ses lecteurs : « Qui plus que le hideux Naquet a contribué à la destruction de la famille française ? », pour répondre : « Léon Blum […] le malfaiteur qui sème la corruption et la mort. Le Juif peut être content de son œuvre d'éternel proscrit[180]. »

Jaune estime que « le haut fonctionnaire juif qui a écrit ces salauderies devrait être fessé […] je trouve que cet Hébreu, dans son rythme, dans sa manière d'être, synthétise d'une manière saisissante l'impudeur, l'absence de vergogne, de verecundia, a dit Drumont, de sa race[181] » et Jean-Charles Legrand croque un portrait du président du Conseil socialiste sous les traits d'un « eunuque tenace comme un scorpion, son ouvrage *Du mariage* enseignant à nos femmes la complaisance au rut de ses amis, embusqués à l'arrière »[182]. Les « Don Juan de Synagogue » menacent dans cette perspective, les femmes chrétiennes, et Louis-Ferdinand Céline, dans *Bagatelle pour un massacre*, campe un grand nombre de personnages juifs avides de séduire et de profaner les femmes de France. L'antisémitisme sexuel porte à son paroxysme la haine névrotique des juifs, la peur des étrangers pervers détruisant, tel Laurent Fabius, « la bombe sexuelle à la bouche dessinée comme celle des grasses odalisques dans le harem de la Sublime Porte », le « Judas-Chérubin »[183], l'identité même de la nation française.

Ainsi se trouve réactivée la haine des états confédérés accusés cette fois de détruire le cercle familial, socle de la société chrétienne. Après l'éducation, le divorce et le libéralisme sexuel, de nos jours la légalisation de l'avortement, votée grâce à l'action décidée de Simone Veil, provoque un regain de passion antisémite. On dénonce le nouveau « génocide français » que constitue l'IVG, cet « acte barbare » qui ne peut qu'accélérer le déclin du sentiment d'une identité catholique française spécifique. Au nom des catholiques proches du Front national, Romain Marie s'interroge : « Si la France était demeurée un pays catholique, comment aurait-elle toléré que l'esprit de jouissance l'emportât sur l'esprit de devoir et de sacrifice[184] ? »

Lors d'un meeting du Front national, devant plus de 2 000 personnes, on s'en prend sans ménagement à « la dame avorteuse » dont les mesures législatives mettent en péril la formule « travail, famille, patrie », obéissant ainsi aux « plans occultes des loges franc-maçonnes » avides de poursuivre « le génocide français »[185]. Et lorsque Robert Badinter, alors ministre de la Justice, met toute son énergie dans l'abolition par la France de la peine de mort, son initiative suscite un tollé général du côté des droites extrêmes : pour *Présent*, par exemple, « l'œil charbonneux et brillant, le sourcil en virgule, la bouche tordue par la levée de sang noir, Badinter règle ses comptes […] par héritage, il est pour le nomade contre le sédentaire. Pour le cosmopolite contre l'indigène. Pour le manouche voleur de poules contre la fermière qui les élève aux grains. Pour le marginal contre la société […] pour

l'assassin contre l'assassiné, parce que, pour Badinter, la vraie victime, c'est l'assassin[186] ».

Il est vrai que, de nos jours, le paradigme des quatre « états confédérés », qui n'avait guère varié pendant longtemps, s'est très sensiblement modifié puisque, en dehors de quelques cercles fondamentalistes, l'antiprotestantisme a presque entièrement disparu de même, plus étrangement, que l'hostilité publique à l'égard de la franc-maçonnerie. Ces deux puissances occultes ne paraissent plus menaçantes : le protestantisme fait désormais partie de l'identité française tandis que les francs-maçons, en dehors de leur variante proprement juive, se sont quelque peu banalisés. En réalité, les cibles favorites des droites extrêmes mais aussi, parfois, celles des droites plus modérées qui leur empruntent encore de temps à autre tant leur vocabulaire que leur imagerie, sont toujours les juifs mais, à leurs côtés, à la place des protestants, on trouve désormais de nouveaux « métèques », les Français et les immigrés d'origine maghrébine. La décolonisation et la guerre d'Algérie ne cessent de produire leurs fantasmes de défaites ; aujourd'hui, ceux-ci reportent sur les immigrés provenant d'Afrique du Nord et devenus dorénavant souvent citoyens français, pour lesquels on refuse avec terreur le paradigme traditionnel du « creuset français[187] » assimilateur en donnant libre cours à une xénophobie qui autrefois, après quelque temps, s'apaisait le plus souvent, une fois réalisé le processus d'entrée des immigrés polonais ou italiens[188]. C'est désormais l'islam appréhendé comme étant incompatible avec l'identité française qui polarise les haines et rend toujours plus vivaces les préjugés : les nouveaux « métèques » ressuscitent d'innombrables Maurras au petit pied clamant leur haine des musulmans accusés à leur tour de corrompre l'âme française en construisant une « République musulmane » d'où les vrais Français seraient peu à peu inéluctablement exclus, leur identité se voyant à nouveau bafouée, comme précédemment, par une transformation radicale du système scolaire, une irruption de la religion musulmane symbolisée par des mosquées remettant en question la prééminence toujours actuelle du catholicisme jusqu'au sein de l'espace public, par des us et coutumes spécifiques, en un mot, par des mœurs qui, à l'instar de celles adoptées quotidiennement par les juifs ou encore par les protestants et les francs-maçons d'antan, pervertiraient davantage la famille chrétienne en détruisant sa moralité. Les partisans du Front national et la nébuleuse de plus en plus large qui les entoure réussissent à provoquer dans l'opinion publique un refus quasi consensuel de l'immigration musulmane qui transparaît dans nombre de sondages et se marque maintenant dans les résultats électoraux eux-mêmes. Tandis

que certains groupes nostalgiques célèbrent toujours à Paris la naissance de Hitler en souhaitant qu'enfin la France devienne « une nation pure, sans nègres ni juifs[189] », on réclame, à haute voix du côté du Front national « la préférence française contre l'invasion maghrébine[190] ». Ce nouvel « état confédéré » attire de nos jours vers lui des haines si répandues que, peut-être pour la première fois, les clivages traditionnels en étant tellement affectés, les guerres franco-françaises risquent de changer de nature.

D'une époque à l'autre, la grande tradition organiciste hostile aux événements de 1789 se crispe dans un refus véhément de toute atteinte aux traditions et aux normes catholiques qui, seules, donneraient du « ciment » à la société française. Si, par-delà leur diversité et, parfois, leurs divergences, on peut discerner un élément constitutif des haines et des préjugés propres aux droites extrêmes et à celles qui parfois s'en rapprochent, c'est bien cette passion véhémente trouvant sa légitimité dans un catholicisme intransigeant ; c'est elle qui façonne le refus raide et entier de la présence au sein de cette communauté organique de tous ceux qui, au nom de solidarités cosmopolites étrangères, introduiraient, dans la société française, par leur maîtrise de l'État, des facteurs de dissolution corrupteurs de son identité et de son socle communautaire. Dans ce sens, la Révolution de 1789, l'individualisme, le libéralisme ou encore le socialisme comme la République elle-même d'une part, mais aussi, d'autre part, le capitalisme et l'argent dont il a été délibérément peu question ici, sont autant d'éléments par lesquels les fameux « états confédérés », et ceux qui leur sont dorénavant assimilés, parviendraient à pervertir une nation France dont certaines franges plus ou moins étendues cherchent toujours désespérément leurs uniques racines du côté de Reims. A un moment où la légitimité de l'État républicain paraît reculer tant se révèle forte la pression en faveur d'un « État modeste » ou encore d'un « moins d'État », le retour aux identités ne conduit-il pas presque inéluctablement à la renaissance des haines et des intolérances ?

2

Identité catholique et suffrage universel

De la Révolution française à Vichy, l'histoire de la France moderne peut donc se lire comme un combat entre les forces favorables à la démocratie politique et celles qui lui sont hostiles, ces dernières préférant le maintien d'une identité organique du corps social à l'expression individuelle d'une volonté générale issue du suffrage universel. Sous leurs multiples formes, les courants antidémocratiques invoquent à chaque fois la permanence d'une solidarité communautaire pour récuser le principe d'un rationalisme consubstantiel à la nature humaine se réclamant toujours du siècle des Lumières et légitimant le principe « un homme, une voix ». En ce sens, Vichy annule tant la Révolution française que, et davantage encore, la Troisième République qui institutionnalise véritablement un suffrage universel, quoique encore limité aux hommes : mettant un terme à ce principe qui instaure l'égalité politique entre chaque homme considéré dans sa nature universaliste à travers sa qualité de citoyen, le régime de Vichy marque le retour à l'Ancien Régime dont la cohérence reposait tant sur l'osmose entre la religion catholique et l'État que sur un système de corporations censé assurer une représentation fonctionnelle de tous les groupements sociaux. Si les « guerres franco-françaises » trouvent comme leur paroxysme sous la Troisième République pour ne plus jamais atteindre jusqu'à nos jours une intensité semblable, c'est bien parce que, durant cette période de 1870 à 1940, des combats dont on croit l'issue définitive se trouvent livrés, celui du suffrage universel et d'une citoyenneté triomphante comme jamais depuis le tournant révolutionnaire mais aussi ceux de la laïcité et de la séparation de l'Église et de l'État, de l'instruction publique et du positivisme rationaliste. Le triomphe de la République est donc éminemment fragile qui date à peine d'un siècle et repose en réalité sur de nombreuses équivoques sur lesquelles on souhaite ici revenir.

On n'a jamais suffisamment souligné, semble-t-il, la concordance temporelle entre le moment où se livrent ces affrontements idéologiques fondateurs de la France moderne et l'épanouissement, par ailleurs, des « doctrines de haine » que sont, par

exemple, l'antiprotestantisme et l'antisémitisme, de loin les plus virulentes et passionnées. Par-delà le combat politique qui se déclenche durant l'affaire Dreyfus ou encore pendant le Front populaire, par-delà les luttes sociales, les grèves mais aussi les scandales financiers, on souhaite ici montrer que l'enjeu le plus symbolique et le plus déterminant de ces guerres franco-françaises se situe ailleurs, du côté de la légitimation du suffrage universel, l'individualisme égalitaire lui donnant à lui seul corps durant la République. C'est lui qui ébranle définitivement l'ancien ordre monarchique d'une France catholique dépourvue désormais de toute substance propre : un tel attentat contre son identité ne peut que masquer la main de Satan lui-même à travers ses alliés terrestres que sont autant les juifs que les protestants qui propagent les uns et les autres des doctrines individualistes destructrices de la communauté catholique.

Au début du XIX^e^ siècle déjà, par exemple pour Bonald, l'individualisme est responsable de la décadence de la France car il atomise le corps social et détruit son unité, brise la famille et les corps intermédiaires, suscite la croissance de l'État qui annihile la sociabilité provinciale, mène droit à des principes éducatifs tournant le dos au catholicisme et conduit enfin infailliblement à l'instauration du divorce que l'abbé Barruel, que l'on a déjà rencontré, considérait déjà, dans ses *Lettres sur le divorce* (1790), comme le principe par excellence de la dissolution de l'ordre social. Pour l'abbé Barruel comme pour Maistre ou Bonald, l'instauration de la République marque l'avènement définitif de la décadence, le libéralisme triomphant de même que le régime représentatif leur paraissant comme des armes destinées à porter atteinte aux racines mêmes de la France catholique[1]. Dans ce sens, si la droite contre-révolutionnaire ne mène pas inéluctablement aux mouvements fascistes contemporains dont elle récuse le côté plébéien peu compatible avec la souveraineté du religieux, si elle rejette l'admiration qu'ils professent parfois à l'égard des événements de 1789[2], elle n'en partage pas moins avec eux à l'avance le refus de l'individualisme et du suffrage universel ; et, en dépit de leurs différences, la droite contre-révolutionnaire, ainsi que tous ceux qu'elle influence au sein de la droite modérée, rejoint la droite fasciste dans une commune accusation des juifs, et parfois des protestants, rendus responsables de l'instauration de ce régime politique atomisateur et rationaliste, cette « République juive » qui leur apparaît comme surimposée de l'extérieur par les forces du mal soucieuses depuis toujours de vaincre l'identité catholique de la France. Pour Bonald, « la France républicaine serait la fin de l'Europe monarchique et l'Europe républicaine serait la fin de la

civilisation, de la religion, de la politique, la fin de la société, la fin de tout ». Or, pour lui comme pour l'abbé Barruel et, dans une moindre mesure, Joseph de Maistre lui-même, derrière ce régime tant honni se cachent les juifs et les protestants propageant cet individualisme dissolvateur menant droit à un suffrage universel inacceptable.

Dans les années 1880, l'enjeu n'a guère varié : il se pose simplement en des termes peut-être encore plus dramatiques, tant sa résolution paraît définitive et semble engager le destin de la société française ballottée entre la victoire de la République et celle de Vichy. Ferdinand Brunetière, on l'a noté, en dessine d'emblée la nature : pour lui, et cette citation mérite d'être rappelée tant elle est essentielle, « de même que le protestantisme, c'est l'Angleterre, et l'"orthodoxie", c'est la Russie, pareillement la France, c'est le catholicisme […] tout ce que nous laisserons faire dans le monde contre le catholicisme, nous le ferons au détriment de notre influence dans le monde, au rebours de notre histoire et aux dépens enfin des qualités qui sont celles de l'âme française[3] ». A cette époque qui va voir le triomphe de la « République absolue[4] » se construisant autour d'une citoyenneté exigeante fondée sur la Raison et la science[5] et qui tire sa légitimité du suffrage universel justifié de la manière la plus abstraite possible, nombreux sont au contraire ceux qui n'entendent pas renoncer à une autre légitimité plus traditionnelle trouvant sa source dans un catholicisme profondément hostile au couple individu-citoyen.

Albert de Mun se situe là encore aux avant-postes de ce combat. Considérons par exemple le discours qu'il prononce à l'occasion du 14e centenaire du baptême de Clovis au Congrès de la jeunesse catholique, à Reims, en mai 1896 ; célébrant « la filiation chrétienne sortie du baptistère de Reims », il montre comment, dès les premiers temps de « notre race », le cri de Clovis fit « surgir le secours divin » qui décida du destin de la « petite tribu » sur « le sol gaulois » : « C'en est fait, s'écrie encore de Mun, les destins sont fixés. La nation franque a reçu sa mission »[6]. Revenant inlassablement sur cette idée, il célèbre « le ciment chrétien » qui fait seul tenir la société française, il souligne encore qu'« être chrétien, ce n'est pas seulement pratiquer sa religion saintement dans sa vie privée », c'est aussi agir dans la société tout entière pour l'accomplissement des principes du christianisme. Nulle séparation entre espace public et espace privé n'est donc envisageable à ses yeux, telle que l'envisage à cette époque la République en recherche d'un compromis avec l'Église. Pour lui comme pour les tenants du catholicisme intransigeant, de Joseph de Maistre, du premier Lamennais ou encore de Louis Veuillot jusqu'au Jacques

Maritain d'*Antimoderne*[7], contempteur dans sa jeunesse, comme bien d'autres catholiques hostiles au libéralisme, des *Trois Réformateurs*, Luther, Descartes et Rousseau, en passant par Emmanuel Bailly, le fondateur de *La Croix*, et certains fondateurs du courant démocrate-chrétien du tournant du siècle, la séparation entre le profane et le religieux est intolérable, jugement qui condamne du même coup toute autonomisation du politique. Comme on l'a souvent noté, ce refus d'un politique détaché du catholicisme se fait jour aussi bien chez de Mun, La Tour du Pin ou Maurras que chez les fondateurs du *Sillon* qui partagent de ce point de vue une identique intransigeance[8]. Robert Cornilleau, journaliste démocrate-chrétien et rédacteur en chef pendant l'entre-deux-guerres du *Petit Démocrate*, fait dire à l'un des personnages de son roman *Le Navire sans capitaine* : « La France a été la première nation chrétienne et elle le redeviendra, non plus avec le roi mais avec le peuple[9]. » Et Marc Sangnier, le fondateur du *Sillon*, situé politiquement aux antipodes des différentes droites extrêmes, n'en estime pas moins à son tour, dans son ouvrage *Le Sillon. Esprit et méthodes* (1905)[10], que la démocratie dont se réclame son mouvement s'inscrit dans « une des formes particulières que peut revêtir la Démocratie chrétienne », condamnant par ailleurs sans hésiter à son tour « le libéralisme corrupteur ». Certains historiens soulignent même la dimension communautaire de l'organisation interne du mouvement fondé par Sangnier, son aspect charismatique et discipliné qu'ils rapprochent, par-delà l'extrême diversité des attitudes politiques, de l'Action française elle-même[11].

D'un bout à l'autre de l'échiquier politique s'impose ainsi une référence au catholicisme comme principe devant l'emporter sur la démocratie en tant que telle, ainsi qu'un semblable refus du libéralisme destructeur d'une dimension communautaire vécue comme essentielle. Les exemples d'une telle attitude abondent. S'adressant à ses « coreligionnaires » de la Chambre des députés, Maurice Barrès les admoneste en soulignant que, « en arrachant de la nation le catholicisme, vous ne pouvez pas prévoir tout ce que vous arracheriez de forces morales, de sentiments exquis, de vertus que le catholicisme a déposés dans les âmes françaises[12] ». Allant jusqu'au bout de ce raisonnement, Barrès déclare : « Je considère que la nationalité française est liée étroitement au catholicisme, qu'elle s'est formée et développée dans une atmosphère catholique et qu'en essayant de détruire, d'arracher de la nation ce catholicisme, si étroitement lié avec toutes nos manières de sentir, vous ne pouvez pas prévoir tout ce que vous arracherez[13]. » Dans cette perspective extrême, la nationalité se trouve étroitement dépendante de l'appartenance au catholicisme :

logiquement, tous ceux qui n'adhèrent pas à ce système de croyances ne peuvent donc prétendre être français. La démocratie politique se trouve dès lors limitée aux catholiques qui sont les seuls à bénéficier du droit de vote puisqu'ils méritent la qualité de Français. Enfonçant toujours plus loin le clou, l'abbé E. Julien soutien qu'« être catholique, c'est appartenir de corps et d'esprit à la société universelle instituée par Jésus-Christ, c'est donc être citoyen de la grande cité chrétienne qui a ses lois, sa hiérarchie, son chef suprême[14] ». Civisme et catholicisme se trouvent à nouveau ici irrémédiablement mêlés, rejetant implicitement du corps social tous les non-catholiques qui, par définition, ne peuvent bénéficier de la qualité de citoyens. Au nom d'un catholicisme « intransigeant », l'égalité de tous les citoyens au sein de l'espace public se trouve niée. Le paradigme catholique occupe ainsi une place centrale dans le rejet de la démocratie politique.

Au tournant du siècle, on voit donc se dresser une véritable réfutation systématique de la conception purement rationaliste et universaliste de la citoyenneté. Très logiquement, elle conduit aussi, du point de vue cette fois catholique et non pas socialiste, comme c'est souvent le cas à la même époque, à un raisonnement construit à chaque fois en termes d'aliénation et de manipulation par beaucoup d'aspects identiques, à une semblable condamnation du suffrage universel accusé de ne pas représenter non pas, comme dans la perspective socialiste, l'intérêt économique véritable des acteurs sociaux, mais bien leurs valeurs fondamentales, à savoir leur identité chrétienne. Ainsi, pour Pernolet, « il arrive que la partie la plus aventureuse ou la plus moutonnière du suffrage universel se désintéresse de plus en plus, non seulement des cultes traditionnels de la France, mais du sentiment religieux et, par suite, de l'idée de Dieu […] cette minorité peut tout parce que l'organisation actuelle de l'exercice du suffrage universel est tellement vicieuse que la partie paisible ou expérimentée reste à l'écart du scrutin[15] ». Interprétation marxiste orthodoxe en terme d'aliénation impliquant la conscience fausse des acteurs, théories des élites manipulatrices, à la Pareto ou à la Mosca, qui sont supposées pervertir la nature du débat et contrôler la volonté des acteurs, et paradigme catholique récusant un mode parlementaire d'expression de la volonté générale induit dans l'erreur par des meneurs qui la détournent de sa foi naturelle, autant de perspectives, on le voit, qui se renforcent les unes les autres en fragilisant considérablement, en ces temps de crise, la démocratie politique et sa conception du citoyen éclairé.

Dans tous les cas, on comprend que l'école fasse figure d'enjeu crucial dans la mesure où elle est le lieu de la socialisation politique des futures générations : c'est

donc dans ce cadre que peuvent se gagner les futures élections à condition qu'elle apporte la vérité aux enfants en les transformant en citoyens conscients de leurs véritables valeurs. Le refus de l'école laïque se situe largement dans ce contexte car ce combat détermine l'usage du scrutin universel. Comme le souligne Pierre Biétry, « pour la première fois, l'éloignement du père de famille coïncide avec l'entreprise non dissimulée de bannir Dieu et surtout la foi catholique qui est celle de la majorité des Français des écoles françaises[16] ». L'école reçoit pour mission de transmettre aux futurs électeurs les valeurs de « la majorité des Français » afin que ceux-ci demeurent fidèles, jusque dans l'isoloir, à leurs valeurs catholiques mettant ainsi un terme à la structure « vicieuse » de ce mode d'expression de la représentation nationale décidément par trop infidèle. De manière cohérente avec ce raisonnement, nombreux sont ceux qui exigent une prise en compte du fait majoritaire catholique et souhaitent la mise en œuvre d'une « représentation proportionnelle » au sein de l'école du point de vue de la répartition du budget et des avantages scolaires : que la représentation proportionnelle au Parlement se traduise aussi par une représentation proportionnelle scolaire, l'une comme l'autre assurant, dans cette nouvelle interprétation de la démocratie où les citoyens sont appréhendés à travers leurs religions spécifiques, une majorité automatique à la population catholique à condition que celle-ci accomplisse convenablement ses « devoirs civiques[17] ».

La querelle scolaire qui fait rage à cette époque, durant laquelle peu à peu les républicains vont imposer la laïcisation du système scolaire en y diffusant aussi leurs propres manuels d'instruction civique à la gloire de la Raison et d'une citoyenneté tournée vers l'universalisme et détachée par conséquent des multiples appartenances particularistes de terroir mais aussi de religion[18], a par conséquent des effets immédiats sur la mission dévolue au suffrage universel qui se doit, pour les défenseurs de l'identité catholique, d'être conforme à cette religion majoritaire pour peu que les électeurs accèdent à la conscience de leur véritable identité. Comme le note encore l'abbé Charles Calippe, « dans un pays qui consacre en fait la souveraineté du nombre, on n'a contre le nombre qu'une arme, l'éducation » catholique qui se présente dès lors comme seule apte à mener à son terme l'épanouissement du « fait démocratique » ; comme il le souligne encore, « le catholicisme ne peut satisfaire les aspirations les plus intimes et les plus nobles de l'âme humaine sans devenir pour la démocratie le plus précieux auxiliaire »[19].

Face à la loi du « nombre » inhérente à l'avènement de la démocratie et au règne des « masses » longuement décrit, par exemple, par le philosophe catholique Ortega

y Gasset, face à l'irrationalisme supposé des foules analysé à la même époque par un Gustave Le Bon ou encore un Gabriel Tarde, selon lesquels la « suggestion » ou encore, l'« imitation » mènent à des conduites émotionnelles indifférentes à la question du sens et peu favorables au respect des valeurs traditionnelles et, en particulier, au dogme catholique, le suffrage universel lui-même fait problème. Gabriel Tarde, le célèbre auteur des *Lois de l'imitation*, désapprouve pour sa part explicitement son usage dans les questions proprement politiques dans la mesure où il se défie d'une opinion publique qui lui apparaît comme un phénomène de psychologie collective[20]. Et, comme on l'a déjà indiqué, cette logique du nombre se trouve également, à la même époque, récusée par une partie de la tradition marxiste qui l'accuse de favoriser le vote à droite des individus isolés et non conscients de leurs véritables intérêts de classe. Ces deux perspectives opposées entre elles s'accordent pourtant ici dans une commune négation de l'aptitude des acteurs à décider rationnellement de leur destin politique.

Elles rejoignent étrangement une négation catholique du suffrage universel ou, tout du moins, sa crainte devant ses conséquences portant atteinte cette fois, non plus à l'identité de classe, mais bien à l'identité catholique de la population française pourtant majoritaire dans le pays, un peu comme un prolétariat non aliéné lui aussi majoritaire dans la société devrait l'emporter aux élections, selon les espoirs du dernier Engels. De même qu'un Jules Guesde se dresse contre toutes les manipulations rendues possibles par l'usage du suffrage universel, de même, dans les rangs catholiques, un père Joseph Burnichon s'emporte contre le plan consistant à « façonner le petit citoyen à se passer de religion » et estime lui aussi que « le pouvoir appartient à qui sait exploiter le peuple » en maniant sans vergogne « la souveraineté dérisoire » du suffrage universel tronqué par ceux qui, sachant « flatter », parviennent à faire oublier aux électeurs leur identité catholique, exactement comme la bourgeoisie réussirait, dans la perspective marxiste, à tromper les électeurs ouvriers en brisant leur conscience de classe.

La gauche marxiste entend souvent s'opposer au suffrage universel perçu comme atomisateur : Gramsci, par exemple, à la suite de Marx lui-même, se montre nostalgique de la fusion en groupe, de la communion, de la *Gemeinschaft* et estime que le mouvement ouvrier « est la réaction de la société qui veut se remodeler en un organisme harmonieux solidaire, régi par l'amour et la pitié. Le "citoyen" est renié par le "camarade", l'atomisme social est renié par l'organisation[21] » : d'où la mise en place des structures syndicales ou politiques intégratrices. Dans le même sens,

ceux qui veulent préserver l'identité catholique trahie par ce type de scrutin proposent eux aussi d'en contrebalancer les effets par la formation d'associations aptes à conserver les traditions collectives catholiques. Examinons dans ce sens ce texte étonnant de l'abbé E. Julien : pour lui, « une démocratie individualiste a beau compter des millions de suffrages, on peut la figurer comme un nombre de zéros précédés d'un seul chiffre positif. Les électeurs sont les zéros ; le gouvernement, le chiffre positif, de sorte qu'il n'y a pas de milieu entre l'absolutisme et l'anarchie. Là encore, l'association est le remède[22] ».

On le constate clairement, de même que la pensée marxiste récuse l'individualisme, de même tous ceux qui se réclament du paradigme catholique condamnent ce principe qui se trouve à la source d'un suffrage universel dénaturant les véritables valeurs de la majorité des Français. Avant d'examiner brièvement plus loin les remèdes proposés par les théoriciens catholiques pour transformer le suffrage universel afin de le rendre plus fidèle, revenons d'abord sur leurs analyses des fondements de cet individualisme quasi démoniaque. Les propagateurs de cet individualisme destructeur des valeurs collectives de la France catholique sont sans conteste, dans cette perspective, tant les protestants que les juifs. A l'encontre de ceux-ci vont se lever, selon l'expression célèbre d'Anatole Leroy-Beaulieu, des « doctrines de haine[23] » les stigmatisant sans cesse en les accusant d'être à la source de ce mal moderne qui ronge les sociétés catholiques en mettant à mal leurs structures communautaires garantes de la transmission d'une culture propre (Voir chap. 1.). Lorsqu'elles émanent des mouvements socialistes, ces doctrines de haine, on vient de le souligner, fondent bien évidemment leurs analyses sur des perspectives qui demeurent entièrement étrangères au catholicisme ; il n'en reste pas moins que le paradigme catholique conserve, semble-t-il, une certaine prééminence, ne serait-ce que par son influence dans la société française.

Évoquons à nouveau Ferdinand Brunetière dont on a noté précédemment l'attachement à une définition de la France envisagée comme pure entité catholique : pour lui, « l'excès d'individualisme » qui la mine provient ouvertement de la Contre-Réforme et fait resurgir un nouveau paganisme[24]. Attaché à une France catholique détruite par l'État moderne, le futur monarchiste Charles Benoist, qui va adhérer à l'Action française, s'exclame lui aussi : « Le grand mal et le grand danger, c'est la "souveraineté nationale" moléculaire, c'est le suffrage universel inorganique qui ne peut être que le suffrage universel anarchique[25]. » Les exemples abondent : Albert de Mun voit dans le rationalisme de la Réforme véhiculé par l'œuvre de Rousseau, ou

encore dans les ouvrages des philosophes allemands comme Kant, le triomphe de l'individualisme absolu et, se réclamant de Taine ou de Le Play, il s'engage dans la défense d'une communauté chrétienne organique attachée au « sol » en s'écriant finalement, logique avec lui-même : « le parlementarisme, c'est l'ennemi », modifiant ainsi du tout au tout la formule si détestée de Gambetta : « le cléricalisme, c'est l'ennemi »[26]. La droite monarchiste catholique énonce clairement son objectif : revenir en deçà des événements de 1789 suscités par les complots protestant, juif et franc-maçon propageant délibérément un individualisme destructeur pour reconstituer une société d'ordre et de hiérarchie incompatible avec le suffrage universel.

Prolongeant la vision populiste d'un Drumont qui considère les protestants comme marqués par l'Ancien Testament et l'individualisme juif, Charles Maurras théorise ce refus catholique de la démocratie politique individualiste appréhendée comme le cadre formel derrière lequel règnent les « quatre états confédérés » protestant, juif, maçonnique et métèque. Il faut, dit-il, « chercher autre chose que la démocratie […] une meilleure organisation du suffrage universel[27] » : dans ce sens, on le sait, le roi doit tirer de l'hérédité sa légitimité et non de l'élection. Pour lui, « la démocratie n'est pas autre chose que l'idolâtrie de l'individu compté pour un, compté en tant qu'il est un individu […] pour émanciper l'individu de la discipline professionnelle, on a détruit les corporations ; pour émanciper l'individu, on a fait la guerre au catholicisme[28] ». En pointant un doigt accusateur contre les protestants et les juifs inventeurs de ce système pervers d'attribution de la légitimité.

L'antisémitisme et l'antiprotestantisme culminent au tournant du siècle : assimilés à la Troisième République laïque dans la mesure où nombre de protestants et de juifs participent à la mise en œuvre de cette politique impliquant aussi la séparation de l'Église et de l'État, ceux-ci deviennent le symbole même d'un régime artificiel imposé par les forces du Mal. Recréant l'atmosphère de la Saint-Barthélemy dont ils espèrent le retour, les polémistes antiprotestants rejettent cette République qui, comme au XVI^e^ siècle, « étrangle la France ». Un nouveau Richelieu doit se lever pour lutter contre cette République protestante et juive, cet « État dans l'État » qui s'est différencié de la société catholique et s'est doté d'un espace propre qui n'a de cesse de trahir, au nom des internationales étrangères, l'âme catholique éternelle de la nation[29]. Juifs et protestants sont confondus en une même entité républicaine dont la nature individualiste, produite par les idées du Talmud et de la Réforme, dissout la communauté organique catholique à travers tant la laïcité que le

suffrage universel et une conception purement abstraite de la citoyenneté. D'Édouard Drumont à Léo Taxil, Georges Thiebaud, Ernest Renauld et tant de polémistes catholiques que l'on a déjà rencontrés, c'est toujours la même accusation qui se fait jour : la République est en réalité un régime purement protestant ou juif. La présence non négligeable de protestants et de juifs dans le milieu opportuniste autour de Gambetta puis de Jules Ferry, leur rôle dans la défense des institutions républicaines et dans le renforcement du suffrage universel, dans la rédaction des manuels d'instruction civique ayant pour but de légitimer une conception universaliste de la citoyenneté, ont pour conséquence l'assimilation pure et simple de la République à, pour reprendre l'expression de Maurras, « l'État Monod », ou encore, à la « République juive »[30].

Catholicisme et antiparlementarisme se conjuguent dans un même refus de l'individualisme introduit en France pas les forces cosmopolites protestantes ou juives : loin d'impliquer nécessairement le retour à la monarchie comme chez Albert de Mun, Charles Benoist ou Charles Maurras, ces valeurs sont aussi à la base d'un nationalisme autoritaire qu'incarnent tant Paul Déroulède que Maurice Barrès et certains courants de la « droite révolutionnaire ». Cette perspective prétend prolonger la tradition jacobine et se veut aussi socialiste au sens de Proudhon, anticapitaliste, hostile au libéralisme politique et au suffrage universel, ennemie des juifs et résolument fidèle, quant à elle, à l'identité catholique de la société française. Acceptant cette fois, de même que Drumont, le cadre républicain, elle dénonce néanmoins le processus électoral financé par l'« or juif » manipulateur et aliénateur, retrouvant ainsi les accents d'un marxisme réductionniste. Soucieux, à la différence de Maurras, d'intégrer le prolétariat dans la collectivité nationale, Barrès se livre ainsi à un antisémitisme anticapitaliste que partagent certains courants de la gauche socialiste influencés par Proudhon et Toussenel[31]. Ennemi acharné du parlementarisme et de la démocratie libérale tout en étant opposé au royalisme de l'Action française, acceptant pour sa part la Révolution si honnie du camp conservateur catholique, Barrès se trouve en effet à l'origine d'un « socialisme national » exprimant la vitalité française conquérante dont l'hostilité violente à l'égard des protestants et des juifs se fonde sur un catholicisme que les Français sont supposés avoir dans le « sang » : comme le note Z. Sternhell, « Barrès est catholique parce qu'il est français, il défend l'Église parce qu'une France non catholique ne serait plus la France[32] ».

L'exaspération des diverses droites catholiques contre-révolutionnaires et de

tous ceux qu'elles influencent dans les courants catholiques les plus divers atteint, en 1889, son paroxysme avec la célébration du centenaire des événements de 1789 : de toutes parts fleurissent les pamphlets condamnant le parlementarisme destructeur de « la constitution chrétienne de la France[33] ». Revenons donc à nouveau pour finir sur ce paradigme catholique qui, par-delà la diversité des attitudes politiques, semble à chaque fois impliquer un refus plus ou moins affirmé de la démocratie politique. Notons par exemple à quel point sont nombreux, un peu avant la Première Guerre mondiale comme durant l'entre-deux-guerres, les catholiques qui condamnent une Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789 restant précisément au fondement de l'égalité des citoyens et, par extension, à l'origine, en France, de l'extension du suffrage universel. En dehors même des tenants des droites révolutionnaires monarchistes ou nationalistes, le monde catholique lui-même paraît demeurer assez réservé devant cette déclaration qui ignore l'identité catholique de la France au profit d'une vision purement individualiste. De nombreux évêques, y compris le cardinal Liénart, de Lille, mais aussi Emmanuel Mounier estiment toujours ce texte fondateur imprégné de « l'individualisme libéral » qui reste « le mal radical »[34]. De manière plus générale, avec Emile Poulat, on peut estimer que « la démocratie chrétienne en ses débuts ne devait rien et ne demandait rien à la démocratie issue de 1789 ; elle en était l'antithèse et l'alternative[35] ».

Il nous faut donc revenir à cette incompréhension quasi radicale entre ceux qui entendent rester uniquement fidèles à l'identité catholique de la France et ceux qui, au contraire, souhaitent construire une République de citoyens rationalistes ou qui relèguent au sein de l'espace privé leurs convictions religieuses. Il ne s'agit nullement ici de prétendre, chose absurde, que les tenants de l'identité fondamentalement catholique de la société française adhèrent d'une même voix aux doctrines de haine ou, par l'ambiguïté de certaines de leurs prises de position, préparent la venue d'un autoritarisme à la française. Il n'en est évidemment rien puisque nombre d'entre eux tournent leurs regards vers la gauche et pratiquent, de plus, une remarquable tolérance à l'égard des autres confessions. Le point sur lequel on entend mettre l'accent concerne donc non pas le rapport entre le paradigme catholique tel qu'il est interprété et les droites extrêmes mais bien plus la position adoptée vis-à-vis de la démocratie individualiste issue de 1789, celle-ci se trouvant bien souvent rejetée par certains catholiques, de droite comme de gauche. Dans ce sens, on ne souhaite en rien reprendre à nouveau, par exemple, le débat sur la signification du fameux « ni droite, ni gauche » d'Emmanuel Mounier en

s'interrogeant sur ses conséquences éventuelles dans le renforcement, au début des années 30, d'une droite extrême[36], mais simplement voir dans cette prise de position, et dans bien d'autres encore, une perspective hostile à la démocratie, clairement énoncée au nom d'un catholicisme récusant toujours à la fois l'individualisme présupposé par ce régime politique comme sa conception de la citoyenneté reposant sur la raison et non sur la foi[37].

Revenons à nouveau sur l'exemple de Jacques Maritain qui se révèle tout à fait significatif de ce point de vue. Maritain est quant à lui, durant une longue partie de sa vie, farouchement hostile aux doctrines de haine ; mieux encore, il les combat, proteste contre les persécutions nazies à l'égard des juifs, fustige « l'impossible antisémitisme[38] » et s'oppose tant au franquisme qu'au régime de Vichy. Philosophe converti qui influence toute la pensée catholique de l'entre-deux-guerres, il n'en est pas moins, presque constamment, plus que réservé à l'égard tant de la Révolution française que de la démocratie politique elle-même[39]. Examinons par exemple son ouvrage, *Charles Maurras et le Devoir des catholiques*, publié en 1926. Par-delà les divergences, il faut, souligne-t-il, « reconnaître ce que Maurras dit de vrai, ce qui en lui rejoint la pensée d'un de Maistre ou d'un Bossuet »[40]. Pour lui, Maurras veut « servir et se dévouer au bien de la cité en perdition » et, avec lui, Maritain condamne « le démocratisme, le mythe religieux de la démocratie qui se confond avec le dogme du Peuple Souverain ». Considérant, tout comme Joseph de Maistre auquel il se réfère, la Révolution française comme « satanique », il félicite Maurras d'avoir « nettoyé l'intelligence, de l'avoir délivrée des faux dogmes libéraux ». Pourquoi, s'interroge-t-il, « les catholiques ont-ils laissé faire à un autre l'œuvre qui leur incombait ? »[41].

Par-delà la Révolution française et le mythe d'une démocratie politique dépourvue de toute essence catholique, Maritain s'en prend à Rousseau, « le pervertisseur prodigieux[42] », créateur d'un « panthéisme politique », celui de la volonté générale, un « Dieu social immanent » agissant à travers « la majorité des suffrages » : « C'est là, ajoute Maritain, le mythe propre, le principe spirituel de la Démocratie moderne, absolument opposé au droit chrétien qui veut que la souveraineté dérive de Dieu »[43]. Pour lui, clairement, « le mythe de la Démocratie seul Souverain légitime, le principe spirituel de l'égalitarisme moderne, est indiscutablement une sanglante absurdité[44] ». Et, par-delà Rousseau, Maritain, de même qu'avant lui l'ensemble du courant conservateur, pointe un doigt accusateur contre le protestantisme destructeur d'une « Cité chrétienne foncièrement anti-

individualiste[45] ». Réfléchissant plus tard, en 1942, à l'échec des démocraties confrontées à la barbarie nazie, Jacques Maritain estime toujours que « la cause principale de leur échec est d'ordre spirituel, elle réside dans la contradiction interne et le malentendu tragique dont les Démocraties modernes, en Europe surtout, ont été les victimes. Dans son principe essentiel, cette forme et cet idéal de vie commune qu'on appelle démocratie vient de l'inspiration évangélique et ne peut subsister sans elle. On a vu les forces directrices des démocraties modernes renier pendant un siècle l'Évangile et le christianisme au nom de la liberté humaine et les forces directrices des couches sociales chrétiennes combattre pendant un siècle les aspirations démocratiques au nom de la religion[46] ». Condamnant sans relâche le régime de Vichy et la persécution des juifs, hostile à ce régime dans lequel s'est pourtant longtemps reconnue une partie importante de l'Église de France, Maritain n'en estime pas moins que, pour résoudre cette crise de civilisation, il est indispensable de se souvenir que « la démocratie est liée au christianisme » : face à l'« Empire païen », les démocraties ne peuvent donc se sauver que par leur retour au « message évangélique »[47].

On le constate clairement, Jacques Maritain, quoique longtemps proche de l'Action française, est dorénavant entièrement hostile aux droites radicales tout en étant foncièrement critique à l'égard de la démocratie politique dans la mesure où elle repose sur l'individualisme et prétend ignorer le message évangélique. Or Maritain exerce une forte influence sur Emmanuel Mounier et joue un rôle non négligeable dans la création de la revue *Esprit*[48]. Mounier, son directeur, se montre souvent très critique à l'égard de 1789 et proche, sur certains points, de l'Action française puisqu'il peut lui-même écrire que, dans le journal *L'Action française*, « on lutta courageusement contre la démocratie libérale et parlementaire mais au profit d'un conformisme traditionaliste[49] ». De manière ouverte, Mounier affirme que « l'idéologie que nous combattons, c'est l'idéologie de 89 […] l'attachement à un parlementarisme abstrait et mensonger qui, par ailleurs, se déconsidère de jour en jour. Une telle démocratie méconnaît aussi bien la personne originale et pleine que la communauté organique qui doit relier les personnes[50] ». C'est à nouveau le paradigme d'une communauté organique catholique exprimant l'essence de la société française qui se fait jour, à gauche cette fois et non plus sous la plume d'auteurs des droites extrêmes, pour justifier un refus d'une démocratie abstraite et individualiste. Et, comme le note Étienne Borne lui-même, auteur qui a participé au projet collectif que représente *Esprit*, « Emmanuel Mounier n'usait pas volontiers du mot

démocratie […] La démocratie lui paraissait proche, dans ses institutions comme dans son esprit, d'un monde libéral et individualiste condamné par la Providence et par l'histoire[51] ». Cette attitude représente une menace considérable contre la démocratie politique puisque Mounier n'hésite pas à donner, en 1934, pour consigne : « Quant à l'action immédiate : abstention à l'égard des partis politiques[52] », contestant ainsi le principe même de la démocratie pluraliste et portant atteinte à sa légitimité à un moment particulièrement délicat et fragile de son existence puisqu'elle se trouve menacée de toutes parts, par les droites et les gauches extrêmes.

Longtemps proche *d'Ordre nouveau* et attaquant comme lui « la pourriture parlementaire », Emmanuel Mounier s'en sépare, en janvier 1934, en critiquant durement Hitler puis, quelques mois plus tard, dans un texte célèbre, il renonce à la formule « ni droite ni gauche » en s'engageant cette fois ouvertement à gauche tout en estimant indispensable de « balayer l'énorme et écœurante pourriture de gauche et tout un bazar d'idées de pacotille »[53]. Dans ce sens, par-delà les futures ambiguïtés provisoires de Mounier vis-à-vis du nazisme et du fascisme, l'admiration temporaire professée à l'égard de sa dimension communautaire, la valorisation ponctuelle de sa redécouverte de l'esprit révolutionnaire et en dépit, au contraire, d'un engagement futur de Mounier et de l'équipe *d'Esprit* dans le camp hostile à ces régimes quasi totalitaires, ce qu'il convient ici de retenir, c'est davantage un refus constant de la démocratie parlementaire[54]. Cette attitude, qu'il partage, par exemple, avec Charles Maurras ou Henri Massis, s'éclaire d'ailleurs si l'on observe que nombre des participants à la création *d'Esprit* sont passés par l'Action française et y ont joué même parfois un rôle intellectuel de premier ordre, comme Maurice de Gandillac et Jacques Madaule, ou en ont été proches comme Jean Lacroix, un Pierre-Henri Simon quant à lui exerçant des fonctions importantes aux Jeunesses patriotes[55]. Ce qui frappe, c'est ce refus du « virus parlementaire » exprimé en un langage identique à celui de la tradition contre-révolutionnaire issue de De Maistre et de Bonald et que prolongent aussi bien Albert de Mun que Charles Maurras, autant de théoriciens qui justifient ce refus par un commun attachement à l'égard d'une France organique à l'identité catholique supposée détruite par l'individualisme démocratique et, sa traduction, le suffrage universel. Attachés les uns et les autres à l'intégralisme catholique, ces penseurs contestent la légitimité de la démocratie dans sa dimension universaliste[56]. Par-delà la diversité des opinions politiques qu'ils adoptent, les catholiques ont donc été très nombreux, jusque vers le milieu du XX^e^ siècle, à

remettre en question le processus révolutionnaire ainsi que la République parlementaire qui en est la possible traduction politique[57].

Comme l'énoncent un grand nombre d'auteurs de cette époque, la citoyenneté elle-même ne peut alors se concevoir en dehors de cette identité catholique. « Qu'est-ce que le citoyen parfait ? s'interroge, en 1912, l'abbé De Foy. C'est le chrétien tel qu'il est soumis à l'Église[58]. » Dans le même sens, selon E. Julien, « être catholique, c'est appartenir de corps et d'esprit à la société nouvelle instituée par Jésus-Christ sous ce nom d'Église, c'est donc être citoyen de la grande cité chrétienne qui a ses lois, sa hiérarchie, son chef suprême[59] ». Et ce même auteur d'ajouter : « Où en sommes-nous donc qu'il devienne nécessaire à un citoyen français d'excuser en quelque sorte de croire en Dieu[60] ? » Pour beaucoup, « la déchristianisation de la France » a inéluctablement pour conséquence « la dénationalisation des Français »[61]. C'est pourquoi, au sein de cette mouvance, la citoyenneté de même que la nationalité sont inextricablement liées à la foi catholique ; or, elles sont juridiquement à la source du droit de vote puisqu'elles déterminent la qualité d'électeur et, du même coup, les conditions de l'éligibilité, c'est-à-dire les fondements mêmes de la démocratie politique : logiquement, et bien que cette conclusion ne soit pas explicitement énoncée, le suffrage ne devrait plus, dès lors, être universel puisqu'il devrait reposer sur la foi catholique, l'électeur ne pouvant plus voter isolément comme un individu rationnel puisque ses valeurs le lient à une communauté organique de croyants.

Contre la conception individualiste de la démocratie et pour mettre définitivement un terme à la pensée de Luther, il devient donc indispensable, aux yeux de beaucoup, d'aménager ce suffrage universel désagrégateur : il est nécessaire que « le suffrage universel des gens de bien et des hommes qui pensent soit assez fort pour intimer l'ordre au suffrage universel qui vote et qui décide de toutes choses, de balayer du parlement, des ministères, de l'administration, des conseils municipaux, des lycées, de partout, cette populace de la libre-pensée[62] » influencée par les protestants, les juifs et les francs-maçons. On cherche aussi à se tourner vers des solutions plus corporatistes permettant aux différents intérêts de la société catholique d'être représentés[63]. La « démocratie chrétienne » ne doit donc plus reposer sur le suffrage universel atomisateur : elle a pour finalité d'être à l'image d'un ordre social communautaire au sein duquel les multiples intérêts participent à la réalisation du bien commun. Elle se propose aussi sans cesse d'établir un vote plural avantageant les pères de famille, réforme que l'on reconnaît explicitement comme étant

« antidémocratique » mais qui a pour but de « rendre plus moral l'exercice du suffrage universel » en favorisant ainsi, du moins le croit-on, l'influence traditionnelle du catholicisme qui s'exerce à travers les familles[64], « la famille chrétienne étant la pierre angulaire de notre vieil édifice national[65] ».

Pour éviter de considérer « le citoyen comme un individu isolé, un être abstrait », on doit désormais s'inspirer des solutions propres à l'Ancien Régime en votant par corps[66]. Le suffrage de demain exprimera par conséquent une représentation adéquate des groupements professionnels dépourvue de toute dimension individualiste et trouvant son origine dans les plus anciennes traditions de la France catholique[67]. Ce retour à une représentation corporatiste qui modifie le suffrage universel et qui apparaît comme la conséquence logique de toutes les théories hostiles à un mode d'élection conçu comme trop individualiste et, du même coup, étranger à la dimension catholique du corps social français, survient enfin avec la mise en place du régime de Vichy. Celui-ci non seulement redéfinit les conditions de la citoyenneté et de la nationalité mais il met aussi un terme au suffrage universel en favorisant, au nom d'une France catholique traditionnelle, une représentation corporatiste. Vichy, c'est aussi la tentative provisoire de revenir sur la laïcité et l'école publique formatrice de citoyens détachés du catholicisme : la liberté est rendue à l'enseignement congréganiste, des subventions sont accordées par l'État aux écoles libres et l'enseignement religieux est introduit à titre facultatif dans les établissements publics ; dans ce sens, on a pu dire que « si la morale républicaine est rejetée de l'école, la morale catholique va faire, elle, une entrée en force[68] ». C'est enfin une union, au départ, très forte entre l'Église et le pouvoir politique : le pays ne peut être sauvé que par une rechristianisation[69]. L'antisémitisme et l'antiprotestantisme outranciers, fantasmatiques et orduriers de Maurras, énoncés au nom de la défense de la primauté de l'identité catholique, aboutissent à cette haine de la démocratie individualiste et expliquent la « divine surprise » que constitue Vichy, régime autoritaire hostile à l'individualisme qui abolit en un trait de plume aussi bien le suffrage universel que la laïcité en excluant, de plus, également les juifs de l'État ; la concorde brièvement retrouvée entre l'Église et l'État ayant pour conséquence, en dépit de la réserve de certains, tout à la fois la mise en œuvre de la primauté de l'identité catholique, la fin de l'individualisme, la remise en question de la démocratie politique et le triomphe d'un antisémitisme qui retire même la nationalité française à des juifs dont l'histoire et la culture propres démontrent amplement, aux yeux des thuriféraires du nouveau régime, qu'ils ne peuvent s'intégrer à la

communauté organique catholique reconstituée par-delà la fin de la « République juive »[70]. La France se veut à nouveau catholique et entend réparer ses péchés, « expier » ses fautes, retourner à sa foi, revenir aux pèlerinages, etc.[71]. La fin de la République et celle de la démocratie représentative rendent possible, provisoirement, le retour à une France d'avant la Révolution qui trouve un moment dans la foi catholique son principe quasi unique de légitimité.

3

De *la France juive* aux *protocoles*

En décembre 1990, le journal *La Tribune de l'expansion* tient pour vraisemblable un projet de « construction d'un nouvel avion dont l'Union soviétique fabriquerait le corps, les États-Unis, le moteur et Israël, le système de pilotage ». Commentant cette surprenante nouvelle, *Lectures françaises*, le mensuel dirigé par Henry Coston, voit là la confirmation qu'il « n'existe qu'un schéma type applicable à tous les niveaux : le corps aux Soviétiques, le moteur aux États-Unis, le système de pilotage à Israël. L'ensemble s'agence comme une poupée russe : cette pensée n'est-elle pas conforme en tout point à l'esprit des *Protocoles*[1] ? ». Ainsi, en décembre 1990, ce texte resurgit spontanément sous la plume du vieux porte-parole des droites extrêmes tandis que, dans le même numéro de cette revue qui véhicule encore aujourd'hui ces obsessions d'un autre temps, on souligne également avec regret la récente interdiction de la diffusion de ces *Protocoles des Sages de Sion* décidée, le 25 mai 1990, par arrêté du ministre de l'Intérieur en laissant entendre, avec prudence, étant donné les nouvelles lois et la sévérité toujours possible de la justice, que rien ne démontre leur pure et simple origine manipulatrice. Polémique qui prouve, si cela était nécessaire, la place centrale que continue de jouer encore ce brûlot dans l'imaginaire des droites radicales.

Or, en 1989, mois après mois, *Révision*, l'organe de la contre-révolution antisémite la plus extrême, a précisément diffusé l'intégralité des *Protocoles* ; en mai 1990, cette revue titre à la une : « La vérité sur les *Protocoles* », en se proposant, dans une longue étude à l'apparence universitaire, de faire le point « sur ce texte on ne peut plus actuel »[2]. Cette revue qui s'attache à démentir dans chaque numéro l'existence des camps de concentration et celle du génocide des juifs afin de justifier les thèses de Paul Rassinier et de Robert Faurrisson, auteurs dont elle publie de nombreuses contributions, consacre par conséquent simultanément le plus grand nombre de ses numéros à remettre au goût du jour les *Protocoles*, en s'efforçant ainsi de valider la réalité d'un mythe au moment même où, avec d'autres, elle cherche à

transformer Auschwitz en mythe. Comme si, pour elle, le pouvoir des juifs est tel qu'ils sont capables d'inventer jusqu'à l'histoire de leur martyrologe afin de justifier l'existence d'Israël tout en masquant la réalité déjà ancienne de leur propre projet de domination mondiale dont attestent précisément le mouvement sioniste et ses ramifications sur le globe ! Cinquante ans après Vichy, dans les rues de Paris, à la devanture des kiosques, resurgissent ces horribles caricatures de juifs hideux entourant de leurs doigts crochus le globe tout entier, avec cet avertissement clamé à la ronde concernant « le péril juif », péril qui prend une tournure d'autant plus concrète aux yeux de l'extrême droite qu'avec la menace de la guerre du Golfe se profile, selon *Minute*, « la guerre des juifs » : ceux-ci, en agissant justement par l'entremise de leurs instruments, les États-Unis et l'Union soviétique, seraient en réalité à deux doigts de réaliser leur projet conformément aux prédictions des *Protocoles*, à savoir régner sans conteste sur la terre entière.

Même s'ils sont encore de nos jours diffusés régulièrement dans la plupart des pays, les *Protocoles* s'inscrivent pourtant aussi de manière spécifique dans le contexte particulier de l'histoire politique française. Fabriqués probablement en France, en 1897 ou 1898, en pleine affaire Dreyfus[3], ils abondent de détails concernant la vie politique française et s'intègrent par conséquent immédiatement au cadre particulier des « guerres franco-françaises » qui, de Dreyfus à Le Pen en passant par le Front populaire et Vichy, ponctuent l'histoire contemporaine de la France et rythment ses affrontements politiques et idéologiques. Pour prendre la mesure de cette filiation proprement française, il suffit d'examiner le rôle d'Henry Coston qui exerce une influence patente dans l'une et l'autre des deux revues précitées : dans *Révision*, par exemple, on expose sans cesse les analyses du « dernier héritier de l'ancienne équipe de *La Libre Parole*, le fameux journal d'Édouard Drumont[4] », on décrit avec force détails ses analyses sur la domination qu'exercent selon lui les banquiers juifs depuis l'avènement de la République ; suivant strictement la perspective d'Édouard Drumont, Henry Coston dénonce la soumission de la France aux financiers juifs cosmopolites : des années 1880 jusqu'à nos jours, et de Drumont à Coston, rien n'aurait donc changé ! D'autant plus que cette vision se trouve renforcée également par la thématique populiste largement répandue en France, celle qui vilipende sans cesse les « gros », le « mur d'argent » ou encore les « deux cents familles », mythologie à laquelle adhèrent nombre de pamphlétaires et de porte-parole de divers partis politiques de tous horizons depuis le XIX^e^ siècle[5]. Dans cette perspective, parmi les « gros » ou les « deux cents familles », se

trouveraient surtout un petit nombre de juifs cosmopolites exerçant une domination sans partage sur le bon peuple de France, toutes classes sociales confondues. Profondément ancré dans la pensée politique française, ce mythe des « gros » revêt souvent une consonance antisémite qui se marie facilement avec les accusations répandues par les *Protocoles*.

Les *Protocoles* à la française, c'est aussi une adéquation à une problématique qui, par-delà Drumont, remonte en réalité aux lendemains de la Révolution française, c'est-à-dire aux débuts de la formation du courant contre-révolutionnaire. De l'abbé Barruel à Henry Coston et aux responsables de *Révision* en passant par Louis de Bonald, Édouard Drumont, Charles Maurras, Urbain Gohier ou M^gr^ Jouin[6] et leurs adaptations des *Protocoles*, les droites extrêmes françaises construisent obstinément une pensée mythologique en termes de complot, dénonçant pêle-mêle le pouvoir cosmopolite des juifs, des protestants et celui des francs-maçons sur une société française catholique qui s'en trouverait ainsi irrémédiablement pervertie. Les *Protocoles* viennent amplifier cette tradition en termes de complot : l'abbé Barruel en est, là encore, le lointain fondateur car, pour lui, la Révolution française est l'œuvre satanique des juifs, des protestants et des francs-maçons ligués aux fins de porter un coup fatal à la France catholique traditionnelle. Ce mythe se gonfle sans cesse jusqu'à servir de fondement à la véritable tradition contre-révolutionnaire qui a été déjà évoquée : dans cette perspective, ces ennemis acharnés du catholicisme imposent une Révolution annonciatrice d'une complète prise du pouvoir se produisant sous la Troisième République, régime considéré comme d'autant plus artificiel qu'il permet le contrôle de l'État par ces trois catégories d'ennemis résolues à imposer leurs valeurs sous couvert de la laïcité. La France catholique subirait ainsi, depuis 1789, le joug des protestants, des juifs et des francs-maçons qui s'accordent à la dépouiller de son identité, les uns et les autres n'agissant qu'au nom d'une vaste internationale décidée à étendre, avec l'idéologie des droits de l'homme comme prétexte, son contrôle à la France : antisémitisme, antiprotestantisme et antimaçonnisme sont ainsi l'expression d'une haine commune des droites extrêmes, et même parfois modérées, se réclamant presque toujours d'un catholicisme intransigeant hostile à un complot international : dans ce sens, la réception des *Protocoles* n'a de signification que par rapport à ce refus qui s'exprime sans cesse à partir de 1789. Dans sa présentation des *Protocoles*, M^gr^ Jouin soutient ainsi que « la France et les pays catholiques sont plus directement visés » par cette conspiration redoutable. Et ce « prélat de Sa Sainteté, Curé de Saint-Augustin », comme il signe

volontiers, de s'interroger : « Le péril judéo-maçonnique, voilà le nœud de la situation désespérée du monde. Qui le tranchera d'un coup d'épée ? Dieu seul[7]. »

C'est un peu avant la fin du XIX^e^ siècle, dès les premières années de la Troisième République, que l'on assiste à la naissance du mythe plus global de la toute-puissance des « Républiques » juive et protestante qui mèneraient leur œuvre destructrice en étroite collaboration avec les francs-maçons. Et l'affaire des fiches en 1904 vient confirmer, aux yeux de tous les ennemis de la République, la réalité d'un complot mené au détriment des officiers catholiques grâce aux renseignements fournis clandestinement par les francs-maçons. Les officiers catholiques, souligne-t-on, sont persécutés, rejetés d'un État utilisé désormais pour mieux asservir la population tout entière. L'antisémitisme et l'antiprotestantisme politique vont maintenant se donner libre cours, s'alimentant sans cesse de cette crainte de l'invasion étrangère : pour nombre de catholiques, la défense de l'âme française passe par la dénonciation de cette République et du type de citoyenneté universaliste qu'elle entend imposer. Au tournant du siècle, une haine identique se lève tant contre les protestants que contre les juifs ou les francs-maçons accusés de vouloir tous ensemble, à l'aide de leurs appuis étrangers, introduire en France leurs valeurs cosmopolites. La figure du complot international se renforce sans cesse, énoncée sans relâche par Édouard Drumont, Ernest Renauld, Jacques Aper, Urbain Gohier ainsi que par un nombre incalculable de prêtres qu'ils parviennent à influencer. Le monde catholique hésite à se « rallier » à cette République qui limite toujours plus l'influence de l'Église. Et bien au-delà du « toast d'Alger » du 12 novembre 1890, les dignitaires de l'Église ainsi que la plupart des grands penseurs qui se réclament du catholicisme, de Ferdinand Brunetière à Georges Bernanos lui-même, qui célèbre encore peu avant la Seconde Guerre mondiale les mérites de Drumont, s'arc-boutent souvent dans la défense à tous crins d'une France considérée comme la fille aînée de l'Église, celle qui trouve sa vraie naissance dans le baptême de Clovis, la « nation France » qui a su expulser les juifs avant de briser l'ennemi protestant au cours de cette Saint-Barthélemy que tant vénèrent encore explicitement (Voir chap. 1.).

Charles Maurras le premier a noté le rôle fondateur joué par Édouard Drumont dans la naissance d'un nationalisme à la française ; pour lui, « la formule nationaliste est née presque tout entière de lui ; et Daudet, Barrès, nous tous, avons commencé notre ouvrage sur sa lumière ». Traduits et diffusés en France dans l'entre-deux-guerres, les *Protocoles des Sages de Sion* prennent dès lors le relais de *La France juive* dont l'influence sur la mouvance nationaliste semble devoir alors s'essouffler[8].

D'ailleurs, ce sont souvent d'anciens collaborateurs de Drumont lui-même qui participent activement à leur édition et à leur présentation : ainsi Urbain Gohier assure une étroite liaison entre *La Libre Parole* et la future époque bénie de Vichy, rêvée comme à l'avance par Drumont, Barrès, Daudet et tant d'autres pamphlétaires des droites extrêmes. Jacques Ploncard d'Assac et Henry Coston qui, dans les années 20, se font gloire de porter à nouveau le flambeau de Drumont en faisant reparaître *La Libre Parole*, sont particulièrement réceptifs aux *Protocoles* introduits en France à cette époque, ce texte venant comme confirmer les prédictions apocalyptiques de leur vieux maître décédé à peine dix ans auparavant. Ils font connaissance, en 1927, lors d'une réunion de l'Action française et ne vont plus dès lors se quitter tant ils partagent, avec Charles Maurras, une même admiration sans limites à l'égard de l'auteur de *La France juive* : ils s'emploient à faire reparaître sans tarder cette bible de tant de prêtres de la fin du siècle dernier qu'est *La Libre Parole*, en bénéficiant de la collaboration de certains de ses propres survivants, tels Jean Drault ou Albert Monniot qui ont longtemps été les amis intimes de Drumont lui-même. Et comme si la pensée mythologique protégeait particulièrement bien ceux qui s'y livrent, ces fondateurs de *La Libre Parole*, première version, et ceux de *La Libre Parole*, deuxième version, s'engagent tous également, les uns et les autres, plus tard, avec un égal enthousiasme, dans la diffusion de la propagande antisémite et antimaçonnique de Vichy : modelée par les *Protocoles*, celle-ci célèbre même avec solennité, en 1941, l'anniversaire de la mort de Drumont. Titulaire de la francisque, Henry Coston sera condamné à la Libération et fera de longues années de prison avant de reprendre ses activités et de diffuser à nouveau des messages identiques ; Jacques Ploncard d'Assac se réfugie, quant à lui, pendant plus de vingt ans au Portugal, où il devient l'ami de Salazar et rédige *Doctrines du nationalisme* avant de reprendre plus tard, en France, son ancienne collaboration à la presse de Coston[9], l'un comme l'autre se ralliant enfin au courant lepéniste qui actualise le mythe des *Protocoles* en dénonçant sans relâche les internationales juive et franc-maçonne.

Le moment du Front populaire symbolise le mieux, aux yeux des droites extrêmes, la réalité d'un complot international visant à la soumission de la France au pouvoir mondial des juifs et de leurs alliés. Admirateurs passionnés d'Édouard Drumont, Charles Maurras et davantage encore Léon Daudet comme Jacques Bainville, les chefs de file de l'Action française s'efforcent durant cette époque de faire connaître les *Protocoles* dont ils attestent eux-mêmes explicitement l'authenticité[10]. Or, en compagnie des héritiers directs de Drumont, ce sont eux

précisément qui se trouvent également à l'avant-garde de la campagne antisémite dirigée contre Léon Blum ; Maurras déclare, par exemple, que « c'est en tant que juif qu'il faut voir, combattre et abattre Blum qui prétend imposer à notre Patrie un super-État[11] », celui qui servira le complot international juif ; Léon Daudet estime de son côté que « le Talmud sera, du fait de Blum, la loi de la nouvelle Assemblée[12] », formule que l'on pourrait croire extraite directement des *Protocoles* eux-mêmes. Pour beaucoup, l'accession de Léon Blum à la tête du gouvernement est la preuve définitive du caractère authentique des prédictions des *Protocoles*. Elle survient d'ailleurs seulement seize années après leur diffusion en France : d'Édouard Drumont et Maurice Barrès guerroyant contre le capitaine Dreyfus ou Joseph Reinach, à Charles Maurras, Léon Daudet et Henri Béraud menant la charge contre Léon Blum, Jules Moch ou Georges Mandel, de Pierre Poujade à Pierre Boutang dénonçant Pierre Mendès France jusqu'aux incessantes attaques menées de nos jours par les ténors de l'extrême droite contre Robert Badinter, Simone Veil ou Laurent Fabius[13], une solide tradition se constitue qui culmine durant le Front populaire, moment où elle peut prendre désormais appui tant sur Drumont que sur les *Protocoles* eux-mêmes.

Ceux-ci sont explicitement utilisés pour partir en guerre contre Léon Blum. Citons ainsi un certain nombre de textes peu connus qui constituent en France la première application concrète des *Protocoles*. Déjà, dans les années 20, M^gr^ Jouin, celui qui joue un rôle crucial dans leur diffusion dans l'Hexagone, attaque violemment Léon Blum en qui il voit le représentant local de ce complot aux ramifications internationales qui se propose de conquérir la société française à travers la maîtrise de son État[14] ; comme beaucoup d'autres à cette époque, il accuse Léon Blum de s'entourer de collaborateurs juifs, conteste aussi « l'anticléricalisme qui est le nœud central de l'action judéo-maçonnique, la loi de la séparation avec les Grunebaum-Ballin, la politique laïque avec les Blum[15] ». Au même moment, le toujours actif Urbain Gohier[16] estime que les visées des *Protocoles* sont désormais réalisées dans la France du Front populaire dirigée par Léon Blum[17] ; ainsi se trouvent confirmées, selon lui, ses propres analyses du pouvoir détenu par les juifs dans la société française, pouvoir qu'il décrit sans relâche, par exemple, en 1919, puis en 1920, dans sa revue *La Vieille France*, l'année même où il publie, dans ce même périodique, les *Protocoles* : il y dénonce le rôle de Georges Mandel ou encore celui de Léon Blum dans la construction de « l'État centralisateur, despotique, l'État moderne qui s'appelle de son vrai nom la Finance internationale[18] ». Georges Saint-

Bonnet interprète de son côté ces événements comme la pure et simple victoire en France de « l'impérialisme juif[19] » tandis qu'A. de Puysegur estime que la nomination de Léon Blum a été reçue par « un hosanah délirant qui s'envole vers Jehovah dans toutes les synagogues. Dieu tenait les promesses qu'il avait faites à Abraham […] Hitler serait écrasé. Les juifs vengés régneraient en maîtres sur le monde prosterné ainsi qu'il est annoncé dans les *Protocoles des Sages de Sion*[20] ».

Citons encore quelques exemples de cette littérature de l'entre-deux-guerres. Henry Coston dénonce *La Conjuration juive* tandis que Jacques Ploncard d'Assac consacre de son côté une longue brochure à analyser *La Vie de Léon Blum* qui entend, selon lui, imposer le pouvoir de sa race à tous les Français[21]. Pour Hector Ghilini, « le socialiste Blum était aux ordres de la finance juive internationale, laquelle avait décidé la guerre contre Hitler, il n'était qu'un instrument docile entre les mains des maîtres de la loge internationale des B'ni Brith[22] ». André Pokrovsky accuse lui aussi Blum de servir les desseins de l'internationale maçonnique[23], une brochure répandue par Vichy déclarant pour sa part : « Nous avons pu voir ce qu'était devenue notre matière grise lorsque l'affreux virus filtrant s'y fut introduit et les terribles ravages causés dans notre corps national et social par le ténébreux travail d'un Léon Blum suivant avec précision le plan exposé dans les *Protocoles des Sages de Sion*[24]. » Pour Jean de La Herse, en France et tout particulièrement au moment du Front populaire, « les juifs ont donné au sionisme un visage de complot international […] la véritable Sion sera le monde[25] ». Terminons ce florilège vichyste par une citation d'un auteur particulièrement virulent, Henry-Robert Petit ; selon lui, « le supersémite Léon Blum, juif allemand rescapé de quelque pogrome, est venu pour notre malheur faire souche en France. La tribu des Blum, kabbalistes et talmudistes, forme les princes du Kahal. C'est l'espèce la plus dangereuse car c'est du cerveau des kabbalistes et des talmudistes que sont sorties les obédiences maçonniques, les sociétés secrètes, les théories de toutes les sciences occultes, etc. C'est du Kahal qu'est sorti le plan de domination mondiale dont sont inspirés les *Protocoles des Sages de Sion*[26] ».

Dans ce sens, Vichy est tout à la fois le triomphe de Drumont et la victoire des tenants des droites extrêmes dans leur longue entreprise menée contre les projets attribués aux *Protocoles*. Ayant définitivement abandonné l'antiprotestantisme (les *Protocoles* étant eux-mêmes muets sur le rôle supposé des protestants), les dirigeants de ces mouvements de la droite radicale ont pu détruire la République et satisfaire tant leur antisémitisme que leur antimaçonnisme forcené. Drumont est véritablement

encensé par nombre de ses thuriféraires : ainsi, dès cette époque, Joseph-Marie Rouault, que l'on retrouvera plus tard dans l'association consacrée à la mémoire de l'auteur de *La France juive* fondée en 1963, justifie longuement *La Vision de Drumont*[27]. L'Institut d'études des questions juives organise le 24 septembre 1941 une journée Édouard-Drumont en présence de M^me^ Drumont, dans le cadre de l'exposition « Le juif et la France ». Et, le 20 avril 1942, on célèbre avec enthousiasme le cinquantenaire de *La Libre Parole* en soulignant à quel point le régime du maréchal Pétain règle la question juive conformément aux souhaits de Drumont, en mettant précisément un terme à leur puissance internationale et à celle de leurs représentants dans l'Hexagone[28]. Robert Brasillach voit alors dans Drumont « un précurseur génial du national-socialisme français[29] » tandis qu'en avril 1944 Lucien Rebatet chante encore ses louanges dans *Je suis partout*[30]. Le délire de Drumont s'est donc parfaitement combiné avec le contenu des *Protocoles* pour servir de légitimation au régime de Vichy lequel, de lui-même, entend éradiquer définitivement la « République juive »[31].

Cette tradition ne s'est pas évanouie sous la Quatrième République. Ainsi, dans *Lectures françaises*, dirigées toujours par Henry Coston, Jacques Ploncard d'Assac célèbre, en mars 1957[32], les quarante ans de la mort de Drumont, son maître éternel dont le livre *La Fin d'un monde* l'a conduit, dès les années 30, comme il le raconte lui-même, à adhérer aux thèses défendues par M^gr^ Jouin sur les *Protocoles*. En août 1963, se constitue également une société des amis de Drumont qui entend toujours défendre la mémoire du célèbre polémiste ; et parmi ses fondateurs, on retrouve, aux côtés de Xavier Vallat, de Pierre Dominique et de Maurice Bardèche Beau de Loménie, J.-M. Rouault et Jacques Ploncard d'Assac[33]. Ces pionniers de l'antisémitisme le plus outrancier mettent toute leur énergie à défendre tant les thèses de Drumont que la validité toujours contemporaine des *Protocoles*. Dans sa présentation la plus actualisée, cette dénonciation du complot juif international s'en prend dorénavant, comme durant l'entre-deux-guerres, aux loges B'nai B'rith que Jean-Marie Le Pen et d'autres, tel Jacques Ploncard d'Assac, considèrent peu ou prou comme étant l'instrument moderne de la domination mondiale des juifs[34]. En 1989 encore, *L'Anti-89*, l'organe des contre-révolutionnaires se réclamant du catholicisme le plus intégriste, s'emploie lui aussi toujours à débusquer la réalité du complot tramé par les juifs, les protestants et les francs-maçons visant à mener à bien le processus de déchristianisation de la France[35].

Pour terminer, on voudrait toutefois mettre l'accent sur la transformation que

connaît le mythe des *Protocoles* en s'insérant dans l'imaginaire politique français. D'après ce texte, la conspiration que mènent les juifs à l'échelle mondiale résulte d'un complot mené par le Kahal qui étendrait son pouvoir à chacune des sociétés en en pervertissant les mœurs, par exemple, par la diffusion de l'alcool et l'incitation à la débauche, en manipulant aussi les idées par le contrôle de l'éducation et de la presse soudoyée grâce à la détention de l'or. Ce groupe mystérieux s'empare alors du pouvoir politique car, comme il l'avouerait lui-même, « le despotisme du capital qui est entre nos mains tendra à cet État un brin de paille auquel il sera inévitablement obligé de s'accrocher[36] ». Dans ce sens, l'antisémitisme véhiculé par les *Protocoles* revêt une forme encore traditionnelle car il se trouve surtout formulé en termes d'argent, de sexualité ou de perversion : du coup, comme à l'époque de Drumont, de Toussenel ou encore de Gougenot des Mousseaux, c'est le fantasme des Rothschild qui resurgit, la domination de l'État reposant dans cette perspective sur la maîtrise de l'or et du capital. La logique des *Protocoles* élaborés en France en cette fin du XIX^e^ siècle où triomphent les idées de Drumont est bien celle de l'antisémitisme traditionnel de cette époque.

Or, précisément, en France, la force de l'État, sa légitimité et son institutionnalisation ont rendu possible la formation d'une catégorie de juifs d'État dont l'accès aux structures politico-administratives se fonde sur la compétence et non sur le capital ou la manipulation. D'où un certain décalage des *Protocoles* incapables d'appréhender ce fait nouveau : l'antisémitisme proprement politique saura au contraire dénoncer cette « République juive » qui résulte des concours et des examens propres à l'État et non de l'argent, qui s'appuie aussi sur la science et la laïcité et non sur la religion entendue, comme dans les *Protocoles*, au sens le plus caricatural du terme. La logique de ce texte implique au contraire toujours la présence d'un complot international s'exerçant par un contrôle externe de chaque État, celui-ci étant par définition dépourvu de toute solidité et de toute autonomisation : elle est par conséquent dans l'impossibilité d'expliquer le cas spécifiquement français où l'entrée dans l'État fortement institutionnalisé se réalise uniquement par des processus internes à l'aide d'une méritocratie légitime[37].

D'où cette étrange formule si peu adaptée au contexte français que l'on trouve pourtant dans les *Protocoles* : « Nous choisirons parmi le public des administrateurs aux tendances serviles. Ils seront inexpérimentés dans l'art de gouverner. Nous les transformerons facilement en pions sur notre échiquier d'où ils seront mus par nos savants et nos sages conseillers[38] », comme si les hauts fonctionnaires français,

attachés à la spécificité de leur rôle comme ils le sont, pouvaient faire figure de pantins sans volonté ni culture politique ou expérience administrative, aptes aussi à se laisser manipuler de l'extérieur par de quelconques et lointains « conseillers » ! Au moment où nombre de juifs français ont pour seule ambition de s'intégrer à l'État républicain afin de le servir loyalement, les *Protocoles* proclament que, « le jour où le roi d'Israël posera sur sa tête sacrée la couronne que lui offrira l'Europe entière, il deviendra le Patriarche du monde[39] », prétendant donc inverser radicalement l'intentionnalité la plus profonde des serviteurs de l'État-nation qui n'ont rien en commun avec ce « Kahal, modèle d'espionnage » international soucieux d'instaurer une « force juive au-dessus des peuples ». Les juifs d'État qui se vouent sous la Troisième République au culte du service public n'ont décidément que faire du « supergouvernement juif universel » abolissant nécessairement l'État-nation, de ce « Roi des Juifs » instaurant une nouvelle monarchie à l'échelon mondial. Le mythe Rothschild qui transparaît encore ici n'est décidément pas adapté au type d'État qui se renforce en France sans cesse à cette époque. Seul le nouvel antisémitisme politique qui émerge alors peu à peu en tiendra compte en modifiant du tout au tout la problématique de l'antisémitisme traditionnel qui inspire tant Drumont que les auteurs des *Protocoles*.

La réémergence de nos jours, dans les franges des droites extrêmes, de cette mythologie antisémite traditionnelle se double donc, comme on a pu le noter, d'une dénonciation virulente et quelque peu contradictoire des juifs d'État[40]. Véhiculée par le courant lepéniste et la myriade de publications catholiques intégristes qui lui sont plus ou moins directement rattachées, elle indique aussi le réveil des guerres « franco-françaises » dans une France que l'on présente peut-être trop rapidement comme étant débarrassée de son « théâtre politique[41] », pacifiée et alignée sur les sociétés anglo-saxonnes où de tels fantasmes n'ont jamais été, comme en France, relayés par de véritables mouvements sociaux prétendant, en leur nom, transformer la société tout entière. Dans ce sens, l'« exceptionnalisme » français ne s'évanouirait pas aussi vite et les passions politiques dont témoignent encore ces résurgences, modelées par les anciennes guerres de religion et l'affrontement entre l'État laïque et l'Église catholique, seraient probablement loin de s'éteindre.

2

VARIATIONS : LA RACE

4

Ernest Renan, un charmant rabbi dans la guerre des deux France

Quatre jours à peine après avoir prononcé sa leçon inaugurale au Collège de France, le 26 février 1862, le cours d'Ernest Renan est suspendu par décret impérial. L'émotion est grande : Renan a osé voir simplement en Jésus « un homme incomparable », lui ôtant implicitement sa dimension divine. Sous la pression de M^gr^ Dupanloup et des jésuites, Renan est prié de retourner à ses chères études. « Attendu, déclare le ministre de l'Instruction publique et des Cultes, que dans le cours qu'il a prononcé au Collège de France pour l'ouverture de son cours, M. Renan a exposé des doctrines qui blessent profondément les croyances chrétiennes et qui peuvent entraîner des agitations regrettables […] le cours est suspendu. » Un peu plus tard, en avril, le ministre écrit à l'administrateur du Collège de France la lettre suivante : « M. Renan m'a exprimé le désir de reprendre ses cours […] J'ai répondu à M. Renan qu'il lui serait bien difficile, dans l'état actuel des esprits, d'échapper à de vives et nombreuses récriminations s'il professait publiquement et au nom de l'État des interprétations scientifiques des Livres Saints destructrices des doctrines essentielles de la religion révélée. Or sur ce point, M. Renan déclarait loyalement revendiquer toute la liberté du philologue. J'ai dû entretenir le Gouvernement de S.M. de cette grave difficulté. » La suspension demeurera maintenue. Elle l'est toujours en novembre 1862, le ministre écrivant à l'administrateur du Collège : « Je ne crois pas pouvoir encore lever la suspension du cours de M. Renan. La polémique que ce professeur vient d'engager ou de soutenir n'est guère propre à calmer les vives appréhensions manifestées au sujet de ses doctrines religieuses. Il est de son intérêt et du devoir du gouvernement d'attendre que le silence se fasse et que M. Renan puisse tranquillement occuper sa chaire[1]. »

La suite des événements sera rien moins que silencieuse. En effet, les choses ne vont pas en rester là. Un peu plus d'un an plus tard, le 24 juin 1863, le scandale qui éclate cette fois est encore plus énorme et fait littéralement trembler la société française tant l'événement marque le XIX^e^ siècle tout entier. La France catholique

désigne à nouveau d'un doigt vengeur Ernest Renan qui, avec la publication tant attendue et redoutée de *La Vie de Jésus*, porte selon elle un coup mauvais aux dogmes de l'Église en historicisant Jésus au détriment de sa dimension purement divine. Toujours aussi bouillant, le futur M^gr^ Freppel, l'un des plus ardents à défendre en cette période de la France contemporaine les convictions catholiques, dénonce cet « Ave Rabbi » qui tente de « réhabiliter Judas » avec « l'estampille de M. Michel Lévy »[2]. Les adversaires de Renan se saisissent d'une phrase de *La Vie de Jésus* où Jésus est présenté comme « un charmant rabbi » : dès lors, c'est inlassablement Renan lui-même qui va être impitoyablement raillé en tant que rabbi trahissant sa propre foi catholique, lui le séminariste renégat, le nouveau Judas ! J. Félix le salue à son tour, dans la revue officielle des jésuites, d'un « Ave Rabbi » moqueur en estimant que « M. Ernest Renan et M. Michel Lévy, l'auteur ci-avan abbé et l'éditeur israélite, ont fait une bonne affaire » en rejoignant le camp « anti-chrétien »[3]. De même, l'abbé H. Crelier déclare que « personne ne conteste que Renan ne soit un fort charmant rabbi et probablement le plus charmant des rabbis d'aujourd'hui » : il condamne du même coup d'autant plus facilement son ouvrage comme « une insulte à la France » dont l'auteur, inspiré par le seul Talmud, ne cache pas sa « haine » de la France catholique ; Renan est « l'ennemi » par excellence[4] mû par des motivations financières évidentes, à l'image même de ses amis les juifs[5] ; d'ailleurs le bruit court avec insistance qu'il aurait touché un million de Rothschild… Car la chose ne fait aucun doute, Renan danse avec « les journaux impies ou juifs pour orchestre » ; « il n'a de cesse » de vouloir accorder la doctrine chrétienne et le Talmud « pour nous prouver, à nous chrétiens, que nos dogmes ne nous viennent nullement de Jésus-Christ mais des élucubrations des rabbins ». Une seule solution s'impose de manière urgente : « l'envoyer à Charenton au lieu de l'envoyer à l'échafaud »[6]. L'émotion est si grande que certains en viennent même à brûler publiquement l'ouvrage de Renan ; cette violence latente est telle qu'un des bourgeois de *Pot-Bouille*, roman de Zola situé à cette époque, prononce froidement le jugement suivant : « Ce n'est pas le livre qu'il faudrait brûler, c'est l'auteur. » Dans les cafés, on entend aussi certains consommateurs souhaiter que l'auteur de *La Vie de Jésus* soit fessé publiquement aux quatre coins de Paris avec une branche de buis trempée dans l'eau bénite[7].

On ne saurait recenser tous les pamphlets et les écrits qui, à travers la France entière, en cette seule année 1863, témoignent de l'irritation et de la fureur des porte-parole, nationaux ou locaux, de l'Église[8]. A Marseille, en signe de protestation,

l'évêque fait sonner les cloches dans toutes les églises de son diocèse, suscitant tout à la fois l'ire et la dérision d'un franc-maçon local qui lui écrit : « Libre à vous de sonner, chaque vendredi, le glas funèbre contre le livre de M. Renan ; libre à vous de mettre en branle l'airain de vos paroisses contre les doctrines de vos contradicteurs ; le bruit de vos cloches est peut-être un merveilleux supplément de logique contre les idées qui osent briser le cadre de l'orthodoxie. Ce mode de réfutation a le mérite de l'originalité. On ne s'était pas avisé, jusqu'ici, de faire vibrer l'anathème comme un tocsin périodique[9]. » A Nîmes, Mgr Plantier, dans une *Instruction pastorale* à ses fidèles, tonne à son tour contre « le venin de Renan » et soutient que « les doctrines de Luther et de Calvin poussées à leurs dernières conclusions, ont avec les blasphèmes de M. Renan une parenté dont on peut rougir mais qu'on n'a pas le droit de nier ». L'ouvrage de Renan est, sans aucun doute, « une humiliation pour la France parce qu'il est une affliction pour l'Église ». Associant étroitement lui aussi la France à l'Église, Mgr Plantier en vient logiquement à dénoncer le manque « de patriotisme » de Renan. En appliquant à la vie de Jésus les méthodes historiques en vogue en Allemagne, en s'inspirant des travaux ayant vu le jour outre-Rhin, Renan s'attire constamment un reproche majeur : il se détourne du génie français pour épouser le point de vue de l'ennemi héréditaire. Avant le conflit de 1870 comme durant la période qui précède la Première Guerre mondiale, il s'agit là d'une flèche tellement acérée qu'elle touche durement notre professeur au Collège de France si brutalement évincé. Soulignons d'ailleurs que, ce faisant, les adversaires de Renan l'identifient à nouveau à ses amis juifs accusés si souvent de trahir la France au profit de l'Allemagne. Le temps de l'affaire Dreyfus n'est pas loin : on entendra alors à nouveau ce reproche adressé à Renan. Pour l'heure, le jésuite J. Félix écrit déjà : « On entendrait peut-être tout cela sans rire à Berlin ou à Tübingen, mais notre vieux génie gaulois » se révolte contre ces « profanations, perversions, trahisons[10] ». Pour l'abbé Crelier, « l'ennemi Renan » a « ramassé de l'autre côté du Rhin quelques bribes de Strauss et des vieux Tübinguiens, quelques misérables reliefs de viandes surannées et malsaines que l'estomac fatigué de l'Allemagne rejetait avec peine et dégoût et les rajeunissant, les déguisant à l'aide de quelques épices et d'une sauce à sa composition, il en a servi à la France un plat de sa composition »[11] !

Dans ces conditions, la conclusion s'impose d'elle-même : il est indispensable « d'écraser la tête du serpent » qui fait le jeu des juifs et des protestants en propageant leur « haine »[12]. Le Père Delaporte affirme pour sa part que l'étude de Renan s'inspire « exclusivement des archives du protestantisme contemporain » et

s'appuie sur le Talmud, « amas de rêveries souvent absurdes et immorales, trop fidèles images du judaïsme déchu et dégénéré ». L'auteur de *La Vie de Jésus* suit donc pas à pas « Satan, son maître »[13]. Les plus hautes autorités de l'Église française font connaître haut et fort leur profonde hostilité ; le célèbre et fort actif M^gr^ Dupanloup, par exemple, voit dans le livre de Renan un « blasphème contre l'eucharistie » et, du haut de sa chaire, lance un solennel *Avertissement* : « Demain, déclare-t-il, sous la voûte resplendissante de la cathédrale de Paris, trois mille hommes agenouillés répondront à ce blasphème et confondront le blasphémateur[14]. » L'ouvrage sacrilège de Renan suscite donc, à Paris comme en province, de véritables petites mobilisations réactives des fidèles catholiques qui répondent aux appels pressants des divers responsables de l'Église. Dans sa province natale, en Bretagne, on ressent par exemple avec effroi cette atteinte au catholicisme ; avant même, comme on le verra, de devenir un enjeu symbolique local essentiel, la condamnation est donc déjà souvent tout aussi vive : le poète breton Achille du Clésieux s'écrie : « Breton ? Non ! Juif issu du sang d'Iscariote ! » Et, de même, en avril 1864, dans la *Revue de Bretagne et de Vendée*, un autre poète lui crie avec énergie :

Ah ! sortez de votre poussière,
Apôtres, bardes et soldats !
Chateaubriand, Lamoricière,
Levez-vous et criez : « Arrière !
Tu n'es plus Breton, ô Judas ! »[15].

Avec une verve sans égale, l'intransigeant Louis Veuillot se lance à son tour dans la rédaction d'un long poème d'une quinzaine de pages destiné lui aussi à écraser l'infâme Renan :

… enfin arriva le moment.
On allait voir décidément,
Un rat prendre pied dans l'histoire !
C'était le soir, à la nuit noire.
Pour un office solennel,
Le prudent sacristain s'avance
Avait disposé le missel

Et les hauts cierges de l'autel.
Le rat, l'observant en silence,
Jusque dans ce suprême instant
Conservait un air pénitent.
Et murmurait des patenôtres.
Il aimait, entre les apôtres,
Judas, et lui ressemblait tant
Qu'avant d'avoir vu sa besogne,
Un juif l'aurait payé comptant […]
En un clin d'œil, d'un pied agile
L'insolent grimpe sur l'autel
Et là, s'attaquant au Missel,
Bellement ronge l'Évangile,
Non pas tout entier mais suivant
Un plan des rats de Teutonie,
A son estime très-savant,
En tout cas propre à son génie […]
Cet Évangile est un doux livre :
Il faut en garder quelque peu.
Tout simplement expulsons Dieu ;
C'est Dieu seul qui ne doit plus vivre […]
Telle fut la grande campagne
Du plus grand rat qu'ait vu Paris.
Il tira des juifs un bon prix,
Parut galant en Allemagne,
Et n'échappa point au mépris.
Il était fils de la souris
Qu'un jour enfanta la montagne[16].

Quelque trente années plus tard, aux premiers jours d'octobre 1892, la France entière retient à nouveau son souffle : Ernest Renan vient cette fois de décéder. En toute hâte, les plus hautes personnalités de l'État se précipitent pour honorer sa mémoire, chanter ses louanges et vanter, devant la nation attendrie, son dévouement à la République. Des funérailles officielles sont décidées et déjà on envisage pour plus tard le transfert au Panthéon. Pour l'heure, il s'agit d'abord de mettre sur pied

l'ordonnancement du cortège funéraire qui, avant d'atteindre le cimetière Montmartre, traversera les artères centrales de Paris devant le peuple rassemblé. La cour du Collège de France où il enseigna si longtemps est transformée en une vaste chambre mortuaire : on y dresse un sombre catafalque environné de mille flammes et hauts lampadaires en face duquel se tient la Garde républicaine. L'État est physiquement présent à travers ses plus hautes autorités : Loubet, Floquet, Rouvier, Freycinet, Bourgeois mais aussi d'innombrables députés et sénateurs, les représentants, fort nombreux, de la Cour des comptes, du Conseil d'État, de la Cour de cassation, les membres du Collège de France, de l'Institut, etc. A 10 heures, un sourd roulement de tambour. Léon Bourgeois, ministre de l'Instruction publique, prononce un vibrant hommage. Le cercueil est alors porté sur une bière énorme, recouverte de velours noir. Le cortège se forme d'un peloton de la Garde républicaine à cheval, puis viennent les troupes de ligne, les délégations, les présidents et les ministres tandis que ferment la marche les dragons et les batteries d'artillerie.

Après une longue traversée de Paris, on arrive en vue du cimetière ; reste encore à passer sous le pont Caulaincourt quand survient l'incident imprévu : le panache du milieu qui domine le dôme ne pouvant passer sous le pont, un croque-mort tente vainement de le dévisser. Celui-ci tenant bon, on est obligé de porter le cercueil jusqu'à la tombe. Là, attendent d'innombrables couronnes : celles du *Temps* comme du *Débat* ou encore du Dîner celtique prenant place non loin de celle qui a été envoyée par le Conseil du Grand Orient ou encore de celle qui a été déposée au nom de Calmann-Lévy, son éditeur. Dans la foule qui se presse, on remarque la présence d'Alexandre Dumas, de Ferdinand Brunetière, d'Émile Boutmy, Pasteur, Leconte de Lisle, Joseph Reinach, Calmann-Lévy, Camille Sée, etc.

Ce jour-là comme les jours suivants, la presse nationale de même que les journaux provinciaux consacrent presque tous leur une à l'événement. *L'Écho de Paris* estime qu'« un crêpe couvre aujourd'hui toute la France intellectuelle », *Les Débats* notent que « la mort vient d'enlever à notre pays un de ses plus grands hommes », tandis que *Gil Blas* considère qu'« une des lumières de la pensée humaine vient de s'éteindre ». *Le Temps* souligne lui aussi que « la plus belle intelligence de notre temps vient de s'éteindre », formule adoptée par d'innombrables journaux tels que *L'Union agricole*, de Chartres, qui observe que « la plus belle intelligence de notre temps vient de s'évanouir » ; de son côté, Anatole France souligne pour sa part, toujours dans *Le Temps*, que « cet homme était la droiture même ». Le concert

d'éloges n'est pourtant pas unanime. Loin des fastes déployés par la République, une tout autre rumeur monte de toutes parts, se fait de plus en plus insistante jusqu'à devenir presque omniprésente : ce Renan que la République vénère n'est-il en définitive, comme l'avance *La Croix*, qu'« un renégat, un écrivain profondément immoral, poussé par les sectes pour déverser contre l'Église et son Divin fondateur les calomnies les plus perfides » ? Dans le même sens, selon *Le Patriote de Rouen*, « n'a-t-il pas bien mérité de ceux qui veulent déchristianiser la France ? ». Cette opinion semble partagée par un grand nombre de commentateurs de l'époque. Pour *La Corporation*, « comme tous les renégats, il était marqué du signe de la bête — Voltaire, Hugo, Renan ont eu la foi comme leur maître Satan mais leurs efforts seront impuissants et la France restera chrétienne ». On le voit, à nouveau, contre Renan le républicain, le rationaliste, semble se lever une France chrétienne qui refuse de se reconnaître en lui. La haine dès lors se fait rapidement jour : pour mieux abattre le célèbre professeur du Collègue de France, on le considère simplement comme vendu aux juifs, aux protestants et aux francs-maçons.

Cette imagerie si souvent rencontrée, de la Révolution française à nos jours, est reprise sans hésitation en ce moment pourtant si solennel. Paul de Cassagnac écrit, dans *L'Autorité*, que « c'est sur la demande du juif Reinach et de quelques francs-maçons athées que le projet de loi de transférer Renan au Panthéon sera déposé. Il y aura là la suprême injure pour le monde catholique […] cela restitue à la République son aspect vrai, sa hideuse physionomie de sectaire, de juive et de libre penseuse […] aucun sentiment honorable ne peut être commun entre une telle République et les catholiques ». Dans le même sens, *L'Univers* considère qu'« on ne devrait faire appel qu'aux juifs et aux francs-maçons » pour financer les honneurs rendus à Renan. Complétons ce tableau par deux ultimes florilèges : *Le Patriote de Normandie* commence par souligner que « M. Reinach, un israélite, déposera à la Chambre une motion tendant à ce que Renan soit inhumé au Panthéon. Si ce n'est pas un défi jeté aux catholiques que cette glorification de l'historien qui a nié la divinité du Christ, nous nous demandons ce qu'elle signifie ? » ; de son côté enfin, *Le Gaulois* commente en ces termes la mort de Renan : c'est à « cette infiltration, cette culture de bacilles moraux dans des bouillons de culture qui en doublent le pouvoir que nous devons la décadence morale de ce pays, son avachissement, son enlisement dans des boues matérialistes. Si la race française doit s'éteindre, dans un siècle ou deux, on découvrira que Renan a été l'un des agents les plus actifs de sa décomposition ».

Si l'on remarque que même *Le Figaro* reconnaît qu'« il est certain que les

catholiques, ceux surtout de la génération de M. Renan, ont de fortes et justes raisons de le trouver détestable », faisant comme écho à tant de journaux de province comme l'*Indépendant*, de Vervins, *Le Nouvelliste*, de Lyon, qui voit en Renan un « renégat de la foi catholique, un tonsuré déserteur », *Le Courrier*, de Carcassonne, ou encore *Le Journal*, de Mâcon, on en vient presque à considérer comme compréhensible que *L'Avenir de Blois* puisse écrire que « le titre de gloire de M. Renan aux honneurs exceptionnels qu'on propose de lui donner, c'est d'avoir en pays catholique attaqué les croyances catholiques, d'avoir combattu la foi qui est celle de la majorité des Français ». Quelques mois après l'enterrement de Renan, un auteur antisémite convaincu donne, dans une importante revue catholique, une longue description saisissante de cette cérémonie, du « tapage, de tous ces frétillements de la libre-pensée destinés à vexer les catholiques ». Après s'être moqué de « la parade officielle », il examine le registre mortuaire et la liste des noms qui y figurent : à ses yeux, on y trouve « les noms d'une légion de juifs, celui de M. de Freycinet, celui d'Hyacinthe Loyson. Il devait en être ainsi. Ce défunt devait recevoir ces hommages : ceux des déicides du Calvaire, le huguenot premier ministre d'un gouvernement d'athées et de francs-maçons, le prêtre renégat de la chasteté et du Credo catholique avaient là leur place marquée : ils étaient chez eux. Ils n'ont qu'un même but, chasser Jésus-Christ de la France et pervertir les âmes chrétiennes ». Pointant un doigt vengeur contre la présence des couronnes du Grand Orient faites d'immortelles rouges et jaunes en forme de triangle, il condamne définitivement Renan, « ce Judas épicurien ne sachant que murmurer des *ave rabbi* à demi-voix »[17].

Nous sommes en octobre 1892, en ce moment particulièrement agité de l'histoire d'une République toujours à la recherche de sa légitimité, à la veille du moment même où les deux France vont s'entre-déchirer dans un féroce combat, l'État républicain vacillant presque devant la charge menée contre lui par l'Église catholique et ses alliés. La gloire de Renan fait donc figure d'un enjeu de poids. La République tente de s'abriter sous son nom alors qu'il ne s'est rallié qu'en rechignant et très tardivement à cette forme de régime politique ; les droites modérées ou extrêmes se prévalent au contraire de leur foi catholique inébranlable pour condamner le renégat Renan et ses alliés républicains, juifs, protestants et francs-maçons. Comme toujours, c'est Édouard Drumont, admiré par tant de prêtres des provinces, qui pousse le plus loin ce rejet partagé par tellement d'adversaires de la République. Dès *La France juive* (1886), Drumont attaque à plusieurs reprises la personne et l'œuvre de Renan : applaudissant aux démonstrations de Renan ayant

pour but de prouver que la race sémitique est une race inférieure, citant de manière élogieuse nombre de ses écrits extraits de l'*Histoire générale des langues sémitiques*, Drumont félicite Renan d'avoir dressé du juif un portrait auquel il adhère pleinement ; mais il ajoute aussitôt : « Tout ceci, il est vrai, est écrit avant les succès inouïs du sémitisme dans les dernières années. Rien n'est curieux à étudier comme la façon dont cet homme, si bien doué au point de vue artistique, si bas au point du vue de caractère, se met à plat ventre devant ces triomphants[18]. » Après sa disparition, Drumont revient encore à la charge dans *La Libre Parole* : « Le seul homme qui m'ait toujours inspiré une invincible répugnance, c'est Renan, échappé de séminaire, défroqué […] dès que les juifs furent maîtres de la France, Renan s'épuisa en adulation servile à leurs égards. Toutes les fois que la question sémitique revenait sur le tapis, on allait trouver le complaisant d'Israël et il déclarait que les antisémites étaient des scélérats[19]. » Les choses sont à nouveau claires : Renan est l'homme des juifs, celui qui les aide à construire cette République tant détestée, le traître au catholicisme qui s'est détourné des racines de son propre peuple. L'attaque menée par Drumont contre Ernest Renan s'intègre donc aisément à son plan systématique de dénigrement de « la République juive ».

A son exemple, tous les pourfendeurs de la République, les porte-parole des droites extrêmes de l'époque s'en prennent eux aussi sans relâche à Renan. Les tenants de l'antisémitisme le plus radical se livrent tous à de véhémentes attaques contre lui. Au lendemain de la mort de Renan, Henri Desportes et François Bournand, auteurs l'un et l'autre de pamphlets antisémites qui font date, publient un commun ouvrage intitulé *Ernest Renan. Sa vie et son œuvre*, dédié à « S.S. Léon XIII pour consoler son cœur de pasteur de la douleur à lui causée par les funérailles publiques faites à un apostat par le gouvernement de la France catholique ». Déjà, un peu auparavant, Henri Desportes s'était rendu illustre en publiant l'un des ouvrages les plus classiques de l'antisémitisme moderne, *Le Mystère du sang*, dans lequel il réactualise l'accusation de crime rituel portée à l'encontre des juifs à l'aide de force illustrations plus sanglantes les unes que les autres ; or cet ouvrage se trouve préfacé par Édouard Drumont, orfèvre en la matière, qui, dans ce court texte, écrit la phrase suivante : « Quand les Juifs sont un peu embarrassés par une affaire comme celle de Tisza Eszler, ils font décliner des certificats par Renan qui déclare que le crime rituel n'a jamais existé[20]. » Un peu plus tard, en 1890, Henri Desportes écrira *Tué par les Juifs*, autre brûlot préfacé par Drumont lui-même. De son côté, François Bournand publie, cette fois avec Raphael Viau, autre auteur antisémite fameux, *Les*

Femmes d'Israël (1898), puis un ouvrage devenu un grand classique de l'antisémitisme, *Les Juifs et nos contemporains* (1899), dédicacé à Drumont et à Jean Drault, ce dernier, fidèle héritier, diffusant jusqu'à Vichy la pensée de l'auteur de *La France juive*.

Pour l'heure, notons que ce pamphlet hostile à Renan est cette fois préfacé par Jacques de Biez, autre familier des écrits antisémites les plus virulents : « J'ai cessé, écrit-il, de venir au Dîner Celtique le jour où M. Renan accorda son autorité de savant officiel à cette contre-vérité historique qu'il y avait eu des Juifs gaulois. Il déclarait la guerre aux antisémites en donnant satisfaction aux Juifs de France. » Jacques de Biez se souvient d'ailleurs que, lorsqu'il parla à Renan de son maître Drumont, celui-ci adopta « une mine contrariée ». Il est donc évident, selon lui, que, « au début de l'année 1890, M. Renan prenait le parti des Juifs »[21]. Il est clair, comme le note Lionel Radiguet, un Breton qui écrit le 12 octobre dans le *Journal* de Rennes et dont les propos se trouvent rapportés par H. Desportes et F. Bournand, que Renan est « mort dans les bras du cléricalisme protestant qui a appelé à la rescousse le cléricalisme juif et la maçonnerie sectaire pour transformer ses funérailles en manifestation anticatholique[22] ».

La mort de Renan marque donc un moment hautement symbolique d'un nationalisme qui cherche du côté du catholicisme une justification à son refus obstiné de la République. Tous les ténors de l'antisémitisme, de l'antiprotestantisme et de l'antimaçonnisme participent à la campagne animée par les plus hautes autorités de l'Église elle-même. De Drumont à Jacques de Biez, de François Bournand à Henri Desportes et jusqu'à Jules Soury, l'extrême droite nationaliste ne cache pas sa haine envers un Renan considéré comme traître. De même que Jacques de Biez se voulait l'ami respectueux du premier Renan, celui qui n'était pas encore passé avec armes et bagages du côté des juifs et des protestants, de même Jules Soury, le théoricien du racisme biologique, ne cherche pas à masquer son dépit devant une telle évolution de la pensée de celui qui l'a tant influencé. Soury a été l'un des plus fidèles élèves de Renan dont il a suivi les cours dans son propre appartement de la rue Vaneau, avec qui il a eu « de longs entretiens ». Plus tard, en mai 1865, Renan lui adresse même une lettre : « Vous êtes, lui dit-il, dans la grande voie ; votre esprit sagace et profond vous montre le lien de toutes choses. » Soury s'indigne lorsque Renan doit quitter le Collège de France où lui succède Munk : « Comment, s'interroge-t-il, peut-on voir humilier un homme de race aryenne, un Breton fier et dédaigneux, par un Juif ? » La rencontre avec Drumont bouleverse néanmoins de fond en comble ses rapports avec

Renan : « Le sémite, observe-t-il désormais, a comme l'Aryen ses qualités et ses défauts. Renan en a été chez nous l'historien, j'entends le Renan d'avant la conquête juive. » « Drumont, ajoute-t-il, n'aime point Renan qui fut mon premier maître. A sa manière, Renan a été le prisonnier des Juifs. Lui, Breton, catholique, il n'hésita jamais à défendre les Juifs et les Protestants. » Quelques années après la mort de Renan, tout bascule : nul compromis n'est désormais envisageable car l'affaire Dreyfus fait figure, à ses yeux, de « réactif par la vertu duquel deux France se sont séparées, éloignées pour toujours, comme d'irréconciliables ennemies ». Perçu par le camp catholique nationaliste comme l'ami des juifs et des protestants, Renan devient désormais un sujet d'opprobre.

Il va le demeurer longtemps. Au tournant du siècle, Tréguier, la ville natale de Renan, se prépare à ériger une statue en son honneur avec l'appui des pouvoirs publics, le petit père Combes venant lui-même prononcer, le 12 septembre 1903, un grand discours d'inauguration, de même qu'Anatole France ou encore le protestant Francis de Pressensé, au nom de la Ligue des Droits de l'Homme. Le grand drame de l'affaire Dreyfus s'achève mais les passions sont loin d'être apaisées et la cérémonie va s'en ressentir. Elle prend place à vrai dire dans un contexte local fort tendu : en juillet 1891, lorsque la ville de Saint-Brieuc décidait déjà de donner le nom de Renan à une nouvelle rue, l'évêque protestait et décrivait « la profonde affliction de tous les cœurs chrétiens » ; un peu plus tard, quand le conseil municipal de Tréguier délibère et examine le projet d'érection d'une statue de Renan, les discussions sont vives, cinq conseillers municipaux votant contre une décision qui honore à leurs yeux l'auteur d'une « œuvre démoralisatrice, négative et stérile ». De même, Le Goff, curé de Tréguier, combat cette idée… cette « glorification du plus grand insulteur du Christ, du blasphémateur défroqué qui, comme Judas, s'est enrichi en trahissant son Dieu […] Je vous assure, s'écrie-t-il dans un message à ses fidèles, que, de mon vivant, jamais aucune procession n'y passera, que jamais le Saint-Sacrement ne sera porté sur une place où trône son insulteur[23] ». Cette menace se révèle pourtant vaine et ne suffit pas à détourner le conseil municipal de la réalisation de ce projet si controversé. Le Gal fulmine lui aussi et voit dans cette statue le symbole de « la fin de la France et du catholicisme » ; s'élevant contre les « jongleries d'hébraïsant » dont s'est rendu coupable Ernest Renan, il proteste vigoureusement contre la campagne que mènent les « Bleus » à Tréguier : « Quel outrage, s'écrie-t-il, au bon sens, à la démocratie honnête, à la foi chrétienne, à la Bretagne[24]. » D'autant que, comme l'attestent de nombreux observateurs locaux, on a souvent « ouï conter qu'en

voyant passer Renan dans leurs rues de Tréguier, les bonnes vieilles chrétiennes se hâtaient de faire le signe de la croix[25] »…

Le moment tant attendu approche pourtant. La cérémonie d'inauguration de la statue de Renan va enfin se dérouler. Tandis que les Bleus de Bretagne veillent au grain, on arrête une baronne sur qui l'on a trouvé un revolver tandis que des paysans armés de bâtons et encadrés par des prêtres tentent de marcher vers la tribune. Les Bleus accourent aux cris de « Hou ! Hou ! la calotte » : « Et bientôt ces chouans d'opéra-comique réintégraient précipitamment la cour du presbytère, protégés par l'intervention, très opportune, de la troupe de ligne contre la poussée de plus en plus inquiétante des *Bleus*[26]. » Les réjouissances populaires se tiennent alors sans plus d'incident : 3 000 personnes applaudissent la musique des équipages de la flotte, les artistes des Français et de l'Opéra, les bardes bretons… Des farandoles de la liberté sont exécutées joyeusement autour de la statue. Anatole France, toujours fidèle, dénonce encore, dans un long discours, le rôle de l'Église : « Vous avez vu, dit-il, ce matin encore les éternels ennemis de la science et de la raison obstinés à le noircir. Nous n'attaquerons pas l'Église ; nous ne voulons pas la juger aussi sévèrement qu'elle se juge elle-même quand elle se proclame immuable […] De ses vieilles habitudes, il lui reste la manie importune de fulminer sans cesse, mais songez que c'est un progrès moral et qu'elle faisait bien pis autrefois. » Et s'adressant enfin à Renan, il déclare : « Tu as obtenu l'immortalité à laquelle tu aspirais. Tout ce que tu as conçu de beau et de bien demeure et rien ne sera perdu. Lentement mais toujours l'humanité réalise les rêves des sages[27]. »

Émile Combes, Président du Conseil et anticlérical militant qui joue un rôle crucial justement en cette période de discussion des modalités de la séparation de l'Église et de l'État, lui qui a signé au début de l'année le décret interdisant l'usage du breton dans les Églises, se félicite ensuite, dans un autre discours, des succès républicains dans les Côtes-du-Nord et revendique l'étiquette de libre-penseur : « Comme libres-penseurs et à l'exemple de Renan, nous refusons, déclare-t-il, de nous courber sous un enseignement quelconque, de nous soumettre à un symbole […] ce n'est pas à la religion que nous nous attaquons, c'est à ses ministres qui veulent s'en faire un instrument de domination. » Et de dénoncer la résistance organisée contre la République : « C'est en Bretagne que les hostilités ont commencé. Nobles et prêtres y ont travaillé de concert. » Émile Combes s'en prend à la « réaction nationaliste » et termine par un vibrant : « Républicains bretons, je bois à la Bretagne, à la patrie de Renan[28]. » Pour finir, tandis que le député du Morbihan, Paul

Guieyess, condamne, au nom des Bleus de Bretagne, « l'outrage que des fanatiques grossiers ont déversé sur notre compatriote Renan », le maire de Tréguier peut alors légitimement se réjouir : « Notre vieille province, déclare-t-il, n'est pas abandonnée au fanatisme et à l'ignorance[29]. »

Le contexte historique dans lequel prend place cette cérémonie à la gloire de Renan est dramatique : si officiellement, depuis 1892, les catholiques se sont « ralliés » à la République, dans les faits, il faudra encore, au niveau national, plusieurs dizaines d'années pour que cette intégration soit réellement menée à bien. Or, en Bretagne, les choses sont encore plus lentes et plus complexes : aux élections de 1902, cette région ne suit pas le mouvement général du pays et donne 33 députés à la droite contre 10 à la gauche. Ce bastion de l'Église suscite, en réaction, l'émergence d'un mouvement anticlérical très puissant, l'association des « Bleus de Bretagne », si active durant la préparation et l'inauguration de la statue de Renan, voyant le jour en 1899[30]. L'affrontement entre la Bretagne catholique et la Bretagne républicaine et anticléricale prend un tour particulièrement dramatique à Tréguier que saint Yves transforma au XIII^e^ siècle en capitale religieuse, l'implantation de la statue de Renan apparaissant au contraire maintenant comme le symbole du triomphe de la pensée laïque. La tension locale est encore plus vive du fait qu'à ce conflit de valeurs vient s'ajouter l'ancienne opposition entre le jacobinisme et la défense des traditions et des cultures locales : créée à Paris, l'association des Bleus entend prolonger le souvenir des soldats de la Révolution par opposition aux blancs contre-révolutionnaires[31]. Luttes religieuses et luttes politiques se mêlent ainsi inextricablement dans un contexte très spécifique d'autant plus que la venue des grandes figures de l'anticléricalisme, tel Émile Combes qui mène une dure lutte contre les congrégations, suscite l'effroi chez les catholiques locaux qui, le jour de l'inauguration de la statue, impuissants, se rassemblent dans la cathédrale de Tréguier au son du *Requiem*. La République a donc la partie facile qui pousse en avant le nom de Renan et utilise sa gloire pour mieux vaincre ses adversaires catholiques et hostiles au jacobinisme.

Comme on le constate, la guerre des deux France n'a donc pas cessé et Renan reste un enjeu symbolique décisif qui suscite mobilisation et contre-mobilisation. Les tenants les plus combatifs de la République continuent à invoquer son autorité dans leur combat contre les mouvements nationalistes et une partie de l'Église catholique. Inversement, nombre d'écrits bretons persistent à voir en lui, reprenant une formule largement utilisée au moment de la sortie de *La Vie de Jésus*, « le plus joli des

rabbins », « un judaïsant qui devenait plus juif que le juif lui-même dans ce marché où il vendait la divinité de son Maître » ; et de souhaiter que sur sa statue figure la seule mention : « A Renan l'apostat »[32]. De même, un auteur qui signe Le Bretor dénonce cette « fête païenne de la libre-pensée franc-maçonne » : à ses yeux, « par-dessus la tête d'Ernest Renan, libres-penseurs, néo-Bleus de Bretagne, francs-maçons, tous meneurs de la campagne présente entendent viser, atteindre et frapper en plein visage Notre-Seigneur Jésus-Christ et sa fidèle Bretagne ». Comment s'interroge-t-il, « le chef de gouvernement de la France catholique peut-il venir consacrer par sa présence officielle la gloire du crime insigne de Renan l'apostat, blessant au plus intime de leurs convictions ardentes la Bretagne et la France catholique pour satisfaire à la haine stupide d'une poignée de bleus et obéir aux ordres sataniques des francs-maçons et des huguenots ? »[33]. Telle une inlassable litanie, c'est donc toujours la même accusation qui resurgit à l'encontre de Renan : il a vendu la France catholique aux juifs, aux protestants et aux francs-maçons, ce dernier reproche prenant, dans le contexte local, une dimension encore plus aiguë quand on se souvient que Gustave de Kerguézec, conseiller municipal de Tréguier, conseiller général, dont la carrière politique sera longue et qui joue un rôle crucial dans le camp des partisans de la statue de Renan, prend la parole en sa faveur lors de l'inauguration aux côtés des tribuns de la République venus de Paris, ne cachant pas son appartenance à la franc-maçonnerie ! Dans cette période où les guerres franco-françaises se déchaînent, c'en est fait de la « plus grande intelligence de la France » : elle ne peut qu'être rejetée dans le camp de la République à la légitimité toujours incertaine. Contre lui, depuis sa mort jusqu'à l'érection de sa statue à Tréguier, avec une solide consistance, les nationalistes extrémistes font chorus avec les plus hautes autorités de l'Église ou encore de nombreux curés de paroisses pour en appeler aux mânes de la France éternelle ou encore aux traditions de la Bretagne celtique.

En 1923 encore, la mémoire ne s'est pas estompée et les mêmes intransigeances restent tout aussi vives. A cette date, on se prépare cette fois à célébrer le centenaire de la naissance de Renan. Selon les termes mêmes de la lettre adressée par le ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts à l'administrateur du Collège de France, cette cérémonie « aura pour objet de mettre en pleine lumière son œuvre si variée, sa science bien française, sa pensée délicate et pénétrante, son art incomparable. Ce sera une fête de l'intelligence ». La commission du Collège de France chargée de préparer l'événement entend donner une grande solennité à cette commémoration devant prendre place, le 28 février 1923, dans le grand amphithéâtre

de la Sorbonne, en présence des représentants des pays étrangers et, comme à l'accoutumée depuis son décès, de Maurice Barrès, d'Anatole France, de Daniel Berthelot, etc.[34]. La République parlementaire, tous corps constitués, avec ses chantres officiels mais aussi en présence de son vieil ennemi, Maurice Barrès, s'apprête par conséquent à justifier son autorité en ayant recours une nouvelle fois à « l'intelligence » de Renan. De son côté, le camp catholique n'a toujours pas pardonné ; en 1923, la blessure est encore vive qui témoigne de la virulence de l'affrontement mené depuis le XIX^e^ siècle entre le côté rationaliste et positiviste de la société française qui se tourne presque spontanément vers la République et le côté catholique qui en rejette longtemps, presque unanimement, les normes.

A nouveau, c'est le pape lui-même qui brandit la menace contre les ouvrages « impies et blasphématoires » de Renan : dans une lettre du 20 mars 1923, c'est cette fois le pape Pie XI qui écrit : « Nous croyons de notre devoir en cette circonstance de susciter des actes de réparation pour l'offense à la Personne adorable de notre Sauveur », et qui ordonne « une cérémonie de réparation pour le dimanche des Rameaux où l'Église commémore l'entrée à Jérusalem du Christ, vrai Dieu et vrai Homme, Notre Roi et Sauveur ». En réponse, le cardinal Pompili demande « aux prédicateurs de carême d'exciter chez leurs auditeurs des sentiments d'adoration et d'expiation […] les fidèles romains accoureront nombreux, nous en sommes certains, à cette cérémonie de réparation »[35]. L'Église de France, presque vingt ans après la séparation de l'Église et de l'État, ne va pas demeurer en reste. Pour le cardinal Dubois, archevêque de Paris, « le nom de Renan sonne fort douloureusement aux oreilles des catholiques. La perfection du style ne saurait atténuer le venin de la pensée flottante et dissolue […] Notre patriotisme souffre de voir exalter un homme dont la pensée et le cœur habitaient si volontiers au-delà du Rhin ». Longtemps après que se sont éteints les échos de la guerre de 1870, quelques années après la fin de l'affrontement meurtrier de 1914-1918, le monde catholique persiste à associer la France à l'Église papale, toute remise en question des fondements de l'identité catholique à laquelle s'identifie la France ne pouvant que se faire au profit de l'ennemi héréditaire d'outre-Rhin. On ne peut imaginer plus dure condamnation de la pensée de Renan, au lendemain des terribles pertes qu'a encourues la population française au cours de la Première Guerre mondiale. Encore une fois, patriotisme (au sens très probablement qu'a pris le nationalisme de l'époque) et catholicisme se trouvent étroitement unis l'un à l'autre.

Tandis qu'Alexandre Millerand, président de la République, célèbre la

recherche du vrai qu'a toujours poursuivi Renan, qu'au cours de la même cérémonie Gaston Doumergue, le président du Sénat, puis Léon Bérard, ministre de l'Instruction, magnifient eux aussi tour à tour son œuvre, ce dernier considérant Renan comme un « Montaigne breton », que son admirateur nationaliste de toujours Maurice Barrès estime encore, à contre-courant, qu'« il avait éveillé la curiosité des choses religieuses dans une génération ignorante qui poussait l'incrédulité jusqu'à l'indifférence absolue […] s'il soulevait la colère du monde catholique, eh bien, à nous, il faisait aimer le catholicisme », que *Le Temps* se félicite de cette « leçon d'union sacrée », d'autres récusent cette interprétation trop lénifiante et consensuelle de la pensée de Renan. La Ligue de l'enseignement laïque, en compagnie de la Ligue des Droits de l'Homme, du Grand Orient de France et des Bleus de Bretagne appelle à une fête laïque au Trocadéro qui s'honore de la présence d'Anatole France, d'Aulard, de Ferdinand Buisson, du maire de Tréguieret qui est animée par des défilés de Bretonnes, les chants des joueurs de biniou, les chants populaires de la Basse-Bretagne comme autant de répliques, selon *Le Peuple*, à la « scandaleuse cérémonie officielle de la Sorbonne durant laquelle MM. Bérard et Barrès ont cru devoir parler de Renan comme de véritables jésuites n'auraient sans doute pas eu l'audace de le faire ».

En 1923, les deux France poursuivent encore leur affrontement à travers la personnalité de Renan. Tandis que Victor Margueritte, dans *Le Peuple*, estime qu'on se trouve toujours en présence de « deux France, l'une, celle du passé que les conservateurs voudraient immobiliser dans les lisières de la monarchie et de l'empire, rigides bandelettes de momies, l'autre, la France de l'avenir, fille de la Révolution », qu'il est donc indispensable d'entendre maintenant, pour célébrer Renan, la « claire parole d'Anatole France, véritable représentant de notre Peuple », *La Croix* proteste au contraire toujours aussi vigoureusement contre l'anticléricalisme et l'action des francs-maçons dont témoigne, selon elle, cette cérémonie en faveur de Renan. Dans le même sens, Charles Maurras s'interroge : « Oui ou non, se demande-t-il dans *L'Action française*, la garde, les musiques seront-elles employées à démontrer que la haine des catholiques est encore l'élément le plus fort du régime » tandis que, toujours dans ce même journal, quelques jours plus tard, l'autre croisé impénitent du catholicisme musclé et de l'antisémitisme viscéral, Léon Daudet, déclare doctement que « Renan est et demeure le père de cette affaire barbare qu'on a appelée d'un terme barbare, le modernisme, et qui ne s'attaque pas seulement à la religion mais à toute la stabilité mentale et morale de la

société française ». Les *Cahiers catholiques* de même *qu'Études* qui appartiennent à la même mouvance tonnent eux aussi contre l'abandon du royaume de Dieu dont témoigne toujours l'œuvre de Renan[36].

Mais, en définitive, quel est donc le crime si abominable commis par Renan qui lui vaut, jusque dans l'entre-deux-guerres, un tel opprobre ? Pour quelle raison le monde catholique, presque dans son ensemble, le rejette-t-il du côté de Satan, c'est-à-dire, de manière explicite ou, tout du moins, implicite, du côté des juifs, des protestants, des francs-maçons et de l'anti-France en général ? Le mystère s'épaissit davantage encore quand on considère que Renan a pourtant été rangé par beaucoup de commentateurs dans le camp des droites extrêmes dont il aurait été l'un des idéologues favoris. Comment peut-on tout à la fois être l'homme des juifs, des protestants et des francs-maçons tout en servant de guide aux droites nationalistes jusqu'à rapprocher son nom de celui de son ennemi intime, Édouard Drumont[37] ? Comment expliquer que des racistes aussi convaincus que Jules Soury ou Jacques de Biez aient pu longtemps le considérer comme leur maître avant de s'éloigner de lui ? Comment peut-on voir en lui, ce nouveau Judas vendu aux juifs, quelqu'un qui, sans être un antisémite convaincu, « a néanmoins joué un rôle essentiel dans la création d'un racisme antisémite[38] » ? Peut-on vraiment imaginer que « le portrait des Sémites fait par Hitler doit beaucoup à Renan[39] » quand on sait à quel point ce dernier ne cessait de proclamer sa solidarité envers les juifs en intervenant de nombreuses fois en leur faveur ? Comment enfin peut-on comprendre que *La Réforme intellectuelle et morale* ait pu devenir, plus tard, sous Vichy, « la Bible des pétainistes[40] », alors même que le camp conservateur catholique maintenant omnipotent n'a cessé de considérer son auteur comme son adversaire de toujours, lui qui refuse définitivement de professer « un christocentrisme[41] » ? De même enfin, quelles peuvent être les raisons pour lesquelles, lors du cinquantenaire de la mort de Renan célébré en octobre 1942, on en vienne à écrire « qu'on ne trouverait plus personne aujourd'hui pour reprendre à son compte les anathèmes et les injures d'un Drumont » à son égard, au moment même où la postérité de Drumont l'a enfin emporté[42] ?

Il y a donc un mystère Renan dont la clé est relativement simple : « La philosophie de Renan est assez élastique pour qu'on puisse la tirer dans les sens les plus contradictoires. Libres-penseurs et esprits religieux, républicains et aristocrates y trouvent également leur compte. Dans le cortège des disciples, France est le voisin de Barrès[43]. » C'est que son œuvre est multiple et que chacun peut y trouver tour à tour des arguments en faveur de ses propres thèses. En dehors du Renan que célèbre

à grands fastes la République se lève un conservateur partisan de l'ordre qui ne prend guère de gants pour dire tout le mal qu'il pense de la démocratie et se gausser du personnel politique républicain, à la grande joie des adversaires nationalistes de *Marianne* qui, jusqu'à Vichy, lui en sont reconnaissants. Par ailleurs, on discerne aussi aisément un Renan aux conceptions par trop fluctuantes dès lors qu'il utilise la notion de race : en dehors de l'auteur de *La Vie de Jésus* qui épouvante la France catholique et intransigeante, on perçoit en effet sans grande difficulté l'existence d'un Renan en lequel, on l'a déjà noté, peut longtemps se reconnaître… un Jules Soury, l'inventeur d'extrême droite, en France, d'un racisme biologique aux relents préfascistes indéniables qui conte, on s'en souvient, par le menu sa longue intimité intellectuelle et affective avec son maître Renan !

Il nous faut donc revenir brièvement sur la question des races dans l'œuvre de Renan[44], c'est là que se trouve peut-être un des nœuds de la question. Par l'imprécision de son emploi, la notion de race permet là encore aux courants les plus réactionnaires d'attirer à eux l'œuvre de Renan, en la combinant dès lors, pour leur plus grande satisfaction, à ses conceptions élitistes peu favorables à la démocratie. Or, d'emblée, la question de la race dans la pensée de Renan renvoie directement, dans son vocabulaire même, aux rapports entre races aryenne et sémite, c'est-à-dire, à nouveau, surtout, à l'histoire juive et aux appréciations que Renan, avant même *La Vie de Jésus* et tout au long de sa vie qui prend fin deux ans avant que n'éclate l'affaire Dreyfus, porte sur la question juive dans l'histoire. On ne saurait ici traiter de manière systématique cette question particulièrement complexe qui impliquerait, par exemple, que soient examinées aussi les relations qui se sont nouées entre Renan et Arthur de Gobineau, l'auteur de l'*Essai sur l'inégalité des races*, dont les deux premiers volumes paraissent en 1853, les deux derniers en 1855, l'année même où Renan fait paraître son *Histoire générale et Système comparé des langues sémitiques*. Notons seulement que si l'un et l'autre sont alors convaincus par la nécessité d'utiliser les races comme éléments explicatifs de l'histoire comparée des civilisations, Renan récuse le plus souvent toute interprétation biologique et fataliste, sa pensée évoluant de plus considérablement sur ce point crucial : optimiste autant que Gobineau peut être pessimiste et déterministe, il finira par voir dans la race un ensemble purement culturel dénué de tout caractère anthropologique[45]. Ce point est essentiel car il rend compréhensibles les variations sur Renan, l'attirance envers lui qu'a un moment ressentie l'extrême droite nationaliste, son dépit ensuite et pour finir son violent rejet de celui qui s'engage dans le combat contre l'antisémitisme et

publie *Qu'est-ce qu'une nation ?*, ce texte par beaucoup d'aspects tellement éloigné des perspectives biologiques et racistes auxquelles adhèrent à présent nombre de penseurs des droites nationalistes, c'est-à-dire dorénavant tournées uniquement vers l'extrême droite.

Quelle idée Renan se fait-il donc des juifs, lui qui, du début de sa vie et jusqu'à son terme, s'est montré véritablement obsédé par l'histoire du judaïsme à laquelle il a consacré tant d'ouvrages et d'articles ? Très brièvement, soulignons que, dans un premier temps, les juifs, pour Renan, font partie, avec les Aryens, des classes supérieures. Comme de nombreux penseurs de son époque, Renan accepte sans discuter l'idée d'inégalité des races comme un fait scientifique. A ses yeux, la race inférieure est formée surtout des Noirs et des Indiens d'Amérique : dans *L'Avenir de la science*, il estime que ces « races sont non perfectibles » et par conséquent « vouées à l'immobilité ». Au-dessus, on trouve la race jaune qui n'est guère non plus perfectible et paraît vouée à demeurer « barbare ». Au sommet, la race supérieure est constituée des Sémites et des Aryens : « Ces deux races nous apparaissent partout avec un certain degré de culture », remarque Renan. Comme il l'écrit simplement dans *L'Avenir de la science*, « l'inégalité des races est constatée » ; à ses yeux, par conséquent, et il le répète dans les *Dialogues philosophiques*, « les hommes ne sont pas égaux, les races ne sont pas égales. Le nègre est fait pour servir aux grandes choses voulues et conçues par le blanc ».

La race supérieure comprend pourtant elle-même une claire gradation, les Aryens étant en réalité presque en tous points supérieurs aux Sémites : « Je suis donc le premier, écrit-il dans une phrase devenue célèbre, à reconnaître que la race sémitique, comparée à la race indo-européenne, représente réellement une combinaison inférieure de la nature humaine[46]. » Dans le même sens, Renan souligne que « la race sémitique se reconnaît presque uniquement à des caractères négatifs : elle n'a ni mythologie, ni science, ni philosophie, ni fiction, ni arts plastiques, ni vie civile[47] ». Il peut enfin conclure qu'une fois qu'elle a transmis la Bible aux peuples européens « la race sémitique déchoit rapidement et laisse la race aryenne marcher seule à la tête des destinées du genre humain[48] ». Notons d'ailleurs que Renan avance de telles conclusions dès sa leçon inaugurale au Collège de France qui provoque pourtant tant de scandale et mène, on le sait, à sa révocation immédiate, l'Église courroucée ayant eu rapidement gain de cause. C'est dire, et ce point est essentiel, que, au moment même où Renan provoque la colère de l'Église catholique et suscite contre lui la violente campagne qui a été évoquée plus haut, il n'en avance

pas moins des thèses très critiques à l'égard du judaïsme. Si l'Église comme les autorités publiques ne veulent pas alors entendre qualifier Jésus d'« homme admirable », elles sous-estiment peut-être l'hymne au catholicisme auquel se livre Ernest Renan dans cette leçon si fameuse : pour lui, « nous ne devons aux Sémites ni notre vie politique, ni notre art, ni notre poésie, ni notre philosophie, ni notre science. Que leur devons-nous ? Nous leur devons la religion ». Cette dette si limitée soit-elle s'efface pourtant presque tout de suite : « Fondé sur le dogme clair et simple de l'unité divine […] le judaïsme avait une incontestable supériorité » ; pourtant, « à côté de ses grandes et incomparables parties, le judaïsme contenait le principe d'un formalisme étroit, d'un fanatisme exclusif et dédaigneux de l'étranger : c'était l'esprit pharisien qui est devenu plus tard talmudique […] en adoptant la religion sémitique, nous l'avons profondément modifiée. Le christianisme est en réalité notre œuvre […] La victoire du christianisme ne fut assurée que quand il brisa complètement son enveloppe juive […] cette profondeur de sentimentalité […] étaient justement l'opposé du génie sémitique, essentiellement sec et dur »[49]. Dès lors, la race aryenne et chrétienne se trouve seule à occuper le sommet de la hiérarchie inévitable des races : « Quant à l'avenir, déclare Renan toujours dans cette même leçon mémorable, j'y vois de plus en plus le triomphe du génie indo-européen […] L'avenir est donc à l'Europe et à l'Europe seule. L'Europe conquerra le monde et y répandra sa religion […] notre religion deviendra de moins en moins juive […] elle deviendra la religion du cœur, l'intime poésie de chacun. En morale, nous poursuivrons des délicatesses inconnues aux âpres natures de la Vieille Alliance : nous deviendrons de plus en plus chrétiens […] voilà, suivant moi, l'avenir, si l'avenir est au progrès[50]. » Comme il le soutient à de multiples reprises, plus tard, « la race aryenne sera devenue, après des milliers d'années d'efforts, maîtresse de la planète qu'elle habite[51] ».

On comprend par conséquent que quel que soit le caractère iconoclaste des thèses de Renan concernant *La Vie de Jésus*, des considérations de ce type aient pu enthousiasmer les tenants les plus résolus des droites extrêmes qui s'apprêtent, comme Jules Soury, en s'éloignant parfois eux-mêmes du catholicisme, à chanter les louanges de la race aryenne. A la différence pourtant de Gobineau et de tous ceux qui s'inspireront de son œuvre, Renan évite presque toujours d'appréhender la race en termes de force, de sang ou encore de formes de crânes. Dans ce sens, le moment Renan marque la naissance d'un autre type de déterminisme, celui de la culture identifiée au langage : pour Renan, encore vers la fin de sa vie, « la langue étant pour

une race la forme même de la pensée, l'usage d'une même langue, continué durant des siècles devient, pour la famille qui s'y enferme, un moule, un corset, en quelque sorte[52] ». Ainsi que l'observe justement Tzvetan Todorov, la « race linguistique » est le tourniquet qui lui permet de faire communiquer la « race » et la « langue » ; pour lui, Renan tout comme Le Bon « transposent simplement les préjugés communément attachés à la race sur le plan de la culture[53] ». Comme, pour Renan, « les religions valent ce que valent les races qui les professent », les Aryens-Européens qui se sont tournés vers le christianisme et, en particulier, ceux qui parlent… le français indiquent au reste du monde la voie du progrès.

Revenons à ce terme de « préjugé » qui se fait si souvent jour ici, d'un chapitre à l'autre. Les préjugés de Renan sont patents ; prêtre défroqué et considéré comme un traître et un renégat vendu aux juifs et aux protestants, il entend démontrer par d'autres moyens que ceux de l'Église la supériorité d'un christianisme devenu compatible avec la science, religion des Aryens, blancs et européens, seuls capables en définitive de marcher vers le progrès en s'éloignant des superstitions. Langue, religion et race viennent à se confondre. Lui, l'ami des juifs qui prend souvent leur défense et lutte contre l'antisémitisme, estime ainsi qu'« il n'y a réellement qu'un seul critérium pour reconnaître les Sémites, c'est le langage ». En cette époque où s'épanouit déjà un antisémitisme racial, où l'animalité des juifs est en permanence affichée à travers la forme de leur nez, celle de leur crâne, de leurs oreilles ou de leur corps tout entier, où leurs caricatures comme autant de bêtes répugnantes envahissent la grande presse nationale comme tant de feuilles locales, où le mythe de la pureté du sang devient sans cesse davantage prépondérant, de Drumont à Soury et bientôt Vacher de Lapouge puis, dans cette même lignée, tant de prétendus spécialistes de la morphologie juive jusqu'à George Montandon qui enseigne plus tard la science des crânes et contribue, en octobre 1941, à l'organisation de l'exposition de Berlitz où l'on cherche à apprendre à tout un chacun « comment reconnaître un juif ? », Renan souligne au contraire, dès *Qu'est-ce qu'une nation ?*, que « le mot race est pris par les historiens philologues et par les anthropologues physiologistes dans deux sens tout à fait différents […] Les mots de brachycéphales, de dolichocéphales n'ont pas de place en histoire ni en philologie ». De même, en 1878, dans une conférence « sur les services rendus par la philologie aux sciences historiques », il souligne : « Il y a des races linguistiques, pardonnez-moi cette expression, mais elles n'ont rien à faire avec les races anthropologiques. » Pour lui, par conséquent, « les races sont des moules d'éducation morale plus qu'une affaire

de sang ».

Certes, il lui arrive, tout à fait exceptionnellement, comme par inadvertance, de tenir compte « du fait primordial du sang » ; certes encore, dans ses rêveries sur l'âme celtique à laquelle tout au long de sa vie il demeure tant attaché, il ne dédaigne pas là encore d'écrire : « Si l'excellence des races devait être appréciée par la pureté de leur sang et l'inviolabilité de leur caractère, aucune, il faut l'avouer, ne pourrait le disputer en noblesse aux restes encore subsistants de la race celtique […] chez aucune race, le lien du sang n'a été plus fort […] C'est une opinion répandue en Bretagne que le sang parle[54]. » Toute sa pensée tournée vers la raison et la science demeure néanmoins fondamentalement étrangère au racisme biologique qui bientôt va s'épanouir ici ou là au sein de l'idéologie politique française. Ce point est crucial : Renan ne prête normalement aucune attention au racisme biologique et anthropologique, refusant donc de voir, par exemple, dans les juifs une race aux gènes ou au sang irrémédiablement inférieurs. Mieux encore, les juifs font partie, à ses yeux, des races supérieures, aux côtés mais juste en dessous des Aryens. Le racisme de Renan à l'égard des Noirs ou encore des peuples d'Asie est pourtant entier et s'exprime souvent en termes physiologiques : il envisage même comme une évidence leur disparition, les races barbares devant laisser la place aux races supérieures tournées vers le progrès. L'ethnocide ne l'effraie donc pas. A l'égard des juifs, peuple qui donne naissance à Jésus et au christianisme, sa position est tout autre et se démarque radicalement de celle des droites extrêmes qui délibérément les placent, quant à eux, au cœur des guerres franco-françaises, transformant leur devenir en un enjeu crucial de la société française. S'il souligne que les Aryens-chrétiens s'émancipent des juifs et marchent ensuite seuls vers le progrès, il refuse de tout son être de se joindre aux ennemis des juifs qui, par exemple sous l'impulsion décisive d'un Édouard Drumont, entament contre eux, presque toujours au nom de la France catholique, une lutte acharnée qui culmine, après la mort de Renan, durant l'affaire Dreyfus.

Soumis à plusieurs reprises aux campagnes virulentes présentées plus haut, accusé à longueur d'années d'être l'ami des protestants, des francs-maçons et des juifs, son interprétation finalement assez négative et critique du destin juif, tant du point de vue théologique que philologique, conforte pourtant, au bout du compte et de manière paradoxale, les thèses de ses ennemis. Ses préjugés ethnocentristes le conduisent aussi à un racisme des différences culturelles privilégiant l'homme blanc, chrétien et européen, à une sorte de racisme différentialiste qui s'épanouira plus tard,

ne cessant de faire encore des ravages, par exemple dans la France contemporaine[55] ; pour l'heure, il renforce déjà de manière probablement non délibérée[56] les préjugés antisémites de l'époque, justifiant du même coup l'antisémitisme des droites extrêmes qui, à son corps défendant, se reconnaîtront souvent en lui. Ses thèses philologiques favorables aux langues des races aryennes ne l'ont pourtant pas détourné d'une constante fidélité à l'égard de ses contemporains juifs. Il proteste par exemple contre l'accusation de crime rituel lors de l'affaire de Tisza-Eslar dont s'emparent aussi bien Drumont que Soury ; il participe également, en compagnie de Victor Hugo, à des comités en faveur des juifs russes ; un Isaïe Levaillant, juif d'Éta s'il en est, lui sert, au début de sa carrière, de collaborateur personnel[57] ; et, lors de sa conférence du 27 janvier 1883 au cercle Saint-Simon, Renan se montre à nouveau un contempteur acharné de tout antisémitisme ; sans aucun doute aurait-il rejoint plus tard le camp dreyfusard s'il était demeuré vivant[58].

Longtemps poursuivi par la haine que lui voue l'Église catholique, Renan, l'Européen ethnocentriste, ne cache pourtant jamais son entière condamnation de tout racisme biologique ; cette prise de position, affichée sans relâche, ne manque pas de courage et de lucidité, dans une France traversée par de durs affrontements au sein desquels les juifs jouent souvent un crucial rôle symbolique : il demeure de ce fait, en dépit des ambiguïtés d'un racisme culturaliste justifiant toutes les colonisations, assez banal à son époque, dans le camp d'une République dont il accueillait la naissance avec tant de réserves. Seule sa vision élitiste et favorable à l'ordre pourra être récupérée, plus tard, par Vichy, régime politique qui n'a que faire de son philosémitisme de fait et adhère désormais avec empressement davantage aux thèses favorables au racisme biologique. Tant il est vrai que cet amoureux d'une science qui ne saurait, selon lui, être mise en œuvre que par le seul progrès occidental demeure fondamentalement étranger au culte du sang ou à la recherche du faciès qui prévalent dorénavant. Dans ce sens, en dépit de toutes les ambiguïtés, le Vichy de Gobineau ou de Vacher de Lapouge, au racisme anthropologique, diffère du tout au tout du Vichy de Renan, soucieux seulement de rétablir l'autorité d'une élite de savants ou de gestionnaires de l'État. Le drame, pour le devenir symbolique de Renan, c'est qu'en cette époque où nulle digue ne vient retenir les flots de haine bien malin est celui qui peut, dans les faits, maintenir une si fondamentale distinction.

5

André Siegfried
La géographie des races

Le 7 décembre 1941, à la une du journal *Le Temps*, André Siegfried publie un nouvel article intitulé « Le problème de l'assimilation des immigrants ». A ses yeux, aux États-Unis,

> une expérience maintenant presque séculaire enseigne qu'il faut au moins trois générations pour assimiler complètement l'immigrant. La première génération, sauf si la provenance est d'un pays très voisin par la langue ou la race, reste généralement étrangère […] La seconde, au contraire, s'habitue au pays nouveau sans la moindre peine […] on est devenu américain mais on est encore italo-américain, germano-américain […] A la troisième génération, le nom même a parfois changé pour s'américaniser […] Ce que l'immigrant assimile indéniablement, c'est le costume, la langue, l'allure, les mœurs ambiantes. Mais, ayant perdu sa tradition morale ancestrale, ressemblant à une tige coupée, a-t-il vraiment acquis ce qui fait la force d'un peuple, à savoir sa foi, sa hiérarchie, ses valeurs ?
>
> L'extérieur est américain ; que reste-t-il du passé par-dessous ? A la vérité, on peut se demander si ce citoyen d'adoption n'est pas un peu comme les palimpsestes, ces manuscrits où, en les grattant, on trouve la trace d'un texte plus ancien qui subsiste. S'il en est ainsi, l'immigration injecte un élément non seulement physique mais moral, au fond réfractaire, et de ce fait, le peuple qui le reçoit s'en trouve intérieurement modifié. L'expérience française n'est pas si ancienne. Elle confirme cependant celle des États-Unis. La leçon à tirer de ces observations, c'est que l'immigration n'est pas chose qu'un pays doive considérer à la légère car il en reste toujours une influence, parfois impondérable, qu'on ne contrôle pas, qui risque de faire subrepticement d'un peuple autre chose que ce qu'il croit et veut être. Une politique de défense, sinon de prudence, est donc entièrement justifiée et

même s'impose.
En France, les Latins s'adaptent avec plus d'aisance tandis que les Slaves et surtout les Nord-Africains sont de digestion plus malaisée. La France savait-elle ces choses quand un flot d'étrangers l'a pénétrée au lendemain de la guerre, il y a vingt ans ? Il faut regretter qu'elle ait fait comme si elle ne les savait pas[1].

Du fond de sa campagne où il a dû se réfugier, au lendemain de la publication des différents statuts sur les juifs rayant d'un trait de plume leur appartenance aux diverses administrations de l'État, le conseiller d'État Paul Grunebaum-Ballin personnage important du personnel politico-administratif de la Troisième République, l'un des juifs d'État les plus favorables aux thèses foncièrement assimilationnistes et qui joua un rôle certain lors de l'élaboration des lois de séparation de l'Église et de l'État menant à une laïcisation de l'espace public, prend connaissance de cet article et adresse à André Siegfried la lettre suivante :

J'ai beaucoup hésité, Monsieur, à vous écrire. Je m'y décide pourtant bien que le silence soit, en général, la règle des lourdes journées qui me restent à vivre. Je ne puis me résoudre à ne pas vous faire part de la peine profonde que m'a causée la lecture de cet article du *Temps* du 7 décembre, sur « l'Assimilation des Émigrants », signé André Siegfried.
Je sais bien que l'horreur des temps présents contraint ceux qui font profession d'écrire dans les journaux — tout contrôlés — à bien des… concessions. Mais vous Monsieur, vous ! Étiez-vous aussi dans la nécessité de vous prosterner devant l'autel du racisme ?
Il ne vous a pas suffi d'exposer la thèse de l'assimilation complète seulement à la troisième génération : thèse qui appelle tant de réserves aux États-Unis même, et bien davantage en des pays de très ancienne culture, en notre France notamment, dont le génie assimilateur a fait des miracles depuis près de deux mille ans […] Vous n'avez pas craint de vous lancer dans des comparaisons qu'aucun « scientifique » ne pourrait tolérer, que des « littéraires » même peuvent bien difficilement accepter. La « tige coupée », l'immigré, une « tige coupée » ! Mais si la tige était simplement coupée, Monsieur, c'est-à-dire séparée de la terre où elle croissait originellement, elle serait desséchée, morte, en peu d'heures ou de jours. C'est précisément

parce que, étant transplantée, elle puise, par ses jeunes radicelles, sa nourriture dans le sol d'une nouvelle contrée, en respire l'air, en boit la lumière, qu'elle vit et se transforme radicalement — c'est le cas de le dire — intrinsèquement. Quant au palimpseste ! Non, ici je renonce à m'insurger contre l'audacieuse inexactitude de la métaphore. C'est vraiment temps perdu.

D'ailleurs vous-même, Monsieur, n'avez-vous pas, dans le paragraphe qui suit le développement de ces métaphores fallacieuses, assuré que le petit-fils du Cévenol, transporté sur la Côte d'Azur « a toutes les qualités charmantes de la Méditerranée et aussi tous ses défauts ». Alors ? L'assimilation n'affecte donc pas seulement l'extérieur ?

Ah ! Quel dommage, Monsieur, qu'un André Siegfried se soit laissé aller, lui aussi, à oublier que comparaison n'est pas raison. Quel dommage qu'abordant un problème capital […] il n'ait pas cru devoir éviter les métaphores xénophobes. Quel dommage qu'en guise de conclusion il n'ait su que formuler un reproche, partiellement injustifié, contre l'imprévoyance de la France d'il y a vingt ans, mais pas la moindre réserve à l'égard de toute politique où l'antiassimilationnisme xénophobe revêt les formes les plus excessives, les plus hideuses même et, par là même, les plus dangereuses pour la destinée de la France. Je sais bien que le métier de journaliste est, à ce jour, un exercice difficile. Mais, tout de même.

Cette lettre est bien longue et je m'en excuse. C'est que votre article a trait à un sujet qui me préoccupe particulièrement depuis ma jeunesse et tient toujours une grande place dans les méditations d'un exilé, d'un « hors-la-loi ». Et puis je vous prie de vous souvenir que votre frère était mon camarade de lycée, mon ami (je voudrais qu'il fût là et pouvoir lui demander si en grattant mon palimpseste on trouverait quelque chose d'allogène), et que, d'autre part, votre Père, dont vous évoquiez naguère le grand souvenir, m'honorait de sa bienveillante cordialité[2].

Cette lettre, rédigée d'un trait dans une des époques les plus dramatiques de l'histoire française contemporaine et à laquelle on ne sait pas si André Siegfried a ou non répondu, évoque irrésistiblement, *a contrario*, dans un contexte presque aussi lourd de menaces, celui de l'affaire Dreyfus, la violente campagne à laquelle se livrent cette fois les adversaires du candidat André Siegfried, durant les élections de

1902, dans le département des Basses-Alpes. Le *Journal de Castellane* écrivait alors : « Siegfried, c'est tout simplement un nom allemand, c'est tout ce qu'il y a de plus prussien. » Et le jour de l'élection, on distribuait la chanson suivante :

Siegfried le dreyfusard
Naturalisé sur le tard
Aime les Allemands
Juifs et Protestants
Abhorre nos soldats
Défend les Judas…
Que Siegfried loin de nous
A Berlin aille planter ses choux[3].

A travers ses nombreux écrits, André Siegfried s'est lui-même sans cesse intéressé aux phénomènes de circulation de populations, aux processus d'immigration, à la géographie des races (terme explicitement utilisé dans l'article précité de novembre 1941) qui organisent leur rencontre. La métaphore du palimpseste (qu'il tire d'un texte d'Israël Zangwill) revient à plusieurs reprises sous sa plume ; lorsqu'il prépare, par exemple, dans les années 50, sa contribution « L'Occident et Israël », texte destiné à un ouvrage collectif portant sur l'histoire des juifs, il écrit :

> Le Juif, en Occident, a-t-il été créateur ? Parfois, mais surtout multiplicateur des moyens mis entre ses mains, diffuseur international, essentiellement efficace, peut-être dangereusement efficace à l'intersection de l'intellectuel et du financier : non seulement ni même principalement boursier ou banquier, mais courtier d'art et d'intellectualité par le théâtre, le journal, la publicité, le courtage des antiquaires, le cinéma, la radio […] Dans les sociétés portées à être trop satisfaites d'elles-mêmes, le Juif est un utile réactif ; s'il y a antisémitisme, c'est que le réactif a été injecté à trop forte dose. Mais, de même que le christianisme ne se conçoit pas sans le judaïsme, notre civilisation ne peut s'imaginer sans cette présence dont la source est orientale et qui cependant s'exerce par des agents étonnamment, presque agressivement occidentalisés. Quelle richesse dans cette âme juive : ce peuple a existé, senti, souffert, bien avant d'avoir appartenu aux diverses

nations qui maintenant sont respectivement la sienne : il y a là comme un palimpseste. Comme l'a écrit Barrès dans une page magnifique, « les tentes posées par des nomades, chaque soir, dans un pays nouveau, n'ont pas la solidité des antiques maisons héréditaires mais quelle joie pour ces errants de se mêler aux races autochtones et de dire avec elles l'hymne du matin tandis que, pour l'embellir, la mémoire secrètement y mêle les chants appris la veille chez des étrangers ». C'est assurément un précieux enrichissement pour l'Occident que cette subtile pénétration[4].

De même, dans l'introduction générale d'un cours professé à l'Institut d'études politiques de Paris, en 1957, André Siegfried reprend presque la même démonstration. Dans ses notes de cours, il écrit :

1. Optimiste : pour lui-même, sa race, le progrès social
2. Pessimiste : pour la société où il vit
a) dissociation intellectuelle : lucidité froide. Citation de Barrès : « Ces intelligences juives ont un caractère commun, que chacun peut distinguer chez les Israélites intéressants de son entourage. Ils manient les idées du même pouce qu'un banquier les valeurs. Elles ne semblent pas, comme c'est l'ordinaire, la formule où ils signifient leurs appétits et les plus secrets mouvements de leur ancêtre, mais des jetons qu'ils trient sur un marbre froid »
b) critique, satire, rire
c) et même sadisme dans la dissection
3. Quand le Juif critique une société, ne la critique pas comme sa mère
a) quelque chose d'implacable, de sans-merci
b) au fond pas un conservateur : un révolutionnaire

Ce qui chez lui reste en dehors de l'association ou de l'assimilation :
Le Juif a existé, souffert, senti avant et en dehors de la nation
— son âme est un palimpseste
— Barrès sur la sensibilité des nomades.

Siegfried renvoie alors explicitement ses étudiants à la citation précédente de Barrès sur les nomades et les errants ; cet auteur se trouve d'ailleurs très

fréquemment cité dans ce cours comme, d'une période à l'autre, dans plusieurs de ses écrits. Après avoir souligné que le juif lui apparaît comme un « résidu non fusible dans le creuset », André Siegfried continue son cours en examinant « la question juive en France » :

I. Pas de question juive. Pourquoi ?
1. Long passé français de l'élément juif en France
a) relativement peu de nouveaux venus
b) origine civilisée et déjà occidentale des juifs français
2. Confiance française dans la puissance assimilatrice de la France
3. Analogies franco-juives
a) le goût de la famille
b) le respect de l'intelligence et de la culture
c) l'habitude de la critique (celle des juifs est un peu tendue pour nous)
4. Enfin, leur collaboration patriotique.

II. Cependant un antisémitisme : pourquoi ?
1. Cet antisémitisme n'est pas de nature économique
2. Il est une réaction doctrinale contre l'approche juive des problèmes
3. Assurément quelque chose de particulier chez le penseur juif
a) philosophes : Bergson (le temps)
b) dramaturges : Porto-Riche (le sadisme)
Bernstein (la satire)
c) apôtres sociaux : Blum (la destruction)

III. Ce que le Juif nous donne
1. Il nous enrichit, mais d'une nuance exotique
2. A côté de l'axe

Conclusion
I. Le Juif comme ferment
1. Son rôle comme ferment inestimable.
(Ici Siegfried renvoie à une de ses citations favorites dont il use très souvent dans de multiples textes : « Dans le mélange avec la race allemande, les juifs apportent un certain mousseux qu'on ne saurait dédaigner ». Bismarck)

2. Mais à dose massive, danger (quota)
II. Ici, au cœur du problème des nationalités
1. La communauté nationale moderne
a) respecte-t-elle l'âme individuelle ?
b) respecte-t-elle le souvenir ?
2. Dans ce mariage
a) l'individu peut-il garder secret
b) quelque chose d'antérieur au mariage ?
3. Problèmes trop graves pour les résoudre ici. Contentons-nous de les évoquer[5].

André Siegfried consacre donc, en mars-avril 1957, quatre séances de son cours aux juifs ; il expose de manière précise leur histoire, depuis l'Antiquité, décrit les différents textes sacrés, la tradition écrite comme la tradition orale, les courants philosophiques modernes, de Maimonide à Spinoza et Mendelssohn en passant par la Kabbale, pour en venir aux multiples courants du sionisme contemporain et s'interroger enfin sur les conséquences des flux constants d'immigration : reprenant à nouveau l'exemple américain, il montre de quelle manière, « quand l'immigration issue de l'Europe orientale, largement judéo-russe, s'est abattue sur l'Amérique du Nord, il y avait déjà de nombreux israélites de la plus haute classe, largement assimilés à la culture américaine. Nombre d'entre eux, déjà laïcisés, ont été repris par l'orthodoxie : au Juif amer, négateur, desséché de la première assimilation se superpose, sous un uniforme non moins moderne, un Juif venant de la tradition mystique et c'est le même homme […] Je pense que la présence juive ne peut s'expliquer, se comprendre, sans ces retours[6] ». « Plus encore que la race », c'est donc davantage la « tradition cultuelle et culturelle » qui rend dès lors compte de la validité, à ses yeux, de la métaphore du palimpseste.

Dans ses écrits comme dans ses cours et ses conférences, André Siegfried développe, de ce point de vue, souvent les mêmes idées, reprend d'identiques métaphores ou citations. L'image du palimpseste revient sans cesse, tout comme d'autres termes (en particulier, ceux d'exotisme, de digestion, de ferment, de sadisme, de révolutionnaire, etc.). A vrai dire, ce sont presque des pages entières de textes ou encore de citations qui se trouvent en permanence réutilisées : par exemple, dès le 13 mai 1930, dans une conférence faite au Cercle d'études juives, il prend appui sur la métaphore de Zangwill pour rendre compte du maintien de l'âme juive,

il se réfère à trois reprises à des citations de Maurice Barrès pour décrire le tempérament juif et, en particulier, à ces passages déjà cités : « ils manient les idées du même pouce qu'un banquier les valeurs […] des jetons qu'ils trient sur un marbre froid » ; « les tentes posées par des nomades, chaque soir dans un pays nouveau […] quelle joie pour ces errants… », ajoutant cette fois lui-même : « ces lignes si troublantes de Barrès ne s'appliquent-elles pas ici ? ». Ces formulations ne varient guère durant près de trente ans puisqu'il écrit déjà : « le juif n'est pas toujours dans l'axe » et s'inspire toujours des mêmes exemples : « l'antisémitisme en France me paraît plutôt une protestation en quelque sorte doctrinale contre l'approche juive de certains problèmes » ; et de citer déjà, comme on le faisait souvent à cette époque, Bergson, Porto-Riche (sadisme), Bernstein (cynisme) et Léon Blum (« comme apôtre social est certainement d'une autre race spirituelle que Jaurès »). Sa conclusion revient presque à l'identique, avec toutefois une nuance importante, particulièrement en cette période de l'entre-deux-guerres : « le juif nous enrichit mais d'une nuance exotique qui explique, si elle ne justifie pas, le scrupule de certains nationalistes ». La comparaison avec les États-Unis succède à nouveau à cette étude : et de décrire « l'intellectualité des Juifs dont le rythme est trop fort pour la simplicité cérébrale de cette jeunesse du monde qu'est l'Amérique […] le creuset n'a pas fonctionné […] l'Amérique s'effraie ». La conclusion d'ensemble revient comme un leitmotiv : « le juif agit à la manière d'un ferment », remarque précédant la traditionnelle citation de Bismarck sur le « mousseux » ; avec, là encore, une nuance importante à l'époque : « tout cela est bienfaisant mais ayons le courage d'admettre qu'à dose excessive ce ferment peut risquer de devenir nocif »[7]. En 1949, Siegfried utilise encore cette image du « ferment » pour qualifier la pensée juive en Occident[8].

Plus d'une fois, comme on vient de le voir, il revient sur la personnalité de Léon Blum qui incarne à ses yeux l'un des traits de l'âme juive. Remarquons de ce point de vue ce commentaire plus détaillé :

Léon Blum
a) en quoi de gauche ?
— tradition de gauche (comme juif : défense des minorités)
— croit au peuple
— son idéologie internationaliste
— hostile aux aristocraties de naissance, d'argent
— aucun cléricalisme (sinon juif ?)

b) traits de droite ?
— son snobisme littéraire
— son goût aristocratique des salons
— son racisme juif
— sa conception de la lutte des classes[9].

A cette époque, André Siegfried évoque également à plusieurs reprises le rôle de Pierre Mendès France ; dans ses notes préparatoires à une conférence prononcée à Cambridge, le 13 décembre 1955, il commence par souligner en premier lieu « son origine juive portugaise, sa valeur exceptionnelle » ; l'année suivante, dans son ouvrage *De la III^e^ à la IV^e^ République*, il analyse son passage au gouvernement dans les termes suivants : « Son attitude est celle d'un liquidateur : liquidateur d'abord de la guerre en Asie, de la question tunisienne, de la C.E.D. […] Il y aura contre lui une instinctive réaction parlementaire. Mais l'opinion est soulagée […] De là, dans les milieux dirigeants du régime auxquels en somme il n'appartient pas, une sorte de méfiance, s'adressant non seulement à sa personne et aux arrière-pensées qu'on lui prête, mais à son entourage où se discernent trop aisément des influences juives internationales et communisantes »[10].

Notons également ce long passage concernant l'Allemagne, dans *L'Ame des peuples*, ouvrage qui paraît en 1950 :

> Il nous faut encore parler des Juifs, même après la massive persécution hitlérienne. On en distingue aisément deux vagues. La première est celle des juifs largement occidentalisés du XIX^e^ siècle […] Une nouvelle vague s'est répandue sur l'Allemagne, principalement sur Berlin, à la suite de la Première Guerre mondiale : personnel plus exotique cette fois-ci, moins frotté d'Occident, assez semblable à celui de l'invasion juive new-yorkaise. On les trouvait en quelque sorte à l'intersection des affaires et de l'intelligence. Les journaux, le théâtre, le cinéma, les antiquités, la médecine, le Palais, tendaient de plus en plus à leur appartenir. Du fait de cette intervention insinuante, qui allait de la thèse artistique d'avant-garde à la publicité financière, une présence soviétique subtile se trouvait en quelque sorte projetée dans la capitale allemande, dont certains traits non occidentaux, subrepticement russes, se manifestaient curieusement […] Berlin, agressivement occidentale dans son cadre extérieur, recelait en soi,

> largement, à cause des Juifs, d'insidieux germes de l'Orient. Ces circonstances ont attiré la persécution que l'on sait : le terrain allemand, le terrain juif ont été labourés à une invraisemblable profondeur et cependant il n'est pas possible, même aujourd'hui, d'ignorer le ferment juif dans la formation allemande. Bismarck en avait noté l'effet, et non pas uniquement pour le déplorer : « Les Juifs, disait-il, apportent dans le mélange avec certaines races allemandes un mousseux qu'on ne saurait dédaigner. » Le Français, qui n'a pas spontanément le sens du Juif, parce qu'il manque de pratique dans l'intimité de son contact, fait souvent erreur en prenant pour germaniques certains traits qui relèvent au fond d'Israël. Un Juif allemand n'est pas tout à fait un Allemand comme les autres : le rythme de sa phrase, le fil de son raisonnement sont différents avec une certaine clarté dénationalisée qui nous le rend plus compréhensible[11].

Déjà dans son cours de Géographie économique professé à l'Institut d'études politiques en 1947-1948, Siegfried examinait « la pénétration, l'infiltration des Juifs par des villes filtres » comme Breslau, trajet qui les mène à Berlin, lieu où ils se placent « à l'intersection de la finance et de l'intellect » ; il ajoutait : « leur rôle est décisif sous Weimar dont l'antisémitisme d'Hitler est la réaction »[12].

Un peu plus tard, André Siegfried présente également devant le Cercle d'étude du Marais, le 10 mai 1954, et en présence d'Alain de Rothschild, président du Consistoire, et du rabbin David Feuerwerker qui préside ce groupe d'étude, une conférence sur « Les israélites dans la démocratie américaine » : à ses yeux, à nouveau, les juifs « slaves » sont « des éléments inférieurs, stigmates d'une persécution séculaire apportant l'atmosphère exotique des ghettos d'Orient » ; « l'hirsute sorti du ghetto devient rapidement américain » ; « tout de suite à son aise à la Bourse, à l'Université » ; « à l'intersection de l'intellectualité et de la finance » ; « il y a des gens de qualité, des génies, mais ce peut être aussi mêlé d'éléments douteux (espions…) » ; « le Juif est optimiste pour sa race à lui ; le Juif est pessimiste pour les sociétés dont la diaspora l'a fait membre qu'il juge et dissèque avec lucidité et même avec quelque sadisme (deux citations de Barrès sur les tentes des nomades et les banquiers avec leur marbre froid) ». Pour finir : « le Juif, ferment utile mais qui inquiète », « sa sensibilité est un palimpseste » ; « un ferment, un certain mousseux qu'on ne saurait dédaigner »[13].

Certains des passages présentés plus haut, dans l'article du *Temps* comme dans

les conférences de 1930 et de 1954, l'ouvrage de 1950 ou encore son cours de 1957, figurent également, par exemple, dans son ouvrage *Tableau des États-Unis* (1954), tant la situation des juifs américains qui parfois « dérangent » même dans ce pays de forte émigration lui semble symbolique du destin juif en général. Ce livre de grande diffusion fait connaître à un public plus vaste ses commentaires sur l'âme juive qui, on l'a noté, demeurent quasi identiques qu'ils s'appliquent aux cas français, allemand ou encore américain. En réalité, sa religion semble faite dès 1927, date à laquelle il publie *Les États-Unis d'aujourd'hui*, ouvrage également très souvent réédité et dont une version paraît justement en 1951, soit trois ans avant le *Tableau des États-Unis*. Entre les deux, les similitudes sont à nouveau très frappantes. Après avoir observé que, « avec plus de peine », « les juifs d'Orient » semblent parvenir à s'assimiler, rasant, par exemple, « leurs barbes hirsutes », Siegfried donne une description saisissante des juifs demeurant à New York. Leur présence est si forte qu'il en résulte à ses yeux un « contraste entre une tradition et un cosmopolitisme […] faudrait-il s'étonner, ajoute-t-il, qu'un nationalisme de redressement se soit affirmé ? On voudrait qu'il suscitât un Barrès ». L'antisémitisme, on le voit, constitue ici surtout une « réaction » à la résistance de ces « Hébreux hirsutes » : dans ce sens, aux États-Unis, comme en Allemagne ou en France, ce refus de la présence juive apparaît comme une réaction prévisible à leur insuffisante assimilation en dépit des trois générations qui se sont écoulées[14]. Il ajoute : « Le cas des Juifs est singulier. Apparemment leur température de fusion est la moins basse mais si l'on revient trois générations plus tard, on constate qu'ils sont restés hétérogènes, inassimilés. Comme ils sont trois millions dans le pays, le problème est sérieux, d'autant qu'il y a toute la gamme, depuis l'aristocrate de la haute banque, issu de Londres ou de Francfort, jusqu'aux pouilleux échappés des ghettos de la Pologne ou de l'Ukraine […] New York, cette nouvelle Jérusalem […] et au bout, il y a l'antisémitisme, car malgré des collaborations juives très précieuses, l'Amérique protestante agit dans l'espace comme un organisme qui se défend. » L'antisémitisme constitue donc toujours uniquement une réaction de défense. Dans son livre, Siegfried reprend un peu plus loin le même raisonnement : « Le Juif fait trop de zèle, c'est suspect. A New York, dans les manifestations nationalistes où l'on déploie la bannière étoilée, vous pouvez être sûr que c'est un enfant d'Israël qui tient la hampe […] l'Américain cent pour cent s'adonne aux sports ou au flirt. Le Juif au contraire, dans les mêmes Universités, pâlit sur les livres sérieux : doctrine sociale, science, physique. La lutte n'est pas égale, on proteste […] Et au bout, il y a l'antisémitisme […] organisme qui se

défend[15]. » Cette réaction semble compréhensible car, comme le reconnaît Siegfried, « j'aimerais peut-être mieux encore un Juif d'Alsace, un youpin de Breslau, un "youtre" de Lamberg ou de Salonique ou même — je n'exagère nullement — un Hébreu d'Asie. Car, prenez-y garde, ce n'est pas seulement le Juif de bourse que vous devez connaître si vous pénétrez les États-Unis mais le Juif de synagogue sortant du ghetto[16] ».

A quelques variations près sur lesquelles on va revenir, la description des juifs américains donnée dans le célèbre *Tableau des États-Unis* est en tout point semblable à la précédente. Après avoir écrit, dans son chapitre 5, les habituels problèmes que rencontre le processus d'assimilation aux États-Unis expliquant la difficulté de « la digestion » des nouveaux arrivants, André Siegfried consacre son chapitre 12 à la minorité juive : l'image en est la même, avec quelques retouches. On trouve, d'après lui, aux États-Unis, « toute la gamme, depuis l'aristocratie de haute banque issue de Londres ou de Francfort jusqu'aux pouilleux échappés des ghettos d'Ukraine ou de Russie sans oublier l'intellectuel génial. En France, un vocabulaire que je ne prends naturellement pas à mon compte, distingue l'israélite, le Juif, le youpin, le youtre ». Pour lui, « les éléments inférieurs apportent avec eux l'atmosphère exotique des ghettos de l'Orient. On ne sait si l'injection est bienfaisante ou nocive […] L'Amérique bénéficie d'un apport de techniciens, de savants éventuellement géniaux […] mais la communauté américaine est en même temps pénétrée d'un renouveau exotique. Le problème juif, toujours posé, jamais résolu, en reçoit un regain d'acuité ». Siegfried réutilise alors les anciennes images : « la dissociation intellectuelle des Juifs […] leur froide lucidité […] le sadisme […] Ils manient les idées, dit Barrès […] le Juif n'est pas dans l'axe […] son âme est comme le palimpseste […] à l'hymne du matin évoqué par Barrès, sa mémoire, secrètement mêle les chants appris chez les étrangers […] Un juif est-il accueilli, voici bientôt qu'il y en aura dix ; devient-il le client d'un hôtel, cet hôtel sera tôt ou tard exclusivement à lui. Par réaction, une sorte de loi non écrite, à New York, exclut les Juifs de cantons entiers de la vie sociale […] Les Juifs apportent un mousseux qu'on ne saurait dédaigner (Bismarck) […] L'Amérique en apprécie la valeur en estimant que certaines doses deviennent dangereuses si on ne les mesure pas »[17].

Le 7 mars 1954, André Siegfried reçoit la lettre suivante de la traductrice en langue anglaise de cet ouvrage, Rita Barisse, l'épouse de Vercors, l'auteur de cet hymne à la République assimilationniste qu'est *La Marche à l'étoile :*

J’ai eu le loisir de lire avec soin votre ouvrage et je me permets de vous parler d’une question délicate qui rend peut-être difficile que j’entreprenne cette traduction : il s’agit du chapitre 12, traitant de la minorité juive. Il se peut que je sois particulièrement sensible à cette question — étant juive moi-même ausi bien qu’Anglaise — mais alors cette sensibilité qui s’est heurtée à certaines remarques et expressions contenues dans ce chapitre sera partagée sans doute par la plupart de vos lecteurs juifs, et, je crois, non juifs aussi.

Par exemple, vous dites : « Nous sommes accoutumés à distinguer l’Israélite, le Juif, le youpin, le youtre. » Je suppose que vous voulez dire que cette distinction est faite, non par vous-même, mais par les antisémites de France ? D’ailleurs, cette distinction même répond-elle à une réalité ? Quand Maurras appelait Bergson ou Léon Blum, « ce youtre », voulait-il les classer dans la dernière catégorie ?…

De lire sous votre plume que « par suite de dissociation intellectuelle (le Juif) sait juger (les sociétés où la diaspora les fait vivre), même quand il en est devenu membre, avec la froide lucidité d’un étranger témoignant même […] de je ne sais quel sadisme », ne peut que frapper péniblement tous ceux, juifs ou non juifs, qui se rappellent le dévouement à la patrie montré par d’innombrables juifs de toutes nationalités, ne serait-ce que durant cette dernière guerre — dévouement qu’ils ont souvent payé de leur vie. Le « marbre froid » dont parle Barrès était, pour ces juifs-là comme pour beaucoup d’autres, non pas celui sur lequel ils « triaient les idées » mais celui qu’on a élevé en leur mémoire sur le lieu où ils ont versé leur sang.

Il est également difficile d’oublier que les Juifs de l’Est, ceux que vous qualifiez d’« élément inférieur », de « hirsute originaire de quelque ghetto d’Europe orientale », de « le juif, cet Oriental », ont fourni, non seulement trois quarts de l’effectif juif du monde et, avec lui, une proportion aussi considérable des penseurs, chercheurs, musiciens juifs (car la recherche passionnée du savoir est, vous ne l’ignorez pas, aussi puissante en eux que « la tendance mystique » et « le retour au passé »), mais que c’est cet effectif aussi qui a fourni 5 millions de morts pendant l’époque hitlérienne ; de ne se rappeler que les côtés pittoresques ou misérables me semble profondément blessant pour leur mémoire. Je ne puis non plus me rallier à votre thèse qu’« il faut se méfier des protestations de scepticisme que prodiguent les

Israélites ». Cette « méfiance » peut prêter à de fâcheuses conclusions concernant la sincérité de penseurs juifs tels que Spinoza, Marx, Engels [*sic*], Freud ou Einstein.
Il y a, je l'avoue, encore nombre d'autres phrases qui, dans leur forme actuelle, me poseraient de graves problèmes de conscience telles que : « on comprend qu'il y ait une question juive aux États-Unis peut-être moins virulente qu'en Allemagne » ; ou encore : « Le Juif […] n'apporte pas dans son désir d'intégration une entière sincérité » (l'exemple des hôtels « envahis » par les Juifs au point d'en chasser les non-Juifs repose-t-il sur votre constatation personnelle ?), etc.
Ces considérations ont assumé, après tout ce qui s'est passé depuis ces derniers vingt ans, une importance, une gravité telles, qu'il ne m'est guère possible d'y passer outre. Si, de votre côté, ma réaction en tant que lectrice vous portait à vous demander si vous n'auriez pas peut-être, dans son expression, de beaucoup dépassé votre pensée, j'en serais naturellement fort heureuse.

La réponse d'André Siegfried date du 12 mars 1954 :

Je vous remercie de votre lettre dont je comprends très bien la signification. Je serais heureux que vous acceptiez de traduire mon livre mais je ne voudrais pas que ce soit pour vous l'occasion d'être blessée dans vos convictions […] Je ne saurais guère changer mon chapitre mais, reconnaissant, à plusieurs égards, la valeur de vos observations, je pourrais sans doute modifier au moins telle ou telle phrase susceptible de paraître blessante. Pour ce qui est de certaines affirmations ou opinions, il en est autrement.
« Nous sommes accoutumés à distinguer l'Israélite, etc. » Votre remarque est juste et la forme pourrait être changée et l'on pourrait mettre : « En France, on distingue éventuellement l'Israélite… »
En ce qui concerne la lucidité froide du Juif dans son jugement des sociétés où il y vit et que même il aime, il n'y a rien à changer. L'observation ne m'est du reste pas propre. La citation de Barrès en est la preuve. Le mot de sadisme ne me paraît pas choquant. Je ne puis penser qu'il soit inexact de traiter d'éléments inférieurs les immigrants juifs issus de Russie ou de

> Pologne. Qu'ils donnent naissance à des génies ne change rien à l'observation : ce sont bien effectivement des éléments « inférieurs » socialement au moment où ils arrivent. Ils évoluent vite du reste. Ceci n'est pas à changer.
> Il faut être bien susceptible pour se sentir choqué du fait que l'on traite le Juif de croyant ou de mystique.
> L'exemple des hôtels est de notoriété publique et je m'étonne que l'on puisse mettre en doute une observation courante, non pas en France, mais aux États-Unis.
> Vous comprendrez, j'espère, Madame, que je souhaite vivement ne pas blesser le lecteur juif, d'autant plus que je ne suis pas antisémite et suis plutôt connu comme ayant défendu les Juifs toutes les fois que je l'ai pu, notamment pendant l'occupation, quand il y avait péril à le faire. Mais, dans un livre visant à dire les choses telles qu'elles sont, je suis exposé naturellement à dire des choses désagréables. Je ne puis y renoncer[18].

Effectivement, André Siegfried préfère changer de traductrice car il entend maintenir pratiquement toutes ses formulations, lesquelles apparaissent donc à l'identique dans la version en langue anglaise : sont, par exemple, conservées les remarques sur le sadisme, la lucidité, les pouilleux échappés des ghettos, etc. Par contre, les dénominations « Israélite, juif, youtre, youpin » sur lesquelles sa traductrice virtuelle attirait son attention disparaissent et se trouvent remplacées par la phrase suivante : « ils sont désignés par une grande variété de noms[19] ». Siegfried utilise à nouveau, dans des écrits postérieurs, un certain nombre de ces observations : dans *Les Voies d'Israël*, par exemple, ouvrage publié en 1958, il reprend des paragraphes entiers de ses descriptions antérieures de l'âme juive : « Optimiste, le Juif l'est pour lui-même, pour sa race, pour le progrès social […] Par suite d'une sorte de dissociation intellectuelle, il sait juger [les sociétés où la destinée le fait vivre] avec la lucidité froide d'un étranger. Rappellerons-nous à ce sujet un passage de Barrès : "Ils manient les idées du même pouce qu'un banquier des valeurs […] des jetons qu'ils trient sur un marbre froid." Quand le Juif critique la société où il vit, il ne la critique pas comme il ferait sa mère ; on discerne quelque chose d'implacable, de sans-merci[20]. » Et notons enfin cette remarque : « Le Dieu des catholiques est moins argenté que celui des protestants ou des Juifs (je ne discute pas, j'expose)[21]. »

Comme André Siegfried nous y invite lui-même dans sa lettre précitée, il convient donc à présent de revenir à cette période de l'occupation durant laquelle le destin des juifs de France a si tragiquement basculé. Professeur au Collège de France depuis 1933, membre de l'Institut, professeur à l'École libre des sciences politiques, André Siegfried poursuit sa carrière universitaire normale tout en étant, d'une part, nommé à quelques fonctions politiques ou administratives d'importance inégale et, d'autre part, en écrivant régulièrement dans divers journaux, dont *Le Temps* : son dernier papier, publié à la une de ce journal comme tous les précédents et suivi de la mention « de l'Institut », date du 18 novembre 1942, *Le Temps* se sabordant le 30 du même mois, trop tard pour pouvoir échapper, au lendemain de la guerre, à l'interdiction de reparaître. Ce journal expose sans commentaire la logique des différents statuts des juifs, publie parfois des articles très critiques sur leur comportement dans la France occupée, signale, sans état d'âme, les rafles, se montre constamment défavorable aux troupes alliées, soutient les soldats français qui les affrontent en Afrique du Nord ou à Madagascar, célèbre en permanence la personne de Pétain tout en restant discret sur le rôle des Allemands, sauf à donner des nouvelles régulières des divers fronts. Ce quotidien est foncièrement maréchaliste, soutenant sans réserve, à longueur d'éditoriaux, la politique d'ordre, la Charte du travail, les multiples mesures, dans tous les domaines, de régénération de la société française. André Siegfried y contribue très régulièrement, mois après mois, surtout à partir d'octobre 1941 ; ses articles, chose assez exceptionnelle, paraissent tous à la une, signés, presque à chaque fois, du titre de membre de l'Institut. Peu de contributions bénéficient d'un tel honneur : celles de Paul Hazard ou d'Henry de Montherlant. Rédigés toujours sur le ton neutre d'un universitaire, avec plus de réserve que l'article précité du 7 décembre 1941 portant sur l'assimilation des émigrants, ses textes sont presque tous techniques et concernent l'industrialisation de la France, la formation civique et l'enseignement de la science politique dans les pays modernes — il note que « les peuples neufs croient un peu facilement que tout s'apprend, les peuples évolués n'ignorent pas que nos connaissances les plus profondes sont justement parfois celles que nous n'avons pas apprises », le devenir des routes maritimes, la pratique religieuse en France et sa géographie, la géographie des odeurs à travers le monde, la géographie des sons, des accents, des intonations en France, les routes aériennes, etc. Comme à son habitude, Siegfried se réfère parfois, pour illustrer son propos, à des citations de Maurice Barrès : dans son article portant sur la géographie des sons, publié le 18 novembre 1942, après

l'invasion de la zone sud par les troupes allemandes, il évoque ainsi à trois reprises ses commentaires. En dehors de ses propres articles, le nom d'André Siegfried revient à intervalles réguliers dans ce journal : ainsi, ce même 18 novembre 1942, on signale son intervention à l'Académie des sciences morales et politiques : d'après *Le Temps*, André Siegfried « estime qu'une étude de l'œuvre de Barrès, notamment *Les Déracinés, L'Appel au soldat, Leurs Figures*, est indispensable à quiconque veut acquérir des connaissances politiques ou connaître l'histoire de la Troisième République. Il a observé que Barrès, contempteur du Parlement, avait pour lui cependant, une sympathie secrète[22] ». Dans le même sens, le 28 novembre, soit deux jours avant l'ultime numéro que publie *Le Temps*, on signale à nouveau que Siegfried a pris la parole à l'Académie des sciences morales et politiques. Ses interventions en ce haut lieu sont d'ailleurs régulièrement indiquées par ce journal[23].

Marquons ici une brève parenthèse pour souligner à quel point, comme on vient de le voir, Maurice Barrès joue, dans sa pensée, un rôle considérable puisque son argumentation lui sert à plusieurs reprises de preuve irréfutable : plus tard, dans un article publié en 1948, il écrit à nouveau : « *L'Appel au soldat, Leurs Figures, Les Déracinés*, ces livres sont devenus pour moi depuis longtemps des livres de chevet[24]. » A nouveau, dans une note inédite, il présente de la manière suivante l'œuvre de Maurice Barrès :

> Je crois que la trilogie du Roman de l'énergie nationale (*Les Déracinés, L'Appel au soldat, Leurs Figures*) contient, non seulement quelques-unes des pages les plus fortes qu'on ait écrites sur la Troisième République, mais une mine infiniment riche d'observations et de maximes politiques. Son portrait de Bouteiller qui incarne le système constitue sans doute le commentaire le plus pénétrant qu'on ait fait d'une époque dès maintenant classée dans l'histoire, mais dont la compréhension demeure plus que jamais nécessaire à l'interprétation du présent […] Au cours de lectures bien souvent reprises des trois romans, le crayon à la main, j'ai noté telles phrases, telles expressions, telles métaphores, tels adjectifs même susceptibles de comporter soit une leçon politique, soit simplement une réflexion sur le comportement politique des hommes. Il m'a paru intéressant de donner ici ces citations dont l'intérêt doit être en effet surtout de prêter à la réflexion. Je n'en dirais pas plus. On pourrait attendre quelque commentaire, mais je ne crois pas qu'il soit nécessaire, ni même utile, ces

traits pénétrants et évocateurs se suffisant, me semble-t-il, à eux-mêmes[25].

Barrès est incontestablement l'un des auteurs, avec Paul Valéry et Paul Morand, qui se trouve le plus souvent cité dans l'ensemble des écrits d'André Siegfried[26]. La perspective profondément déterministe qui hante l'ensemble de son œuvre et mène au culte de la terre et des morts est-elle propice à l'usage répété de la métaphore du palimpseste qui revient à nier le caractère intentionnel de la citoyenneté en risquant du même coup de s'éloigner quelque peu de la théorie contractualiste de la nation[27] ? Barrès dénonce de toutes ses forces l'incompatibilité fondamentale entre les valeurs des « barbares » et celles de « la patrie psychique ». On sait aussi qu'il se trouve profondément influencé par le racisme déterministe de Jules Soury, lequel, on s'en souvient, a été longtemps l'élève favori de Renan, applaudissant lorsque ce dernier avance le caractère inférieur de la race sémitique, l'abandonnant lorsqu'il se tourne vers une conception plus culturelle et intentionnelle de la société pour accentuer au contraire quant à lui les seuls éléments d'un racisme biologique qui séduit Maurice Barrès : d'où le rejet définitif, par l'auteur des *Déracinés*, de l'idée d'assimilation des barbares dont l'être profond ne peut, à ses yeux, que rester durablement étranger à l'âme psychique de la nation ainsi façonnée par une appartenance raciale. Cette logique propre aux idées doit certes être maniée avec précaution et n'emporte pas à elle seule la conviction : quelle est néanmoins l'influence qu'exercent tant le premier Renan (qu'André Siegfried a lu attentivement, on le verra plus loin) que, surtout, Maurice Barrès et, à travers eux, Jules Soury sur cette métaphore si souvent répétée du palimpseste ?

Revenons à Vichy. Le nom d'André Siegfried apparaît également dans *Le Temps* du 26 janvier 1941, lorsque l'on annonce qu'il est nommé au tout nouveau Conseil national créé par Vichy pour remplacer le Parlement. Non prévenu, Siegfried refuse immédiatement cette fonction, son nom figurant néanmoins dans une liste officielle[28]. Il y a été nommé en compagnie du pasteur Boegner ; celui-ci, le 2 février 1942, à Vichy, déclare au maréchal Pétain : « Je suis heureux que vous ayez nommé au Conseil national des coreligionnaires d'une rare valeur tels André Siegfried, etc. Il m'interrompt : Moi, je ne savais pas, je ne sais rien de leur protestantisme[29]. » André Siegfried, tout comme Paul Tirard, président de l'École libre des sciences politiques, figure également sur la liste des membres proposés au maréchal Pétain par leur ancien collègue à l'École libre des sciences politiques, Joseph-Barthélémy, pour faire partie de la Commission de la Constitution. Il ne semble toutefois pas y

avoir siégé davantage[30]. Durant cette même période, *Le Temps* du 5 mars 1941 nous apprend que, toujours sur proposition de Joseph-Barthélémy, André Siegfried appartiendra à la Commission d'étude de la réorganisation administrative de la France dépendant du Conseil national. Celle-ci se réunit pour la première fois le 7 mai, mais, le lendemain, *Le Temps* indique à ses lecteurs qu'André Siegfried de même que cinq autres personnes se sont excusées de ne pas pouvoir être présentes. Dans ce cadre, il rédige au moins une longue note concernant la réorganisation administrative du territoire. Après avoir observé que « le terme "province" pourrait évoquer un retour d'ancien régime qui n'est pas dans la pensée du gouvernement, celui de "gouvernement" paraîtrait insister trop sur l'aspect autorité ; celui de "région" dit bien ce qu'il veut dire, mais on pourrait objecter qu'il est trop uniquement géographique et n'évoque pas l'idée d'une personnalité, d'une âme dans les groupements envisagés », André Siegfried remarque qu'il convient de maintenir la personnalité du département même si c'est « le pays » qui a toujours survécu à tous les découpages administratifs « depuis deux mille ans ». Il décrit alors les limites de plusieurs régions : « La Normandie, remarque-t-il, est une unité incontestable, à tous les points de vue : race, histoire, climat, conceptions de la vie (en politique, tous les Normands sont conservateurs) » ; pour les Pyrénées-Orientales, il faut prendre en considération leur unité économique et « tenir compte aussi de la langue et de la race catalane ». Il conclut : « J'ai été frappé de l'objectivité du travail de préparation accompli, de son intelligence et des arguments très forts sur lesquels ce travail s'appuie » ; il fait part néanmoins du « scrupule » qui l'empêche de donner son approbation : « La réforme envisagée ne sera efficace et durable que si elle est acceptée des populations : il me paraît impossible de l'imposer. Or, les conditions actuelles, surtout en zone occupée mais même en zone libre, rendent une enquête sur les desiderata des populations difficile et presque impossible […] j'aurais le plus grand scrupule à recommander une carte régionale au chef de l'État sans indiquer en même temps les réserves que je me suis permis de signaler[31]. »

Pour conclure sur ces divers rôles administratifs ou politiques, notons que, le 10 juin 1941, un décret du secrétaire d'État à l'Éducation nationale et à la Jeunesse, Jérôme Carcopino, nomme André Siegfried, en compagnie de Drieu La Rochelle Paul Morand et Jean Vignaud, au Comité permanent du Conseil du livre français[32]. Même si le maréchal Pétain aurait envisagé aussi de le nommer ambassadeur à Ankara pour négocier en son nom avec les Alliés[33], en définitive, sa participation

aux activités politico-administratives demeure plus que limitée. Indiquons avec prudence qu'ici ou là on trouve néanmoins encore mention de son nom : le 25 octobre 1941, il reçoit par exemple une lettre que lui adresse le directeur du Commerce extérieur sur papier à en-tête du secrétariat d'État à la Production industrielle sur laquelle figure, bien en vue, la mention « État français » : ce haut fonctionnaire lui demande simplement de bien vouloir publier dans *La Revue de la Chambre de commerce* de Marseille une série d'articles rémunérés sur les pays de la Méditerranée, ajoutant : « Je n'ai pas besoin de vous dire le prix que j'attacherais personnellement à ce que le bulletin de la Chambre de commerce de Marseille pût porter de temps à autre votre nom. » Ayant accepté, Siegfried reçoit une nouvelle lettre, en date du 8 novembre 1941, du président de la Chambre de commerce de Marseille qui le remercie de bien vouloir envoyer régulièrement son article et, avant de conclure, ajoute : « Il est bien évident que la Chambre de commerce de Marseille, établissement public qui entretient avec les organismes gouvernementaux les relations les plus étroites, est tenue, dans ses publications, à rester dans certaines limites en ce qui concerne les thèses exprimées pour tant qu'elles seraient contraires à la politique du Gouvernement. C'est pourquoi, justement, nous sommes si attachés à votre collaboration, qui saura toujours exposer avec les nuances voulues des thèses parfois délicates. » André Siegfried écrit donc régulièrement dans cette *Revue* : en janvier 1943, signant là encore « professeur au Collège de France, membre de l'Institut », il fait paraître un article sur « l'opposition de base entre la civilisation méditerranéenne et les civilisations de masse, celles-ci étant fondées sur l'automatisme de la machine, substituée à l'initiative de l'individu », présentant donc un « archaïsme qui n'est pas sans avantages, car il maintient le prestige de certaines valeurs dont l'humanité occidentale elle-même a besoin »[34]. Les problèmes d'édition semblent alors particulièrement l'intéresser : ainsi son nom figurerait également dans une note du 2 février 1941 rédigée par Karl Epting, directeur de l'Institut allemand qui dépend de l'ambassade d'Allemagne et qui gère, surtout, ces problèmes : Epting indique sa présence parmi une liste de personnalités qui, selon lui, auraient participé à des petits déjeuners qu'il a lui-même organisés en janvier et février 1941. Parmi les autres invités durant cette période, on trouverait, d'après lui, aussi bien Déat, Bonnard ou Mayol de Luppé, que des personnalités universitaires, tels le secrétaire général de l'École normale ou encore Roger Seydoux, vice-directeur de l'École libre des sciences politiques[35].

Durant cette période, André Siegfried publie un nombre non négligeable

d'articles, de préfaces et d'ouvrages. Il introduit, par exemple, le livre de Jacques Troizet, *Un métier de chefs. La marine marchande* (1943), en soulignant que « la présence d'un chef authentique se révèle à proprement parler irremplaçable […] A l'heure tragique que nous traversons, la France a besoin de se retrouver, de reprendre confiance en elle-même, de se dire — ce qui est vrai — qu'aucun peuple n'est, plus que le nôtre, capable de susciter des chefs, des hommes désireux et capables de servir la grande nation que nous ne renoncerons pas à être[36] » ; il signe une préface au catalogue du Salon des urbanistes en se servant d'une définition de la ville donnée à nouveau par Maurice Barrès : notons que cette préface introduit à une brochure où l'on apprend que la nouvelle législation de janvier 1943 va permettre d'avoir enfin des villes « saines », dans laquelle on décrit également l'avancement des travaux d'aménagement du Grand Vichy, à l'initiative du maréchal Pétain, la création, à Paris, de cités-jardins à la périphérie du parc Maréchal-Pétain, ou encore, l'aménagement du quai du Maréchal-Pétain à Aix[37]. Il préface également une brochure intitulée *Qu'est-ce que l'artisanat ?* en soulignant « la qualité française » de l'artisanat menacée par l'anonymat et la machine pour conclure que « le programme que ce livre suggère intéresse directement le relèvement de notre pays » ; dans le texte qui suit, on décrit les bienfaits de l'économie artisanale où « il existe entre le chef d'atelier et ses compagnons une collaboration professionnelle très étroite — ce compagnon ignore la lutte des classes »[38]. Siegfried donne également, en 1943, une courte préface au *Guide pratique des lois sociales* qu'édite le Musée social dont il est le président : « Notre Institution, écrit-il, manifeste ainsi sa présence et sa volonté de vivre quelles que soient les difficultés et les angoisses du moment » ; dans ce guide, on trouve toute la législation sociale de l'époque, les conditions du retour à la terre des « déracinés », la création de « cercles d'études sur la Révolution nationale », la doctrine de la France nouvelle, les Chantiers de la jeunesse chargés de donner « un complément d'éducation morale et virile », etc.[39].

Acteur réservé mais non entièrement négligeable de cette période durant laquelle, on le verra plus loin, il poursuit également ses enseignements, André Siegfried est, plus tard, revenu à de très nombreuses reprises sur sa signification théorique et historique. Ses écrits sur Vichy sont, à vrai dire, assez peu nombreux ; ses notes préparatoires étant, au contraire, fort abondantes et n'ayant pas été utilisées dans le débat contemporain sur la signification complexe de ce régime. En réalité, sa présentation la plus exhaustive de Vichy se trouve dans son ouvrage *De la III^e^ à la IV^e^ République*, publié en 1956. A l'époque, on en a retenu la formule devenue

célèbre : « Il y a donc un Vichy de Pétain et un Vichy de Laval », et, bien que son analyse soit beaucoup moins simpliste, on a souvent considéré qu'elle paraissait impliquer une certaine relégitimation du premier au détriment du second : dès lors, « à la thèse qu'il existe bien deux Vichy, totalement différents, se superposera aisément l'idée que le premier est le bon, et le second le mauvais[40] ». Les historiens contemporains estiment donc que ce livre renforce la thèse soutenue par Robert Aron dans son livre *Histoire de Vichy, 1940-1944*, publié deux ans auparavant et qui soutint le premier l'idée du bouclier, Vichy ne s'engageant dans la collaboration qu'avec prudence afin de mieux servir de « bouclier » à la France, ne rompant jamais avec les Alliés et, comme d'autres l'avanceront ensuite, permettant par là même au « glaive » tenu par de Gaulle de remplir plus tard sa mission.

Il se trouve qu'André Siegfried a été, peu auparavant, en relation avec les « non-conformistes » des années 30, largement animés on le sait par Robert Aron : en 1933, il aurait ainsi accepté, tout comme Joseph-Barthélémy ou Gaston Bergery, le principe de donner des conférences au cercle d'études de l'Ordre nouveau dans le cadre duquel Robert Aron et Arnaud Jandieu conçoivent leur *Décadence de la nation française*[41]. Dans le même sens, on peut remarquer que, dans ses notes préparatoires à ses conférences de Harvard d'où, finalement, il tirera son livre *De la IIIe à la IVe République*, figurent de très longues et détaillées analyses de l'ouvrage de Robert Aron, *Histoire de Vichy, 1940-1944*. Et remarquons enfin qu'après que Siegfried eut adressé à Robert Aron son propre ouvrage, celui-ci lui répond : « Merci beaucoup de m'avoir envoyé votre livre et merci beaucoup également d'avoir bien voulu citer mon livre *Histoire de Vichy* parmi ses sources. J'ai lu *De la IIIe à la IVe République* avec beaucoup d'intérêt et avec beaucoup d'admiration pour votre lucidité et votre objectivité. Je crois que c'est un livre qui peut permettre aux Français de comprendre un peu mieux où ils en sont[42]. »

On ne souhaite pas s'engager plus loin ici dans ce débat concernant l'historiographie de Vichy. Indiquons simplement quelques points importants de même que quelques variations non dénuées d'importance entre les notes destinées aux conférences de Harvard et l'ouvrage lui-même. Dans *De la IIIe à la IVe République*, Siegfried propose cette formule : « il y a donc un Vichy de Pétain et un Vichy de Laval », avant d'ajouter :

> Le vrai Vichy est celui du maréchal, et surtout celui du 10 juillet au 18 avril 1942. Le régime Laval qui s'instaure ensuite, dominé par un opportunisme

> d'aventuriers, ne représente pas, dans la politique française, quelque chose de profond. Il en est tout autrement du régime de Pétain […] Sa conception politique est au fond celle d'une droite conservatrice et paternaliste, respectueuse des valeurs essentielles qu'exprime la formule « Travail, famille, patrie » […] le souci primordial du maréchal a été de limiter la débâcle en acceptant la défaite […] c'est dans ces conditions que se pratique ce double jeu qui, se soumettant sans lutter davantage, cherche quand même à freiner les conséquences d'une soumission dont le vainqueur voudrait faire une alliance […] Le Vichy de Laval se distingue complètement du Vichy de Pétain. Sa conception est autre, plus cynique mais plus franche au fond […] Laval collabore. Il le fait d'autant mieux qu'il a la conviction de servir ainsi l'intérêt du pays, celui aussi de la société qu'il veut soustraire à l'envahissement communiste. Toute choquante qu'elle soit, cette conception a plus d'envergure que le mesquin double jeu du maréchal[43].

On le voit, la thèse du « double jeu » ne recouvre que très imparfaitement la théorie du « bouclier ».

Dans ce livre, 122 pages sont consacrées à la description du régime de Vichy dans son ensemble. Nulle place n'est réservée aux atrocités commises par la Milice en collaboration avec l'occupant, sous Pétain de même que sous Laval. De même que dans l'ouvrage de Robert Aron, les statuts des juifs ne sont guère évoqués, pas plus que les rafles ou les déportations exécutées aussi bien sous la responsabilité et l'approbation de l'un que de l'autre. Pas une ligne sur les camps, Drancy, les trains de la mort et le rôle des autorités publiques dans la mise en œuvre de la solution finale. Sur les juifs, un seul passage qui mérite d'être lu attentivement :

> L'antisémitisme de Vichy répond au même sentiment de réaction contre le régime précédent, au désir de flatter le vainqueur et aussi à une certaine tradition de notre politique. Depuis Drummond *[sic]* existe en France un antisémitisme […] d'extrême droite, de source catholique plutôt que protestante et surtout nationaliste. Il s'alimente naturellement des souvenirs, non oubliés, de l'affaire Dreyfus, et plus récemment, du rôle important des Juifs dans le Front populaire, sous l'égide de Léon Blum. Il ne faut pas méconnaître non plus que le développement des grands magasins juifs, des

> uniprix, inquiète de plus en plus une petite bourgeoisie, jalouse des « gros », de ces « gros » qu'elle voit justement réussir à ses dépens. Et puis, les Juifs ont été puissants sous la IIIe République et c'en est assez pour qu'on les assimile aux francs-maçons dans l'épuration massive que l'on entend réaliser. Tel est l'antisémitisme de Pétain qui se situe surtout dans une tradition de droite. Celui de Laval, qui dominera à partir de son retour au pouvoir, est plus semblable à l'antisémitisme hitlérien[44].

Dans ses notes préparatoires aux conférences de Harvard, Siegfried met plutôt en avant l'accord régnant, au début du régime, entre Pétain et Laval, même s'il souligne ensuite que Laval, quand il revient au pouvoir, entend jouer le jeu allemand et fasciste en s'appuyant sur des universitaires en rupture de ban, des aventuriers, des hommes de main et d'anciens communistes. Il est vrai que, dans sa conclusion, il estime déjà « qu'il importe de distinguer le Vichy de Laval et le Vichy de Pétain ; ce que Pétain a accepté de Laval, il l'a plutôt subi par faiblesse de l'âge, lassitude […] Laval partage un fascisme de gauche […] se rattache au boulangisme […] plus proche d'Hitler et de Mussolini. Quelle que soit la bassesse de cette conception : sous un plafond bas, elle n'est pas sans grandeur ; c'est une politique, éventuellement une grande politique dépassant en ampleur et en vision le médiocre double jeu de Pétain ». Les mesures prises à l'encontre des francs-maçons et des juifs sont ici assez bien détaillées : les francs-maçons sont « la bête noire du maréchal comme des maurrassiens ; dissolution, persécutions ; il faut déclarer qu'on n'est pas franc-maçon » ; « Mesures contre les Juifs : le Juif considéré comme métèque ; antisémitisme surtout catholique ; jalousie d'une petite bourgeoisie ; le maréchal est antisémite ; on se rappelle l'Affaire, le front popul avec Blum. Le statut d'octobre 1940 : Juifs exclus des fonctions publiques, élimination systématique des Juifs d'origine étrangère, les Juifs exclus du journalisme-cinéma-théâtre-radio ; définition du Juif : celui qui a plus de deux grands-parents juifs ; définition raciste. Le Maréchal veut qu'il n'y ait de Juif ni dans l'enseignement ni dans la justice[45]. » Ce texte est notablement différent du précédent : d'une part, l'explication générale est tout autre ; d'autre part, le statut d'octobre 1940 est présenté et la responsabilité du maréchal Pétain dans la répression antijuive se trouve cette fois clairement établie et dénoncée, en quelques mots il est vrai, devant les étudiants de Harvard. Nulle part, dans aucun de ses écrits, qu'ils aient été rédigés pendant Vichy ou après, ne surgit pourtant un cri de protestation, de refus[46].

Revenons une dernière fois à la période de Vichy elle-même, et non à son interprétation postérieure. Sous le Vichy de Pétain comme sous celui de Laval, André Siegfried poursuit ses activités d'enseignement. Ses cours, par exemple, au Collège de France ont lieu chaque année, sans interruption. Il a été nommé au Collège en 1933 ; déjà candidat au début de 1931, il reçoit en particulier l'appui de Charles Andler et de Marcel Mauss ; reconnaissant, André Siegfried remercie Marcel Mauss, son aide prouvant de sa part « une sympathie et une approbation intellectuelle dont je sens tout le prix[47] ». Trois jours plus tard, dans une autre lettre, Siegfried estime que Marcel Mauss le considère comme son « ami[48] ». Élu cette fois le 8 janvier 1933 à l'unanimité des suffrages en même temps que Lucien Febvre, il bénéficie du suffrage de Sylvain Lévi, d'Isidore Lévy ou de Marcel Mauss[49] ; il remercie à nouveau ce dernier « de l'appui que dès le début vous m'avez accordé ; c'est chose que je ne saurais oublier. Je me réjouis que les circonstances nous rapprochent ainsi ; j'espère que nous en profiterons pour nous voir plus souvent[50] ». Leurs relations épistolaires se sont ensuite apparemment relâchées[51].

Le 27 juin 1941, un arrêté met d'office Marcel Mauss, ainsi que son collègue Louis Nathan-Lerner, à la retraite par application du statut d'octobre 1940 excluant les juifs de la fonction publique. Cette mesure qui atteint également, le 9 décembre 1941, Isidore Lévy, frappe l'ensemble des professeurs juifs du Collège de France. Du coup, à la rentrée de l'année universitaire 1941-1942, comme l'indique l'*Annuaire du Collège de France*, aucun d'entre eux n'y enseigne, pas plus d'ailleurs qu'Émile Benveniste, Jules Bloch ou encore Paul Léon. Les autres cours se déroulent normalement, en dehors de ceux d'Henri Wallon, d'Henri Focillon, révoqué pour activité antinationale en juillet 1942, de Maurice Halbwachs ou encore d'Henri Maspero, déportés l'un et l'autre au camp de Buchenwald. Au contraire, Lucien Febvre poursuit son enseignement portant sur les mentalités collectives tout comme Paul Valéry, Paul Hazard ou encore Louis Massignon[52].

Promu à la classe exceptionnelle le 1er janvier 1942, André Siegfried, comme en témoigne l'affiche du Collège de France[53], continue d'une part son petit cours du mardi consacré à la géographie électorale du Languedoc, tandis qu'il consacre son cours général à la géographie économique et politique de la Méditerranée. Le 24 novembre 1941, il reçoit la lettre suivante signée par le sous-directeur du musée de l'Homme : « Comme suite à notre conversation de la semaine dernière, je vous envoie quelques références bibliographiques qui pourront peut-être vous être utiles » ; suit une liste de cinq ouvrages portant sur la Méditerranée dont deux très

anciens datant de 1895 et de 1902 ; un autre, celui de Charles Parain, *La Méditerranée*, paru en 1936, « ne traite pas, selon son correspondant, des races ». Celui de Bertholon et Chantre concerne les *Recherches anthropologiques dans la Berberie orientale* (1913) ; le dernier livre indiqué est celui de George Montandon, *La Race, les Races*, publié par Payot, en 1933, le sous-directeur conseillant d'étudier tout particulièrement dans cet ouvrage le chapitre « relatif à la race brune » ; ce responsable du musée de l'Homme termine sa lettre par ces quelques mots : « Je crois que de la lecture des principaux chapitres de ces ouvrages pourra se dégager une idée d'ensemble des peuples et des races des pays méditerranéens. Je m'excuse de vous avoir fait attendre si longtemps, etc.[54]. » George Montandon fait partie de l'école française d'anthropologie et détient depuis 1933 une chaire à l'École d'anthropologie ; publiant de nombreux articles, par exemple dans la *Revue anthropologique*, il présente en 1935 un ouvrage qui attire rapidement l'attention, intitulé *L'Ethnie française*. Ce spécialiste des races et des crânes vient également de publier en 1940 le célèbre *Comment reconnaître un juif ?* (Voir chapitre 6.) Notons encore que George Montandon de même que René Martial, autre théoricien des races, font partie du courant eugéniste de défense de la population française contre toutes les causes de dégénérescence, depuis les maladies infectieuses jusqu'à… l'immigration étrangère, préoccupations partagées également, on s'en souvient, par le Musée social dont André Siegfried préside les activités[55].

Après avoir exposé les « principales classifications de la race blanche » données par Ripley et Deniker qui distinguent l'un et l'autre les « nordiques dolichocéphales » des brachycéphales et des races méditerranéennes « dolichocéphales brunes », André Siegfried décrit la classification générale identique adoptée par George Montandon en citant explicitement cet auteur : « a) blonde (nordique) ; alp-arménienne (brachycéphale) ; brune (méditerranéenne) » et termine son introduction par d'autres auteurs qui insistent davantage quant à eux sur « la couleur de la peau » ou encore la nature des cheveux : « laineux : les nègres en général ; lisses ou ondulés (cymotriques) : les Eurasiens en général ; droits (lissotriques) : les jaunes ». S'il reconnaît qu'il y a de plus en plus de brassage et de mélanges mettant en question la pureté des races, il n'en soutient pas moins que du fait de « la grande fréquence de types constitutifs […] il est légitime et sérieux d'étudier la race »[56]. Afin d'étudier les squelettes, l'auteur décrit alors avec précision les mesures de l'indice céphalique : « brachycéphale : au-dessus de 80, dolichocéphale ; au-dessous de 75, mésaticéphale : intermédiaire », de même que le

point de vue « facial, nasal », la nature des « parties molles : couleur de la peau, cheveux, yeux, organes intérieurs (intestin, foie, rate, thyroïde, muscle) ». André Siegfried élabore alors une vaste fresque de la naissance et des transformations de ces races afin de mieux rendre compte de la « grande race blanche europoïde dolichocéphale » dont les cheveux lisses s'opposent aux « cheveux crépus, laineux nègres » et aux cheveux droits des « jaunes » ; les « éléments exotiques apportés par la race brune de type négroïde restant peu importants, la race nègre, du fait du climat, ne pouvant se développer en Europe »[57]. André Siegfried entreprend ensuite une description minutieuse de la « race méditerranéenne, sa dolichocéphalie, son type de nez, de cheveux, etc. », en la différenciant de la « race alpine brachycéphale, front élevé, etc. », de la « race nordique, grande taille, dolichocéphale, cheveux fins et blonds, nez proéminent, profil droit, peau blonde », et enfin de « la race nègre dolichocéphale, nez épaté, lèvres épaisses, saillantes, souvent retroussées au-dehors, cheveux crépus ». Suivent de nombreuses pages de notes sur « les formes de crânes » selon les races, le nom de Montandon revenant une dernière fois sous sa plume[58].

Peu après, en 1943, André Siegfried publie, aux Éditions Gallimard, l'ouvrage *Vue générale sur la Méditerranée*. Après avoir souligné que « la race blanche […] a créé la civilisation occidentale » et cité à ce propos comme il le fait souvent aussi bien Paul Valéry que Paul Morand, il écrit : « Il est sérieux, à notre avis, d'étudier les races : le facteur humain sous l'angle anthropologique reste un des éléments essentiels de toute civilisation », puis reprend les distinctions entre race nordique dolichocéphale, race alpine brachycéphale et race méditerranéenne dolichocéphale. Fidèle à son enseignement, il décrit chaque race à travers son type de squelette, de faciès, de crâne, de peau, etc., reprend sa théorie de l'immigration en trois générations en concluant cette fois qu'« en trois générations, le cycle est achevé » et aborde enfin un thème qui lui est cher, celui de la défense sanitaire de l'Occident et du rôle qui incombe, de ce point de vue, à la Méditerranée ; comme il l'écrit souvent, « Suez est le suprême guichet que l'on peut fermer, la porte de l'Orient, l'endroit où l'Occident étant laissé derrière, on entre, suivant le mot de Gobineau, dans le domaine de l'étranger » d'où proviennent aussi tant de maladies : « la race blanche doit se protéger des contaminations exotiques »[59]. Ce thème retient de plus en plus son attention : en 1943 encore, il donne une conférence sur la défense de la race blanche vis-à-vis des maladies venant d'Orient, Suez devant servir d'ultime « barrage » : pour lui, « la défense peut se comparer à celle qui se posait aux Romains vis-à-vis de la pression barbare […] C'est non seulement affaire de science

médicale mais, à peine moins, d'organisation internationale conçue et dirigée par la race blanche »[60]. En mars 1944, dans une conférence prononcée au Collège de France, il s'engage dans un parallèle entre la diffusion des maladies et celle de la propagande politique ; la défense est la même, « tuer le germe » : il tente de montrer comment « les idées se propagent comme le font les germes » ; « nature de ma *[sic]* défense : dépister le germe, Suez n'étant que l'ultime guichet » ; « défense contre les idées ». Et enfin la conclusion : « salubrité et civilisation : il faut une organisation internationale dirigée et administrée par les Occidentaux de race blanche seuls capables de cette fonction. Nous autres civilisations, nous avons appris que nous ne sommes pas immortelles »[61]. Après avoir traité, en 1942-1943, dans son cours du Collège de France consacré à la géographie économique et sociale, du « rôle des diverses races dans la mise en valeur du monde (rouge, noir jaune) », puis « même sujet : la race blanche et la civilisation occidentale », André Siegfried consacre son cours de 1943-1944 aux maladies infectieuses : « de quelle façon les puissances civilisées ont organisé la défense de l'Occident contre les contaminations de l'Asie et de l'Afrique », le cours de Louis Massignon portant cette année sur « la notion de race, de nation et d'usure chez les utopistes sociaux de l'Islam », celui de Lucien Febvre « insistant tout particulièrement sur le facteur géographique dans la genèse de la nation »[62].

A vrai dire, André Siegfried est comme obsédé par ce thème de la défense de l'Occident porté par la race blanche : sa première leçon au Collège de France, le 28 avril 1933, se propose déjà de montrer à travers la géographie humaine « l'acclimatation des races ». A ses yeux, « le contact du sol, surtout d'un certain sol bien déterminé, empêche l'esprit de divaguer. C'est un des bienfaits les plus certains de la discipline géographique ». Dans cette première leçon, il cherche donc « à caractériser notre civilisation occidentale, telle que la race blanche l'a constituée » par la maîtrise de la technique[63]. Dans le même sens, il prononce le 18 novembre 1932, en tant que professeur à l'École libre des sciences politiques, une conférence dont le thème est « L'Occident et la direction spirituelle du monde » ; il pousse ce même cri d'alarme : « La direction blanche est contestée […] les autres races visent maintenant à l'émancipation […] ces néophytes apportent au maniement de la machine une agilité physique, une rapidité de réflexe que nos races, socialement plus évoluées, ne possèdent plus […] cette crise soulève, pour l'Occident, le problème de la direction spirituelle du monde […] Que le blanc se soit comporté comme un négrier, un pirate, un exploiteur avide, ce n'est, hélas, que trop vrai. Mais il ne faut

pas oublier la grandeur morale de tant d'hommes de notre race[64]. » Dès les années 30, dans de nombreux écrits André Siegfried met donc déjà l'accent sur l'antagonisme entre la race blanche et les races de couleur : ainsi, en Amérique latine, « le sang des Indiens est là, dans la race, même quand celle-ci paraît blanche […] l'exotisme ethnique […] la race blanche pure n'est guère représentée […] L'Européen, l'Américain du Nord, dans cette zone écartée, ne peuvent se défendre de cette angoisse ethnique que les blancs ressentent si fréquemment aux avant-postes de leur domaine[65] ».

Ce n'est cependant qu'à partir de 1941 qu'il appuie sans cesse sa géographie des races sur les conceptions anthropologiques en recourant dès lors fréquemment à un vocabulaire très particulier où les dolichocéphales se distinguent toujours des brachycéphales. Sa géographie des races se modifie donc très sensiblement durant cette période pendant laquelle les perspectives d'un racisme biologique à la Gobineau ou encore à la Vacher de Lapouge triomphent sans grande retenue[66]. Les descriptions biologiques soutiennent maintenant en permanence la géographie des races. Dans son cours professé à l'École libre des sciences politiques, en 1943-1944, il développe encore l'idée que « la race blanche prend la tête » du progrès en ajoutant toutefois que « la grande poussée de la race blanche est maintenant parvenue à son terme ». Après avoir souligné que « chaque race correspond à un type physique, à une civilisation, à une étape dans le degré d'évolution », il présente rapidement, dans sa sixième leçon, les « nègres », les « indiens », les « jaunes » et les « blancs » avant de se tourner à nouveau vers son autre domaine de prédilection, celui de la « Défense de l'Occident » contre l'Asie, « foyer de saletés, de corruptions, de contaminations », le canal de Suez étant toujours considéré comme un « barrage », « la race blanche étant seule capable » de pourvoir à son organisation[67].

Comme président du Comité des études, André Siegfried est très présent à l'École libre des sciences politiques, sur la brochure officielle qui en donne une présentation, en 1941-1942, dès la première page, on peut lire : « administrateur honoraire : le maréchal Pétain » ; Siegfried figure ensuite comme président du Comité des études, Roger Seydoux étant sous-directeur de l'École. Parmi le corps enseignant, on trouve aussi bien Joseph-Barthélémy, ministre de la Justice, que le doyen G. Ripert, ministre de l'Éducation nationale dans le premier gouvernement Laval, les préfets Jean-Pierre Ingrand et Jean Legay[68] que Benoist-Méchin, secrétaire d'État à la présidence du Conseil, Jean Bichelonne, secrétaire général à l'Industrie et au Commerce intérieur, Jean Borotra, commissaire général à l'Éducation générale et

aux Sports, etc. L'École étant ouverte aux représentants officiels du régime, sa brochure se fait aussi l'écho de sa législation, y compris du statut des juifs[69]. De nombreuses conférences sont organisées sur les chantiers de la jeunesse, la Charte du travail, les sports, la politique économique, etc. Dans la brochure de l'année 1942-1943 où figurent à nouveau la plupart de ces enseignants, on peut lire : « Les élèves et futurs élèves sont vivement engagés à lire des ouvrages généraux allant de Montesquieu, Tocqueville, Fustel de Coulanges, Taine, Boutmy, Sorel à des livres plus récents comme : *Les États-Unis d'Amérique* d'André Siegfried, *Le Crépuscule des races blanches* de Maurice Muret, *L'Histoire de l'armée allemande* de Benoist-Méchin, etc. » Dans la brochure de 1943-1944, cette liste s'est transformée : on cite cette fois quatre ouvrages d'André Siegfried, celui de Benoist-Méchin, un livre de Bainville sur *L'Histoire de la nation française*, etc.

A la fin de la guerre, André Siegfried devient président du conseil d'administration des Sciences Po, son nom étant dorénavant le premier sur la nouvelle brochure. Au Collège de France, on observe de même un certain nombre de changements : un arrêté du 16 octobre 1944 réintègre dans leurs fonctions Paul Léon, Isidore Lévy, Louis Nathan-Lerner et Marcel Mauss. En février 1945, Maurice Halbwachs, déporté au camp de Buchenwald, vient à mourir. Le 28 février 1945, un autre texte frappe de nullité la révocation d'Henri Focillon de juillet 1942 pour activité antinationale. Jules Bloch et Émile Benveniste reprennent leurs cours en 1945-1946. Au contraire, le 30 avril 1946, Bernard Fay est révoqué et perd son emploi de professeur au Collège de France. Paul Valéry qui, pendant toute la période de Vichy, a été reconduit à son poste chaque année, décède lui aussi le 20 juillet 1945. Élu en octobre 1944 à l'Académie française et maintenu à son poste au Collège de France au-delà de la limite d'âge par un décret du 30 juillet 1945 signé de René Capitant, André Siegfried, qui prendra sa retraite au Collège le 8 août 1946 et joue maintenant un rôle actif à l'Académie française où il rejoint l'opposition dite « résistante » à l'élection de Paul Morand[70], poursuit quant à lui son enseignement sur des thèmes qui lui sont depuis longtemps familiers : son cours de géographie économique se propose ainsi d'étudier « la force de la race blanche, son esprit, sa magnifique confiance en l'homme. La race blanche s'est ainsi constituée une morale propre ou plutôt, un esprit de conduite ». Maintenu en fonction par un arrêté du 30 juillet 1945, son cours de 1945-1946 concerne toutefois « le Canada : ses deux éléments » : quelque cinquante ans plus tôt, l'un de ses premiers livres avait pour titre *Le Canada. Les deux races*[71]. André Siegfried conserve presque à l'identique

ses centres d'intérêt : en décembre 1944, il s'interroge toujours, au Collège de France, sur le déclin de la race blanche et de l'Occident[72] ; dans un article sur « la race blanche » publié en décembre 1948, il montre encore comment « la race blanche et avec elle la civilisation occidentale se voit contester son ancienne suprématie », il décrit « la marée montante des races de couleur » pour conclure : « sans être raciste, il faut admettre que les deux notions (de civilisation occidentale et de race blanche) se recouvrent »[73] : devant un tel constat et en fonction des menaces de déclin, il déclare : « il faut rester nous-mêmes. Je refuse donc de m'humilier[74] ».

Il entend même rester encore fidèle aux théories anthropologiques des races. Dans ses cours donnés à l'Institut d'études politiques, en 1945-1946 ou en 1947-1948, il examine, chapitre après chapitre, les caractéristiques des Anglais, de race « dolichocéphale », des Allemands, « dolichocéphales, blonds, yeux bleus, teint clair, grands » au nord, « brachycéphales, bruns, petite taille » ailleurs, des Russes, au nord, « se rattachant aux races de l'Asie jaune par la couleur, les traits, l'ossature », les Slaves étant au contraire des « aryens blancs » ; il consacre de longues pages à la race chinoise, à la race japonaise de type mongole et enfin aux multiples traits raciaux des Indes, « race négroïde dans le sud » s'opposant à la « race aryenne, partie de la race blanche dolichocéphale, teint clair, haute taille »[75]. Dans son livre *L'Ame des peuples* (1950), il décrit encore de cette manière l'ensemble méditerranéen : « La race des Ibères est blanche, dolichocéphale, d'une structure osseuse légère, petite et de teint brun. Elle s'oppose, en se distinguant d'eux géographiquement, soit aux nègres, qui sont dolichocéphales mais noirs (comme l'eût dit M. de La Palice), soit aux Alpins ou aux Celtes qui sont brachycéphales, soit aux Nordiques qui sont eux aussi dolichocéphales mais blonds et de teint clair […] On connaît la thèse des racistes : tout ce qu'il y de bon dans les pays méditerranéens provient du Nord, partout où se rencontre le sens du commandement, de l'ordre, de la discipline, c'est une origine nordique qui est en cause ; Jésus-Christ lui-même, ce Galiléen, aurait appartenu à la race supérieure des dolichocéphales […] La thèse est ridicule mais elle contient cependant une âme de vérité[76]. » Lorsqu'il en arrive à examiner les fondements de « l'ingéniosité française », il avance toujours la même hypothèse : « On parle volontiers, dit-il, de ce que nous devons aux Latins mais pas assez de nos traits celtiques. Cet héritage est important. Je ne serais même pas éloigné d'y voir, quant à moi, l'élément essentiel de notre patrimoine social et sentimental. Ici l'on pensera tout de suite au mystère, à la poésie des traditions bretonnes, au charme romantique des folklores gaulois. Mais c'est des Celtes que

nous avons aussi hérité le sens de l'intérêt […] l'attachement au sol[77]. »

Dans ce même ouvrage, il examine ensuite la race germanique : les Allemands du Nord-Ouest, estime-t-il, sont « dolichocéphales, grands et forts, blonds ou roux, avec des yeux bleus, une complexion claire. Gobineau a lancé la doctrine de leur supériorité […] Il y a une seconde série d'Allemands, ce sont les Alpins, qualifiés parfois de Celtes […] Brachycéphales, bruns, de taille moyenne […] Quand or voyage en Allemagne, on est frappé du nombre de gens rencontrés qui, manifestement, ne sont pas des Nordiques. Ils n'en éprouvent pas moins la fierté germanique, même si, du point de vue ethnique, rien ne les y autorise […] Les territoires actuels de la Prusse centrale et orientale sont pénétrés de sang slave […] Il n'y a même pas d'influence orientale que là, car il nous faut encore parler des Juifs, même après la massive persécution hitlérienne ». Siegfried ajoute alors ce commentaire déjà évoqué de manière plus complète plus haut : « On en distingue assez aisément deux vagues : la première est celle des Juifs largement occidentalisée du XIX^e^ siècle ; une nouvelle vague s'est répandue à la suite de la Première Guerre mondiale, plus exotique cette fois, moins frottée d'Occident […] Du fait de cette intervention insinuante […] une présence soviétique se trouvait en quelque sorte projetée dans la capitale allemande […] Cette capitale, agressivement occidentale dans son cadre extérieur, recelait en soi, largement à cause de ses Juifs, d'insidieux germes de l'Orient. Ces circonstances ont attiré la persécution que l'on sait[78]. »

Même dans ses cours à l'école qui est devenue l'Institut d'études politiques, il préserve encore un certain temps ce vocabulaire anthropologique : en 1954, par exemple, dans son cours de géographie économique, il consacre la séance du 13 janvier, à nouveau, à la Méditerranée ; dans ses notes, il écrit : « La race ibéro-méditerranéenne est une race blanche dolichocéphale. Elle s'oppose par distinction aux nègres dolichocéphales aussi, mais noirs. Elle s'oppose également aux autres races blanches, alpines qui sont brachycéphales, nordiques qui sont dolichocéphales et blondes[79]. » De même, dans son cours de l'Institut d'études politiques consacré cette fois, en 1951, aux échanges internationaux, il propose, le 19 janvier, une analyse des « rôles et possibilités des diverses races dans la mise en valeur de la planète : rouges, noirs, jaunes, orientaux » ; dans ses notes de cours, il souligne que « chaque race correspond en gros à un type physique, à un type psychologique, à une civilisation, à une étape dans le degré de civilisation. Evidemment, le monde sera différent selon que telle ou telle race le dominera et dirigera sa mise en valeur. Prendre les races en allant de la race la moins efficace à la plus efficace ». Il

s'attarde ensuite à la description de la race noire : à ses yeux, le Noir « vit dans le présent, gaieté du noir, son sens de l'amusement, son goût de l'excitation collective (danse, tam-tam) ; vanité puérile encore se manifestant de toutes sortes de façons, nègre fier de ses dents aurifiées, vélos avec TSF sans TSF, susceptibilité. Surtout, il est incapable de raisonner comme nous : le raisonnement logique, le sens de la cause et de l'effet lui échappe ; Descartes, Bacon n'ont pas passé par là. Le noir peut individuellement et encadré par nous faire à peu près tout ce que nous faisons mais il ne peut le faire qu'individuellement. Socialement, collectivement, la race noire reste inférieure et comme niveau racial, le meilleur des noirs reste au-dessous du moins bon des blancs »[80]. Formule très proche de celle qu'André Siegfried emploie dans un autre cours de l'Institut d'études politiques, en novembre 1954 : « Le meilleur Oriental ne vaut pas à cet égard le dernier Occidental. Un Occidental, même ouvrier, fait un chef en Orient. L'Oriental, même le meilleur, ne fait pas un chef[81]. »

Dans une conférence prononcée le 15 janvier 1952 portant sur « les noirs dans le monde », André Siegfried met en lumière l'« unité de la race noire : physiquement, les traits sont partout semblables : jambes élancées et fines, même façon de marcher avec un mouvement des jambes projeté en avant, bassin étroit, épaules larges, ventre inexistant, noblesse du port, surtout des femmes (fardeaux sur la tête), faciès toujours reconnaissable (lèvres lippues, cheveux crépus) (le fait d'être noir est presque secondaire : Noirs qui sont blancs) ». Pour lui, les « traits psychologiques essentiels » des Noirs d'Afrique sont les suivants : « spontanéité, sentiment artistique inné, surtout sous la forme des rythmes (danse), des couleurs, des sons (musique) mais toujours sous le signe de l'émotivité avec le goût de l'excitation et collective (tam-tam), parmi les races, c'est une race d'artistes ; puérilité foncière, d'où sa bonne humeur ; vanité dans ses costumes (couleurs voyantes, modes excessives), dans ses dents aurifiées, dans ses admirations ; susceptibilité. Le Noir est intelligent mais de son intelligence à lui fondée sur une conception animiste de la Nature toute moniste, il ne sait ni ne veut séparer les causes premières des causes secondes faisant intervenir les premières dans son raisonnement. Par exemple : panne du carburateur : intrusion d'un esprit ; expérience chimique ratée : un mauvais esprit […] son rôle dans la production : actuellement il ne peut être qu'un appoint, il ne peut être dirigeant, il ne saurait nous remplacer dans la direction (nous étant partis) ; il peut nous concurrencer dans les étages inférieurs ». Conclusion générale : « c'est une race sympathique, éventuellement bien douée »[82]. Dans son cours sur les États-Unis professé, cette même année, à l'Institut d'études politiques, André Siegfried, en

novembre, aborde à nouveau la question noire et conclut : « La différence des races reste indélébile […] La ségrégation, dans l'égalité et la dignité, serait la meilleure solution, celle qui conviendrait le mieux aux blancs, aux nègres eux-mêmes aussi, mais elle apparaît impossible dans la dignité du ségrégé. » Dans ses notes de cours, il décrit, en annexe, les « nuances de peau qui distinguent entre eux les noirs ». Suit une longue liste : « noir, brun, brun foncé, jaune, brun-rouge, jaune foncé, chocolat, gingembre, clair, brun clair, rouge, rose, tanné, olive, cuivré, bleu, noir atténué, noir-brun, bronzé, banane »[83]. André Siegfried consacre de nombreuses pages presque identiques à la description des Noirs à travers le monde : déjà dans son livre *Afrique du Sud. Notes de voyage* (1949), il soulignait que, « collectivement, le progrès du noir est lent et jusqu'ici notoirement insuffisant pour le mettre au niveau de la race qu'on peut encore qualifier, par rapport à lui, de race supérieure […] le Noir, tout artiste qu'il est, demeure marqué de puérilité […] C'est un terrible danger si l'enfant se prétend homme et veut jouer à l'homme ». Face à ce danger, « n'attachons pas trop d'importance à l'hostilité des Anglais et des Boers : ce sont deux sections de la race blanche qui, dans la défense de leur civilisation commune, seront bien obligées, tôt ou tard, d'agir de concert. *White Africa*, c'est plus important que la langue ou le drapeau, dans cet avant-poste, dangereusement en flèche, de l'Occident »[84]. Là encore, les expressions venant sous la plume d'André Siegfried restent, comme on peut le constater, relativement constantes.

A vrai dire, cet intérêt à la géographie des races qu'André Siegfried, sous les conceptualisations les plus diverses, poursuit jusque dans les années 50, est depuis longtemps déjà patent. L'un des tout premiers ouvrages s'intitule, on l'a déjà noté, *Le Canada. Les deux races* (1906) : déjà, dans ce livre, André Siegfried s'efforce de décrire de quelle manière « notre race française » se trouve « en guerre ouvertement déclarée » avec la « race dominante » anglo-saxonne ; du coup, au Québec, « ce pourrait être la fin de la puissance catholique dans ce coin du monde, peut-être aussi la perte de la race française au Canada » : à ses yeux, « comme hier, comme il y a cent ans, le maintien du catholicisme semble donc être la principale condition de la persistance de notre race et de notre langue », d'autant que les éléments « cosmopolites » ou « exotiques » comme « les immigrés semi-asiatiques envoyés par l'Autriche ou la Russie » se tournent eux aussi davantage vers la civilisation anglo-saxonne[85]. Siegfried ne cesse de mettre l'accent sur les races aussi bien en 1922, lorsqu'il analyse le caractère italien[86], qu'en 1926 lorsqu'il présente « le point de vue américain dans la question des races », en soulignant d'emblée que, pour

l'Américain, « l'eugénisme est plus qu'un mot, l'expérience du nègre est là pour l'y ancrer. Le mélange de la race lui semble une sorte d'inceste »[87].

Si ce n'est véritablement que durant la période de Vichy et les quelques années qui suivent qu'il fonde explicitement cette notion de race sur des perspectives anthropologiques, il n'a cessé de l'employer en tant que facteur crucial de l'identité nationale. Encore dans les années 50, en conclusion de ses notes de cours qu'il donne à Harvard, en 1955, il se penche longuement sur « la France ethnique » en consacrant à nouveau un rapide paragraphe à la population juive se composant, d'une part, d'un groupe très ancien « se considérant cent pour cent français et l'étant » et, d'autre part, « une population récente issue de l'Europe orientale moins assimilée, plus exotique ». D'où la nécessité « de distinguer les Juifs selon que plus français que juifs ou plus juifs que français : prophétique (mais nuances) »[88]. Le plus important est la conclusion qu'André Siegfried tire de cette composition ethnique de la France. A deux reprises, il établit un lien direct entre le comportement politique des Français et leur origine ethnique. Nous sommes ici dans les toutes dernières années de la vie d'André Siegfried puisqu'il décède en 1959. C'est dire le poids de ces observations qui concluent presque une si longue existence consacrée à la géographie politique. A l'intérieur de ce chapitre intitulé « Situer la France ethniquement », il en vient à se pencher sur le comportement politique. Il écrit : « Les différentes origines ethniques se reflètent dans notre comportement politique. a) latins. b) celtes. c) germains » ; l'auteur examine ensuite « ce que nous devons aux latins », « ce que nous devons aux celtes », « ce que nous devons aux germains ». Dans la conclusion d'ensemble à ces cours, il évoque d'abord « la psychologie française » en fonction de sa composition géographique et de sa diversité ethnique, « la race germaine, la race celte, la race méditerranéenne » et termine par « l'explication du comportement politique » : « ce que nous devons aux diverses races. Nous en restons marqués »[89]. Cette « explication du comportement politique » formulée ainsi quatre années avant sa disparition prend une résonance toute particulière ; comme si, au soir de sa vie, il reformulait ici, bien plus que dans *De la III^e^ à la IV^e^ République* (1956) ou encore dans *De la IV^e^ à la V^e^ République au jour le jour* (1958), la découverte qu'il a sans cesse tenté d'établir depuis son livre phare, *Tableau politique de la France de l'Ouest sous la Troisième République* (1913), dans lequel il scrute, avec tant de méthode, le mystère des « personnalités ethniques » pour expliquer le comportement politique, problème qui l'a toujours littéralement obsédé, sur lequel il a en définitive peu écrit (mis à part sa *Géographie*

électorale de l'Ardèche sous la Troisième République, 1949), mais auquel il a consacré, même sous Vichy, année après année, tant de cours portant sur diverses régions françaises[90].

Dès l'introduction à son *Tableau politique de la France de l'Ouest* dont il a envoyé un exemplaire personnel aussi bien à Maurice Barrès qu'à Charles Benoist[91], André Siegfried écrit : « Plusieurs fois, mais est-ce bien une explication ? — c'est le caractère même de la race qui m'a paru la seule raison de certaines différences politiques essentielles, au-delà de certaines frontières ethniques[92]. » Plus loin, lorsqu'il formule une première conclusion générale sur les facteurs de l'opinion politique, il déclare : « Nous touchons au problème le plus délicat, le plus impénétrable. Nous sommes sans doute à même de mesurer la valeur intrinsèque des divers facteurs, mais nous constatons en même temps qu'elle n'est pas partout la même et qu'elle varie suivant la race et le tempérament des populations […] pourquoi certains Bretons (les Léonards) sont-ils cléricaux et certains autres (les Cornouaillais, les Trégarrois) ne le sont-ils pas ? Pourquoi, en un mot, telles populations sont-elle dociles, telles autres rétives, telles autres enfin imperméables à toute action extérieure ? […] A ces questions, le régime de la propriété, la structure sociale, le mode de groupement des habitations, diverses autres circonstances donnent des commencements de réponse, mais il faut en arriver finalement (et n'est-ce pas un aveu de défaite ?) au mystère des personnalités ethniques[93]. »

Lorsqu'il se penche sur le pays gallo pour rendre compte des comportements politiques spécifiques à cette région, il oppose le Gallo au « pur Celte de la Bretagne bretonnante resté libre » ; « par la race, ajoute-t-il, les Gallos s'opposent aux Celtes »[94]. S'inspirant, comme il le reconnaît lui-même, des *Souvenirs d'enfance et de jeunesse* de Renan, où celui-ci s'adonne, on s'en souvient[95], à ses rêveries celtiques façonnées, pour une fois, par une perspective quasi biologique, Siegfried commence ainsi sa présentation de la Bretagne bretonnante : « Si nous parlons de race, dès le début de cette étude sur la politique de la Bretagne celtique, c'est parce que la race est ici la grande explication des différences et des contrastes. Des deux côtés de la frontière linguistique, les conditions économiques sont à peu près les mêmes. Cependant, dès qu'on entre en Bretagne bretonnante, les hommes sont autres et en dépit d'une structure sociale d'abord semblable, l'atmosphère n'est plus la même. C'est que l'âme bretonne commence d'apparaître sans alliage[96]. » La réserve formulée dans l'introduction s'efface : la race est bien ici « l'explication » ultime du comportement politique. Lorsqu'il en vient à l'étude du Trégorrois, le pays de

Renan, il constate que « nulle région n'a l'âme plus bretonne que cette patrie de Renan […] Un substrat celtique, plus vieux que le christianisme, subsiste dans ces âmes à la fois très anciennes et très neuves ». Or, c'est à propos de cet exemple qu'il met au jour l'unique cas de remise en question du profond déterminisme de l'âme : « Il fallait, écrit-il, pour s'évader de l'armature qui l'enserrait que ce peuple osât. » De nouveaux courants d'opinions apparurent : « Le plus remarquable, le plus décisif fut celui que provoqua, en 1903, l'érection d'une statue à Renan, dans Tréguier, sa ville natale. Dresser Renan sur la grande place de la vieille ville ecclésiastique, face à la cathédrale, cela parut aux républicains un appel belliqueux, et aux catholiques, un défi […] L'effet fut énorme […] M. de Kerguézec alla droit au peuple […] ce Breton sut entraîner les Bretons ; retourné par lui, le pays de Guingamp, en 1906 et de nouveau en 1910, s'est "donné" à la démocratie. » Et Siegfried d'ajouter, question essentielle ici : « Dans ces conditions, le Breton est-il bien mûr pour l'indépendance du citoyen ? […] L'histoire le dira. Mais c'est une chose que les Celtes, réduits à leurs seules forces, sont moins bien doués que d'autres pour réaliser[97]. » Comme si le comportement politique favorable à la démocratie, rendu possible par l'abandon des « deux disciplines traditionnelles » que sont l'Église et la structure féodale, laissant les Bretons « sans guides statutaires », faisait réapparaître le Celte à l'état nu, aux « enthousiasmes mystiques » imprévisibles et, probablement, guère conciliables avec l'austère rigueur de la citoyenneté républicaine. Quand on souligne, de plus, que les « turbulents » ouvriers de l'Arsenal de Brest eux-mêmes, « malgré le déracinement qui les sèvre d'antiques et patriarcales habitudes […] restent bien entièrement et exclusivement bretons », le socialisme ou encore la République étant « pour eux l'occasion d'un retour au type primitif de la race, leur évolution politique ne faisant pas d'eux des hommes nouveaux »[98], comment, avec un tel fatalisme, peut-on, en profondeur, construire la République et son espace public universaliste ? Comment ancrer l'intentionnalité du citoyen sur sa seule raison quand la race et l'âme au fondement ethnique demeurent, pour les uns comme pour les autres, à la source d'un comportement politique trouvant dans le lointain passé son origine ?

6

George Montandon : l'anthropologie vichyste au service du nazisme

Le 10 avril 1943, le P^r^ George Montandon procède comme il en a l'habitude à un « examen ethno-racial » : « Monsieur André K…, né russe, naturalisé français, engagé volontaire en 1914 ; père étant juif et mère protestante, baptisé catholique le 9 novembre 1929, juste avant son mariage avec une catholique, de père et de mère catholiques. Circoncision : à 4 ans opéré pour rétrécissement ; status : long fourreau muqueux, frein fortement touché et plus de chancrelle. Race biologique : stature grande, pieds normalement cambrés, sous-brachycéphale. Teint blanc indéterminé. Nez moyen, profil légèrement ondulé. Expression générale du faciès non judaïque. Mimique : pas judaïque. L'ascendance paternelle est juive mais il y a des chances que la maternelle ne le soit pas réellement. La circoncision, du point de vue technique, est certainement chirurgicale. La morphologie et l'attitude de l'examiné ne respirent pas le judaïsme. Le soussigné estime en conséquence que l'examiné est à considérer comme non juif. »

Le 21 août 1943, le P^r^ Montandon procède à un autre « examen ethno-racial » : Jacques M…, exploitant agricole au Maroc, né français et catholique, ayant épousé une catholique, a tout comme son épouse une ascendance catholique et a combattu comme aviateur en 1914-1918 ; « dénoncé comme juif ». « Ne sait rien au sujet d'une circoncision et croit ne pas l'être. A la remarque qu'a été circoncis, dit que peut-être alors le fut par un médecin arabe. Status : fourreau très long (40 cm) nettement délimité par un anneau pigmentaire. Frein et chancrelle intacts. Tout l'aspect d'une circoncision musulmane. » « Race biologique : stature très grande, pieds normalement cambrés, sous-brachycéphale. Teint blanc basané. Nez moyen, profil droit à pointe plongeante. Espace naso-labial normal. Bouche moyenne. Oreilles moyennes. Expression générale du faciès : pas spécifiquement judaïque. Mimique et contenance : un peu judaïque. Il est donc vraisemblable que même si l'examiné a en

lui quelque chose de juif, cette participation ne dépasse pas 50 %. Le soussigné estime que l'examiné peut être considéré comme non juif de façon provisoire. » Le 1er juin, le Pr Montandon rédige un autre rapport concernant Mme R… : « Née en Roumanie, mariée à un catholique, de stature grande, pieds normalement cambrés, brachycéphale, cheveux noirs, nez petit, profil droit, oreilles moyennes, bouche plutôt petite, type alpinoïde, mimique et contenance pas judaïque […] à en juger d'après la seule morphologie, l'examinée n'est pas juive […] mais le soussigné est le premier à reconnaître combien les données de la morphologie peuvent être trompeuses pour les juifs […] Le soussigné estime que le maximum qui puisse être fait pour l'examinée serait une prolongation de délai avec, pour le moment, une lettre dite de petite présomption et de valeur provisoire la considérant comme non juive. » Dernier exemple parmi tant d'autres : le 21 avril 1943, George Montandon examine Yves F…, né à Paris, de père tchèque et de mère française, époux d'une femme de religion catholique. « A été trois fois dénoncé comme juif. Circoncision en 1917, à 26 ans, au front, avait de l'herpès dont le traitement n'était possible sans opération. Cicatrice irrégulière assez visible. L'opération n'est pas rituelle. Race biologique : stature petite, trapu, pieds normalement cambrés, brachycéphalie ; nez moyen, profil droit, espace naso-labial normal, bouche moyenne, haut du pavillon décollé. Expression générale du faciès : pas spécifiquement judaïque. Mimique un peu judaïque. Pourrait passer pour très judaïque. Si l'on voulait juger l'examiné seulement sur sa contenance et ses oreilles écartées, on pourrait le classer parmi les plus ou moins juifs. Cependant, l'allure générale est celle d'un individu de race alpine dans laquelle rentreraient les Bretons en majorité et même si son père était hypothétiquement juif, il n'en subsisterait pas moins que la mère devait être, de son nom, de souche aryenne et que, vu le prénom "Yves" de l'examiné, l'influence bretonne était manifeste. La circoncision enfin a l'aspect d'une vraie opération. Le soussigné estime que l'examiné doit être considéré comme non juif[1]. » Responsable de ces tests, George Montandon ne dédaigne pas de théoriser sa pratique ; à ses yeux, comme il a déjà eu « l'occasion de l'exposer en quatre heures devant un corps d'inspecteurs de police », « on constate chez les juifs, par contraste avec la population indigène (c'est-à-dire avec nous autres Français), un relâchement de la musculature et du tissu conjonctif, l'aplatissement de la cage thoracique, le voûtement du dos, l'aplatissement de la plante des pieds, des névroses et des psychoses, en particulier la paralysie agitante, la schizophrénie et son contraire, la folie maniaco-dépressive, enfin l'hystérie et surtout la neurasthénie »[2]. Pour lui, ces

traits psychologiques des juifs ont été « disséqués par des historiens et des sociologues comme Capefigue et Drumont ou chantés par des poètes comme Céline[3] ».

Dans une lettre adressée au préfet de police de Paris, le commissaire général aux Questions juives souligne qu'« en principe chaque intéressé est redevable du montant de l'examen subi par lui. Au cas où la situation de l'examiné serait reconnue indigente et où par surcroît il serait classé juif après examen du Professeur Montandon, je serais disposé à demander à l'Union générale des Israélites de France à prescrire sa dette ». Les témoins sont nombreux pour souligner la voracité financière de Montandon. Ainsi Louise J…, reconnue comme non juive, tente de sauver sa fille Jacqueline : celle-ci se trouve convoquée, le 1er mars 1943, par Montandon en personne « qui, après examen du lobe de l'oreille, marche sur la pointe des pieds et prélèvement d'une goutte de sang au doigt, a demandé 400 francs d'honoraires que ma fille a payés » ; comme cette jeune fille est finalement incarcérée avec son mari et son autre fille à Drancy, George Montandon se propose de leur rendre visite et exige 2 000 francs par personne : « Il a bien voulu considérer que, ayant à voir trois membres de la même famille, il condescendait à ne demander que 3 000 francs que j'ai dû aussitôt verser. » Aucun ne sera malgré tout libéré[4].

Ainsi, à Paris, un universitaire français dûment patenté et reconnu par ses pairs, digne héritier néanmoins du biologisme de Gobineau et de Vacher de Lapouge, réduit ses concitoyens à l'état de bétail sur lequel il s'octroie tout pouvoir, envoyant celui-ci à la mort, sauvant celui-là en fonction, semble-t-il, aussi de l'importance des sommes versées. Dans la Ville lumière, tandis que pour beaucoup la vie continue, les juifs français ou immigrés comparaissent devant un professeur dont les écrits ont été publiés peu auparavant par les Éditions Payot, aux côtés de ceux des plus grands noms de l'anthropologie ou de la sociologie, les Robert Lowie, Edward Westermarck, Johan Huizinga ou Vilfredo Pareto. L'anthropologie des races transformées en ethnies tout à la fois raciale et culturelle pour en accentuer encore l'enfermement et le déterminisme trouve ici son aboutissement extrême : si l'eugénisme se trouve appliqué par les nazis en Allemagne et dans l'Est de l'Europe, le régime de Vichy se contente, à travers l'action officielle et reconnue d'un Montandon, d'en rendre possible l'application en livrant, au nom de la pureté de la race et de l'ethnie, les juifs français ou immigrés à leurs bourreaux. Polémiquant avec l'Action française et récusant l'antisémitisme à la Maurras, Montandon s'exclame, dès février 1939 : « A quoi peut aboutir l'antisémitisme de Drumont,

prolongé par Maurras et par Darquier ? Nous ne sommes arrivés à rien, me disait ur ancien militant de Drumont. Mais à quoi est arrivée l'Allemagne avec sor ethnoracisme par rapport aux Juifs[5] ? » Partisan des méthodes musclées de l'Allemagne nazie, Montandon pousse à son paroxysme l'antisémitisme à la Drumont. A ses yeux, « la question juive serait réglée si l'on autorisait légalement tout Français chrétien à tuer deux Juifs[6] ».

Hostile lui aussi à la présence, en France, de ces « allogènes », Montandor estime, dès septembre 1938, que « le devoir des ethnologues dans cette question, c'est d'aider à dissiper le brouillard » en rejetant par tous les moyens cette « ethnie allogène » et « inassimilable » dont « le petit nombre se trouve comme multiplié par son omniprésence dans les postes formant l'armature économique, intellectuelle et même politique de la nation ». Dans cette lutte à mort contre les « allogènes », seule la terminologie ethnique allemande est « correcte »[7]. Dans son livre, *L'Ethnie française*, publié à Paris, en 1935, par les Éditions Payot, le Pr Montandon exprime déjà sans détour de tels propos, tout en poursuivant sa carrière au sein de nombreuses institutions académiques et sans se trouver ouvertement démenti par l'École d'anthropologie à laquelle il appartient. Analysant la « composante allogène » juive dans la France des années 30, ce docte savant se livre déjà à une description biologique et physique minutieuse des juifs, celle-là même qu'il mettra en pratique quelques années plus tard, à Vichy, dans ses examens « ethno-raciaux » : dans cet ouvrage prétendument savant inclus dans la brillante « Bibliothèque scientifique » de Payot, Montandon décrit « le nez fortement convexe des juifs, avec proéminence inférieure de la cloison nasale, les lèvres assez charnues, les yeux enfoncés dans les orbites, le cheveu assez fréquemment plus ou moins frisé ». Selon lui, « la solidarité sociale juive contribue au maintien du faciès judaïque ». Plus loin, conforme à l'air du temps, Montandon estime que « les caractères qui sautent aux yeux à la vue d'un Nègre sont la peau plus ou moins noire, les cheveux crépus, le nez épaté, les lèvres éversées » ; pour lui, « il est certain qu'un Nègre somatiquement pur aura toute chance d'avoir la mentalité nègre ». Traduisant, en 1937, le livre de D. Westermann, *Noirs et Blancs en Afrique*, il remarque, dans le même sens, que « quelles qu'aient été les performances des civilisations nègres aux temps jadis […] le nombre de facteurs supérieurs est donc beaucoup plus grand dans la grand'race blanche que dans la grand'race noire[8] ». Un peu plus tard, il confirmera, comme d'autres auteurs éminents et à peu près en des termes identiques, ce jugement ; en avril 1941, dans la revue *L'Ethnie française* qu'il dirige, il écrit ainsi : « Non

seulement, la grand'race noire est mentalement inférieure à la grand'race blanche, non seulement les races et sous-races noires les plus élevées sont inférieures aux races blanches les moins élevées, mais l'immense majorité des individus noirs, pris un à un, sont inférieurs à l'immense majorité des individus blancs, pris un à un[9]. » Comme « la France a hébergé des individus négroïdes » tout comme des allogènes juifs, l'ethnie française dans sa dimension subnordique ou alpine se voit menacée, provoquant des fortes tensions sociales et politiques internes. On pourrait avancer que, dans l'esprit de Montandon, les guerres franco-françaises illustrent l'âpreté d'un affrontement racial : « Il n'est pas invraisemblable, remarque-t-il, que le tumulte des races en France conditionne ce tumulte des esprits que l'on y mentionne depuis les temps les plus reculés[10]. » Présentée avec de nombreux schémas et représentations cartographiques, cette démonstration, reposant en grande partie sur l'examen des crânes et sur l'opposition entre brachycéphales et dolichocéphales illustrée par de nombreux portraits d'hommes célèbres (dont ceux du linguiste Sylvain Lévi, de l'écrivain Benjamin Crémieux et de Léon Blum), s'accompagne d'une impressionnante bibliographie dont le caractère supposé scientifique ne peut qu'emporter la conviction du lecteur déjà fort impressionné par l'excellence de la collection dans laquelle cette recherche a l'honneur de se voir publiée.

D'autant plus qu'elle succède à un autre ouvrage chargé lui aussi de graphiques et de tableaux sophistiqués publié quelques années plus tôt par l'estimable savant : en 1933, les Editions Payot ont, en effet, fait paraître le précédent livre de cet éminent professeur d'ethnologie, toujours dans leur prestigieuse collection « Bibliothèque scientifique », intitulé *La Race, les Races. Mise au point d'ethnologie somatique*. Se situant délibérément par rapport aux perspectives sociologiques dessinées par Marcel Mauss, il souhaite, pour sa part, identifier davantage l'ethnologie à la seule « raciologie » ; décrivant dans cet ouvrage, avec force portraits, les multiples races brune, nigritienne, mongolienne, papouasienne, etc., il décrète que « la race pure ne représente pas un passé mais un devenir[11] ». Ce livre a d'ailleurs été reçu avec enthousiasme par la presse spécialisée : pour la *Revue générale des sciences*, il constitue « un ouvrage de grande valeur […] des types de races parfaitement bien choisis illustrent le volume » ; la *Revue scientifique* estime également qu'il s'agit « d'une mise au point scientifique du sujet » ; Arnold Van Gennep, savant reconnu, souligne « sa clarté évidente, sa sincérité », tandis que *L'Anthropologie* déclare que « la description de toutes ces races est nette et claire » ; « grâce à lui enfin, s'exclame le *Jardin des lettres*, nous savons ce qu'est

la race et ce qu'est l'ethnie, ce que sont les Pygmées et les Amérindiens, les Juifs » ; seule ou presque la *Revue de Paris* note qu'« il fournit une justification à la politique raciale hitlérienne car pour Hitler aussi la race pure est dans l'avenir ». Comme le souligne le *Bulletin* du Centre de documentation et de vigilance créé dans les années 30 par certaines institutions juives effrayées par la montée de l'antisémitisme, « M. Montandon, dont les travaux d'ethnologie font autorité, a publié ses livres chez Payot […] Le conférencier, en ce qui concerne les juifs, prend simplement à son compte ce que l'on trouve généralement dans le *Sturmer* […] Il appartient à la tendance d'Action française et a figuré en maintes circonstances, aux côtés de Léon Daudet ou de Charles Maurras, à des manifestations d'Action française[12] ».

Professeur titulaire à l'École d'anthropologie dirigée par Louis Marin, George Montandon diffuse ses idées sans recevoir apparemment le moindre blâme[13]. Cet ancien sympathisant de la cause bolchevique a publié, en 1924, plusieurs articles dans *Clarté* avant de faire paraître dans *L'Humanité*, en 1926, un article sur les types juifs dans lequel il écrit : dans la famille d'Abraham, on se trouve en présence « d'une figure longue et une tête longue aussi (dolichocéphalique). Les traits sont lourds ; le nez long mais pas busqué, avec de grandes narines. La bouche est grande et droite avec les lèvres épaisses, le menton puissant et lourd » ; d'autres juifs présentent « une tête ronde (brachycéphalique), un nez grand et busqué, aux narines fortement recourbées, des paupières lourdes […] ce type prédomine parmi les juifs d'aujourd'hui »[14]. Montandon donne maintenant conférence sur conférence et ne fait pas mystère de ses opinions : plus nazi que les nazis, il déplore l'annexion par l'Allemagne de la Tchécoslovaquie, regrettant l'incorporation d'une ethnie étrangère[15]. Contre « l'ethnie putaine » que forment les juifs définitivement allogènes à toutes les sociétés auxquelles ils ne peuvent s'intégrer, tout est permis, y compris le recours, selon les méthodes nazies, à la manière forte. Toujours aux Éditions Payot, George Montandon préface, en 1939, un ouvrage de H. Weinert, auteur qu'il présente comme « l'une des premières autorités d'Allemagne en matière d'anthropologie spécialiste de la reconstitution des crânes » ; cet expert considère que « le juif oriental a acquis dans l'habitat de la race anatolienne sa largeur de tête et surtout son nez juif créant ainsi le type dit juif »[16].

Un peu plus tard, en 1940, dans le Vichy triomphant, George Montandon fait paraître un autre ouvrage destiné à acquérir rapidement une immense notoriété, *Comment reconnaître le Juif ?* Y figurent à nouveau un grand nombre de portraits de juifs, y compris de ceux qu'il présentait déjà, en 1935, dans *L'Ethnie française*,

comme celui de Léon Blum ou encore de Benjamin Crémieux, auxquels s'ajouten dorénavant les visages de Georges Mandel, d'Henry Bernstein ou d'André Herzog dit Maurois. Cette fois, une légende accompagne chacune de ces photos : au-dessous de celle de Léon Blum, on peut lire : « Le frétillement avide des fibrilles musculaires de la face boursouflée révélerait, à qui ignorerait le personnage, son hérédité juive » ; au-dessous du portrait de Georges Mandel, on trouve l'observation suivante : « A également la lèvre inférieure outrageusement prédominante (résidu de négroïsme ancien). Le nez se projette en carène ; protrusion du globe de l'œil, en un mot, masque classique » ; sous la photo d'André Maurois, on peut lire : « Le port de la moustache ne suffit pas à équilibrer la forte proéminence de la lèvre inférieure. La courbure nasale prononcée se devine. » Dans ce classique de la haine antisémite, l'auteur s'étend longuement sur les caractères de la race juive, depuis « le nez convexe » jusqu'aux « lèvres charnues, les cheveux frisés, les oreilles grandes et décollées, les pieds plats » et énonce à nouveau les différentes pathologies dont les juifs se trouveraient atteints : « diabète de forme bulbaire (c'est-à-dire nerveuse), arthritisme, lèpre, névrose » ; pour lui, « le sang des juifs » est également très particulier, « les groupements juifs ont en moyenne deux fois plus de sang B que les groupements occidentaux ». En conclusion, Montandon observe que « le masque juif est en somme ce qu'il y a d'essentiel, de plus palpable, de plus criant, de plus trahissant, dans le type racial judaïque ou juif »[17]. La raciologie de Montandon évoque point par point les descriptions de *La France juive* : pour Drumont, « les principaux signes auxquels on peut reconnaître le Juif restent donc : ce fameux nez recourbé, les yeux clignotants, les oreilles saillantes, les ongles carrés au lieu d'être arrondis en amande, le torse trop long, le pied plat, les genoux ronds, la cheville extraordinairement en dehors, la main mœlleuse et fondante de l'hypocrite et du traître ». Comme le note l'éditeur de *Comment reconnaître le Juif ?*, « ces notes d'Édouard Drumont concordent parfaitement avec l'exposé scientifique du Professeur Montandon ». Simplement, avec Montandon, la folie Drumont trouve aussi son aboutissement pratique.

Ne cachant pas son admiration à l'égard des mesures résolues prises par les nazis à l'encontre des juifs, George Montandon partage, entre autres, leur obsession du nez juif. A plusieurs reprises, il propose purement et simplement son ablation ; en septembre 1938, il écrit : « Des propositions ont été faites, dans de grands pays, pour procéder, selon les cas, non seulement à des expulsions mais à des mises à mort ou à des castrations ; en ce qui concerne les femmes, comme on les condamne moins

souvent que les hommes à la peine capitale, la répression vis-à-vis de celles de moins de quarante ans consisterait à les défigurer en leur coupant l'extrémité nasale car il n'est rien qui enlaidisse davantage que l'ablation de l'extrémité du nez ; on a aussi proposé de marquer les contrevenants au fer rouge ; ces propositions sont significatives de l'état d'esprit créé par les exagérations de l'ethnisme juif[18]. » Un peu plus tard, en août 1940, dans *Le Cri du peuple*, Montandon écrit à nouveau : « Il y aurait pourtant une modalité élégante de faire se terrer les jolies juives. Vous savez qu'il n'y a rien qui enlaidisse davantage une femme que de rendre béantes ses deux ouvertures nasales. Pas besoin d'opérations à grand spectacle, avec assistants, narcose, etc. ! Il suffit d'un coup de pince coupante ou d'un coup de dents — comme nous l'avons vu splendidement opérer. Le danger d'hémorragie est nul. Mais la jolie juive qui aura subi la circoncision de l'appendice nasal, automatiquement ne remontera pas sur les tréteaux et ne caracolera plus dans les salles de la rédaction. Qui nous donnera le droit de fusiller et de couper le bout du nez[19] ? » Ces mesures lui tiennent véritablement à cœur car, devant le scepticisme avoué d'un des théoriciens allemands des races les plus célèbres, le Pr Hans Guenther, il réitère ses propos et ajoute : « Je suis pourtant tout à fait sûr d'avoir lu quelque part la proposition du marquage au fer rouge, et, personnellement, je trouve appropriée la mesure consistant à couper, dans certains cas, le bout du nez aux femelles juives car celles-ci ne sont pas moins dangereuses que les hommes[20]. » On comprend qu'un peu plus tard, dépité, il en vienne à soutenir que « prétendre que j'obéis à des suggestions hitlériennes est un non-sens. C'est plutôt Hitler qui s'est saisi des miennes — les réalisant en pleine guerre et sans accords réciproques ».

Reconnu par les autorités allemandes d'occupation comme expert en race juive, Montandon ne cache pas son irritation devant les méthodes qu'il juge par trop pusillanimes des droites conservatrices ou extrêmes alors au pouvoir. Exigeant la rédaction d'un statut des juifs plus sévère, son élève le plus proche, Gérard Mauger, membre lui aussi de l'École d'anthropologie, écrit, dans des termes déjà rencontrés ici même : « Peu importe que le Juif soit le fils plus ou moins pur d'une race étrangère, peu importe qu'il soit venu s'établir sur notre sol l'an dernier ou voici trois cents ans car du point de vue racial, physique, somatique, biologique, le corps du Juif sera resté le même, donc sa mentalité n'aura pas varié beaucoup, donc il restera un élément de fermentation sociale, un virus ethnique […] le Juif est inassimilable […] il est difficilement praticable de les stériliser tous […] il faut donc les assigner dans une région campagnarde, une sorte de vaste camp de

concentration[21]. » A l'image de Céline, son ami, George Montandon considère lui aussi le Statut des juifs comme insuffisant, un texte incapable de venir à bout de la présence juive « allogène » dans l'ethnie française. Le gouvernement de Vichy ayant décidé de choisir la date du 25 juin 1940 pour déterminer l'application ou la non-application du nouveau Statut des juifs d'octobre 1940, Montandon se demande « quels gros demi-juifs le gouvernement de Vichy entend laisser passer entre les mailles ? » ; il exige, pour sa part, que les dérogations ne touchent, comme le prévoit la loi, que les juifs présents en France depuis au moins cinq générations : « Cinq générations, environ cent cinquante ans, nous reportent à la fin du règne de Louis XV […] cette limite est bien établie[22]. » Ces juifs allogènes et inassimilables ne sauraient donc être considérés comme français, non pas au bout de deux ou trois générations, mais seulement au-delà de cinq.

Dans la logique du palimpseste, c'est toute l'École d'anthropologie, Louis Marin en tête, son directeur, personnage également fort important dans le personnel politique conservateur de l'époque, qui épouse les thèses ethniques du régime de Vichy, lui apportant ainsi une légitimité universitaire[23]. Dans ce sens, l'Ecole d'anthropologie, qui fonctionne sans grands changements internes, donne elle aussi une véritable caution aux idées des droites extrêmes. George Montandon se fait le théoricien d'une théorie fort restrictive de l'assimilation des étrangers et tonne sans relâche contre « les Palestiniens de France tenant pratiquement tous les leviers[24] ». Les statuts contre les juifs au fondement religieux lui semblent donc insuffisants : en 1944 encore, il s'élève vigoureusement contre « la mentalité juive à base de prostitution ethnique » et estime que la définition du juif doit être élargie afin que nul ne puisse échapper à l'exclusion : « Faire partie de l'ethnie juive, déclare-t-il, c'est donc lui appartenir soit sous le rapport biologique ou racial, soit sous le rapport confessionnel, soit sous le rapport linguistique, soit sous le rapport, qui l'emporte sur tous les autres, mental[25]. » Son fidèle ami Lucien Pemjean en convient lui aussi dans plusieurs lettres qu'il lui adresse : « Vichy, écrit-il, s'y est mal pris pour juguler la Juiverie. Il nous faut reprendre à zéro ses timides et infructueux essais » ; il est urgent de « soumettre au Maréchal » de nouvelles lois dont la plus simple consiste à ôter la nationalité française : « En abrogeant le décret de 1791, confie-t-il à George Montandon, on leur enlève la possibilité de se poser en bons patriotes victimes de haines partisanes, racistes et confessionnelles. On leur arrache leur masque, on crée ainsi le choc psychologique et le climat propres à leur élimination[26]. » En s'intégrant à l'idéologie des droites nationalistes, le racisme

biologique conduit donc inéluctablement à la remise en question universaliste de l'émancipation des juifs, à leur exclusion de l'espace public français. De ce point de vue aussi, l'esprit de Vichy, c'est bien la fin de 1789.

Avec Louis-Ferdinand Céline dont il est si proche (Voir chap. 7.), George Montandon s'engage ardemment, au nom des théories scientifiques des races, dans le combat antisémite et rejoint le petit groupe fort actif de ses théoriciens français les plus dévoués. De la fin des années 30 à Vichy, on le retrouve aux côtés des grands ténors hostiles aux juifs, groupe solidaire et intimement associé à cette entreprise commune, l'élimination des juifs de France. Ce but, ouvertement proclamé, se trouve défendu dans nombre de conférences publiques, y compris au réputé « Club du Faubourg », dans la période qui va du Front populaire à Vichy. Les fidèles de Drumont unissent leurs efforts, quitte à radicaliser encore ses thèses. George Montandon entretient une correspondance régulière[27] avec le vieux fidèle qu'est toujours Urbain Gohier, avec Jean Drault, l'ancien disciple et collaborateur de Drumont, avec l'homme des ligues nationalistes qu'est toujours l'ancien préfet Jean Chiappe qui le met en contact avec un « prêtre érudit à l'esprit critique », avec aussi Lucien Pemjean, du *Grand Occident*, avec Henry-Robert Petit, l'auteur d'innombrables pamphlets antijuifs qui dirige également *Au pilori*, avec Louis Darquier de Pellepoix, directeur de *La France enchaînée* qui « l'incite à continuer d'ouvrir les yeux des Français », avec Léon de Poncins, autre littérateur de l'époque prodigue en écrits antisémites et qui dirige l'organe *Contre-Révolution*, avec René Gontier ou encore le fameux Herman de Vries de Heekelingen, autant d'auteurs acharnés à combattre la présence des juifs en France et décidés pour la plupart, coûte que coûte, à s'en débarrasser d'une manière ou d'une autre, quitte à les renvoyer *manu militari*… en Palestine (Voir chap. 9.) !

7

Céline, un autre Drumont

Léon Daudet est sans aucun doute le pamphlétaire qui assène le plus tranquillement sa vérité, qui dit les choses sans détour. Nous sommes en 1938 et peu auparavant Céline a publié l'un de ses premiers livres maudits, *Bagatelles pour un massacre* : « A côté de ce bouquin fébrile et débridé, écrit le penseur vedette du journal *L'Action française, La France juive* de Drumont est un verre d'eau de fleur d'oranger et *Les Juifs, rois de l'époque* de Toussenel sont un conte de Berquin […] Ce livre est un ACTE et qui aura peut-être un jour de redoutables conséquences[1]. » Longtemps auparavant, lors de la publication de *La France juive*, Léon Daudet avait considéré ce premier brûlot comme « une révélation du même ordre que *L'Introduction à la médecine expérimentale* de Claude Bernard ou que le *Traité d'auscultation médicale* de Laennec[2] ». De *La France juive* à *Bagatelles*, la continuité est donc plus qu'apparente, Céline amplifiant encore, aux yeux de Daudet, l'antisémitisme déjà forcené de Drumont. La filiation est ainsi clairement tracée, de Toussenel à Céline, la voie passe inéluctablement par Drumont, le père du nationalisme français dans lequel se reconnaissent aussi bien Barrès que Maurras, Daudet et tant d'autres porte-parole des droites radicales jusqu'à nos jours, d'Urbain Gohier, le compagnon des premiers jours, à Henry Coston. L'histoire exhaustive de ce courant reste encore à écrire tant ses ramifications sont nombreuses et souvent inattendues. Céline y occupe une place de choix largement sous-estimée. Son éditeur, Robert Denoël, s'est pourtant efforcé, en 1941, dans les fameux *Cahiers jaunes*, de clarifier les choses. Écoutons-le :

> Certes je connaissais la littérature antisémite, j'avais lu Drumont, Toussenel et les autres : leurs ouvrages m'avaient éclairé sur la question, mais ces études considérables n'émettaient plus qu'une lumière usée par le temps. Le livre de Céline (*Bagatelles*) illuminait des ténèbres savamment amassées. Une clarté fulgurante étalait à cru l'effroyable purulence, la hideuse décomposition d'un monde possédé, pourri, liquéfié par plus d'un siècle de domination juive. C'était si grand dans la haine, si féroce et si beau dans

> l'expression, si complet, si magistral que je craignis un instant de voir l'ouvrage étouffé […] Et maintenant il a épuisé le sujet. Ses trois livres (*Bagatelles, L'École des cadavres, Les Beaux Draps)* contiennent l'enseignement capital. Si l'on veut redresser la France, on trouvera là de sages conseils, d'utiles réflexions, la bonne méthode. Tout y est. Vous n'avez qu'à prendre[3].

« C'était si grand de haine »… Louis-Ferdinand Céline est donc incontestablement une des pièces maîtresses de ce courant antisémite magnifié par Drumont : au dire de l'expert reconnu en antisémitisme qu'est Léon Daudet, il pousse jusqu'à l'incandescence la prose pourtant déjà véritablement haineuse de l'auteur à succès de *La France juive*. Quand on prend la mesure de la haine qui anime l'auteur de *Bagatelles*, on perçoit mieux à quel point ce sentiment, dès qu'il s'applique aux juifs, est « une véritable idée fixe[4] ». Les choses au moins sont claires : il ne sert à rien, comme l'ont fait tant d'interprètes de l'œuvre de Céline soucieux de gommer sa part de responsabilité dans les « redoutables conséquences » de ses écrits qui devinrent évidentes en effet peu d'années plus tard, sous Vichy, de vouloir interpréter cet « acte » comme « un simple jeu littéraire », une « exagération » tellement évidente aux yeux d'André Gide qu'elle rappelle « la chevauchée de Don Quichotte en plein ciel […] il est bien évident, souligne-t-il, qu'il veut faire rire »[5] ; il est malaisé d'appréhender ses pamphlets comme autant de « farces à la Molière[6] », comme de pures facéties d'« un poète ayant le sens de la bouffonnerie et de la […] pitié […] un Don Quichotte[7] » qui mérite amplement, par son génie créatif, le Prix Nobel[8], de concevoir ses brûlots antisémites simplement comme « un monologue d'ivrogne […] un numéro de clown[9] », d'avancer encore que, « pour Céline, le mot juif n'a pas son sens habituel. Il ne désigne pas un groupe ethnique ou religieux particulier. Le mot, à ses yeux, tient du magique. Il y loge toute sa peur […] Jamais, cette sensibilité infiniment tendre n'aurait toléré la moindre persécution raciale », d'estimer aussi que cet « homme d'honneur » était « politiquement un ignorant »[10], de conclure enfin que « le racisme de Céline est en fin de compte esthétique et linguistique […] un art poétique[11] » issu du plus profond de son « délire » ou encore, de ses « hallucinations »[12], autant de propositions qui le dégagent bien évidemment de toute responsabilité quant aux conséquences de ses écrits incendiaires évoquées pourtant à l'avance sans détour par Léon Daudet.

Céline reconnaît lui-même cette filiation avec Drumont, auteur pousse au crime

s'il en fut ; il le fait d'ailleurs explicitement au moment où les rêves de l'auteur de *La France juive* peuvent enfin se réaliser, à l'époque de Vichy. Sous l'occupation, Céline collabore à la « collection d'intérêt national » de Denoël en compagnie, par exemple, de Lucien Rebatet ; Céline justifie cette série de livres dans ses recommandations aux « saines lectures » : il se montre un zélé propagandiste, donne des conseils de lecture, décerne des brevets de racisme, engage à l'action :

> Judéologie : science très hermétique de Moïse à l'Intelligence Service par le Talmud et les Évangiles […] Tous les Aryens devraient avoir lu Drumont. Plus actuels : De Vries, De Poncins, Sombart, Chamberlain ; plus près, Montandon, Darquier de Pellepoix, H. R. Petit, Coston, Santo, etc. Vous trouverez une bibliographie française très achalandée au Centre documentaire, 10 rue d'Argenteuil, au Rassemblement anti-juif, 12 rue Laugier […] Quelques journaux périodiques suivent le juif d'assez près. Contemporainement : *La France enchaînée, La Libre Parole, Je suis partout, L'Action française*, certains jours, *Gringoire* assez timidement […] Tout le reste de la presse française n'est que Juiverie déchaînée […] Il serait temps peut-être que les Aryens qui ne désirent pas absolument crever dans l'insouciance se documentent un peu […] Procurez-vous ces livres des auteurs anti-juifs que je vous signale […] Vous ferez vivre ces vaillants, les seuls dans le monde actuel qui défendent encore votre peau, votre race, votre liberté[13].

Même si certains de ses écrits sont saisis durant l'occupation tant ils heurtent par leur radicalisme, si quelques-uns des traits qu'il décoche à l'encontre de Maurras déplaisent et choquent, les partisans des droites extrêmes revendiquent souvent Céline comme l'un des leurs. *Je suis partout* reprend point par point, en le citant, chacun de ses arguments antisémites dans son numéro spécial d'avril 1938 portant sur les juifs. De même, en 1944 encore, P.-A. Cousteau ne fait pas mystère de ses préférences : « La gauche fasciste s'empiétait, selon lui, dans l'attirail marxiste ; la droite fasciste trébuchait encore sur le déroulédisme maurrassien. Céline lui était prophète à cent pour cent : le seul ; tout le monde le croyait fou[14]. »

Céline proclame haut et fort son racisme et en accepte d'emblée les conséquences extrêmes, en termes d'expulsion, de disparition, d'éradication ; il interpelle les Aryens : défendez-vous contre les « rats juifs[15] ». Il donne lui-même

l'exemple, non pas les armes à la main, mais en prenant part personnellement aux réunions où la politique antijuive de Vichy se prépare. Dès le 3 décembre 1938, il assiste par exemple à des réunions de propagande organisées par Darquier de Pellepoix, le futur et redoutable commissaire aux Affaires juives de Vichy[16]. Et publiés en 1941, *Les Beaux Draps* proposeront une définition des juifs infiniment plus rigoureuse que celle retenue par Vichy, allant délibérément au-delà de la politique antijuive mise en place depuis octobre 1940 par le premier Statut des juifs : « J'entends par juif, écrit-il dans ce terrible pamphlet paraissant à un moment où en effet chaque mot engage tel un "acte", tout homme qui compte parmi ses grands-parents un juif, un seul[17]. » On sait que le Statut des juifs posait pour sa part qu'« est regardé comme Juif, par l'application de la présente loi, toute personne issue de trois grands-parents de race juive, ou de deux grands-parents de la même race, si son conjoint lui-même est juif ». La définition de Céline constitue donc un véritable appel à une radicalisation de la lutte antijuive en incluant dorénavant dans cette chasse aux juifs une population non encore concernée par la jurisprudence en vigueur. On comprend dès lors que, dans ce même pamphlet d'une virulence radicale, en cette époque où tant de tragédies se nouent, il en vienne à écrire tranquillement : « Luxez le juif au poteau ! y a plus une seconde à perdre ! » Et encore : « Bouffer du juif, ça suffit pas, je le dis bien, ça tourne en rond, en rigolade, une façon de battre du tambour si on saisit pas leurs ficelles, qu'on les étrangle pas avec[18]. » Ses conseils ne sont pas tombés dans le désert : si ses pamphlets ne trouvent pas une audience aussi large que ceux de Drumont, ils ne s'en vendent pas moins de manière tout à fait satisfaisante. *L'École des cadavres* paraît en zone nord accompagné d'une préface raciste et *Bagatelles pour un massacre* est réédité accompagné de photographies antisémites[19]. En ces temps d'extrême danger, de guerre civile interne où la déportation des juifs est poursuivie systématiquement par le gouvernement de Vichy, il fait figure, entre 1942 et 1944, d'« auteur à succès » : les tirages de ses livres sont flatteurs, atteignant plusieurs dizaines de milliers d'exemplaires pour chacun d'entre eux, *Les Beaux Draps* se vendant, de façon significative, en 1942, bien mieux que le *Voyage au bout de la nuit*[20]. Ses très nombreux lecteurs, en cette époque où la publication de livres en grande quantité est devenue si difficile, savent à l'avance ce qu'ils cherchent dans ses écrits. La Commission de contrôle du papier d'édition recommande vivement la publication de ses pamphlets et facilite l'obtention de papier : on sait que Denoël, son éditeur, sera en grande partie poursuivi à la Libération pour avoir publié ses ouvrages, tant leur

effet est considéré comme important[21]. Du coup, lorsque en septembre 1944, le Comité national des Écrivains publie une liste noire hostile aux écrivains qu'il considère, à des degrés divers, comme liés à la collaboration, aux côtés de Charles Maurras, de Robert Brasillach, d'Henri Béraud, de Drieu La Rochelle, de Jacque Chardonne, d'Alfred Fabre-Luce ou d'Henry de Montherlant, figure en bonne place L.-F. Céline[22].

Céline proclame ouvertement sa fidélité à la tradition Drumont : le 20 mars 1942, il participe lui-même à un banquet organisé à l'occasion du cinquantenaire de *La Libre Parole* aux côtés de ses nouveaux directeurs, Henry Coston et Jean Drault qui font revivre le brûlot de Drumont ; la cérémonie a aussi pour but d'honorer Jean Drault qui vient justement de publier une *Histoire de l'antisémitisme*. Très vite, Céline lui adresse la lettre suivante : « Je me suis jeté sur votre ouvrage, vous le pensez bien, et l'ai lu d'un trait ; la synthèse en est magnifique ; la plume, de maître ; le fonds, admirable. Votre ouvrage devrait être au programme des écoles, obligatoire. Les Droits et les Devoirs de l'Aryen, tout y est[23]. » On ne saurait être plus clair et endosser explicitement ses propres responsabilités : loin des purs fantasmes et des rêveries anarchistes, Céline revendique, sans la petite musique et son style inoubliable, son appui à l'antisémitisme le plus virulent. Rappelons-le, nous sommes en mars 1942 : le temps des rafles a depuis longtemps commencé. C'est le moment où Céline choisit de faire profession de foi d'antisémitisme extrême[24].

Il se démène d'ailleurs autant qu'il le peut pour que l'on reconnaisse officiellement sa haine des juifs : à tel point qu'il proteste dans une étonnante lettre rarement publiée par ses commentateurs toujours si indulgents à son égard. Le 21 octobre 1941, il envoie ainsi une lettre au responsable de l'exposition « Le Juif et la France », organisée au Palais Berlitz et qui symbolise la politique antisémite du nouveau régime. Elle joue, on le sait, un rôle considérable dans la propagande de Vichy et un public nombreux se presse pour contempler de terrifiantes caricatures antisémites où l'on apprend à reconnaître les caractères physiques des juifs. « En visitant votre exposition, écrit Céline, j'ai été tout de même frappé et un peu peiné de voir qu'à la librairie ni *Bagatelles* ni *L'École* ne figurent alors que l'on y favorise une nuée de petits salsifis, avortons forcés de la 14e heure, cheveux sur la soupe » ; de suite, le responsable de l'exposition du Palais Berlitz, le capitaine Sézille, lui répond : « En réponse à votre lettre du 21 mars courant, je suis moi-même navré profondément de n'avoir pu, malgré toutes nos recherches chez les éditeurs, nous

procurer les ouvrages dont vous me parlez et qui, je le sais, sont les plus qualifiés pour mener la lutte anti-juive[25]. » Céline participe lui-même à plusieurs réunions publiques, affichant ainsi ouvertement ses options idéologiques : en décembre 1941, par exemple, il prend la parole dans une réunion organisée par *Au pilori* où étaient présents ou représentés les tenants de l'antisémitisme ultra, P.-A. Cousteau, Pierre Costantini, le capitaine Sézille dont il vient d'être question, Marcel Déat, Georges Suarez et le très actif « Professeur » Montandon : « Les assistants tombèrent d'accord sur le point suivant : régénération de la France par le racisme. Aucune haine contre le Juif, simplement la volonté de l'éliminer de la vie française. Il ne doit plus y avoir d'antisémites mais seulement des racistes[26]. » De même, en décembre 1942, il participe activement à une réunion du Groupement corporatif sanitaire français : il y prend la parole, « fulmine contre tous les philosémites » et, d'après le compte rendu du *Cri du peuple*, constate toujours que « la France s'est enjuivée jusqu'à la mœlle »[27]. Si Céline prend peu la parole sous Vichy, « on remarquera qu'il n'adresse pas ses lettres à n'importe qui : les destinataires sont un Pierre Costantini, un Jacques Doriot, un Jean Drault, un Alain Laubreaux, un Jean Lestandi ; et elles paraissent dans des organes comme *L'Appel, Les Cahiers de l'émancipation nationale, La Gerbe, Je suis partout* et *Au pilori*. D'une note à l'autre, Céline joue sur toute la gamme de la presse collaborationniste la plus scabreuse et la plus fatigante[28] ».

En ces temps difficiles, Céline ne publie guère : outre *Les Beaux Draps*, il adresse néanmoins un certain nombre de textes à plusieurs journaux officiels de la collaboration qui n'ont pas le statut d'articles véritables mais n'en constituent pas moins une prise de position explicite. Dès le 13 février 1941, *La Gerbe* publie par exemple un texte de Céline intitulé sans hésitation « Acte de foi » : « Foi que n'agit n'est point sincère, écrit-il. Ah ! il faut prendre position ! Aujourd'hui même, non demain ! […] Compromettons-nous ! En toute liberté bien sûr, spontanément, au pied du mur. Sans aucune pression. Et l'on saurait à qui l'on cause, enfin ! Acte de baptême n'est point tout ! Acte de foi, net, par écrit. » Le 21 novembre 1941, *L'Émancipation nationale* publie aussi une interview de Céline au cours de laquelle il aurait prononcé les paroles suivantes : « Doriot s'est comporté comme il l'a toujours fait. C'est un homme. Et oui il n'y a rien à dire. Il faut travailler, militer avec Doriot. Vous avez raison. Chacun de notre côté, il faut accomplir ce que nous pouvons. Cette Légion si calomniée, si critiquée, c'est la preuve de la vie. J'aurais aimé partir avec Doriot là-bas, mais je suis plutôt un homme de mer, un Breton. Ça

m'aurait plu d'aller sur un navire m'expliquer avec les Russes […] Moi, je vous dis, la Légion c'est très bien, c'est tout ce qu'il y a de bien[29]. » Si, aux yeux de certains, l'authenticité de ce texte n'est pas prouvée, d'autres signes de son appui à la politique la plus radicale de Vichy n'en sont pas moins tangibles. Un peu comme précédemment dans sa définition des juifs, Céline regrette par exemple le caractère trop limité des mesures antisémites édictées sous Vichy. En mars 1942, période pourtant où les violences se déchaînent, Céline assiste à un meeting au Vel d'Hiv où Jacques Doriot prend longuement la parole ; dans une lettre adressée à ce dernier, il en vient même à accuser les dirigeants antisémites de mollesse tant lui paraît probable l'existence d'un véritable complot :

> Pendant que vous êtes aux Armées, il se passe de bien vilaines choses. Entre nous, en toute franchise, nous assistons en ce moment à un bien répugnant travail ; le sabotage systématique du racisme en France par les antisémites eux-mêmes. Ils n'arrivent pas à s'entendre […] Qui jubile ? lampionne ? se régale ? Le Juif, parbleu ! Quelle aubaine ! Mettez-vous un peu à sa place ! A lui les belles infiltrations, les travaux de sape tout cuits. Les fontes de bastion, citadelles ! toutes offertes par leurs défenseurs ! des reîtres comme s'il en pleuvait ! La ville ! l'État ! le corps ! tout ! l'Église ! […] Si nous étions solidaires, l'antisémitisme déferlerait tout seul à travers la France. On n'en parlerait même plus. Tout se passerait instinctivement dans le calme. Le Juif se trouverait évincé, éliminé, un beau matin, naturellement, comme un caca […] Sans les Juifs, le rapprochement franco-allemand serait chose faite, entendue, accomplie depuis belles lurettes. Vraiment, aucun autre problème […] Puisse votre victoire à l'Est bouleverser le cours des choses[30] !

Plus tard, Lucien Rebatet lui-même reconnaîtra qu'une des lettres de Céline fu refusée pour « cause de délire raciste ». « Notre Bardamu, écrit cet expert en antisémitisme patenté, déplorait violemment que la démarcation eût disparu entre la zone nord et la zone sud, cette dernière étant peuplée de bâtards méditerranéens, de "narbonnoïdes" dégénérés, nervis, parasites arabiques que la France valable aurait eu tout intérêt à jeter pardessus bord. Au-dessous de la Loire, rien que pourriture, feignantise, infects métissages[31]. » Dans le même sens, le lieutenant Gerhard Heller, en charge du service de la censure à l'ambassade allemande, se déclare également

« choqué par son délire antisémite, par les grossièretés hystériques[32] ». Pour Céline, « la partie solide de la France, l'anti-discoureuse a toujours été la partie celte et germanique […] La partie non celtique de la France cause et pontifie ». C'est la partie juive, franc-maçonne, décadente. Pour s'en débarrasser, il est prêt à tout : « Moi, dit-il en 1938, je veux qu'on fasse une alliance avec l'Allemagne et tout de suite […] une vraie alliance, solide, colossale, à chaux et à sable ! A la vie ! A la mort ! Voilà comme je cause[33] ! » Durant cette même année, des contacts officiels sont établis entre Céline et Fleischhauer, directeur du Service mondial de la propagande nazie, organisme créé par A. Rosenberg, l'auteur de *L'École des cadavres* facilitant la diffusion de la propagande nazie en France[34].

Même si Céline fait une seule fois, en 1942, le voyage à Berlin, s'il se tient à l'écart des milieux les plus impliqués dans la collaboration active, se montre plus que réservé à l'égard de l'occupant et ne fréquente qu'à une seule occasion, semble-t-il, en 1941, leur ambassade au cours d'un dîner durant lequel il se conduit de manière provocatrice et ironique[35], les propos tenus durant ces années tragiques sont néanmoins explicites et fermes. Déjà dans *Bagatelles*, il ne fait pas mystère de ses préférences : « Portant les choses à tout extrême, pas l'habitude de biaiser, je le dis tout franc, comme je le pense, je préférerais douze Hitler plutôt qu'un Blum omnipotent. Hitler encore, je pourrais le comprendre, tandis que Blum c'est inutile, ça sera toujours le pire ennemi, la haine à mort, absolue. Lui et toute sa clique d'Abyssins, dans la même brouette, ses girons, son Consistoire […] Les Boches, au moins, c'est des Blancs […] s'il faut des veaux dans l'Aventure, qu'on saigne les Juifs ! c'est mon avis[36] ! » Dans *L'École des cadavres*, peu avant la défaite de la France et l'instauration du régime de Vichy, il écrit encore : « Hitler est un bon éleveur des peuples, il est du côté de la Vie, il est soucieux de la vie des peuples, et même de la nôtre. C'est un Aryen. » Et encore : « Je me sens très ami d'Hitler, très ami de tous les Allemands, je trouve que ce sont des frères, qu'ils ont bien raison d'être racistes. Ça me ferait énormément de peine si jamais ils étaient battus. Je trouve que nos vrais ennemis c'est les Juifs et les francs-maçons […] Que c'est un crime qu'on nous oblige à porter les armes contre des personnes de notre race […] que c'est juste pour faire plaisir aux détrousseurs du ghetto[37]. » On trouve, ici ou là, d'autres appréciations toujours aussi flatteuses à l'égard de Hitler. Tel ce post-scriptum accompagnant un texte adressé, en décembre 1941, à *L'Appel* : « Au fond, il n'y a que le chancelier Hitler pour parler des Juifs. D'ailleurs ses propos, de plus en plus fermes, ne sont rapportés qu'avec gêne par notre grande presse (la plus

rapprochiste) […] L'embarras est grand. C'est le côté que l'on aime le moins, le seul que l'on redoute, chez le chancelier Hitler, de toute évidence. C'est celui que j'aime le plus. Je l'écrivais déjà en 1937, sous Blum[38]. »

En juillet 1941, Céline envoie une autre lettre au *Pilori* qui devrait mettre définitivement fin à toutes les interprétations lénifiantes : « Que peut oser, dans ces conditions, le Commissariat aux Juifs ? Des grimaces. Il ferait beau qu'il agisse ? Il ne tiendrait pas vingt-quatre heures. » Regrettant le caractère à ses yeux trop pusillanime du Commissariat aux affaires juives, il ajoute sans détour : « Pour recréer la France, il aurait fallu la reconstruire sur des bases racistes-communautaires. Nous nous éloignons chaque jour de cet idéal, de ce fantastique dessein[39]. » A deux reprises, on a d'ailleurs évoqué son nom pour prendre la direction du Commissariat aux affaires juives, avant la nomination de Xavier Vallat et, à nouveau, lorsque celui-ci est remplacé par Darquier. Dès mars 1941, Otto Abetz lui-même a recommandé vivement que Céline soit associé à cette structure chargée de combattre les juifs : « Comme collaborateurs français à l'Office central juif, aux noms de Marcel Bucard, Darquier de Pellepoix, Jean Boissel, Pierre Clementi, on peut ajouter les hommes de lettres suivants : Serpeille de Gobineau, Jean de La Hire Ferdinand Céline et le comte de Puysegur. Comme personnalités capables d'effectuer un travail vraiment efficace, je recommande le professeur d'Université Jacques Montandon *[sic]* et l'écrivain Jacques de Lesdain[40]. » Le dirigeant allemand dresse ici un tableau presque complet de l'extrême droite collaborationniste antisémite la plus radicale ; ouvertement, il compte sur ces hommes pour faire progresser les idées hitlériennes en matière d'antisémitisme. Céline assiste d'ailleurs, toujours en 1941, à la séance inaugurale de l'Institut d'étude des questions juives chargé de la propagande antijuive.

Il ne cache donc pas la permanence de son antisémitisme systématique qui, tout comme Marcel Jouhandeau et bien d'autres, le rapproche des fantasmes de Hitler : par son radicalisme, il se situe dorénavant aux franges les plus révolutionnaires de la droite qui, à l'image du modèle allemand, veut saisir l'occasion historique d'abattre définitivement la société antérieure pour « reconstruire entièrement la France sur des bases racistes-communautaires ». Quelques mois plus tard, dans une autre lettre au *Pilori*, l'un des organes de la presse la plus collaborationniste, Céline ajoute encore : « Arracher un chien à son maître est œuvre douloureuse sous toutes les latitudes, je ne vois pas comment vous arracheriez le Français 1941 à son Juif. Le Français, et surtout la Française n'imaginent même pas leur existence sans Juifs. La

“symbiose” est totale. Ils n’éprouvent d’affection, de passion, de vice que par le Juif. Toute leur affectivité est accaparée, monopolisée par le Juif, la grimace juive, l’imposture juive. Il ne s’agit plus de sauver le Français, l’actuel Français est définitivement perdu, pourri, cadavérique, il s’agit de recréer du Français. Sous quelle mystique ? De quel enthousiasme ? Sous quel Dieu ? A votre santé, cher Lestandi ! Et bon courage ! et bien cordialement[41]. » Le ton est décidé, précis, dépourvu de toute petite musique littéraire. Céline théorise, énonce sa vérité, en appelle à une véritable révolution nationale propre à la naissance d’un Français nouveau « arraché à son Juif ». « Bon courage », souhaite-t-il ouvertement au directeur d’*Au pilori* qui consacre tous ses efforts à obtenir une radicalisation de l’idéologie vichyste. « La France demeure donc juive », constate-t-il avec amertume, en avril 1942, devant le caractère insuffisant, à ses yeux, des mesures antijuives. En reprenant implicitement le titre du pamphlet de Drumont[42].

Tout comme Drumont, Céline ne cache pas son profond racisme. Dans *L’École des cadavres*, il écrit clairement : « Les Juifs, racialement, sont des monstres, des hybrides loupés, tiraillés qui doivent disparaître […] Nous n’allons pas vers la fonte des races, mais au contraire vers l’exaltation des races, exaltation biologique très naturelle. Il faut céder à cette tendance, nous les hommes ou disparaître […] Les Aryens, les rejetons aryens seront de plus en plus aryens, les jaunes de plus en plus jaunes, les Juifs hybrides grotesques, de plus en plus impossibles. Le juif doit disparaître[43]. » Ce racisme intégral s’étale sans retenue ni nuance, aboutissant à chaque fois aux mêmes conclusions eugénistes : « Il s’en faut de cent mille élevages, de cent et cent mille sélections raciales, éliminations rigoureuses (entre toutes, celle du Juif), avant que l’espèce ne parvienne à quelque tenue décente […] par la sélection raciste, par l’élimination très stricte de toutes les immondices, avant le dressage[44]. » Ce qui ne choque pas grand monde dans le contexte idéologique de l’époque où tant d’auteurs les plus divers utilisent communément dans leurs ouvrages la notion de race, invoquant sans cesse l’idée de pureté de la race comme moyen de défense contre la dégénérescence de la société française. Dans peu de temps, Céline sera entendu.

Se gaussant des « fines discriminations » construites par l’antisémitisme « à la Royale » dont on connaît pourtant la grande virulence, Céline entend aller au-delà pour régler la question du maintien de la race juive. Pour lui, « ça ne sera pas trop à présent de plusieurs guerres, de tout notre sang pour effacer quelques traces sur les chromosomes d’Israël[45] ». Devant les excès incontestables de tels propos, devant

ceux encore plus brutaux prononcés en 1941 où il est question désormais d'« étrangler » les juifs, les meilleurs commentateurs de l'œuvre de Céline se récrient : « Comment imaginer que le médecin des pauvres qui ne pouvait supporter la douleur chez les autres, l'ennemi des violences à la sensibilité infiniment délicate ait pu imaginer la moindre persécution raciale[46] ? » Comment, en effet, à moins de donner toute leur signification aux liens unissant le doux médecin anarchiste et légèrement don-quichottesque aux milieux des droites radicales n'ayant guère froid aux yeux pour mener à bien leur entreprise de liquidation de la présence juive en France.

Raciste conséquent, il le demeurera toujours puisque, après la Seconde Guerre mondiale, dans *D'un château l'autre*, il reconnaît encore sans difficulté : « Moi qui suis extrêmement raciste, je me méfie, et l'avenir me donnera raison, des extravagances des croisements[47]. » Dans *Les Beaux Draps*, Céline prolonge la tradition Drumont qui est également celle, de ce point de vue, de Gobineau, et, bien plus tard, en 1948, il associe lui-même son propre destin à ceux, nommément cités, de Drumont, de Vacher de Lapouge et de Gobineau[48], ces deux derniers étant encore incontestablement, en France, les théoriciens les plus influents du racisme. Il s'éloigne ainsi en partie de l'antisémitisme traditionnel davantage attaché à la notion de peuple déicide. « Ils brandissent la croix face au juif, s'écrie-t-il […] La croix antidote ? Quelle farce[49] ! » Assimilant comme il le fait souvent le christianisme au judaïsme qui en serait le véritable créateur, il estime sans cesse que le christianisme ne fait que prolonger la judaïsation du monde. Citant explicitement lui aussi dans cet ouvrage la pensée de « son bon ami[50] » George Montandon chargé, on s'en souvient, de vérifier, à l'aide d'examens cliniques précis, la non-appartenance au peuple juif, il ne veut voir à son tour dans les juifs qu'une race qu'il s'agit de combattre : « Combat d'espèces implacable. Fourmis contre chenilles. Entreprises à mort […] Toutes les armes sont bonnes. Juifs négroïdes contre Blancs. Depuis l'Égypte, même ritournelle […] Je n'ai rien découvert. Aucune prétention. Simple vulgarisation, virulente, stylisée. La judéologie est une science, l'étude du métissage aryano-juif, de la cancérisation mandélienne du monde[51]. » Remarquons que le nom de George Montandon, le célèbre auteur de *Comment reconnaître le Juif ?*, bible antisémite publiée en 1940, qui enseigne les races à l'École d'anthropologie comme on l'a montré dans le chapitre précédent, revient à de nombreuses reprises dans les écrits de Céline. En décembre 1949 encore, il se souvient comment George Montandon lui avait enseigné à distinguer « les dolichocéphales longilignes dans l'ethnie

française », ce titulaire de la chaire des races lui « racontant qu'en 89 on a guillotiné quelques prévenus pour le seul fait qu'ils étaient minces dolichocéphales à yeux bleus[52] ». De manière réciproque, Montandon admire sans réserve l'œuvre de Céline et, en particulier, *L'École des cadavres*[53]. Dans ce sens, Céline s'éloigne de la tradition qui, de l'abbé Barruel à Drumont, Barrés et tant d'autres, évoque sans cesse l'identité catholique de la France afin de justifier l'éradication de *La France juive* : à ses yeux, l'Europe christianisée témoigne en réalité du triomphe du projet de domination proprement juif. Il admet clairement cette différence qui le sépare de certains de ses prédécesseurs : « Ainsi, dit-il, en se moquant, Drummont *[sic]* et Gobineau se raccrochent à leur Mère l'Eglise, leur christianisme sacrissime, éperdument[54]. »

Déjà dans *Bagatelles pour un massacre*, Céline soutient que « le Bon Dieu est juif » ; pour lui, même l'Aryen « a happé la religion, la légende tramée par les Juifs expressément pour sa perte, sa châtrerie, sa servitude. Propagée aux races viriles, aux races aryennes détestées, la religion de "Pierre et Paul" fit admirablement son œuvre, elle décatit en mendigots, en sous-hommes dès le berceau, les peuples soumis […] délaissant à jamais leurs Dieux, leurs religions exaltantes, leurs Dieux de sang, leurs Dieux de race […] Crime des crimes, la religion catholique fut, à travers toute notre histoire, la grande métisseuse des races nobles[55] ». Athée et hostile au catholicisme, il s'en prend à « la France fille aînée de l'Église et du ghetto (c'est pareil)[56] » ; influencé également par une vision organiciste et biologique du monde tirée de l'exercice de sa profession de médecin, son populisme le conduit dès lors davantage vers un antisémitisme de race qu'au traditionnel antisémitisme catholique. Dans *Bagatelles*, Céline affirme à de nombreuses reprises que « le Juif est un nègre, la race sémite n'existe pas, c'est une invention de franc-maçon, le Juif n'est que le produit d'un croisement de nègres et de barbares asiates[57] ». Ce doux rêveur, cet homme ô combien sensible n'y va pas de main morte : dans son esprit, les juifs ne constituent même pas une race inférieure, ils apparaissent comme un pur artefact des races les plus barbares, une combinaison uniquement artificielle d'éléments inférieurs. « Comme tous les afro-asiatiques, ajoute-t-il, leur système nerveux, ataviquement est de zinc et le demeure, rustre, vulgaire et fort commun pour tout dire[58]. » Dès lors, « les déjudaïsations à l'italienne, à la Maurras, à la circonlocution, ne me disent rien qui vaille […] Racisme d'abord […] Les Juifs n'ont peur que du racisme. L'antisémitisme, ils s'en foutent ! Ils peuvent toujours s'arranger avec l'antisémitisme. Le nationalisme est là pour un coup ! et le baptême

donc ! Racisme ! Racisme ! Racisme ! Et pas qu'un petit peu, du bout des lèvres mais intégralement, absolument, inexorablement ! comme la stérilisation Pasteur parfaite »[59], lance encore le bon médecin si attentif à la douleur des pauvres. Il se moque certes souvent des Aryens en mettant en doute leur supériorité réelle : « Aryen pourri, remarque-t-il, vaut pas mieux que Juif, peut-être un peu moins[60] » ; mais c'est pour regretter la décadence des Aryens, leur soumission aux juifs qui mène à leur dégénérescence. Soit encore ce texte qu'il convient de citer intégralement :

> Le juif n'explique pas tout mais IL CATALYSE TOUTE notre déchéance, toute notre servitude, toute la veulerie râlante de nos masses, il ne s'explique lui, son fantastique pouvoir, sa tyrannie effarante que par son occultisme diabolique, dont ni les uns ni les autres ne sont conscients. Le juif n'est pas tout mais il est le Diable et c'est très suffisant — le Diable ne crée pas tous les vices mais il est capable d'engendrer un monde entièrement, totalement vicieux. Il n'y a d'antisémitisme réel que le RACISME tout le reste est diversion, babillage, escroquerie (genre AF) noyage du poisson — Dieu sait que le blanc est pourri ! Pourri à périr — mais le juif a su gauchir cette pourriture en sa faveur, l'exploiter, l'exalter, la canaliser, la standardiser comme personne. Racisme ! Racisme ! Racisme ! Tout le reste est imbécile — j'en parle en médecin — Équité ? Justice ? Quelles casuistiques malades et désastreuses — Elles joueront toujours contre nous ! C'est ça la règle du jeu. Désorganisés contre férocement organisés — Larves contre fourmis — Libéraux contre racistes ![61]

Citons encore ce dernier texte, juste pour refuser les attendrissements rétrospectifs sur la tendresse de notre gentil et naïf Bardamu, notre médecin incompris au cœur tendre et au style si inventif : « Racisme d'abord ! Racisme avant tout ! Dix fois ! Mille fois Racisme ! Racisme suprêmement ! Désinfection Nettoyage ! Une seule race en France : l'Aryenne […] Les Juifs, hybrides afro asiatiques, quart, demi-nègres et proches orientaux, forniqueurs déchaînés, n'ont rien à faire dans ce pays. Ils doivent foutre le camp […] Le problème racial domine, efface, oblitère tous les autres[62]. » Le racisme de Céline est entier, sans concession, assumé et radicalisant comme jamais peut-être en France l'antisémitisme, en déduisant une théorie politique définitivement contraire au libéralisme. Il s'ancre là encore dans l'histoire de la France contemporaine et de ses haines, participant de

l'histoire du nationalisme français dont il cherche à redéfinir le contenu ; à ses yeux, « le nationalisme est encore un truc de juif pour nous tétarer davantage, pour nous faire mieux entre-tuer de chenil à chenil. Ça va ! Ça suffit ! Vive le Racisme ! Vive la religion qui nous fera nous reconnaître entre Aryens[63] » ; prolongeant la tradition Drumont-Barrès-Maurras, il la détourne tant du nationalisme que du catholicisme pour l'orienter systématiquement vers le racisme, dimension fortement présente, par exemple, dans les écrits de Drumont ou de Barrès mais qui devient ici omniprésente. A ces variations importantes près, Céline ne s'insère pas moins parfaitement dans cette tradition de haine. La preuve : pour lui, « Dreyfus est le grand vainqueur du siècle. Le roi incontesté. Amen[64] ». La continuité est parfaite qui s'instaure entre Drumont, Dreyfus, Maurras, Céline et Vichy. D'autant plus que *Bagatelles* paraît au beau milieu du Front populaire, en plein gouvernement Blum dont il fait son adversaire favori[65]. Sans cesse l'affaire Dreyfus, qui structure vraiment la pensée Drumont, se trouve évoquée à nouveau par Céline ; ainsi, pour lui, « depuis l'affaire Dreyfus, la cause est enterrée, la France appartient aux Juifs, corps biens et âmes. La France est une colonie du pouvoir juif international, toute velléité de chouannerie est condamnée d'avance à la faillite honteuse[66] ». Pour lui, « le capitaine Dreyfus est bien plus grand que le capitaine Bonaparte. Il a conquis la France et il l'a gardée[67] ». Comme pour mener jusqu'au bout cette histoire dans laquelle il se fond, au début 1950, au moment de sa condamnation, il s'écrie encore : c'est « une affaire Dreyfus à l'envers[68] ». A travers ses écrits, ce sont bien les diverses guerres franco-françaises qui trouvent chacune leur propre écho.

Par leurs excès, ils prennent néanmoins une couleur particulière et revêtent parfois, comme on a pu le noter, une dimension wagnérienne tant l'idée de purification par le fer et le feu, condition implacable de la renaissance de l'homme nouveau non dégénéré, s'y fait constamment jour. Par exemple dans ce texte où l'antisémitisme absolu ouvre sur un monde nouveau débarrassé de ses anciens oripeaux : « Notre civilisation est juive — nous sommes tous des sous-juifs. A bas les juifs ne veut rien dire. C'est vive quelque chose ! qu'il faudrait pouvoir — mais vive quoi ? Les Druides ? Hélas, oui, des néo-druides — aussi différents de nous que le furent les premiers chrétiens des païens. Il faut des hommes nouveaux. Ils ne naîtront qu'après quelques catastrophes sans nom — Ils partiront DE RIEN. Il faut que nous tombions A RIEN. Et nous sommes encore loin de rien — nous sommes infininiment riches en pourriture[69]. » Le paganisme célinien, son anarchisme radical l'éloignent des droites conservatrices ou extrêmes : son racisme fait figure de contre-

utopie, de retour en deçà de la nation et du nationalisme, en deçà… du traité de Verdun, de 843 : « Sabotage de l'Europe ! s'écrie-t-il. Fagotage de l'Europe en cinquante frontières absurdes. Création de l'éternel conflit franco-germanique, de l'éternelle boucherie franco-germanique, de l'inépuisable tuerie d'Aryens français contre Aryens allemands. L'Apocalypse en famille, pour la plus grande prospérité, gloire, dévergonderie, rigolade, bacchanale d'Israël […] Nous sommes séparés de l'Allemagne depuis 1100 ans […] N'est-ce point le moment qu'on s'en torche du Traité de 843 ? L'avons-nous suffisamment fumée l'Europe de nos barbaques françaises et allemandes depuis 1100 ans ? Pour les bénéfices judaïques ? On va faire les comptes ! Et surtout depuis quatre siècles pour la sorcière britannique, la Sarah-la-Marmelade, avec son coquin, son Julot youpe, le Ben Bull[70] ? » A plusieurs reprises, il ne cache pas sa préférence pour une victoire allemande, tant il exècre les Anglo-Saxons considérés comme enjuivés. Déjà d'ailleurs en avril 1939, dans *La France enchaînée*, journal fondé par Darquier de Pellepoix, il s'exclamait : « L'Angleterre est le véritable ennemi héréditaire de la France. La judéocratie anglaise a déjà un compromis tout prêt avec l'Allemagne contre nous[71]. »

Sans cesse il fait allusion au complot des Sages de Sion par lequel les Juifs exerceraient une domination mondiale institutionnalisée[72]. En réponse, Céline réclame la fin la plus rapide possible de la nation et du nationalisme désuet et trompeur, une alliance avec l'Allemand aryen. Nous sommes en 1938 : en marche vers l'Europe aryenne. L'histoire de l'État-nation touche à son terme : « Les États Aryens : Parcs à bestiaux pour tueries juives. » La solution hitlérienne s'impose : « Confédération des États Aryens d'Europe […] Le Rhin, fosse commune […] Alliés aux Allemands […] nous sommes les maîtres de l'Europe[73]. » Fin et transfiguration du nationalisme à la française.

Céline tire de cette vision raciste de la société aussi bien une foi absolue dans l'irrationalisme qu'un refus de croire dans le progrès, un immoralisme quasi intégral, un antimatérialisme ainsi qu'un culte de l'action qui, par beaucoup d'aspects, le rapproche de la « tentation fasciste » européenne, autant de traits qui le conduisent vers un populisme radical distinct du nationalisme des droites conservatrices et réactionnaires et le rapprochent toujours plus de l'extrémisme des ligues antisémites de l'époque de l'affaire Dreyfus (Voir, plus loin, chap. 7.). On voudrait ici s'en tenir à ses conséquences proprement politiques qui l'intègrent toujours davantage à la tradition Drumont nous servant ici de fil directeur. La France est juive, proclament Drumont et tous ses héritiers : Céline, on l'a vu, reprend littéralement la même

formule dans ses pamphlets et, en février 1951 encore, il s'en montre toujours convaincu : « Les Palestiniens tiennent la France en domesticité absolue[74]. » Poussant à ses conséquences ultimes le racisme de *La France juive* en abandonnant même sa dimension nationaliste, Céline appelle à l'alliance avec Hitler précisément parce que la France est devenue « une sous-Palestine […] Notre République française n'est plus qu'une énorme entreprise d'avilissement, de négrification des Français sous le commandement juif[75] ». C'est bien parce que, à ses yeux, « cet État français judéo-maçonnique constitue la plus ignoble escroquerie du Patriotisme[76] » que le projet hitlérien le séduit. S'il s'en prend avec une constance égale à celle de Drumont à la « République juive[77] » et dresse à son tour des listes de fonctionnaires juifs à expulser de l'État[78], c'est cette fois davantage au nom de l'aryanisation de l'Europe que de la lutte contre l'ennemi traditionnel allemand encore dénoncé par les droites nationalistes de la fin du siècle.

Son appartenance au courant Drumont imprègne sa vision politique tout entière. Elle est d'ailleurs d'autant plus forte que Céline entretient des contacts étroits avec ses responsables actuels, se penche avec une immense attention sur leurs pamphlets, les trouve tellement à son goût qu'il en vient parfois à en recopier intégralement des passages dans ses propres écrits. Déjà certains des pamphlets les plus virulents d'Henry-Robert Petit, tel *Le Règne des juifs*, ou encore de Jean Boissel, tel *Le Poison juif*, sur lesquels on revient ici même à plusieurs reprises, publiés dans le cadre de l'équipe mise en place par Darquier de Pellepoix, sont repris partiellement dans *Bagatelles*[79]. De même, Céline ne se prive de puiser dans l'ouvrage d'un antisémitisme inimaginable publié, en 1937, par Herman de Vries de Heekelingen, *Israël, son passé, son avenir*, sur lequel on revient un peu plus loin en détail. Surtout, la Propagande nationale dirigée par Henry Coston, lui aussi l'un des très actifs admirateurs de Drumont, lui fournit de nombreuses informations. Mieux encore, Céline reprend presque littéralement dix-sept pages d'un pamphlet d'Henry Coston, *La Conspiration juive*, et les insère à nouveau dans *Bagatelles*. Ces découvertes récentes[80] révèlent aussi le rôle proprement actif joué par Céline entre son ami, George Montandon, responsable, comme on l'a vu, des examens physiques des juifs au Commissariat général aux questions juives, et les officines de propagande antijuive de Vichy. Céline le reconnaît en termes très simples : il est indispensable de rendre plus « populaire » la doctrine de Montandon. Il donne lui-même longuement l'exemple ; dans *L'École des cadavres*, il cite de copieux extraits de ses écrits, tel celui-ci : « Voici le point crucial : la clef du problème somatique

juif, le nez convexe juif — pris comme le trait le plus caractéristique du faciès judaïque[81]. » Le « Professeur d'Ethnologie à l'École d'Anthropologie de Paris » comme le désigne pompeusement Céline, lui renvoie la politesse puisque, dans son ouvrage *Portrait moral du juif* (1940), il cite directement *Bagatelles* et souligne que « les livres de Céline montrèrent dans une lumière tragique toute la gravité du problème […] nous n'ajouterons rien à cet avertissement ; il est la conclusion, la seule conclusion possible de cette anthologie[82] ». Entre Céline, Montandon et les ténors de l'extrême droite antisémite se tisse, avant et pendant Vichy, un étroit réseau d'amitié : ainsi c'est Céline lui-même qui donne à R. van den Broek l'adresse de George Montandon afin de faciliter leurs futurs contacts[83] ; de même, Henry-Robert Petit, responsable du *Pilori*, envoie une lettre à George Montandon, lettre qui commence par ces mots : « Votre ami, L.-F. Céline, m'a communiqué votre adresse en me priant de me mettre en contact avec vous au sujet de la lutte anti-juive dont s'occupe notre organisme » ; un peu plus tard, dans une autre lettre, il écrit : « Salutations à Céline quand vous le verrez[84]. »

Nombre d'antisémites les plus déchaînés de cette époque lui adressent immédiatement leurs pamphlets : George Montandon lui-même lui envoie, dès février 1938, un exemplaire de son ouvrage *L'Ethnie française* avec les mots suivants : « A mon confrère le Docteur Destouches en admiration de l'hallucinante intuition des juifs manifestée dans ses *Bagatelles pour un massacre*[85] » ; René Gontier lui dédicace aussi personnellement son livre, *Vers un racisme français* (1939) dans les termes suivants : « A Louis-Ferdinand Céline, pour le remercier de ses admirables livres, cet essai sur le négro-mongoloïde juif[86] » ; de même, Louis Thomas lui dédie son livre *Les Raisons de l'antijudaïsme* (1942) : « A Louis-Ferdinand Céline qui a vigoureusement dénoncé les Juifs, parce que médecin des pauvres, il les a vus très malheureux sous la domination des Yds qui s'étaient emparés de la France[87]. » Par quelle inconscience et quel aveuglement ce nouveau Drumont à la « si grande haine », ce propagateur du national-populisme le plus impitoyable lorsque le temps du mépris l'emportait peut-il encore faire figure de poète à la « petite musique » si novatrice, à la démesure stylistique purement formelle ou provocatrice ?

CRIS ET SLOGANS : « LA FRANCE AUX FRANÇAIS ! »

8

Paris leur appartient : la mobilisation électorale nationaliste en 1902

Au soir du 11 mai 1902, le camp des nationalistes ne veut retenir qu'une face des élections électorales dont il suit heure après heure les résultats du second tour : en province, la défaite est certes consommée, mais Paris, au moins, leur appartient. Ces élections législatives marquent l'écroulement national de la droite radicale dont la mobilisation, depuis l'affaire Dreyfus, menace la République : les ligues, si puissantes il y a peu de temps, ne s'en remettront pas et s'étioleront avant de disparaître, laissant pour plus tard, à la seule Action française, le soin de reprendre le flambeau de la contestation violente. Le Bloc est en effet parvenu, grâce à des désistements efficaces, à dominer dans la France entière la droite dans ses diverses composantes, celle-ci, avec 45 % des voix, n'obtenant que 30 % des sièges, les nationalistes progressant pourtant dans l'opposition et détenant désormais à eux seuls, à l'échelon national, 11 % des sièges. Pour l'heure, en dépit d'une défaite inattendue à l'échelle de l'Hexagone, n'ayant d'yeux que pour leurs victoires parisiennes, les militants de la droite radicale triomphent de voir le Paris rebelle et démocrate tomber dans leurs bras : la joie éclate dans les rangs des troupes nationalistes et antisémites parisiennes qui entendent bien fêter bruyamment cet événement historique.

De part et d'autre, on a tout prévu[1] : dès le 25 avril, un rapport de police signale « qu'on a rassemblé plus de mille camelots et on leur a distribué de l'argent et des ordres très précis. C'est principalement sur eux que l'on compte pour garder dans la rue l'entrée des journaux nationalistes et empêcher que les bureaux ne soient envahis par la police et les socialistes […] des nationalistes ouvriers ont été avertis par milliers qu'on voulait les empêcher de manifester leur satisfaction et on est sûr que ceux-là ne se laisseront pas intimider par les agents […] on dit que des bandes "d'apaches" ont été recrutés par les Allemane et les Chauvière pour venir hurler

sous les fenêtres des journaux nationalistes […] Il y aura des jambes et des bras cassés malgré toutes les précautions ». Celles-ci sont en effet impressionnantes tant le préfet Lépine redoute la stratégie violente des nationalistes grisés par leur victoire parisienne. Dans son rapport du 26 avril au préfet de police, le général gouverneur militaire de Paris en détaille de manière fort précise le contenu : le poste militaire de l'Élysée sera doublé ; toutes les troupes de la garnison de Paris et de Saint-Denis sont consignées dans leurs casernes ; seront également tenues prêtes à marcher au premier signal les unités suivantes avec leurs fantassins et leurs cavaliers […] Suit une longue liste d'emplacements où ces troupes militaires, ces gendarmes et ces gardes républicains se tiennent à la disposition du préfet. La journée comme la nuit promettent donc d'être chaudes.

D'un quartier à l'autre, les mêmes scènes de liesse nationaliste se répètent : devant la mairie du X^e^ arrondissement, plus de 400 personnes crient « Vive Tournade ! », « A bas les juifs ! » ; de même, devant celles du III^e^, du IX^e^ ou du XVIII^e^ arrondissement, ce sont les mêmes cris et les mêmes slogans qui retentissent indéfiniment, des manifestants applaudissant à tout rompre les candidats nationalistes et hurlant de tous leurs poumons « Mort aux juifs ! », « A bas les juifs ! ». Devant la mairie du II^e^ arrondissement, plus de 2 000 personnes se déchaînent lorsqu'on annonce l'élection de Gabriel Syveton : un long cortège se forme pour l'accompagner jusque sur les boulevards en chantant *La Marseillaise*, n'hésitant pas à forcer un barrage érigé par les gardiens de la paix. Devant la mairie du VIII^e^, 2 000 manifestants hurlent leur colère lorsqu'ils apprennent la défaite du candidat nationaliste Louis Dausset, le président du conseil municipal. Des bagarres se déclenchent, ici ou là : dans le V^e^, « des jeunes échappés de jésuitières qui formaient la garde du corps de l'avocat Jules Auffray ont provoqué les républicains et les socialistes » ; la place du Panthéon est noire de monde, des bagarres éclatent de toutes parts, de la rue Saint-Jacques au pont Saint-Michel, après la victoire du nationaliste Auffray ; dans le IV^e^ arrondissement, Daniel Cloutier, le candidat nationaliste, est lui aussi élu : il est porté en triomphe par plusieurs centaines de personnes, ce cortège parcourant la rue Saint-Antoine, la place de la Bastille, la rue Saint-Paul, s'arrêtant enfin à la Ligue des patriotes où « il s'est vu offrir un superbe bouquet par les dames patriotes du IV^e^ arrondissement ». Dans le XV^e^, les nationalistes, ayant été défaits, s'en prennent aux républicains, Georges Thiebaud, l'inventeur du boulangisme, est touché au visage, on compte de nombreux blessés au visage dont le commissaire de police Susset qui tente de séparer les belligérants ;

une véritable bataille rangée en résulte, plusieurs des assaillants étant armés de couteaux. L'incident fait grand bruit. Dans le XIX^e^, une rixe au couteau oppose les nationalistes aux « apaches dreyfusards » au terme de laquelle on conduit à l'hôpital plusieurs blessés. De très nombreuses arrestations de manifestants nationalistes sont réalisées par la police du côté de l'Opéra ou du boulevard Montmartre après qu'ils eurent poussé des cris considérés comme séditieux : des bouchers, familiers des mobilisations antisémites, de même que des étudiants qui en constituent eux aussi le fer de lance habituel mais aussi des avocats ou des instituteurs, sont conduits en prison pour avoir crié des « A bas Millerand ! », des « Mort aux juifs ! ». Les paniers à salade font leur va-et-vient.

Place de l'Opéra, dans la soirée, la cohue est énorme : plus de 10 000 personnes acclament les nationalistes, sifflent les ministériels, applaudissent Drumont. Un groupe de jeunes gens chante, sur l'air des lampions, « Mort aux juifs ! ». Tard le soir, un cortège parcourt cette place en criant, toujours sur l'air des lampions, « Vive Syveton ! A bas les juifs ! ». Par ailleurs, « une foule d'officiers se sont portés au Cercle militaire des armées de terre et de mer de la place de l'Opéra pour assister aux manifestations de la foule en faveur des nationalistes ». Devant *La Libre Parole*, en cette soirée agitée, la foule conspue Brisson et Viviani, crie « A bas les juifs ! », « Vive Drumont ! », entonne joyeusement la « Carmagnole des youpins ». Vers onze heures, Auffray, qui vient d'être élu, arrive devant ce journal escorté de plus de 3 000 personnes qui crient à tue-tête « Vive Auffray ! A bas les juifs ! Vive Drumont ! » tandis que la police charge, sous l'œil vigilant du préfet Lépine en personne, et disperse inlassablement ces foules de plus en plus violentes. Vers minuit et demie, toujours place de l'Opéra, une lutte violente oppose environ 500 gardiens de la paix ainsi qu'un fort détachement de gardes municipaux à des manifestants nationalistes. La police a par ailleurs transformé « la rue Montmartre en un véritable camp retranché, ce qui n'empêche pas les infiltrations et les collisions ». Devant *L'Intransigeant*, des scènes identiques se répètent : depuis le balcon du journal de Rochefort, l'on montre des caricatures de Millerand et de Joseph Reinach et l'on crie « Vive l'armée ! A bas les juifs ! » tandis que la foule assemblée en cette heure tardive reprend en chœur ces slogans qui paraissent renaître tel un écho permanent d'un quartier à l'autre de Paris.

Sur les boulevards, place de l'Opéra ou rue Montmartre, l'affluence est énorme, on s'écrase devant les transparents installés illégalement par de nombreux journaux comme *L'Intransigeant, La Libre Parole, Le Soleil* ou encore *Le Gaulois, La Voix*

nationale, Le Petit Parisien ou *Le Matin* pour annoncer les résultats et applaudir, devant chaque journal, aux victoires nationalistes ; une véritable mer humaine s'écrase sur le trottoir et l'escalier de l'Opéra où *L'Écho de Paris* a installé une rampe lumineuse de quarante-huit panneaux éclairés par plus de quatre mille lampes qui publie elle aussi les résultats ponctués par des « Vive l'armée ! Vive Lemaître ! A bas les Juifs ! » tandis que les noms des candidats républicains ou socialistes sont copieusement sifflés : là aussi, la police veille et disperse à plusieurs reprises sans ménagement. Le transparent lumineux de *L'Intransigeant* passe une caricature de Dreyfus et l'on entend : « A bas Dreyfus, à bas Reinach, vive l'armée, vive Rochefort ! » Comme on pouvait s'y attendre, c'est le transparent de *La Libre Parole* apposé devant l'une des fenêtres du balcon qui provoque le plus grand attroupement : une foule compacte de plusieurs centaines de personnes suit avec passion la proclamation des résultats.

La gauche elle aussi manifeste dans les rues de Paris, affectée par l'échec d'Allemane ou de Viviani, heureuse d'avoir battu Louis Dausset, Paulin-Méry ou Georges Thiebaud, des figures historiques des ligues nationalistes : ainsi, rue Lamarck, une colonne de manifestants entendent « faire une protestation républicaine devant la hideuse basilique élevée comme un défi à la civilisation et au droit de penser mais les manifestants se heurtent sur les flancs de la Butte aux cloportes et aux alliés du sabre et du goupillon[2] ». Près de 2 000 personnes font face à la mairie du III^e^, se moquant de Dausset et des prêtres. Devant la mairie du XII^e^, un millier de personnes de gauche attendent les résultats. Dans le XIII^e^, Buisson, le nouvel élu, est acclamé aux cris de « Vive la sociale ! Vive la Commune ! » ; un cortège fait le tour de la place d'Italie en chantant « Vive la France sociale ! » tandis qu'un autre, drapeau rouge en tête, descend le boulevard Arago puis remonte l'avenue des Gobelins. Un autre cortège se forme sur la place Voltaire et, chantant *L'Internationale*, tente de gagner les Grands Boulevards. Devant la mairie du XX^e^, plusieurs centaines d'électeurs chantent *L'Internationale* pour fêter le succès de Vaillant. Il en est de même dans le XI^e^ pour célébrer celui d'Allemane.

Étrangement, de nombreux quartiers de la capitale paraissent pourtant retenir leur souffle et demeurer à l'écart. Les rapports de police signalent, en utilisant toujours le même mot, le « calme » qui règne dans les quartiers Saint-Thomas-d'Aquin et des Invalides, aux abords de la Chambre des députés et de la place de la Concorde : « calme complet à l'Élysée et devant la mairie du VIII^e^ » ; le « Quartier latin est calme » ; « les abords de la place Saint-Michel sont calmes et la

physionomie est celle des jours habituels ». En dépit de la forte effervescence qui domine ailleurs, des bruits et des slogans mais aussi des coups qui s'échangent entre troupes adverses, les nationalistes faisant le plus souvent face aux socialistes, un autre Paris nocturne paraît demeurer assoupi, en dehors des petites zones entourant les mairies où se proclament lentement les résultats locaux. La zone de grande agitation est assez nettement délimitée, à l'écart aussi des grandes institutions politiques officielles comme l'Élysée, la Chambre des députés ou encore le Sénat : il s'agit de cette zone des boulevards, artères rénovées, élargies, ouvertes à une circulation importante, peuplées de cafés avec leurs larges terrasses, lieu de prédilection également des grands journaux dont beaucoup épousent la cause nationaliste.

Pour Drumont, les choses sont claires : dès le lendemain des élections, dans *La Libre Parole* du 12 mai, il écrit : « Le ministère Dreyfus a vécu ; le cycle extraordinaire qui a représenté l'affaire Dreyfus semble clos […] Pendant ces dix dernières années, les représentants de la tradition française se sont endormis d'un sommeil tranquille […] La Juiverie a profité de cette espèce de détente et d'abandon pour achever de nous réduire en esclavage et pour nous imposer le ministère Dreyfus. Des hommes de cœur comme les orateurs du Comité National Antijuif et de la Patrie Française […] ont compris qu'il était temps de réveiller le pays et le pays leur a répondu d'une voix un peu hésitante, comme il arrive à des gens que l'on réveille. » Dans le même sens, pour *La Voix nationale* du même jour, « Paris n'a pas défailli à cette seconde épreuve, sa représentation presque entière sera dans l'opposition contre le ministère dreyfusard. Il restera dans la Chambre comme dans le pays à la tête du mouvement d'opinion qui a soulevé en France les hommes vraiment libres ». Pour *La Patrie*, « le 11 mai 1902 aura vécu le dreyfusisme. Les cosmopolites, privés de leurs bergers retors, redeviendront impuissants ». « Paris reste fidèle à ses idées nationalistes » souligne pour sa part *Le Petit Journal*. *L'Intransigeant* abonde dans le même sens et s'en prend, toujours le 12 mai, aux « vieux détritus de la Ligue des Droits du Youtre, épave du Tout-à-l'Égout de la défense républicaine ». Si *Le Siècle* estime au contraire que « les nationalistes et les antisémites ne pourront même pas dire que Paris leur appartient » car ils y connaissent des échecs retentissants, Jean Jaurès nuance cette interprétation et admet plus justement qu'« à Paris même, il y eut dans les quartiers du centre, envahis de plus en plus par la bourgeoisie cléricale, de déplorables défaillances » ; il ajoute toutefois que « les quartiers ouvriers ont opposé une admirable vaillance à l'ennemi

[…] dans l'ensemble, le nationalisme et la réaction sont écrasés ».

Ces élections législatives de mai 1902 confirment et amplifient même en effet les résultats déjà acquis par les groupes nationalistes aux municipales de mai 1900 : sur 30 nouveaux conseillers, on en comptait désormais 25 nationalistes, le groupe nationaliste composé de 36 conseillers devenant déjà le plus important, représentant surtout il est vrai, à la différence du mouvement boulangiste antérieur, les quartiers les plus bourgeois de la capitale, ceux qui étaient déjà acquis à la droite conservatrice. C'est dire que, depuis ces élections municipales, toutes les ligues consacrent leur énergie à confirmer cette tendance afin de s'emparer définitivement de Paris. En 1902, en dépit des observations pertinentes de Jaurès, c'est chose faite : la majorité des députés passe pour la première fois de la gauche à la droite ; désormais 23 députés de droite (représentant 40 % des voix), dont 15 nationalistes, l'emportent sur les 17 députés de gauche. Comme en 1900, les nationalistes représentent d'ordinaire les zones les plus prospères de la capitale, 4 seulement d'entre eux devenant députés de quartiers démunis comme ceux proches de la gare de l'Est où une population étrangère est particulièrement bien implantée, les nationalistes menant avec succès, dans ce contexte spécifique, une campagne xénophobe et populiste soutenue[3].

Si, en mai 1900, grâce surtout à l'action décidée de la Ligue de la patrie française qui y tient trente et une réunions dans le mois précédant les élections en concentrant ainsi presque toute sa stratégie sur la capitale au détriment de la province, Paris a été « conquis », les droites radicales s'emparant désormais du conseil municipal grâce à ses succès dans les quartiers surtout conservateurs[4], dans la période intermédiaire entre ces municipales et les législatives de mai 1902, cette ligue tente de coordonner son action avec les autres organisations extrémistes pour donner au nationalisme son ancrage définitif. Gabriel Syveton, l'entreprenant trésorier de la Ligue de la patrie française qui en contrôle les considérables finances, dresse, tout comme les boulangistes avant lui, un plan méthodique de conquête de Paris et de distribution des circonscriptions avec les alliés des ligues antisémites. Des dissensions violentes se font jour, les représentants de ces dernières exigeant une part plus importante du futur gâteau électoral. Un Comité central plus ou moins clandestin est même imaginé rassemblant la Ligue de la patrie française, la Ligue des patriotes, le mouvement antisémite de Drumont, les Jeunesses antisémites et nationalistes d'Édouard Dubuc, etc.[5] : pour s'emparer de Paris, l'antisémitisme est ouvertement choisi comme signe de ralliement collectif. Les troupes de Jules Guérin,

le chef de la Ligue antisémitique, sont elles aussi mobilisées de même que de nombreuses associations catholiques intégristes. Pour les dames de la Ligue de la patrie française, « il n'y a plus que deux partis en présence : celui du Christ, celui de Satan ». C'est dire que l'enjeu parisien est tout entier symbolisé par la place des juifs mais aussi des francs-maçons dans l'espace public français. Cette mobilisation radicale se trouve dès lors caractérisée moins par son enracinement social dans la zone la plus urbanisée de France que par cette haine servant de fondement à son idéologie : les ligues justifient leur action essentiellement par la défense du catholicisme sur lequel repose, pour elles, l'identité de la société française[6]. La prise de Paris doit donc être menée tambour battant au nom essentiellement de l'antisémitisme.

La propagande mise en œuvre dans ce but est tout simplement époustouflante : s'appuyant sur une presse largement acquise, les ligues organisent, dès le milieu de l'année 1901, une action coordonnée pour mener le combat antisémite et antimaçonnique, lançant « dans une lettre circulaire un appel à tous les catholiques », sollicitant des souscriptions, appelant à l'action[7]. Inquiet du succès rencontré par les ligues nationalistes auprès des organisations catholiques, le ministre de l'Intérieur ordonne même une enquête approfondie « sur les faits d'ingérence électorale relevés à la charge du clergé de Paris et des départements de la Seine au cours de la campagne électorale ». Comme le souligne pour sa part *La République*, « c'est au vu et au su de tous, en pleine rue, que les agents de l'Église et de la Patrie Française distribuent à Paris les pièces de cent sous entre un bulletin de vote au nom du candidat nationaliste et une brochure du Sacré-Cœur ». Afin de financer cette coûteuse campagne électorale, *La Croix* de même que *Le Drapeau* ou *La Libre Parole* lancent, en 1901-1902, des souscriptions qui rapportent indéniablement des sommes tout à fait importantes. Les listes que publie le Comité national antijuif, dans *La Libre Parole*, le 3 décembre 1901 ou le 24 mars 1902, évoquent immédiatement le Monument Henry, c'est-à-dire les listes publiées également par *La Libre Parole*, en 1898, cette souscription devant permettre de financer le procès que la veuve du colonel Henry intentait à Joseph Reinach. On sait que, dans ces premières listes, la présence de prêtres et de moines était frappante, de même que la place des catholiques en général, depuis les hommes politiques jusqu'aux universitaires, aux étudiants, aux hommes de lettres ou encore aux ouvriers se réclamant tous ouvertement du catholicisme pour envoyer leur obole ; ces dons étaient accompagnés de messages d'un antisémitisme virulent à tel point qu'on a pu dire que ce Monument

« constitue un moment de la conscience ou de l'inconscience catholique en France, l'expression la plus basse et la moins contestable d'un aberrant et collectif aveuglement[8] ». Quelques années plus tard, les choses n'ont guère changé : à nouveau, de très nombreux abbés versent de l'argent au Comité national antijuif, signant souvent de leur nom de même qu'« un groupe de séminaristes », « un groupe d'anciens élèves de Saint-Nicolas », un « catholique contre l'expulsion des Congrégations qui ne faisaient que du bien et pour l'expulsion des Juifs qui ne font que du mal », « une mère de famille, catholique et française », « une mère de famille catholique et ardemment française » (qui en est à son troisième versement), « plusieurs gars catholiques donc pas riches », « un démocrate-chrétien antijuif », « une Chrétienne de Saint-Leu » ; « Vive Drumont qui aime le Christ ! » écrit un souscripteur tout comme un autre qui déclare « Pour Dieu ! pour la France ! et vive Drumont ! » tandis qu'un troisième s'exclame, pour sa part, « Puisse saint Antoine protéger les élections ! »[9].

La Libre Parole, toujours à la pointe du combat, énumère au contraire, quotidiennement, dans sa rubrique électorale, les vertus des candidats « antijuifs », se précipitant par exemple au secours d'un docteur Charles-Albert Péchin, candidat dans le XII^{e} arrondissement : en effet, « le bruit ne cesse de courir qu'il serait attaché à l'hôpital Rothschild » ! Enquête faite, le journal de Drumont rassure ses nombreux lecteurs (plus de 200 000 exemplaires quotidiens), il n'en est rien ; s'il existe bel et bien un autre D^{r} Péchin travaillant dans cet hôpital, le candidat nationaliste est quant à lui « un patriote ardent, un Antijuif convaincu. Tous nos vœux sont pour lui ». Ils accompagnent également, dans le XI^{e}, François Clauzel, « plébiscitaire et antisémite », dans le XII^{e}, Charles Meiss, « antijuif », etc. Comme le note un rapport de police du 9 novembre 1901, « les nationalistes commencent à s'agiter en vue des prochaines élections. Ils auront un candidat dans chaque arrondissement ; ils espèrent que les sentiments qui se sont manifestés aux dernières élections municipales les conduiront à la victoire ». Les affiches officielles de cette campagne électorale ne font pas mystère des préférences des candidats nationalistes. Considérons, par exemple, dans le I^{er} arrondissement de Paris, celle d'Edmond Archdéacon qui sera élu : se proclamant ouvertement le candidat du Comité républicain nationaliste central composé de Jules Lemaître, François Coppée, Édouard Drumont, Henri Rochefort, Louis Dausset et Gabriel Syveton, il représente formellement la Patrie française, la Ligue des patriotes ainsi que les divers groupements antisémites. Le premier point de son programme est le suivant : « Je suis républicain antisémite et

plébiscitaire. Nationaliste, je veux le respect de nos traditions françaises et militaires. Je suis l'adversaire déclaré de l'internationalisme. Antisémite, je demande que les 150 000 juifs et leurs caudataires les 25 000 francs-maçons cessent d'opprimer et de ruiner 38 millions de Français. Je combats le parlementarisme avec ses conséquences logiques et néfastes : le déficit, le panamisme, le dreyfusisme, l'abaissement de la France devant l'étranger, la franc-maçonnerie, société secrète et internationale. »

Dans tous les quartiers de Paris, la police observe la présence de calicots sur lesquels on dénonce le « candidat des juifs » et qui sont apposés sur les affiches électorales ; ici ou là, on conduit au poste ceux qui les collent ainsi illégalement. D'autres calicots encore plus fréquents sur les murs de la capitale avertissent les futurs électeurs : « Attention ! Voter pour un candidat ministériel, c'est voter pour : Panama, c'est-à-dire le vol, Fachoda, c'est-à-dire la lâcheté, Dreyfus, c'est-à-dire la trahison. » Ailleurs, on colle d'autres placards portant imprimés les mots suivants : « Électeurs ! Attention ! Ministériel veut dire Dreyfusard et antipatriote. » Dausset le président nationaliste du conseil municipal, fait apposer dans son arrondissement, le III^{e}, une large affiche intitulée « Panama maçonnique ». A la sortie des ateliers des Chemins de fer du Nord, rue des Poissonniers, « une dame très bien mise » distribue un large tract où l'on peut lire : « Français, il n'y a plus en présence que la France et la Franc-Maçonnerie qui est l'ennemie de la France, reçoit son mot d'ordre de l'étranger. Le franc-maçon est franç-maçon avant d'être Français […] Si vous voulez aimer la Patrie, si vous voulez rester Français, ne votez pas pour les francs-maçons[10]. »

En ce mois d'avril 1902, la Patrie française diffuse massivement « la Marseillaise des élections » :

Allons, enfants de la Patrie,
Le jour de gloire est arrivé.
Contre nous rugit l'Anarchie,
Le haillon sanglant est levé.
Maçons et Juifs, fourbes et traîtres
A la suite, emboîtent le pas […]
La France est-elle donc si bas
De subir le joug de tels maîtres ?
Aux urnes, citoyens ! unis, nous marcherons,

Votez, votons
Pour balayer la bande de fripons

Tout ce que la Patrie honore
Ils l'ont dans la fange traîné.
Que ne feraient-ils pas encore
Pour leur Juif deux fois condamné !
Pour lui, que d'insultes amères,
Sur notre histoire, ils ont vomies,
Sur le fier drapeau de Valmy,
Sur la foi de leurs propres mères

Aux urnes, citoyens[11]…

Un peu comme de nos jours, les militants d'Edmond Archdéacon collent sur les murs de son arrondissement une grande affiche sur laquelle on peut lire : « C'est la lutte entre les deux Républiques. Pour la vraie République, la République française », impliquant du même coup, comme à notre époque, que la République en place est celle de l'étranger, des juifs, des francs-maçons, etc. Sur de nombreux murs de la capitale, des militants nationalistes écrivent en grandes lettres « Mort aux juifs ! ». Dans le XX^e^ arrondissement, en avril 1902, le comité « patriote et antiministériel » local offre une grande fête en présence du candidat nationaliste : comme le souligne l'officier de police chargé du rapport, « après le punch, les assistants ont chanté *La Marseillaise* puis la *Youpinolle* sur l'air de *La Carmagnole*. » Pour parer à toute difficulté, les candidats nationalistes embauchent des centaines d'hommes à raison de 10 francs la soirée, avec pour consigne « de taper énergiquement ».

De part et d'autre, on déchire allègrement les affiches électorales de l'adversaire, on les recouvre, on en détourne le sens : des prêtres et même des enfants conduits par des bonnes sœurs déchirent prestement les affiches des candidats ministériels. Les socialistes collent sur les affiches électorales d'Auffray une silhouette noire représentant un prêtre ; sur les murs de l'École de droit, sur ses affiches on ajoute les inscriptions suivantes : « Aux électeurs d'Auffray ; cent jours d'indulgence. Le Pape Léon », « Vache ! Jésuite ! ». Sur la Butte-aux-Cailles, on colle des petites affiches blanches portant l'inscription : « Paulin-Méry est le

candidat des Jésuites. Oh les sales bêtes ! » Et partout surgissent des « Attentior citoyens ! Nationalisme signifie cléricalisme », des « *La Croix* protège le honteux nationalisme », ou encore des « Le cléricalisme, voilà l'ennemi. Gambetta attention ! nationalisme signifie cléricalisme ». La police en profite pour multiplier les arrestations et dresser contravention[12].

L'enthousiasme est général et communicatif tant les nationalistes sont certains de s'emparer de Paris. D'après un rapport de police, « Jules Lemaître est convaincu que les élections de 1902 seront pour la Patrie Française un triomphe complet, notamment à Paris. Ce triomphe civil, qui doit amener une majorité compacte, provoquera certainement une manifestation militaire dont on saura se servir pour établir un gouvernement de réaction […] il ne faut pas compter sur une action quelconque de l'armée avant d'avoir remporté un triomphe civil, c'est-à-dire un triomphe électoral législatif[13] ». Le patron de la Ligue de la Patrie française s'y emploie avec énergie : on se prépare par conséquent à répéter le même scénario déjà mis en œuvre, pendant la mobilisation boulangiste, en 1889 ou en 1899, au moment de l'enterrement du président Félix Faure et prévoyant déjà une action des ligues qui entraînerait, bon gré mal gré, l'intervention de l'armée. C'est dire que le moment est véritablement crucial car l'agitation née de l'affaire Dreyfus menace de décliner, événement parfait pour dresser efficacement une opposition brutale entre les deux France et rejeter de la France réelle tous les juifs, protestants et autres francs-maçons se cachant derrière la façade de cette République considérée comme si peu française.

Les ligues tentent une nouvelle fois de coordonner leur action, pour s'emparer de Paris mais aussi de la province afin cette fois de s'installer au pouvoir. En juin 1901, un vaste Congrès antisémite organisé par la Jeunesse antisémite et nationaliste se tient à Paris, rassemblant 153 groupements, dans le but de créer un seul Parti national antijuif auquel adhéreraient tous les mouvements antisémites et nationalistes. Sous la présidence d'Édouard Dubuc, conseiller municipal de Paris récemment élu et turbulent chef de cette organisation violente dont l'agressivité annonce celle des camelots du roi, Drumont, Rochefort et Firmin Faure sont élus présidents d'honneur et vivement applaudis. Tous les quartiers de la capitale sont représentés, de même que la Fédération antijuive des lycées de Paris, les Loges antijuives, etc. *Le Précurseur* devient le journal officiel du nouveau Parti national antijuif : il se présente lui-même comme « l'organe des groupes antisémites et nationalistes » ; à la une figurent, en caractères gras, les mentions « La France aux Français », « A bas les

juifs »[14]. Au sommet de sa puissance, la Jeunesse antisémite et nationaliste, souvent proche de la Ligue des patriotes, se heurte néanmoins à la franche hostilité de la Ligue antisémitique de France dirigée par l'abbé Guérin ainsi qu'à celle de Drumont lui-même qui voit en elle une source de concurrence insupportable. En dépit de tentatives de réconciliation, les ligues antisémites qui partagent le même but ne parviennent donc pas à s'unir[15].

Les meetings nationalistes, dans les différents quartiers de Paris, se succèdent néanmoins les uns aux autres. Le 28 novembre 1901, salle du Rocher, dans le IIe arrondissement, devant plus de 1500 personnes, Jules Lemaître, François Coppée puis Gabriel Syveton défendent le programme des ligues nationalistes tandis que retentissent les cris « A bas les juifs ! ». Le 14 février 1902, devant plus de 200 personnes réunies au café des Trois Mousquetaires, Syveton, candidat dans l'arrondissement, dénonce son adversaire « prisonnier des juifs et des francs-maçons », lui reproche d'être « l'instrument de la juiverie cosmopolite implantée au Parlement à travers les francs-maçons qu'elle manipule »[16]. Le 21 avril 1902, au manège Grouls, rue d'Enghien, Jules Lemaître présente, devant un public de plus de 4 000 personnes, la candidature de Syveton, d'Auffray et d'autres candidats nationalistes en accusant « les dreyfusistes, valets de la finance cosmopolite qui eussent fait horreur aux patriotes de 92 », terminant son allocution en s'écriant : « Électeurs ! ce n'est pas seulement du ministère Dreyfus, c'est de l'étranger que vous délivrerez la France et la République au cours des scrutins du 27 avril et du 11 mai » ; Syveton prend la parole et souligne que « les employés et les ouvriers qui travaillent ne sont pas à acheter comme les besogneux électeurs des Alpes, chers à Joseph Reinach » : l'enthousiasme général est tel que « Syveton est emporté jusqu'à la rue sur les épaules de ses électeurs et 2 000 personnes reconduisent le candidat nationaliste jusqu'à la permanence de la rue Saint-Denis où il est acclamé une dernière fois ». Au manège Saint-Paul, le 1er mai 1902, 7 000 personnes applaudissent inlassablement Lemaître, Coppée, Syveton, Gaston Méry et de nombreux candidats nationalistes. A nouveau, Lemaître « attaque vivement les juifs », Barillier, candidat à Paris, se lance lui aussi dans une violente harangue antijuive tout comme Gaston Méry qui termine en souhaitant « débarrasser la France du parlementarisme et de la juiverie » ; la foule applaudit à tout rompre Drumont et Rochefort et lance des « A bas Loubet ! A bas les juifs ! Vive l'Armée ! ».

Une fois les résultats proclamés, la Chambre des députés, où les nationalistes demeurent plus que minoritaires, battus qu'ils sont dans le reste de la France,

prononce des invalidations qui réduisent encore le nombre de leurs élus. A nouveau, les meetings de protestation fleurissent dans les différents quartiers de Paris. Le 3 juillet 1902, devant environ 4 500 personnes, au manège Saint-Paul, tout le gratin du monde nationaliste se trouve réuni : sont présents Lemaître, Syveton, Cloutier, Millevoye, Firmin Faure, Auffray, Archdéacon, Dausset, Gaston Méry, etc. Jules Lemaître s'élève contre des mesures qui violent, selon lui, le suffrage universel et termine par un violent appel en faveur de « la résistance à l'oppression judéo-maçonnique […] le ministre de la Guerre travaille par ordre de la franc-maçonnerie et de la juiverie cosmopolite dont il est l'agent, à la désorganisation des forces vives du pays. Nous croyons que dans ces conditions l'insurrection serait le plus sacré des devoirs mais nous n'en avons pas les moyens ». Gaston Méry, au nom de Drumont, condamne la majorité ministérielle responsable de ces mesures : elle se trouve, d'après lui, « à la solde de la juiverie cosmopolite » ; il termine par un bruyant « A bas les juifs ! »[17]. Cet antisémitisme militant, cette haine des juifs, véritables boucs émissaires supposés être la cause de la défaite des nationalistes à l'échelle de l'Hexagone, ne va en rien diminuer. Le 10 janvier 1903, par exemple, se tient le Congrès de la Ligue de la patrie française, mouvement qui à ses débuts ne professait pas, le plus souvent, un antisémitisme militant. Cette fois, en bout de course, il en va autrement. Firmin Faure, par exemple, prononce dans ce cadre un violent discours contre les juifs : « Il fait l'historique de l'affaire Dreyfus ; dit que Rothschild, plus puissant que Louis XIV, est le vrai roi de notre temps ; qu'il faut que l'antisémitisme, qui est le nationalisme intégral, se répande dans toute la France car ce sont les juifs qui commandent aux francs-maçons et qui paient les chefs des socialistes dont ils lancent les troupes inconscientes contre les Églises, au nom du Talmud[18]. » Un mois plus tard, pour ne pas être en reste et tenter de relancer une fois de plus le mouvement, Édouard Drumont, Edmond Archdéacon, Léon Daudet, Firmin Faure, Gaston Méry et d'autres constituent une Fédération nationale antijuive dont l'article premier est ainsi édicté : « Il est formé entre les Français, non Juifs, une ligue qui prend le nom de Fédération nationale antijuive. » Cette ligue « combattra pour la propagande de la vérité au grand jour les influences pernicieuses de l'Oligarchie judéo-financière, dont le complot occulte et impitoyable compromet chaque jour davantage la Prospérité, l'Honneur et la Sécurité de la France ». « Marchons donc ensemble, ajoute-t-on, la main dans la main contre le Juif »[19].

La conquête de Paris sonne ainsi paradoxalement le glas des ligues nationalistes et antisémites ancienne manière tant leur échec dans la France entière se révèle

patent. Ces derniers efforts pour leur donner un regain de vie sont voués à l'échec. En mars 1905, le toujours bouillant Jules Auffray étale les preuves de sa science militaire devant une audience plus que limitée : d'après un rapport de police, « l'orateur fait une revue des forces de l'opposition : l'aile gauche, c'est la Ligue des Patriotes et c'est l'aile gauche du prince de Condé, dit-il, qui culbute l'envahisseur à Rocroi. L'aile droite, c'est l'Action Libérale et le centre, c'est la Patrie Française. Tous unis, nous marcherons ensemble vers la victoire[20] ». Cette prédiction devait se révéler fausse : les ligues, faute de combattants, disparaissent d'elles-mêmes rapidement, vaincues en définitive par l'efficace du suffrage universel qui récuse leur logique putschiste. C'est dorénavant, à l'extérieur du camp républicain lui-même mais aussi en dehors des pratiques électorales légitimes, dans la mouvance monarchiste cette fois, que va émerger lentement l'Action française, leur successeur direct, encore plus déterminé, au nom du « nationalisme intégral », à mener impitoyablement la lutte contre les « quatre états confédérés » : par-delà la violente mobilisation des années 30, elle finira par triompher, pour un temps, lorsque Vichy prendra le pouvoir. Si l'État républicain, et sa machine politico-administrative, a pu en définitive affronter sans grande difficulté la mobilisation des ligues à leur apogée, il s'effondre cette fois avec le renfort de l'occupant nazi.

9

« Les juifs en Palestine ! » la solution sioniste ou comment s'en débarrasser

« Un territoire, un État, une nation, voilà le magnifique cadeau que l'Europe se déclare prête à offrir aux juifs. Mais à une condition, c'est qu'ils en soient tous résidents, c'est que les douze tribus s'y retrouvent au grand complet. » Marcel Déat, en ce mois de mai 1943, sait se montrer généreux : dans une longue proclamation intitulée « Vers un État juif », il affirme ainsi son entier soutien à la cause sioniste[1]. Sur ce point au moins, le tribun des droites radicales populistes partage l'avis exprimé peu auparavant et sur un ton plus mesuré par le comte de Paris lui-même qui reconnaît que « la fondation d'un État juif, juridiquement constitué, simplifierait le problème juif international. Tous les pays et particulièrement ceux où règne l'antisémitisme auraient intérêt à le faciliter[2] ». Du côté des droites conservatrices ou encore radicales, cette opinion *a priori* surprenante se trouve à toutes les époques largement répandue.

Déjà, en 1890, Édouard Drumont propose de se débarrasser des juifs, de « les renvoyer tous en Palestine » afin qu'on n'entende plus parler d'eux[3] ; du coup, en 1896, toujours aux aguets et à la recherche de nouveaux arguments pour mettre un terme à la situation décrite dans *La France juive*, il donne un compte rendu très favorable de *L'État juif*, livre fondateur que Theodor Herzl vient de faire paraître[4]. Dans le même sens, peu après, en 1898, en pleine affaire Dreyfus, un souscripteur du Monument Henry, diffusé par *La Libre Parole* afin de financer le procès que la veuve du lieutenant-colonel Henry intente à Joseph Reinach, n'hésite pas à écrire, pour justifier son envoi de fonds : « Que les Juifs soient traités comme des pestiférés et mis en route pour la Palestine[5]. » Jules Soury, le théoricien du racisme biologique, considère au même moment que « tout homme de race aryenne, chrétien ou bouddhiste, loin de vouloir la mort ou la conversion du Juif, ne désire que lui acheter du blé ou des dattes lorsqu'il sera redevenu fermier en sa vieille terre de

Chanaan[6] ». Un peu plus tard, en 1919, Urbain Gohier, l'ami le plus proche de Drumont, le propagateur impénitent et infatigable de ses thèses, le répète à satiété : « La Palestine aux Juifs ! Les Juifs en Palestine ! Et la France et ses milliards au Français[7] ! » La France aux Français !, telle est la justification de cette passion sioniste inattendue qui se fait entendre du début du siècle à nos jours. Ce sionisme, après tout logique dans la pensée nationaliste fondée sur l'exclusion de la différence et l'homogénéité d'une communauté culturelle souvent entendue en fonction de son origine catholique, résout enfin la question juive telle qu'un Drumont l'avait formulée. Dès la fin du XIX^e^ siècle, ses adeptes les plus proches se sont prononcés en ce sens : un Jean Drault, son collaborateur le plus intime, déclare ainsi, en 1890 : « La France meurt d'une indigestion de Juifs. A l'indigestion, le remède est simple : vomitif, purgatif. Évacuation par le haut et par le bas. Quand elle les aura rendus […] à la Palestine, la France se relèvera rapidement[8]. » Et *La Vieille France* où, longtemps après sa disparition, s'exprime fidèlement la pensée de Drumont, d'espérer l'avènement de « la prophétie de Herzl pour le salut de la France, de l'Europe, de la Race blanche[9] ».

Après avoir dédicacé son livre *Vers un racisme français* à Céline, l'ami fidèle des juifs, comme on vient de le voir, par cette phrase manuscrite lapidaire : « cet essai sur le négro-mongoloïde juif », René Gontier, issu lui aussi de ce même courant, en convient à son tour : « Le sionisme qui vise à reconstituer un foyer national juif en Terre Sainte est une entreprise d'un grand intérêt. Le raciste souhaite la renaissance d'un État israélite où puisse se développer un nationalisme strictement juif, avec sa langue, son folklore, ses coutumes et sa culture. Les efforts que les Juifs palestiniens ont tentés en ce sens sont dignes d'éloges. Ils ont remis en honneur l'usage de l'hébreu[10]. » Deux années auparavant, en 1937, son maître Céline partageait un enthousiasme identique à l'idée de renvoyer tous les juifs en Palestine ; comme toujours, avec sa « petite musique », il dit bien sûr les choses de manière plus poétique :

> … Si l'on refoulait tous les Juifs, qu'on les renvoie
> En Palestine avec leurs caïds francs-maçons, puisqu'ils adorent,
> Nous cesserions d'être « Intouchables ».
> Nous n'aurions ni guerre, ni faillite…
> Avant longtemps… longtemps… longtemps…
> Et nous aurions beaucoup de places vides… Immédiatement

Tout de suite… les meilleures en vérité[11].

Céline voit les choses en grand : « Les Juifs à Jérusalem, un peu plus bas sur le Niger, ils ne me gênent pas ! ils ne me gênent pas du tout ! Je leur rends tout le Congo ! toute leur Afrique[12]. » Dans le même sens, son bon ami George Montandon ne ménage pas lui non plus son soutien au projet sioniste : déjà dans son livre *L'Ethnie française*, publié, on s'en souvient, en 1935, il écrit : « La solution au problème juif nous apparaît la suivante : création d'une Palestine complètement indépendante qui aurait ses légations et ses consulats dans les autres pays. Les Israélites qui opteraient pour la Palestine, munis de passeports palestiniens, seraient en dehors de chez eux en qualité d'étrangers ; les autres n'auraient pas de raison de ne pas s'assimiler[13]. » Fidèle à cette perspective, il en vient à polémiquer avec les héritiers de Maurras qu'il trouve finalement trop pusillanimes ; à ses yeux, le sionisme est la solution enfin trouvée qui rend presque caduc l'antisémitisme traditionnel des droites radicales ; « c'est seulement, assure-t-il, sur la base de l'ethno-racisme complété par la création d'un État juif que l'action néfaste juive internationale pourra être éliminée[14] » ; pour lui, « cet État peut être où on veut mais le "proarabisme" de Maurras n'est qu'une autre face de l'antisémitisme chrétien classique[15] », appréciation qui ne rend pourtant pas compte des hésitations du vieux dirigeant de l'Action française qui tantôt « approuve l'expédient sioniste » tantôt le condamne en y voyant une pure et simple manœuvre britannique tournée contre la France[16]. S'adressant ensuite aux responsables du journal juif *La Terre retrouvée*, George Montandon leur confirme que sa « proposition d'une Néo-Palestine permettrait une bonne fois aux Juifs de relever d'une patrie réelle pour eux[17] ». Dans le même sens, il écrit à Bernard Lecache, le responsable de la revue *Le Droit de vivre*, en s'élevant à nouveau contre la présence en France des juifs, cette « ethnie putain », en souhaitant aussi que les « Judéonationalistes » se mettent rapidement d'accord sur le futur État qu'ils souhaitent bâtir[18]. George Montandon s'étend longuement sur cette solution miracle : en considérant « l'exiguïté de la Palestine », il est indispensable que « les arabes trouvent tous une place en quelque point de l'Arabie, ces arabes transplantés devant être dédommagés par la communauté juive ». Une fois l'indépendance de la Palestine obtenue, il sera d'autant plus légitime de prendre des mesures sévères contre « l'ethnicisme allogène » représenté par les juifs persistant à demeurer en France : on pourra aussi bien envisager de castrer les hommes que de « défigurer les femmes en leur coupant l'extrémité

nasale »[19]. Sa conviction étant faite, il tente de persuader les nazis de l'adopter : en dépit de nombreuses lettres échangées avec des responsables hitlériens, il ne parvient pas à les persuader de faciliter la création d'un État juif et s'en trouve fort dépité[20].

Dans les rues de Paris, circulent, en cette période de l'occupation, des tracts sur lesquels on peut lire, comme au tournant du siècle : « La France aux Français et le Juif en Palestine[21] ! » Ce prosionisme des droites nationalistes se fait souvent jour dans certaines publications du régime de Vichy. Ainsi, dans le célèbre numéro « Le Juif et la France » publié par *Notre Combat*, on peut lire : « Il faut un territoire-emplacement pour la réalité juive dans le monde. Il faut que dans ce territoire, nécessairement vaste, la révolution morale intérieure de l'âme juive puisse se faire par la mise en contact réel et direct du peuple juif avec son plus lointain passé […] Ce n'est qu'en se retrempant solidement que le Sionisme pourra entreprendre cet assainissement et cette "normalisation" du peuple juif, souhaités par ceux qui considèrent à juste titre son influence et son action comme délétères […] Tout le peuple juif doit partir à la conquête[22]. » Au même moment, Pierre Drieu La Rochelle, un adepte lui aussi de la haine antisémite la plus grande, écrit, dans son « testament » : « Je meurs antisémite (respectueux des Juifs sionistes) », avant d'ajouter : « J'aime les races d'ailleurs chez elles : j'aurais aimé sincèrement les Juifs chez eux. Cela ferait un beau peuple »[23]. Ce zèle sioniste des droites extrêmes ne devait pas cesser avant longtemps. Créé en 1948, l'État d'Israël se trouve brutalement menacé lors de la guerre de 1967 : de manière tout à la fois inattendue et provocatrice, Xavier Vallat, l'ancien commissaire aux Affaires juives de Vichy, l'ennemi impitoyable des juifs à l'époque du génocide, publie dans *Aspects de la France*, journal monarchiste où s'exprime toujours une haine latente des juifs, un article intitulé « Mes raisons d'être sioniste ». Elles sont simples, identiques à celles d'Urbain Gohier, de Marcel Déat, du comte de Paris, de Céline ou de Montandon lui-même : elles méritent d'être longuement rapportées tant elles rendent explicite la logique sous-jacente à cette longue tradition sioniste des droites radicales.

Xavier Vallat oppose les immigrants espagnols, italiens ou polonais qui « se fondent dans la population autochtone, ils en épousent volontiers les filles et un catholicisme commun les fait vivre à l'aise chez nous », aux juifs qui « refusent l'assimilation : ce sont les descendants des tribus de Judas, de Lévy et de Benjamin. Comment s'en défendre comme d'un État dans l'État ? Simplement, en restituant aux membres de cette ethnie leur appartenance juridique à leur nation — la nation

juive — et en les rendant à leur condition réelle d'étrangers. C'est pour cela que je suis sioniste. C'est pour cela que je souhaite qu'Israël, au terme de cette troisième guerre, obtienne des garanties internationales de ses frontières historiques, du Sinaï à l'Hermon et de la Méditerranée au Jourdain. Cela suppose que les autres nations comprennent qu'il est de leur intérêt de munir tous les fils d'Israël qu'elles hébergent d'un passeport israélien et d'une carte d'israélite étranger. En dehors d'un sionisme intégral, il n'est pas de solution raisonnable et efficace du problème juif »[24]. Tout est dit : au nom de l'identité catholique de la nation française, les juifs doivent, comme sous Vichy, quitter le territoire national et partir en Israël, leur véritable nation ; ils ne formeront plus, selon la formule de Maurras, un État dans l'État, perdront leur citoyenneté acquise malencontreusement en 1791 au nom d'une conception erronée, rationaliste et universaliste de la nation : ils deviennent dès lors des étrangers mis à l'écart de la nation française catholique. Ce qui n'a pas été possible sous Vichy, bien que Vallat et l'administration se soient efforcés d'y parvenir de toute urgence, le devient maintenant grâce à l'existence d'Israël dont le territoire doit être le plus large possible afin que les Juifs puissent tous, ou presque, s'y rendre !

Prolongeons ce florilège prosioniste d'antisémites les plus illustres de la France contemporaine. Au même moment, Lucien Rebatet, l'auteur des *Décombres*, ouvrage qui dépasse de mille coudées l'antisémitisme le plus ordurier d'un Céline, d'un Gaxotte, d'un Drieu La Rochelle, ou encore d'un Maurras, vole à son tour au secours d'Israël. Dans *Rivarol* cette fois, il déclare que « la cause d'Israël est là-bas celle de tous les Occidentaux […] On m'eût bien étonné si l'on m'eût prophétisé en 1939 que je ferais un jour des vœux pour la victoire d'une armée sioniste. Mais c'est la seule position raisonnable aujourd'hui[25] ». Et d'ajouter encore : « J'ai toujours approuvé le sionisme. La vieille terre de Judée était tout appropriée pour lui[26] ». La création et la victoire d'Israël se présentent comme une nouvelle et bien plus efficace « divine surprise » que la naissance du régime de Vichy : elle permet, à la grande satisfaction de ces militants de l'antisémitisme, d'envisager d'autres solutions définitives du « problème juif ». En 1971 encore, fidèle à cette tradition, un Thierry Maulnier, par exemple, ne craint pas, à son tour, de proclamer son entière admiration devant la « résurrection d'Israël » sur « la terre assignée à son peuple par l'Éternel tout-puissant, terre vers laquelle Moïse avait marché en errant dans le désert, terre des prophètes, de David et des Maccabées ». A ses yeux, « la naissance de l'État d'Israël moderne sur la terre du plus vieil Israël est la victoire de la fidélité à soi-même, la victoire d'une identité maintenue envers et contre tout, la victoire de la

Loi »[27]. L'antisémitisme mènerait-il inéluctablement au sionisme, justifiant par la passion nationaliste l'honneur d'être juif… en Israël ? Cette passion sioniste se révèle si grande qu'on en arrive à considérer l'État d'Israël comme la réalisation concrète des paradigmes barrésiens du retour à la terre : pour *Aspects de la France*, « le vieil enseignement de Maurras sur la finance juive internationale et anonyme ne s'applique pas à Israël puisque Israël en est tout le contraire. Ici, il ne s'agit pas d'hommes tapis dans les coulisses des banques géantes qui pèsent sur la politique des États affaiblis par leurs profits. Il s'agit d'un État nationaliste dont tous les hommes ont retrouvé tout naturellement l'enracinement du sol et des ciels qu'avait chanté Maurice Barrès[28] ».

Sous une forme ou une autre, le cri de guerre favori de Drumont n'est pas près de s'éteindre : hier comme aujourd'hui, contre *La France juive*, pour rétablir l'identité de la France chrétienne, il suffit simplement de recourir à la solution sioniste, la plus radicale et la plus expéditive de toutes. Pour hâter l'avènement du Royaume de Sion, on est prêt à tous les sacrifices : ainsi, un peu plus tard, dans l'entre-deux-guerres, « pour rapatrier Karfunkelstein, alias Léon Blum », le *Progrès de Seine-et-Oise* exige que « Marianne offre au faux grand homme du Front Populaire un billet de passage gratuit pour Tel-Aviv, Palestine[29] », souhait partagé par *Le Franciste* qui n'espère qu'une chose, que « Léon Blum et toute la tribu prennent le premier bateau pour la Palestine[30] ». Rare et touchante unanimité : pour André Chaumet et H.-R Bellanger, le régime de Vichy davantage que la Troisième République détient la clé du problème et saura se montrer réellement généreux ; pour eux, « la solution du problème juif repose sur un sionisme intégral, dans un sionisme cent pour cent. Et dans un sionisme obligatoire pour le peuple maudit. Si le sionisme n'est pas obligatoire, le Juif ne s'y pliera pas. Aujourd'hui que commence en France l'esquisse d'un antisémitisme légal, nous rêvons d'un monde nouveau. Nous rêvons d'un monde sans juifs. Nous rêvons d'un monde où Jérusalem serait la capitale du nouveau royaume de Juda. C'est vers la Palestine qu'Israël doit tourner son regard désormais, après 2 000 ans d'absence[31] ». Après avoir commenté divers ouvrages sionistes dont ceux de Herzl, Jacques Ploncard, l'un des plus fidèles adeptes de Drumont, dans une formule concise, expose les choses plus crûment : « Les Juifs chez eux, les Français chez eux[32] ».

Comme le déclame alors pompeusement Jacques de Féraudy, ex-sociétaire de la Comédie-Française,

« Va-t'en, Juif. » Entends bien ce que te dit la France,
Bien moins par haine du cœur, crois-moi, que par raison
Ta face immonde a trop noirci mon horizon.
J'ai besoin de clarté pour guérir ma souffrance.
Ah ! tu ne pensais pas que le moment viendrait
Où l'esclave d'hier, par toi contaminée,
Se désintoxiquant, un jour te chasserait,
Quand tu croyais l'avoir si bien assassinée.
Va, ne t'incruste plus sur mon territoire
Avec tes doigts crochus, pour salir mon Histoire.
Toi qui n'es pas d'ici… qui n'es de nulle part,
Que pourrais-tu bien faire au pays de Bayard ?
Va-t'en donc, juif, va-t'en ; remporte ta besace
Va rejoindre, là-bas, les frères de ta race[33].

L'exclusion des juifs d'une société française catholique, leur sortie vers la Palestine se présente comme la solution toute trouvée. Aucun doute n'est permis : commentant les paroles de Theodor Herzl ou celles de Chaïm Weizmann, on approuve des deux mains la renaissance en Palestine de l'hébreu et l'on se réjouit du caractère obligatoire du sabbat. On se montre même catégorique : « Israël doit retourner dans la Terre Promise et y vivre définitivement », territoire qui inclut aussi bien la région de Tel-Aviv que le Néguev ou encore… la Transjordanie, « grenier de la Palestine antique et de la Judée » que l'on attribue sans hésiter également aux futurs émigrants juifs[34]. La présentation la plus étonnante de ce sionisme intransigeant et conquérant des droites radicales est sans aucun doute celle qu'en donne Herman de Vries de Heekelingen dans une longue et savante étude destinée à montrer que « Théodore Herzl, le créateur du sionisme moderne, arrive exactement à la même conclusion » que la sienne, à savoir « l'urgente nécessité de faire renaître le Juif nationaliste, fier de sa nationalité, se substituant au Juif rampant se camouflant en faux Français »[35]. Soulignant combien « notre mentalité catholique est en tout point opposée à la mentalité juive », Heekelingen se fait le chantre dithyrambique d'un sionisme supposant la séparation définitive de ces deux formes de pensée si antithétiques, « la haie des lois talmudiques ayant créé une mentalité qui n'a aucune affinité avec le christianisme et qui sera toujours en opposition avec le christianisme », à tel point que, pour lui, « le Juif baptisé continue à être Juif »[36]. Dès

lors, une seule solution s'impose, celle que Pinsker, l'un des théoriciens les plus importants de ce mouvement, n'a lui-même cessé de proclamer dans sa retentissante brochure, *Auto-émancipation*, qui donne un coup de fouet à l'idéal sioniste et que Heekelingen estime d'une « extraordinaire clairvoyance » dans la mesure où elle donne naissance à un « nationalisme juif intégral » s'insérant dans la montée générale des nationalismes, formes indispensables de la stabilisation des nations séparées les unes des autres, dans le respect de la différence des codes culturels[37]. L'affaire Dreyfus, qui a suscité l'étonnement de Theodor Herzl et renforcé sa détermination à rédiger *L'État juif*, est considérée comme un moment clé car elle a pour conséquence l'avènement du « Juif nationaliste » prenant la place du « Juif rampant se camouflant en faux Français ». Heekelingen décrit avec force détails la nouvelle peu connue de Herzl, *Altneuland*, qui « avait prédit l'avenir », c'est-à-dire l'établissement en Palestine des juifs européens refusant à juste titre une impossible assimilation.

Prenant parti dans la discussion opposant entre eux les nombreux courants sionistes, Heekelingen récuse l'hypothèse, qui fit couler beaucoup d'encre à l'époque, de l'immigration en Ouganda défendue par les sionistes territorialistes et se déclare davantage en faveur d'une synthèse entre le sionisme politique proposé par Herzl et le sionisme plus culturel, celui d'Ahad Aham. Chaque nation a droit à son code culturel : les juifs considérés comme une nation doivent redécouvrir l'hébreu, leurs traditions légitimant leur existence en un État spécifique. A partir d'une étonnante connaissance des discussions internes au mouvement sioniste, il rejette comme ses porte-parole les perspectives assimilationnistes et défend, à l'instar de certains d'entre eux, comme seul légitime l'établissement du nouvel État en Palestine. Enthousiaste à l'idée que l'Europe puisse être si vite*Judenrein*, il modifie du tout au tout le projet émancipateur de l'abbé Grégoire qui recherchait l'assimilation des juifs par leur disparition au sein de la société française, leur adoption de professions manuelles, leur retour à la terre, etc. : désormais, cette normalité, cette régénération ne peut se réaliser qu'en Palestine par un identique retour à l'effort physique, à la nature, à la terre. Pour le plus grand bien de la France et des juifs eux-mêmes, l'esprit capitaliste apatride s'éloignerait de l'Hexagone et les juifs retrouveraient leur équilibre fondé inéluctablement sur l'enracinement en un terroir. La tradition catholique contre-révolutionnaire anticapitaliste et antisémite débouche ainsi sur les positions sionistes les plus maximalistes, à tel point qu'Heekelingen, qui décrit avec grand soin chacune des tendances politiques présentes en Palestine, opte délibérément en faveur de la plus radicale, celle

qu'incarnent Jabotinsky et son mouvement révisionniste qui se prononce sans hésiter, au nom d'une quasi-rédemption morale, en faveur de l'usage illimité de la force dans la conquête des territoires les plus étendus : à ses yeux, « Jabotinsky représente la forme la plus pure du sionisme nationaliste dont la réalisation apporterait la solution définitive du problème juif[38] ».

Partisan forcené des méthodes agricoles mises en œuvre par les pionniers sionistes, il vante leur efficacité comparée à l'archaïsme des paysans arabes dont l'intérêt bien compris doit les pousser à accepter la prédominance juive. Et s'ils ne le comprennent pas, eh bien, « la place ne manque pas aux Arabes s'ils veulent émigrer. L'intérêt général de l'humanité doit passer avant celui d'une minorité. Or, il est incontestable que la solution du problème juif a une importance primordiale pour le monde entier tandis que l'opposition arabe n'est provoquée que par des motifs particularistes […] si les Arabes restent d'implacables adversaires du sionisme malgré tous les avantages matériels qu'ils en tirent […] il n'y aurait qu'à employer la manière forte […] après la guerre, on a bien transporté des populations entières, grecques et arméniennes, pour des raisons infiniment moins importantes que la solution de l'angoissant problème juif ». Adepte d'un sionisme musclé et entièrement indifférent au devenir propre des populations arabes, Heekelingen se montre aussi un défenseur acharné de l'extension territoriale sioniste la plus large : pour lui, « la Palestine ne pourra jamais contenir tous les Juifs du monde […] Il faut donc voir ailleurs. De l'autre côté du Jourdain existent de vastes étendues avec une densité de population très faible […] La règle des vases communicants jouera infailliblement. On peut donc admettre que l'accroissement de la colonisation juive en Palestine amènera, par la force des choses, une colonisation juive en Transjordanie […] La Palestine avec la Transjordanie pourront devenir un centre qui contiendra au moins la moitié, sinon les deux tiers des Juifs vivant dans la Diaspora […] Il n'est pas exclu qu'une partie de la Syrie et de la Mésopotamie puisse être jointe à l'État juif »[39]. On le voit, l'extrême droite se montre d'une grande compréhension à l'égard du sionisme le plus conquérant et applaudit des deux mains les tenants d'un Grand Israël s'étendant […] du Nil à l'Euphrate. Peu encline à tenir compte des droits propres aux populations arabes, elle n'a en vue que le moyen le plus sûr pour assurer la « sortie » volontaire ou obligatoire de tous les juifs, réalisant en théorie, avant même que Hitler s'efforce d'y parvenir en pratique quelques années plus tard, l'élimination de toute présence juive en Europe et même dans le monde entier, à l'exception de cette Palestine étendue où tous les juifs seraient enfin cantonnés. « Ce

sera, dans les termes mêmes de Heekelingen, à la fois une renaissance et un débarras […] le sionisme donnerait satisfaction aux sentiments nationalistes des Juifs autant qu'à notre désir de redevenir maîtres chez nous[40] ». Il faut, martèle-t-il dans de nombreux textes, « permettre aux Juifs et au besoin les forcer, de former un État pareil aux autres, c'est-à-dire, de liquider la diaspora[41] ».

La reconnaissance de la Nation juive en Palestine implique que « tous les citoyens appartenant à la race juive perdront *ipso facto* la qualité de citoyens français pour être réintégrés dans leur qualité de citoyens israélites[42] ». Le sionisme, pour ses théoriciens officiels comme pour ces zélés propagateurs des droites extrêmes, inverse radicalement le processus d'émancipation étatique des juifs leur conférant, depuis la Révolution française, la citoyenneté ; l'assimilation tant désirée par l'abbé Grégoire impliquant pour lui la conversion au catholicisme ou, au contraire, pour les républicains de la Troisième République, une entrée dans l'espace public rejetant le religieux dans le domaine privé, cette assimilation au catholicisme ou encore à la République touche alors à son terme et se trouve remplacée par l'expulsion pure et simple au nom de la pureté et de l'homogénéité de la nation. Il faut, déclare-t-on encore, « réintégrer les juifs dans leur patrie d'origine où ils seraient alors refoulés. Évidemment cela nécessiterait un transfert des populations arabes de Palestine dans d'autres parties de l'Asie Mineure ou en Afrique moyennant de larges compensations en terres, cheptels, etc.[43] ». Quelle ironie de voir l'extrême droite française inventer la théorie du transfert des Arabes hors de Palestine afin d'y installer plus aisément les juifs du monde entier !

Cet enthousiasme à l'égard du projet sioniste le plus radical, cette générosité territoriale pratiquement sans limites traverse une partie importante des droites extrêmes qui craignent l'assimilation des juifs pervertissant à leurs yeux définitivement la société chrétienne en la menaçant de l'intérieur ; ils savent que le temps du ghetto est probablement dépassé, la renaissance de cette forme d'enfermement relevant de la quasi-impossibilité, et se prononcent par conséquent sans réserve en faveur du renouveau d'une nationalité juive en Palestine. D'autant plus que cette sortie collective aura également l'incommensurable avantage de faire immédiatement s'écrouler cette « République juive » tant honnie et dénoncée avec une passion jamais assouvie, de réduire cet État dans l'État que vilipendent Charles Maurras et tous les pamphlétaires qui s'inscrivent dans la tradition antisémite d'extrême droite. En voici, entre mille, un seul exemple : Fayolle-Lefort, l'un des plus zélés d'entre eux, déclare d'emblée :

> Les Juifs ont les premiers songé à recouvrer leur souveraineté nationale sur un territoire bien à eux, quelque part dans le monde, et de préférence en Palestine. A cette solution élégante, je me rallie avec empressement. Je souhaite, comme les Sionistes, la renaissance d'une patrie juive indépendante et je demande, ce qu'ils ne font pas, que tous les Juifs y soient juridiquement rattachés. Je n'exige pas cependant que tous les Juifs soient condamnés à y vivre. J'admets qu'ils puissent habiter ailleurs et même, si paradoxal que cela paraisse, dans les pays où, comme en France actuellement, ils sont gravement nocifs. Ce qui importe, en effet, à notre pays, c'est qu'un Léon Blum, un Zay, un Zyromski, un Moch […] ne puissent plus être ni fonctionnaires, ni journalistes, ni députés, ni sous-secrétaires d'État, ni Présidents du Conseil […] Quelques milliers de kilomètres carrés de terres rendues à Israël, voilà le problème de la dignité résolu, et c'est quelque chose. Mais cela ne sera pas […] Les Juifs veulent bien peupler Jérusalem, la recevoir peut-être demain d'autrui, mais non la conquérir de vive force. Ces exploits ne sont pas les produits de leur nuageux idéalisme. Alors tout est dit. Qu'ils reprennent leur bâton. L'organisme européen les éliminera fatalement[44].

Publié en 1941, ce texte d'un des grands ténors de l'antisémitisme de l'époque[45] est emblématique du sionisme des droites radicales aux préjugés viscéralement ancrés dans leur imaginaire : malheureusement incapables d'utiliser la force vis-à-vis des Arabes pour mener à bien leur entreprise si louable, les juifs trop idéalistes et congénitalement inaptes à l'usage de la violence échoueront à instaurer leur propre État qui, par ricochet, aurait l'immense avantage de faire s'écrouler immédiatement, en France, cette « République juive » tant combattue par Drumont et ses innombrables héritiers ; qu'ils partent néanmoins et redeviennent errants sinon, la menace est exprimée en termes clairs, leur élimination sera fatale ! Dans ce texte se dessine également une solution sioniste minimaliste qui va se révéler partagée par de très nombreux partisans des droites extrêmes : on approuve encore avec ardeur le projet sioniste mais on pressent son échec relatif ; jamais les Juifs ne parviendront, étant donné leur nature profonde, à conquérir assez d'espace pour s'y loger tous, jamais, de plus, ils n'accepteront d'eux-mêmes de quitter leurs pays d'accueil pour gagner des régions si désertes. Du coup, on admet que, bien que « nocifs », certains d'entre eux puissent continuer à résider, par exemple, en France tout en étant

rattachés juridiquement à la nouvelle Sion. Cette autre interprétation du sionisme trouve de nombreux adeptes : une nouvelle conception de la citoyenneté en résulte dans la mesure où dorénavant les juifs en France seront considérés comme des étrangers pourvus d'un passeport palestinien et exclus de toute présence dans l'espace public français, du droit de vote à l'appartenance aux diverses structures administratives. Ainsi serait mis un terme au problème lancinant de la double allégeance que les antisémites soulèvent de plus en plus fréquemment depuis l'affaire Dreyfus : pour Georges Batault, par exemple, « tout changera le jour où il existera un État juif réel ; c'est à lui seul qu'incombera la charge de défendre ses nationaux à l'extérieur, par l'organe d'ambassadeurs et de consuls dûment accrédités[46] ». Telle est également la thèse de Gabriel Malglaive qui appelle lui aussi « la reconnaissance d'une Nation juive en lui désignant le territoire qui lui serait concédé. Dès lors, tous les Juifs du globe recouvreraient légalement, officiellement, la nationalité juive que leur cœur a toujours secrètement élue. Ceux qui voudraient rester en France ou en Allemagne y resteraient à titre étranger, soumis aux mêmes formalités que le Français résidant en Allemagne ou l'Espagnol vivant en France[47] ». Devenus citoyens de l'État hébreu, les juifs français qui ne pourraient, faute de place, immigrer en Palestine seraient donc définitivement rejetés de l'espace public, solution qui fait disparaître pour toujours la présence menaçante de l'« État dans l'État » dénoncée sans relâche par les droites extrêmes.

En réalité, cette solution minimale impliquant la réalité, aussi faible soit-elle, d'un nouvel État d'Israël dont tous les juifs du monde deviendraient les citoyens n'est peut-être elle-même qu'un faux espoir. L'extrême droite se montre plus sioniste que les juifs eux-mêmes car elle redoute qu'en définitive cette solution à ses yeux miracle ne s'évanouisse comme par défaut de volontaires juifs. Non, décidément, cette solution sioniste si attrayante aux yeux des droites radicales est sans aucun doute vouée à l'échec. Écoutons le constat désabusé d'un Georges Saint-Bonnet :

> A la résurrection d'eux-mêmes, ils préféreraient leurs confortables reniements […] En fin de compte, on ne recrute que quelques miséreux des Karpathes ou de Galicie. Le sionisme était cependant une bien belle occasion. Quelques bateaux. Un peu d'or. On tirait ce grouillement de son ombre. On le transportait sous le soleil des aïeux. Cette immondice devenait une joie. Une bien belle occasion, en vérité. Ils l'ont ratée. A part la poignée de Galiciens et de Karpathiens, il n'est rien venu. Ou plutôt si. Mais les

> autres, les margoulins, les courtiers, les combinards et les pêcheurs en eau trouble, c'est-à-dire l'essentiel du peuple juif, sont déjà repartis. Tout de suite, ils ont compris qu'il n'y avait rien à « chiquer » dans la zone du mur des lamentations. A leur parasitisme, il fallait un objet, une victime, des procès. Les parasites ne vivent pas sur les parasites. Aux juifs, il faut de l'aryen à savourer. La nouvelle Jérusalem pour cette raison s'effondre sur cette base […] Le juif errant demeure le juif errant. Tel-Aviv n'est point la porte où il entre en Terre Promise. Il n'est pas arrivé[48].

Il faut s'y résoudre, les juifs ne veulent pas plus d'une régénération à la mode de l'abbé Grégoire que d'une régénération sioniste, l'une et l'autre impliquant le retour à la terre, aux professions manuelles, à la normalité. Les tenants des droites extrêmes, devant un tel constat, déchantent et entament un long réquisitoire contre la situation qui prévaut d'ores et déjà en Palestine. L'extrême droite national-populiste ne se prive pas d'appliquer à la société juive qui s'est créée en Palestine ses schémas de dénonciation de la ploutocratie qu'elle utilise volontiers à propos de la société française où les puissants, qui sont le plus souvent en l'occurrence juifs, oppriment sans vergogne les petits Français innocents et incapables de se défendre contre ce pouvoir omniprésent lié à l'étranger. Pour elle, en Palestine, ce modèle se vérifie parfaitement d'autant plus que rien ne vient mettre frein à l'emprise des juifs cosmopolites[49]. A ce point de l'analyse, l'engouement sioniste des droites extrêmes s'évanouit soudain dès lors que se profile l'image d'une Palestine peuplée non de juifs-paysans et soldats mais de fidèles adeptes du capitalisme : cette région deviendrait, du même coup, dans leur esprit, l'instrument privilégié de la pénétration du monde anglo-saxon dans une région longtemps dominée par l'influence française. Si les juifs persistent à s'allier au monde anglo-saxon détesté depuis toujours par la droite contre-révolutionnaire catholique hostile à l'argent et à la domination capitaliste, alors le projet sioniste doit être combattu car il s'insère dans la stratégie globale de la domination impérialiste du monde.

Roger Lambelin est sans aucun doute le pamphlétaire des droites radicales qui développe le plus systématiquement cette thèse assimilant le sionisme aux puissances anglo-saxonnes capitalistes. A ses yeux, aux lendemains de la guerre de 14-18, « manœuvrant les gouvernants des États-Unis et de la Grande-Bretagne, les représentants d'une race de treize ou quatorze millions d'individus ont réussi à imposer au monde une *pax judaica* et un supergouvernement nommé Société des

Nations dont ils sont les maîtres. En signe de victoire, ils ont obtenu d'installer en Palestine pour leur peuple un "foyer national" et, sous l'égide de l'Empire britannique, le drapeau flotte déjà sur Jérusalem, la Cité sainte du monde chrétien »[50]. Contrôlant le capitalisme anglo-saxon, ayant grâce à leurs réseaux bancaires pénétré ses rouages essentiels, ils sont également parvenus à circonvenir les dirigeants du monde politique des deux grandes puissances britannique et américaine afin d'imposer plus aisément leur propre politique favorable au sionisme ; d'où la déclaration Balfour, véritable acte de naissance du sionisme considéré maintenant comme une machine de guerre hostile aux intérêts français, la Palestine faisant figure de remarquable escadre aérienne dont pourront ainsi impunément se servir les forces britanniques auxquelles se heurtent si souvent les intérêts français dans ces régions du Moyen-Orient : « Le meilleur moyen d'empêcher l'organisation d'une Palestine française n'est-il pas d'y susciter la fondation d'un État juif dont l'Angleterre exercerait le contrôle ? » s'interroge encore Roger Lambelin. Dès lors, tout milite pour refuser tout à la fois le projet sioniste et l'influence anglo-saxonne qui en résulterait. Georges Batault en convient lui aussi : on assiste « à la confiscation du mouvement sioniste par les magnats de la finance juive internationale au soi-disant bénéfice de l'Angleterre […] Il s'agit pour les Anglais, non seulement de couvrir l'Égypte du côté Nord mais d'assurer plus étroitement le contrôle du canal de Suez et surtout d'ouvrir des voies d'accès vers la Mésopotamie et de dominer les régions pétrolifères aux environs de Mossoul ». Dans le cadre de cette stratégie globale, « les sionistes veulent faire de la Palestine juive un *Dominion* anglais »[51]. Dans ce sens, la droite contre-révolutionnaire, attachée à la défense des intérêts géopolitiques traditionnels français et hostile au capitalisme anglo-saxon considéré depuis toujours comme corrupteur, change brutalement d'opinion et condamne un sionisme, pur et simple instrument du capitalisme cosmopolite juif si puissant à New York comme à Londres.

La logique d'un tel raisonnement conduit de manière infaillible à voir dans le sionisme non plus la construction d'une nation qui se cantonne dans ses nouvelles frontières, mais au contraire le projet, à partir de la nouvelle Sion, et grâce à l'appui du capitalisme anglo-saxon si prépondérant, de se lancer dans une gigantesque campagne de conquête du monde : on passe alors de la dénonciation de l'impérialisme au mythe des *Protocoles des Sages de Sion* qui offre une tout autre interprétation de la renaissance future d'un État d'Israël. Le sionisme devient, dans cet esprit, la preuve irréfutable de la véracité du message des *Protocoles*, faux

élaboré lui-même en France par des agents secrets de la police tsariste dans le contexte de l'affaire Dreyfus. Ironiquement, on constate qu'aussi bien *L'État juif* que les *Protocoles* se trouvent être ainsi liés à cette première guerre franco-française : à partir du constat de l'assimilation, le premier texte donne tout son sens au mouvement sioniste tandis que le second, à l'inverse, conclut du succès de l'assimilation des juifs la réalité de leur entreprise mondiale de pénétration de toutes les sociétés visant à assurer leur propre domination[52].

Très naturellement, les pamphlétaires d'extrême droite qui dénoncent, comme on vient de le noter, la finalité du mouvement sioniste, se trouvent être souvent les mêmes qui diffusent en France ce faux célèbre entre tous[53]. Pour Roger Lambelin, « le sionisme est à la fois une doctrine et un symbole : doctrine politique tendant à réunir à Jérusalem en un faisceau solide des représentants de toutes les communautés d'Israël qui constitueront un Conseil supérieur de gouvernement mondial […] le sionisme n'a pas seulement pour but la fondation d'un État juif ; il poursuit une tâche encore plus importante, la domination mondiale ; c'est ce qu'ont dévoilé les *Protocoles* dont l'inspiration sémitique est indéniable[54] ». Et de comparer terme à terme leur contenu aux procès-verbaux du Congrès sioniste de Bâle. Poursuivant systématiquement sa démonstration, Roger Lambelin considère encore la déclaration Balfour de 1917 comme une répétition de la victoire juive que fut à ses yeux la Révolution française : « La guerre mondiale, dans des conditions différentes et plus complexes que la Révolution française, fut au même titre une très grande victoire. Les Hébreux avaient su diaboliquement utiliser pour leur race ses phases successives, donnant d'abord aux alliés une aide financière que devait payer la Déclaration Balfour […] il faut admettre, hélas ! que, depuis que grâce aux capitulations successives des États, le peuple juif possède non seulement un foyer pour ses miséreux mais aussi un centre spirituel et un poste de commandement d'où partent des directives et des ordres pour les communautés éparses dans l'univers, ce peuple d'Israël est doté d'une puissance qui lui permet de tout entreprendre et de tout oser »[55]. Cet étonnant texte constitue une sorte de mondialisation du mythe de la « République juive » construit par les droites radicales dans leur longue dénonciation de la Révolution française et de la Troisième République, autant d'étapes, selon elles, permettant l'établissement, en France, d'une *France juive ;* dans ce sens, les *Protocoles* apparaissent comme la preuve de l'extension au monde tout entier du pouvoir juif. Comme le projet sioniste est, tout du moins dans son retentissement, postérieur à la rédaction de l'ouvrage de Drumont, celui-ci bien

évidemment n'en dit mot. Les *Protocoles* permettent au contraire à ses héritiers d'étendre la démonstration du maître à l'ensemble du monde en trouvant dans le mouvement sioniste naissant une preuve supposée de leur véracité. Dans l'entre-deux-guerres par exemple, Urbain Gohier, qui voue toutes ses forces à diffuser la pensée de son maître Drumont, instaure un lien direct entre le mythe de la « République juive » et celui des *Protocoles* : à ses yeux, c'est pour obéir à la stratégie prévue par les *Protocoles* que Léon Blum et ses amis juifs ont envahi les diverses structures étatiques[56].

Il suffit pour s'en convaincre de prendre l'exemple de l'opuscule de Jean de La Herse, *Judaïsme et Bolchevisme* : pour son auteur, « les Juifs ont donné au sionisme un visage de complot international. Le Sionisme étend ses ramifications au monde entier, il atteint pratiquement tous les Juifs, qu'ils adhèrent ou non à l'Organisation sioniste […] Ainsi l'institution palestinienne, au lieu d'être le but, est devenue un instrument du nationalisme juif, elle lui a permis de mieux travailler à la conquête du monde […] On affecte de reconstruire Sion mais on prépare l'asservissement des peuples, la véritable Sion sera le monde »[57]. C'en est fini du soutien enthousiaste à la cause sioniste considérée maintenant comme une tentative d'instaurer un centre facilitant la conquête du monde : à partir du moment où ce mouvement se révèle avoir d'autres buts que celui de recréer une nation juive, solution idéale pour toutes les droites nationalistes, la condamnation est cette fois sans nuance. Si le nationalisme juif est respectable comme le sont tous les nationalismes, l'impérialisme juif au fondement capitaliste anglo-saxon coordonné depuis Sion fait figure, pour les héritiers de Drumont, de menace redoutable risquant de détruire l'identité d'une France catholique traditionnellement hostile à la domination de l'économie marchande et à tous ceux qui la servent. Georges Batault, qui n'hésite pas, on s'en souvient, à donner son appui au « sionisme honnête qui est l'expression du nationalisme juif intégral », combat au contraire « l'internationalisme panjudaïque » : « Si tel était le rêve intégral du sionisme, si tel était le sionisme, il apparaîtrait comme un véritable complot contre les gentils, contre les nations et il justifierait, comme réaction de défense contre lui, les menées et les contre-attaques de l'antisémitisme[58]. » Dans la mesure où le sionisme a succombé à la manipulation des ploutocrates juifs anglo-saxons, il devient leur instrument de conquête et la France doit le combattre tant pour se préserver que pour maintenir ses intérêts au Moyen-Orient.

Dans ce sens, et ce sera l'ultime argument en faveur d'une politique résolument

hostile au mouvement sioniste, la France catholique doit de toute urgence prendre la défense des masses arabes en lutte contre les immigrants juifs. Le retournement de l'argumentation est maintenant entier : auparavant dédaigneux à l'égard du monde arabe et ignorant ses partis pris de même que sa volonté de préserver son territoire, la droite contre-révolutionnaire désormais hostile au sionisme proclame son soutien à la résistance de la population arabe de Palestine. On dresse ici des plans très précis incluant le coût du voyage, son organisation pour faire partir les juifs de Palestine vers la Guyane où ils seront astreints aux travaux forcés comme les bagnards de Cayenne : « Les Arabes de Palestine ne pouvant supporter les Juifs en Palestine, il n'y a qu'à expédier les Juifs en Guyane[59]. » Aucune solution ne se révélant viable ni en France, par une impossible assimilation, ni en Palestine, le sionisme étant illégitime car il lèse les intérêts arabes, « laissons-les aux pays qui en sont pauvres : Laponie, Patagonie, Terre de Feu, etc.[60] ».

Roger Lambelin, l'un des adversaires les plus farouches du sionisme au nom de la lutte contre la ploutocratie anglo-saxonne, se montre l'un des pamphlétaires des droites extrêmes les plus attentifs au sort des populations arabes de Palestine, et d'emblée il met l'accent sur le destin commun des Arabes et des chrétiens face à l'ennemi juif : « Les populations de la Palestine, de mœurs douces et pacifiques, mirent quelque temps à s'émouvoir des projets sionistes tendant plus ou moins directement à leur expropriation et à leur expulsion. A Naplouse, l'Association islamo-chrétienne décida de boycotter complètement les juifs […] le flot juif submerge chrétiens et musulmans […] Les États chrétiens devraient élever la voix, défendre contre l'autorité britannique mise au service du sionisme les droits et privilèges des vieilles populations islamiques et chrétiennes qui y vivaient tranquilles et pacifiques depuis plusieurs siècles. » A Jaffa, chrétiens et musulmans manifestent d'ailleurs de concert. Dans ce sens, « pour s'opposer au sionisme en vue de la pacification du Proche-Orient, l'histoire et la raison sont en parfait accord avec le sentiment chrétien ». Il convient dans ce sens de se féliciter des vives protestations exprimées par l'*Osservatore romano* contre « la colonisation juive intégrale de la Terre Sainte »[61]. Jean Drault lui-même, toujours fidèle à Drumont depuis près d'un demi-siècle, modifie sa position autrefois favorable au sionisme comme stratégie d'expulsion des juifs de France ; dorénavant, il prend lui aussi fait et cause en faveur des Arabes palestiniens : « Ils défendent leur peau, leur pays. Ils font ce que ne font plus les Français auxquels ils fournissent un exemple pourtant utile d'énergie et de ténacité[62]. » Et Céline lui-même qui appartient, nous l'avons vu, à cette même

tradition Drumont, de mettre lui aussi un terme à son enthousiasme sioniste : « Ce sont les Juifs, dit-il, qui font du racisme depuis 2 000 ans ! Et en Palestine aujourd'hui[63] ! »

Tout le monde en convient : le mouvement sioniste réalisant explicitement les projets des *Protocoles* se révèle être « un désastre pour les Arabes[64] ». En Algérie tout particulièrement, on y reviendra plus loin, les adeptes enthousiastes de la pensée de Drumont sont prompts à s'opposer au mouvement sioniste au nom des droits bafoués des populations arabes palestiniennes, et les « événements de Palestine » donnent un avant-goût de la révolte à venir de la population arabe algérienne si on continue à la dominer comme le font les sionistes dans cette région[65]. Face à l'impérialisme juif utilisé par la Grande-Bretagne pour avancer ses propres pions, la population palestinienne arabe ne cacherait pas sa « haine de l'utopie sioniste » : il importe donc de venir à son aide, de « balayer toute cette engeance de mendiants fanatiques […] Puisque ces gens ont absolument besoin de se lamenter au pied d'un Mur, envoyez-les donc à la nouvelle Muraille de Chine, côté en dehors bien entendu, où ils pourront se lamenter sans déranger personne ». La cause est entendue : en Algérie comme en Palestine, il faut s'opposer aux projets des juifs, « maîtres du monde […] Nous ferons appel aux jeunes Arabes, les évolués, il faut moderniser l'Islam[66] ». En Palestine comme en Algérie, les chrétiens devraient par conséquent devenir les alliés des Arabes afin de lutter contre leur ennemi commun, les juifs.

Les *Protocoles* et la vision internationaliste du sionisme provoquent ainsi un renversement d'alliance complet qui bouleverse donc de fond en comble la position prosioniste antérieure des droites radicales : tandis qu'à la fin des années 1880, au plus profond des crises antisémites permettant l'élection de Drumont comme député d'Alger, ses partisans ne cessaient de clamer leur désir de « renvoyer en Palestine ce fumier » et soulignaient en ce sens, indifférents à la volonté des populations palestiniennes, l'urgente nécessité de la reconstruction du royaume de Sion[67], dorénavant la position anti-anglo-saxonne et proarabe des droites radicales, qui va s'affirmer, comme on va le voir plus loin, jusqu'à nos jours à des variations près, provoque cette fois, de manière sans cesse plus amplifiée jusqu'à la guerre du Golfe, des prises de position tout à la fois violemment hostiles à l'égard du sionisme et constamment favorables et attentives, au contraire, au rêve arabe. Par une curieuse ironie, le sionisme de circonstance des droites radicales dont la logique impeccable devait conduire au départ des juifs des sociétés catholiques touche ici à sa fin. Comme, dorénavant, ces mêmes sociétés catholiques affrontent le complot

international impérialiste sioniste s'appuyant sur l'ennemi traditionnel anglo-saxon, il importe, pour le briser, de s'allier aux nobles et combatifs Arabes, selon les souhaits mêmes, trop longtemps oubliés, du pape de l'antisémitisme, Édouard Drumont.

10

Le noble catholique le fier Arabe et le juif pervers

L'ingéniosité de Drumont se révèle véritablement infinie. Ce maître incontesté du nationalisme à la française en aura dessiné tous les traits, même les plus inattendus. Dans *La France juive*, il dresse inlassablement l'antinomie entre l'Aryen et le juif : l'Aryen est « noble, illustre, généreux et désigne la famille supérieure de la race blanche […] le Sémite est mercantile, cupide, intrigant, subtil, rusé ; l'Aryen est enthousiaste, héroïque, chevaleresque, désintéressé, franc, confiant jusqu'à la naïveté […] Le Sémite est négociant d'instinct, il a la vocation du trafic […] L'Aryen est agriculteur, poète, moine et surtout soldat ; la guerre est son véritable élément, il va joyeusement au-devant du péril, il brave la mort ». Et de prolonger cette opposition en décrivant l'antagonisme selon lui viscéral entre « le chrétien, le gentil, le goy », « le français de race » et le juif, « jamais fier […] qui rampe à vos genoux ». Dans cette fantasmagorie, Aryen et chrétien, Français et catholique sont autant de notions servant à désigner « la noblesse de sentiment que le youtre n'aura jamais »[1]. On ne saurait être plus clair : les juifs ne peuvent qu'être étrangers à cette France aryenne et chrétienne dont la race détermine à jamais les sentiments de noblesse.

Figure antithétique du Français catholique, le juif est aussi pour Drumont le négatif de l'Arabe ; à vrai dire, ces deux oppositions finissent par se superposer dans leur commune distinction d'avec le juif. Bien que sémite, l'Arabe se montre tout aussi fier et noble que le chrétien, tous deux se distinguant par leur dignité de caractère de la servilité juive. Toujours aussi inventif et surprenant, Drumont construit ainsi les bases d'une sainte alliance entre chrétiens et Arabes dont les forces conjuguées viendront sans difficulté à bout du juif faible et pervers. Allant à l'encontre de préjugés communs à son époque et qui, on le verra, persistent de nos jours, Drumont se lance dans un long panégyrique de l'Arabe :

En face du Juif oblique comme Crémieux qui trahit le pays qui s'est confié à

> lui, il faut placer la noble et loyale figure de notre vaillant ennemi Sidi Mohamed Ben Ahmed el Mokrani. Mokrani est la plus complète personnification de ces grands seigneurs arabes, tels que Fromentin s'est plu à nous les montrer sous les cieux aux tons fins qu'il peint si bien […] Passionnés pour les belles armes et les beaux chevaux, superbes sur leurs étriers dans les brillantes fantasias, graves et dignes au seuil de leurs tentes, en souhaitant la bienvenue à leurs hôtes, fastueux quand ils traitaient nos officiers, ces chefs, après de longues résistances, avaient été fascinés par la bravoure de nos soldats ; ils étaient fiers de porter sur leurs burnous la Légion étrangère, cette fleur aujourd'hui flétrie […] Ennemi terrible, ami sincère, Mokrani était digne de vivre au temps de Yousouf-ben-Ayoub-Salah-Addyn et de combattre avec des chevaliers croisés […] A côté de l'Arabe qui se bat, il y a en Algérie une race abjecte qui ne vit que de trafics honteux, qui pressure jusqu'au sang les malheureux qui tombent sous ses griffes. C'est à cette race qu'étaient acquises toutes les sympathies du gouvernement de la Défense nationale, et plus particulièrement de Crémieux […] En profitant d'un pareil moment pour prendre le décret Crémieux qui naturalisait les Juifs algériens, il trahissait donc purement et simplement la France pour servir les intérêts de sa race[2].

Avec ce texte, Drumont dresse un portrait tout aussi contrasté que précédemment entre, cette fois, l'Arabe et le juif : par ses qualités de noblesse, de dignité, de courage, par sa vaillance au combat, l'Arabe s'élève à la fierté des chevaliers croisés et, tout adversaire qu'il soit, mérite d'être considéré comme l'égal du Français-Aryen-catholique. Tout les rapproche et ils seraient naturellement amis si les juifs ne cherchaient à les diviser afin d'imposer leur propre pouvoir : désignant à nouveau Adolphe Crémieux comme l'instigateur de la « République juive » qui, avec la complicité de Gambetta, opprime désormais l'ensemble des Français[3], Drumont lance le premier l'accusation appelée à devenir classique dans la littérature antisémite : selon lui, au cours de la guerre de 1870, « tandis que les Arabes se battaient pour nous, les Juifs, au contraire, applaudissaient à nos défaites avec le plus indécent cynisme » ; du coup, en 1871, le décret Crémieux naturalisant les juifs algériens « avait un caractère particulièrement odieux. Les Arabes avaient fait héroïquement leur devoir pendant la guerre ». Bouleversés par une telle iniquité, ils ne pouvaient que se soulever contre la France : « Mokrani tomba en héros […]

beaucoup d'officiers français pleurèrent […] Les Juifs avaient eu peur ; ils furent sans pitié[4]. » Les Arabes, face à une telle mesure élevant les juifs à la dignité de Français, ne pouvaient que se révolter, eux qui « se croiraient déshonorés s'ils tuaient un Juif ». Selon Drumont, le soulèvement arabe n'est donc que la juste réponse à une mesure imposée par la France à l'instigation du juif Crémieux : l'Arabe « au cœur honnête et droit » ne pouvait que se sentir trahi et se lever courageusement, les armes à la main et jusqu'à la mort, contre une telle décision qui l'abaisse devant son ennemi de toujours, le juif. Frères d'armes par-delà ce qui les sépare, les officiers français catholiques ne cachent pas la solidarité qui les lie à leur adversaire arabe si courageux et, s'ils répriment durement la révolte, c'est que Rothschild, qui détient véritablement le pouvoir dans cette France juive, les y contraint impitoyablement. Tel est le récit imaginé, à la logique apparemment irréfutable, que Drumont nous donne du soulèvement arabe vis-à-vis d'une France catholique agissant pourtant contre sa propre volonté, contrainte et dominée par les juifs marchands et cupides, pleutres et pervers, rampant devant tous afin d'assurer leur propre pouvoir. La leçon est claire : les Français-Aryens-catholiques nobles et loyaux doivent se libérer de l'emprise juive et, pour ce faire, s'allier aux Arabes fiers et courageux, dominés eux aussi par ces juifs tout à la fois couards mais redoutablement habiles.

Cette leçon ne va pas être perdue. En Algérie tout particulièrement, où Drumont trouve immédiatement tant de partisans enthousiastes, elle se trouve reprise sans relâche. Georges Meynié, un an après *La France juive*, publie *L'Algérie juive* et dédicace son livre à son maître Drumont : « Vous avez démasqué l'ennemi, écrit-il, je vous aiderai à le traquer. » S'inspirant des oppositions que l'on vient d'évoquer, il décrit le juif algérien comme « parasitaire, lâche et hypocrite […] errant et rampant », l'Arabe étant, au contraire, « sobre » et « vaillant soldat », « sauvage, fort et courageux, versant son sang pour la France ». Le récit est en tout point identique : « Pendant que Français et Arabes tombaient sur les champs de bataille pour soutenir l'honneur de notre drapeau, les Juifs surprenaient notre bonne foi et arrivaient par hypocrisie à la naturalisation[5]. » Le fait que le décret Crémieux transforme ces « serpents qui rampent » en citoyens explique l'insurrection justifiée des Arabes. Pour Meynié, « si la couardise d'Israël est proverbiale, la vaillance de l'Islam est certaine »[6] : d'où le courage et l'audace déployés indûment par la population arabe contre les troupes françaises associées à tort à ces mesures imposées en réalité par la « République juive ». C'est pourquoi, « ce que Monsieur le Baron Rothschild

veut, le gouvernement le veut et M. le Baron de Rothschild a voulu que, dans notre colonie africaine, Français et Arabes soient les vassaux des usuriers juifs […] les plus hautes fonctions de l'armée, dans la magistrature, dans l'administration ont été confiées à des hommes qui leur étaient tout dévoués »[7]. Dans le même sens, François Gourgeot, dans son livre, *La Domination juive en Algérie*, s'en prend lui aussi, quelques années plus tard, au « juif parasite, toujours premier venu pour absorber les prémices de tout pays conquis ou à conquérir, le juif, immonde bestiole, s'était déjà incrusté dans ma chair, pour absorber le plus pur de mon sang[8] ».

Il s'agit bien d'une sorte de décalque fidèle des thèmes de *La France juive :* en France, comme en Algérie, les juifs se sont hissés abusivement aux sommets d'un État qui n'est pas le leur, envahissant la haute administration et parvenant ainsi sans difficulté, par l'usage des forces de contrainte, à opprimer leurs habitants légitimes, les Français ou les Arabes. La conclusion à tirer d'un tel constat s'impose d'elle-même : ceux-ci ne peuvent que s'allier face à leur ennemi commun, d'autant plus que « l'Arabe aime la France » et le prouve par le courage avec lequel il affronte l'Allemand qui trouve justement aide et compréhension chez les juifs disposés à leur vendre la France, comme le démontre l'exemple du capitaine Dreyfus ; mais attention, prévient ce fidèle interprète de Drumont, « le jour où les Juifs tenteront de livrer la France à l'Allemagne, les Arabes se lèveront en masse et combattront dans nos rangs. La conséquence de cette guerre sera l'anéantissement des Juifs par les Arabes[9] ». Sur place, en Algérie, les passions s'enflamment, les émeutes antijuives attisées par les hommes de Drumont se succèdent et, dans ce contexte de l'affaire Dreyfus, Max Régis, le nouveau maire d'Alger, s'emploie à mettre en pratique les théories de son maître élu lui-même, avec d'autres, député : se constitue alors « une alliance bizarre de conservateurs catholiques et de radicaux farouchement anticléricaux, sous le signe de "La France juive"[10] ». Même si l'antisémitisme émane directement de la psychologie coloniale algérienne et se trouve renforcé par le fait que nombre d'Européens sont des immigrants catholiques d'origine espagnole depuis longtemps familiers avec l'idée d'expulsion des juifs, en retour l'alliance de Max Régis, le créateur local de la Ligue antijuive, avec Drumont et Rochefort qui sont à la tête de mouvements identiques en France, galvanise l'antisémitisme et conduit à une réhabilitation des Arabes auxquels le marquis de Morès ou Drumont lui-même tendent la main. Plusieurs des dirigeants de ces ligues se qualifient eux-mêmes de « catholiques antijuifs » et reçoivent l'appui ouvert d'une large partie de l'Église, le clergé d'Oran étant par exemple ouvertement antijuif. De son côté, le journal

L'Antijuif algérien proclame à la une « la solidarité des Français et des Arabes » tandis que *La Libre Parole* appelle elle aussi constamment au rapprochement entre les Arabes et les Européens contre les juifs. En dépit de ces appels du pied appuyés, la très grande majorité des musulmans refuse de s'engager dans une telle stratégie et préfère se tenir à l'écart, certains d'entre eux participant néanmoins à des actes d'hostilité envers des juifs[11].

De la fin du XIX^e^ siècle aux années 30, les divers acteurs n'ont guère changé et la situation paraît se répéter presque à l'identique. Dans le contexte non plus de l'affaire Dreyfus mais cette fois du Front populaire, l'abbé Lambert constitue le mouvement nationaliste des Amitiés latines pour relancer et accentuer le combat antisémite : dans ce cadre, le maire d'Oran crée également une section musulmane, celle-ci publiant des *Appels au peuple musulman* dans lesquels les juifs, « destructeurs des religions », apparaissent comme « les pires ennemis de l'Islam »[12]. Léon Blum a désormais remplacé Adolphe Crémieux en tant que figure emblématique de la « République juive » supposée opprimer tant les Français que les Arabes au profit exclusif des juifs : dans un cas comme dans l'autre, les mouvements antisémites des droites radicales, toujours aussi vigoureux, s'efforcent de susciter l'hostilité des populations arabes en les détournant du respect de la légalité républicaine incarnée à nouveau par un juif. Comme si là encore, de Drumont au Parti populaire français mené par Jacques Doriot et qui se montre particulièrement actif en Algérie, un identique schéma se reproduisait au cœur duquel se trouve à chaque fois posée la question de l'abolition du décret Crémieux et envisagée avec enthousiasme l'expulsion massive des juifs. Jérôme et Jean Tharaud, grands spécialistes en antisémitisme, publient dans ce contexte un étonnant livre intitulé *La Fête arabe*, récit émerveillé d'un voyage en Algérie, à travers les oueds, les oasis, où l'on rencontre des cavaliers en burnous blanc sur des chevaux azurés, récit de rivières, de vergers, de désert où s'énonce l'attente du « sublime miracle de réconcilier, ici, dans une œuvre magnifique, notre civilisation et l'Islam ! […] Ah ! qu'Allah vous protège, Khalife inattendu, vivante poésie d'un cœur conquis par l'Islam, prophète du désert, générosité française ! ». Tout irait pour le mieux dans ce paradis où se rencontrent de temps à autre de « pâles juives » si le colonialisme et le capitalisme porteurs de modernité ne s'y faisaient jour. Et les Tharaud de s'exclamer : « Ces cinq millions d'Arabes qui depuis tantôt un siècle nous fournissent des soldats sur tous les champs de bataille, des bergers, des agriculteurs, des hommes de peine d'une endurance inouïe, les regarderons-nous comme des

ennemis, comme des parias ? Les maintiendrons-nous désarmés, sans défense, à la merci des gens qui les exploitent et qui les brutalisent ? » A côté des juifs qui sont malgré tout du pays, pour une fois ce sont surtout les Maltais, les Italiens ou les Espagnols qui sont pourtant désignés comme les pilleurs impénitents qui accablent les Arabes[13].

Remarquons que l'arabophilie des colons antisémites d'Algérie les conduit déjà à cette époque à voler au secours… des Palestiniens opprimés par le sionisme. Ce schéma qui, on l'a vu, se répète tant de fois jusqu'à l'époque contemporaine chez les divers tenants des droites radicales, se fait jour déjà, par exemple, dans les déclarations incendiaires du Dr Mollé, chef du Parti national populaire qui collabore par ailleurs à… *La Libre Parole*. En avril 1930, il prend la parole devant des musulmans d'origine palestinienne, salle Voltaire, à Paris, et attaque « le Cartel se confondant étroitement avec le judaïsme, et son frère jumeau, le sionisme » ; il appuie « les populations arabes de Palestine, victimes aujourd'hui du capitalisme juif ». Au même moment, Urbain Gohier, l'homme de Drumont, entend également défendre les intérêts des Arabes de Palestine contre la domination juive[14]. En 1967, lors de la guerre des Six Jours, comme en 1991, lors de la guerre du Golfe, les droites radicales, on va le voir, entonneront la même antienne.

En 1940, alors que tout bascule et que les droites radicales vont désormais triompher en imposant leur antisémitisme extrême, Charles Maurras, là encore fidèle à Drumont, publie de son côté un étonnant ouvrage, *Pages africaines*. Ce récit de son voyage en Algérie effectué en 1935 reproduit tous les lieux communs de l'arabophilie et de l'antisémitisme. Pour lui, « le vrai statut moral des rapports entre Arabes, Berbères et Français nous semble être inscrit d'un trait simple et pur : la cordialité entre humains ». Il n'en est évidemment pas de même des juifs, « la race maudite » de l'Arabe. Maurras se prononce en faveur de l'abandon du décret Crémieux et, sans pour autant se déclarer en faveur du droit de vote des Arabes, il souligne que désormais « les nobles indigènes de l'Algérie, qui se sont signalés par tant de services militaires sous les plis du drapeau national, bénéficieront d'une place digne d'eux dans nos cités ». Retrouvant la logique de Drumont, il estime à son tour que la venue au pouvoir de Léon Blum est profondément inacceptable aux Arabes ; assistant à un meeting à Mostaganem durant lequel un membre de l'Action française évoque, comme Drumont lui-même, la célèbre révolte de Mokrani et en attribuant la responsabilité réelle au fameux décret Crémieux, Maurras approuve ces paroles et ajoute : « 1938, c'est pareil. La République a voulu à son tour s'occuper

de ces enfants gâtés et vous avez pu lire dans les journaux que la France autorisait 10 000 Juifs expulsés d'Allemagne à s'installer dans nos colonies. Apprêtez-vous donc, Mostaganemois, à voir s'enrichir votre collection locale […] L'arrivée au pouvoir de Léon Blum et de sa bande de Juifs n'est pas faite pour diminuer les difficultés. Il y a lieu de craindre, de la part des indigènes, une explosion de colère et de mépris. » Le chef de l'Action française reproduit par conséquent dans les moindres détails l'argumentation de Drumont, les juifs allemands, comme en 1871, justifiant à nouveau, dans cette interprétation, l'hostilité arabe contre la France. Comme Drumont encore et à l'image d'une large partie des droites radicales, il oppose sans cesse « les nobles races arabes et berbères » aux juifs « parasitaires » qui sont parvenus, en contrôlant l'État républicain, à dominer scandaleusement « la race militaire » arabe[15]. Comme lui, il exige qu'un terme soit rapidement mis à une telle situation : en 1940, la chose devient enfin possible et le décret Crémieux se trouve finalement abrogé.

Dans ce texte peu connu, Charles Maurras évoque avec respect la figure de Lyautey, « le Gaulois pur[16] » : la tradition politique des droites radicales dont on vient de retracer la logique favorable au monde arabe peut-elle s'appuyer de la sorte sur un système de valeurs plus large partagé par la droite conservatrice ou même modérée dans son ensemble ? Cette question ne saurait être résolue ici tant les mythes orientalistes imprègnent les courants politiques les plus divers et ne sont en rien propres aux manières de penser spécifiques à la droite. En effet, au XIX^e^ siècle, époque où se structurent les courants de droite et d'extrême droite, les mythes orientalistes sont dotés d'un étonnant pouvoir attractif et nombre d'artistes liés aux forces de changement politique, tels Lamartine ou encore Delacroix, y succombent eux-mêmes en peignant, surtout ce dernier, la cruauté et la luxure dans une atmosphère orientale. A la différence du XVIII^e^ siècle rationaliste et plus ouvert aux autres, même si les préjugés demeurent fort vivaces, le XIX^e^ adopte pour sa part généralement une vision romantique exotique formulée souvent en termes de race, empreinte de mépris. Une vision démonologique s'impose, inspirée par l'ancien binôme Islam-chrétienté issu des temps lointains des Croisades et renforcé, plus tard, par un discours vigoureux de l'Église s'élevant contre l'hérésie musulmane considérée comme menaçante : elle suscite maintenant, de la part de l'Église, des tentatives appuyées de conversion au catholicisme, celle-ci dénonçant pêle-mêle les musulmans, les protestants, les juifs, les francs-maçons et les Britanniques comme autant d'ennemis à combattre[17].

Durant toute cette époque, les préjugés vont bon train. Des auteurs aussi différents qu'Ernest Renan et Gustave Le Bon, qui jouent l'un et l'autre un rôle différent mais néanmoins essentiel dans l'émergence d'un nationalisme français, n'y échappent pas : il importe ici de le souligner car, par-delà leurs thématiques propres et leur appartenance à des courants de pensée éloignés, tous deux contribuent, chacun à leur manière, à l'élaboration d'un nouveau modèle de la nation et du nationalisme qui se cherche dans cette France de la seconde moitié du XIX^e siècle ; dans ce sens, la référence à l'Islam est importante puisque le premier, au nom de la science, s'en prend violemment à lui, tandis que le second, au nom des identités propres à chaque culture, et même s'il porte un jugement plutôt négatif sur ses valeurs, proclame sa légitimité. Comme si la référence à l'Islam servait aussi à distinguer deux rapports à la nation, l'un, négatif, fondé sur l'idée d'universalisme, de science et d'adhésion rationnelle, l'autre, moins méprisant, plus respectueux mais finalement tout aussi négatif, attaché au contraire au maintien des différences culturelles propres à chaque identité nationale. On y reviendra, c'est bien au nom de ce relativisme intégral des cultures qu'une partie non négligeable des droites radicales va chanter les mérites de l'Islam… hors de France.

Le constat semble pourtant être le même : à leurs yeux, le monde arabe est incapable de s'ouvrir au progrès et à la science. Pour justifier son dédain, Renan, le théoricien contractualiste de la nation, retrouve ici des arguments de nature presque biologique tels ceux à la Herder déjà évoqués plus haut : dans une conférence prononcée en Sorbonne, le 29 mars 1883, « L'islamisme et la science », il estime ainsi que, « parmi les philosophes et les savants dits arabes, il n'y en a qu'un seul, Al-Kindi, qui soit d'origine arabe ; tous les autres sont des Persans, des Transoxiens, des Espagnols, des gens de Bokhara, de Samarkand, de Cordoue, de Séville. Non seulement ce ne sont pas des Arabes de sang ; mais ils n'ont rien d'arabe d'esprit ». Pour lui, « l'islamisme a été la chaîne la plus lourde que l'humanité ait jamais portée ». Renan ajoute, dans cette même conférence, que « toute personne un peu instruite des choses de notre temps voit clairement l'infériorité actuelle des pays musulmans, la décadence des pays gouvernés par l'islam, la nullité intellectuelle des races qui tiennent uniquement de cette religion leur culture et leur éducation […]. Le musulman a le plus profond mépris pour l'instruction, pour la science, pour tout ce qui constitue l'esprit européen »[18]. La condamnation, on le voit, est totale. Autant Renan admire « le génie d'Israël » et sa soif de justice, autant il estime irrémédiables les faiblesses de l'Islam et condamne son manque de dignité, son âpreté nue, son

manque de sens de l'infini[19].

L'interprétation de Gustave Le Bon, son quasi-contemporain, est tout autre. Le théoricien des foules apathiques et irrationnelles, l'apôtre des chefs dont les écrits vont influencer grandement la stratégie des droites les plus extrémistes se montre plus attentif aux différences culturelles : comme il considère, de manière générale, que « l'histoire d'un peuple ne dépend pas de ses institutions mais de son caractère, c'est-à-dire de sa race », il estime aussi logiquement que le monde musulman doit préserver ses propres valeurs et ne pas accepter l'assimilation colonisatrice prônée par les théoriciens scientistes de la Troisième République qu'il condamne lui-même : les croyances religieuses des Arabes, aussi éloignées soient-elles de la civilisation, ne sauraient pour autant être réduites par une abusive assimilation. En 1884, Le Bon publie un gros ouvrage, *La Civilisation des Arabes ;* il considère celle-ci comme l'une des plus brillantes qu'ait connue l'histoire car, à ses yeux, « les croyances que nous n'avons plus, la civilisation arabe les a encore. Religion, famille, institutions, autorité de la tradition et de la coutume, ces bases fondamentales des sociétés anciennes si profondément sapées en Occident ont gardé tout leur prestige en Orient[20] ». Le monde arabe fait figure de paradis préservé « de notre vie fiévreuse, nos luttes implacables, nos profondes inégalités sociales » ; en accord avec les tenants anticapitalistes des droites réactionnaires auxquelles il va bientôt prêter son concours, Le Bon chante les louanges de la civilisation arabe qui a su préserver son « identité nationale » bafouée par le triomphe de l'économie marchande et la civilisation urbaine[21]. Afin de justifier cet hymne à la culture arabe qu'il magnifie sans cesse, source d'inspiration toujours inépuisable pour la presse d'extrême droite, Le Bon en vient à citer longuement Herder, le théoricien par excellence du nationalisme au fondement ethnique, celui-là même qui, contre l'universalisme réducteur, justifie le maintien des identités collectives au nom de la spécificité biologique des races. Pour Herder, écrit-il, « les Arabes ont conservé les mœurs patriarcales de leurs ancêtres […] ils semblent doués d'une éternelle jeunesse […] Libre, généreux et fier, l'Arabe est en même temps irascible et plein d'audace[22] ». Le Bon fait sienne cette image implicitement hostile à la modernisation destructrice des vraies valeurs inéluctablement liées au monde d'autrefois, les Arabes en étant les meilleurs représentants. Les Français du XIX^e^ siècle devraient entendre cet avertissement et, comme le demandent les droites réactionnaires, freiner l'épanouissement du monde capitaliste et urbain qui avilit l'homme, introduisant la rivalité, la concurrence et la course à des valeurs aliénatrices. Ils devraient

davantage regarder du côté des Arabes qu'ils tendent malheureusement si souvent à mépriser afin de mieux évaluer du même coup le rôle purement négatif des juifs.

Dans *Les Premières Civilisations* (1889), Le Bon répète son éloge de la civilisation arabe et, un peu comme Drumont dans *La France juive* paru trois ans plus tôt, il contraste ses qualités avec les défauts rédhibitoires des juifs, leur « génie du commerce, leur esprit mercantile », soulignant d'emblée leur appartenance au monde de l'économie marchande rejeté au contraire de manière véhémente par les Arabes qui ont su préserver le « génie de leur race pure ». Pour Le Bon comme pour Drumont, autant l'Arabe est fier, autant le juif est « naturellement craintif »[23] ; plus fondamentalement encore, si la civilisation arabe révèle une richesse immense, « les anciens juifs n'ont jamais dépassé les formes inférieures de la civilisation qui se distingue à peine de la barbarie […] Quant à faire faire le moindre progrès à la civilisation dont ils empruntent les éléments, les Beni Israel s'en montrent incapables à un degré véritablement prodigieux. Toutes leurs connaissances se bornaient à la culture de la terre et surtout, au trafic[24] ».

Puis, en octobre 1887 (soit quatre ans après la conférence de Renan que l'on vient d'évoquer, un an après *La France juive* de Drumont et l'année même où paraît le pamphlet de Georges Meynié sur *L'Algérie juive* sur lequel on reviendra plus loin), Le Bon dénonce la colonisation de l'Algérie : à ses yeux, « le système politique suivi jusqu'ici pour franciser ou conquérir moralement ces musulmans est d'une barbarie qui rappelle les procédés des primitifs Américains à l'égard des Peaux-Rouges » ; il s'insurge contre une telle politique et demande « le respect des coutumes religieuses des Arabes » car « la civilisation adaptée à nos besoins ne l'est nullement aux leurs » ; elle est aussi, de toute évidence, « trop compliquée pour eux » ; la conclusion s'impose d'elle-même : « ni par l'éducation, ni par les institutions, ni par les croyances religieuses, les Européens ne peuvent exercer d'action civilisatrice sur les Orientaux et moins encore sur les peuples tout à fait inférieurs »[25]. Gustave Le Bon construit ainsi l'un des tout premiers une théorie de la légitimité des différences culturelles issues de races distinctes. Celui qui participe un peu plus tard, aux côtés des droites radicales, au combat contre le capitaine Dreyfus[26], luttant avec elles au nom d'un nationalisme ombrageux contre la présence des juifs au sein de la société française sans pour autant adhérer lui-même ouvertement à leurs doctrines antisémites, apparaît peut-être comme l'initiateur de ce racisme différentialiste[27] légitimant le maintien des diverses cultures au nom d'identités nationales demeurant séparées. A l'encontre des adeptes du positivisme,

Le Bon cherche dans la psychologie et l'irrationnel les bases de la reconstruction de la race française, d'une nation réconciliée avec ses vertus guerrières. Cette approche étendue à toutes les cultures va insensiblement conduire à une réhabilitation de l'Islam à condition qu'il soit cantonné hors de France : les droites radicales s'emparent de cette piste en l'utilisant aussi, comme précédemment, en tant qu'instrument de lutte contre les juifs.

Cette reconnaissance de l'âme arabe en général se trouve également alimentée par le contexte historique de l'époque. Depuis la prise d'Alger, les récits ne manquent pas qui content la cruauté mais aussi le courage des Arabes, leur aptitude à défendre leurs valeurs. Les images d'Épinal sont nombreuses qui campent tout à la fois des soldats français héroïques et des rebelles arabes téméraires. D'innombrables gravures, de 1830 à 1870, moment où se façonne le mythe oriental, propagent l'image de la violence arabe : « Arabes cruels, souligne l'une d'entre elles, tigres altérés de sang, jouissez d'un spectacle qui ferait frémir les cœurs les plus durs. » Abd el-Kader apparaît aux yeux de tous comme « un lion », tant son courage est immense et valorise encore davantage l'héroïsme des troupes françaises qui l'affrontent. Pour son attitude noble et généreuse, l'émir est d'ailleurs nommé grand-croix de la Légion d'honneur, la France réparant une dette envers ce « caractère toujours chevaleresque ». Avec son burnous blanc, l'Arabe en vient même à évoquer le Messie de Palestine, tant son regard est aussi noble et doux, tant ce peuple a su également préserver ses mœurs pastorales[28]. Le conquérant reconnaît donc la noblesse de ceux qui lui résistent aussi vaillamment : le général Bugeaud, par exemple, souligne que « les Arabes sont fiers et belliqueux » ; pour ce chef militaire qui les affronte sur le terrain, « chez les Arabes, tout est guerrier […] tous les hommes sont toujours prêts à combattre »[29]. Souvent d'origine aristocratique, les officiers de la monarchie et de l'Empire idéalisent ces seigneurs nobles et sévères, s'identifiant à ces personnages si proches de leur propre rôle social au sein de la société française[30]. Plus tard, le maréchal Lyautey vante à son tour, lors de ses campagnes du Maroc, le courage, l'endurance des goumiers ; il met l'accent sur « l'esprit guerrier des tribus », « adversaires de premier ordre », les tirailleurs marocains se montrant eux aussi d'« une bravoure incomparable » lors de la guerre de 14-18[31].

Cette image finalement si positive de l'adversaire arabe change provisoirement du tout au tout lorsque ce dernier en vient à menacer la suprématie du conquérant : les drames de la décolonisation et surtout la guerre d'Algérie vont, pour un temps,

réduire à peu de chose cette admiration. Le temps des parachutistes n'est guère celui du respect de la civilisation arabe : la répression sanglante, les tortures, les regroupements de population poussent à l'extrême les méthodes déjà très expéditives d'un Bugeaud ; dans leurs récits, à la différence de ceux de Bugeaud ou de Lyautey, les chefs des commandos de choc chargés de la pacification en Algérie ne retrouvent pas, comme leurs illustres prédécesseurs, des paroles démontrant un quelconque respect de la noblesse de leur adversaire ; l'héroïsme des paras, leur solidarité au combat, leur force, tels sont presque toujours les thèmes uniques des Mémoires publiés une fois la guerre perdue[32]. C'est dorénavant l'armée qui est porteuse de civilisation, non le monde arabe : grâce à elle, dans les camps de regroupement des populations arabes, « c'est la paix. La paix des images d'Épinal peut-être, mais aussi la paix des très anciens récits bibliques ». D'ailleurs, « aux masses musulmanes dominées par un sentiment d'aliénation et de frustration, "clochardisées" ou en voie de "clochardisation", l'armée a voulu apporter l'espérance d'une vie meilleure et plus digne »[33]. On le constate, la guerre d'Algérie et les drames terribles qui l'ont accompagnée détournent des appréciations antérieures si favorables à l'égard de la noblesse de la nation arabe[34]. Certes, on reconnaît encore le courage des rebelles ralliés ; mais on ne célèbre plus la dignité d'une culture arabe en elle-même. La guerre d'Algérie a sans aucun doute porté atteinte au mythe arabe et provoqué de plus un racisme auparavant limité ou, en tout cas, atténué par la reconnaissance du courage arabe et par le souvenir de l'aide immense apportée par les Arabes durant les conflits opposant, depuis 1870, la France à l'Allemagne. Prolongée dans l'Hexagone et provoquant de plus une quasi-guerre franco-française tant les dissensions internes deviennent fortes, la guerre d'Algérie abroge pour un temps le rêve arabe des droites radicales. Elle pousse même à chercher de l'aide du côté d'Israël dont on admire sans réserve le courage des soldats-laboureurs ; commentant avec admiration la stratégie de l'armée israélienne durant la guerre de 1967, *Rivarol* en vient ainsi à écrire : « Au vu de la leçon de *Blitzkrieg* donnée par les Israéliens, on sait que le putsch du 22 avril 1961 en Algérie aurait réussi si un homme de la trempe des généraux Dayan ou Rabin s'était trouvé là. Cet homme existait. C'était le colonel Bigeard[35]. » Et de regretter son inaction. Pour *Aspects de la France* également, « les Juifs d'Israël sont des laboureurs et des soldats, enracinés dans une terre qu'ils ont remarquablement mise en valeur »[36]. Et au lendemain de la perte de l'Algérie, le rédacteur en chef de *Rivarol* d'ajouter : « La force d'Israël repose moins sur les armes que sur ses jeunes, ses colons et ses soldats […] Je me range

lucidement mais résolument parmi les amis d'Israël. Maintenant la maladie profonde dont souffre le monde arabe frappé de stérilité n'est évidemment pas le communisme, cette maladie, c'est l'Islam[37]. »

La paix finalement revenue, la forte immigration algérienne autorisée par les accords d'Évian et souhaitée par le patronat va accroître encore le racisme antiarabe au niveau cette fois de la vie quotidienne. De manière plus générale, l'image de l'Arabe et du musulman dans la société française contemporaine est souvent connotée de manière très négative : il suffit pour s'en convaincre d'examiner le contenu des manuels de lecture de l'enseignement primaire : dans la plupart d'entre eux, « aucune des qualités reconnues dans la culture arabo-islamique aux Bédouins, telles que le sens de l'honneur, le courage, la gratitude, le sens de l'hospitalité, la sobriété et l'endurance, n'apparaît dans les textes. Le bon Arabe ou bon bédoin est un exceptionnel singulier dans nos manuels[38] ». Certains des organes de presse de la droite modérée ne cachent pas non plus leurs préjugés. Le 18 juin 1982, pour *Nice-Matin*, par exemple, « on peut envisager ce que sera le visage de la Corse […] Ce sera l'Islam implanté, définitivement, et nous aurons un "État dans l'État"[…] une communauté totalement différente de la nôtre avec sa langue, ses coutumes et surtout sa religion ». Spontanément, cette droite modérée retrouve le langage et les métaphores de l'Action française et de Maurras dénonçant, depuis la fin du XIX^e^ siècle, la présence de l'État juif dans l'État catholique français : une logique identique se trouve dorénavant appliquée à l'Islam. Le 27 août 1973, le *Méridional* s'exclame : « Assez des voleurs, assez des casseurs algériens, assez des fanfarons algériens, assez des trublions algériens, assez des syphilitiques algériens, assez des violeurs algériens, assez des proxénètes algériens, assez des fous algériens, assez des tueurs algériens. Nous en avons assez de cette immigration sauvage qui amène dans notre pays toute une racaille venue d'Outre-Méditerranée. » « Serons-nous encore français dans trente ans ? » s'interroge pour sa part *Le Figaro Magazine* du 26 octobre 1985, *Le Figaro* titrant pour sa part à la une : « Maghrébins en France : le seuil critique » et ajoutant le sous-titre suivant : « Pour les Marseillais, le centre ville ne s'appelle plus que la Casbah. » Dans un éditorial publié par ce journal, on souligne encore l'urgence d'une modification radicale de la politique française vis-à-vis des immigrés : « La correction à opérer n'en doit être que plus nette, fût-ce au prix de petites fiertés pseudo-libérales qui, en l'affaire, ne seraient pas de mise. » *Minute* pointe un doigt accusateur contre « les violeurs arabes » et dénonce « la marée noire sur l'Alsace : c'est Strasbourg-sur-Oubangui », accusant aussi les

« huiles socialistes » de « frayer avec des malfaiteurs immigrés ». Dans le même sens, un ouvrage intitulé *2 004 Tous musulmans*, « révèle ce qui attend la France, l'Europe et le monde si demain la subversion islamique gagne cette nouvelle guerre de cent ans que nous livre l'Islam[39] ».

De nos jours, le mouvement lepéniste renforce sans cesse les préjugés et sème la haine, accentuant encore la violence exercée de plus en plus fréquemment à l'encontre des immigrés ou des Français d'origine maghrébine qui deviennent le nouveau bouc émissaire privilégié, celui qui, dans les fantasmes collectifs attisés par les droites radicales, remplace peu à peu les protestants et les juifs, même si ces derniers sont souvent eux aussi, avec davantage de prudence, désignés dans leurs discours comme responsables du déclin ou de la soumission de la France. Le sang et la race resurgissent immanquablement comme fondements d'une identité nationale menacée : pour *Militant*, « les valeurs et la dignité » des immigrés arabes ne sont pas en cause, il s'agit seulement de maintenir « les différences génériques fondamentales qui les séparent de nous ; » pour ce journal, « nous entendons seulement que l'on nous reconnaisse à nous aussi, Français d'Europe et de race blanche, le droit à l'existence ». Cette défense d'une identité formulée en des termes d'un relativisme raciste tout à la fois génétique et culturel proche d'un Le Bon irradie l'ensemble des publications de la mouvance lepéniste. En conformité avec cette logique identitaire différentialiste, *Militant* s'interroge encore : « Laisser s'installer des millions d'allogènes dans notre pays, n'est-ce pas là une manifestation génétique ? L'africanisation et l'asiatisation de la population française sont le but poursuivi sans relâche par le régime » ; et de lancer un paternel avertissement : « Musulman, mon frère, crois-tu que mon caniveau valait ce voyage ? Dis-moi, l'Africain : qui est raciste ? Mes amis et moi qui te veulent en boubou à proximité de ton baobab séculaire ou bien les autres, tous ceux qui t'ont livré, depuis de Gaulle, aux affairistes ? Rentre chez toi, mon frère, ne reste pas chez moi en parasite inconscient. Épouse la belle fille de ton sang. » Dans le même sens, le rédacteur de *Minute* déclare : « Je suis raciste parce que je dis : "restons Français, Français, Français, Français !" Parce que, sans me réclamer d'une race supérieure, j'ai le souci de celle à laquelle j'appartiens. Et que, pour cette raison, je me suis, sans détours, déclaré excédé par les conséquences chaque jour plus visibles pour les miens, de la présence sur notre sol d'immigrés qui n'y ont pas leur place. » La conclusion qui semble s'imposer d'elle-même n'en est pas moins inattendue : « Devant un tel problème, il est dérisoire, répétons-le, de parler de racisme. C'est de

sociologie qu'il s'agit. Et accessoirement de survie nationale[40]. » Cette détermination s'inscrit sans aucun doute dans la « rhétorique du national-populisme[41] » et conduit à une théorie toute organiciste de la nation ; désormais, avertit le journal *Militant*, « le temps n'est plus aux atermoiements, aux demi-mesures, aux fausses mesures car demain il sera trop tard, demain il n'y aura plus de nation française ». « J'adore les Maghrébins, ajoute aussi Jean-Marie Le Pen. Mai leur place est au Maghreb. »

Attisé sans cesse jusqu'aujourd'hui par le mouvement lepéniste, ce racisme violemment hostile aux Arabes, quelle que soit leur religion, est propice à la mobilisation extrémiste menée souvent au nom de l'identité catholique de la société française. Ainsi, de nos jours, à Montfermeil, le maire « divers droite » s'interroge : « La France est-elle toujours la fille aînée de l'Église ou doit-elle devenir le fils tardif de Mahomet ? » Et certains d'organiser, en 1989, en forme de protestation contre la forte présence de l'Islam, un déplacement en car à la basilique du Sacré-Cœur de Montmartre[42]. Contre une République laïque trop ouverte à l'Islam, le mouvement lepéniste entonne explicitement les grands airs de la défense du catholicisme, évoquant tour à tour Charles Martel mais aussi… les huguenots dans leur traîtreuse entreprise de conquête du pouvoir du dedans même de la société française[43]. Cette fois, ce sont les Arabes qui jouent le rôle des protestants. On le voit, du XIX^e^ siècle à nos jours, une même logique s'énonce où tour à tour les protestants, les juifs et, maintenant, les Arabes, viennent détruire, par leur présence sur le territoire national et leur accès à l'État, l'identité catholique de la société française.

Il n'empêche qu'à gauche comme à droite, et tout particulièrement dans les milieux catholiques, un revirement s'est à nouveau depuis longtemps dessiné en faveur de l'Islam, menant à sa réhabilitation et bientôt, parfois, à sa quasi-sacralisation aussi bien chez certains penseurs de droite fascinés comme auparavant par la noblesse et la pureté arabes que, plus tard, dans les milieux de la gauche anticolonialiste trouvant là l'exemple parfait de l'homme souffrant exploité par le colonialisme et le capitalisme international : d'un côté, on a Lyautey, de l'autre, Louis Massignon. Ce retournement, qui concerne de larges secteurs de la droite, intrigue véritablement le chercheur tant il prend une grande ampleur dans l'extrême droite française contemporaine. En suivant la logique d'un Drumont ou encore d'un Le Bon, on s'engage à nouveau dans la perspective d'un racisme différentialiste qui, pour demeurer sévère à l'égard des Arabes citoyens français ou immigrants résidant

en France, ne s'en montre pas moins laudateur des vertus arabes… en Afrique du Nord ou au Moyen-Orient ! Les mérites des populations arabes sont d'autant plus grands qu'elles affrontent l'ennemi sioniste, allié du capitalisme cosmopolite international. Dans ce sens, le nationalisme des dirigeants arabes mérite d'être appréhendé avec autant de considération que le nationalisme à la française, l'un comme l'autre se mesurant en effet avec hardiesse aux internationales menaçantes que symbolise à elle seule, dans cet esprit, l'entreprise sioniste.

L'image retrouvée du fier Arabe amplifie l'antisionisme de certaines droites radicales évoqué plus haut. Déjà lors de la guerre de 1967, des positions dissonantes se sont fait entendre dans le prosionisme des droites extrêmes : dans la revue néofasciste de Maurice Bardèche, *Défense de l'Occident*, on dénonce l'agression israélienne et « le génocide en cours depuis 1948 » des Palestiniens[44]. Loin des déclarations enflammées prosionistes de Lucien Rebatet, de Xavier Vallat et de bien d'autres porte-parole des droites nationalistes traumatisées par la perte de l'Algérie, trouvant une sorte de secrète revanche dans les succès militaires d'Israël, cette prise de position propalestinienne de *Défense de l'Occident* préfigure un retournement anti-israélien et favorable au monde arabe conforme cette fois à la tradition lointaine initiée par Drumont et ses fidèles. Dans le même sens, Bertrand Renouvin, le leader de la Nouvelle Action française aux thèses iconoclastes qui en séduisent plus d'un, considère Israël comme « une excroissance monstrueuse et sanglante de l'impérialisme[45] ». De leur côté, l'Œuvre française tout comme Ordre nouveau lancent à Paris une vigoureuse campagne propalestinienne tandis qu'un peu plus tard les royalistes d'Action française et les militants de Troisième Voie dénoncent eux aussi bruyamment, en mars 1988, au cours d'une manifestation, les « sionistes, racistes, impérialistes[46] ». Même si temporairement l'Arabe n'est plus celui qui fait figure de combattant fort et victorieux, la faute en incombe au cosmopolitisme juif international essentiellement anglo-saxon venu au secours d'Israël. Dans cet esprit, il devient donc urgent de venir en aide aux Arabes, porteurs quant à eux, à la différence des juifs, on le sait depuis Gustave Le Bon, de civilisation.

Le monarchiste Charles Saint-Prot dénonce, par exemple, le triomphe du sionisme considéré comme le valet de l'impérialisme américain et se félicite des positions proarabes adoptées par le général de Gaulle puis par Georges Pompidou et Valéry Giscard d'Estaing ; à la différence des dirigeants des gauches de la Quatrième République trop ouvertement favorables à Israël, certains ténors des diverses droites de la Cinquième, sous l'influence de Michel Jobert et de bien

d'autres dirigeants, redécouvrent la « culture, l'humanisme arabes » et rétablissent des liens étroits avec le monde arabe en légitimant la présence officielle de l'OLP à Paris. Pour Charles Saint-Prot, « dans le domaine culturel, nos civilisations peuven s'entendre pour résister à la montée des matérialismes ». Par-delà les ruptures de la décolonisation, le grand retour à Gustave Le Bon peut enfin se réaliser, Français et Arabes préservant chacun, dans ce cadre, « leur identité nationale »[47]. L'antisionisme militant sonne comme un lointain écho aux jugements plus que négatifs portés par Le Bon sur la culture juive et ses liens indissociables avec le monde de l'argent. Désormais, à nouveau, les tenants des droites extrêmes, comme souvent ceux de la droite elle-même, se sentent à l'aise dans leur grand projet arabe impliquant une distance de plus en plus grande à l'égard d'Israël, l'ami des Anglo-Saxons. Pour mieux marquer encore son arabophilie et son entier rejet d'Israël, toujours considéré comme le seul valet du capitalisme anglo-saxon aliénateur, Saint-Prot consacre un livre entier à chanter les louanges de Saddam Hussein qui partage, selon lui, avec de Gaulle, la passion du renouveau national. Il vante les mérites de ce « grand lutteur » qui, comme le dirigeant gaulliste, cherche « une troisième voie » entre le capitalisme sauvage et le marxisme ; du coup, il prend vigoureusement et sans hésitation la défense de ce « fier combattant » venu du « désert » qui affronte les diverses et redoutables internationales cosmopolites[48].

La guerre du Golfe amplifie cette évolution anti-israélienne. Une fois les déchirures de la décolonisation presque oubliées, la lointaine logique de Drumont l'emporte maintenant sur toute autre considération en se greffant néanmoins sur les arguments théoriques plus prestigieux d'un Gustave Le Bon. Face à cette guerre anglo-saxonne menée pour défendre Israël, il s'agit de voler au secours des Arabes dont la civilisation a tant pâti de l'oppression britannique qui a imposé, de plus, partout dans cette région des frontières artificielles afin de mieux brider le nationalisme arabe. Que le nationalisme arabe se réveille, qu'il retrouve tout à la fois son identité culturelle et sa force : il est grand temps qu'il refuse définitivement le joug anglo-saxon et l'emporte enfin dans cette « guerre des Juifs », comme le proclame sans détour *Minute* rejoint sur ce point par un Jean-Edern Hallier qui n'hésite pas à écrire, dans son journal *L'Idiot international*, que « l'immonde Sentier de la guerre du prêt à penser est ouvert. L'histoire de France est tombée entre les mains des soldeurs et des fripiers haineux du sionisme. L'opinion publique est conditionnée […]. Ils se comportent à Paris comme en pays conquis […] Par tous les moyens, ils essayaient d'humilier et de voler les Arabes. Par leur faute, nous avons

perdu l'Algérie française et la France algérienne […] La guerre est haïssable mais plus encore ceux qui poussent à la faire, les bellicistes du derrière[49] ». Toujours fidèle à lui-même, Pierre Sidos ne cache pas, dans *Le Soleil*, sa vive admiration devant le courage de Saddam Hussein, « l'héritier de Nabuchodonosor, ce roi de Babylone qui prit la ville de Jérusalem et détruisit le dernier État d'Israël en déportant les juifs vers la Mésopotamie » ; et dans une logique identique dont on souhaite qu'elle apporte des résultats semblables, de s'écrier : « Le Golan aux Syriens, la Palestine aux Palestiniens et la France aux Français ! Non à la guerre pour Israël. » Remarquons aussi, à la une de ce périodique, une étonnante caricature digne des *Protocoles des Sages de Sion*, un aigle américain menaçant, protégeant de ses ailes un globe déjà marqué du sceau de l'étoile de David[50]. « Non à la guerre pour Israël ! proclame aussi *Tribune nationaliste* en dressant une opposition radicale entre « George Bush, le valet des juifs » et « Saddam Hussein, le nationaliste arabe » ; dans ce même périodique, Claude Cornilleau, soucieux de défendre « notre Patrie et notre race », dénonce de manière véhémente « la fourberie d'Israël » qui préfère « pousser des Blancs à faire le travail à sa place »[51]. Les volontaires nationalistes qui rejoignent le camp irakien pour lutter les armes à la main à ses côtés soulignent eux aussi avec admiration combien « l'Irak se bat pour défendre la race arabe, sa race[52] ».

Bien sûr, d'anciennes sympathies proisraéliennes demeurent du temps de la guerre d'Algérie, celles par exemple qui se font jour dans les déclarations de Pierre Sergent[53] ; elles n'en disparaissent pas moins rapidement devant la nouvelle ligne politique adoptée dont la cohérence idéologique avec les courants nationalistes de la fin du XIX^e^ siècle et de l'entre-deux-guerres est, en vérité, indéniable. Saddam Hussein étant considéré comme « un homme très calme, pondéré mais déterminé[54] », celui qui est consacré comme « l'Homme de l'année[55] » réhabilite enfin la figure de l'Arabe fier capable d'opposer son courage et sa noblesse à une guerre qui lui est imposée par des juifs trop couards pour s'en prendre eux-mêmes au nouveau héros de la nation arabe et qui préfèrent se masquer derrière la grande alliance antiarabe élaborée de toute urgence par ses alliés anglo-saxons indéfectibles. Dans *National-Hebdo*, on célèbre « l'Assyrien Saddam Hussein, qui est de la race des bâtisseurs d'empire », on souligne qu'en tant qu'« ethniquement Assyrien, personne ne saurait faire plus peur à un juif » ; on admire du même coup davantage encore ses « terribles guerriers »[56].

Dissidents ou pas, de toutes parts fuse maintenant la dénonciation d'un sionisme

supposé s'appuyer sur les diverses internationales pour mieux écraser les légitimes habitants de la Palestine : à travers l'action des États-Unis, c'est donc bien « la vengeance de Yahwé » qui s'exerce impitoyablement[57]. Israël s'efforcerait de freiner le renouveau légitime du nationalisme arabe agissant à l'encontre, selon Jean-Marie Le Pen, d'un « État artificiel créé pour les intérêts pétroliers de l'Amérique et de la Grande-Bretagne[58] ». La guerre du Golfe est donc bien, pour *Rivarol*, celle de « l'héroïsme des soldats arabes » luttant désespérément contre les « lobbies »[59], celle également, selon le rédacteur en chef d'*Identité*, organe appartenant à cette même mouvance lepéniste, « du droit supranational contre les législations locales, des lois du marché contre les cultures, du totalitarisme matérialiste issu des Lumières contre les nations, pour tout dire, du cosmopolite contre les nationaux[60] » : au nom du respect des cultures locales, on s'élève par conséquent contre la menace cosmopolite et matérialiste qui s'en prend maintenant militairement au nationalisme arabe de même qu'elle n'hésite pas, ici même, à s'attaquer à l'identité catholique de la société française au nom d'un marché « cosmopolite » éternellement juif et anglo-saxon. En se posant comme le défenseur de chaque culture, musulmane là-bas, catholique ici, Jean-Marie Le Pen partage le combat de Saddam Hussein, celui de la protection des nations confrontées les unes et les autres à des invasions perturbatrices de leur cohérence identitaire interne.

4

THÉORIES : L'EXCEPTIONNALISME

11

Nationalisme à la française

Selon Louis Dumont, toutes les sociétés auraient recours aux principes antagonistes de l'individualisme et de l'holisme : elles varieraient simplement dans leur agencement. La France, par exemple, s'organiserait essentiellement, depuis la Révolution française, à partir de l'individualisme tandis que l'Allemagne préférerait conserver une dimension communautaire holiste tout à fait compatible avec le protestantisme à la Luther fait d'un individualisme purement intériorisé et respectueux de la contrainte collective. Contre l'universalisme des Lumières au fondement laïque triomphant en France, la Réforme, selon le mot de Thomas Mann « immuniserait » l'Allemagne contre la Révolution ; à son tour, la théorie de la nation élaborée par un Herder empêcherait cette fois la victoire de l'individualisme socio-politique en maintenant la primauté de l'identité culturelle façonnant le *Volk*[1]. Peut-on dire que, dans cette perspective, la résistance de la communauté culturelle à l'individualisme préviendrait longtemps un retour plus musclé d'un holisme indispensable, situation se produisant en France au profit peut-être de l'État comme nouveau principe collectif ? L'État imposerait son ordre holiste à une société par trop individualiste, un État que la sociologie historique décrit comme particulièrement fort car il repose sur une longue tradition et ne cesse depuis de construire sa machinerie propre mise en œuvre par un personnel tout dévoué à ses valeurs. En prolongeant cete intuition, on pourrait dire que cette méritocratie de pures fonctions que constitue ce type d'État limite, dans son sein, comme dans la société qu'il entend contrôler, l'individualisme des acteurs ; par contrecoup, le nationalisme issu de cette société prétendrait imposer, en France tout particulièrement, son ordre holiste spécifique, s'opposant dès lors tant à l'individualisme les menaçant tous deux qu'à l'État, en tant qu'holisme concurrentiel ? En Allemagne, au contraire, tenu en lisière par l'holisme culturel, l'individualisme ne suscite pas, par réaction, la naissance de l'État ; la société demeure communautaire jusqu'à la tentative de Weimar menant, par contrecoup, à Hitler. L'hypothèse proposée autrefois par Karl Polanyi selon laquelle la *Grande Transformation*, celle de l'économie libérale, conduirait logiquement à

l'hitlérisme[2], se trouverait alors enrichie : à la place d'un État capable d'imposer son ordre holistique, comme en France, la communauté raciale l'emporte avec le nazisme d'autant plus facilement que la relative faiblesse de l'État prussien l'empêche de résister à cette mobilisation identitaire visant à sa propre dédifférenciation[3]. En France, au contraire, contre vents et marées, l'État sera capable de résister au nationalisme holiste, jusqu'à la défaite de la Seconde Guerre mondiale.

Revenons pourtant au moment charnière de l'idéologie politique française ; en cette fin de siècle, entre la perte de l'Alsace-Lorraine et l'affaire Dreyfus, l'individualisme rationaliste républicain et l'holisme conservateur et nationaliste s'affrontent violemment. Selon Louis Dumont à nouveau, pour comprendre cet antagonisme, on peut opposer, à l'aide d'une relecture de l'histoire de la société française, la gauche à la droite, la première mettant seule, depuis la Révolution, l'accent sur les principes de type universaliste, l'ancienne *Gemeinschaft* traditionnelle laissant place à une nouvelle *Gesselschaft* désormais fondée sur des individus libres et égaux. Le peuple d'un territoire se conçoit lui-même, depuis Valmy, en fonction d'un paradigme universaliste, métamorphosant dès lors l'holisme traditionnel au fondement organiciste. Pour Dumont, avec le désastre de la guerre de 1870-1871, la droite s'approprie pourtant le concept de nation : le nationalisme qui en devient inévitablement l'idéologie correspondant dès lors à un territoire bien concret, celui de l'espace hexagonal mutilé. Notant cette transformation, il examine ensuite ses conséquences sur le déroulement de l'affaire Dreyfus qui éclate dans un tel contexte et se penche sur l'attitude, qui peut sembler au premier abord incompréhensible, du capitaine radié : « La clé de l'attitude de Dreyfus, estime-t-il, est peut-être dans le fait que, en tant que juif parfaitement assimilé et se voulant tel, en somme en tant que néophyte de la République, Dreyfus en était resté à Valmy. Il était aveugle à l'histoire mouvementée du siècle […] le particularisme holiste que les révolutionnaires de 1792 englobaient dans leur universalisme s'est affirmé indépendamment et en opposition à l'universalisme. C'est de cela que Dreyfus n'a en somme pas pris connaissance[4]. » Surtout, ce que ce juif d'État ne peut concevoir, c'est que cet État auquel il s'identifie tant puisse voir sa légitimité remise en question à tel point que ce fonctionnaire entièrement dévoué à son rôle soit soudain appréhendé à l'aide de ses uniques allégeances particularistes auxquelles il s'identifie pourtant peu : le nationalisme s'attaquant à l'holisme étatique, ceux qui le servent redeviennent de simples acteurs aux origines particularistes multiples. Aux

yeux des dirigeants de cette formidable levée nationaliste qui voit alors le jour, Dreyfus n'est plus un fonctionnaire de l'État : hors de l'État et de sa majesté, il redevient seulement un juif et se trouve attaqué comme tel.

Avec le culte de la revanche et la naissance d'un nationalisme exacerbé, la patrie va dorénavant s'incarner davantage dans une terre, s'enraciner dans une origine ethnique particulière, retrouver une dimension communautaire que décrivent parfaitement les théories holistiques traditionnelles qui sous-tendent la pensée conservatrice du XIX^e^ siècle. En passant à droite et en s'éloignant des seuls principes pour revêtir une dimension plus empirique[5], le nationalisme mène droit aux « doctrines de haine » décrites par Anatole Leroy-Beaulieu, aux « guerres franco-françaises » faites de violents affrontements internes opposant ceux qui s'engagent au nom d'une culture propre à l'identité française, telle qu'elle se trouve façonnée par sa longue histoire à travers le « ciment » du catholicisme, pour reprendre l'expression d'Albert de Mun, à ceux qui s'accrochent à des principes universalistes mis en pratique au moment de la Révolution. Ce que Dreyfus ne voit pas, c'est que le temps de l'universalisme est terminé et qu'il se trouve remplacé par un culte de la nation que certains estiment incompatible avec la présence de tous ceux qui restent considérés comme étrangers à l'identité française : ce nationalisme implique inéluctablement l'explosion d'un antisémitisme soudain que tous les juifs adeptes passionnés du franco-judaïsme ne peuvent appréhender car ils demeurent attachés à l'idée universaliste de l'intégration à la République au moment même où, pour beaucoup, ils devraient s'en trouver exclus.

Moins d'un demi-siècle plus tard, pareille mésaventure survient en Allemagne à Hannah Arendt qui a suivi elle aussi, avec le retard qui caractérise l'émancipation des juifs allemands par rapport à leurs coreligionnaires français, ce même chemin vers une intégration et une assimilation considérées comme définitives. La *Bildung* s'impose comme idéal aux juifs allemands qui trouvent dans le rationalisme de Kant le fondement à leur intégration à la nation allemande perçue comme porteuse de la Raison. Pourtant, dans cette société qui récuse la laïcité, ils se trouvent forcés de se convertir en grand nombre avant de pouvoir entrer de plain-pied dans la germanité. Avec la réaction romantique qui identifie la nation à la *Gemeinschaft* traditionnelle, les juifs allemands se trouvent à leur tour pris au dépourvu. Ils ne peuvent retourner au *shtetl* et ne souhaitent pas, pour la plupart d'entre eux, rejoindre le mouvement sioniste comme forme spécifique d'intégration à une communauté[6].

Comme le montre subtilement Ernest Gellner[7], Arendt, éduquée à travers

l'enseignement de Goethe et non celui de la *Torah*, se trouve néanmoins attirée par le romantisme germanique et son amour de Heidegger, qu'elle qualifie de « dernier romantique », en témoigne. Cette liaison amoureuse avec celui qui va devenir membre du parti nazi ainsi que l'un de ses idéologues respectés symbolise comme l'impossibilité de son intégration à la nouvelle communauté romantique qui se construit sous ses yeux, mettant un terme à la société issue des Lumières qui lui a longtemps servi d'idéal et à laquelle elle consacrera plus tard nombre de ses écrits philosophiques. La foi républicaine du capitaine Dreyfus était incompatible avec le nationalisme organiciste de la fin du XIX^e^ siècle, un peu comme l'amour des Lumières et de la *Bildung* dont fait preuve Arendt devient inconciliable avec le romantisme d'une germanité communautaire homogène. Le nationalisme ici, le nazisme là ont l'un et l'autre, à des époques différentes exprimant aussi des rythmes contrastés dans les processus d'émancipation de chaque État, des conséquences identiques sur le destin du capitaine et de la philosophe, laquelle, plus tard, se montrera pourtant si paradoxalement sévère à l'égard du célèbre militaire français. Elle ne voit pas le tragique de sa situation de fonctionnaire soudain rejeté par son État institutionnalisé et ouvert à tous les talents car, peu soucieuse de comparaisons sociologiques, elle ne comprend pas la spécificité de cet État laïque à la française si différent du pouvoir politico-religieux qu'elle affronte elle-même.

Pourtant, si la nouvelle communauté germanique se construit à partir de la race, le nationalisme français fin de siècle cherche davantage le fondement de son identité dans le catholicisme. L'un et l'autre entendent remettre en question la différenciation de l'État fort qui, dans chacune de ces deux sociétés, s'est constitué quasiment à l'identique comme une machine impersonnelle et bureaucratique imposant son ordre à l'ensemble de la société. Cette dédifférenciation de l'État au nom de la primauté de la race, en Allemagne, ou du catholicisme en France, implique à chaque fois un profond aménagement de l'identité nationale et, en particulier, un réexamen de la notion de citoyenneté dont la dimension universaliste s'est d'abord imposée en France avant de voir le jour, de manière plus fragile, dans l'entre-deux-guerres, en Allemagne. Cette observation ne peut que nous inciter à évoquer ici le caractère fécond de la carte conceptuelle dessinée par Stein Rokkan par laquelle celui-ci instaure un lien entre le type de code culturel, le type d'État et l'apparition des formes d'extrémismes comme le nazisme qu'il interprète comme un substitut communautaire au fondement raciste à un État-nation qui n'a pu conquérir son entière légitimité[8]. Stein Rokkan n'examine pourtant pas le surgissement des mouvements

nationalistes extrémistes en France où l'État fort a pu achever plus ou moins son institutionnalisation.

En s'inspirant de sa modélisation, on pourrait avancer l'hypothèse que, en France, la grande légitimité de l'État limite les conséquences de la mobilisation nationaliste extrémiste qui surgit, par exemple, à partir de l'affaire Dreyfus, et qui conteste l'universalisme de l'État républicain au nom de la nécessaire permanence de l'identité catholique propre à la société française. C'est que les « guerres franco-françaises » par lesquelles s'identifie l'exceptionnalisme de la France trouvent ici leur véritable ressort, à savoir le heurt constant entre l'État qui entend imposer à tous ses citoyens son ordre universaliste et l'Église catholique dont les partisans en récusent longtemps, et bien après le Ralliement, la légitimité. Dans ce sens, le nationalisme qui émerge à cette époque se présente comme un mouvement de reconquête de la nation et de redéfinition de son identité impliquant la destruction d'un État républicain aux principes par trop universalistes.

Le nationalisme « à la française » trouve, dans ce contexte particulier, sa spécificité. Il apparaît comme une protestation dressée à l'encontre des principes universalistes de la République énoncée essentiellement au nom d'un catholicisme intransigeant. Cette corrélation entre nationalisme et catholicisme, qui semble patente à partir des années 1880, révèle aussi la probable impossibilité, en France, d'une religion civile à l'américaine : celle-ci présuppose un consensus, une acceptation de la République par les Eglises et, à l'inverse, une présence légitime de ces dernières au sein de la société. Comme le couple État fort-Église catholique puissante ne se fait pas jour dans la mesure où, d'une part, l'État demeure faible et que, d'autre part, les Églises sont multiples, les religions demeurent à l'écart de la vie publique et leur séparation d'avec l'État est acceptée comme allant de soi. Cette séparation ne résulte donc pas d'un conflit. Telles sont les conditions structurelles qui produisent l'exceptionnalisme américain dont la religion civile façonne la conscience nationale et l'identité.

Décrivant cette notion de religion civile, Robert Bellah en souligne le fondement éthique : son caractère religieux distinct, selon lui, de toute religion organisée en institution, facilite la symbiose entre le politique et la société tout entière : pour lui, « la dimension religieuse sous-tend tout l'édifice de la vie américaine, y compris le domaine politique. Cette dimension religieuse publique que je nommerai religion civile américaine s'exprime par un ensemble de croyances, de symboles et de rites. L'investiture d'un président est un moment important du rituel de cette religion,

réaffirmant, entre autres choses, la légitimation religieuse de la plus haute autorité politique[9] ». Le respect d'une Raison supérieure, l'idée d'une Justice imposant à chacun des obligations sont au cœur de cette religion civile qui, distincte de toute Église constituée, n'en trouve pas moins son origine du côté d'un protestantisme chargé lui-même de tout un ensemble de connotations hébraïques issues de l'Ancien Testament. Et c'est bien parce que « la nation doit répondre de ses actes devant une justice supérieure » que les États-Unis évitent peut-être plus aisément toute poussée nationaliste identique à celles qui se font jour au cours des guerres franco-françaises. Selon Bellah, « la religion civile en Amérique n'est pas le culte de la nation » : c'est pourquoi si les États-Unis ont versé dans un expansionnisme externe de type nationaliste, à l'instar de la France, toutes opinions politiques confondues, ils réussissent davantage à éviter, dans un contexte politique de grande décentralisation de la vie politique, les mobilisations nationalistes internes, les actions collectives violentes menées au nom des idéaux des droites extrêmes : ils n'ont jamais connu des mouvements nationalistes centralisés, à l'instar du système politique français, ayant l'ampleur des ligues, de l'Action française, du poujadisme ou encore du lepénisme. Et même si cette conception de la religion civile n'est pas partagée également par tous dans la mesure où la communauté noire ou les chicanos n'y adhèrent guère, même si de plus, depuis les présidences de Nixon ou de Reagan, elle se trouve comme minée par l'expansion d'un libéralisme économique sauvage et le déclin d'une morale transcendantale sur laquelle elle repose[10], un nationalisme de masse ne se produit guère et la John Birch Society ou encore l'American Legion ne ressemblent en rien aux ligues à la française.

L'inspiration puritaine de la tradition politique américaine paraît ainsi peu propice, dans un tel contexte d'État faible, au surgissement de mouvements nationalistes de grande dimension collective ; au contraire, en France, comme le note Bellah lui-même, « la Révolution française, foncièrement anticléricale, a essayé d'instaurer une religion civile antichrétienne. Et, dans toute l'histoire de la France moderne, on s'aperçoit que le fossé séparant l'esprit catholique traditionnel et l'esprit de 1789 est immense[11] ». Ce que ne perçoit pas Robert Bellah, c'est l'origine historique d'un tel antagonisme entre l'État absolutiste, révolutionnaire ou républicain et l'Église catholique : il ressort d'une logique de domination exclusive de la société que poursuit inlassablement chacun des deux adversaires soucieux d'en contrôler les valeurs et la socialisation politique. La lutte contre l'Église catholique assure l'autonomisation de l'État et leur séparation ne peut donc s'inscrire dans le

cadre d'une religion civile consensuelle : la laïcité, symbole de la légitimité de l'espace public, par sa dimension anticléricale presque sans cesse affirmée, témoigne de la profondeur du dissensus qui coupe la France en camps ennemis au moment même où le nationalisme, passé à droite, accentue encore le rejet d'un État considéré comme étranger à l'identité nationale reposant sur un catholicisme militant. Dans ce sens, la quasi-impossibilité d'une religion civile en France symbolise la constance de l'affrontement interne : chacun ou presque choisissant son camp, le nationalisme des droites radicales hostiles à l'État républicain va longtemps presque toujours se réclamer du catholicisme.

Et l'on comprend mal que Robert Bellah, dans un article postérieur au précédent, en vienne à considérer Durkheim comme « le grand prêtre et le théologien de la religion civile de la Troisième République[12] » dans la mesure où le célèbre sociologue souhaiterait.restaurer la toute-puissance de la morale. En réalité, Durkheim, au nom du rationalisme et du positivisme, estime, dans *De la division du travail social*, que le progrès de la société mène logiquement à un déclin normal de la religion et si, plus tard, il reconnaît au contraire son rôle fonctionnel, c'est simplement dans la mesure où elle assure le contrôle social et non parce qu'elle serait porteuse d'une vérité exprimant la présence d'une divinité supérieure. L'œuvre de Durkheim se comprend plutôt comme une théorisation de la laïcité justifiant la rationalité d'un État porteur de la « conscience claire » : Durkheim se voit alors irrémédiablement rangé parmi les adversaires du catholicisme et les droites radicales ne cesseront, en son nom, de l'attaquer durement. Face aux intellectuels qui s'adonnent aux joies d'un nationalisme cocardier, Durkheim entend défendre la primauté des principes universalistes, y compris dans le contexte brûlant de l'affaire Dreyfus.

L'enjeu est clair : l'identité de la société française repose, pour tous les tenants du camp républicain, sur un rationalisme issu du siècle des Lumières garantissant l'égalité de tous les citoyens. Les religions sont alors repoussées dans la sphère privée et la République se présente comme un espace public laique dont les symboles, telles *Marianne* ou encore la *Semeuse*, se réfèrent surtout à une dimension idéelle : diffusés sur l'ensemble du territoire qui se peuple rapidement de statues banalisant le principe républicain détaché de son origine révolutionnaire, ces emblèmes apparaissent comme un instrument de combat pouvant certes revêtir parfois une dimension quasi religieuse se marquant par exemple par la naissance d'une symbolique proche du sacré mais, avec la victoire des opportunistes, « la

République ne doit pas se présenter comme une (contre-) religion ». Pourtant, dans le cadre plus général des guerres franco-françaises, face à *Marianne* se dresse souvent une *Jeanne d'Arc* combative incarnant la naissance d'un « contre-culte nationaliste »[13] qui mène droit à Vichy, lequel se dote d'une contre-imagerie supprimant toute allusion à la République, rétablissant la tradition monarchique du portrait au profit du maréchal Pétain ; la disparition de la symbolique républicaine permettant soit le retour à un passé lointain, celui des Francs, symbolisé par la francisque[14], soit encore la victoire d'allégories religieuses rétablissant une stricte identité entre la France et son Église catholique[15].

Dans cette perspective, le nationalisme à la française paraît démentir l'hypothèse générale proposée par Ernest Gellner selon lequel ce type d'action collective correspond surtout au déclin des identités collectives enracinées dans une réalité concrète et à la formation récente, au contraire, de sociétés modernes impersonnelles, individualistes et relativement unifiées, où l'éducation et les connaissances sont fort répandues. Pour lui, le nationalisme ne correspond en rien à d'anciennes forces, il n'est pas l'émanation de cultures traditionnelles mais se présente plutôt comme un substitut aux formes traditionnelles d'identité collective[16]. Dans la France contemporaine, le nationalisme contemporain continue néanmoins à s'enraciner solidement dans des groupes sociaux dotés de visions du monde conservatrices et presque communautaires. Il fait figure davantage de réaction à la volonté d'unification atomisatrice menée par l'État républicain.

Dans ce sens, le combat que mènent, depuis Gambetta, les républicains contre le cléricalisme provoque inéluctablement une « guerre des deux France[17] » mettant constamment face à face les partisans de la laïcisation de l'État et ceux qui souhaitent rétablir le lien supposé consubstantiel entre la nation et le catholicisme ; c'est pourquoi Maurice Agulhon estime à juste titre que « la France aborde le XIX^e^ siècle avec virtuellement deux folklores […] l'Église catholique avait imprimé l'habitude de ses pompes et de ses décors, presque toujours prêtés à la Contre-Révolution et elle incitait ainsi involontairement la Révolution à se donner les armes psychologiques équivalentes[18] » grâce à des emblèmes et à des rituels propres à faire avancer sa propre cause. Le nationalisme à la française devient inévitablement une mobilisation contre l'État républicain. Et dans cette lutte qui traverse l'histoire récente de la France contemporaine, les protestants[19], de même que les juifs[20], rejoignent le camp des tenants de la suprématie de l'État au détriment de celui d'un nationalisme se référant presque toujours à un catholicisme lui servant dès lors de

véritable formule politique, d'idéologie justificatrice de son refus de la République.

Par réaction, se lèvent désormais un antiprotestantisme et un antisémitisme nationalistes hostiles à l'État républicain universaliste dont la structure latente demeure presque inchangée du tournant du siècle à l'époque contemporaine. Ce catholicisme intransigeant[21] façonne la tradition contre-révolutionnaire qui émerge sous la Troisième République et dont Maurice Barrès donne une parfaite illustration quand il déclare : « Je considère que la nationalité française est liée étroitement au catholicisme, qu'elle s'est formée et développée dans une atmosphère catholique et qu'en essayant de détruire, d'arracher de la nation ce catholicisme, si étroitement lié avec toutes nos manières de sentir, vous ne pouvez pas prévoir tout ce que vous arracherez[22]. » Le nationalisme d'un Barrès illustre un refus définitif d'un État tourné vers l'universalisme ; il prend appui sur un anti-intellectualisme et un antirationalisme, conséquences du rôle joué par les intellectuels durant l'affaire Dreyfus, se tourne au contraire vers une apologie de la race, de la terre, la défense d'un organisme national qui le pousse de plus en plus à associer nationalisme et catholicisme : au terme de son évolution, Barrès abandonne toute dimension anticléricale et déclare : « Le catholicisme fait partie mêlée, confondue avec la France », c'est « l'expression de notre sang »[23]. Proche de Drumont redevenu catholique pratiquant, il adhère à ses thèses antiprotestantes et surtout antisémites et s'engage dans un combat d'une violence inouïe contre les juifs qu'il rend responsables de la décadence de la France. Dans *Mes Cahiers*, Barrès s'adresse à Drumont pour lui déclarer : « Je vous aime surtout parce que je suis né nationaliste » et, sans cesse, il rendra hommage à « son génie véritable ». Accentuant encore certains traits caractéristiques de la tradition contre-révolutionnaire s'exprimant aussi bien chez l'abbé Barruel que chez Bonald[24], Barrès contribue à renforcer ce lien entre paradigme nationaliste et identification au catholicisme qui va marquer dès lors la France moderne et accroître encore la haine ou les préjugés[25] à l'égard de tous ceux qui se reconnaissent dans d'autres cultures, des protestants aux juifs et, de nos jours, aux musulmans, leur déniant tout à tour le droit à la nationalité ou encore à la citoyenneté française.

L'importance de Drumont dans l'explosion de ce nationalisme spécifique associé dorénavant aux droites extrêmes est cruciale. Notons, par exemple, l'observation de Charles Maurras selon lequel « la formule nationaliste est née presque tout entière de Drumont ; et Daudet, Barrès, nous tous, avons commencé notre ouvrage sur sa lumière ». Les livres incendiaires de Drumont, au premier chef

La France juive ou *La Fin d'un monde*, mais aussi *La Libre Parole*, son journal diffusé très largement sur le territoire et influençant nombre de pamphlets, de même qu'une partie importante de la presse catholique, comme *La Croix*, modèlent définitivement ce nouveau nationalisme d'exclusion dont la référence quasi unique devient de plus en plus le catholicisme intransigeant. Rejetant une laïcité considérée comme mutilante et destructrice de la francité véridique, ce nationalisme réactionnaire, qui en vient à s'identifier aux desseins des droites extrêmes en poussant au plus loin la logique des guerres franco-françaises, acquiert une visibilité de plus en plus grande, de l'époque des ligues à l'entre-deux-guerres et à Vichy. Sauf poussée exceptionnelle, au moment des décolonisations et de l'expérience Pierre Mendès France, ce courant n'en perd pas moins sous la Quatrième République son influence étant donné surtout sa grande compromission avec Vichy : le monde catholique semble cette fois se rallier définitivement à la République et, de nos jours, même les catholiques pratiquants réguliers considèrent comme légitime la séparation de l'Église et de l'État[26]. En 1989, selon *La Croix*, « la République n'est plus à construire. Elle est. Et le régime républicain n'est guère contesté sérieusement » ; et ce journal de souligner à son tour « l'acquis irréversible de la laïcité « qui il y a peu de temps suscitait encore tant de luttes. » « La guerre est finie », proclame-t-il encore[27].

Les héritiers de Drumont de même que les fidèles de Barrès et de Maurras n'en bénéficient pas moins de nos jours d'une conjoncture exceptionnellement favorable à leurs thèses extrêmes. A nouveau, le courant du Front national s'appuie sur la mouvance intégriste pour faire resurgir les refus d'antan : il inscrit d'ailleurs son action dans un contexte plus général où l'électeur français, loin de devenir plus « rationnel », paraît toujours déterminer son choix essentiellement en fonction d'une variable religieuse, les catholiques pratiquants, même irréguliers, votant en majorité pour la droite[28]. De manière générale, on observe encore de nos jours que « plus le niveau d'intégration au catholicisme est important, plus on se sent proche des catholiques attachés à la tradition[29] ». Par ailleurs, « si l'intolérance est indépendante de la confession et de la pratique religieuse, l'autoritarisme augmente régulièrement avec le degré d'intégration à la communauté catholique et à ses valeurs[30] ». La percée du Front national témoigne de cet épanouissement des valeurs ethnocentristes qui ont longtemps nourri le nationalisme à la française et suscitent à nouveau, de nos jours, sa réémergence aux franges de moins en moins étroites de la société. Et si les sympathisants du Front national eux-mêmes vont moins à la messe

que ceux de la droite classique et paraissent avoir moins confiance que ceux-ci en l'Église, si nombre d'entre eux se disent non croyants[31], si certains de ses intellectuels tournent plutôt leurs regards vers le paganisme[32], ce mouvement dans son ensemble ne s'intègre pas moins idéologiquement à une nébuleuse prolongeant de nos jours la mouvance du catholicisme intransigeant.

Ses idéologues sont bien souvent les mêmes que ceux qui animent les revues les plus intégristes où ils diffusent des valeurs d'un nationalisme semblable à celui de Drumont ou de Maurras. Jean Madiran, l'un des intellectuels du Front, adhère par exemple à cette mouvance intégriste en laquelle se concentre de nos jours le nationalisme « à la française » issu du tournant du siècle. Devenu célèbre par sa dénonciation des « quatre ou cinq états confédérés » qui actualise et justifie la formule de Maurras selon lequel les juifs et les protestants, en compagnie des francs-maçons, formeraient un « État dans l'État », il s'en prend avec une violence extrême aux juifs, aux francs-maçons, aux protestants, aux métèques et aux communistes, les métèques s'étant transformés selon lui en « chobiz des intellectuels cosmopolites ». Pour lui, c'est un fait, « la puisssance juive existe, elle n'est pas un mythe, elle est souveraine » : d'où une « colonisation de la France chrétienne ». Comme l'avance Jean Madiran, « héritiers en danger d'être les derniers survivants du peuple de la cathédrale et de la croisade, de la chevalerie et de la mission, nous sommes colonisés »[33]. On a peu souligné cette étroite corrélation entre cette mystique se réclamant d'un catholicisme pur et dur et la réapparition dans la France contemporaine d'un antisémitisme virulent, l'emportant largement sur les autres « doctrines de haine », accompagné plutôt d'une violente hostilité à l'égard des musulmans. Dans ses écrits portant davantage sur les problèmes religieux, Jean Madiran part en guerre contre le laïcisme, véritable « hérésie chrétienne[34] », s'alarme de la protestantisation de l'Église catholique, affirme qu'elle date de la condamnation de l'Action française qui porte un coup fatal à la véritable tradition catholique française ; il s'élève contre la « persécution » des catholiques traditionalistes, accrue encore, en 1944-1945, par les « 10 000 exécutions sommaires, pour la plupart des catholiques du Sylabus qui avaient naturellement adhéré à la révolution nationale du maréchal Pétain […] Et plus d'un million de condamnations diverses, d'emprisonnements, de révocations, de destitutions. La mise au banc de la nation ». Pour Madiran, aujourd'hui encore, « le pouvoir temporel, distinct du pouvoir spirituel, ce n'est pas seulement l'État, ses ministres et ses préfets. Ceux-là, tels qu'ils sont aujourd'hui, étrangers au christianisme, le chrétien

les subit parce qu'il ne peut pas faire autrement […] le civique d'une nation comme la France comporte le catéchisme romain et la messe traditionnelle. Les catholiques français auront-ils besoin que ce soit l'agnostique Maurras qui vienne, une fois encore, le leur rapprendre ? »[35].

Cette mouvance nationaliste antiétatique, antirépublicaine se réclamant d'un catholicisme intransigeant fait preuve de nos jours d'une grande vitalité. André Figueras, figure de proue de la mouvance de Saint-Nicolas-du-Chardonnet, chante dans nombre d'ouvrages les louanges de Maurras et de Barrès, les vertus de la France des monastères que les évêques de l'Église trahiraient[36] d'autant plus aisément que « les infiltrations ennemies dans l'Église », celles essentiellement des juifs, portent un coup de plus en plus sévère aux catholiques traditionalistes[37]. Les rappels de l'œuvre salvatrice de Drumont se multiplient tandis que l'on republie ses œuvres ainsi que celles de ses héritiers, Henry Coston, son habituel et toujours fort actif porte-parole, s'efforçant sans cesse d'actualiser ses thèses et de les appliquer à la France contemporaine. H Le Caron affirme que l'on assiste à « la décomposition de la société chrétienne dans laquelle les hommes politiques juifs, les médias juifs jouent un rôle important » et dénonce le rôle du cardinal Lustiger dans la « judaïsation » de la société française[38]. Il en appelle comme bien d'autres à une vigoureuse réaction contre cette subversion menée au plus grand profit du Démon. Dans cette perspective, la France doit retrouver la tradition de Joseph de Maistre et de Maurras et retourner au Christ en combattant les protestants comme les juifs et en mettant un terme à la démocratie[39].

Un « national-catholicisme » fidèle à Maurras se reconstitue peu à peu de nos jours autour de l'abbé Georges de Nantes ou encore de M^gr^ Lefebvre auprès duquel se regroupe une large partie de l'extrême droite nationaliste souvent proche du mouvement lepéniste : de Pierre Sidos à François Brigneau, Jean Madiran, tout le ban et l'arrière-ban des nostalgiques de la tradition catholique et de la France royaliste ou d'extrême droite chantent les louanges des « croisés », de ces « conquistadores » que sont les troupes de Saint-Nicolas-du-Chardonnet qui n'hésitent pas à passer à l'action à l'instar du mouvement Chrétien-Solidarité[40]. Ce « national-catholicisme » correspond aussi à un « traditio-nationalisme » qui lie le nationalisme maurrassien au catholicisme intégriste[41] : M^gr^ Lefebvre est sans aucun doute le véritable héros de ces nouveaux croisés, il en est la figure charismatique incontestable[42]. Véhiculée par une large presse qui va de *National-Hebdo* à *Minute, Itinéraires, Présent, Révision, Lecture et Tradition* ou encore *L'Anti-89*, cette

idéologie nationaliste extrémiste est certes hétérogène et ses tenants s'affrontent parfois durement sur des points de doctrine qui les séparent (républicains et monarchistes, conservateurs et fascistes, catholiques intégristes et athées, etc.) ; mais, stimulée par le bicentenaire de la Révolution française qu'elle considère toujours comme le début du règne du « judéo-anarcho-protestantisme[43] », elle semble resurgir intacte, prête à susciter de nouvelles mobilisations favorables à l'implantation électorale du Front national, mouvement qui a su capter ces multiples traditions des droites extrêmes, les rassembler pour tenter de construire une nouvelle République véritablement « française[44] », dont l'identité catholique justifierait l'exclusion de la citoyenneté de nombre de Français considérés désormais comme des « cosmopolites » dont la nation devrait se protéger pour maintenir sa propre culture. L'époque paraît de plus en plus se prêter à l'émergence de nouvelles « guerres franco-françaises » dont les conclusions semblent d'autant plus incertaines qu'elles prennent place en des temps où reculent quelque peu tant les frontières de l'espace public que la légitimité de la laïcité ou encore la citoyenneté militante et l'idéal républicain.

12

Nationalismes : la comparaison France-Allemagne

Dans une formule saisissante, Ernest Gellner avance que le plébiscite de tous les jours qui, selon Renan, constitue l'acte fondateur de la nation, s'il ne se réalise peut-être pas avec une telle régularité, ne s'en produit pas moins « à chaque rentrée des classes[1] ». A travers cette formule énoncée en français dans le texte original, l'auteur estime que le nationalisme prend surtout une tournure culturelle de création artificielle d'une unité symbolique dont l'affermissement est d'autant plus urgent que la modernisation économique laisse les individus sans repère collectif, la mémoire d'antan chargée de dimension religieuse et de traditions faisant subitement défaut. Et d'ajouter que « seul l'État peut remplir ce rôle, y compris dans les sociétés où l'éducation relève largement du secteur privé […] l'État et la culture doivent être liés. Cela est inévitable. C'est la nature même du nationalisme. Et c'est pour cette raison que nous vivons à l'âge du nationalisme[2] ». Dès lors, selon Gellner, « la présence de l'État est inévitable […] le nationalisme ne se faisant pas jour dans les sociétés sans État ». S'il nuance cette affirmation en notant néanmoins qu'« elle concerne surtout certains États[3] », cette réserve, à vrai dire, ne constitue qu'une diachronie évolutionniste, les États des sociétés agraires étant supposés être moins concernés que ceux des sociétés industrialisées.

Soucieux de s'opposer aux théories du nationalisme conçu comme le réveil d'identités ethniques jusque-là en sommeil, Gellner date par conséquent le moment du nationalisme de l'avènement d'une modernité inévitablement destructrice des anciennes valeurs communautaires : à ses yeux, ce moment seul voit la naissance des « communautés imaginaires », selon la belle expression de Benedict Anderson[4], ces dernières se dressant sous la houlette attentive et ferme de l'État. Tout en étant par trop évolutionniste, ce renversement intégral de la théorie du nationalisme a le mérite de bouleverser les conceptions habituelles trop répandues attentives surtout à la recherche d'une authentique ethnicité, tournées par conséquent aussi vers le seul passé. Elle a également l'intérêt de placer d'emblée l'État au cœur de la théorie du

nationalisme dans la mesure où, contre toute attente, il en serait même l'instigateur. Elle n'en présente pas moins un défaut certain au regard de la sociologie comparative : ne reposant pas sur une typologie de l'État, elle conduit à une véritable impasse car elle ne prend pas en compte l'histoire propre à chaque État afin de se pencher ensuite sur son lien avec la mobilisation nationaliste. En prenant sans le dire à de multiples reprises le cas français comme exemple paradigmatique de l'État pourvoyeur d'idéologie nationaliste, E. Gellner fait du même coup silence sur le cas des nations comparables mais dont l'État ne délivre nul doctorat ni ne contrôle véritablement l'appareil scolaire dont « la rentrée des classes » revêt dès lors une grande diversité. Qu'en est-il, par exemple, des sociétés, tels la Suisse ou encore les États-Unis, où l'État diffère du tout au tout : dans le cours normal des choses, par-delà l'adhésion à des principes communs, nulle velléité nationaliste interne n'en émane susceptible de produire une action collective extrémiste[5].

Dire, de plus, que l'État produit le nationalisme est insuffisant et même contestable ; d'autant que Gellner, sans le formuler explicitement, se réfère au cas français puisque, dans une jolie formule, il soutient que « ce n'est pas la guillotine mais le doctorat d'État qui est le meilleur instrument et le symbole le plus frappant de l'État[6] ». Cet État-là se construit bien avant l'avènement de la modernité économique en fonction d'une histoire qui lui est propre, d'un féodalisme antérieur extrême, d'un conflit constant avec l'Église catholique, etc. : lui seul invente la formule du doctorat d'État qui sera imitée ou, au contraire, rejetée jusqu'aujourd'hui par d'autres types d'État peu désireux de contrôler ainsi si sévèrement et si uniformément le système éducatif. Ce rôle de socialisation des esprits est donc avant tout exercé par l'État ayant vu le jour en France, et l'emprise qu'il prétend exercer sur ses citoyens ne relève pas du nationalisme mais d'une entreprise de légitimation de l'État-nation. On voudrait soutenir ici, en renversant la perspective proposée par Ernest Gellner, que le nationalisme n'est pas produit par l'État mais plutôt qu'il se lève à chaque fois contre un certain type d'État au nom d'une identité collective prétendument bafouée et niée.

Il nous faut donc comparer. Si l'on estime que le nationalisme rejette un certain type d'État, il devient alors indispensable de comparer des États issus d'histoires dissemblables afin de comprendre le surgissement du nationalisme ou, au contraire, sa quasi-inexistence. Afin de limiter les variables explicatives, choisissons des exemples au sein d'un espace économique, en gros, identique, celui des sociétés capitalistes occidentales qui partagent, de plus, par-delà des différences souvent

essentielles, une commune appartenance chrétienne. Il s'agit donc plutôt d'accentuer les différences que de partir d'exemples si contrastés que la comparaison en perd une partie de sa fonction. Ainsi, quand Robert Nisbet entreprend de comparer non pas les nationalismes mais les modes de construction de la citoyenneté, problématiques qui, on va le voir, se révèlent comme étroitement liées l'une à l'autre, il le fait de manière tellement macrosociologique qu'il se voit contraint presque immédiatement d'abandonner cette large comparaison entre l'« État occidental » et l'« État asiatique », lequel serait peu propice à la naissance de la citoyenneté, pour s'engager ensuite dans une comparaison interne limitée au seul monde occidental ; selon lui, la conception de la citoyenneté qui apparaît lors de la Révolution française se fait jour « en même temps qu'émerge le nationalisme dans sa forme moderne » ; au contraire, la théorie de la citoyenneté façonnée par la révolution américaine serait impropre à l'apparition du nationalisme car elle serait davantage tournée vers la dimension localiste[7]. On le voit, à travers une comparaison dorénavant plus limitée du couple classique France/États-Unis, Nisbet contraste les théories divergentes de la citoyenneté et du nationalisme, c'est-à-dire, tout comme Gellner, mais cette fois en notant les différences internes à la relation État-nationalisme. Il s'agit donc bien de comparer cette configuration rattachant l'État, la citoyenneté et le nationalisme en évitant les contrastes trop absolus, tel encore celui que construit John Plamenatz entre le nationalisme « occidental » et le nationalisme de « l'Est » se faisant jour, d'après lui, aussi bien dans les pays slaves qu'en Afrique, en Asie ainsi qu'en Amérique latine sous prétexte que ce dernier serait quant à lui plutôt autoritaire que libéral ; à tel point qu'à brasser de semblables gigantesques comparaisons on en vient à faire silence sur les comparaisons internes à la configuration globale que forme le nationalisme occidental appréhendé uniformément comme la simple mise en œuvre par l'État d'une culture commune[8].

On le voit, ces « immenses comparaisons[9] » ne sont pas toujours entièrement satisfaisantes car, en accentuant ainsi les différences, elles passent aussi parfois à côté de l'essentiel en se détournant de la construction historique du politique propre à chacune des sociétés du monde occidental en fonction de laquelle il convient maintenant d'appréhender la question du nationalisme. Il ne s'agit pas de trouver dans une comparaison plus limitée un *deus ex machina* suffisant en lui-même à prévenir toute interrogation sur la méthode mise en œuvre[10]. Sans prétendre que cette méthode bien conduite puisse permettre d'aboutir à de véritables explications, semblables à celles résultant d'une analyse multivariée menée en situation de

laboratoire ou de contrôle extrême des données, on peut néanmoins tenter d'établir des corrélations qui, pour demeurées à ce niveau dans l'ordre de la quasi-métaphore, n'en permettent pas moins de comprendre ce qui distingue, dans le cas présent, la variable dépendante, à savoir le type de nationalisme, de la variable considérée comme indépendante, c'est-à-dire le type d'État. S'il est peu probable que l'on puisse dans ce domaine se livrer à une analyse rigoureuse en termes de causalité[11], il est néanmoins possible de suivre volontiers l'assertion de Reinhard Bendix selon laquelle « les études comparatives […] ne peuvent porter que sur un nombre limité d'exemples et ne parviennent pas aisément à isoler les variables comme l'impose la méthode causale[12] ». Dans ce sens, la démarche idéale-typique wébérienne s'impose dans le domaine de l'analyse comparative, avec son cortège d'hésitations sur les variables retenues formant un tableau provisoire de la réalité[13].

Qu'en est-il par conséquent de l'analyse comparative du nationalisme ? De manière tout autant provisoire que délibérée, on voudrait ici soutenir que le nationalisme constitue une action collective spécifique se formant par réaction à un type d'État particulier, les mouvements nationalistes apparaissant dès lors comme autant de réponses différentes mais dignes de comparaison dont les traits dissemblables peuvent être rapportés au type d'État auquel ils se trouvent confrontés[14]. On cherche donc à comprendre le type de nationalisme, son ampleur, son radicalisme ou encore son organisation, par le type d'État contre lequel il se lève. Cette comparaison ne saurait pourtant être élaborée de manière purement statique : toute comparaison impose de prendre en considération les emprunts et les influences, les adaptations et les imitations, les « transplantations » par lesquelles les sociétés comparées sont aussi rattachées les unes aux autres[15]. Dans ce sens, entreprendre une analyse comparative des nationalismes implique une recherche des influences multiples qui s'exercent, à des moments différents, dans un sens ou dans un autre, d'une société vers l'autre. Les importations et les exportations sont loin d'être à sens unique : elles se croisent et s'entrecroisent à des moments divers, modifiant parfois dans une certaine mesure le cours de l'histoire propre à chaque société.

Au sens limité du terme selon lequel on propose de concevoir le nationalisme[16], c'est incontestablement Herder qui en est l'inventeur. Il propose une vision organiciste de la nation au fondement ethnique récusant l'universalisme individualiste des Lumières : s'opposant à l'influence française, il revendique la légitimation de la culture propre au *Volk* allemand. Dans son pamphlet, *Idées sur la*

philosophie de l'histoire de l'humanité, publié en 1774, il défend une perspective holiste favorable à la reconstitution d'une communauté allemande structurée par une culture propre[17]. Rejetant toute forme de pouvoir politique, il considère que la culture fonde à elle seule la base de l'identité collective, cet héritage se transmettant à l'aide d'une langue maternelle qui est en la médiation indispensable et à travers laquelle s'expriment, sur le mode de l'émotion, les mythes et les croyances du passé. Cette première mouture du nationalisme a connu un succès immense jusqu'à devenir centrale dans l'histoire des idées. Pourtant, elle présente un aspect particulier qui peut paraître ici davantage essentiel : la vision d'un Herder constitue, on vient de le mentionner, l'une des toutes premières réfutations de l'État. A ses yeux, « ces noms de père et de mère, d'époux et de femme, de fils et de frère, d'ami et d'homme, désignent autant de relations naturelles où nous pouvons être heureux. L'État ne nous offre que des instruments artificiels ; et ceux-là malheureusement peuvent nous dérober quelque chose qui nous est bien autrement essentiel, ils peuvent nous dérober à nous-mêmes[18] ». Son hostilité à l'égard de l'État est absolue et il souhaite ardemment sa disparition, combattant tout particulièrement la bureaucratie prussienne centralisée. L'État peut aisément disparaître tant que le peuple transmet intacte sa propre culture : il doit même se fondre dans l'organisme social, dans la communauté culturelle afin que l'« Esprit du Peuple » puisse s'épanouir naturellement[19]. Dans ce sens, son œuvre annonce la mouvance d'un romantisme politique dont l'organicisme sera quant à lui plus explicitement biologique et dont l'autoritarisme diffère du tout au tout de l'interprétation universaliste de chaque culture avancée par Herder : celui-ci partage nombre de leurs vues mais n'accepte pas d'idéaliser le Moyen Age. En dépit de ces différences, ce romantisme appelé à s'épanouir en plusieurs régions allemandes par réaction à l'État napoléonien récuse également l'État à la française tel qu'il se trouve exporté par la force des armes dans les terres allemandes. Seule la Prusse rationaliste — et nombre de ses penseurs — admire cet État, tant elle se veut elle-même à son image. Au contraire, c'est bien au nom du christianisme que la plupart des penseurs allemands s'élèvent contre l'État, identité fondatrice de la communauté organique que vient précisément briser l'État à la française ainsi que son prolongement prussien. Ainsi, pour F. Schlegel, l'État doit au contraire dorénavant reposer « sur la foi », perdant sa prétention universaliste et devenant dès lors un véritable État chrétien qui trouvera en Stahl son véritable théoricien[20]. La fusion du romantisme et du nationalisme conduit à une réaction hostile tant à l'État français qu'à l'État prussien, le retour au religieux se trouvant au cœur d'une identité

communautaire et culturelle considérée comme bafouée par la prééminence d'un pouvoir politique à tendance rationaliste et universaliste. Dès l'origine, le nationalisme constitue donc bel et bien une réaction hostile à un État fort exporté par la violence ou importé par imitation volontaire. Dans ce sens, le nationalisme se combine, comme chez Herder, avec un populisme antiétatique profondément mobilisateur[21].

Cet échange ne fonctionne pourtant pas dans un seul sens : par un curieux retour des choses, le nationalisme à la Herder se trouve à son tour importé en France par ceux qui ne cachent pas leur propre refus délibéré d'un État de plus en plus éloigné du catholicisme. Dans ce sens, l'État à la française suscite en Allemagne, une fois exporté, une réaction nationaliste, celle-ci exportant ensuite ses propres recettes en France. On comprend mieux dès lors l'opposition qui se dessine entre Herder et le Renan de *Qu'est-ce qu'une nation* ?, texte essentiel où il refuse, tout comme dans la *Nouvelle Lettre à M. Strauss*, d'accorder un crédit quelconque aux théories ethniques de la nation ni même à l'usage d'une langue particulière : à ses yeux, seule la volonté commune et le consentement servent de fondement à la nation. Soulignons pourtant déjà que Renan partage avec Herder un commun refus de l'État même s'ils en tirent dans un premier temps des conclusions divergentes. On ignore de plus trop souvent l'admiration sans bornes que l'autre Renan, l'adepte du déterminisme raisonnant en termes de « race » et de « caractère national », le partisan des théories aristocratiques qui considère la démocratie individualiste comme une « maladie », voue ouvertement à Herder : « Renan le germaniste » reprend ses thèses et lui « emprunte, ainsi qu'à Schlegel, les éléments d'une psychologie des races primitives »[22]. Dans ses *Souvenirs d'enfance et de jeunesse*, il s'écrie : « Ah ! mon type sublime, où es-tu mon étoile ? Herder, mon penseur roi, régnant sur tout » ; et d'ajouter encore : « Mes lectures allemandes m'entretenaient dans ces pensées. Herder était l'écrivain allemand que je connaissais le mieux[23]. » Maurice Barrès, de son côté, le prince du nationalisme à la française, pour mieux s'opposer à la pensée rationaliste de la nation proposée par Renan tout en se réclamant de son déterminisme culturaliste, en revient logiquement au nationalisme romantique allemand et retrouve implicitement à son tour la revendication organiciste d'un Herder. Comme lui, le propagandiste de la « terre et les morts » attribue un rôle essentiel à la langue maternelle, allant jusqu'à considérer qu'elle seule permet à un Français de comprendre l'âme d'un Racine et de faire sien le drame de *Bérénice*.

Afin de récuser le type de communauté au fondement désormais essentiellement

politique qui s'est constitué en France étant donné le rôle prédominant qu'y joue l'État, le mouvement nationaliste français importe en retour le ciment culturel qui fait tenir seul la communauté allemande. La culture propre à l'identité française doit remplacer le socle étatique considéré comme mutilateur, tel est le contenu du message nationaliste qui s'épanouit maintenant en France, en écho à peine assourdi du romantisme nationaliste antiétatique allemand. Prolongeant la pensée de Renan lorsque celui-ci ne se place plus dans le domaine de la volonté mais s'engage, au contraire, sous l'influence de Herder, dans une vision déterministe de la nation en termes de culture, Barrès ne souhaite retenir que cet aspect de son œuvre. Disciple, on le sait, de Renan, Barrès fait silence sur la dimension intentionnelle de sa théorie de la nation pour mettre l'accent uniquement sur le poids du passé commun ; aux antipodes d'un Ernest Gellner, il affirme qu'« avec une chaire d'enseignement et un cimetière, on a l'essentiel d'une patrie » car, à ses yeux, ce n'est pas à l'État qu'il revient de mettre en œuvre la culture à travers l'éducation mais bien à la nation elle-même, avec sa terre et ses morts. Pour lui, « ce sens historique, ce haut sentiment naturaliste, cette acceptation d'un déterminisme, voilà ce que nous entendons par nationalisme[24] ». L'importation du romantisme allemand organiciste à la Herder renforce le nationalisme à la française dans son hostilité envers l'État : par-delà cet État artificiel imposé, il s'agit de revenir à l'identité nationale, d'être à nouveau en adéquation avec un déterminisme naturel propre cette fois à la France.

On le constate, à des époques différentes, ces deux chantres du nationalisme romantique partagent un commun refus de l'État et font preuve l'un comme l'autre d'une vive hostilité à l'égard d'une conception de la citoyenneté récusant à chaque fois la culture propre aux acteurs intégrés désormais à cet espace public qui se veut ignorant des allégeances culturelles des individus au nom d'une logique normative propre à l'État et imposée par son système d'enseignement. C'est bien là tout le sens de la protestation des *Déracinés*. Au nom d'une fidélité culturelle et, en particulier, du christianisme, le nationalisme se construit à chaque fois contre l'État. Simplement, la comparaison des types d'État éclaire la nature respective de chaque mouvement nationaliste. En Allemagne, longtemps il ne parvient pas à empêcher le triomphe de l'État prussien qui étend son contrôle à l'ensemble du Reich sans recourir véritablement à un nationalisme ethnoculturel[25] ; et pourtant, par un raccourci contestable et trop rapide, on peut estimer que le national-socialisme, qui parvient finalement à éradiquer les structures étatiques imposées par la Prusse au nom d'un retour au *Volk*, constitue la suite logique du romantisme nationaliste antérieur : de

Herder au nazisme, une identique révolte se ferait jour[26]. La préoccupation essentielle du nazisme est d'en finir avec l'État afin de reconstruire la communauté de race brisée tant par la citoyenneté que par la bureaucratie mises en place par un État hégélien accusé d'être négateur de la spécificité culturelle du *Volk*[27].

Dans ce sens, on se trouve confronté au fameux problème de la continuité ou de la discontinuité de l'histoire allemande qui agite tant les querelles académiques contemporaines : sans s'engager dans ce débat complexe[28], on aborde pourtant nécessairement la question de l'exceptionnalisme allemand appréhendé non pas, à la Fritz Stern, à partir de la « culture du désespoir », ou encore, à la Barrington Moore à partir d'un rapport de classe spécifique favorable à l'épanouissement de l'autoritarisme, mais simplement en soulignant, dans la perspective d'un Stein Rokkan, le caractère décisif de l'impossibilité de la construction d'un État-nation dans cette partie centrale de l'Europe. La comparaison ici encore est salutaire qui révèle la rapidité de l'unification politique anglaise ou encore souligne la réalité de la construction vite imposée de l'État-nation français : dans un cas comme dans l'autre, la comparaison met au jour des exceptionnalismes, des logiques historiques préservant longtemps leur efficace dans l'histoire.

Preuve en est la défaite du nationalisme à la française : s'appuyant sur une longue tradition contre-révolutionnaire récusant déjà la montée d'un État révolutionnaire ainsi que le type de citoyenneté tournée entièrement vers le civique qu'il entend imposer, renforcé sans cesse par tous les groupes sociaux attachés aux particularismes régionaux, longtemps appuyé par une Église catholique hostile elle aussi à la centralisation étatique qui lui dispute le contrôle de ses fidèles et leur inculque d'autres valeurs, ce mouvement a fait montre d'une vigueur extrême et su trouver des porte-parole brillants et déchaînés aptes, de Drumont à Maurras, à soulever l'enthousiasme des acteurs n'hésitant pas à participer à d'incessantes actions collectives hostiles aux pouvoirs publics. L'invention du nationalisme en termes de type-idéal se produit bien en France vers la fin du XIX^e^ siècle, comme un mouvement de relégitimation d'une identité collective culturelle, le catholicisme, exprimant tout à la fois l'âme et le corps de la société française supposée non représentée par cet État des positivistes acharné à imposer, à travers la laïcité, ses propres normes universalistes. Confronté à de violentes mobilisations nationalistes trouvant leur paroxysme lors des guerres franco-françaises mais se déroulant aussi en dehors d'elles, l'État parvient à imposer son propre ordre. Il plie parfois mais ne rompt pas : le nationalisme ne parviendra pas à l'emporter (Voir chap. précédent.).

Si, dans la mouvance contre-étatique générale, la doctrine du national-socialisme est inventée en France par un Barrès en mal de réconciliation entre le peuple et le catholicisme, faisant sien le message organiciste lointain de Herder, radicalisant aussi simplement l'engagement des traditionalistes français, tel La Tour du Pin, qui persisteront longtemps dans leur refus de tout *Ralliement*, c'est seulement en Allemagne qu'elle parvient à s'imposer en éliminant l'État. Face à des États, par bien des aspects identiques tant l'État prussien résulte d'une imitation de l'État français, mais qui diffèrent néanmoins encore du tout au tout dans la force qu'ils exercent de même que dans leur propre légitimité, la poussée nationaliste des années 30 parvient en Allemagne à ses fins alors que celle qui s'est épanouie en France, au temps des ligues et de l'Action française, probablement encore plus puissante, échoue dans son entreprise de déstabilisation de l'État.

Que l'Allemagne soit avant tout une communauté culturelle et la France, une communauté politique[29], éclaire donc tout à la fois la place distincte qu'occupe à chaque fois l'État mais aussi le type de nationalisme qui s'y fait jour ainsi que son destin, son échec ou son succès final. Par-delà des influences réciproques, des logiques différentes demeurent à l'œuvre qu'éclaire la comparaison. De nos jours encore, ces socles proprement culturel ou, au contraire, politique induisent des perceptions distinctes de la question des immigrés. Porteurs d'autres cultures, ils sont supposés ne pas pouvoir s'intégrer à la culture allemande se transmettant de manière quasi biologique ; c'est pourquoi, même au bout de deux générations de résidence en Allemagne, les immigrés turcs ou yougoslaves n'obtiennent que très exceptionnellement la nationalité allemande. Depuis le XIX^e^ siècle, cette appréhension organique, culturelle, linguistique ou raciale de la nation prévient l'intégration des immigrants car elle présuppose une quasi impossible assimilation culturelle. Et de nos jours encore, c'est immédiatement la philosophie culturaliste d'un Herder qui se trouve explicitement évoquée lorsque l'on souhaite faire comprendre la logique d'un tel refus[30]. Au contraire, en France, la communauté politique instaurée par l'État a longtemps fait confiance aux vertus de l'intégration pour assimiler les immigrés, réduire leur culture d'origine et leur faire désormais partager, grâce aux institutions de l'État, une culture considérée comme uniquement humaniste et universaliste ; récusant la légitimité des cultures particulières, l'État-nation à la française a longtemps considéré comme peu légitime le pluralisme culturel au nom de normes étatiques positivistes et universalistes qui, en tant que telles, ne formeraient pas un modèle culturel propre. Dans ce sens, même si les

obstacles demeurent nombreux, l'acquisition de la nationalité française, impliquant l'entrée dans un État-nation et non l'accès à un *Volk* ethno-culturel, se révèle incomparablement plus aisée[31].

En résulte-t-il encore de nos jours, et comme autrefois, des mouvements nationalistes à l'ampleur distincte ? Seule la France connaît l'imposante mobilisation politique et sociale du Front national qui prend le relais des mouvements nationalistes antérieurs au nom de la préservation de l'identité culturelle catholique française ; en Allemagne, les actes d'hostilité à l'égard des immigrés demeurent individuels et n'ont pas suscité la création d'une action collective nationaliste organisée, comme en France, à l'échelon de la société tout entière[32]. Comme si des logiques distinctes continuaient à produire des nationalismes dissemblables, la non-intégration des immigrés en Allemagne menant à une mobilisation incomparablement plus faible que celle qui s'est levée dans l'entre-deux-guerres contre les juifs intégrés à la nation allemande, accusés par conséquent de menacer de l'intérieur l'âme et la culture du *Volk* alors qu'en France l'accès plus aisé à la nationalité, facilitant l'intégration à l'État-nation, provoquerait en retour une mobilisation nationaliste radicale au nom d'une identité culturelle considérée comme menacée.

CONCLUSION

La banalité du mal

> Il ne s'agit de rien moins pour chacun de nous que de nous interroger sur ce qui subsiste en nous de l'antisémite, si nous l'avons été à un moment de notre vie — et qui ne l'a été, un peu ou beaucoup, consciemment ou à son insu ? C'est un mal dont on ne guérit jamais tout à fait et qu'il faut combattre jusqu'à la fin — même moi, qui, vers mes dix-huit ans, ai dû réagir avec violence à ce qu'on m'avait ingurgité tout au long de l'affaire Dreyfus.
>
> FRANÇOIS MAURIAC, *Bloc-notes*,
> Flammarion, vol. 4, p. 18.

Au terme d'un lent voyage à travers rivières et forêts, Daniel Halévy atteint enfin les lointaines terres du Bourbonnais où il entend rendre visite aux paysans du Centre. En cette année 1910, les choses ne paraissent guère changées : soucieux d'appréhender l'ordre du temps des provinces,

> j'aperçus à ma droite, raconte l'écrivain, une maison modeste et basse, et une cour au fond limitée par les bâtiments plus spacieux de la ferme, étables et granges. A l'entrée du domaine, protégé par l'angle de la haie, une croix de fer était dressée sur un socle de pierre. Ce domaine était d'origine familiale. Les Desnoix, depuis longtemps, s'y succèdent, servant comme métayers une famille qui tient à eux comme ils tiennent à elle. Le père, ancien soldat, ancien garde, y résidait toujours, se reposant non loin du fils qui, lui-même époux et père, continuait son travail. « Vous allez entrer un instant », nous dit Desnoix. Nous l'aidâmes à dételer son cheval et le suivîmes dans la maison […] Une planche longue et chargée de livres régnait sur l'un des côtés de la salle. Je lus quelques titres, quelques noms d'auteurs : *Les Quatre Fils d'Aymon*, Drumont, la Bible dont je fus surpris : il n'est pas habituel de la trouver dans une habitation française, catholique […] Nous partions ; Desnoix retint Guillaumin. « Voyez, lui dit-il, l'écrémeuse que je viens d'acheter. » Moi qui ne connais rien à ces choses, je regardais les deux hommes dont un instrument de travail associait les

> mains et soudain deux noms me traversèrent l'esprit : Veuillot… Proudhon… Hommes véritablement exemplaires ! Desnoix se meut dans l'ombre de Veuillot, Guillaumin dans l'ombre de Proudhon, une idée humaine, une perfection de la race s'est réalisée en chacun d'eux… ils sentent la vie de la même manière, exacte, laborieuse et noble, ils parlent la même langue[1].

Drumont, Veuillot, Proudhon et Halévy lui-même, tous ainsi imaginairement rassemblés chez ces « paysans du Centre », participent ensemble, comme on a pu s'en rendre compte, à un moment ou à un autre, et chacun dans son style, à cette longue litanie de l'intolérance modulée sur des registres divers et associant, de manière confuse, la défense tout à la fois catholique, populiste et nationaliste, de l'identité d'une race française confrontée à l'autre, à l'immigré, à tous ceux qui viennent d'ailleurs. Cette nébuleuse idéologique aux fortes contradictions internes est source, du XIX^e^ siècle à nos jours, de préjugés et, parfois, de haines, à l'encontre de tous les « allogènes » qui, au terme même de plusieurs générations, ne peuvent que se montrer incapables de parler la même langue, de partager des valeurs identiques. Certains de leur sagesse, ces paysans du Centre associent Proudhon à Veuillot, se sentent à l'aise dans la prose d'un Drumont, véritable synthèse du refus nationaliste d'inspiration populiste séduisant aussi les organisations catholiques comme les curés de province, et s'enracinant dans cette « France des terroirs » encore si solide ; elle le demeure d'autant plus que, comme le note encore au cours d'un autre voyage effectué en 1934 dans cette même province éloignée Daniel Halévy, écrivain libéral mais néanmoins ouvert lui aussi aux ostracismes, « la décadence administrative de la Troisième République ne l'atteint pas[2] ».

Déclenchée dans les années 1880, la guerre des deux France, prolongeant les affrontements de l'ère révolutionnaire aux enjeux identiques, met bien face à face l'administration d'un État républicain soucieux de positivisme et de rationalisme, s'appuyant sur des bataillons de militants décidés à en découdre tant avec les gens d'en haut qu'avec l'Église elle-même, et une autre France hostile à ce même État niveleur des valeurs et des ordres. Cet antagonisme élevé au niveau du fantasme autorise tous les dérapages et, dans une ambiance de quasi-guerre civile interne, dans les villes comme dans les campagnes, selon une géographie qu'il conviendra un jour de préciser plus clairement, engendre, sous de multiples formes, un mal dont la banalité est telle qu'il se manifeste sans relâche contre tous ceux qui useraient

indûment de cet État fort, à savoir les juifs, les protestants, les francs-maçons et, de nos jours, les musulmans. S'il existe un mal français, c'est bien celui-là, tant les mobilisations et les violences se succèdent contre tous les ennemis supposés de l'identité française nécessairement venus d'ailleurs. Les nombreuses manifestations collectives d'intolérance sur la voie publique se trouvent comme provoquées par les liens historiques incontestables qui se sont noués entre l'État et les « états confédérés » : même si ceux-ci ne se trouvent nullement à l'intérieur de l'État, le dominant et orientant du même coup sa stratégie, comme le prétendent Charles Maurras et l'ensemble du courant nationaliste, ces groupes minoritaires se voient tout à la fois protégés et utilisés par un État républicain trouvant en eux de solides alliés pour mener sa propre lutte. Issus des temps les plus lointains, les préjugés latents, du moins à l'encontre des protestants et des juifs, s'enracinent alors souvent dans un code culturel catholique qui se trouve réactivé face à cet État républicain laïcisateur. La colère se déployant contre l'État se transforme presque à chaque fois en haine déclarée contre ses alliés, en réalité, ses serviteurs zélés. Entre le temps des ligues, l'entre-deux-guerres, Vichy, le poujadisme et le lepénisme, les enjeux et les valeurs des acteurs varient profondément : nombre de nationalistes de la fin du siècle dernier proviennent des rangs de la gauche socialiste la plus athée tout comme, plus tard, à la fin des années 30, une partie non négligeable des cadres et des militants des droites extrêmes ou fascistes ; à l'inverse, de nos jours, l'Église ainsi que les électeurs catholiques les plus pratiquants repoussent fermement la tentation lepéniste. Le lien entre haine nationaliste et code culturel catholique ne peut donc en tout temps être considéré comme établi puisque tant de situations historiques le démentent clairement. Il n'en reste pas moins vrai que ce code culturel, rapporté parfois même à une race française particulière, sert souvent, abusivement, on l'a constaté ici, de cadre de référence à tous ceux que rassemble cette protestation collective contre l'État républicain, les rares athées d'extrême droite tout comme ceux d'extrême gauche acceptant de subordonner, dans les faits, leur propre lutte à cette revendication identitaire si mobilisatrice, dans les villes comme dans les campagnes.

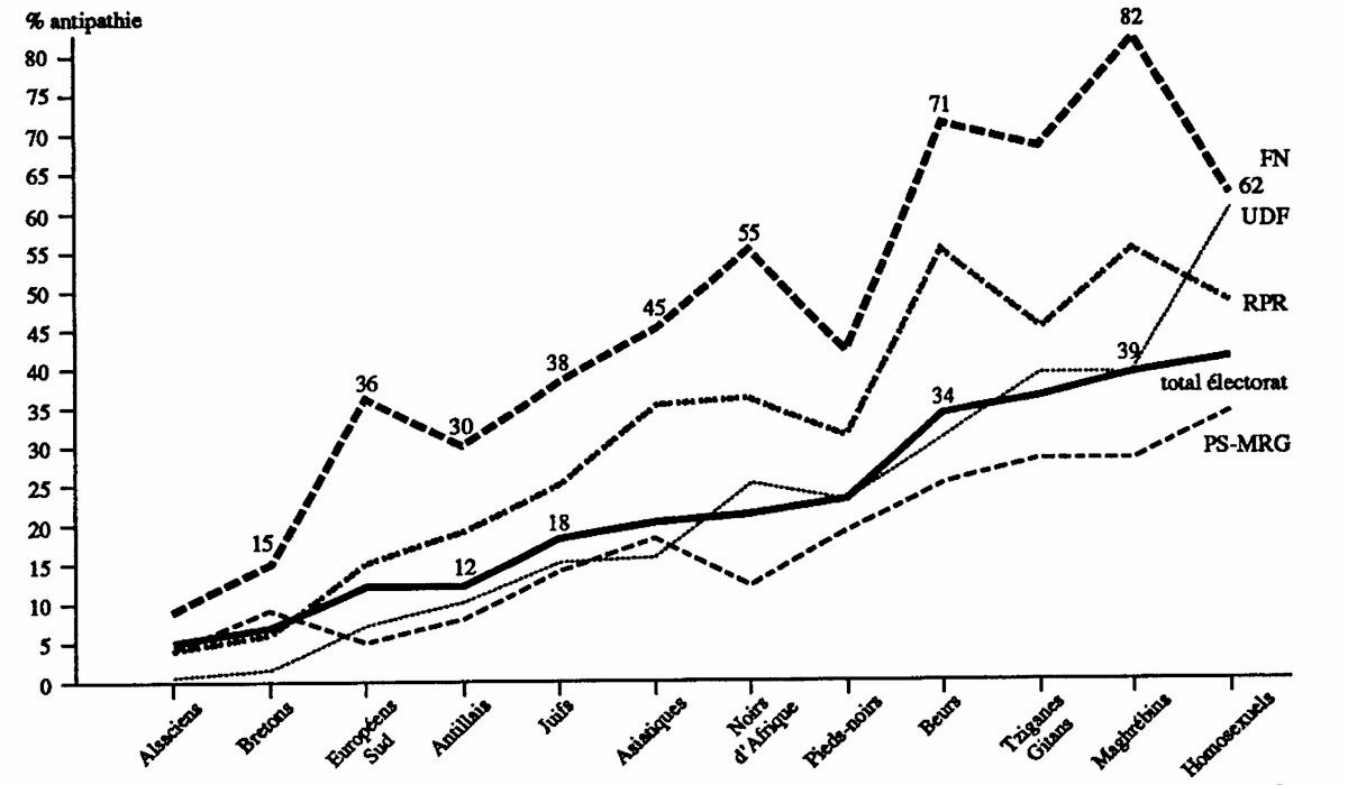
La haine n'est nullement un phénomène urbain, annonciatrice des fascismes modernes. Si, aux yeux de tous, le bruit et la fureur éclatent dans les larges avenues des grandes villes, comme on a pu le voir à Paris, en 1902, lorsque les droites extrêmes célèbrent bruyamment leur victoire provisoire, en réalité, les paysans du Centre n'ont pas renoncé davantage à leurs préjugés, ceux-ci s'exprimant néanmoins le plus souvent de manière moins explosive. Cette réserve s'efface pourtant

fréquemment tant le monde des campagnes se trouve à l'écho des luttes urbaines, tant également la diffusion des écrits et des images répand inlassablement la haine jusqu'aux endroits les plus reculés du monde rural[3]. Au tournant du siècle, en 1898, les petites villes somnolentes entrent ainsi rapidement elles aussi dans la chaîne des quasi-pogromes qui se déclenchent en France[4]. Et, cette même année, à Saint-Domet, petit village de la Creuse, le maire fait fabriquer un mannequin en tout point semblable au capitaine Dreyfus, pourvu d'un immense nez crochu : hissé sur une charrette pour la plus grande joie de la population, ce mannequin est ainsi exhibé dans les rues du village puis fusillé et enfin brûlé dans des réjouissances collectives ; comme l'observe un journal local, « de dix kilomètres, l'on pouvait voir, en illusion, hélas ! les derniers vestiges d'une race maudite s'élever vers le ciel qui lui est interdit comme le *Pater* aux ânes[5] ». A la même époque, et jusque dans la première décennie du XX^e^ siècle, l'agitation nationaliste la plus haineuse bouleverse aussi une petite ville tranquille comme Lunéville, alimentée à nouveau surtout par des militants d'organisations catholiques[6]. Interminablement, au tournant du siècle comme dans les années 30, le même slogan retentit dans la plupart des provinces, « La France aux Français ! », adapté à chaque fois à une région particulière, au nom duquel des bagarres et parfois des morts d'hommes s'ensuivent. Les archives locales tout comme de nos jours la presse témoignent, d'une époque à l'autre, de la réalité de ces mobilisations hostiles aux juifs ou à tous les étrangers, en particulier aux Italiens et, bientôt, aux immigrés d'origine maghrébine, qui rythment jusqu'aujourd'hui l'histoire de la France contemporaine : la chasse au faciès, forme ultime de la haine, se déroule aussi fréquemment dans de paisibles bourgades[7].

Cette démonologie dont on a retracé le contexte politique semble parfois s'exacerber lorsqu'elle se trouve colportée dans des régions où la présence physique et visible de l'Autre demeure quasi inexistante. La haine se donne ainsi d'autant plus libre cours que l'autre, diabolisé et absent de la scène locale, demeure purement imaginé. En 1898, par exemple, nombre de pogromes éclatent dans des régions rurales dépourvues de toute présence juive. De nos jours également « la haine des immigrés d'origine maghrébine se fonde sur la méconnaissance. Les sympathisants du FN sont à la fois ceux qui connaissent le moins les immigrés et les détestent le plus. Les inquiétudes qui alimentent le vote en faveur du FN relèvent plus du fantasme que de dangers vécus et objectifs[8] » : de tous les électeurs, ce sont les partisans du Front national qui ont le plus rarement l'occasion d'avoir une conversation avec un immigré, d'aller au café ou au restaurant avec l'un d'entre eux,

de l'inviter chez lui ou encore d'aller chez lui. L'antipathie vis-à-vis des immigrés atteint alors des sommets surprenants puisque 82 % des électeurs du FN reconnaissent la partager ; elle déteint aussi vivement sur bon nombre d'électeurs du RPR, 36 % des sympathisants de ce parti gaulliste n'excluant pas de voter un jour en faveur du Front national. Notons que cette antipathie, pour ne pas dire cette haine, vaut condamnation fantasmatique de toutes les différences, les électeurs du Front national rejetant presque autant les beurs que… les pieds-noirs ; contrairement aux idées reçues, les Asiatiques n'échappent pas à cet opprobre généralisé pas plus que les juifs, les Européens du Sud et même, à un degré toutefois moindre… les Bretons ou les Alsaciens ! Cette distribution inégale des haines s'étend peu à peu aux citoyens qui se reconnaissent dans les partis de la droite modérée et s'exprime même de façon non négligeable du côté des gauches socialistes, banalisant toujours davantage le mal à travers une diffusion des valeurs de haine se propageant, comme autrefois, bien au-delà des droites extrêmes. Ces courbes de l'antipathie explicite et ouvertement assumée étonnent ; d'autant que l'électoral général se trouve à son tour largement touché par ces valeurs de refus. Cette lente pénétration des idées de Jean-Marie Le Pen bien au-delà des sympathisants, des électeurs ou des militants du Front national se vérifie chaque jour : 32 % des Français se déclarent d'accord avec les propositions défendues par le dirigeant du FN ; mieux encore, 54 % des sympathisants de droite émettent un tel jugement de même que… 15 % des sympathisants de gauche. L'immigration suscite toujours un identique refus : si, en décembre 1988, 67 % des Français désapprouvaient les idées exprimées par Jean-Marie Le Pen sur l'immigration, en octobre 1991 ils ne sont plus que 51 % à les rejeter explicitement. A cette même date, 19 % des Français souhaitent que Jean-Marie Le Pen devienne ministre dans un nouveau gouvernement de droite[9]. La nationalisation progressive du lepénisme qui, à des degrés divers, étend son emprise à l'ensemble du territoire en pénétrant, au moment des élections municipales de 1989, dans presque toutes les régions y compris les plus éloignées, tel le Limousin, exprime à elle seule cette montée de l'irrationnel toujours prêt, au nom d'une identité française, à libérer des énergies hostiles à l'État républicain, éternellement considéré, depuis l'époque Drumont, comme trop favorable aux immigrés[10].

L'ANTIPATHIE VIS-À-VIS DES GROUPES MINORITAIRES PAR SYMPATHIE PARTISANE



Source : Sondage CSA / SID, 12-15 février 1990. Courbe initialement publiée dans *Commentaires*, automne 1991, n° 55, revue et complétée pour la présente édition par M. Pascal Perrineau.

Et tandis que, chaque samedi soir, sur divers terrains de football, éclate le traditionnel « La France aux Français ! » qu'accompagne le jet de bananes destinées aux joueurs d'origine africaine, ce même slogan retentit, ici ou là, par exemple, en janvier 1993, jusque dans le calme de la nuit normande[11]. Dans ce sens, une certaine continuité s'instaure avec les mobilisations extrêmes précédentes : contre les juifs, les protestants ou les immigrés d'origine maghrébine perçus comme les alliés de cet État estimé artificiel et étranger à la nature profonde d'une France façonnée par le seul code culturel catholique, un identique refus radicalement exprimé se fait jour au nom d'un peuple innocent et vertueux. Dans l'ordre de la symbolique, et en dépit du refus déterminé de l'Église qui rejette maintenant sans hésitation tout rapprochement avec les droites extrêmes, un Jean-Marie Le Pen se devait de prononcer son discours provocateur devant le parvis de la cathédrale de Reims : à cette occasion, selon *Présent*, « la France française était à Reims […] nous avons tous ressenti jusqu'à l'émotion palpable que les guerriers francs de Clovis, la magnifique cohorte des martyrs, des héros et des saints étaient présents à Reims ». Dans ce lieu symbolique, le dirigeant du FN déclare tout crûment que François Mitterrand est « le maître de la

kabbale. Il parsème la capitale française de formes géométriques dont nous connaissons le soubassement […] aujourd'hui, le culte du veau d'or remplace le christianisme »[12]. Et de conclure, dans son livre *Les Français d'abord*, « je suis Français et catholique. A bas aussi le racisme antifrançais ».

En dehors des mouvements populistes, les élites à leur tour présentent elles aussi, avec une forte récurrence, les caractéristiques associées communément à la personnalité autoritaire. Dans le désordre et brièvement, comment préserver un regard purement artistique soucieux de style, de forme et d'harmonie en contemplant la partie non antisémite de l'œuvre de tant de créateurs qui n'ont pas craint, à différentes périodes, de mettre leur talent au service des idées de haine ? Comment fermer les yeux sur tant de portraits de juifs si conformes aux préjugés des droites extrêmes et admirer, comme il le faut pourtant, des œuvres par ailleurs toujours essentielles ? Que faisaient donc Cézanne, Toulouse-Lautrec et surtout Degas, alternant amour et haine jusqu'à se faire lire chaque jour à haute voix, à son petit déjeuner, les articles de Drumont publiés par *La Libre Parole*, dans cette galère de l'antidreyfusisme le plus virulent, de l'antisémitisme le plus débridé[13] ? Et pourquoi Alphonse Daudet a-t-il tellement aidé Drumont dans son entreprise ? Comment oublier les francs symboliques versés par Paul Valéry au Monument Henry sans les rattacher à sa splendide indifférence des cours du Collège de France, à l'époque de Vichy ? Comment peut-on célébrer, presque sans retenue et jusqu'à maintenant, aussi bien un Marcel Jouhandeau qu'un Paul Morand, un Alfred Fabre-Luce, un Henri Massis, un Jean Giraudoux ; ne pas frémir à la représentation sur les scènes parisiennes de *L'Église* de Céline ; comment s'attendrir sur la pureté naïve et supposée touchante d'un Jacques Chardonne, citer sans sourciller les essais d'un Maurice Bardèche sur l'histoire du cinéma ? Comment lire de nos jours les œuvres de tant de juristes parmi les plus éminents qui, sous Vichy, justifient le Statut des juifs ?[14] Comment évoquer sereinement tant de noms d'artistes et d'hommes de théâtre quand on sait ce que furent leurs complaisances en ces temps si dramatiques[15] ? Que dire d'une Académie française qui accueille dans ses rangs, avec tant de constance, du XIX^e^ siècle à nos jours, d'aussi nombreux Immortels familiers des valeurs de refus et de haine ? Comment, à présent, se rendre tranquillement dans une salle obscure pour apprécier l'un des beaux films de Claude Autant-Lara qui, devenu député européen du Front national, déclare tranquillement : « Bon, alors quand on me parle de génocide, je dis : en tout cas, ils ont raté la mère Veil […] Je suis au FN car c'est malheureusement le seul parti qui fasse un peu de

travail de défense de la France, de la francité, de la culture nationale […] Quand on regarde les choses d'un peu près, on voit bien qu'on est bourré d'histoires, de mensonges […] Auschwitz […] Le génocide, on n'en sait trop rien. Le prétendu génocide[16]. »

De dérapage en dérapage, les idées de haine se diffusent bien au-delà des cercles nationalistes jusqu'à toucher parfois certaines des élites de droite ou de gauche : comment demeurer indifférent aux portraits antisémites d'un Romain Rolland ou d'un André Gide qui rejoignent, l'espace d'un instant, la mauvaise prose d'un Drieu La Rochelle ? Dans le même sens, que penser de nos jours d'un ancien directeur *d'Esprit* condamnant « les dividendes d'Auschwitz » ? Comment entendre Édith Cresson, Premier ministre socialiste, évoquer, en juillet 1991, et sans détour, l'emploi des « charters » pour expulser les immigrés en situation irrégulière, image qui renvoie irrésistiblement au discours prononcé peu auparavant par le dirigeant gaulliste Jacques Chirac qui s'apitoie sur « le travailleur français » qui ne peut qu'avoir une « overdose » lorsqu'il prend conscience des avantages sociaux dont bénéficient les immigrés avec leurs « trois ou quatre épouses » : « si vous ajoutez à cela le bruit et l'odeur, ajoute l'ancien Premier ministre du grand parti issu de la Résistance, le travailleur français, sur le palier, il devient fou ». Bénéficiant ainsi de la bénédiction de telles autorités morales et politiques, de gauche comme de droite, la banalisation du mal s'en trouve alors accentuée. *Mezza vocce*, ces considérations qui fusent de tous côtés fragilisent la morale républicaine et contribuent à délégitimer l'État lui-même, renforçant du même coup le camp de la haine. Pour *National-Hebdo*, le journal lepéniste, « les dirigeants de la communauté juive et les manitous du Grand Lobby se moquent comme de leur première kippa de la politique préconisée par Jean-Marie Le Pen, Bruno Mégret, Jean-Yves Le Guillou et leur amis à l'encontre de l'immigration nord-africaine. Ce que les dirigeants et les manitous redoutent, ce qu'ils ne veulent à aucun prix, c'est qu'une politique cohérente, efficace, suivie, mise en place et rodée contre des Maghrébins puisse être un jour appliquée à leurs coreligionnaires. Or, cette éventualité, voici qu'elle devient possible ».

L'affaiblissement de l'État républicain qu'accompagne le progressif effacement de ses armées de militants vaquant de plus en plus à leurs affaires privées détruit-il la digue si solide limitant, depuis la fin du XIX^e^ siècle, la poussée continue des mobilisations nationalistes en mal d'identité ? Les haines qui, au nom de « la terre et les morts », resurgissent si violemment, dans l'Europe de l'Est, contre tous les

étrangers inassimilables aux traditions culturelles et religieuses nationales parviendront-elles à se donner libre cours dans une France républicaine aux idéaux universalistes quelque peu vacillants ? Comme si l'écroulement de l'État-parti à l'Est tout comme le recul de l'État républicain, en France, rendaient enfin possible le retour tant souhaité du côté des droites extrêmes à la pure et simple identification entre nationalité et code culturel, entre citoyenneté et religion, donnant une jeunesse inattendue aux lamentations anciennes d'un Maurice Barrès. Dans un cas comme dans l'autre, et en dépit de toutes les différences radicales distinguant l'État républicain libérateur du parti stalinien soviétique totalitaire, c'est bien, malgré toutes les dénaturations dont elles ont été l'objet particulièrement à l'Est, le rejet des Lumières dont ils sont ensemble issus qui laisse pressentir le retour à l'ethnie. Si la volonté d'en revenir à cette communauté imaginaire et organique ne s'est jamais effacée, loin de là, comme on l'a vu dans cet ouvrage, dans l'histoire récente de la société française, un nouvel élan lui est désormais incontestablement donné, s'appuyant implicitement, pour reprendre la métaphore récente de Leszek Kolakowski, sur « la vague de passions nationalistes et de haine qui submerge de nos jours l'Europe postcommuniste » ; jamais éteinte, même sous une férule communiste vigilante ne dédaignant pas de l'utiliser à son profit, cette « haine nationaliste n'est pas prête à disparaître dans le proche avenir » à l'Est jusqu'à produire, peut-être demain, comme l'avance un autre auteur, « une Pologne toute catholique »[17].

Dans ce sens, en France, le clair avertissement de *National-Hebdo* doit être médité, les choses étant dites si ouvertement et avec une conviction que rien ne semble devoir arrêter. Le déferlement des intolérances identitaires à l'est de l'Europe, avides d'instaurer un ordre culturel et ethnique homogène, n'est-il pas, plus qu'on ne l'imagine, virtuellement déjà présent à nos portes ? L'expulsion massive des étrangers qui s'y pratique impunément n'annonce-t-elle pas en France celle, si souhaitée, des « Maghrébins », immigrés tout comme citoyens français ? Ne laisse-t-elle pas présager, dans l'esprit de certains, celle toute proche, comme au temps de Vichy, des juifs ? La lutte contre les « états confédérés » n'a guère cessé dans les rangs des droites extrêmes ; les protestants seuls ne constituent plus de nos jours, comme auparavant, une cible privilégiée des haines nationalistes. Mais contre les juifs, les francs-maçons et ces nouveaux « métèques » que forment les immigrés, le combat demeure en tout point identique. Au nom de l'identité culturelle nationale, de « La France aux Français ! », on revendique toujours l'homogénéisation ethnique de la société et, par conséquent, la fin de l'espace public républicain. L'affaire

Touvier donne-t-elle un avant-goût des événements à venir ? La relaxe de l'ancien tortionnaire de la Milice vichyste par des juges de l'État républicain est-elle, comme l'avance *Rivarol*, le « prétexte à la haine antifrançaise[18] » ? Si, les temps ayant changé, l'Église condamne rapidement ce jugement, le cardinal Decourtray publiant à cette occasion un texte noble contre « l'oubli qui alimente le ressentiment », le camp nationaliste qui lui était autrefois si lié clame pour sa part sa joie : *Minute-la France* s'adresse ainsi « aux fils indignes » qui s'irritent de ce jugement et leur dit : « Le temps est venu de dire : laissez la France en paix. Aimez-la ! Ou quittez-la », tandis que *National-Hebdo* considère cette décision de non-lieu comme « humaine, de bon sens. Elle met fin à un demi-siècle de guerre civile », *Présent* se félicitant à son tour qu'une telle décision réhabilitant de fait Vichy mette un point final à « cinquante ans de guerre franco-française »[19]. D'autant qu'en définitive l'arrêt de non-lieu de novembre 1992 revient à faire encore silence sur Vichy pour faire davantage ressortir la responsabilité de l'occupant[20]. Dans ce contexte international de recul général de l'État, combattu au nom de l'identité culturelle ethnique, la mise entre parenthèses, explicite ou implicite, de Vichy laisse-t-elle du même coup la voie ouverte aux haines nationalistes ? Cette extinction tant attendue par certains de la guerre des deux France implique-t-elle paradoxalement en réalité le recul final de la République ?

POSTFACE

1993-2005
Vers la « lepénisation des esprits » ?

Quel paradoxe ! Le libéralisme et l'individualisme gagnent peu à peu les esprits, les idéaux démocratiques semblent triompher tout comme le sens du civique. Et pourtant, tout menace de basculer, tant les valeurs populistes se banalisent de manière sans cesse plus insidieuse. Certes, les bataillons serrés de l'Action française ont disparu, les foules en délire encadrées par les Ligues d'autrefois se sont évanouies tout comme les mobilisations poujadistes ostentatoires. L'idéologie du « Français d'abord » coexiste pourtant sans difficulté apparente avec la pacification des esprits et le déclin des guerres franco-françaises, comme en témoigne une certaine conception de la Nation exprimée parfois à l'occasion du référendum largement hostile à l'ouverture européenne ; rejet à l'image d'une banalisation de la peur qui pousse, au niveau de la vie quotidienne, à l'enfermement volontaire entre voisins de bonne compagnie[1].

Certes, la « lepénisation des esprits » (selon l'expression de Robert Badinter) rencontre encore des limites ; elle n'en concerne pas moins entre un quart et un gros tiers de la population en disposant d'une « armée de réserve[2] » qui menace de grossir car elle ne s'exprime pas dans le cadre du seul mouvement frontiste mais se nourrit de ressentiments qui affectent des pans entiers de la population. Aux lendemains de la crise des banlieues, de la révolte d'ampleur nationale à la violence surprenante de jeunes souvent issus de l'immigration d'Afrique du Nord qui subissent de plein fouet le racisme ambiant, la poussée des valeurs lepénistes ne cesse de s'accentuer. Cette révolte réduite par les uns ou par les autres au simple soulèvement ethnique d'une « racaille » perçue presque comme étrangère accroît aussitôt la banalisation des valeurs xénophobes. Le vocabulaire utilisé, par exemple, par Nicolas Sarkozy en tant que ministre de l'Intérieur (nettoyer les banlieues au

Kärcher) ne peut qu'accentuer cette dérive générale, cette accoutumance à l'emploi par les plus hautes autorités de l'État d'un vocabulaire chargé de métaphores qui poussent à la xénophobie[3]. La radicalisation de l'opinion qui fait siennes pour partie les valeurs du Front national est ainsi spectaculaire. Seuls 39 % des Français considèrent dorénavant ses positions comme « inacceptables » (en 1997, 48 % d'entre eux répondaient en ce sens), 63 % d'entre eux estiment qu'il y a trop d'immigrés en France, et ils sont même 43 % à considérer que l'Europe est « une menace pour l'identité de la France »[4]. De nos jours, un Français sur trois en vient à reconnaître explicitement qu'il « dirait de lui-même qu'il est raciste », 63 % d'entre eux considérant que « certains comportements peuvent parfois justifier des réactions racistes ». On peut comprendre que, devant de tels résultats, la Commission nationale consultative des droits de l'homme en vienne à considérer cette dérive comme « inquiétante »[5]. Sondage après sondage, une certaine radicalisation semble donc gagner les esprits.

La banalisation des préjugés gagne sans cesse du terrain d'autant plus qu'elle se trouve également alimentée par les images ambiguës de certains philosophes « néoréacs[6] » ou encore par les observations candides, à caractère antisémite cette fois, de l'écrivain Renaud Camus qui compte le nombre de Juifs à la télévision ou par celles de l'académicienne Hélène Carrère d'Encausse qui avoue, quant à elle, ne pas oser les compter par crainte d'un procès, autant de remarques qui renforcent l'antisémitisme ambiant qui avance à peine masqué dans les rangs du Front national[7] et qui se trouve presque légitimé par les déclarations fracassantes du personnage le plus populaire de la France contemporaine, l'abbé Pierre. Comme si la stratégie inventive mise en œuvre, en 1994, par Jean-Marie Le Pen lorsqu'il déclarait : « Pourquoi ne pas faire le Front populiste si celui-ci devait sauver la France ? », clin d'œil au Front populaire porteur autrefois de tant de mobilisations sociales, évocateur encore de tant de souvenirs et de passions ouvrières, parvenait à s'ancrer lentement dans le paysage national, bien au-delà du mouvement frontiste lui-même, entraînant sous son influence les divers partisans d'une « France fermée », hostiles à la société ouverte. Comme si les espoirs d'une France imaginée[8], pacifique, tolérante, multiple, fidèle à son histoire tout en se tournant résolument vers ce pluralisme si longtemps redouté et condamné ne pouvaient qu'être déçus.

Revenons rapidement sur quelques-uns des chocs témoignant de l'ampleur des

inquiétudes qui incitent, comme autrefois, à l'aventure autoritaire ; arrêtons-nous sur quelques dates-événements telles que 1995, 2002 ou encore 2005, qui ponctuent la période récente. En avril 1995, lors du premier tour de la présidentielle, au soir d'une campagne électorale déjà profondément xénophobe et hostile à l'Europe libérale, Jean-Marie Le Pen rassemble sur son nom plus de 4 570 000 voix, soi 15 % des suffrages exprimés. Quelques semaines plus tard, aux élections municipales, non seulement il remporte pour la première fois trois grandes villes du Midi (Toulon, Marignane, Orange), mais il parvient véritablement à s'enraciner dans la France populaire urbaine de la « désespérance sociale » touchée par la déstructuration industrielle, drainant vers lui, au nom du slogan populiste « Ni droite, ni gauche, Français d'abord » — imaginé presque dans les mêmes termes par les ténors de l'extrême droite de l'entre-deux-guerres —, une proportion importante d'ouvriers. Ainsi se renforce rapidement le lien entre le FN et le monde des « petits » qui peut être appréhendé soit comme un « gaucho-lepénisme[9] » (30 % des ouvriers, 25 % des chômeurs se prononcent en sa faveur) qui attire une partie des anciens électeurs populaires votant auparavant en faveur de la gauche, soit comme un « ouvriéro-lepénisme » surtout composé, en dehors de son électorat favorisé de droite classique, d'ouvriers qui votaient avant à droite ou qui se désintéressent de la politique en constituant une partie des électeurs « ninistes » pessimistes qui ne se reconnaissent vraiment ni dans la droite ni dans la gauche et qui sont dépourvus de convictions idéologiques fortes[10]. Aux législatives de 1997, parmi ceux qui sont les plus déshérités, l'attirance vers le Front va se renforcer encore : dorénavant, plus un ouvrier possède d'attaches ouvrières, à travers son père, son épouse, etc., plus la possibilité qu'il accorde son suffrage au FN est forte, inversion dramatique du constat antérieur selon lequel plus un ouvrier avait d'attaches ouvrières, plus son vote en faveur du PC était probable[11]. Cette implantation au sein des milieux populaires se double d'une tentative de prise de contrôle de certaines organisations syndicales ou d'associations de chômeurs, de locataires, de consommateurs, etc., grâce auxquelles le Front espère « labourer le terrain[12] », s'incruster toujours plus profondément dans la société, s'enraciner jusqu'à devenir inévitable. Si l'on ajoute aux suffrages en faveur du FN ceux qui se sont portés vers la candidature plus traditionaliste, dans la mouvance contre-révolutionnaire du catholicisme intégriste d'un Joseph de Maistre, de Philippe de Villiers (1 400 000 voix, soit presque 5 % des suffrages exprimés), ce sont 20 % des électeurs qui entrent dans cette croisade populiste multiforme hostile à l'individualisme, à l'avortement, à l'Europe, à la

modernité, et favorable au réarmement moral et spirituel de la France, au retour aux valeurs du passé, réfractaire aux autres cultures, en particulier à celle des immigrés originaires d'Afrique du Nord[13].

Cette campagne présidentielle qui hisse le FN à son plus haut niveau est aussi l'occasion d'un retour très marqué au vocabulaire populiste « anti-gros », hostile à l'*establishment* (l'« Établissement » selon le mot de Jean-Marie Le Pen), aux élites Presque tous les candidats entonnent ce refrain qui innocente le peuple et accable les détenteurs du pouvoir en délégitimant aussi l'État, considéré alors comme artificiel et distant, métaphore qui se prête à tous les dérapages, de l'antiaméricanisme à l'antisémitisme, les « gros » étant fréquemment décrits comme de puissants banquiers juifs internationaux qui complotent contre le bon peuple de France. Jean-Marie Le Pen oppose le « peuple » à l'« Établissement », dénonce la corruption des énarques tout comme Philippe de Villiers, pourtant énarque lui-même, s'en prend à la « République des clones » : « la classe dirigeante ne s'entend plus, ajoute-t-il, avec le peuple ». Jacques Chirac, énarque également comme le sont dorénavant la plupart des dirigeants de l'État, fustige lui aussi curieusement les élites qui « accaparent tous les pouvoirs » et se réclame de « la France des gens simples ». Audacieux, il déclare : « le milieu politique donne aux Français le spectacle d'un interminable bal masqué où les valseurs défilent devant les caméras avant d'aller fomenter de petits complots », imaginaire populiste qui contribue à déligitimer un personnel politique dont il fait lui-même partie[14]. Sur fond généralisé, déjà, d'antiaméricanisme, d'ailleurs largement partagé par les différents courants politiques[15], de dénonciation radicale des méfaits de l'Europe et d'hostilité à la mondialisation, cette course à la rhétorique populiste marque la campagne présidentielle pour le plus grand profit des droites extrêmes.

L'alerte de 1995 est sérieuse. À la présidentielle de 2002, dans un contexte international tendu, affecté par les conflits du Moyen-Orient et l'explosion du terrorisme, les choses sont encore plus dramatiques. En dépit des mots provocateurs de Jean-Marie Le Pen et de ses coups d'éclat qui rythment, comme autrefois, cette période (en septembre 1996, il confirme qu'il croit en l'inégalité des races, puis il estime à nouveau que la Shoah représente un « détail » de la Seconde Guerre mondiale et émaille sans cesse ses discours de jeux de mots provocateurs[16] ; en mai 1997, il agresse violemment devant les caméras une candidate socialiste, etc.),

pour la première fois, l'extrême droite demeure présente au deuxième tour de l'élection présidentielle. Jean-Marie Le Pen l'emporte sur Lionel Jospin et reste en lice face à Jacques Chirac. L'émotion est considérable. L'impensable peut-il se réaliser, l'accès légal à la Présidence de la République du baroudeur des droites extrêmes ? Dans la grande tradition des droites intransigeantes, qui évoque aussi les discours de Vichy, Le Pen a lancé la bataille de manière frontale : « Avec vous, hommes et femmes, garçons et filles de mon pays, j'engagerai à la tête d'un grand rassemblement national la bataille de France, pour la France, pour son indépendance et sa souveraineté, la sécurité, la liberté du peuple français. Avec toi, Jeanne, bataillons pour la France[17]. » Plus tard, à travers un vocabulaire chrétien messianique, il s'inspire aussi explicitement de la tradition populiste « anti-gros » et anti-capitaliste susceptible, comme autrefois, de rallier à lui tous les « petits » : « N'ayez pas peur. Rentrez dans l'espérance. N'ayez pas peur de rêver, vous les petits, les sans-grade, les exclus… Vous les mineurs, les métallos, les ouvrières et les ouvriers de toutes ces industries ruinées par l'euro-mondialisme de Maastricht… Je suis un homme libre, un patriote qui n'a qu'une ambition : la France et les Français[18]. » C'est que les résultats du premier tour l'incitent à tenter de rallier le plus large électorat. Tandis que le PCF subit une véritable débâcle électorale en recueillant seulement 3,39 % des suffrages, Le Pen arrive en tête dans 35 départements et obtient, le 21 avril 2002, 4 804 713 voix auxquelles on peut ajouter celles qui se sont portées en faveur de Bruno Mégret, soit au total 5 471 759 voix, c'est-à-dire 19,2 % des suffrages exprimés, davantage encore qu'en 1995. Il s'agit du total de suffrages le plus élevé jamais atteint par l'extrême droite qui s'enracine encore plus profondément dans la société française et s'impose définitivement comme un acteur majeur de la vie politique.

Par-delà la France des villes touchées par la crise et le chômage qui s'est surtout exprimée en 1995, c'est maintenant la « France des champs » qui fait entendre sa plainte, 21 % des agriculteurs votant pour la première fois en faveur d'un FN dont ils se tenaient autrefois éloignés car il représentait surtout une protestation urbaine : ils rejoignent, à cette occasion, dans une vaste coalition interclassiste, 24 % des ouvriers ainsi que 23 % des employés et 20 % des petits patrons et artisans[19]. À ces 5 471 759 voix, on peut ajouter une large partie des suffrages obtenus par le mouvement Chasse, Pêche, Nature et Traditions de Jean Saint-Josse autour du thème de la défense de la ruralité : si ce dernier prend position explicitement, au second

tour, contre le FN, un nombre non négligeable de ses électeurs ont néanmoins apporté leur soutien au FN[20]. S'ajoute encore à ce vote protestataire non dépourvu de prétentions populistes une partie des électeurs de l'extrême gauche (près de 2 millions de voix au premier tour de la présidentielle) très hostiles à la classe politique, parfois xénophobes et qui rejettent le projet de construction européenne. Pour Gérard Grunberg et Étienne Schweisguth, « le 21 avril 2002, les électorats d'extrême droite et d'extrême gauche ont certains points communs. Ce sont, tous deux, des électorats caractérisés par une forte défiance à l'égard de la classe politique. Ils doutent de l'honnêteté des dirigeants politiques […]. Ce sont deux électorats où la composante populaire est forte […], ce sont deux électorats protestataires, qui tous deux manifestent des réticences à voter pour les partis de gouvernement, ceux qui, selon les termes de Jean-Marie Le Pen, constituent l'"Établissement" ». Remarquant que 46 % des électeurs d'extrême gauche estiment qu'« il y a trop d'immigrés en France », que 39 % d'entre eux sont favorables au rétablissement de la peine de mort, que 50 % ressentent un sentiment de perte d'identité nationale, ces auteurs soulignent l'orientation peu universaliste fréquente de cet électorat[21]. Si l'on rapproche ces divers électorats extrêmes tout en marquant ce qui les sépare fondamentalement, l'ampleur de la protestation qui se trouve souvent formulée en termes xénophobes est indéniable : elle révèle une crainte de l'autre ainsi qu'un sentiment prégnant de quasi-nationalisme, marqué par une hostilité radicale à l'égard de l'Europe, qui va aller croissant jusqu'à devenir le *leitmotiv* des populismes contemporains.

Entre les deux tours, l'angoisse s'installe. Le samedi 27 avril, d'immenses manifestations hostiles au Front national se produisent dans de nombreuses villes et, le 1er mai, plus de 500 000 personnes défilent classiquement entre République et Nation tandis que Jean-Marie Le Pen pronostique un score près de près de 50 % qui a peu de chances de se réaliser — mais qui sait ? Dans les rues, on dénonce « l'affront national », on proclame qu'« Au pays des aveugles, le borgne fait *Führer* », on lance : « Pas de détail contre Le Pen », « Le Pen à l'Élysée, quel enfer ! Pas question de s'laisser faire ! » L'imagination est au pouvoir tant les slogans rivalisent pour attaquer la xénophobie et le nationalisme envahissant : « En attendant le bon, virons la brute et gardons le truand », « C'est pas les immigrés, c'est pas les sans-papiers, c'est Le Pen qu'il faut virer », « Chirac d'un jour, de gauche toujours », « Je vote RPR, c'est la faute à Voltaire, je suis antifacho, c'est la faute à

Rousseau », ou encore : « Votons pour que Le Pen ne soit qu'un détail de l'histoire » et encore : « La France qui gagne n'est pas celle qui se coupe du monde », « National est ce front, international est l'affront », « Étrangers, ne nous laissez pas seuls avec les Français », « Blacks, blancs, beurs, tous ensemble », « Le Pen, étranger à la France », « Hitler, Mussolini, Le Pen, on ne veut pas de cet avenir-là », « Non au F haine », « Ça sent le gaz », « Voter Le Pen, ça sert aryen », « *Veni, vidi*, Vichy » ; on cite Primo Levi : « Quiconque oublie son passé est condamné à le revivre », tandis que l'imam Bencheikh déclare : « Quand les juifs sont inquiets, nous devons nous affoler. Ils connaissent mieux que nous la cruauté humaine. »

De leur côté, plus de vingt mille sympathisants lepénistes défilent en ordre dans Paris avec pour slogans « Fiers d'être français » ou « Le Pen, le peuple », « La France aux Français », « Mon pote, c'est Le Pen »[22]. Par réaction, l'appel au vote en faveur de Jacques Chirac est si massif, partant de la droite jusqu'à l'extrême gauche, à l'exception notable de Lutte ouvrière[23], en passant par les multiples forces religieuses ou les divers syndicats, que le résultat s'impose de lui-même : au second tour, le président Jacques Chirac est réélu triomphalement avec 82,15 % des suffrages exprimés tandis que l'extrême droite maintient ses voix du premier tour, en gagnant simplement 50 000 suffrages. La France respire de nouveau. Pourtant les menaces persistent : quelques semaines plus tard, le 14 juillet, lors du traditionnel défilé des Champs-Élysées, Maxime Brunerie, un militant d'Unité radicale, tire un coup de feu visant Jacques Chirac. Ce militant néo-nazi ultranationaliste professe un antisémitisme viscéral tout comme les membres du Parti nationaliste français ou encore les jeunes adhérents de la mouvance *skinhead*, autant de groupes plus ou moins proches du Front national et qui partagent largement ses valeurs[24]. C'est dire que les militants ne manquent pas pour poursuivre encore et toujours le combat nationaliste et populiste hostile aux étrangers — le combat de « La France aux Français ».

Le contexte national se révèle d'ailleurs de plus en plus inquiétant : année après année, on incendie les synagogues et les mosquées, la chasse au faciès, dans l'espace public comme dans les entreprises ou les clubs fermés, se poursuit elle aussi, expliquant partiellement l'exaspération des banlieues, les poussées de violence d'acteurs en mal d'intégration. Les préjugés hostiles aux immigrés ou aux Français originaires d'Afrique du Nord se multiplient, sans cesse attisés par la peur qu'alimentent les attentats qui frappent l'Europe après les États-Unis. Le monde

musulman traditionnellement dénoncé avec vigueur par les droites radicales provoque bien des rejets comme en témoigne le refus systématique opposé au port du « foulard islamique » dans l'espace public qui réveille, par-delà la question de la laïcité, des intolérances inattendues et provoque, à gauche, un appel passionné en faveur d'un républicanisme aux accents souvent nationalistes peu enclin à la tolérance et à l'acceptation d'un degré minimal de pluralisme au sein de l'espace public. Il n'empêche que dans la France d'aujourd'hui, c'est l'antisémitisme galopant qui devient, selon les estimations de la Commission de défense des libertés, la forme dominante de rejet de l'autre. Entre le 1er septembre 2000 et le 31 janvier 2002, ce sont 67 synagogues qui ont été visées par des jets d'objets incendiaires ou de pierres ou qui ont été l'objet d'intrusions violentes. Tel est le cas pour la synagogue de la Duchère, à Lyon, dont l'incendie provoque un véritable « choc » parmi les fidèles[25]. La France n'est pas antisémite mais, comme le reconnaît année après année le rapport officiel de la Commission nationale consultative des droits de l'homme, les actes antijuifs représentent dorénavant la plus grande partie des atteintes aux droits de l'homme : en 2002, 193 actes de violence antisémite se produisent, soit 62 % des actes recensés durant cette année[26]. En 2003, comme le constate sobrement la Commission, recensant en une seule année 588 actions antisémites dont 125 actions violentes (70 agressions sur des personnes, 49 dégradations de lieux de la communauté juive et 6 incendies criminels) et 463 menaces (insultes, graffitis, tracts), « l'antisémitisme continue à être très présent dans la société française ». Comme le souligne encore cette Commission officielle, « ces statistiques montrent bien que la violence contre la communauté juive s'enracine et s'aggrave »[27]. En 2004, les choses empirent, plus rapidement encore : selon le dernier rapport de cette même Commission, « l'antisémitisme s'installe, à haut niveau, de manière continue et durable », à tel point que l'on passe de 601 agressions en 2003 à 970 en 2004[28].

Ces chiffres déjà impressionnants ne recouvrent, de plus, qu'une partie de la réalité dans la mesure où nombre d'agressions antisémites se produisent dans la vie quotidienne, dans la rue, le métro ou à l'école et ne sont pas recensées même si elles traumatisent durablement leurs victimes. Un vent mauvais semble se répandre qui explique « la grande inquiétude des Juifs de France[29] ». La constante progression du rejet des immigrés mais aussi des Français de la seconde génération originaires d'Afrique du Nord de même que l'antisémitisme au quotidien symbolisent cette victoire rampante des haines nationalistes sous les traits d'une xénophobie violente

ou presque imperceptible, légitime, ouverte, assumée. Certes ce sont fréquemment des jeunes issus de l'immigration nord-africaine qui, transposant l'*Intifada* en France, se révèlent responsables d'un grand nombre d'actes antisémites tels qu'incendies de synagogues ou coups et injures dans les cours des écoles ou des collèges ; des jeunes de banlieue, eux-mêmes fréquemment victimes de racisme, s'en prennent parfois aussi aux cars de ramassage scolaire transportant des enfants juifs, à des rabbins sur la voie publique, à des enseignants[30], ce sont encore des militants musulmans hostiles à Israël qui, lors de manifestations, n'hésitent pas à lancer le vieux et sinistre « Mort aux Juifs » et c'est bien dans le cadre de manifestations en faveur de l'Irak que de violentes agressions contre de jeunes Juifs se produisent[31]. Paradoxalement, si les nouveaux Français d'origine maghrébine, africaine et turque sont moins racistes que leurs concitoyens, ils sont plus antisémites qu'eux : « les Français issus de l'immigration se caractérisent bien par un niveau d'antisémitisme plus fort que le reste de l'électorat et cette attitude leur est spécifique ». Pour eux seuls, par exemple, le niveau de diplôme ne fait pas baisser l'antisémitisme. Dans ce sens, « la présence d'une minorité intolérante de près de 33 % des nouveaux Français laisse présager des tensions persistantes à l'égard de la communauté juive »[32]. S'il convient donc de souligner la spécificité de cette nouvelle « judéophobie » d'origine arabe[33] qu'accompagnent les plaisanteries proches de l'antisémitisme du comique Dieudonné à la tête dorénavant d'un courant revendiquant la reconnaissance légitime d'une mémoire noire trop souvent ignorée et bafouée, il n'empêche qu'il ne faut pas sous-estimer le rôle des mouvances des droites radicales dans les actes racistes et antisémites sans cesse plus nombreux, d'autant plus que si 95 % des électeurs lepénistes estiment qu'il y a « trop d'immigrés » en France, 85 % considérant qu'on n'est « plus chez soi comme avant », deux tiers d'entre eux déclarant que les personnes originaires du Maghreb ne seront « jamais des Français comme les autres », on n'en observe pas moins que 44 % d'entre eux estiment que « les Juifs ont trop de pouvoir en France »[34].

De fait, en mai 2004, ce sont probablement des membres ou des partisans des droites radicales qui sont responsables de la profanation des 127 tombes du cimetière juif d'Herrlisheim, en Alsace, d'immenses croix nazies étant peintes en rouge, de même que « *Juden raus* », « Vive Hitler » ou encore « *Ein Volk, ein Reich, ein Führer* »[35]. Ce sont aussi eux et eux seuls qui connaissent la charge symbolique du cimetière de Verdun sur lequel sont dessinées d'immenses svastikas, des croix

celtiques et des signes nazis, celle du monument aux morts de Lyon, dédié aux morts juifs de la Première Guerre mondiale, souillé lui aussi d'inscriptions antisémites. Ce sont encore très certainement les militants des droites radicales qui s'attaquent à tant d'autres lieux, à des statues comme celle du capitaine Dreyfus, le 4 février 2002, où l'on relève des inscriptions antisémites qu'accompagne un « sale traître » révélateur, monument qui symbolise ce franco-judaïsme combattu depuis toujours par les droites nationalistes[36].

Avec la désintégration progressive des institutions républicaines, avec le recul de l'État qui se révèle de moins en moins capable de faire respecter la sécurité de tous ses citoyens ainsi que l'ordre public dans son ensemble, d'autant plus que la municipalisation des polices complique encore les choses, les populations fragilisées et délaissées ont le sentiment d'être abandonnées : leur perception du destin national s'en trouve profondément affectée qui les rend sensibles à un discours sécuritaire musclé. La présence de personnes originaires d'Afrique du Nord et des immigrés en général, et plus encore l'« effet de halo[37] » qu'elles suscitent autour d'elles, loin des banlieues et jusque dans les zones rurales, amplifient les angoisses et les préjugés. Exprimant un fort sentiment d'envahissement renforcé par les campagnes nationalistes, un ouvrier qui vote en faveur du FN témoigne ainsi de cette crainte de la dissolution de l'identité nationale considérée comme menacée par l'immigration en provenance de l'Afrique du Nord : « Je me pose la question : dans cinquante ans, quelle figure va avoir la France ? Il sera frisé avec des yeux bruns ou noirs… Ça va être un métèque[38]. » La montée en puissance des thèmes xénophobes facilite ainsi nombre d'actes violents fréquemment commis eux aussi par des membres d'organisations d'extrême droite, depuis les attaques physiques jusqu'aux incendies de mosquées.

Dans ce contexte de racisme et d'antisémitisme violent, la question de l'identité nationale, la perception du destin de la nation au sein de l'espace européen, son devenir face à la mondialisation, aux entreprises transnationales, face à la menace emblématique que représentent cette fois l'adhésion éventuelle de la Turquie musulmane ou encore la venue du « plombier polonais » — nouvelle métaphore de l'immigré redouté qui s'empare de l'emploi au moment où la France connaît un chômage accablant —, tout cela donne une dimension dramatique au « non » qui triomphe lors du référendum sur la Constitution européenne du 29 mai 2005. Lors de ce scrutin, 15 450 279 électeurs et électrices ont voté non, soit 54,69 % des suffrages

exprimés, tandis que 12 806 394 seulement votaient oui, soit 45,32 % des suffrages exprimés. Ce « non » massif et imprévu exprime un refus généralisé, un vote anti-système, protestataire, farouchement hostile au personnel politique issu des grands partis de gouvernement, un vote qui symbolise une coupure radicale avec les élites au pouvoir. Ainsi, 94 % des électeurs de l'extrême gauche et 93 % de ceux du Front national ont voté « non », au terme d'une mobilisation particulièrement intense durant laquelle 90 % des électeurs du FN se sont déplacés pour manifester leur opposition à la Constitution, formant ainsi probablement environ un peu moins d'un tiers des 15 millions de vote négatif. On assiste ainsi à une mobilisation massive des électorats protestataires qu'alimente un vote ouvrier qui atteint un pourcentage de 81 % de « non », un vote de populations menacées par le chômage, l'insécurité, la peur des lendemains, celle aussi des attentats, un vote de toutes les souffrances, du refus de l'Europe libérale, un repli sur l'identité nationale, sur l'exceptionnalisme français dont on a annoncé trop vite l'extinction et qui sonne le terme du processus engagé durant le référendum de Maastricht de 1992 durant lequel le « oui » ne l'avait emporté que d'extrême justesse.

L'« émeute électorale[39] » du 29 mai 2005 prolonge indéniablement la protestation du 21 avril 2002 mais, cette fois, par ses répercussions internationales, elle met presque un terme à l'aventure européenne largement initiée par la France de la IVe République. Cette « émeute électorale » a ratissé large puisqu'une majorité d'électeurs socialistes y a participé : il reste que, selon les résultats de l'enquête postélectorale, comme le note le directeur des études politiques de l'Institut Louis Harris, « la xénophobie a constitué un puissant ressort du vote[40] ». Pour *Der Spiegel*, on assiste au combat d'« Astérix contre la Constitution européenne », un Astérix qui entend défendre son pré carré contre les nouveaux envahisseurs, son exceptionnalisme, son type d'État, de citoyenneté, de laïcité, etc., un Astérix qui entend protéger ses frontières et s'en prend à ses dirigeants qui sont supposés le trahir en participant activement au complot mondialiste. Comme le note Bernard Cassen, le président d'honneur d'Attac, « c'est une victoire contre les élites politico-médiatiques » qui se sont éloignées des véritables intérêts du peuple, constat qui revient également sous la plume d'un des ténors du camp souverainiste, Jean-Pierre Chevènement, selon lequel « la nation vient de révéler une fois encore pour les élites qu'elle était bien la source du mal. Ce que veulent les élites, c'est dépouiller le peuple de sa souveraineté. Évidemment pour son bien. Car les élites savent ce qui est

bon pour lui. Cramponnés à leurs réflexes aristocratiques au sens étymologique du terme, nos oligarques n'entendent rien changer à leur politique » ; et de dénoncer les dirigeants socialistes qui s'accrochent à leur ligne socialo-libérale « comme à un arbre pourri »[41], discours populiste s'il en est qui revient fréquemment sous sa plume et participe de ces métaphores et de ce vocabulaire mis en vogue depuis des décennies par les droites et, souvent, les gauches radicales. On comprend qu'en forçant à peine l'expression, on puisse écrire que « la victoire du non sera le fruit des amours d'un Chouan avec une tricoteuse[42] ». Le thème de la préférence nationale suscite bien des adeptes et témoigne d'une vive méfiance vis-à-vis des étrangers mais aussi de l'angoisse ressentie face aux délocalisations qui impliquent souvent la perte d'emplois. Au XIX^e^ siècle avec le boulangisme, ou encore au XX^e^ avec le poujadisme, tout comme aujourd'hui, les différents populismes expriment les ressentiments, les anxiétés face à la naissance d'un monde nouveau, à des formes de modernisation destructrices des traditions et des identités nationales[43], d'un passé exceptionnel auquel un Drumont, l'inventeur du slogan « La France aux Français » se montrait, comme on l'a amplement montré dans ce livre, si attaché.

À travers ce vote massif hostile à l'Europe, par-delà la question de la protection sociale, du chômage et de l'insécurité, c'est donc toujours la nature de l'identité nationale qui se trouve posée. Comme l'observe Pierre Nora, « les "non", si différents, ne sont pas totalement incompatibles : beaucoup de gens, peut-être à leur grand étonnement, se sont sentis atteints dans leur "francité". On paie le fait d'avoir laissé le champ libre à une exploitation perverse du thème national par les souverainistes et d'avoir abandonné l'idée de nation à l'extrême droite. Ce référendum a fourni l'occasion d'un retour du refoulé national[44] ». Cette interrogation sur la nature de la francité que tant d'électeurs du « non » partagent, par-delà ce qui les sépare radicalement, se coule sans difficulté dans un vocabulaire populiste de défense de la nation qui affronte, comme autrefois, les puissances anglo-saxonnes cosmopolites libérales qui menaceraient le modèle national, le pré carré — en un mot l'identité immuable de la société française. Décliné sur tous les tons et à travers les paradigmes les plus variés, elle donne aussi toujours plus de poids au refus lepéniste de l'Europe des trusts. Elle offre une nouvelle légitimité au slogan rebattu de « La France aux Français », qui retrouve sa jeunesse d'hier avec l'explosion parallèle et parfois coordonnée des populismes européens exacerbés qui, de l'Autriche à la Suisse, de la Norvège à l'Italie, des Pays-Bas à la Serbie ou encore

la Pologne, reprennent eux aussi inlassablement, en se l'appropriant, ce thème identitaire lourd d'affrontements internes comme externes[45].

D'un siècle à l'autre, une rhétorique presque immuable hostile à l'étranger sert donc à la mobilisation populiste. Certes les progrès de la démocratie, la pacification des vieux conflits idéologiques, l'intégration du monde catholique à la nation, son éloignement des thèses intégristes et son acceptation d'une France pluraliste modifient profondément le contexte politique. Autant de facteurs propices au recul de la guerre des deux France, au relatif épuisement de la tentation de la guerre civile traditionnelle. De nos jours, les rues sont tranquilles, nulle foule populiste extrémiste ne menace l'ordre public comme autrefois, à l'époque des Ligues. Ce calme apparent n'en est pas moins trompeur. Si la mobilisation populiste ne trouble plus la sérénité des citoyens, ses mots d'ordre n'ont guère changé qui polluent les esprits. Pis encore, leur influence mesurée par les urnes et les sondages s'accroît, comme si une certaine « lepénisation des esprits » se trouvait en marche, tant le repli identitaire, la peur de l'étranger ainsi que la banalisation des propos xénophobes s'accentuent sans cesse — menace d'autant plus dangereuse que, tout comme à la fin du XIX^e^ siècle, elle ne provient pas uniquement des militants des droites extrêmes et que nulle action répressive d'un État républicain dorénavant diminué ne saurait cette fois à elle seule y mettre un terme.

Notes

Notes de l'introduction

1. Jules Soury, *Campagne nationaliste, 1899-1901*, Paris, Plon, 1902, p. 26, 134, 194, 206, 220.
2. Jules Soury, *La Rédemption d'Israël*, Paris, Bureau d'Action française, 1901, BN 8° Z 9646 (8).
3. Philippe Boutry et Alain-René Michel, « La religion », in Jean-François Sirinelli éd.,*Histoire des droites en France*, Paris, Gallimard, 1992, t. 3, p. 662 et 669.
4. Voir Jean-Marie Mayeur, « *La Foi laïque* de Ferdinand Buisson », in *Libre Pensée et Religion laïque en France*, Strasbourg, CERDIC Publications.
5. Voir Pierre Nora, « Lavisse, instituteur national. Le "Petit Lavisse", évangile de la République », i Pierre Nora (sous la direction de), *Les Lieux de mémoire. La République*, Paris, Gallimard, 1984. Confronté, plus tard, à une autre guerre franco-française, Pierre Mendès France retrouve et cite le Zol de « J'accuse » qui écrit dans le même sens : « C'est un crime d'exaspérer les passions de réaction et d'intolérance. C'est un crime d'exploiter le patriotisme pour les œuvres de haine » (*La vérité guidait leurs pas*, Paris, Gallimard, 1973, p. 73).
6. Célestin Bouglé, « La tradition nationale » (1889), in *Pour la démocratie française*, Paris, s. d., p. 37.
7. *Archives israélites*, 15 septembre 1892.
8. Pour une mise au point récente, voir Vincent Wright, *Les Frères en lutte : la franc-maçonnerie du Grand-Orient en province à la veille de la Troisième République*, Paris, à paraître, et Philip Nord « Republicanism and Utopian Vision : French Freemasonry in the 1860s and 1870s », *Journal of Modern History*, juin 1991.
9. Carl Schmitt, *La Notion de politique*, Paris, Calmann-Lévy, 1972, p. 69.
10. La littérature est ici immense. Voir l'ouvrage récent de Gavin Langmuir, *History, Religion and Antisemitism*, Berkeley, University of California Press, 1990. L'auteur utilise à de nombreuses reprises cette notion de « haine » chrétienne à l'encontre des juifs en tant que forme de réassurance conduisant à une pensée mythique. Voir, par exemple, p. 302. De ce point de vue, l'ouvrage probablement le plus systématique est celui de Jeremy Cohen ed., *Essential Papers on Judaism and Christianity in Conflict. From Late Antiquity to the Reformation*, New York, New York University Press, 1991.
11. Voir A. Boureau, « L'inceste de Judas. Essai sur la haine antisémite au XII^e^ siècle », *Nouvelle Revue de psychanalyse*, été 1986.
12. Jean Delumeau, « Pouvoir, peur et hérésie au début des temps modernes », in *La Peur*, Paris, Desclée de Brouwer, 1979, p. 23, 25 et 29.
13. Carlo Ginzburg, *Ecstasies. Deciphering the Witches Sabbath*, Londres, Penguin Books, 1991, p. 60.
14. Jan Goldstein, « The Hysteria Diagnosis and the Politics of Anticlericalism in Late Nineteenth-Centur France », *Journal of Modern History*, juin 1982. Du même auteur, « The Wandering Jew and the Problem of Psychiatric Anti-semitism in Fin-de-Siècle France », *Journal of Contemporary History*, 1985, vol. 20 ; « The Uses of Male Hysteria : Medical and Literary Discourse in Nineteenth-Centur France », *Representations*, été 1991.
15. Ces textes sont cités dans l'ouvrage de René Rémond, *L'Anticléricalisme en France. De 1815 à nos jours*, Bruxelles, Complexe, 1985, p. 177 à 191 et 208-209.

16. Jean-Marie Mayeur, « Géographie de la résistance aux Inventaires », *Annales ESC*, nov.-décembre 1968. Gérard Cholvy et Yves-Marie Hilaire, *Histoire religieuse de la France contemporaine*, Toulouse, Privat, t. 2, 1986, p. 101 *sq*.

17. Anatole Leroy-Beaulieu, *Les Doctrines de haine. L'antisémitisme. L'antiprotestantisme. L'anticléricalisme*, Paris, Calmann-Lévy, 1902.

18. Voir Pierre Birnbaum, « La mobilisation des ligues : Affaire Dreyfus, culture catholique et antisémitisme », in Michel Winock éd., *Histoire de l'extrême droite en France*, Paris, Éd. du Seuil 1993.

19. Anatole Leroy-Beaulieu, *Les Doctrines de haine, op. cit.*, p. 1-2, 19, 51, 60, 63, 80-81.

20. *Ibid*., p. 27. Notons de plus qu'Anatole Leroy-Beaulieu estime par ailleurs que l'antisémitisme a été uniquement importé d'Allemagne et de Russie. A ses yeux, « l'antisémitisme n'est conforme ni à nos principes, ni à notre génie national. Il nous est venu de l'extérieur, de pays qui n'ont ni notre esprit ni notre tradition » (*Israël chez les nations*, Paris, Calmann-Lévy, 1983, p. 40 ; ce livre est paru en 1893).

21. Voir Pierre Pierrard, *Juifs et Catholiques français*, Paris, Fayard, 1970. Pierrard intitule le chapitre 2 de son ouvrage classique : « Le temps de la haine — les catholiques contre Alfred Dreyfus ». I n'empêche, comme on le verra plus loin, que certains catholiques prennent néanmoins la défense du capitaine.

22. Dès 1883, Ernest Renan estime que « les calomnies dans les parties peu éclairées de la population contre les protestants et contre les juifs sont les mêmes » (« Le judaisme comme race et comme religion », in *Œuvres complètes*, Paris, Calmann-Lévy, 1947, p. 942).

23. Jacques et Mona Ozouf, avec Véronique Aubert et Claire Steindecker, *La République des instituteurs*, Paris, Gallimard-Éd. du Seuil, 1992, p. 188-189, 207-208, 212, 335.

24. Maurice Agulhon, *Histoire vagabonde*, Paris, Gallimard, t. 2, 1988. Et, du même auteur, *Marianne au pouvoir*, Paris, Flammarion, 1989.

25. Richard Millman, « Jewish Anticlericalism and the Rise of Modern French Antisemitism », *History*, juin 1992. Dans une perspective plus large mais identique, Albert Lindemann rapproche étrangement la montée de l'antisémitisme, par exemple dans la France de l'affaire Dreyfus, de la montée en puissance des juifs qu'il estime productrice de peur. Voir *The Jew Accused. Three Anti-Semitic Affairs (Dreyfus, Beilis, Frank), 1894-1915*, Cambridge, Cambridge University Press, 1991. Cette idée est également présente dans l'analyse de Stephen Shucker à propos de l'entre-deux-guerres, l'auteur expliquant l'explosion antisémite par le rôle à ses yeux démesuré joué par les hommes politiques juifs (« Origins of the "Jewish Problem" in the Latter Third Republic », in Frances Malino et Bernard Wassertein eds., *The Jews in Modern France*, Hanover, University Press of New England, 1985).

26. Herman Lebovics, *True France. The Wars over Cultural Identity. 1900-1945*, Ithaca, Cornell University Press, 1992.

27. Richard Griffiths, *The Use of Abuse. The Polemics of the Dreyfus Affair and its Aftermath*, New York, Berg, 1991, p. 6.

28. Sur la spécificité de l'antisémitisme politique ou encore de l'antiprotestantisme politique, voir Pierre Birnbaum. *Un mythe politique : « La République juive ». De Léon Blum à Pierre Mendès France*, Paris, Fayard, 1988, p. 15 *sq*.

29. L'expression est d'Aristide Zolberg : « Moments of Madness », in Ira Katznelson ed., *The Politics and Society Reader*, New York, David McKay Company, 1975.

30. Alexis de Tocqueville, *L'Ancien Régime et la Révolution*, Paris, Gallimard, 1952, t. 1, p. 41. Soulignons à quel point Tocqueville utilise souvent cette notion de haine pour rendre compre de l'histoire de la France de la fin du XVIII^{e} siècle et du début du siècle suivant. Voir, par exemple, dans ce même ouvrage, p. 84, 167, 180, 222, 247, etc.

31. Quelques-uns des chapitres composant cet ouvrage ont déjà été publiés. Le chapitre 1 est paru dans

Jean-François Sirinelli éd.,*Histoire des droites en France, op. cit.*, t. 3 ; le chapitre est paru dans la *Revue internationale des sciences sociales*, août 1991 ; le chapitre 3 a été publié par Pierre-André Taguieff éd., *Les Protocoles des Sages de Sion*, Paris, Berg International, 1991 ; le chapitre 11 est paru dans *Pouvoirs*, 1991, n° 57, et le chapitre 12 dans la *Revue internationale des sciences sociales*, août 1992. A des degrés divers, ils ont tous été modifiés et complétés afin de s'intégrer davantage au présent travail.

Notes du chapitre 1
Des préjugés à la haine

1. Voir « Les guerres franco-françaises », *Vingtième siècle*, janv.-mars 1985. Voir aussi, sous la direction de Theodore Zeldin, *Conflicts in French Society*, Londres, George Allen and Unwin, 1970.
2. Voir, par exemple, Guy Michelat et Michel Simon, *Classe, Religion et Comportement politique*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1977.
3. Pierre Birnbaum, *Le Peuple et les Gros. Histoire d'un mythe*, Paris, Grasset, 1979.
4. Voir Stephen Wilson, *Ideology and Experience. Antisemitism in France at the Time of the Dreyfus Affair*, Londres, Associated University Press, 1982.
5. Voir Jean-François Sirinelli, *Intellectuels et Passions françaises. Manifestes et pétitions au XX^e siècle*, Paris, Fayard, 1990, p. 27.
6. Jean-Pierre Rioux, *Nationalisme et Conservatisme. La Ligue de la Patrie française, 1899-1904*, Paris, Beauchesne, 1977. Zeev Sternhell, *La Droite révolutionnaire. 1885-1914. Les origines françaises du fascisme*, Paris, Éd. du Seuil, 1978, chap. 2.
7. Ferdinand Brunetière, *Discours de combat*, Paris, Perrin, 1907, p. 193.
8. Georges Thiebaud, *Le Parti protestant*, Paris, Savine, 1885, p. 19.
9. *La Croix*, 12 mai 1894.
10. Alexis de Tocqueville, *L'Ancien Régime et la Révolution, op. cit.*, t. 2, p. 41-42.
11. Alexis de Tocqueville, *Souvenirs*, Paris, Gallimard, 1964, p. 163 et 165.
12. Anatole Leroy-Beaulieu, *Israël chez les nations, op. cit.*, p. 317 (1re éd. 1893).
13. *Ibid.*, p. 182, 208 et 242.
14. Albert de Mun, *Discours et Écrits divers*, Paris, 1904, t. 6, p. 338.
15. *Ibid.*, p. 28.
16. Voir, dans ce même tome 6, sa « Lettre sur la franc-maçonnerie ». Sur de Mun et les droites contre-révolutionnaires catholiques, Pierre Pierrard, *L'Église et la Révolution. 1789-1889*, Paris, Nouvelle Cité, 1988.
17. *Ibid.*, p. 55 *sq*.
18. *Ibid.*, t. 4, p. 128.
19. *Ibid.*, t. 1, p. 168. Voir aussi t. 2, p. 342 *sq*.
20. Voir Philippe Levillain, *Albert de Mun. Catholicisme français et catholicisme romain du Syllabus au Ralliement*, École française de Rome, 1983, p. 1017.
21. Jacques Maître, « Catholicisme d'extrême droite et croisade antisubversive », *Revue française de*

sociologie, avr.-juin 1961. Jean-Marie Mayeur, « Catholicisme intransigeant, catholicisme social démocratie chrétienne », *Annales*, mars-avril 1972.

22. Émile Poulat, *Intégrisme et Catholicisme intégral. Un réseau secret international antimoderniste : « La Sapinière. 1909-1921 »*, Paris, Casterman, 1961, p. 119-120.
23. Paul Cohen, *Piety and Politics. Catholics Revival and the Generation of 1905-1914 in France*, New York, Garland Publications, 1987.
24. William D. Irvine, *The Boulanger Affair Reconsidered. Royalism, Boulangism and the Origins of the Radical Right in France*, New York, Oxford University Press, 1989, p. 170.
25. Charles Benoist, *De l'organisation du suffrage universel. La crise de l'État moderne*, Paris, 1895, p. 29 et 41.
26. Charles Benoist, *Souvenirs*, Paris, Plon, 1934, t. 3.
27. On ne trouve ainsi nul signe de haine dans les ouvrages suivants de Poincaré : *Au service de la France*, Paris, Plon, 1926, 11 v. ; *Idées contemporaines*, Paris, Fasquelle, 1906.
28. Voir Sylvie Guillaume, *Antoine Pinay ou la Confiance en politique*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1984. Dans le même sens, Pierre-Étienne Flandin demeure à l'écart de telles idéologies extrémistes. Voir, par exemple, son livre *Discours*, Paris, Gallimard, 1937.
29. Raymond Poincaré, *Idées contemporaines*, Paris, Fasquelle, 1906, p. 405.
30. Jules Méline, *Le Retour à la terre*, Paris, Hachette, 1905, p. 110-111, 198, 204, 218-219.
31. Paul Reynaud, *Mémoires*, Paris, Flammarion, 1960, t. 1, p. 306, 311, 454-455, 470.
32. Ces citations sont extraites des livres suivants d'André Tardieu : *Alerte aux Français*, Paris, Flammarion, 1936, p. 29 et 47 ; *La Note de semaine. 1936*, Paris, Flammarion, 1937, p. 40, 46, 119 ; *La Note de semaine. 1937*, Paris, Flammarion, 1938, p. 100 et 141 ; *L'Année de Munich*, Paris, Flammarion, 1939, p. 29. Sur Tardieu, on peut consulter le livre de Louis Aubert *et al.*, *André Tardieu*, Paris, Plon, 1957.
33. Ces citations sont extraites des livres suivants d'André Tardieu : *Sur la pente*, Paris, Flammarion, 1935, introduction, p. 28 et 63 ; *La Révolution à refaire*, t. 1, Le Souverain captif, Paris, Flammarion, 1936, Avant-Propos, p. 10, 86, 97, 104, 113, 143, 161.
34. Sur ce thème, voir Serge Berstein et Jean-Jacques Becker, *Histoire de l'anticommunisme en France. 1917-1940*, Paris, Éd. du Seuil, 1987, t. 1, chap. 2.
35. Jean Lacouture, *De Gaulle*, t. 1, *Le Rebelle*, Paris, Éd. du Seuil, 1984, p. 15.
36. Voir Pierre Birnbaum, *Un mythe politique : « La République juive ». De Léon Blum à Pierre Mendès France, op. cit.*, p. 169-170.
37. Voir Henry H. Weinberg, *The Myth of the Jew in France. 1967-1982*, Oakville, Mosaic Press, 1987.
38. Raymond Aron, *De Gaulle, Israël et les Juifs*, Paris, Plon, 1968, p. 18.
39. Voir Marc Agi, *René Cassin, fantassin des droits de l'homme*, Paris, Plon, 1979, p. 263 *sq*.
40. Samy Cohen, *De Gaulle, les Gaullistes et Israël*, Paris, Alain Moreau, 1974, p. 212-214.
41. *Le Monde*, 9 janvier 1969.
42. Henry Rousso, *Le Syndrome de Vichy, 1944-198...*, Paris, Éd. du Seuil, 1987, p. 129 *sq*.
43. André Fontaine, « L'ombre de l'affaire Dreyfus », *Le Monde*, 15-16 mars 1970.
44. Jean Giraudoux, *Pleins Pouvoirs*, Paris, Gallimard, 1939, p. 59 et 76.
45. Voir Jeffrey Mehlman, *Legs de l'antisémitisme en France*, Paris, Denoël, 1984.
46. Colette Beaune, *Naissance de la nation France*, Paris, Gallimard, 1985, p. 212 et 337.
47. Paul Cohen, « Heroes and Dilettantes : the Action française, Le Sillon and the Generation of 1905-1914 », *French Historical Studies*, automne 1988, n° 4. L'auteur rapproche ces deux mouvements du

point de vue des structures organisationnelles, de leur commun refus des partis politiques, etc.

48. Cité par Émile Poulat, *Église contre bourgeoisie. Introduction au devenir du catholicisme actuel*, Paris, Casterman, 1977, p. 150.
49. Voir Pierre Vallin, « Église, société, chrétienté vers 1930 », in *Les Catholiques français et l'Héritage de 1789*, Paris, Beauchesne, 1989, p. 137. Voir aussi Yvon Tranvouez, *Catholiques d'abord. Approches du mouvement catholique en France. 19e-20e siècle*, Paris, Éditions ouvrières, 1988.
50. Il n'est pas question de revenir aux polémiques contemporaines portant sur l'œuvre de Mounier. Voir Z. Sternhell, *Ni gauche ni droite. L'idéologie fasciste en France*, Paris, Éd. du Seuil, 1983. Pour une analyse complète de la querelle déclenchée par ce livre, Antonio Costa Pinto. « Fascist Ideology Revisited : Zeev Sternhell and his Critics », *European Historical Quarterly*, n° 4, octobre 1986. John Hellman, *Emmanuel Mounier and the New Catholic Left. 1930-1950*, Toronto, University of Toronto Press, 1981.
51. Y. Transvouez, « Entre Rome et le peuple (1920-1960) », in François Lebrun (sous la direction de) *Histoire des catholiques en France*, Paris, Pluriel, 1980, p. 459 *sq*.
52. Richard Millman, *Les Ligues catholiques et patriotiques face à la question juive en France, de 1924 à 1939*, thèse de doctorat, Paris, Institut d'études politiques, 1989, p. 106.
53. Lazare Landau, *De l'aversion à l'estime. Juifs et catholiques en France de 1919 à 1939*, Paris, Le Centurion, 1980.
54. Cité par Yves Déloye, *La Citoyenneté au miroir de l'école républicaine et de ses contestations. Politique et religion en France XIXe-XXe siècle*, thèse de doctorat de science politique, Université Paris-I, 1991.
55. Cité par Michel Winock, *Édouard Drumont et Cie. Antisémitisme et fascisme en France*, Paris, Éd. du Seuil, 1982.
56. Pierre Pierrard, *Juifs et Catholiques français, op. cit.*, p. 106.
57. Voir, par exemple, François Bédarida. « Le tournant des années 40 », in *Les Catholiques français et l'Héritage de 1789, op. cit.*
58. Pierre-André Taguieff. « Nationalisme et réactions fondamentalistes en France. Mythologies identitaires et ressentiment antimoderne », *Vingtième siècle*, janvier 1990.
59. Anne-Marie Duranton-Crabol, *Visages de la Nouvelle Droite : le GRECE et son histoire* Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1988, p. 27, 53 et 73.
60. Voir Stuart Schram, *Protestantism and Politics in France*, Alençon, Imprimerie Corbière, 1954, p. 106-107.
61. Richard Millman, *Les Ligues catholiques..., op. cit.*, p. 123, 431, 476.
62. Voir Jacques Le Rider, *Modernité viennoise et Crises de l'identité*, Paris, PUF, 1990.
63. Joseph Lemann, *L'Entrée des Israélites dans la société française*, Paris, Éd. Avalon, 1988.
64. Daniel Halévy, *La Fin des notables*, Paris, 1930, p. 122.
65. Daniel Halévy. *La République des comités. Essai d'histoire contemporaine. 1895-1934*, Paris, Grasset, 1934, p. 126 et 188. Ce rapprochement permet, entre autres arguments, à Claude Goyard de tenter une étrange réhabilitation de Maurras (« Maurras, critique de la IIIe République », in *Histoire des idées politiques et Idées sur l'histoire. Études offertes à J.-J. Chevallier*, Paris, Cujas, 1977).
66. Daniel Halévy, *Vers l'étude de la Troisième République*, Paris, Grasset, 1937, p. 39.
67. Daniel Halévy, *Décadence de la liberté*, Paris, Grasset, 1931, p. 48 et 107.
68. Daniel Halévy, *Trois Épreuves. 1814, 1871, 1940*, Paris, Plon, 1941, p. 72, 133, 139 et 173.

69. André Siegfried, *De la III^e à la IV^e République*, Paris, Grasset, 1956, p. 172. Voir, plus loin, chap. 5.

70. Anatole Leroy-Beaulieu, *Les Doctrines de haine. L'antisémitisme. L'antiprotestantisme. L'anticléricalisme, op. cit.*, p. 63, 64, 67.

71. *Ibid.*, p. 70.

72. *Ibid.*, p. 302.

73. *Ibid.*, p. 288.

74. *L'Action française*, 6 juillet 1912. Voir Raoul Girardet, *Le Nationalisme français. Anthologie. 1871-1914*, Éd. du Seuil, 1983. Sur l'antisémitisme d'État, voir Frédéric Ogé, *Le Journal « L'Action française »*, thèse de l'Université Toulouse-Le Mirail, Toulouse, 1984. Voir aussi Victor Nguyen, *Aux origines de l'Action française. Intelligence et politique à l'aube du XX^e siècle*, Paris, Fayard, 1991, chap. 3 : « Aux origines du néo-christianisme », dans lequel il se penche sur l'antiprotestantisme.

75. Charles Maurras, *La Seule France*, Paris, Lardanchet, 1941, p. 182.

76. Cité par Stuart Schram, *Protestantism and Politics in France, op. cit.*, p. 94.

77. Voir Pierre-André Taguieff, « Nationalisme et réactions fondamentalistes en France. Mythologies identitaires et ressentiment moderne », *Vingtième siècle*, janvier 1990.

78. Voir Pierre André Taguieff, « Antisémitisme politique et national-populisme en France dans les années 1980. Aspects idéologiques et argumentatifs », in Pierre Birnbaum éd., *Histoire politique des Juifs de France*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1991.

79. Il s'agit de Pierre Bergé, président des Opéras de Paris et proche de Laurent Fabius (*Le Monde*, 12 avril 1990).

80. Abbé Barruel, *Mémoire pour servir à l'histoire du jacobinisme*, Paris, 1797. Voir, par exemple, les chapitres 1 et 10.

81. Voir Jean-Louis Darcel, « Joseph de Maistre et la Révolution française », *Revue des études maistriennes*, 1977, n° 3. Dans le même numéro, Bernard Sarrazin, « La notion de sacrifice de Joseph de Maistre à Léon Bloy ». Voir aussi Jacques Vier, « Apologétique des Lumières et apologétique maistrienne », *Revue des études maistriennes*, 1983, n° 8, et Robert Triomphe. *Joseph de Maistre*, Genève, Droz, 1968.

82. Michel Riquet, « Joseph de Maistre et le Père Barruel », *Revue des études maistriennes*, 1980, n^os 5-6, p. 201.

83. Pierre-André Taguieff, « Un programme révolutionnaire ? », in Nonna Mayer et Pascal Perrineau, *Le Front national à découvert*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1989.

84. Voir Gérard Gengembre, *La Contre-Révolution ou l'Histoire désespérante*, Paris, Imago, 1989, p. 205 et 255. Voir aussi, du même auteur, « Bonald, la doctrine pour et contre l'histoire », in François Lebrun et Roger Dupuy, *Les Résistances à la Révolution française*, Paris, Imago, 1987. Voir aussi Éric de Mari, *Le Vicomte de Bonald et la Révolution française*, DEA, Paris-I, 1982.

85. P. J. Yarrow, *La Pensée politique et religieuse de Barbey d'Aurevilly*, Genève, Droz, 1961.

86. Alain Nery, *Les Idées politiques et sociales de Villiers de l'Isle Adam*, Paris, Université-Culture, 1984.

87. Pierre Birnbaum, *Un mythe politique : « La République juive », op. cit.*, p. 153 *sq*.

88. Georges Thiebaud, *Le Parti protestant, op. cit.*, p. 37.

89. J.-M. Roberts, *La Mythologie des sociétés secrètes*, Paris, Payot, 1979.

90. Élisabeth Roudinesco et Henry Rousso, « Antisémitisme et contre-révolution. 1866-1944 », *L'Infini*, automne 1989.

91. Voir Pierre Birnbaum, *Un mythe politique : « La République juive », op. cit* Voir, de même, Pierre Birnbaum, *Les Fous de la République. Histoire des Juifs d'État, de Gambetta à Vichy*, Paris, Fayard, 1992. Jean Bauberot, « Les débuts de l'antiprotestantisme et la question de Madagascar », *Revue d'histoire et de philosophie religieuses*, 1972, n° 4 et 1973, n° 2. André Encrevé et Miche Richard (sous la direction de), *Les Protestants dans les débuts de la IIIe République. 1871-1875*, Paris, Société d'histoire du protestantisme français, 1978. André Encrevé, « Les protestants et le débu de la IIIe République », *L'Histoire*, mars 1980. Vincent Wright, « Francs-maçons, administration et République : les préfets du gouvernement de la défense nationale, 1870-1871 », *Revue administrative*, 1987, n° 240, et 1988, n° 241.
92. Édouard Drumont, *La Dernière Bataille*, Paris, E. Dentu, 1890, p. 80 et 192. Du même auteur, *La France juive*, Paris, Marpon et Flammarion, 1886, t. 1, p. 86, de même que *Les Juifs contre la France*, Paris, Librairie antisémite, s. d., p. 85. Sur Drumont et cette période, voir Robert Byrnes, *Antisemitism in Modern France*, New Brunswick, 1950. Stephen Wilson, *Ideology and Experience. Antisemitism in France at the Time of the Dreyfus Affair, op. cit.*, Michel Winock, *Édouard Drumont et Cie, op. cit.*, Frederick Busi, *The Pope of Antisemitism. The Career and Legacy of Édouard Drumont*, New York, University Press of America, 1986. Pierre Birnbaum, *Un mythe politique : « La République juive », op. cit.*
93. Cité par Zeev Sternhell, *Maurice Barrès et le Nationalisme français*, Bruxelles, Complexe, 1985, p. 233-236.
94. Louis Vial, *Le Juif Roi. Comment le détrôner*, Paris, P. Lethielleux, 1899, p. 87.
95. *L'Action française*, 21 juillet 1942.
96. A. Vincent, *Les Instituteurs et la Démocratie*, Paris, Nouvelle Librairie nationale, 1912, p. 10.
97. *L'Action française*, 14 mars 1938.
98. Maurice Bedel, *Bengali*, Paris, Œuvres françaises, 1935, p. 116 *sq*.
99. Laurent Viguier, *Les Juifs à travers Léon Blum. Leur incapacité historique à diriger un État*, Paris, Éd. Baudinières, 1940.
100. *Pas Difficile*, février 1939.
101. Voir Stanley Hoffmann, *Le Mouvement Poujade*, Paris, Colin, 1956, p. 226.
102. *Rivarol*, 24 août 1984.
103. *La Libre Parole*, 27 décembre 1898.
104. *La Croix*, 4 février 1887. De manière générale, voir Pierre Sorlin, *« La Croix » et les Juifs*, Paris, Grasset, 1967.
105. *La Croix*, 29 mars 1899. Sur les liens entre Drumont et le monde catholique, Jeannine Verdès-Leroux *Scandale financier et Antisémitisme catholique : le krach de l'Union générale*, Paris, Le Centurion 1969, p. 147 *sq*. Danielle Delmaire, *Antisémitisme et Catholiques dans le Nord pendant l'affaire Dreyfus*, Presses universitaires de Lille, 1991, p. 204 *sq*.
106. Georges Thiebaud, *Le Parti protestant, op. cit.*, p. 41.
107. Ernest Renauld, *La Conquête protestante*, Paris, 1900.
108. Ernest Froment, *La Trahison protestante*, Paris, 1899, p. 71.
109. Maurice Barrés, *Scènes et Doctrines du nationalisme*, Paris, Plon, 1925, t. 1, p. 113.
110. Voir Jean Bauberot, « La vision de la Réforme chez les publicistes antiprotestants (fin 19e-début 20e siècle) », in Philippe Joutard éd., *Historiographie de la Réforme*, Paris, Delachaux et Niestlé, 1977 p. 158. Dans le même sens, voir, dans ce même ouvrage collectif, l'article de Victor Nguyen, « L'Action

française devant la Réforme ». Voir aussi, plus récemment, Steven Hause, « Anti-Protestantism Rhetoric in the Early Third Republic », *French Historical Studies*, vol. 16, n° 1, été 1989.

111. J. Madiran, « Pas pour la droite, mais pour la France », *Présent*, 6 décembre 1989.
112. *La Croix*, 17 février 1898.
113. *Ibid*., 4 mai 1898.
114. Voir Nadine-Josette Chaline, *Des catholiques normands sous la Troisième République. Crises, Combats, Renouveaux*, Roanne, Horvath, 1985, p. 183.
115. Cité par Daniel Béresniak, *Juifs et Francs-Maçons*, Paris, Bibliophane, 1989, p. 160-161.
116. Voir, par exemple, *Dans les coulisses de la République*, Paris, 1944. Et, plus récemment, « La franc-maçonnerie gouverne », *Lectures françaises*, octobre 1958, ou encore le *Dictionnaire de la politique française*, Paris, La Librairie française, 1967. « La franc-maçonnerie au Parlement », *Documents et Témoignages*, Paris, 1970.
117. *L'Action anti-maçonnique*, juin 1936.
118. Voir Pierre-André Taguieff, « Mobilisation national-populiste en France : vote xénophobe et nouvel antisémitisme en France », *Lignes*, 1989, n° 9.
119. *Présent*, 11 août 1989.
120. Charles Maurras, *Au signe de Flore*, Paris, Oaris, 1931, p. 155-246.
121. S. Schram, *Protestantism and Politics in France, op. cit.*, p. 115.
122. *L'Action française*, 12 septembre 1909.
123. *La Croix*, 10 juin 1905.
124. *La Libre Parole*, 18 février 1908. Pour Drumont, « les protestants se sont fait beaucoup de tort en se solidarisant presque officiellement avec les Juifs » (*La Libre Parole*, 2 juin 1900).
125. Charles Maurras, *Quand les Français ne s'aimaient pas*, Paris, Nouvelle Librairie latine, 1926, p. 191.
126. Georges Thiebaud, *Le Parti protestant, op. cit.*, p. 50.
127. Sur la lutte de Vichy contre les francs-maçons, voir Dominique Rossignol, *Anti-franc-maçonnerie. Anti-sociétés secrètes. Iconographie de la France occupée. 1940-1944*, thèse de doctorat EHESS 1980, t. 1.
128. Charles Maurras, *Nos Raisons contre la République, pour la Monarchie*, Paris, 1931, p. 10 et 89.
129. Jean Drault, *Histoire de l'antisémitisme*, Paris, Éd. CL, 1942, p. 179.
130. Marcel Déat, *Mémoires politiques*, Paris, Denoël, 1989, p. 785.
131. Voir Bertram Gordon, « National Movements and the French Revolution : the Justification of the French Revolution in Fascist Italy, Nazi Germany and Vichy France », in M. Vovelle, *Actes du Colloque sur la Révolution française*, Paris, 1989.
132. Voir *Libération*, 23 avril 1989, « Les beurs montent en mairies ». Voir aussi *Libération*, 16 juin 1989 ; *Le Monde*, 25 février 1988. Sur ce point, voir Rémy Leveau. « Les partis et l'intégration des "beurs" » in Y. Mény, *Idéologies, Partis politiques et Groupes sociaux*, Paris, Fondation nationale des sciences politiques, 1989.
133. *Le Monde*, 16 février 1990.
134. *Libération*, 28 mars 1990.
135. É. Drumont, *La France juive, op. cit.*, t. 1, p. 30.
136. Simon Deploige, *Le Conflit de la morale et de la sociologie*, Paris, Nouvelle Librairie nationale, 1927 p. 128.
137. Élisabeth Cazenave. « L'affaire Dreyfus et l'opinion bordelaise », *Archives du Midi*, 1972. Voir aussi

Pierre Birnbaum, « *Introduction* » à É. Durkheim, *Le Socialisme*, Paris, PUF, 1972.

138. R.P. Dom Besse, *Les Religions laïques. Un romantisme religieux*, Paris, Nouvelle Librairie nationale 1913, p. 240 et 245.

139. Voir Claire-Françoise Bompaire-Evesque, *Un débat sur l'Université au temps de la Troisième République*, Paris, Aux amateurs de livres, 1988.

140. Voir Paul Cohen, *Piety and Politics. Catholic Revival and the Generation of 1905-1914 in France op. cit.*, p. 252.

141. Cité par Z. Sternhell, *Maurice Barrès et le Nationalisme français, op. cit.*, p. 308.

142. Charles Maurras, *Quand les Français ne s'aimaient pas, op. cit.*, p. 84 et 290.

143. Charles Maurras, « L'État Monod », dans « Les Monod peints par eux-mêmes », in Ch. Maurras, *Au signe de Flore*, p. 155-246. Voir Michael Sutton, *Nationalism, Positivism, and Catholicism : Charles Maurras and French Catholics 1890-1914*, Cambridge, Cambridge University Press, 1982.

144. Charles Maurras, *Réflexions sur la Révolution de 1789*, Paris, Éd. Self, 1948, p. 4 et 188.

145. *La Croix*, 15 mars 1898.

146. André Tardieu, *La Révolution à refaire, op. cit.*, p. 88, 104 et 161.

147. Marcel Déat, *Mémoires politiques, op. cit.*, p. 171 et 618.

148. Albert de Mun, « Lettres à sa femme », *Archives nationales*, 378 AP 6, Papiers de Mun. Yves Déloye a bien voulu m'indiquer cette référence.

149. Voir Roger Nichaud, *La Laïque*, Paris, La Renaissance française, 1910. Dom Besse, *Les Religions laïques, op. cit.*, chap. 14 : « M. Durkheim en Sorbonne ».

150. Gabriel Syveton, *L'Université et la Nation*, Paris, Bureaux de la Patrie française, 1899.

151. Ferdinand Brunetière, *Discours de combat, op. cit.*, p. 134.

152. *La Vieille France*, 31 décembre 1919.

153. Charles Hagel, *Le Péril juif*, Alger, Éditions nouvelles africaines, 1934, p. 72.

154. Cité par Yves Déloye, *op. cit.*

155. Fénélon Gibon, *Où mène l'école sans Dieu*, Paris, 4e éd. 1925, p. 104. Voir, du même auteur, *La Perversion des mœurs et le Remède capital : le retour à l'éducation et à la vie chrétienne*, s. d., 39 p.

156. *La Libre Parole*, 24 novembre 1909 et 18 septembre 1911. Voir aussi *La Croix*, 7 août 1898.

157. Jean Fourcade, *Prosélytisme protestant*, Paris, Bureaux de l'AF, 1905.

158. *La Libre Parole*, 19 juin 1904.

159. Voir le débat et le commentaire attristé des *Archives israélites* du 5 novembre 1891 qui estiment que, pour des raisons de « convenances », des questions comme celle-là ne devraient pas être soulevées par des israélites.

160. *La Croix*, 24 septembre 1898, 24 novembre 1899, 11 juillet 1905 et 21 octobre 1906. Dans ce sens, voir Anonyme, « La Ligue de l'enseignement est-elle une œuvre bien française ? », extrait du *Conservateur de l'Aisne*, Saint-Quentin, 1884. Cette référence m'a été indiquée par Yves Déloye.

161. *La Libre Parole*, 28 juillet 1908.

162. *L'Action française*, 1er juillet 1909.

163. Léon Daudet, *Le Palais de police*, Paris, Éd. du Capitol, 1931, p. 16.

164. *La Gazette du Midi*, 30 octobre 1882, Archives nationales, F 19, 1966.

165. Mgr Jouin, « Le péril judéo-maçonnique », *Revue internationale des sociétés secrètes*, 1925, t. V.

166. Voir Françoise Mayeur, *L'Enseignement secondaire des jeunes filles sous la IIIe République*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1977.
167. Émile Poulat, *Liberté, Laïcité. La guerre des deux France et le principe de la modernité*, Paris, Éd. du Cerf, 1987, chap. 7.
168. *La Nouvelle Voix d'Alsace et de Lorraine*, avril 1937.
169. *Les Jeunes d'Alsace*, 7 février 1937.
170. Wilfred Halls, *Les Jeunes et la Politique de Vichy*, Paris, Syros, 1988, p. 82 *sq*.
171. Voir les remarques de Bernard Plongeron dans *Les Catholiques français et l'Héritage de 1789, op. cit.*, p. 65, ainsi que, dans ce même ouvrage, le texte de Jean-Marie Mayeur, « La laïcité de l'État ».
172. *Documents épiscopaux* (bulletin du secrétariat de la conférence des évêques de France), n° 1, janvier 1989, p. 25.
173. É. Drumont, *La France juive, op. cit.*, t. 1, p. 114.
174. APP E a 52. Dossier Naquet.
175. *La Libre Parole*, 23 et 31 septembre 1906.
176. Sybil (Charles Benoist), *Croquis parlementaires*, Paris, 1891, p. 89.
177. J. Barbey d'Aurevilly, *Dernières Polémiques*, Paris, 1891, p. 239.
178. Léon Daudet, *Au temps de Judas*, Paris, Grasset, 1933, p. 91-92.
179. Henri Faugeras, *Les Juifs, peuple de proie*, Paris, Documents contemporains, 1943, p. 61. Dans le même sens, Robert Launey, *Figures juives*, Paris, Nouvelle Librairie nationale, 1921.
180. *La Croix des Alpes-Maritimes*, 7 juillet 1907, Fonds L. Blum, Fondation nationale des sciences politiques.
181. « Pour les Vierges de Sion », *Jaune*, 24 février 1909, Fonds L. Blum, Fondation nationale des sciences politiques.
182. Jean-Charles Legrand, *Paroles vivantes*, Paris, Éd. Baudinière, 1941, p. 184.
183. *Présent*, 4 septembre 1985 ; *Rivarol*, 27 juillet 1984 ; *Figaro Magazine*, 15 septembre 1984.
184. R. Marie, « Le génocide français », *Chrétien-Solidarité*, févr.-mars 1984. Sur ce point, Pierre-André Taguieff, « Nationalisme et réactions fondamentalistes en France », article cité.
185. *Le Monde*, 19 octobre 1983.
186. *Présent*, juin 1983.
187. Gérard Noiriel, *Le Creuset français*, Paris, Éd. du Seuil, 1988.
188. Ralph Schor, *L'Opinion française et les Étrangers. 1919-1939*, Paris, Publications de la Sorbonne 1985.
189. *Libération*, 23 avril 1990.
190. *Ibid.*, 4 décembre 1989.

Notes du chapitre 2
Identité catholique et suffrage universel

1. Gérard Gengembre, *La Contre-révolution ou l'Histoire désespérante, op. cit.*

2. Philippe Burrin, « Le fascisme : la révolution sans révolutionnaires »,*Le Débat*, janv.-mars 1986. Voir, par exemple, les *Mémoires* de Marcel Déat, *op. cit.*, p. 52.
3. Ferdinand Brunetière, *Discours de combat, op. cit.*, p. 193.
4. Odile Rudelle, *La République absolue. 1870-1889*, Paris, Presses de la Sorbonne, 1986.
5. Claude Nicolet, *L'Idée républicaine en France*, Paris, Gallimard, 1982.
6. Albert de Mun, *Discours et Écrits divers, op. cit.*, t. 6.
7. Jacques Maritain, *Antimoderne*, Paris, 1922.
8. Voir Jean-Marie Mayeur, « Catholicisme intransigeant, catholicisme social, démocratie chrétienne », *Annales*, janv.-mars 1972.
9. Cité par J.-M. Mayeur, *ibid.*, p. 491.
10. Marc Sangnier, *Le Sillon. Esprit et méthodes*, Paris, Au Sillon, 1905. p. 64. Voir Émile Poulat, *Église contre bourgeoisie*, Paris, Casterman, 1977, p. 150.
11. Voir Paul Cohen, « Heroes and Dilettantes : The Action française, Le Sillon and the Generation of 1905 14 », *French Historical Studies*, automne 1988.
12. Maurice Barrès, *Les Mauvais Instituteurs*, Paris, La Patrie française, 1907, p. 16.
13. Maurice Barrès, *Bulletin officiel de la Ligue de la patrie française*, 1er janvier 1907.
14. Abbé E. Julien, *Civisme et Catholicisme*, Paris, 1911, BN 8o R 14 946 (579).
15. Pernolet, *Dieu et la République*, Paris, 1883, BN 8o R 5106.
16. Pierre Biétry, *La Séparation des Écoles et de l'État*, Paris, Jouve, s. d., p. 16.
17. E. Duthoit, *Pages catholiques sociales*, Paris, 1901.
18. Voir la thèse d'Yves Déloye, *La Citoyenneté au miroir de l'école républicaine et de ses contestations. Politique et religion en France 19e-20e siècle, op. cit.*, t. 2.
19. Abbé Charles Calippe, *L'Éducation chrétienne de la démocratie*, Paris, 1899, p. 3, 19 et 50.
20. Gabriel Tarde, « Le suffrage dit universel », in *Études pénales et sociales*, Paris, Masson, 1892. Sur Tarde, Ian Lubek, « Histoires de psychologies sociales perdues, le cas de Gabriel Tarde », *Revue française de sociologie*, juill.-septembre 1981, et Dominique Reynié, « Gabriel Tarde, théoricien de l'opinion », in G. Tarde, *L'Opinion et la Foule*, Paris, PUF, 1989.
21. Voir Pierre Birnbaum, « Suffrage universel, parti-guide et mobilisation », in *Dimensions du pouvoir*, Paris, PUF, 1984, p. 96 *sq*.
22. Abbé E. Julien, *Le Conflit*, Paris, 1904, p. 359.
23. Anatole Leroy-Beaulieu, *Les Doctrines de haine. L'antisémitisme, L'antiprotestantisme, L'anticléricalisme, op. cit.*
24. Ferdinand Brunetière, *Discours de combat, op. cit.*, p. 101.
25. Charles Benoist, *La Crise de l'État moderne. De l'organisation du suffrage universel*, Paris, 1895, p. 29.
26. A. de Mun, *Discours*, Paris, 1904, t. 7, p. 53, 56, 58 et t. 4, p. 146.
27. Charles Maurras, *Enquête sur la monarchie*. Voir aussi *Pour en sortir. Ce qu'il faut à la France*, Paris, Librairie de l'Action française, 1925. Sur Maurras et Drumont, Michael Sutton, *Nationalism, Positivism and Catholicism. The Politics of Charles Maurras and French Catholics. 1890-1914*, Cambridge, Cambridge University Press, 1982, chap. 1. Sur l'hostilité de Maurras à l'égard des protestants, Victor Nguyen, « L'Action française devant la Réforme », in Philippe Joutard (sous la direction de), *Historiographie de la Réforme*, Paris, Delachaux et Niestlé, 1977.
28. Charles Maurras, *Dictionnaire politique et critique*, Paris, Fayard, 1932, p. 307.

29. Voir Jean Bauberot, « La vision de la Réforme chez les publicistes antiprotestants (fin XIX^e^-début XX^e^) », in Philippe Joutard (sous la direction de), *Historiographie de la Réforme, op. cit.*
30. Sur le rôle des protestants dans le renforcement de la République, Stuart Schram, *Protestantism and Politics in France*, Imprimerie Corbière. Alençon, 1954. André Encrevé et Michel Richard (sous la direction de), *Les Protestants dans les débuts de la IIIe République*, Paris, Société de l'histoire du protestantisme français, 1979. Sur l'antiprotestantisme politique, Jean Bauberot. « L'antiprotestantisme à la fin du XIX^e^ siècle », *Revue d'histoire et de philosophie religieuses*, n^o^ 4, 1972, et n^o^ 2, 1973. Steven Hause, « Anti-Protestant Rhetoric in the Early Third Republic », article cité.
31. Zeev Sternhell, *Maurice Barrès et le Nationalisme français, op. cit.*
32. *Ibid.*, p. 309.
33. Pierre Pierrard, *L'Église et la Révolution. 1789-1889, op. cit.*, p. 236.
34. *Ibid.*, p. 251.
35. Émile Poulat, *Église contre bourgeoisie, op. cit.*, p. 155. Dans ce sens, voir aussi Henri Rollet *L'Action sociale des catholiques en France (1800-1914)*, Paris, Desclée de Brouwer, 1958. Et, plus récemment, Philippe Portier, « La philosophie politique de l'Église catholique : changement ou permanence ? », *Revue française de science politique*, juin 1986.
36. Voir Zeev Sternhell, *Ni droite ni gauche. L'idéologie fasciste en France, op. cit.*, p. 301.
37. Dans ce sens, voir Paul Cohen, *Piety and Politics. Catholic Revival and the Generation of 1905 1914 in France, op. cit.*, p. 313 *sq.*, qui montre lui aussi ce rapport entre catholicisme et attitude hostile à la démocratie en proposant ainsi de ne pas lier la perspective « ni droite, ni gauche » au fascisme.
38. Jacques Maritain, « L'impossible antisémitisme », in *Les Juifs*, Paris, Plon, 1937.
39. Voir Charles Blanchet, « Autonomie de la culture et espérance temporelle selon Jacques Maritain entre 1930 et 1940 », in *Les Catholiques français et l'Héritage de 1789, op. cit.*
40. Jacques Maritain, *Charles Maurras et le Devoir des catholiques*, Paris, Plon, 1926, p. 13.
41. *Ibid.*, p. 27, 36-37.
42. Jacques Maritain, *Trois Réformateurs. Luther. Descartes. Rousseau*, Paris, Plon, 1925, p. 169.
43. *Ibid.*, p. 192 et 196.
44. *Ibid.*, p. 198.
45. *Ibid.*, p. 32, 72, 134.
46. Jacques Maritain, *Christianisme et Démocratie*, Paris, Hartmann, 1945, p. 25.
47. *Ibid.*, p. 35 et 38.
48. Voir l'Introduction de Jacques Petit à *Jacques Maritain, Emmanuel Mounier. 1929-1939*, Paris, Desclée de Brouwer, 1973.
49. *Esprit*, octobre 1936. Voir Michel Winock, *Histoire politique de la revue « Esprit », 1930-1950*, Paris, Éd. du Seuil, 1975.
50. Cité in J.-L. Loubet del Bayle, *Les Non-Conformistes des années 30*, Paris, Éd. du Seuil, 1969, p. 210.
51. *Ibid.*, p. 209.
52. *Esprit*, mars 1934.
53. *Esprit*, avril 1934.
54. John Hellman, *Emmanuel Mounier and the New Catholic Left. 1930-1950*, Toronto, University of Toronto Press, 1981, chap. 6 et 7.
55. *Ibid.*, p. 23, 62 et 97.

56. Yvon Tranvouez, *Catholiques d'abord. Approches du mouvement catholique en France. 19^e^-20^e^ siècle*, Paris, Éditions ouvrières, 1988.
57. Voir L. Lagrée, « Exilés dans leur patrie. 1880-1920 », in François Lebrun (sous la direction de) *Histoire des catholiques en France*, Paris, Pluriel, 1985. Jacques Le Goff et René Rémond., Préface l'*Histoire de la France religieuse*, Paris, Éd. du Seuil, 1988.
58. Abbé Henry De Foy, *Le Citoyen*, Paris, 1912, p. v.
59. E. Julien, *Civisme et Démocratie*, Paris, 1911, p. 6.
60. *Ibid*., p. 22.
61. G. Valois et F. Renié, *Les Manuels scolaires*, Paris, Nouvelle Librairie nationale, 1911, p. vu.
62. R. P. Lescœur, *Le Dogme de la vie future et la Libre-pensée contemporaine*, Paris, 1892, p. 202.
63. Voir, par exemple, G. Torriola, *La Notion chrétienne de la démocratie*, Paris, Maison de la Bonne Presse, 1897.
64. Dans ce sens, E. Duthoit, « Vote secret, vote obligatoire, vote plural », extrait de la *Revue de Lille*, janvier 1898.
65. Georges Noblemaire, *Le Complot contre la famille*, Paris, 1908, p. 67.
66. Jean-Paul Laffitte,*Le Paradoxe de l'égalité et la Représentation proportionnelle*, Paris, Hachette, 1910.
67. E. Duthoit, *Le Suffrage de demain*, Paris, 1901.
68. Jean-Michel Barreau, « Vichy, idéologue de l'école »,*Revue d'histoire moderne et contemporaine*, oct.-décembre 1991, p. 591.
69. Jacques Duquesne est assez sévère à l'égard de la hiérarchie catholique sous Vichy dans son livre *Les Catholiques français sous l'occupation*, Paris, Grasset, 1966. Voir aussi *Églises et Chrétiens dans la Deuxième Guerre mondiale. La France*, Lyon, Presses universitaires de Lyon, 1982, de même que l'introduction de John Hellman à Yves Simon, *The Road to Vichy*, New York, University Press of America, 1988, ainsi que Pierre Laborie,*L'Opinion française sous Vichy*, Paris, Éd. du Seuil, 1990 p. 169 *sq*.
70. Voir, de ce point de vue, Wilfred Halls, *Les Jeunes et la Politique de Vichy, op. cit.*, Christian Faure, *Le Projet culturel de Vichy*, Lyon, Presses universitaires de Lyon, 1989.
71. Voir Laurent Gervereau et Denis Peschanski,*La Propagande sous Vichy. 1940-1944*, Paris, BDIC 1990. Dans de nombreux textes de cet ouvrage collectif, on note la forte influence catholique dans l'encadrement de l'opinion par les médias ou encore les mouvements de jeunes. Il n'en est pas moins vrai que l'Église et les catholiques se sont aussi opposés à Vichy. Voir, par exemple, Henri de Lubac, *Résistance chrétienne à l'antisémitisme*, Paris, Fayard, 1987.

Notes du chapitre 3
De la France Juive aux protocoles

1. *Lectures françaises*, décembre 1990, p. 34.
2. *Révision*, mai 1990.
3. Voir Norman Cohn, *Histoire d'un mythe. La « conspiration » juive et les « Protocoles des Sages de Sion »*, Paris, Gallimard, 1967, p. 106.
4. *Révision*, février 1990, p. 7.
5. Voir Pierre Birnbaum, *Le Peuple et les Gros. Histoire d'un mythe, op. cit.*
6. Voir Pierre Pierrard, *Juifs et Catholiques français, op. cit.*, chap. 5.
7. M^gr^ Jouin, « Le péril judéo-maçonnique. Les "Protocols" des Sages de Sion », *Revue internationale des sociétés secrètes*, 1920, p. 29.
8. Pierre Nora établit lui aussi un rapprochement entre les livres de Drumont et les *Protocoles*, les uns et les autres étant fondés sur l'idée de complot (« 1898. Le thème du complot et la définition de l'identité juive », in *Le Racisme. Mythes et sciences. Pour Léon Poliakov* Bruxelles, Complexe, 1981). Sur Drumont et son influence, voir Robert Byrnes, *Antisemitism in Modern France, op. cit* Stephen Wilson, *Ideology and Experience. Antisemitism in France at the Time of the Dreyfus Affair, op. cit* Michel Winock, *Édouard Drumont et Cie. Antisémitisme et fascisme en France, op. cit.* Frederick Busi, *The Pope of Antisemitism. The Career and Legacy of Édouard Drumont, op. cit* Pierre Birnbaum, *Un mythe politique : « La République juive ». De Léon Bum à Pierre Mendès France op. cit.*
9. Voir Jacques Ploncard d'Assac, « Soixante ans d'amitié avec Henry Coston », *Lecture et Tradition*, octobre 1987.
10. Voir Norman Cohn, *Histoire d'un mythe. La « conspiration » juive et les « Protocoles des Sages de Sion », op. cit.*, p. 107.
11. *L'Action française*, 15 mai 1936. Sur la campagne antisémite menée par les dirigeants de l'Action française contre L. Blum, Pierre Birnbaum, *Un mythe politique : « La République juive », op. cit*, p. 315 *sq*.
12. *L'Action française*, 1^er^ juin 1936.
13. Voir Pierre Birnbaum, *Un mythe politique : « La République juive », op. cit.*, p. 334 *sq*.
14. Voir, par exemple, M^gr^ Jouin, « Le péril judéo-maçonnique », *Revue internationale des sociétés secrètes*, 1926, p. 21, 67.
15. *Ibid*.
16. Remarquons qu'Urbain Gohier, après avoir été royaliste, devient l'un des plus passionnés défenseurs… du capitaine Dreyfus au nom d'un antimilitarisme populiste. Voir Jean El Gammal, *Recherches sur le poids du passé dans la vie politique française de 1885 à 1900*, thèse de l'université Paris-X, 1990, t. 2, p. 411 *sq*. ; t. 5, p. 1352 *sq*. Il rejoint ensuite pourtant Drumont et se livre alors à de violentes attaques antisémites contre « les youtres » Reinach, Lévy-Bruhl, Raynal, etc. Voir, par exemple, son livre *La Sociale*, Paris, 1914, p. 63.
17. Urbain Gohier, *L'Union contre le seul ennemi*, cité dans le *Bulletin du Comité de vigilance*, Bibliothèque de l'Alliance israélite universelle, 50. Voir aussi L. Fry, *Le Juif, notre maître*, Éd. *Revue internationale des sociétés secrètes*, Paris, 1931. L'auteur décrit la stratégie mise en œuvre par les *Protocoles*.
18. Voir, par exemple, *La Vieille France*, 23 janvier 1919, 6 février 1919, 3 décembre 1919, 11 février 1920.

19. Georges Saint-Bonnet, *Le Juif ou l'Internationale du parasitisme*, Paris, Vita, 1932, p. 191 *sq*.
20. A. de Puysegur, *Qu'était le Juif avant la guerre ? Tout. Que doit-il être ? Rien*, Paris, Baudinière, 1942, p. 100-102.
21. Henry Coston, *La Conjuration juive*, Paris, Office de propagande nationale, s. d., Jacques Ploncard d'Assac, « La vie de Léon Blum », *La Lutte nationaliste*, n° 4. Voir, du même auteur, « Pourquoi je suis antijuif », *La Lutte nationaliste*, n° 2.
22. Hector Ghilini, *A la barre de Riom*, Paris, Jean Renard, 1942, p. 117. Voir aussi Pierre Miles, *Voici la cause de nos maux : la Juiverie*, Paris, Sorlot, 1939.
23. André Pokrovsky, *B'nai B'rith et ses esclaves : Wilson, Roosevelt, Churchill, Blum, Staline et Cie*, Petite Bibliothèque, n° 1, Paris, 1941.
24. *Français ! il faut redevenir*, Institut d'études des questions juives, Paris, Éd. Nouvelles, 1942, p. 11.
25. Jean de La Herse, *Judaïsme et Bolchevisme*, Vichy, Éd. de la porte latine, 1942.
26. Henry-Robert Petit, *Les Juifs au pouvoir*, Paris, Centre de documentation et de propagande, 1943, p. 13.
27. Joseph-Marie Rouault, *La Vision de Drumont*, Paris, Mercure de France, 1943.
28. *Le Cinquantenaire de « La Libre Parole »*, 20 avril 1942.
29. *Je suis partout*, 21 mai 1943.
30. *Ibid*., 28 avril 1944.
31. Dans *Le Pays libre*, du 8 février 1942, on peut trouver une remarquable synthèse de ces courants antisémites, internes et externes, aboutissant logiquement à Vichy.
32. *Lectures françaises*, mars 1957, p. 10.
33. Voir Jean Bastaire, « Drumont et l'antisémitisme », *Esprit*, mars 1964.
34. Voir *Ce que l'on vous cache*, brochures diffusées par *Présent*, 1987 et 1989.
35. Voir, par exemple, *L'Anti-89*, octobre 1987, octobre et juillet 1989.
36. « Les "Protocols" des Sages de Sion », *Revue internationale des sociétés secrètes*, 1920, p. 32.
37. Voir Pierre Birnbaum, *Un mythe politique : « La République juive », op. cit*., p. 301 *sq*.
38. « Les "Protocols" des Sages de Sion », *Revue internationale des sociétés secrètes*, 1920, p. 41.
39. *Ibid*., p. 97.
40. Voir Pierre-André Taguieff, « Antisémitisme politique et national-populisme en France dans les années 1980 », in Pierre Birnbaum éd., *Histoire politique des Juifs de France, op. cit*.
41. Voir François Furet, Jacques Julliard, Pierre Rosanvallon, *La République du centre*, Paris, Calmann-Lévy, 1988, p. 54.

Notes du chapitre 4
Ernest Renan

1. Archives du Collège de France, Dossier Renan, C XII, 4, 5A, 7A. Ce remarquable dossier ne semble pas avoir été utilisé par l'historiographie contemporaine. Je remercie Christine Delangle, responsable de ces archives, de m'avoir indiqué son existence.

2. *Examen critique de « La Vie de Jésus » de M. Renan par l'Abbé Freppel*, Paris, 1863, BN H 14 566, p. 112 et 114.
3. J. Félix, « Quelques mots sur le livre *La Vie de Jésus ». Études religieuse, historique et littéraire*, 1863, p. 693 et 714.
4. Abbé H. Crelier, *M. E. Renan trahissant le Christ par un roman*, Paris, 1864, p. 28, 114, 131. BN 13766. Du même auteur, *Le Cantique des cantiques vengé des interprétations fausses et impies de M. Ernest Renan*, Besançon, 1863, BN A 12472, ainsi que *M. E. Renan guerroyant contre le surnaturel*, Besançon, 1863, BN R 32702. Infatigable, cet abbé Crelier s'en prend avec une belle constance, d'un pamphlet à l'autre, à Renan, l'ami des juifs et des protestants. Voir aussi abbé Hyacinthe Loyson, *Une prétendue vie de Jésus ou M. Renan, historien, philosophe et poète*, Paris, 1863, BN H 16285. Plus tard, voir abbé F. Vigouroux, *La Bible et le critique*, Paris, 1883, BN A 14997, de même que l'abbé Cognat qui estime que Renan est passé dans « le camp des ennemis les plus déclarés du christianisme » (*M. Renan, hier et aujourd'hui*, Paris, 1883, BN Ln 33936).
5. Ce thème déjà évoqué revient très souvent et explique ainsi par l'appât des gains financiers la démarche de Renan. Voir, par exemple, Edmond Biré, *Dialogues des vivants et des morts*, Paris, 1872, BN 8° Lb 57 3472 : « Eh, Eh, Judas n'avait reçu que trente deniers. Renan a reçu quatre-vingt mille francs de Michel Lévy » (p. 127). Dans le même sens, l'abbé Cognat, dans *M. Renan, hier et aujourd'hui, op. cit.*, souligne qu'avec la parution de son livre Renan « ne mourra pas sur la paille » (p. 113).
6. J.I. Simonis, « Étude sur "La Vie de Jésus" par M. Renan », *Revue des sciences ecclésiastiques*, 1863, 2e semestre, p. 6, 22, 171.
7. François Millepierres, *La Vie d'Ernest Renan, sage d'Occident*, Paris, Marcel Rivière, 1961, p. 269.
8. La présentation la plus exhaustive de cette question de la réaction catholique à l'œuvre de Renan se trouve dans le livre très complet de Vytas Gaigalas, *Ernest Renan and His French Catholic Critics*, North Quincy, Christopher Publishing House, 1972. On y a trouvé la piste de plusieurs des pamphlets analysés ensuite ici.
9. *Lettre d'un franc-maçon à Mgr l'Évêque de Marseille. Marseille*, 1864, BN 8° Z 3357.
10. J. Félix, « Quelques mots sur le livre *La Vie de Jésus* », article cité, p. 706, 710. Cet auteur formule publiquement cette même critique dans « Les conférences de Notre Dame », *Études religieuse, historique et littéraire*, 1864, p. 274.
11. Abbé H. Crelier, *M. E. Renan trahissant le Christ par un roman, op. cit.*, p. 131.
12. Mgr Plantier, *Instruction pastorale de Mgr l'Évêque de Nîmes contre un ouvrage intitulé « Vie de Jésus » par Ernest Renan*, Nîmes, 1863. BN E 4719, p. 3, 5, 18 et 90. Dans le même sens, le jésuite P Toulemont dénonce « la haine protestante qui s'exalte jusqu'à la fureur, jusqu'à la rage » (« La *Revue des deux mondes* et ses tendances », *Études religieuse, historique et littéraire*, 1964, p. 423).
13. Père Delaporte, *La Critique et la Tactique. Étude sur les procédés de l'antichristianisme moderne. A propos de Renan*, Paris, 1863, BN H 13964. « Citez moins le Talmud et lisez mieux l'Écriture », lui conseille dans le même sens l'abbé Freppel (*Examen critique de « La Vie de Jésus » de M. Renan op. cit.*, p. 155).
14. Mgr Dupanloup, *Avertissement à la jeunesse et aux pères de famillle sur les attaques dirigées contre la religion*, Paris, 1868, BN D 58321.
15. Cité par V. Delaporte, « L'apothéose de Renan », *Études*, sept.-décembre 1892, p. 445-446.
16. Louis Veuillot, *Œuvres poétiques*, in *Œuvres complètes*, Paris, Lethielleux, 1930, p. 157 *sq*.
17. V. Delaporte, « L'apothéose de Renan », article cité, p. 456, 469, 477.
18. É. Drumont, *La France juive, op. cit.*, t. 1, p. 12-13. Drumont ajoute, p. 135 : « sur cet état d'esprit du Juif, Renan encore est précieux à consulter ».

19. Ce numéro de *La Libre Parole* date du 3 octobre 1892. La plupart des autres journaux cités ici datent tous du 3 ou du 4 octobre, soit juste après le décès de Renan. On les trouve aux Archives du Collège de France, Dossier Renan, C XII, IV, « La mort de Renan ».
20. Henri Desportes, *Le Mystère du sang*, Paris, 1889, BN A 20537, p. 4.
21. Jacques de Biez, Préface à Henri Desportes et François Bournand, *Ernest Renan. Sa vie et son œuvre*, Paris, Talra, 1893, BN Ln 27 91248, p. 6 et 9.
22. H. Desportes et F. Bournand, *Ernest Renan. Sa vie et son œuvre, op. cit.*, p. 274.
23. Cité par René d'Ys, *Ernest Renan en Bretagne*, Paris, 1904, BN Ln 27 50343, p. 417.
24. Le Gal, *Renan à Tréguier ; pourquoi les Bretons se défendent*, Saint-Brieuc, 1903, BN 8° Ln 27 49778, p. 182. Dans son ouvrage *Ernest Renan and His French Catholic Critics, op. cit*, p. 193-194, Vytas Gaigalas signale deux autres pamphlets de Le Gal que nous n'avons pas pu malheureusement nous procurer, *Deux Enfants de Tréguier : Saint Yves, Renan*, Saint-Brieuc, 1902, et *Renan et la Démocratie*, Saint-Brieuc, 1903.
25. V. Delaporte, « L'apothéose de Renan », article cité, p. 447.
26. *Les Fêtes de Renan à Tréguier*, Paris, 1903, BN 4° Lk 7 57755, p. 13. Voir aussi le récit bien plus tardif de ces événements, en juillet 1947, *Inauguration du musée Ernest Renan dans sa maison natale à Tréguier*, sans éditeur, BN 4° Z 1617.
27. *Ibid*., 66.
28. *Ibid*., 90-92.
29. In René d'Ys, *Ernest Renan en Bretagne, op. cit.*, p. 435.
30. Sur ce point, on s'inspire du bel article de Jean Balcou, « Renan et les républicains bretons », *Etudes renaniennes*, 1985, 3e t., p. 12 *sq*.
31. *Ibid*., p. 13-14. Laudyce Rétat note pour sa part qu'Ernest Renan est pourtant loin de se montrer favorable à la politique de laïcisation forcée des écoles menée par la République (« Renan et le problème religieux sous la Troisième République », *Études renaniennes*, 1985, 2e t., p. 23 *sq.)*.
32. Jean des Buttes, *Renan. Autour de sa statue*, Vannes, 1902, B N Ln 27 49660, p. 11, 15.
33. Le Breton, *Pourquoi nous protestons contre la glorification d'Ernest Renan à Tréguier*, Rennes, 1903, BN Ln 27 50370, p. 4 et 45.
34. Archives du Collège de France, Dossier Renan, C XII. 19 et 20 B.
35. Cité par *La Documentation catholique*, 21 avril 1923, p. 965.
36. Voir *La Documentation catholique*, 21 avril 1923, qui donne une présentation très complète des diverses réactions à ce centenaire.
37. Ainsi, Zeev Sternhell considère que « les pères intellectuels et les chefs du nouveau nationalisme — et de son corollaire, le socialisme national — Déroulède, Barrès, Maurras, Sorel ne s'y trompent pas qui voient dans l'auteur de *La Réforme intellectuelle et morale* leur maître à penser » (*La Droite révolutionnaire. 1885-1914. Les origines françaises du fascisme, op. cit.*, p. 84).
38. Shmuel Almog, « The Racial Motif in Renan's Attitude to Jews and Judaism », in Shmuel Almog ed *Antisemitism Through the Ages*, Oxford, Pergamon Press, 1988, p. 273.
39. Tzevan Todorov, *Nous et les Autres. La réflexion française sur la diversité humaine*, Paris, Éd. du Seuil, 1989, p. 186.
40. Michelle Cointet-Labrousse, *Vichy et le Fascisme*, Bruxelles, Complexe, 1987, p. 65.
41. Jean-Louis Dumas, « La philosophie de l'histoire de Renan », *Revue de métaphysique et de morale*, janv.-mars 1972, p. 127. Encore, en 1958, un Henri Massis lié au courant de l'Action française reproche à Renan de vouloir mettre en œuvre une entreprise de « laïcisation du christianisme » (*Visage des idées*,

Paris, Grasset, 1958, p. 179).

42. *Le Temps*, 28 octobre 1942.
43. Pierre-Henri Petitbon, *Taine, Renan, Barrès. Étude d'influence*, Paris, Les Belles Lettres, 1934 p. 121.
44. Sur ce point, André Caquot, « Renan et la notion de race », *Études renaniennes*, 1977, 3e trimestre.
45. Jean Gaulmier, « Ernest Renan et Arthur de Gobineau », *Études renaniennes*, 1988, 1er trimestre.
46. E. Renan, *Histoire générale et Système comparé des langues sémitiques, in Œuvres complètes*, Paris, Calmann-Lévy, t. 8, p. 145.
47. *Ibid*., p 155.
48. *Ibid*., p 587.
49. E. Renan, « De la part des peuples sémitiques dans l'histoire de la civilisation », in *Œuvres complètes*, t. 2, p. 329 *sq*.
50. *Ibid*., p. 332-334.
51. E. Renan, *L'Origine du langage*, in *Œuvres complètes*, t. VIII, p. 115.
52. E. Renan, *Histoire du peuple d'Israël*, in *Œuvres complètes*, t. 6, p. 32.
53. Tzvetan Todorov, *Nous et les Autres, op. cit.*, p. 169. Son analyse sur ce point est particulièrement solide et complète.
54. E. Renan, « La poésie des races celtiques », in *Œuvres complètes*, t. 2, p. 254-256. Sur cette question, voir René Galand, *L'Ame celtique de Renan*, Paris, PUF, 1959.
55. Voir Pierre-André Taguieff, *La Force du préjugé*, Paris, La Découverte, 1988.
56. Voir Shmuel Almog, « The Racial Motif in Renans' Attitude to Jews and Judaism », article cité, p. 273 Voir aussi André Caquot, « Renan, historien d'Israël », *Études renaniennes*, 1971, 4e trimestre.
57. Voir Pierre Birnbaum, *Les Fous de la République. Histoire des Juifs d'État, de Gambetta à Vichy op. cit.*
58. Comme le souligne Keith Dore, « l'image qu'on a gardée de Renan a été conditionnée par la situation en France durant les dernières années du XIXe siècle ; c'est l'époque où, l'affaire Dreyfus aidant, une division entre la droite catholique et la gauche laïque devenait très marquée, et cette division a eu, entre autres, le résultat de faire de Renan l'homme de la gauche, bien que ce ne soit pas là sa place naturelle. Évidemment, Renan a été "adopté" par cette gauche pour des raisons anticatholiques : il était l'auteur de *La Vie de Jésus*. On a oublié qu'à bien des points de vue (son goût de l'ordre, son désir d'une société hiérarchisée, etc.), il était plutôt de droite. Quant à la droite catholique, elle aussi a vu en lui avant tout l'auteur de *La Vie de Jésus*, et a laissé de côté tout ce qui, dans sa pensée, le rapprochait de lui » (*L'Idée de progrès dans la pensée de Renan*, Paris, Nizet, 1970, p. 298).

Notes du chapitre 5
André Siegfried

1. *Le Temps*, 7 décembre 1941.
2. Archives privées P. Grunebaum-Ballin. Voir Pierre Birnbaum, *Les Fous de la République. Histoire politique des Juifs d'État, de Gambetta à Vichy, op. cit.*, p. 76-77.

3. Cités par Pierre Favre, *Naissance de la science politique en France. 1870-1914*, Paris, Fayard, 1989, p. 264-265.
4. André Siegfried, « L'Occident et Israël », Archives André Siegfried, 3 SI 14. Je remercie Pierre Milz ainsi que les personnes responsables de ces archives à la Fondation nationale des sciences politiques d'avoir bien voulu m'aider dans le dépouillement de ces nombreux dossiers.
5. Archives André Siegfried, 3 SI 14, dr 3. Notons encore ce court passage dans le*Tableau politique de la France de l'Ouest sous la Troisième République* [1913], Paris, Colin, 1964, p. 391 : dans l'Ouest de la France, les juifs « sont inconnus dans les campagnes et n'y forment nulle part, comme dans l'Est ou en Alsace, de ces noyaux intimement mêlés aux populations qu'ils pressurent et qui les détestent. S'il existe donc un antisémitisme dans l'Ouest, je ne lui vois rien de commun avec l'antisémitisme alsacien : au lieu d'être, comme ce dernier, issu de rancunes tenaces, il est purement théorique ».
6. Archives André Siegfried, 3 SI 14, dr 3.
7. André Siegfried, « Le rôle moral et social d'Israël dans les démocraties contemporaines »,*Cahiers d'études juives*, février 1932.
8. André Siegfried, « Les apports juifs à la civilisation occidentale »,*Évidences*, août-septembre 1949, p. 2. Voir encore son livre *L'Ame des peuples* où il reprend à nouveau ces métaphores à propos des juifs (*L'Ame des peuples*, Paris, Hachette, 1950, par exemple p. 194).
9. André Siegfried, « Les notions de gauche et de droite ont-elles encore une signification en 1940-1941 ? », Archives André Siegfried, 3 SI 15, dr3. Cette note fait partie des nombreux textes non publiés portant sur Vichy et rédigés au moment où il prépare son livre *De la III^e^ à la IV^e^ République* qui paraît en 1956.
10. André Siegfried, « Notes préparatoires à une conférence donnée à Cambridge », Archives André Siegfried, 5 SI 5, dr 2, et, du même auteur,*De la III^e^ à la IV^e^ République*, Paris, Grasset, 1956, p. 172. Pierre Mendès France, dans une correspondance inédite de juillet 1955, proteste contre de telles « allégations » et regrette cette « polémique » (Archives André Siegfried. 12 SI 1, dr 2). Xavier Valla approuve au contraire la manière dont André Siegfried présente l'expérience Mendès France : « Son portrait du "liquidateur" Mendès est bien venu », écrit-il (*Aspects de la France*, 15 février 1957).
11. André Siegfried,*L'Ame des peuples, op. cit.*, p. 119-120. On a remarqué à quel point Siegfried affectionne cette citation de Bismarck sur les Juifs qu'il reprend elle aussi sans cesse. Voir encore sa « Conférence sur la discipline allemande » du 3 décembre 1948 (Archives André Siegfried, 5 SI 14 dr 5).
12. André Siegfried, *Cours de géographie économique*, Paris, IEP, 1956-1947, CDU, BN Fo Z 1471 (18 p. 95.
13. André Siegfried, 5 SI 2, dr 4.
14. André Siegfried,*Les États-Unis d'aujourd'hui*, Paris, Colin, 1927, p. 10, 16-17. En 1946 encore Siegfried reprend cette image des trois générations en l'appliquant aussi bien à la France qu'aux États-Unis et observe que « des éléments hétérogènes restent au fond du creuset » (« La France et le problème de l'immigration et de l'émigration », *Les Cahiers du Musée social*, n^o^ 2, 1946, p. 73).
15. Siegfried, *Les États-Unis d'aujourd'hui, op. cit.*, p. 27.
16. *Ibid.*, p. 20.
17. André Siegfried, *Tableau des États-Unis*, Paris, Colin, 1954, p. 63, 101, 104, 105, 107.
18. Archives André Siegfried, 3 SI 16, dr 5.
19. L'ouvrage se trouve finalement traduit par Margaret Ledésert et paraît chez Harcourt, Brace and Co, en 1955, sous le titre de *America at Mid-Century*. Cette phrase ainsi transformée se trouve à la page 102.
20. A. Siegfried, *Les Voies d'Israël*, Paris, Hachette, 1958, p. 168.

21. A. Siegfried, *Géographie humoristique de Paris*, La Passerelle, 1951, p. 155.
22. *Le Temps*, 18 novembre 1942.
23. Voir, par exemple, *Le Temps* des 15 novembre 1941, 8 avril 1942, 16 juillet 1942, 20 octobre 1942, 29 octobre 1942.
24. André Siegfried, « Les raisons présentes d'espérer », *Les Annales*, 15 novembre 1948.
25. Archives André Siegfried, 3 SI 1, dr 3, sans date.
26. Le nom de Barrès revient, par exemple, à plusieurs reprises dès les premières pages de *De la IIIe à la IVe République*. Barrés est cité, par exemple encore, par A. Siegfried, « Notre métro » *Cinquantenaire du métropolitain de Paris*, 1951, ou encore dans son texte « Les villes », *Urbanisme*, mai 1953 (Archives André Siegfried, 12 SI 13, dr 2). On verra plus loin encore à quel point Barrès se trouve souvent sollicité.
27. Voir, de ce point de vue, ses réflexions sur les fondements de la nation. Il écrit : « Il va de soi cependant que la communauté de race est un facteur puissant d'unité et que des hommes de même origine tendent naturellement à se grouper. Si l'on ne conçoit même pas une nation formée de races par trop différentes, de jaunes et de blancs par exemple, on distingue par contre une sorte de patriotisme de race. La notion de race demeure toutefois insuffisamment précise pour servir de base unique à la conception de la nation […] Pour former une nation (et c'est en somme le facteur nécessaire par excellence), il faut que les hommes […] aient la volonté de vivre ensemble, de partager, dans l'histoire, une même destinée. » Un peu plus loin, il condamne l'hitlérisme : « Les hommes y sont sacrifiés à un idéal collectif, la Race, au nom duquel l'État réclame une soumission absolue de tous » (Albert Métin et André Siegfried,*Cours d'instruction civique. Enseignement de primaire supérieure*, Paris, Masson, 1935, p. 1, 2, 4 et 18).
28. Robert Aron, *Histoire des années 40*, Paris, Librairie Tallandier, 1954, t. 1., p. 499. Dans le même sens, Michèle Cointet,*Le Conseil national de Vichy. Vie politique et réforme de l'État en régime autoritaire. 1940-1944*, thèse de doctorat d'État de l'université Paris-X, 1984, t. 1, p. 800. Voir aussi Gilles Ragache et Jean-Pierre Ragache,*La Vie quotidienne des écrivains et des artistes sous l'occupation. 1940-1944*, Paris, Hachette, p. 42.
29. *Carnets du pasteur Boegner. 1940-1942*, présentés et annotés par Philippe Boegner, Paris, Fayard 1992, p. 75.
30. Michelle Cointet,*Le Conseil national de Vichy. Vie politique et réforme de l'État en régime autoritaire. 1940-1944, op. cit.*, t. 1, p. 333. Voir le témoignage de Joseph-Barthélemy, *Ministre de la Justice. Mémoire*, Paris, Pygmalion, 1989, p. 412. Le cours de Joseph-Barthélémy à l'École libre de sciences politiques est suspendu, à son regret, dès janvier 1941. Sur les circonstances de cette suspension et sur son éviction en octobre 1943, voir son livre précité, p. 303-304. Comme le note Pierre Rain, « les rapports de l'École avec Vichy furent des plus distants (A. Siegfried refusa de faire partie du Conseil national) » (in *L'École libre des sciences politiques*, Paris, FNSP, 1963, p. 113).
31. « Note remise par M. André Siegfried à l'amiral Fernet « relativement aux travaux de la Commission des régions » (Archives André Siegfried, 13 SI 1, dr 3).
32. Voir Pascal Fouché,*L'Édition française sous l'occupation. 1940-1944*, Paris, Bibliothèque de littérature française contemporaine de l'université Paris-7, 1987, t. 1. p. 256 et 373. On ne dispose que de peu d'informations quant à ses réunions et à l'éventuelle participation d'André Siegfried.
33. Narin Gun,*Le Secret des archives américaines. Pétain. Laval. De Gaulle*, Paris, Albin Michel, 1979, p. 187.
34. Cet article de même que la correspondance se trouvent dans les Archives André Siegfried, 1 SI 17, dr 9.
35. Je remercie Philippe Burrin d'avoir bien voulu m'indiquer cette référence (Bonn, Auswärtiges Amt, Politisches Archiv, Botschaft Paris 1368).
36. André Siegfried, Préface à Jacques Troizet,*Un métier de chefs. La marine marchande*, Paris, 1943, p. 12, BN 16° V 15.

37. Préface d'André Siegfried, Salon des urbanistes, 9e exposition, 1943, *Urbanisme*, juillet 1943, BN Fol V 6860.

38. Préface d'André Siegfried, *Qu'est-ce que l'artisanat ?*, Paris, Horizons de France, 1941, BN V 5475 (1).

39. Préface d'André Siegfried, *Guide pratique des lois sociales*, Paris, 1943, BN F 41586.

40. Jean-Pierre Azéma, « Vichy et la mémoire savante : quarante-cinq ans d'historiographie », in J.-P. Azéma et F. Bédarida, *Vichy et les Français*, Paris, Fayard, 1992, p. 26. Voir aussi Henry Rousso, *Le Syndrome de Vichy. 1944-198…*, Paris, Éd. du Seuil, 1987, p. 267.

41. Jean-Louis Loubet del Bayle, *Les Non-Conformistes des années trente, op. cit.*, p. 87.

42. Les notes ainsi que la lettre de Robert Aron se trouvent aux Archives André Siegfried, 3 SI 16, dr 7.

43. André Siegfried, *De la IIIe à la IVe République, op. cit.*, p. 78, 84, 91, 93.

44. André Siegfried, *De la IIIe à la IVe République, op. cit.*, p. 101-102.

45. André Siegfried, Notes, Cours Harvard, Archives André Siegfried, 3 SI 15, dr 7.

46. Un autre grand bourgeois protestant et lui aussi universitaire, Charles Rist, après s'être moqué de l'aspect « frelaté et artificiel d'un Barrés » qui prévaut maintenant, condamne pour sa part d'emblée, dans son journal rédigé pendant l'occupation, cette nouvelle « Saint-Barthélemy », considère la loi sur les juifs comme un « scandale » et proclame son entière « solidarité » avec eux (Ch. Rist, *Une saison gâtée. 1939-1944*, Paris, Fayard, 1983).

47. Archives du Collège de France, Fonds Hubert/Mauss, lettre d'André Siegfried à Marcel Mauss c 11 novembre 1931.

48. *Ibid.*, Lettre d'André Siegfried à Marcel Mauss du 14 novembre 1931.

49. Archives du Collège de France, G IV K 14 D.

50. *Ibid.*, lettre d'André Siegfried à Marcel Mauss du 9 janvier 1933.

51. Ni aux Archives du Collège de France ni aux Archives André Siegfried de la Fondation nationale des sciences politiques on n'a trouvé trace d'une correspondance postérieure.

52. Ces renseignements sont extraits de l'*Annuaire du Collège de France*, Paris, Imprimerie nationale, BN 8° R 17917. On a dépouillé les années 1939-1946.

53. Archives du Collège de France, C XII, dossier personnel. On y trouve également plusieurs lettre d'André Siegfried datant de cette période concernant son salaire.

54. Archives André Siegfried, 1 SI 17, dr 5.

55. Voir William Schneider, « Toward the Improvement of the Human Race : the History of Eugenics in France », *Journal of Modern History*, juin 1982, p. 284 *sq*.

56. André Siegfried, « Notes de cours, Les races méditerranéennes », 1942, 1 SI 17, dr 5, p. 1-5.

57. *Ibid.*, p. 9-10.

58. *Ibid.*, p. 13 *sq*.

59. André Siegfried, *Vue générale sur la Méditerranée*, Paris, Gallimard, 1943, p. 14, 69, 70, 74, 81, 173, 174 et 178.

60. André Siegfried, « La défense sanitaire de l'Occident », *Les Cahiers du Musée social*, n° 1, 1943, BN 8° R 47 901 (1).

61. André Siegfried, « Défenses contre la propagande », Archives André Siegfried, 9 SI, dr 6. Il revient plus tard systématiquement à ce thème dans son livre *Itinéraires de contagions. Épidémies et idéologies*, Paris, Colin, 1960. Voir, par exemple, le chapitre 7 portant sur « la diffusion des germes et des idées ».

62. Annuaire du Collège de France, *op. cit.*

63. André Siegfried, « Leçon d'ouverture au Collège de France »,*Revue des cours et conférences*, 30 mai 1933, BN 8° G Pièce 2029.

64. André Siegfried, « L'Occident et la direction spirituelle du monde »,*La Cause*, 1932, BN 8° R Pièce 19432.

65. André Siegfried,*Amérique latine*, Paris, Colin, 1934, p. 21-22. Voir aussi la préface d'André Siegfried au livre d'Henri Decugis, *Le Destin des races blanches*, Paris, Librairie de France, 1935.

66. Pour une présentation récente de ces théories et de leur influence dans la France contemporaine, Pierre-André Taguieff, « Doctrines de la race et hantise du métissage »,*Nouvelle Revue d'ethnopsychiatrie*, n° 17, 1991. Gérard Noiriel range André Siegfried dans le courant Le Bon, Barrès, Vacher de Lapouge, Bertillon, Vidal de La Blache et ajoute : « On voit aisément pourquoi la conception barrésienne ne permet pas de faire une place à l'immigration comme élément constitutif de l'histoire de France » (*Le Creuset français. Histoire de l'immigration, 19e-20e siècle*, Paris, Éd. du Seuil, 1988, p. 35 ; sur Siegfried, voir encore p. 41-42). De même, Claude Liauzu rapproche certains écrits de Siegfried sur la supériorité menacée de la race blanche de la perspective de Le Bon ou encore de celle de Valéry (*Race et Civilisation*, Paris, Syros, 1992, p. 116 et 356).

67. André Siegfried,*Les Échanges internationaux*, Cours de l'École libre des sciences politiques, 1943-1944, CDU, BN 4° R 15506. La 7e leçon manque malheureusement dans le cours disponible à la BN.

68. Ceux-ci jouent un rôle important dans la politique hostile aux juifs menée par Vichy.

69. De manière explicite, à la fin de ces brochures, toutes les grandes administrations de l'État précisent les conditions à concourir des futurs diplômés de l'École qui entendent s'y présenter : le ministère des Affaires étrangères de même que le ministère des Finances, le ministère de l'Intérieur, le ministère du Travail ou encore la Compagnie des messageries maritimes exigent en toutes lettres, dans cette brochure, et page après page, que « les candidats remplissent les conditions exigées par la loi du 3 avril 1941 (nationalité), du 13 août 1940 (sociétés secrètes), du 2 juin 1941 (Statut des juifs) » ; certaines évoquent la nécessité de se soumettre à la législation antijuive, d'autres, tel le ministère des Finances, observent que le futur candidat « ne doit pas entrer dans le champ d'application de la loi du 30 octobre 1940 portant statut des juifs » ; dans les brochures de 1943-1944 ou de 1944-1945, on insiste souvent sur la nécessité de « ne pas être juif », le ministère de l'Économie nationale exigeant que le candidat « prouve par une déclaration spéciale que les dispositions du 2 juillet 1941 interdisant aux juifs l'accès et l'exercice des fonctions publiques ne lui sont pas applicables ». École libre des sciences politiques, *Organisation et programme des cours*, Paris, 1941, 1942, 1943, 1944, 1945. La phrase concernant les ouvrages à lire figure dans la brochure de l'année 1942-1943, p. 33. Sur les conditions à concourir se référant au statut des juifs, voir, dans cette même brochure, p. 161, 213, 223, 230, 286, etc. Ou dans la brochure de 1943-1944, p. 184, 212, etc.

70. Sur cet épisode, voir Henry Rousso.*Le Syndrome de Vichy. 1944-198…, op. cit.*, p. 76-77, ainsi que Jean-François Sirinelli,*Intellectuels et passions françaises. Manifestes et pétitions au XXe siècle*, Paris, Fayard, 1990, p. 163-164. On a noté pourtant à quel point Siegfried aime depuis toujours citer fréquemment Paul Morand.

71. Tous les renseignements sur le Collège de France proviennent à nouveau de l'Annuaire du Collège de France, analysé ici année après année. Le livre d'André Siegfried,*Le Canada. Les deux races* est publié par Armand Colin, en 1906.

72. Archives André Siegfried, 4 SI 11, dr 5.

73. André Siegfried, « La race blanche »,*Annales du Centre*, 17 novembre 1948, Archives André Siegfried, 12 SI 12.

74. André Siegfried, « Les caractéristiques de la civilisation occidentale », 1950. Archives André Siegfried, 6 SI 3, dr 5.

75. André Siegfried,*Cours de géographie économique*, Paris, IEP, 1945-1946, CDU, BN 4° 16056 e

même cours, 1947-1948, CDU, BN Fo Z 1471 (18).

76. André Siegfried, *L'Ame des peuples, op. cit.*, p. 28-29.

77. *Ibid.*, p. 68. Sur les Celtes et l'âme bretonne, voir plus loin.

78. André Siegfried, *L'Ame des peuples, op. cit.*, p. 116-120. Voir aussi sa conférence à la Sorbonne pour les cadres militaires de l'occupation, le 4 décembre 1944, Archives André Siegfried, 5 SI 4, dr 5. Pour une formulation un peu différente, voir André Siegfried, « Conférence d'ouverture du stage de l'AMFA faite en Sorbonne », 1946, Archives André Siegfried, 5 SI 14, dr 5. Voir aussi son cours à l'IEP du 3 novembre 1954, Archives André Siegfried, 3 SI 5, dr 1.

79. Archives André Siegfried, 3 SI 14, dr 1.

80. Archives André Siegfried, 3 SI 5, dr 2.

81. Archives André Siegfried, « Leçon sur la race blanche », 3 SI 5, dr 2.

82. Archives André Siegfried, 6 SI 3, dr 5.

83. Archives André Siegfried, 6 SI 1, dr 2.

84. André Siegfried, *Afrique du Sud. Notes de voyage*, Paris, Colin, 1949, p. 28 et 140. Dans un rapport au directeur général des Relations culturelles, datant du 15 octobre 1948, André Siegfried remarque encore : « L'Afrique du Sud est moralement et socialement un pays malsain […] La question noire y est une source d'infection, susceptible, un jour ou l'autre, de se développer en quelque terrible maladie » (Archives André Siegfried, 1 SI 10, dr 1). Dans le même sens, voir sa conférence « Les problème ethniques de l'Afrique du Sud », *Les Cahiers du Musée social*, 4, 1949.

85. André Siegfried, *Le Canada. Les deux races*, Paris, Colin, 1906, p. 3, 27, 68 et 318.

86. Archives André Siegfried, 1 SI 8, dr 1. Voir aussi, plus tard, ses notes sur l'Italie en 1941, Archives André Siegfried, 1 SI 8, dr 1.

87. André Siegfried, Cours à l'École de guerre, le 6 mars 1926, Archives André Siegfried, 5 SI 2, dr 7.

88. Archives André Siegfried, 3 SI 15, dr 3.

89. Archives André Siegfried, 3 SI 15, dr 3. Dans le même sens, voir sa Préface datée de mai 1944, à Roger Thabault, *Mon Village. L'ascension d'un peuple. 1848-1941*, Paris, Delagrave, 1941, p. 5.

90. Indiquons de ce point de vue que ces enseignements du mardi, au Collège de France, portant sur le Tarn (1938-1939), l'Aube (1939-1940), le Languedoc (1941-1942), la vallée du Rhône (1942-1943), le Gard et la Lozère (1943-1944), etc., n'ont pas fait l'objet d'une étude savante.

91. Archives André Siegfried, 2 SI 16, dr 6. André Siegfried envoie également son ouvrage à bien d'autres personnalités dont le préfet Albert Hendlé, juif d'État lié, comme toute sa famille, à son père qui était très actif, on le sait, dans le camp dreyfusard. Voir Pierre Birnbaum, *Les Fous de la République. Histoire des Juifs d'État, de Gambetta à Vichy, op. cit.*, p. 33 *sq*. Remarquons aussi qu'André Siegfried a envoyé un exemplaire, peu d'années auparavant, de son livre *Le Canada, Deux races*, au général Lyautey qui le remercie et se déclare « profondément touché par la dédicace de Siegfried » (Archives André Siegfried, 2 SI 16, dr 3).

92. André Siegfried, *Tableau politique de la France de l'Ouest sous la Troisième République*, Paris, Colin, 1964 (1re éd. 1913), p. XXVII.

93. *Ibid.*, p. 364. Paul Bois remarque à ce sujet que « l'on s'aventure alors sur les sables mouvants […] on arrive ainsi à un émiettement ethnique où toute explication se dilue » (in Paul Bois, *Paysans de l'Ouest*, Paris, Flammarion, 1971, p. 26-27). Commentant lui aussi ce texte, Alain Lancelot écrit : « Il est clair que c'est dans ce mystère des personnalités ethniques, dans cet aveu de défaite que réside peut-être une des limites de la méthode géographique, non pas tant pour Siegfried lui-même que pour ses imitateurs qui ont pu recourir plus tard à la méthode qu'il avait fondée » (Alain Lancelot, « Les problèmes électoraux », in *L'Œuvre scientifique d'André Siegfried*, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1977, p. 52). Pour sa part, Pierre Favre estime que ce « recours systématique à la psychologie des

peuples paraît bien peu scientifique » ; il avoue également ressentir « plus qu'un malaise à la lecture de *L'Ame des peuples* » (in *Naissance de la science politique française, op. cit.*, p. 242-243).

94. *Ibid*., p. 115 et 128.
95. Voir chap. 4. Soulignons cette influence du Renan « celtique » sur la place de la race dans la Bretagne bretonnante vue par Siegfried. On peut aussi noter que, lorsque Siegfried prépare ses cours sur les juifs dont on a vu plus haut la teneur, il se plonge dans une lecture très attentive des écrits de Renan sur la question sémitique présentée, dans ces textes particuliers, on s'en souvient, de manière très négative. Il retient, par exemple, dans ses notes préparatoires que, dans la formulation de Renan, « le Talmud est une encyclopédie malsaine, l'esprit juif s'aiguise ici jusqu'à la fausseté » ou encore que, selon Renan, « Jésus sort des prophètes et non de la loi ; le Talmud c'est le culte de la loi poussé jusqu'à la superstition » (Archives André Siegfried, 3 SI 14, dr 3). Observons, au contraire, qu'il n'a pas retenu la condamnation formelle prononcée par Renan contre « l'interprétation zoologique des races » et son hostilité entière, formulée par exemple dans *Qu'est-ce qu'une nation ?*, contre l'emploi des notions de dolichocéphales ou de brachycéphales.
96. André Siegfried, *Tableau politique de la France de l'Ouest sous la Troisième République, op. cit.*, p. 130.
97. *Ibid*., p. 154, 155, 157-159, 162. Dans le chapitre précédent, on traite, on s'en souvient, de cette question symbolique de la statue de Renan à Tréguier.
98. *Ibid*., p. 200-201.

Notes du chapitre 6
George Montandon

1. Archives du Centre de documentation juive contemporaine (CDJC), CXCV, 104, 193, 196, CCXXXVI 55. Je remercie Marc Knobel et Vidar Jacobsen de m'avoir aidé dans la consultation de ces archives Sur ces examens raciaux faits par Montandon, voir Joseph Billig, *Le Commissariat général aux questions juives*, Paris, Éd. du Centre, 1957, t. 2, p. 243 *sq*.
2. George Montandon, « Ethno-raciologie judaïque. Sociologie de l'ethnie juive », *L'Ethnie française*, p. 7 ; CDJC, XCIX, 41.
3. *Le Matin*, 8 novembre 1941, CDJC, XIV, 147, d.
4. CDJC, XXVIII, 207, et XLII, 59. En mai 1945, devant la cour de justice du département de la Seine, c témoins confirment cette soif d'argent de George Montandon qui a reçu des fonds importants des personnes poursuivies par les nazis (CDJC, XI. 1). Voir encore le témoignage d'un médecin non juif qu tente de sauver une jeune juive atteinte par la tuberculose pulmonaire et qui se trouve internée à Drancy. Reçu par Montandon en mai 1944, celui-ci lui déclare : « Puisque vous aimez tellement les Juifs, je puis vous faire mettre avec eux à Drancy » (CDJC, DXLVI. 76).
5. CDJC, XCV, 56.
6. CDJC, XCV, 140 a.
7. George Montandon, « Le problème des races. L'ethnie juive devant la science », *Les Cahiers du Centre d'examen des tendances nouvelles*, Bruxelles, n° 1, septembre 1938 ; CDJC, XCVIII, 33 p. 8, 13 et 21.
8. George Montandon, Préface à D. Westermann. *Noirs et Blancs en Afrique*, Paris, Payot, 1937, p. 10.
9. George Montandon, « L'aryanisme français », *L'Ethnie française*, avril 1942.

10. George Montandon, *L'Ethnie française*, Paris, Payot, 1935, p. 137-149, 161 et 227. A la fin avril 1939, il reprend ces propos dans une conférence publique « particulièrement intéressante et chaudement applaudie accompagnée de projections qui rendirent encore plus vivantes ses explications » (« Le problème des races », *La France enchaînée*, 30 avril 1939 ; CDJC, C. 7 d).
11. George Montandon, *La Race, les Races. Mise au point d'ethnologie somatique*, Paris, Payot, 1933, p. 112. Notons qu'il a également publié aux Éditions Payot, en 1935, *L'Ologénèse culturelle. Traité d'ethnologie cycloculturelle et d'ergologie systématique*.
12. Voir *Bulletin* du Centre de documentation et de vigilance, Alliance israélite universelle, n° 67, 2 juin 1938. Voir également le n° 76, du 22 décembre 1939.
13. Le journal *La Lumière*, fort hostile aux thèses de Montandon, s'interroge : « Mais l'École d'anthropologie que président M. Marin et les pouvoirs publics n'a-t-elle rien à dire ? » (*La Lumière*, 26 avril 1940 ; CDJC, C, 14 a). Le corps enseignant de l'École d'anthropologie paraît lui aussi être demeuré tout entier en place sous Vichy. Voir Marc Knobel, « De l'étude des juifs chez George Montandon », in *Les Relations culturelles franco-allemandes dans tes années trente*, Paris, CNRS 1991, 2, p. 694).
14. P. Montardit (George Montandon), « L'origine des types juifs », *L'Humanité*, 15 décembre 1926.
15. Sur G. Montandon, voir Joseph Billig, *L'Institut d'étude des questions juives*, Paris, CDJC, 1974 p. 186-205. Voir également les récents articles de Marc Knobel, « Un ethnologue à la dérive », *Ethnologie française*, octobre 1988 ; « L'ethnologie à la dérive », *Le Monde juif*, décembre 1988 ; et « De l'étude des noms et des juifs. A l'école d'anthropologie et chez George Montandon », in *Sexe et Race. Discours et formes nouvelles d'exclusion du XIX^e^ au XX^e^ siècle*. Université Paris, 4-VII, 1990.
16. H. Weinert, *L'Homme préhistorique. Des préhumains aux races actuelles*, Paris, Payot, 1939, p. 327.
17. George Montandon, *Comment reconnaître le Juif ?*, Paris, Nouvelles Éditions françaises, 1940, p. 16 23-26, 32-33, 35.
18. George Montandon, « Le problème des races. L'ethnie juive devant la science », article cité, p. 20-21.
19. George Montandon, « Faut-il fusiller ou couper le nez ? », *Le Cri du peuple*, 13 août 1940.
20. Cité par Joseph Billig, *Le Commissariat général aux questions juives, op. cit.*, t. 1, p. 139.
21. Gérard Mauger, « Vers le statut du Juif », *Au pilori*, 17 avril 1941 ; CDJC, 19 a.
22. George Montandon, « La religion juive signe de ralliement ethnique », *Le Cri du peuple*, 8 août 1941 ; CDJC, CI, 13 a.
23. Voir William Schneider, *Quality and Quantity : The Quest for Biological Regeneration in Twentieth Century France*, Cambridge, 1991, et Herman Lebovics, *True France. The Wars over Cultural Identity. 1900-1945, op. cit.* chap. 1.
24. George Montandon, « L'ethnie juive », *L'Ethnie française*, avril 1941 ; CDJC, XCIX, 37.
25. George Montandon, « Synthèse de la notion d'ethnicité », *Je vous hais !*, avril 1944, p. 21.
26. Archives du CDJC, XCV, 138 et 138 a.
27. Voir les documents multiples du CDJC, XCV.32, XCV.33, XCV.36, XCV.40, XCV.41, XCV.4 XCV.65, XCV.74, XCV.97, XCV.112, XCV.125, XCV.126, XCV.135, etc.

Notes du chapitre 7
Céline, un autre Drumont

1. *L'Action française*, 10 février 1938.
2. Léon Daudet, *Souvenirs*, Paris, Nouvelle Librairie nationale, 1926, t. 2, p. 113.
3. *Cahiers jaunes*, novembre 1941. Michel Winock rapproche Céline de Drumont (« Le scandale Céline » in *Nationalisme, Antisémitisme et Fascisme en France, op. cit.)*.
4. Bettina Knapp, *Céline : Man of Hate*, Alabama, University of Alabama Press, 1974, p. 122. Françoise Brégis considère elle aussi que Céline « se forme une image d'Israël qui sied à sa haine » (W. *Miller, L.-F. Céline et les Juifs*, Cannes, Éd. de la Diaspora française, BN 8o Z, pièce 4764, p. 16). Jean Pierre Richard met à son tour l'accent sur cette haine incommensurable, à en donner « la nausée » : à ses yeux, « sa haine le préserve de devenir sensible à ce qu'il hait (à ce qu'il est) » (*Nausée de Céline*, Montpellier, Fata Morgana, 1980, p. 45).
5. André Gide, « Les Juifs, Maritain et Céline », *NRF*, avril 1938, p. 630.
6. Patrick McCarthy, *Céline*, Londres, Penguin Books. 1975, p. 156.
7. Pol Vandromme, *Céline*, Paris, Éditions universitaires, 1963, p. 17-19.
8. Roger Nimier, « Donnez à Céline le Prix Nobel ! », *Les Nouvelles littéraires*, 18 septembre 1956.
9. Maurice Bardèche, *Louis-Ferdinand Céline*, Paris, La Table ronde, 1986, p. 168 et 178.
10. Merlin Thomas, *Louis-Ferdinand Céline*, New York, New Directions, 1980, p. 161-183.
11. Nicolas Hewitt, *The Golden Age of Louis-Ferdinand Céline*, New York, Oswald Wolff Books, 1987, p. 184. Dans le même sens, pour Claude Gandelman, « l'étiologie du fascisme linguistique de Céline est avant tout socio-linguistique » (Claude Gandelman, « Folie de Céline », *Levant*, 1991, p. 265.)
12. Allen Thiher, *Céline : the Novel as Delirium*, New Jersey, Rutgers University Press, 1972, p. 121-122. Paolo Carile, *L.-F. Céline. Un allucinato di genio*, Bologne, Patron, 1969.
13. Louis-Ferdinand Céline, *L'École des cadavres*, Paris, Denoël, 1938, p. 34-35, p. 36. Voir Marc Varangot, *Anarchisme de l'écrivain et Politique : Céline*, Paris, Mémoire de l'IEP, 1958, p. 79. Sur le caractère délibéré et conscient de l'antisémitisme de Céline, H. Kaminski, *Céline en chemise brune*, Paris, Éd. Plasma, 1977 (1er éd. 1938), et P. Bleton, « L'impossible portrait de l'antisémite », *Études littéraires*, août 1972.
14. *Je suis partout*, 16 juin 1944.
15. Louis-Ferdinand Céline, *L'École des cadavres, op. cit.*, p. 41.
16. Alice Kaplan, « Sources et citations dans *Bagatelles pour un massacre », in Céline, Actes du Colloque international de Paris L.-F. Céline*, Paris, Du Lérot, 1987, p. 129.
17. L.-F. Céline, *Les Beaux Draps*, Paris, Nouvelles Éditions françaises, 1941, p. 115.
18. Louis-Ferdinand Céline, *Les Beaux Draps, op. cit.* p. 197.
19. Pascal Ory, *Les Collaborateurs. 1940-1945*, Paris, Éd. du Seuil, 1980, p. 232.
20. Philippe Roussin, « Céline : les tirages d'un auteur à succès entre 1932 et 1944 ». in *Céline. Actes du Colloque international de Paris..., op. cit.*
21. Pascal Fouché, *L'Édition française sous l'occupation. 1940-1944, op. cit.*, t. 1, p. 240, et t. 2, p. 21, 164, 203. Voir aussi Dominique Rossignol, *Histoire de la propagande en France de 1940 à 1944*, Paris, PUF, 1991, p. 228.
22. Peter Novick, *L'Épuration française. 1944-1949*, Paris, Balland, 1985, p. 207. Voir aussi Herbert Lottman, *L'Épuration. 1943-1953*, Paris, Fayard, 1986, p. 407 et 429.

23. Publié in *Cahiers Céline* n° 7, *Céline et l'Actualité 1933-1961*, Paris, Gallimard, 1986, p. 164. Sur l'antisémitisme de Céline sous Vichy, voir Rabi, « Un ennemi de l'homme », *Cahiers de l'Herne*, 1963, n° 3, p. 262-267.

24. « Comment, remarque Erika Ostrvsky, ces hallucinations de terreur pouvaient-elles rester en dehors de tout alors qu'en 1942, douze mille Juifs attendaient d'être déportés dans les camps de concentration, étaient entassés au Vel d'Hiv ? » (*Céline, le voyeur-voyant*, Paris, Buchet-Chastel, Paris, 1972 p. 137).

25. *Ibid*., p. 227-228. On trouve aussi ce document aux archives du CDJC, XI g. 119. Dans une autre lettr au capitaine Sézille, il le félicite et le complimente de « son action menée avec grand courage et beaucoup d'adresse » (cité par François Gibault, *Céline. 1932-1944. Délires et persécutions*, Paris, Mercure de France, 1985, p. 260.

26. *Au pilori*, 25 décembre 1941, in *Cahiers Céline n° 7, Céline et l'Actualité 1933-1961, op. cit.*, p. 146.

27. *Le Cri du peuple*, 23 décembre 1943, in *Cahiers Céline* n° 7, *Céline et l'Actualité 1933-1961, op. cit.*, p. 176.

28. Colin Nettlebeck, « Céline devant l'an 40. *Les Beaux Draps* et le début de *Guignol's Band ». Bulletin de la Bibliothèque L.-F. Céline*, 5, p. 68-69. Voir, dans le même numéro, Paul Kingston, « Céline et l'antisémitisme de son époque : aspects de *Bagatelles pour un massacre ».*

29. *L'Émancipation nationale*, 21 novembre 1941, in *Cahiers Céline* n° 7, *Céline et l'Actualité 1933-1961. op. cit.*, p. 134-135. Sur la nature de ce texte, voir les remarques dubitatives de Merlin Thomas *Louis-Ferdinand Céline, op. cit.* p. 175 *sq. Notons néanmoins que ce commentateur trouve lui aussi bien des excuses à l'antisémitisme de Céline qu'il considère, on s'en souvient, comme un « homme d'honneur ». La plupart de ces textes envoyés à des journaux de la collaboration sont publiés in Cahiers Céline* n° 7, *Céline et l'Actualité, 1933-1961, op. cit.*

30. « Lettre à Jacques Doriot », *Cahiers de l'Émancipation nationale*, mars 1942, in *Cahiers Céline* n° 7, *Céline et l'Actualité 1933-1961, op. cit.* p. 155-161.

31. Lucien Rebatet, « D'un Céline l'autre », *Cahiers de l'Herne*, 1963. n° 3, p. 47. Sur ce texte ainsi que sur toutes ces lettres écrites à cette époque, voir Johane Bénard, « La lettre à toute volée », in *Céline. Actes du Colloque international de Londres*, Paris, Du Lérot, 1989.

32. Gerhard Heller, *Un Allemand à Paris*, Paris, Éd. du Seuil, 1981, p. 152.

33. Louis-Ferdinand Céline, *L'École des cadavres, op. cit.*, p. 283-285.

34. Voir Joseph Billig, *L'Institut d'étude des questions juives, op. cit.*, p. 197.

35. Voir le récit de cet incroyable dîner, in *Cahiers Céline n° 7, Céline et l'Actualité. 1933-1961, op. cit.*, p. 222 *sq*.

36. *Louis-Ferdinand Céline, Bagatelles pour un massacre*, Paris, Denoël, 1937, *op. cit.*, p. 191.

37. Louis-Ferdinand Céline, *L'École des cadavres, op. cit.*, p. 140 et 198-199. Dans ce même livre, p. 62, Céline remarque : « Personnellement, je trouve Hitler, Franco, Mussolini fabuleusement débonnaires admirablement magnanimes. » Dans son interview de 1938 à *La Presse*, il observe encore : « La Tchécoslovaquie est un pays créé de toutes pièces par la bande juive et franc-maçonne […] Hitler, je m'en fous » (*Cahiers Céline* n° 7, *Céline et l'Actualité, 1933-1961, op. cit.*, p. 49).

38. Lettre à Pierre Costantini, *L'Appel*, 4 décembre 1941, in *Cahiers Céline* n° 7, *Céline et l'Actualité. 1933-1961, op. cit.*, p. 140.

39. Lettre à Jean Lestandi, *Au Pilori*, 2 octobre 1941, in *ibid*., p. 123.

40. Cité par Gérard Loiseaux, *La Littérature de la défaite et de la collaboration*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1984, p. 539.

41. Lettre à Jean Lestandi, *Au pilori*, 30 octobre 1941, in *Cahiers Céline*, n° 7, *Céline et l'Actualité 1933-1961, op. cit.*, p. 126-127.

42. Lettre à Pierre Costantini, *L'Appel*, 9 avril 1942, in *ibid.*, p. 166. Sur Céline et Drumont, voir le curieux texte d'Yves Pagès. « L'antijuif, l'apache et l'anarchiste : examen d'une série criminelle », in *Céline. Actes du Colloque international de Londres, op. cit.*

43. Louis-Ferdinand Céline, *L'École des cadavres, op. cit.*, p. 108-109.

44. *Ibid.*, p. 135-136.

45. *Ibid.*, p. 112.

46. Jacqueline Morand, *Les Idées politiques de Louis-Ferdinand Céline*, Paris, LGDJ, 1972, p. 76. On se souvient qu'à quelques mots près, en 1980, Merlin Thomas reprend à son tour la même expression, invoquant la sensibilité du Céline médecin des pauvres dont il ne convient pas de prendre au sérieux la violence antijuive même si elle éclate encore en 1941.

47. Louis-Ferdinand Céline, *D'un château l'autre*, Paris, Gallimard, 1957, p. 174. Tarmo Kunnas commente cette phrase parmi d'autres et ajoute : « Quand Céline trouve que les autres extrémistes pratiquent un racisme trop tiède, ce n'est donc pas pure coquetterie » (*Drieu la Rochelle, Céline, Brasillach et la Tentation fasciste*, Paris, Les Sept Couleurs, 1972, p. 216).

48. Lettre à Albert Paraz, 21 novembre 1958, in *Cahiers Céline* n° 6, *Lettres à Albert Paraz, 1947-1957*, Paris, Gallimard, 1980, p. 99.

49. Louis-Ferdinand Céline, *Les Beaux Draps, op. cit.*, p. 80.

50. C'est ainsi qu'il le qualifie, en 1942, dans sa préface à la nouvelle édition de *L'École des cadavres*. Texte publié in *Cahiers Céline* n° 7, *Céline et l'Actualité 1933-1961, op. cit.*, p. 175.

51. Louis-Ferdinand Céline, *L'École des cadavres, op. cit.*, p. 25 et 32.

52. Lettre à Albert Paraz, 15 décembre 1949, in *Cahiers Céline* n° 6, *Lettres à Albert Paraz, 1947-1957, op. cit.*, p. 214-215. Voir ici même, chap. 6.

53. Archives du CDJC, XCV. 140 a.

54. Louis-Ferdinand Céline, *Les Beaux Draps, op. cit.*, p. 80.

55. *Ibid.*, p. 81. Sur ce thème, voir l'analyse très complète de Jean-Dominique Poli, « Les données de mentalité dans les romans et les pamphlets », in *Céline, Actes du Colloque international de Paris*, Paris, Société d'Études céliniennes, 1976, Pour Tarmo Kunnas, « quand Céline juxtapose le christianisme "hébreu" et le "bolchevisme", sa pensée s'apparente à celle d'Hitler » (*Drieu La Rochelle, Céline Brasillach et la Tentation fasciste, op. cit.*, p. 174). Ce commentateur souligne, p. 218, la permanence du racisme dans l'œuvre de Céline, y compris dans les romans comme *Rigodon* où il s'élève toujours contre le croisement des races. « Céline, selon Kunnas, a développé son antisémitisme personnel en acord avec le racisme national-socialiste. C'est lui qu'on peut accuser, à la rigueur, de racisme national-socialiste : les hitlériens l'avaient bien compris » (p. 21).

56. Louis-Ferdinand Céline, *L'École des cadavres, op. cit.*, p. 48.

57. Louis-Ferdinand Céline, *Bagatelles pour un massacre, op. cit.*, p. 121.

58. *Ibid.*, p. 47.

59. Louis-Ferdinand Céline, *L'École des cadavres, op. cit.*, p. 264.

60. Louis-Ferdinand Céline, *Les Beaux Draps, op. cit.*, p. 54.

61. Lettre de Céline à Lucien Combelle qui fut pendant l'occupation directeur de *Révolution nationale*, sans date, citée par François Gibault, *Céline. 1932-1944 : Délires et persécutions, op. cit.*, p. 155-

156.

62. Louis-Ferdinand Céline, *L'École des cadavres, op. cit.*, p. 215-216.
63. *Ibid.*, p. 223.
64. Autre lettre de Céline à Lucien Combelle, sans date, citée par François Gibault, *Céline 1932-1944 : Délires et persécutions, op. cit.* p. 157.
65. Géraldi Leroy et Anne Roche, *Les Écrivains et le Front populaire*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1986, p. 225-233.
66. Louis-Ferdinand Céline, *Bagatelles pour un massacre, op. cit.*, p. 85.
67. *Ibid.*, p. 199.
68. Voir *Cahiers Céline* n° 7, *Céline et l'Actualité. 1933-1961, op. cit.*, p. 325.
69. Lettre de Céline à Maria Le Bannier, sans date, citée par François Gibault, *Céline. 1932-1944. Délires et persécutions, op. cit.*, p. 159-160. L'analyse par François Gibault de l'antisémitisme de Céline est remarquable. Il souligne, p. 160, cette dimension wagnérienne qui le caractérise.
70. Louis-Ferdinand Céline, *L'École des cadavres, op. cit.*, p. 273 et 278. Sur Céline et le monde anglo-saxon, Philippe Aimeras, « L'Amérique femelle ou les Enfants de Colomb », *Australian Journal of French Studies*, janv.-août 1976.
71. Réponse à une enquête de *La France enchaînée*, 15 avril 1939, in *Cahiers Céline* n° 7, *Céline et l'Actualité 1933-1961, op. cit.*, p. 56.
72. Céline évoque à plusieurs reprises les *Protocoles* et le complot mondial mis en place par les juifs. Voir, par exemple, *Les Beaux Draps, op. cit*, p. 197. Son analyse du rôle des juifs à la SDN est du même tabac ; voir *L'Église*, Paris, Gallimard, 1952, acte III, et *Bagatelles pour un massacre, op. cit.*, p. 68 *sq. ;* sur les *Protocoles* eux-mêmes, voir p. 174-177. Sur la réception des *Protocoles* en France, voir ici même, chap. 3.
73. Louis-Ferdinand Céline, *L'École des cadavres, op. cit.*, p. 282 et 287-288.
74. Lettre à Albert Paraz, 14 février 1951, in *Cahiers Céline* n° 6, *Lettres à Albert Paraz. 1947-1957, op. cit.*, p. 296.
75. Louis-Ferdinand Céline, *L'École des cadavres, op. cit.*, p. 219 et 292.
76. *Ibid.*, p. 31.
77. Voir Pierre Birnbaum, *Un mythe politique : « La République juive ». De Léon Blum à Pierre Mendès France, op. cit.*
78. Louis-Ferdinand Céline, *Les Beaux Draps, op. cit*, p. 44 et 79. Albert Chesneau estime même que, « s'il l'avait voulu, Céline aurait pu se contenter de recopier : ses thèses se trouvent exposées tout du long de *La France juive* et reprises dans *La Libre Parole* » (« Essai de psychologie de L.-F. Céline », *Archives des lettres modernes* n° 129, 1971, p. 51).
79. Georges Zerapha, « Probité célinienne », *La Conscience des juifs*, févr.-mars 1938, p. 14-18. Emmanuel Mounier démontre lui aussi, pages à l'appui, la réalité de ces « plagiats » des pamphlets d'extrême droite (« Bagatelles pour un massacre », *Esprit*, mars 1938, p. 959).
80. Voir sur ce point Alice Kaplan, « Sources et citations dans *Bagatelles pour un massacre* », article cité, p. 128. Voir également les commentaires d'Annick Duraffour, « Céline propagandiste », in *Politiques*, printemps 1992.
81. Louis-Ferdinand Céline, *L'École des cadavres, op. cit.*, p. 225. Céline cite très souvent Montandon. Voir encore, *Les Beaux Draps, op. cit.*, p. 124.
82. Cité par Annick Duraffour, « Céline propagandiste », article cité, p. 95.
83. Archives du CDJC, XCV.102.

84. Archives du CDJC, XCV.28 et XCV.102.
85. Archives du CDJC, XCV.157.
86. René Gontier, *Vers un racisme français*, Paris, Denoël, 1939 (exemplaire de la bibliothèque de l'IEP de Paris). Notons aussi, par exemple, que *Notre combat pour la Nouvelle France socialiste* (1941) contient deux pages de citations extraites de *Bagatelles*. Voir Gérard Loiseaux, *La Littérature de la défaite et de la collaboration, op. cit.*, p. 540.
87. Pierre-André Taguieff cite plusieurs exemples du même type, in *Introduction à l'étude des « Protocoles ». Un faux et ses usages dans le siècle, op. cit.*, p. 317-318.

Notes du chapitre 8
Paris leur appartient

1. On utilise ici les rapports de police ainsi que les extraits de presse contenus dans le remarquable dossier APP. Ba 222.
2. *Le Rappel*, 12 mai 1902.
3. Voir D. R. Watson, « The Nationalist Movement in Paris, 1900-1906 », in David Shapiro ed., *The Right in France. 1890-1919*, Londres, Chatto and Windus, 1962.
4. Jean-Pierre Rioux, *Nationalisme et Conservatisme. La Ligue de la Patrie française. 1899-1904, op cit.*, chap. 3.
5. Voir Zeev Sternhell, *La Droite révolutionnaire. 1885-1914. Les origines françaises du fascisme, op. cit.*, p. 142-145.
6. Voir Pierre Birnbaum, « La mobilisation des ligues : affaire Dreyfus, culture catholique et antisémitisme », in Michel Winock éd., *Histoire de l'extrême droite en France*, Paris, Éd. du Seuil 1993.
7. APP Ba 203 ; Ba 224.
8. Voir Pierre Pierrard, *Juifs et Catholiques français, op. cit*, p. 102 *sq*. Stephen Wilson, « Le Monument Henry. La structure de l'antisémitisme en France 1898-1899 », *Annales*, mars-avril 1977.
9. On trouvera un certain nombre de ces listes dans le dossier APP Ba 203.
10. AN F 7 13230.
11. *Annales de la Patrie française*, 15 avril 1902, n° 48.
12. APP Ba 222.
13. APP Ba 1336.
14. AN F7 12459.
15. Sur cette ligue, voir Bertrand Joly, « The Jeunesse Antisémite et Nationaliste », in Robert Tombs ed. *Nationhood and Nationalism in France. From Boulangism to the Great War. 1889-1918*, Londres, Harper Collins Academic, 1991.
16. APP Ba 1276.
17. APP Ba 1336.
18. AN F7 13230.
19. *La Libre Parole*, 10 avril 1903.
20. AN F7 13230.

Notes du chapitre 9
« Les juifs en Palestine ! »

1. Marcel Déat, « Vers un État juif », *Cahiers jaunes*, mai 1943.
2. « L'antisémitisme jugé par le comte de Paris », *Courrier royal*, 1er janvier 1939.
3. Édouard Drumont, *Le Testament d'un antisémite*, Paris, 1891, p. 45.
4. Voir Connor O'Brien, *The Siege : the Saga of Israel and Zionism*, New York, 1986, p. 667. Herzl et Drumont se sont même rencontrés. Voir Ernst Pawel, *Theodor Herzl ou le Labyrinthe de l'exil*, Paris, Éd. du Seuil, 1992, p. 152-153
5. Cité par Stephen Wilson, « Le Monument Henry. La structure de l'antisémitisme en France 1898 1899 », article cité, p. 285. Notons encore cette déclaration datant du 11 septembre 1898 et publiée par *La Jeune Creuse* à propos des nouvelles colonies agricoles en Palestine : « Pour une fois nous en serons redevables aux juifs, gens dont les habitudes ne sont pas précisément d'enrichir autrui. Gageons cependant que les sionistes ne réussiront pas ; par nature et par éducation les juifs moissonnent mais ne labourent pas » (in Daniel Dayen, « L'affaire Dreyfus dans la Creuse. 1898-1899 », *Mémoires de la Société des sciences naturelles et archéologiques de la Creuse*, 1988. 2e fascicule, p. 327).
6. Voir Jules Soury, *La Rédemption d'Israël, op. cit.*
7. *La Vieille France*, 12 décembre 1918.
8. Jean Drault, *Youtres impudents*, Paris, A. Savine, 1890, p. 25.
9. Voir, par exemple, *La Vieille France*, 11-18 août 1921.
10. René Gontier, *Vers un racisme français*, Denoël, Paris, 1939, p. 240.
11. Louis-Ferdinand Céline, *Bagatelles pour un massacre, op. cit.*, p. 182. A la même époque, en 1937, Céline reçoit une lettre d'un docteur juif, Walter Strauss, qu'il a connu en Allemagne et qui doit fuir son pays ; Céline lui répond : « Je suis ici l'ennemi no 1 des Juifs. Je sais combien vous êtes dévoué à l'œuvre palestinienne, la seule supportable de la part des Juifs à l'heure actuelle, mais il me semble que là aussi vous éprouvez quelques déconvenues. Vous me direz tout cela » (in François Gibault, *Céline 1932-1944 : Délires et persécutions, op. cit.*, p. 167). En 1948 encore, Céline écrit : « Ah ! j'étais fait pour m'entendre avec les youtres. Eux seuls sont curieux, mystiques à ma manière […] Vive les Juifs Bon Dieu ! Certainement j'irais avec plaisir à Tel Aviv avec les Juifs. On se comprendrait… » (lettre à Albert Paraz, 17 mars 1948, in *Cahier Céline* no 6, *Lettres à Albert Paraz, 1947-1957, op. cit.*, p. 63). Pour Céline, « un homme nouveau se fabrique là-bas […] un bâtisseur […] un cultivateur […] un guerrier » (in Jacques Ovaldia, « Quand j'ai rencontré Céline », *Levant*, 1991, p. 260).
12. Louis-Ferdinand Céline, *Bagatelles pour un massacre, op. cit.*, p. 192.
13. George Montandon, *L'Ethnie française, op. cit.*, p. 145.
14. Archives du CDJC, XCV.54.
15. Archives du CDJC, XCV.56.
16. *L'Action française*, 14 novembre 1933, 27 janvier et 27 février 1939.
17. Archives du CDJC, XCV. 49. Dans le même sens, voir XCV. 66.
18. Archives du CDJC, XCV. 120.
19. George Montandon, « Le problème des races. L'ethnie juive devant la science », article cité, p. 19-20.

Voir ici même, chap. 6.

20. Sur cet échange de correspondance, voir Joseph Billig, *L'Institut d'étude des questions juives, op. cit.*, p. 196-199.

21. Voir Archives du Centre de documentation et de vigilance, Alliance israélite universelle, n° 15, chemise 51.

22. *Notre combat*, septembre 1943, Archives CDJC, XCIX. 43.

23. Pierre Drieu La Rochelle, *Journal. 1939-1945*, Paris, Gallimard, 1992, p. 84 et 385.

24. *Aspects de la France*, 15 juin 1967.

25. *Rivarol*, 8 juin 1967.

26. *Ibid*., 15 juin 1967.

27. Thierry Maulnier, *L'honneur d'être juif*, Paris, Laffont, 1971, p. 101. Pour celui-ci cependant, « le rêve de quelques "antisémites sionistes" a pu être que la reconstitution d'un État d'Israël réglerait dans les autres nations ce qu'il était convenu d'appeler "la question juive" en contraignant les Juifs à choisir entre la nationalité territoriale et la totale assimilation. Il n'en est rien. La judaïcité continue et continuera de vivre comme diaspora tout en revivant comme État national » (p. 107).

28. *Rivarol*, 22 juin 1967.

29. *Le Progrès de Seine-et-Oise*, 28 mai 1938.

30. AN F 7 14 818. *Le Franciste*, 21 novembre 1937.

31. André Chaumet et H.-R. Bellanger, *Les Juifs et Nous*, Paris, Jean-Renard, 1941, p. 28.

32. Jacques Ploncard, « Pourquoi je suis anti-juif », *La Lutte nationaliste*, 1938, n° 2, p. 14.

33. In « Le juif et la France », *Notre combat*, n° 4, septembre 1941.

34. *Ibid*., p. 182-183 et 194.

35. Herman de Vries de Heekelingen, *Israël, son passé, son avenir*, Paris, Librairie académique Perrin 1937, p. 8 et 181.

36. A ses yeux, « si les Juifs réussissent dans leur entreprise, c'est parce que les chrétiens ont affaibli leur défense en ne vivant plus d'après les préceptes de l'Église » (*Juif et Catholique*, Paris, Grasset, 1939, p. 201).

37. Herman de Vries de Heekelingen, *Israël, son passé, son avenir, op. cit*., p. 69, 128, 177-180.

38. *Ibid*., p. 203.

39. *Ibid*., p. 220-230.

40. *Ibid*., p. 242.

41. Herman de Vries de Heekelingen, « L'orgueil juif », *Revue internationale des sociétés secrètes*, 1938, p. 114.

42. Gérard Verdeveine, *Israël, nation sans territoire contre la nation française* (brochure), 1937, p. 31.

43. *Ibid*., p. 23.

44. Fayolle-Lefort, *Le Juif, cet inconnu*, Paris, Éditions de France, 1941, p. 114-119. Voir, dans le même sens, René Gontier, *Vers un racisme français, op. cit*., p. 149. Dans un autre ouvrage, il se prononce à nouveau en faveur d'un « État palestinien », les juifs étant alors considérés comme des « étrangers » en France (*Israël contre les nations*, Paris, Beauchesne, 1939, p. 184).

45. Fayolle-Lefort, *Est-ce que je deviens antisémite ?* Paris, Éditions de France, 1938.

46. Georges Batault, *Le Problème juif*, Paris, Plon, 1938, p. 230.

47. Gabriel Malglaive, *Juif ou Français*, Paris, CPRN, 1942, p. 214.

48. Georges Saint-Bonnet, *Le Juif où l'Internationale du parasitisme*, Paris, Vita, 1932, p. 181-182.
49. Voir, par exemple, André Chaumet et H.-R. Bellanger, *Les Juifs et Nous, op. cit*, p. 183. Voir aussi Léon de Poncins, *Les Juifs, maîtres du monde*, Paris, Bossard, 1932, p. 268.
50. Roger Lambelin, *Le Péril juif. Le règne d'Israël chez les Anglo-Saxons*, Paris, Grasset, 1921, p. 5.
51. Georges Batault, *Le Problème juif, op. cit.*, p. 233-237.
52. Sur ce rapprochement, voir Pierre Nora, « 1898. Le thème du complot et la définition de l'identité juive », in Pierre-André Taguieff (sous la direction de), *Les Protocoles des Sages de Sion. Études e documents, op. cit.*
53. Pierre-André Taguieff est le premier à noter ce rapprochement. Voir sa longue et très cohérente étude, *Introduction à l'étude des « Protocoles », un faux et ses usages dans le siècle*, Paris, Berg, 1992.
54. Roger Lambelin, *Le Péril juif. Le règne d'Israël chez les Anglo-Saxons, op. cit.*, p. 36 et 89.
55. Roger Lambelin, *Les Victoires d'Israël*, Paris, Grasset, 1928, p. xi. Voir l'analyse très convaincante que Pierre-André Taguieff donne de ce texte, in *Introduction, op cit.*, p. 186-187. Dans cette même étude se trouve également citée, p. 177, la déclaration suivante de C. Brinton : « Le sionisme vise à la constitution en Palestine d'un État qui sera un centre d'inspiration et de direction pour le judaïsme mondial […] Par un paradoxe bien juif l'État sioniste nationaliste deviendrait la plus puissante des forces internationales » (*Revue internationale des sociétés secrètes*, 15 août 1934).
56. Urbain Gohier, *L'Union contre le seul ennemi* (brochure sans date ni éditeur). Sur ce rapprochement, voir ici même, chap. 3.
57. Jean de La Herse, *Judaïsme et Bolchevisme*, Vichy, La Porte latine, 1942, p. 18-19.
58. Georges Batault, *Le Problème juif, op cit.*, p. 250.
59. *Les Raisons de l'antisémitisme*, Paris, Documents contemporains, 1942, p. 222.
60. Laurent Viguier, *Les Juifs à travers Léon Blum*, Paris, Baudinière, 1938, p. 189.
61. Roger Lambelin, *Le Péril juif. Le règne d'Israël chez les Anglo-Saxons, op. cit*, p. 185, 187, 190, 193, 213.
62. *Le Réveil du Peuple*, 15 juin 1936. Cité par Ralph Schor, *L'Antisémitisme en France dans les années trente*, Bruxelles, Complexe, 1992, p. 192.
63. Lettre à Albert Paraz, 9 décembre 1948, in *Cahiers Céline* n° 6, *Lettres à Albert Paraz. 1947-1957, op. cit.*, p. 111.
64. Léon Fry, *Le Juif, notre maître*, Paris, Éd. de la *Revue internationale des sociétés secrètes*, 1931, p. 86. Dans le même sens, Léon de Poncins, *La Mystérieuse Internationale juive*, Paris, Beauchesne, 1936, p. 267.
65. Victor Spielmann, *En Algérie. Le Centenaire au point de vue indigène*, Alger, 1830, BN 8° Lk 8 2462.
66. Victor Spielmann, *Les Événements de Palestine vus par un Nord-Africain*, Alger, BN 8° Z 22725 (7).
67. En 1895, des affiches posées sur les murs de Constantine ou d'Oran exigent, en ces termes orduriers, ce renvoi. Max Régis, le jeune maire d'Alger, en clame lui aussi sans cesse la nécessité. Lucien Chaze, le Drumont algérien, écrit quant à lui, en 1897, un ouvrage en ce sens intitulé *Quelques Réflexions libres sur l'antisémitisme*. Voir, sur cette question, Claude Martin, *Les Israélites algériens de 1830 à 1902*, Paris, Heraklen, 1936, p. 267 et 310.

Notes du chapitre 10

Le noble catholique, le fier Arabe et le juif pervers

1. Édouard Drumont, *La France juive, op. cit.*, t. 1, p. 5-20.
2. *Ibid.*, t. 2, p. 12-23.
3. Sur ce thème, Pierre Birnbaum, *Les Fous de la République. Histoire des Juifs d'État, de Gambetta à Vichy, op. cit.*, chap. 9.
4. Édouard Drumont, *La France juive, op. cit.*, t. 2, p. 12 et 24-25. Drumont dénonce sans cesse l'exploitation que connaissent, selon lui, en Algérie, les Arabes utilisés par les juifs. Voir *La Fin d'un monde*, Paris, Savine, 1889, p. 290-296.
5. Georges Meynié, *L'Algérie juive*, Paris, Savine, 1887, p. 6, 16, 41, 135, 171.
6. Georges Meynié, *Les Juifs en Algérie*, Paris, Savine, 1888, p. 340.
7. *Ibid.*, p. 275.
8. François Gourgeot, *La Domination juive en Algérie*, Alger, 1894, p. 69.
9. Georges Meynié, *L'Algérie juive, op. cit.*, p. 168 et 255.
10. Claude Martin, *Les Israélites algériens de 1830 à 1902, op. cit.*, p. 226.
11. Sur ces diverses dimensions, voir Charles-Robert Ageron, *Les Algériens musulmans et la France, 1871-1919*, Paris, PUF, 1968, chap. 22, et Geneviève Dermenjian, *Juifs et Européens d'Algérie. L'antisémitisme oranais. 1892-1905*, Jérusalem, Institut Ben-Zvi, 1983, 3e partie.
12. Voir Michel Abitbol, *Les Juifs d'Afrique du Nord sous Vichy*, Paris, Maisonneuve et Larose, 1983 p. 28.
13. Jérôme et Jean Tharaud, *La Fête arabe*, Paris, Émile-Paul, p. 26-33, 195-197.
14. Cité par J.-P. Angelelli, *L'Opinion française et l'Algérie de 1930 à travers la presse et le livre*, thèse de IIIe cycle, Paris, Institut d'études politiques, p. 324.
15. Charles Maurras, *Pages africaines*, Paris, Sorlot, 1940, p. 23, 54, 57, 59, 61.
16. *Ibib.*, p. 152.
17. On s'inspire ici de Maxime Rodinson, *La Fascination de l'Islam*, Paris, Maspero, 1980. Jean-Paul Charnay, *Les Contre-Orients*, Paris, Sindbad, 1980. Thierry Hentsch, *L'Orient imaginaire*, Paris, Éd. de Minuit, 1988. J.-R. Henry et F. Fregosi, « Variations françaises sur l'Islam. Pour une typologie des discours », in Bruno Étienne éd., *L'Islam en France. Islam, État et société*, Paris, Ed. du CNRS, 1990.
18. Roger Arnaldez, « Renan et l'Islam », *Revue philosophique de la France et de l'étranger*, 1987, no 4.
19. Henri Tronchon, *Ernest Renan et l'Étranger*, Paris, Les Belles Lettres, 1928, chap. 3 et 4.
20. Gustave Le Bon, *La Civilisation des Arabes*, Paris, Didot, 1884, p. 6.
21. *Ibid.*, p. 654-659.
22. *Ibid.*, p. 38.
23. Gustave Le Bon, *Les Premières Civilisations*, Paris, Flammarion, 1889, p. 626-648.
24. *Ibid.*, p. 623. Sur un mode mineur, notons que bien plus tard, en 1967, Lucien Rebatet, un homme qui a montré sans cesse sa haine des juifs, commence à son tour par chanter les mérites des Arabes non touchés par le méchant capitalisme avant, finalement, de souhaiter malgré tout la victoire de l'État d'Israël dont il attend, on s'en souvient, la solution à la question juive. Pour lui, « il y a sans doute chez les Arabes les plus éloignés de l'Occident une conception plus estimable que notre dinguerie à base de publicité, d'imagerie infantile. Ce sont presque tous des guerriers. Mais leurs chefs, leurs politiciens, quelle engeance ! N'en avez-vous pas plein le dos de ces rodomonts » (*Rivarol*, 1er juin 1967).

25. Gustave Le Bon, « L'Algérie et les idées régnantes en France en matière de colonisation », in *Immigration, chance ou catastrophe ? Textes de Gustave Le Bon*, Paris, Les Amis de Gustave Le Bon, 1987, p. 9, 14, 24. Dans ce même volume, « Influence de l'éducation et des institutions européennes sur les populations indigènes des colonies », p. 72. Catherine Rouvier, *Les Idées politiques de Gustave Le Bon*, Paris, PUF, 1986, p. 148-150.

26. Voir Robert Nye, *The Origins of Crowd Psychology : Gustave Le Bon and the Crisis of Mas Democracy in the Third Republic*, Londres, Sage, 1975, p. 93-112.

27. Voir Pierre-André Taguieff, *La Force du préjugé, op. cit.*, p. 324.

28. Voir, par exemple, le travail très solide de Dominique Benrasconi, *L'Image de l'Algérie dans l'iconographie française. 1830-1871*, Mémoire de l'IEP, Paris, 1970, p. 55, 59, 61.

29. Général Bugeaud, *L'Algérie. Des moyens de conserver et d'utiliser cette conquête*, Paris, Dentu 1842, p. 9, et général Bugeaud, *De la colonisation de l'Algérie*, Paris, 1847, p. 40.

30. Philippe Lucas et Jean-Claude Vatin, *L'Algérie des anthropologues*, Paris, Maspero, 1975, p. 19-20. On pourrait analyser dans la même perspective le mythe kabyle construit en termes de race, les Kabyles étant parfois considérés comme des Celtes (Charles-Robert Ageron, *Les Algériens musulmans et la France, op. cit.*, p. 269 *sq.)*.

31. *Lyautey l'Africain*, présenté par Pierre Lyautey, Paris, Plon, 1953, t. 1, p. 197, t. 3, p. 21. Sur le rapport de Lyautey au catholicisme, Barnett Singer, « Lyautey : An Interpretation of the Man and French Imperialism », *Journal of Contemporary History*, 1991, Vol. 26.

32. Voir, par exemple, Pierre Sergent, *Je ne regrette rien*, Paris, Fayard, 1972. Richard Marillier, *Les Compagnons de Taberdga*, Paris, Nouvelles Éditions latines, 1973. Colonel Bigeard, *Pour une parcelle de gloire*, Paris, Plon, 1977.

33. Raoul Girardet, *Algérie 1960. Victoire et servitudes des capitaines*, Paris, Imprimerie de Combat et Presse de France, s.d. B.N. Lk 8 4184.

34. Voir Gabriel Périès, « L'Arabe, le musulman, l'ennemi dans le discours militaire de la "guerre révolutionnaire" pendant la guerre d'Algérie », *Mots*, mars 1992. Notons toutefois ce curieux tract diffusé à Paris lors du référendum de septembre 1958 : « Musulmans et Français, pour redevenir amis sachez que le Juif est votre ennemi. Cet apatride communiste travaille contre votre destin, vous divise aujourd'hui pour régner demain. Alors, votez oui, la main dans la main. » (Archives du Centre de documentation et de vigilance, Alliance israélite universelle, n° 15, chemise 51).

35. *Rivarol*, 15 juin 1967.

36. *Aspects de la France*, 8 juin 1967.

37. *Rivarol*, 8 juin 1967.

38. Marlène Nasr, « L'image des Arabes dans les manuels de lecture de l'enseignement primaire », *Mots*, mars 1992, p. 24.

39. Jean-Pierre Hollender, *2004 Tous musulmans*, Montpellier, coll. « Français d'ailleurs », 1989. Sur le racisme et la violence exercée à l'encontre de la population musulmane de France, « L'immigration maghrébine en France. Les faits et les mythes », *Les Temps modernes*, mars-avril 1984. Catherine Withol de Wendel, « L'immigration maghrébine dans l'imaginaire politique en France », in B. Étienne éd., *L'Islam en France, op. cit.*, Abdelhamid Bdioui, *L'Image de l'Arabe et du musulman dans la presse écrite en France, 1967-1984*, Thèse de doctorat de 3e cycle, université de Lyon-III, 1985. Cette thèse présente un bon dossier de presse sur ce thème mais l'auteur change brutalement de sujet et se livre très vite à une violente dénonciation de… la stratégie militaire israélienne dans les territoires occupés, acceptant même *in fine* implicitement les thèses des *Protocoles des Sages de Sion* ! Finalement, si le racisme antiarabe s'exacerbe en France, c'est indirectement à cause de la politique israélienne qui y renforce les préjugés, étant approuvée par la presse et les médias ! N'est-ce pas Drumont qui revient au galop ?

40. Ces citations sont extraites de Simone Bonnafous, *Immigrés et Immigration dans la presse politique française de 1974 à 1984. Analyse de discours*, Paris, université Paris-IV, 1990.
41. Pierre-André Taguieff, « La doctrine du national-populisme en France », *Études*, janvier 1986.
42. Michel Wieviorka *et al., La France raciste*, Paris, Éd. du Seuil, 1992, p. 298-305. Remarquons que, déjà en mars 1938, un antisémite convaincu comme Jean-Charles Legrand estimait : « La Terre de France est faite pour porter des clochers et non des synagogues » (*Le Défi*, 20 mars 1938).
43. *Identité*, mars-avril 1990.
44. *Défense de l'Occident*, juil.-août 1967. Déjà dans un numéro précédent, ce journal écrivait : « Rien ne saurait justifier le maintien d'Israël dans l'aire géographique raciale des Arabes » (*Défense de l'Occident*, mai 1963).
45. Bertrand Renouvin, *Le Désordre établi*, Paris, Stock, 1974.
46. Voir l'étonnant dossier publié par *Le Choc du mois*, juin 1989. La dénonciation d'Israël est systématique dans la presse du mouvement lepéniste. Voir *Le Choc du mois*, décembre 1990.
47. Charles Saint-Prot, *La France et le Renouveau arabe*, Paris, Copernic, 1980, p. 177-178.
48. Charles Saint-Prot, *Saddam Hussein, un nouveau de Gaulle*, Paris, Albin Michel, 1987, p. 23, 102.
49. *L'Idiot international*, septembre 1990.
50. *Le Soleil*, juillet 1990.
51. *Tribune nationaliste*, décembre 1990.
52. *Tribune nationaliste*, février 1991. Dans le même sens, voir *Espace nouveau*, mars 1991.
53. *Libération*, 31 août 1990.
54. *Présent*, 24-25 novembre 1991.
55. *Le Choc du mois*, octobre 1990.
56. *National-Hebdo*, numéro hors série, 1991.
57. *Le Choc du mois*, février 1991. Voir encore le dossier dans ce sens de *Nationalisme et République* qui se termine […] par une citation de Gustave Le Bon (26 février 1992).
58. Voir *La Lettre de Jean-Marie Le Pen*, 1er septembre 1990. Dans ce même numéro, voir l'argumentaire pro-irakien de Bruno Mégret. Voir aussi *La Lettre de Jean-Marie Le Pen*, 1er février 1991.
59. *Rivarol*, 25 janvier et 22 février 1991.
60. *La Lettre de Jean-Marie Le Pen*, 15 mars 1992.

Notes du chapitre 11
Nationalisme à la française

1. Louis Dumont, *L'Idéologie allemande. France-Allemagne et retour*, Paris, Gallimard, 1991.
2. Karl Polanyi, *La Grande Transformation*, Paris, Gallimard, 1983.
3. Voir Martin Broszat, *L'État hitlérien*, Paris, Fayard, 1985. Pierre Birnbaum, *Dimensions du pouvoir*, Paris, PUF, 1984, chap. 9.
4. Louis Dumont, « Sur l'idéologie politique française », *Le Débat*, janv.-février 1990, p. 137-138. Ce texte est repris dans le volume de Louis Dumont précité, *L'Idéologie allemande*.
5. Voir Claude Nicolet, *L'Idée républicaine en France*, Paris, Gallimard, 1982. Raoul Girardet, *Le*

Nationalisme français, Paris, Éd. du Seuil, coll. « Points Histoire », 1983.

6. Voir Zygmunt Bauman, « Paradoxes of Jewish Assimilation », *Telos*, hiver 1988.
7. Ernest Gellner, *Culture, Identity and Politics*, Cambridge, Cambridge University Press, 1987, p. 78 *sq*.
8. Stein Rokkan, « Un modèle géo-économique et géopolitique »,*Communications*, 45, 1987. Guy Hermet conteste très subtilement l'opposition entre catholicisme et protestantisme en soulignant le caractère parfois oppressif du protestantisme, par exemple, aux États-Unis, et, au contraire, la contribution du catholicisme à l'émergence de la citoyenneté moderne (in P. Birnbaum et J. Leca, « L'individu-citoyen dans le christianisme occidental », *Sur l'individualisme*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1986).
9. Robert Bellah, « La religion civile aux États-Unis »,*Archives des sciences sociales des religions*, 35, 1973, p. 10.
10. Pour une mise au point sur la notion de religion civile aux États-Unis, voir Martin Marthy,*Religion and Republic. The American Circumstance*, Boston, Beacon Press, 1987.
11. Robert Bellah, « La religion civile aux États-Unis », article cité, p. 18.
12. Robert Bellah, « Morale, religion et société dans l'œuvre durkheimienne »,*Archives de sciences sociales des religions*, janv.-mars 1990, p. 10. Ruth Wallace accepte elle aussi cette interprétation contestable de Durkheim (« Émile Durkheim and the Civil Religion Concept »,*Review of Religious Research*, vol. 18, n° 3, 1977).
13. Voir Maurice Agulhon, *Marianne au pouvoir, op. cit.*, p. 91 et 326.
14. Maurice Agulhon, *Histoire vagabonde*, t. 1, p. 294.
15. Laurent Gervereau, « Y a-t-il un "style Vichy" ? » in L. Gervereau et D. Peschanski éd.,*La Propagande sous Vichy. 1940-1944*, Paris, BDIC, 1990.
16. Ernest Gellner, *Thought and Change*, Londres, Weidenfeld and Nicholson, 1964, chap. 7. Et, du même auteur, *Nations and Nationalism*, Ithaca, Cornell University Press, 1983, chap. 4 et 5.
17. Émile Poulat, *Liberté, Laïcité. La guerre des deux France et le principe de la modernité, op. cit.*
18. Maurice Agulhon, *Marianne au combat*, Paris, Flammarion, 1972, p. 49 et 119.
19. Voir, par exemple, Jean Bauberot, « En 1990, la laïcité pour une confession minoritaire : le protestantisme », in *Genèse et Enjeux de la laïcité*, Paris, Labor et Fidès, 1990, p. 119.
20. Voir, par exemple, un certain nombre de remarques sur ce point dans Pierre Birnbaum éd., *Histoire politique des juifs de France, op. cit.*
21. Jean-Marie Mayeur, « Catholicisme intransigeant, catholicisme social, démocratie chrétienne »,*Annales*, mars-avril 1972.
22. Maurice Barrès, *Bulletin officiel de la Ligue de la patrie française*, 1er janvier 1907.
23. Voir Zeev Sternhell,*Maurice Barrès et le Nationalisme français, op. cit., p. 306*. Ce livre retrace remarquablement l'évolution des rapports entre nationalisme et catholicisme dans la pensée de Barrès.
24. Voir Gérard Gengembre, *La Contre-Révolution ou l'Histoire désespérante, op. cit.*
25. Voir ici même, chap. 1.
26. Sondage SOFRES-*La Croix* du 11 avril 1989, *La Documentation catholique*, 18 juin 1989.
27. *La Croix*, 30 avril et 11 juillet 1989.
28. Voir *L'Électeur français en question*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques 1990, p. 206.
29. Guy Michelat, « L'identité catholique des Français. Les dimensions de la religiosité »,*Revue française de sociologie*, juill.-septembre 1990, p. 380. J.-M. Donegani et G. Lescanne estiment quant à eux que l'on assiste au « progressif abandon du catholicisme comme système de valeurs unifiant toute sa vie »

(J.-M. Donegani et G. Lescanne, *Catholicismes de France*, Paris, Desclée-Bayard-Presse, 1986 p. 274). Les identifications personnelles devenant multiples, le comportement politique perdrait presque toute spécificité. Voir aussi Henri Madelin, « Catholiques dans la vie politique française », *Études*, mars 1988.

30. Nonna Mayer, « Ethnocentrisme, racisme et intolérance », in *L'Électeur français en question, op. cit.* p. 40. Sur les liens entre nationalisme et catholicisme, voir le livre classique de Guy Michelat et Jean-Pierre Thomas, *Dimensions du nationalisme*, Paris, Colin, 1962, p. 37.

31. Jean Ranger, « Le cercle des sympathisants », in Nonna Mayer et Pascal Perrineau, *Le Front national à découvert, op. cit.*, p. 139. Voir aussi Birgitta Orfali, *L'Adhésion au Front national*, Paris, Kimé, 1990.

32. Ariane Chebel d'Appollonia, *L'Extrême Droite en France. De Maurras à Le Pen*, Bruxelles, Complexe, 1988.

33. Jean Madiran, « Les quatre ou cinq états confédérés », *Itinéraires*, numéro spécial hors série, oct.-novembre 1979.

34. Jean Madiran, *L'Hérésie du XX^e siècle*, Paris, Nouvelles Éditions latines, 1968, p. 85.

35. Jean Madiran, *Réclamation au Saint-Père*, Paris, Nouvelles Éditions latines, 1974, p. 54, 65-66, 71, 123-124.

36. Voir, par exemple, André Figueras, *Traité du balayage, Liberté, égalité, fraternité, du balai !*, Paris, Publications André Figueras, 1985.

37. Voir Édith Delamare *et al., Infiltrations ennemies dans l'Église*, Paris, Documents et témoignages, 1970. Voir aussi Jean Ousset, *Pour qu'il règne*, Angers, Dominique Morin, 1986, ouvrage où l'on s'en prend avec vigueur aux protestants, aux francs-maçons et aux juifs au nom de la défense du catholicisme (p. 238 *sq.)*. Je remercie François Backman de m'avoir fait connaître certains de ces pamphlets.

38. H. Le Caron, *Dieu est-il antisémite ?*, Escurolles, Fidelitrer, 1987.

39. Voir Jacques d'Arnoux, *L'Heure des héros*, Résiac, Montsurs, 1980. Dom Gérard, *Demain la chrétienté*, Dismas, Dion-Valmont, 1986.

40. Voir Franck Lafage, *Du refus au schisme. Le traditionalisme catholique*, Paris, Éd. du Seuil, 1989 p. 99 *sq*. Voir aussi Jacques Maitre, « Catholicisme d'extrême droite et croisade antisubversive », *Revue française de sociologie*, 1961, vol 2. Jean-Yves Camus, « Intégrisme catholique et extrême droite en France. Le parti de la contre-révolution (1945-1988) », *Lignes*, octobre 1988.

41. Pierre-André Taguieff, « Nationalisme et réactions fondamentalistes en France », *Vingtième Siècle*, janvier 1990.

42. Voir les ouvrages apologétiques de Denis Marchai, *M^gr Lefebvre. 20 ans de combat pour le sacerdoce et la Foi*, Paris, Nouvelles Éditions latines, 1988. Roland Gaucher, *M^gr Lefebvre. Combat pour l'Église*, Paris, Albatros, 1976. Paul Sérant, *Les Grands Déchirements des catholiques français. 1870-1988*, Paris, Perrin, 1989.

43. *Le Monde*, 18 octobre 1987.

44. Pierre-André Taguieff, « Un programme révolutionnaire ? », in N. Mayer et P. Perrineau, *Le Front national à découvert, op. cit.*

Notes du chapitre 12
La comparaison France-Allemagne

1. Ernest Gellner, *Culture, Identity and Politics, op. cit.*, p. 17.
2. Ernest Gellner, *Nations and Nationalism, op. cit.*, p. 38.
3. *Ibid.*, p. 4-5.
4. Benedict Anderson, *Imagined Communities*, Londres, Verso, 1983.
5. Voir, par exemple, Hans Kohn, *Nationalism and Liberty. The Swiss Exemple*, Londres, Allen and Unwin, 1956. Hans Kohn,*American Nationalism*, New York, Macmillan, 1957. Yehoshua Arieli, *Individualism and Nationalism in American Ideology*, Cambridge, Harvard University Press, 1964 Wilbur Zelinsky, *Nation into State. The Shifting Symbolic of American nationalism*, Chapell Hill University of North Carolina, 1988.
6. Ernest Gellner, *Nations and Nationalism, op. cit.* p. 34.
7. Robert Nisbet, « Citizenship : Two Traditions », *Social Research*, hiver 1974, n° 4, p. 613-616.
8. John Plamenatz, « Two Types of Nationalism », in Eugen Kamenka ed.,*Nationalism, the Nature and Evolution of an Idea*, Londres, 1976, p. 23-28.
9. Charles Tilly, *Big Structures, Large Processes, Huge Comparisons*, New York, Russell Sage Foundation, 1984.
10. Sur la question de la légitimité de la comparaison à partir d'une critique spécifique portant sur l'ouvrage de Theda Skocpol,*États et Révolutions sociales*, voir Alexander Motyl, « Concepts and Skocpol Ambiguity and Vagueness in the Study of Revolution »,*Journal of Theoretical Politics*, janvier 1992, p. 107. Dans le même sens, Giovanni Sartori se lance dans une violente critique des présupposés de la méthode comparative accusée d'être incapable de contrôler ses variables et de prouver ses assertions de manière statistique et expérimentale (in « Comparing and Miscomparing »,*Journal of Theoretical Politics*, juillet 1991).
11. Telle est la position concernant l'analyse comparative adoptée par Theda Skocpol dans *Vision and Method* in *Historical Sociology*, Cambridge, Cambridge University Press, 1984, p. 375-376. La discussion la plus récente et la plus complète de la sociologie comparative se trouve dans l'ouvrage de D.A Rustow et K.P Erickson eds,*Comparative Political Dynamics : Global Research Perspectives*, New York, Harper and Row, 1991.
12. Reinhard Bendix, *Kings or People*, Berkeley, University of California Press, 1978, p. 15.
13. Charles Ragin et David Zaret, « Theory and Method in Comparative Research : Two Strategies » *Social Forces*, 1983, 3. Dans le même sens, Pierre Birnbaum,*States and Collective Action : the European Experience*, Cambridge, Cambridge University Press, 1988, p. 4 *sq*.
14. John Breuilly est l'un des rares auteurs à s'engager lui aussi de manière très remarquable dans cette direction ; il souligne que « le nationalisme n'est pas l'expression de la nationalité […] Un nationalisme se constitue lorsque l'opposition prétend représenter la nation contre l'État […] le nationalisme est particulièrement efficace en opposition à l'État moderne ». Et Breuilly de montrer de quelle manière ce nationalisme exprime la culture « privée » d'un groupe dirigé contre l'État dans sa dimension « publique » ; le mouvement nationaliste s'efforce alors, d'après lui, d'effacer cette distinction public-privé (*Nationalism and the State*, Chicago, University of Chicago Press, 1982, p. 383*sq.)*. Voir également Thomas Hylland Eriksen, « Ethnicity versus Nationalism »,*Journal of Peace Research*, août 1991.
15. C'est ce que fait explicitement Reinhard Bendix dans sa comparaison de l'Allemagne et du Japon (in *Nation-Building and Citizenship*, Berkeley, University of California Press, 1977, p. 212). Voir aussi Bertrand Badie, « Analyse comparative et sociologie historique », communication présentée au

22e Congrès mondial de sociologie, Madrid, 1990, p. 5.

16. Qui pourrait également s'appliquer aux nationalismes tiers-mondistes dans leur soulèvement contre l'État colonisateur accusé de détruire une identité culturelle spécifique. Il a néanmoins souvent pour conséquence la création d'un nouvel étatisme supposé paradoxalement devoir être cette fois en accord avec le code culturel particulier. Ce qui est quelque peu contradictoire avec la différenciation de l'État. Voir James Mayall, *Nationalism and International Society*, Cambridge, Cambridge University Press 1990. Notons également que cette approche du nationalisme peut convenir aussi pour examiner les nationalismes de gauche exprimés non pas sur le mode de l'irrédentisme ethnique mais à partir de la légitimation du sentiment national. Dans ce sens, on doit souligner que les théoriciens marxistes qui reconnaissent les premiers la permanence du sentiment national façonné là encore par la culture sont les austromarxistes comme Karl Renner ou Otto Bauer ; ils élaborent ces théories dans le cadre particulier de l'Empire austro-hongrois à la bureaucratie étatique particulièrement structurée, impliquant du même coup non seulement un refus du capitalisme mais surtout une négation de l'État. Voir George Haupt, Michael Lowy et Claude Weill, *Les Marxistes et la Question nationale*, Paris, Maspero, 1974, ainsi que, plus récemment, Christian Merlin, « La dynamique nationale en Europe centrale. Les modèles théoriques », *Relations nationales et stratégiques*, 1991, no 2.

17. Sur ce point, Isaie Berlin, *Vico and Herder. Two Studies in the History of Ideas*, Londres, 1976. Louis Dumont, *Essais sur l'individualisme*, Paris, Éd. du Seuil, 1983, chap. 3.

18. Herder, *Idées sur la philosophie de l'histoire de l'humanité*, Presses Pocket-Agora, 1991, p. 135. Voir Carlton Hayes, « Contributions of Herder to the Doctrine of Nationalism », *American Historical Review*, 31, 1927. Sur Herder, le romantisme allemand et le nationalisme culturel entendu comme religion, Carlton Hayes, *Nationalism : A Religion*, New York, Macmillan, 1960, p. 66 *sq*. Sur Herder et ses rapports complexes avec les nationalistes romantiques, F. M. Barnard, *J. G Herder on Social and Political Culture*, Cambridge, Cambridge University Press, 1969.

19. Voir F. M Barnard, *Herder's Social and Political Thought. From Enlightenment to Nationalism*, Oxford, Clarendon Press, 1965, p. 62 *sq*.

20. Voir Edmond Vermeil, *L'Allemagne, du Congrès de Vienne à la révolution hitlérienne*, Paris, Éd. de Cluny, 1934, p. 47 *sq*., et surtout, Jacques Droz, *Le Romantisme allemand et l'État*, Paris, Payot, 1966.

21. Donald MacRae souligne cette dimension populiste dans la théorie nationaliste de Herder (« Populism as an Ideology », in Ghita Ionescu et Ernest Gellner, *Populism. Its Meaning and National Characteristics*, Londres, Weidenfeld and Nicolson, 1969, p. 156).

22. Gaston Strauss, *La Politique de Renan, op. cit*., p. 46-47.

23. Cité par Gaston Strauss, *ibid*., p. 45.

24. Maurice Barrès, *Scènes et Doctrines du nationalisme*, Paris, Éd. du Trident, 1987, t. 1, p. 52 et 118. Voir sur les liens Barrès-Renan, Zeev Sternhell, *Maurice Barrès et le Nationalisme français, op. cit*., p. 284 *sq*. Selon Z. Sternhell, « les pères intellectuels et les chefs du nouveau nationalisme — et de son corollaire, le socialisme national —, Déroulède, Barrés, Maurras, Sorel ne s'y trompent pas qui voient dans l'auteur de la *Réforme intellectuelle et morale* leur maître à penser. » (*La Droite révolutionnaire, op. cit*., p. 84). Voir aussi T. Todorov, *Nous et les Autres. La réflexion française sur la diversité humaine, op. cit*. Sur Renan, la République, le nationalisme et le refus catholique, voir ici même, chap. 4.

25. Hojo Holborn, *A History of Modern Germany 1840-1945*, Princeton, Princeton University Press 1969, p. 212-222.

26. Pour Elie Kadourie, « les nazis ont simplifié et dégradé les idées implicitement contenues dans les écrits de Herder » (*Nationalism*, Londres, Hutchinson, 1961, p. 72). Voir aussi G. Iggers, *The German Conception of History : The National Tradition of Historical Thought from Herder to the Present*, Middletown, 1968.

27. Voir Martin Broszat, *L'État hitlérien, op. cit.* Sur ce point, Pierre Birnbaum, *Dimensions du pouvoir,*

op. cit., chap. 9.

28. Pour un exposé récent, David Blackbourn et Geoff Eley, *The Peculiarities of German History*, Oxford, Oxford University Press, 1984.
29. Voir, par exemple, Jean Leca, « Une capacité d'intégration défaillante ? », *Esprit*, juin 1985. De manière plus systématique, Louis Dumont, *L'Idéologie allemande, France-Allemagne et retour, op. cit.* Dominique Schnapper contraste également les modèles français et allemand de construction de la nation (*La France de l'intégration*, Paris, Gallimard, 1991, p. 34 *sq.)*.
30. Voir, par exemple, Rudolf von Thaden, « Allemagne, France : comparaisons », *Le Genre humain*, février 1989, p. 64.
31. William Brubaker, « *Citizenship and Naturalization : Policies and Politics* », in William Brubaker ed., *Immigration and the Politics of Citizenship in Europe and North Africa*, Ladham, United Press of America, 1989. Du même auteur, « Immigration, citoyenneté et État-nation en France et en Allemagne. Une analyse historique comparative », *Les Temps modernes*, juill.-août 1991. Dans l'ouvrage collectif précité dirigé par William Brubaker, Kay Haibronner défend la conception allemande de l'assimilation culturelle qu'il conçoit comme peu favorable à l'acquisition de la nationalité allemande par des immigrés autres que ceux partageant la culture allemande (in « Citizenship and Nationhood in Germany »). Sur l'intégration des immigrés selon le modèle de l'État républicain français, Patrick Weil, *La France et ses étrangers*, Paris, Calmann-Lévy, 1991.
32. La littérature sur ce point est considérable. Signalons simplement Wolfgang Benz ed., *Rechtsextremismus in der Bundesrepublik*, Francfort, Fisher, 1984, ainsi que Thomas Asshever et Hans Sarkowicz, *Rechtsradikale in Deutschland*, Munich, Beck, 1990.

Notes de la conclusion
La banalité du mal

1. Daniel Halévy, *Visites aux paysans du Centre*, Paris, Grasset, 1935, p. 44-48.
2. *Ibid*., p. 212.
3. Voir Nancy Fitch, « Mass Culture, Mass Parliamentary Politics and Modern Anti-Semitism : The Dreyfus Affair in Rural France », *American Historical Review*, février 1992.
4. Stephen Wilson, *Ideology and Experience. Antisemitism in France at the Time of the Dreyfus Affair, op. cit.*, chap. 3.
5. Daniel Dayen, « L'affaire Dreyfus dans la Creuse », art. cité, p. 333.
6. William Serman, « The Nationalists of Meurthe-et-Moselle, 1888-1912 », in Robert Tombs ed. *Nationhood and Nationalism in France. From Boulangism to the Great War*, Londres, Harper Collins Academic, 1991.
7. Sur l'antisémitisme local, voir Pierre Birnbaum, *Un mythe politique : « La République juive », op. cit.* Sur l'hostilité à l'égard des immigrants, Pierre Milza éd., *Les Italiens en France de 1914 à 1940*, Paris, École française de Rome, 1986. Gérard Noiriel, *Longwy, immigrés et prolétaires. 1880-1980*, Paris, PUF, 1984. Ralph Schor, *L'Opinion française et les Étrangers. 1919-1939, op. cit.* Yves Lequin éd., *La Mosaïque France. Histoire des étrangers et de l'immigration en France*, Paris, Larousse, 1988.
8. Pascal Perrineau, « Le vote Le Pen », *Commentaire*, automne 1991, p. 516.
9. « L'image du Front national auprès des Français », Sondage SOFRES, réalisé pour *Le Monde* et RTL, 15-17 octobre 1991.

10. Pascal Perrineau, « Le Front national : 1972-1992 », in Michel Winock éd.,*Histoire de l'extrême droite en France*, Paris, Éd. du Seuil, 1993. Voir aussi Pierre-André Taguieff, « Un programme "révolutionnaire ?" », in Nonna Mayer et Pascal Perrineau éd.,*Le Front national à découvert, op. cit.* Pour Philippe Boutry, « des outrances verbales de Louis Veuillot à l'antisémitisme d'Édouard Drumont jusqu'aux lois raciales de Xavier Vallat, de l'Action française de Charles Maurras à la Fédération nationale catholique du général de Castelnau, de Vichy à l'Algérie française, le Front national assume l'héritage proche ou lointain d'un courant national et catholique qui l'entraîne d'un même élan à magnifier les valeurs de la "France chrétienne", exalter la supériorité de la race blanche et nier l'existence des chambres à gaz » (« Dieu », in Jean-François Sirinelli,*Histoire des droites en France, op. cit.*, t. 3, p. 242).
11. *Le Monde*, 16 janvier 1993.
12. *Présent*, 7 septembre 1992. *Libération*, 7 septembre 1992. Voir Laurence Tardy et Muriel Piccamiglio, « L'identité nationale dans le FN », *Celsius*, mars 1992.
13. Norman Kleeblatt ed.,*The Dreyfus Affair. Art, Truth and Justice*, Berkeley, University of California Press, 1987.
14. Dominique Gros, « Le "Statut des Juifs" et les manuels en usage dans les facultés de droit, 1940-1944 De la description à la légitimation », *Quatrième Congrès de l'Association française de science politique*, Paris, septembre 1992, p. 14. Sur le rôle sous Vichy des grands professeurs de droit encore révérés de nos jours, Danielle Lochak. « La doctrine sous Vichy ou les mésaventures du positivisme », in *Le Statut des juifs sous Vichy*, Paris, CDJC, 1990.
15. Gérard Loiseaux,*La Littérature de la défaite et de la collaboration, op. cit.* Pascal Fouché, *L'Édition française sous l'occupation. 1940-1944, op. cit.* Gilles Ragache et Jean-Louis Ragache *La Vie quotidienne des écrivains et des artistes sous l'occupation. 1940-1944, op. cit.* Laurent Gervereau et Denis Peschanski éd.,*La Propagande sous Vichy. 1940-1944, op. cit.* François Garçon, *De Blum à Pétain. Cinéma et société française (1936-1944)*, Paris, Éd. du Cerf, 1984. Serge Added, *Le Théâtre dans les années-Vichy. 1940-1944*, Paris, Ramsay, 1992.
16. Interview, *Globe*, septembre 1989.
17. Leszek Kolakowski, « Amidst Moving Ruins »,*Daedalus*, été 1992, p. 51, 53. Krzysztof Wolicki, « Une Pologne toute catholique ? », *Le Débat*, 1991, n° 67.
18. *Rivarol*, 17 avril 1992.
19. *Minute-la France*, 22 avril 1992. *National-Hebdo*, 16 avril 1992. *Présent*, 16 avril 1992.
20. *Le Monde*, 29-30 novembre 1992.

Notes de la postface

1. Pierre Bréchon éd., *Les Valeurs des Français*, Paris, Armand Colin, 2000.
2. Pascal Perrineau,*Le Symptôme Le Pen. Radiographie des électeurs du Front national*, Paris, Fayard, 1997, p. 192-199.
3. Pierre Tévanian et Sylvie Tissot,*Dictionnaire de la lepénisation des esprits*, Paris, L'Esprit frappeur, 2002.
4. *Le Monde*, 15 décembre 2005.
5. *Ibid.*, 19 décembre 2005.
6. *Le Nouvel Observateur*, 1er décembre 2005.

7. Janine Mossuz-Lavau, *Les Français et la Politique*, Paris, Odile Jacob, 1994, p. 180 *sq*.
8. Pierre Birnbaum, *La France imaginée. Déclin des rêves unitaires ?*, Paris, Gallimard, « Folio », 2003.
9. Pascal Perrineau, « La dynamique du vote Le Pen. Le poids du "gaucho-lepénisme" », in Pasca Perrineau et Colette Ysmal éd.,*Le Vote de crise. L'élection présidentielle de 1995*, Paris, Les Presses de Sciences-Po, 1995 ; Jean Viard éd., *Aux sources du populisme nationaliste : l'urgence de comprendre Toulon, Orange, Marignane*, La Tour-d'Aigues, Éd. de l'Aube, 1996.
10. Nonna Mayer, *Ces Français qui votent Le Pen*, Paris, Flammarion, 2002, p. 34-36, 46*sq*., 98 *sq*., 334 *sq*.
11. Voir Guy Michelat et Michel Simon,*Les Ouvriers et la Politique*, Paris, Les Presses de Sciences-Po 2004. Voir aussi « M. Le Pen compte sur la crise des banlieues pour gagner le vote ouvrier »,*Le Monde*, 28 novembre 2005.
12. Michel Soudais,*Le Front national en face*, Paris, Flammarion, 1996, p. 206 ; Erwan Lecœur,*Un néo-populisme à la française. Trente ans de Front national*, Paris, La Découverte, 2003, p. 87.
13. Michel Hastings, « Philippe de Villiers ou la croisade inachevée », in Pascal Perrineau et Colette Ysma éd., *Le Vote de croisé, op. cit.*
14. Pierre Birnbaum, « Postface »,*Le Peuple et les Gros. Histoire d'un mythe*, Paris, Hachette « Pluriel », 1995.
15. Philippe Roger, *L'Ennemi américain*, Paris, Gallimard, « Folio », 2004.
16. Isabelle Cuminal*et al., Le Pen, les mots. Analyse d'un discours d'extrême droite*, Paris, La Découverte, 1998.
17. *Le Monde*, 2 mai 2001.
18. *Ibid*., 23 avril 2002.
19. Pascal Perrineau, « La surprise lepéniste et sa suite législative », in Pascal Perrineau et Colette Ysma éd., *Le Vote de tous les refus. Les élections présidentielles et législatives de 2002*, Paris, Les Presses de Sciences-Po, 2003. Voir aussi Daniel Bizeul,*Avec ceux du FN : un sociologue au Front national*, Paris, La Découverte, 2003.
20. Michel Busse, « Le vote Saint-Josse : la protestation en campagne », in Pascal Perrineau et Colett Ysmal éd., *Le Vote de tous les refus, op. cit.*, p. 323.
21. Gérard Grunberg et Étienne Schweisguth, « La tripartition de l'espace politique », in Pascal Perrineau e Colette Ysmal éd., *Le Vote de tous les refus, op. cit.*, p. 355 *sq*.
22. *Libération*, 29, 30 avril et 2 mai 2002 ; *Le Monde*, 2 et 3 mai 2002.
23. Comme l'écrit sans doute trop durement Gérard Mordillat : « Jean-Marie et Arlette, c'est le couple modèle : socialement à gauche, économiquement à droite et Français avant tout, Français de souche Français de nom, Français, Français plus que Français… les travailleurs-travailleuses d'Arlette sont les Français-Françaises de Jean-Marie et ceux qui ne sont ni Français ni Françaises, ni travailleur travailleuses n'ont qu'à retourner chez eux, ailleurs, à l'étranger puisque ce sont, par nature, des étrangers, même slogan "tous pourris" sauf nous, parangons de vertu… même culte de la personnalité : derrière le chef ou la cheftaine, pas une tête ne dépasse. C'est ça la France 2002 : Jean-Marie à la tête du pays, Arlette aux cuisines (à Matignon) pour faire tourner la maison avec ses travailleurs et travailleuses français françaises tandis que son chéri se charge du nettoyage (ethnique). La France est aux Français travailleurs, travailleuses, les vaches sont bien gardées et la chanson du décervelage devient l'hymne national », *Libération*, 26 avril 2002.
24. *Le Monde*, 30 juillet 2002.
25. *Libération*, 1er avril 2002.
26. Rapport annuel de la Commission nationale consultative des droits de l'homme, Paris, La Documentation française, 2003. Dans un commentaire qui accompagne ces données, Nonna Mayer souligne que

« depuis deux ans la France connaît une recrudescence des violences antisémites d'une exceptionnelle gravité ». Déjà dans le rapport annuel de cette Commission publié en 2001, Nonna Mayer et Guy Michelat remarquent que « la hausse de l'antisémitisme déclaré s'observe dans toutes les catégories de la population chez les hommes comme chez les femmes, chez les jeunes comme chez les plus âgés, chez les ouvriers comme chez les cadres, à gauche et à droite », p. 100.

27. Rapport annuel de la Commission nationale consultative des droits de l'homme, La Documentation française, 2004.
28. *Libération* et *Le Monde*, 21 mars 2005. Un certain déclin se fait jour pendant le premier semestre 2005 même si la gendarmerie constate encore 290 actes antisémites durant cette période, *Le Monde*, 27 juillet 2005.
29. Voir *L'Arche*, janvier-février 2002.
30. Voir, par exemple, Emmanuel Brenner *et al., Les Territoires perdus de la République*, Paris, Mille et Une Nuits, 2002, ou encore l'ouvrage de l'Union des étudiants juifs de France et de SOS Racisme, *Les Antifeujs*, Paris, Calmann-Lévy, 2002.
31. « On a crié mort aux Juifs à Strasbourg », *Le Monde*, 7 novembre 2000.
32. Ces citations sont extraites de Sylvain Brouard et Vincent Tiberj, *Français comme les autres ? Enquête sur les citoyens d'origine maghrébine, africaine et turque*, Paris, Les Presses de Sciences-Po, 2005, p. 100 et 108.
33. Pierre-André Taguieff, *La Nouvelle Judéophobie*, Paris, Mille et Une Nuits, 2002.
34. Nonna Mayer, *Ces Français qui votent Le Pen, op. cit.*, p. 338.
35. *Libération*, 3 mai 2004.
36. Voir Pierre Birnbaum, « The Retreat of the Strong State and the New Anti-Semitic Mobilization in France », in David Kertzer ed., *Old Demons, New Debates. Anti-Semitism in the West*, New York, Holmes and Meir, 2005.
37. Henri Rey, *La Peur des banlieues*, Paris, Les Presses de Sciences-Po, 1996.
38. Janine Mossuz-Lavau, *Les Français et la Politique. Enquête sur une crise, op. cit.*, p. 169.
39. Selon l'expression de Serge July dans son éditorial (*Libération*, 31 mai 2005). July écrit par ailleurs : « Le Pen xénophobe, c'est son fonds de commerce, mais que des dirigeants de gauche fassent campagne sur ce terrain comme Chirac en 2002 sur l'insécurité, on croyait cette xénophobie-là impensable… La France d'en haut et la France d'en bas, c'est le duo bien connu de toutes les périodes populistes », *Libération*, 30 mai 2005.
40. *Libération*, 31 mai 2005.
41. *Le Monde*, 31 mai 2005 ; *Libération*, 9 juin 2005.
42. Selon l'expression de Gérard Dupuy, *Libération*, 28 mai 2005.
43. Hanspeter Kriesi, « Movements of the Left, Movements of the Right : Putting the Mobilization of Two New Types of Social Movements into Political Context », in Herbert Kitschelt, Peter Lange, Gary Marks et John Stephens eds., *Continuity and Change in Contemporary Capitalism*, Cambridge, Cambridge University Press, 1999.
44. *Le Monde*, 4 juin 2005. Jack Lang dénonce de son côté le « social-chauvinisme » caractéristique, selon lui, de la position hostile à l'Europe exprimée par Laurent Fabius, *Le Monde*, 18 octobre 2005.
45. Herbert Kitschelt, *The Radical Right in Western Europe*, Ann Arbor, The University of Michigan Press, 1995 ; Pascal Perrineau éd., *Les Croisés de la société fermée. L'Europe des extrêmes droites*, La Tour-d'Aigues, Éd. de l'Aube, 2001 ; Hans-Georg Betz, *La Droite populiste en Europe*, Paris, Autrement, 2004 ; John Veugelers et André Magnan, « Conditions of Far-Right Strength in Contemporary Western Europe », *European Journal of Political Research*, n° 6, 2005.